

PERIOD.

DC

611

14217

B93

1896

pt. 2

BULLETIN  
DE LA  
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE  
DE NARBONNE

ANNÉE 1896 — 2<sup>me</sup> SEMESTRE



NARBONNE  
IMPRIMERIE F. CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1896

## SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

---

|                                                                                                                     | Pages.  |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Procès-verbaux des séances (1 <sup>er</sup> semestre 1896).....                                                     | XXVII   |
| Le Livre de comptes de Jacme Olivier (A. BLANC).                                                                    |         |
| — Introduction.....                                                                                                 | LXXXV-C |
| — Pièces justificatives.                                                                                            | 289-400 |
| L'atelier monétaire de Saint-Lizier (G. AMARDEL).....                                                               | 115     |
| Études sur Narbonne romaine. Les administrateurs<br>de la Narbonnaise sous la République (GASTON<br>JOURDANNE)..... | 131     |
| Un triens wisigoth inédit (G. AMARDEL).....                                                                         | 179     |
| Lettres inédites du général Merlin.....                                                                             | 188     |

---

La Commission entend laisser aux signataires des articles l'entière responsabilité de leurs appréciations.









# COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

---

## PROCÈS-VERBAUX

---

**Année 1896. — 1<sup>er</sup> Semestre.**

---

*Séance du mercredi 8 janvier 1896.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. Favatier, Gautier, Grulet, Sallis, l'abbé Dupuy, Cros-Mayrevieille, Narbonne, *membres résidants* ; Rouhard, Cabanes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

### CORRESPONDANCE

Ministère de l'instruction publique (7 décembre 1895). — Circulaire relative au Congrès des sociétés savantes qui doit avoir lieu à la Sorbonne les mardi 7 avril, mercredi 8 et jeudi 9. Le 11, séance générale de clôture présidée par M. le ministre. Informations ordinaires relatives aux délégués et à la lecture des mémoires.

— Préfecture de l'Aude (14 décembre 1895). — Lettre de M. le préfet informant M. le président que le conseil général, dans sa séance du 23 août dernier, a maintenu au

budget de 1896 la subvention de 1,500 fr. donnée précédemment à la Commission archéologique.

M. le PRÉSIDENT fait part à la Commission d'une lettre que M. Claret lui a adressée de Barcelone à la date du 6 janvier par laquelle notre collègue lui remet sa démission de membre résidant de la Commission archéologique. La Commission a écouté la lecture de cette lettre avec un vif sentiment de regrets, et il n'a fallu rien moins que les termes formels dans lesquels elle était conçue pour l'empêcher d'engager M. Claret à revenir sur sa détermination. Se rappelant toutefois les marques d'intérêt qu'il n'a cessé de donner à notre œuvre pendant l'exercice de son mandat et désireuse de lui prouver tout le prix qu'elle attache à des relations trop tôt interrompues, elle lui confère le titre de membre honoraire et charge le bureau de lui transmettre cette décision.

Un membre de la sous-commission de la Bibliothèque fait ressortir l'intérêt qu'il y aurait à posséder tous les inventaires d'archives qui se publient dans la région. Il propose dans ce but de demander à M. l'archiviste de l'Aude de vouloir bien compléter notre exemplaire de l'inventaire des archives départementales et de prier M. le maire de Cuxac de donner à la Bibliothèque de Narbonne un exemplaire de l'Inventaire des archives de cette commune. — Adopté.

M. GASTON GAUTIER offre à la Bibliothèque tous les numéros parus jusqu'à ce jour du *Bulletin de la Société languedocienne de géographie* de Montpellier ;

M. FAURE, une troisième édition de son *Étude sur les œuvres hospitalières à Narbonne, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, etc.* — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 45.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 3 février 1896.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Gautier, Grulet, d'Andoque de Sériège, Favatier, Narbonne, *membres résidants* : Rouhard et Cabanes, *membres correspondants* ; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

Lettre de M. Claret (Barcelone, 15 janvier 1896) remerciant la Commission archéologique de sa nomination de membre honoraire.

La séance est consacrée à diverses questions d'administration intérieure.

Un membre annonce que l'administration des musées nationaux se dispose à publier de nouveaux catalogues de leurs collections avec illustrations et gravures. C'est ainsi que le Louvre vient de faire paraître la série des ivoires et prépare les catalogues de la céramique et de la sculpture antiques ; de son côté le musée du Trocadéro a déjà édité parmi les monuments du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle un grand catalogue avec phototypies que l'on peut considérer comme le modèle du genre.

L'assemblée, appréciant l'importance d'une pareille publication, charge le bureau de prier notre collègue M. Barlabé, actuellement à Paris, de nous faire connaître les démarches à faire pour en obtenir un exemplaire.

Le bureau est aussi chargé de demander à M. le ministre de l'instruction publique le complément du *Dictionnaire*



*des beaux-arts* dont la Bibliothèque ne possède que les deux premiers volumes complets, avec les trois premières livraisons du troisième volume.

Il est procédé à la nomination de plusieurs membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 30.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 4 mars 1896.*

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents: MM. de Monerie, Favatier, Sallis, Viennet, l'abbé Dupuy, Narbonne, Cros-Mayrevieille, *membres résidents*; Rouhard et Cabanes, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. l'abbé Degua, curé à Villemoustaussou, membre honoraire de la Commission archéologique, adresse à M. le secrétaire la communication suivante :

« Le compte-rendu de la séance du 6 novembre dernier relatif au tome x des Œuvres de Mgr Barbier de Montault, présenté par M. Narbonne, traite entre autres questions de la double inscription du *pitacium* de saint Siméon honoré par mon ancienne paroisse de Boutenac d'un culte public et solennel.

« Me permettez-vous de compléter la citation de Mgr Barbier de Montault en suivant le texte que M. Narbonne vous a lu ?

« Je témoigne tout d'abord que l'un de mes prédécesseurs, M. l'abbé Bidard, successivement curé de Boutenac, Laure et Sigean, avait confié la plaque en plomb de saint Siméon à M. le chanoine titulaire Astre qui la lui rendit copiée et traduite comme le fit plus tard M. Tournal. Peu de temps après mon entrée dans cette paroisse j'eus l'avantage d'être mis en relation avec le digne et savant M. Tournal, qui vint visiter le précieux corps auquel se rapportait la plaque, la tête de saint Mammès, et un bloc de marbre qui avait servi au cimetière de console et de support d'une croix disparue, bloc de marbre dont une face avait reçu une inscription funéraire à peu près fruste d'époque romaine, et l'autre face bien conservée représentant une inscription du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle. Ce fut après cette confrontation sur les lieux que M. Tournal contrôla le texte du *pitacium* pris sur les lieux avec celui qu'avait reproduit l'estampage et que j'ai retrouvé au Musée.

« Non seulement pendant mon séjour de vingt ans à Boutenac je me suis occupé de concert avec M. le comte de Castillon Saint-Victor, doué d'une intelligence supérieure, à interroger les vieillards depuis décédés, à examiner les convenances historiques propres à me fixer sur l'époque de saint Siméon ; mais, depuis bientôt quinze ans que j'ai été transféré à Villemoustaussou, de nouvelles études et de plus amples recherches m'ont conduit à préciser des dates et à les faire concorder avec les événements. Je n'ai pas manqué d'en aviser l'un de nos successeurs, M. l'abbé Escarguel, pour en enrichir la deuxième édition de son intéressante plaquette.

« Après ce préambule, j'arrive au texte de M. Tournal, tel que vous l'a lu M. Narbonne, et je l'explique.

« L'évêque Siméon, écrit M. Tournal, n'était que directeur ou bien surveillant, car il n'y a jamais eu d'évêque proprement dit à Boutenac, et était qualifié de moine. Il n'a jamais été canonisé. »

« Voici par quel évènement Boutenac a possédé temporairement un évêque sur son antique territoire.

« Dans l'un des volumes de l'*Histoire générale de Languedoc*, édition Privat, j'ai trouvé qu'en 1050 un évêque espagnol nommé *Siméon* était venu à Narbonne remplir une mission du Saint-Siège relative à un grand abus de simonie. Cette courte note si brève, si peu apparente qu'elle fût, est vraiment précieuse. En 1050 siégeait à Rome le saint pape Léon IX que soutenait dans sa guerre contre la simonie le fameux cardinal Hildebrand, devenu vingt ans après le pape saint Grégoire VII. D'autre part siégeait à Narbonne Guiffred ou Geoffroy de Cerdagne, fils de Guiffred comte de Cerdagne, père de quatre enfants pour lesquels il convoita les plus hautes dignités. Il fit l'aîné de ses fils son héritier comtal. Il acheta au prix de 1,000 sous d'or l'archevêché de Narbonne qu'il destina à son cadet, il pourvut ses deux autres fils des évêchés de Girone et d'Urgel. Guiffred monta sur le siège archiépiscopal de Narbonne vers 1015, âgé seulement de dix ans. La mise à l'encan des évêchés et des abbayes produisit de tels désordres que Rome, selon M. de Montalembert, dût coûte que coûte les réprimer et par la déposition et même par l'excommunication de ses titulaires. En 1050, Guiffred avait environ 45 ans. L'insuccès de l'évêque Siméon auprès de Guiffred amena son excommunication en 1054 ou 1055 par Victor II. Il semble ou que Guiffred n'en tint pas compte ou qu'il prit des arrangements avec le pape et le cardinal Hildebrand, car rien n'indique qu'il y ait eu une interruption du moins durable dans son épiscopat.....

« L'évêque Siméon eut-il à craindre la vengeance du comte de Cerdagne et le chemin du retour en Espagne interdit? Fut-il exilé dans la Clape? Renonça-t-il à l'épiscopat à cette époque de compromission simoniaque? Si de la vie monastique il avait été élevé à l'épiscopat, il



la reprit parmi les ermites de Fontfroide, lieu de leur réunion, quoique chacun vécut à part, car ils ne furent réunis en corps et sous une règle unique que par les fils de saint Bernard. Cela explique le choix et l'habitation de saint Siméon dans une grotte de la pinède de Boutenac pas trop éloignée de Fontfroide.

« C'est bien postérieurement à cette époque que les souverains pontifes établirent les règles de la canonisation. Notre Siméon, par sa rigoureuse et persévérante pénitence, par les prodiges de sa vie et de sa mort et continués sur son tombeau, fut proclamé *saint* dans ce pays narbonnais *par acclamation* sans procédure préalable. Et ils sont nombreux les saints locaux non inscrits dans le catalogue reconnu par Rome, jouissant d'un culte public et solennel que Rome tolère par honneur de leur antiquité.

« Plus bas, M. Tournal, en le faisant sortir de Fontfroide, dit qu'il portait une ceinture de fer, munie de pointes aiguës. La rouille a dévoré sans doute cette ceinture; mais j'ai reconnu sa forme primitive dans les parties fragmentaires qui existent encore. Elle était de la largeur et de l'épaisseur d'un cercle en fer employé pour les barils de 50 à 60 litres, et les pointes n'en sont pas aiguës. Voici la forme de cette ceinture telle que je l'ai vue en 1863 :



« M. Tournal, impuissant à déterminer l'origine et l'époque du saint par sa fête solennisée le 3 janvier, établit des rapprochements avec saint Siméon Stylite également fêté le 3 janvier et avec saint Simon de Jérusalem martyrisé en 110. Celui-ci était un parent de N.-S. J.-C. et sa fête tombe au 17 février. Les archevêques de Narbonne devant les prodiges constants de notre saint ont accordé au lieu de Boutenac de l'invoquer par un culte public et ont fixé sa fête au 3 janvier, l'associant à saint Siméon Stylite,

mais sans confusion de personnes. Il eût été plus naturel de faire sa fête le 16 décembre, puisqu'on connaît le jour de sa bienheureuse mort.

« M. Tournai cite tout au long l'inscription en lettres cursives du <sup>xv</sup>e siècle, révélant le jour de la mort, le jour et l'année de l'exhumation du saint corps, regrettant l'oubli de l'année du trépas de saint Siméon, ce qui rend inexplicable le *post multa tempora* du *pitacium*. Il m'est possible de fixer *approximativement* l'année du trépas..... J'ai fait examiner en 1863 par mon condisciple de collège, M. le docteur Emile Fabre, ce que nous possédions du corps saint. Et par l'ostéologie il m'a affirmé que les ossements appartenaient à un homme d'un âge *très avancé*..... Sur sa déclaration je fais remonter sa mort de 1070 à 1080.

« Donc l'exhumation du saint corps désirée par les continuel prodiges survenus sur sa tombe aurait eu lieu environ 60 ans après le décès, ce qui suffit pour légitimer le *post multa tempora*, synonyme de *post multos annos*. Les conditions particulières de sa mort ont consacré immémoriale la *mémoire du jour*; mais pour l'année, à une époque surtout où la chronologie était négligée, elle a pu s'échapper des souvenirs, soit par la disparition des témoins de la précieuse mort de saint Siméon, soit par le grand âge des survivants en 1133.

« M. Tournai, arrivant à l'inscription du recto de la plaque en lettres capitales romaines d'un parfait tracé, nous parle du *tumulus* renfermant le vénérable corps, de la *ceinture* dont il était lié, de la *croix* en fer reposant sur sa poitrine.

« Voici d'abord la tradition que M. le comte de Castillon et moi avons recueillie en 1863, *après sérieuses informations*, des vieillards alors âgés de 80 à 85 ans, et qui apportaient le témoignage de leurs bisaïeuls. Le bienheureux Siméon mourut consumé de vieillesse dans les dépendances du château supérieur de Boutenac et il fut

enseveli dans le cimetière de l'église actuelle devant sa porte d'entrée alors au midi (1), où sont les *fonts baptismaux*. L'église est construite sur le roc et peu de terre la recouvre au midi, au couchant et à l'aquilon ; ce fut dans une fosse creusée dans le roc que fut déposé ce vénérable corps ; quand on l'exhuma, il fut trouvé en état de parfaite conservation et on fit un grand coffre en bois dur qu'on transporta dans l'église ; on lui donna une place d'honneur dans le sanctuaire, en pratiquant dans l'épaisseur de la muraille du côté de l'évangile une excavation de la mesure du coffre.

« Le saint évêque était mort ceint de sa ceinture de fer en mode de cilice, que la rouille et la fraîcheur de la terre avaient attaquée ; c'était donc un vrai signe de pénitence et non une marque de peine. La croix pectorale, que j'ai vue et mesurée, était de la grandeur de la croix pectorale de nos évêques, de la même épaisseur que la ceinture, mais bien endommagée par la rouille ; c'était la seule distinction qu'il eût gardée de sa dignité, de sa consécration épiscopale.

« Je signale à votre Commission archéologique un fait, une coexistence dont personne dans ma paroisse actuelle n'a pu me rendre raison.

« C'est l'existence dans mon église, à la chapelle du Purgatoire, d'une statue en pied et en bois doré, d'une vétusté qui défie une fixation d'époque, représentant un évêque avec chappe et crosse, mais sans mitre, honorée sous le vocable de saint Siméon ; on a parfois essayé sur sa tête nue de poser une mitre ou une couronne, et on a toujours retrouvé ces objets renversés à terre.... Les femmes dont

---

(1) Depuis 1891 la disposition de l'église de Boutenac a été changée, les fonts baptismaux sont au nord et au fond de la nef latérale. La porte d'entrée dont il est ici parlé se trouvait à l'endroit où est actuellement le vitrail de saint Antoine de Padoue et de saint Louis de Gonzague.



les couches sont laborieuses se recommandent à la statue de saint Siméon, elles prient ou font prier et allumer un cierge devant elle, et ce témoignage de vénération est récompensé par une heureuse délivrance..... Quand j'ai pressé les gens de questions, ils m'ont toujours répondu : De tout temps on a honoré et invoqué saint Siméon..... C'est un ancien évêque du pays!..... La mission et la réputation du saint évêque de Boutenac se seraient-elles étendues jusqu'à Carcassonne? Je trouve un Guiffred, évêque de Carcassonne, de 1030 à 1036, dont les rapports de diocèse à diocèse furent fréquents avec son homonyme de Narbonne; mais on ignore exactement le lieu de son origine. Je ne relève que l'importance de ma paroisse dans l'ancien diocèse de Carcassonne, c'était un archidiaconé. »

Cette lecture a été écoutée avec le plus vif intérêt par l'assemblée qui vote des remerciements à M. l'abbé Degua et décide que sa communication sera insérée au procès-verbal de la séance.

Il est ensuite procédé à l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Claret, démissionnaire. Plusieurs membres n'ayant pu assister à la séance ont envoyé leur bulletin de vote. M. Henri Cortal ayant obtenu l'unanimité des suffrages, M. le préfet sera prié de vouloir bien sanctionner cette désignation.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 15.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 4<sup>er</sup> avril 1896.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Gautier, Sallis, Narbonne, *membres résidants*; Coural et Rouhard, *membres correspondants*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Hugues, récemment nommé sous-préfet de Narbonne, assiste à la séance.

M. Tissier, bibliothécaire-archiviste, s'excuse de ne pouvoir y assister.

M. le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. le sous-préfet et le remercie au nom de la Commission de l'empressement qu'il a mis à se rendre au milieu de nous. Il lui cède le fauteuil de la présidence.

M. le PRÉSIDENT remet à M. Coural copie de l'arrêté préfectoral du 21 mars 1896 qui le nomme membre résidant : il lui exprime combien la Commission est heureuse de voir se resserrer le lien qui l'attachait déjà à elle.

Après ces paroles M. Coural est admis à prendre séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

Association française pour l'avancement des sciences (10 février 1896). — Invitation au Congrès de Carthage à Tunis (avril 1896); instruction pour les délégués; bulletin de vote pour la nomination des délégués de l'Association au Congrès.

M. AMARDEL lit un rapport sur le travail de M. Paul Bordeaux intitulé *Les ateliers monétaires de Bordeaux et de Saint-Lizier pendant la Ligue*.

M. NARBONNE donne lecture d'un mémoire de M. Gaston Jourdanne sur *Les administrateurs de la Narbonnaise pendant la république romaine*.

Ces deux communications, très intéressantes, sont renvoyées au comité de publication.

M. le SECRÉTAIRE offre :

Au nom de Mgr Barbier de Montault, le xi<sup>e</sup> volume de ses Œuvres complètes ;

Au nom de M. Faure, trois nouvelles lettres qui lui ont été adressées par MM. Léopold Delisle, Alfred Julia et le marquis de Buchepot ;

Au nom de M. Louis Berthomieu, avocat à Narbonne, sa thèse pour le doctorat en droit, *Du legs avec charge et de son application aux œuvres d'intérêt public*.

M. AMARDEL offre :

Au nom de M. de Beauchostes, un as colonial de Nîmes, au crocodile, portant la contremarque D. D.

Au nom de M. Edmond de Stadiou, 1<sup>o</sup> un as colonial de Nîmes ; 2<sup>o</sup> une monnaie romaine d'Emporium ; 2<sup>o</sup> un moyen bronze de Claude ; 4<sup>o</sup> un moyen bronze de Mayence ; 5<sup>o</sup> un moyen bronze de Licinius père ; 6<sup>o</sup> un petit bronze de Constantin I ; 7<sup>o</sup> un petit bronze de Constance II ; 8<sup>o</sup> une pièce de 3 nummia de Justin I ; 9<sup>o</sup> un petit bronze grec de Claude le Gothique frappé à Alexandrie ; 10<sup>o</sup> un autre petit bronze d'Alexandrie de Maximien Hercule.

Il remet à la Commission une monnaie celtibérienne d'Indica, la partie d'Emporium occupée par les Indigètes.

Tête casquée de Minerve à droite. Devant E I.

R. Pégase au galop à droite, la tête formée par une petite figure de Mercure coiffé du petasus, accroupi et étendant les mains vers les pieds ; dans le champ, au-dessus du Pégase, une couronne ; devant, un petit taureau cornupète ; au-dessus la légende ibérique que Heïss transcrit **AVNTZCASCON** (Heïss, n<sup>o</sup> 40).



Cette pièce a été trouvée aux environs de Narbonne et acquise par M. Thiers.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

*Le Président,*

*Le Secrétaire,*

J. RIOLS.

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 6 mai 1896.*

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Riols.

Présents: MM. Hugues, sous-préfet, Favatier, de Monerie, Gautier, Barlabé, Cros-Mayrevieille, l'abbé Dupuy, Narbonne, Coural, d'Andoque, Amardel, Viennet, *membres résidents*; Cabaues, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

Ministère de l'instruction publique (16 avril 1896). — Il est impossible d'obtenir le complément du *Dictionnaire des beaux-arts* dont la Bibliothèque possède les trois premiers volumes: la souscription à cet ouvrage a été interrompue faute de fonds, et les dépôts de l'Institut n'en renferment plus aucun exemplaire.

Académie des inscriptions et belles-lettres (24 avril 1896). — M. le secrétaire perpétuel annonce qu'à l'occasion

du centenaire de l'Institut l'Académie offre en son nom à la Commission archéologique de Narbonne un exemplaire :

1<sup>o</sup> Des Mémoires de l'Académie, tome 14 à 35;

2<sup>o</sup> Des Mémoires des savants étrangers (1<sup>re</sup> série, du tome 2 au tome 10; deuxième série, du tome 3 au tome 6);

3<sup>o</sup> Du Recueil des notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale, du tome 11 au tome 34, sauf le tome 16 et la première partie du tome 17 qui sont épuisés :

4<sup>o</sup> Des Comptes-rendus des séances à partir de l'année courante; le service en sera fait par les soins de M. Picard, libraire, 82, rue Bonaparte, à Paris.

Les volumes ci-dessus désignés seront transmis par les soins du Ministère de l'instruction publique.

Société française d'archéologie de Compiègne (18 avril 1896). — Invitation au congrès de Brest et Morlaix qui sera tenu par la Société française d'archéologie du 3 au 11 juin. Programme et remerciements divers.

M. Julien Claret, membre honoraire, écrit de Barcelone le 23 avril qu'il est chargé par M. Francisco de Boffarull y Sans, archiviste de la corona d'Aragon et bibliothécaire de la Real Academia de buenas letras de Barcelone, de remettre à la Commission archéologique les Mémoires de l'Académie des belles-lettres, un très beau volume qu'il nous fera parvenir à la première occasion avec la lettre d'envoi à M. le Président. Outre ce don et cet envoi, M. Boffarull se met à notre disposition pour nous communiquer toutes les pièces relatives à Narbonne, qui sont très nombreuses dans les archives barcelonaises.

M. Claret demande qu'à titre de réciprocité on envoie à M. Boffarull les fascicules du Bulletin de la Commission qui renferment le Livre de comptes de Jacme Olivier.

L'assemblée remercie M. Claret de l'intérêt qu'il ne cesse de témoigner à notre société et charge le Comité de publication d'envoyer à M. Boffarull les fascicules du Bulletin qui font l'objet de la demande.

Au nom de M. Jean Miquel, membre libre, M. NARBONNE donne communication de la note suivante relative à plusieurs dolmens situés dans le territoire de la Roueyre, commune de Bize (Aude).

« Le département de l'Aude, qui est peut-être le département le plus privilégié de France pour l'importance et la richesse de ses stations paléolithiques (Bize, la Cruzade, Sallèles-Cabardès, Limousis, etc.), renferme bien moins de souvenirs des âges néolithiques et de l'homme de l'âge du bronze.

« On ne connaissait guère jusqu'ici dans le département qu'un menhir bien classique, celui de Malves (Tournal, Cros-Mayrevieille, Mahul, Ditandy, Sicard de Rivières) et quelques monuments celtiques moins importants et d'une authenticité peut-être un peu douteuse.

« Sur les compois de l'Aude, le plateau de la Matte, les causses nummulitiques de Minerve et les collines de Villespassans et de Cruzy ont révélé en ces dernières années un nombre très considérable de dolmens parfaitement caractérisés.

« L'homme des dolmens, installé sur le haut cours de la Cesse et du Roquefourcade, poussait certainement ses incursions dans les plaines de l'Aude où ses vestiges ont dû être ensevelis sous les alluvions; dans les côteaux qui bordent nos plaines on trouvera sûrement des vestiges plus marqués de leur séjour. Dans cette langue de terre si curieuse et si hardie que l'Aude projette dans l'Hérault, au nord de Bize et d'Argeliers, dans le territoire de la Roueyre, des côteaux gréseux portent à tout instant des amas de cailloux dont l'origine ne peut pas toujours être attribuée aux épierrements et aux cultures. Il y a là des tumuli, et parmi eux il en est qui cachent de véritables dolmens d'une authenticité incontestable.

« Dans le tènement de la Mère de Dieu, à sept cents mètres de la Roueyre, se trouve un dolmen sur un bas

côteau d'où la vue s'étend au nord par-dessus les Causses jusqu'aux sommets de la chaîne de Marcory, mais que les collines d'Agel et les contreforts de Montahuc enveloppent des autres côtés.

« Il est formé de blocs d'un grès grossier à granules quartzeux que le sol fournit tout à l'entour. La table dominante est une belle dalle affectant la forme d'un losange à contours assez réguliers. Elle mesure 3<sup>m</sup> 30 dans sa plus grande largeur, 2<sup>m</sup> 20 suivant la petite diagonale. Un bas côté est encore debout, à peine incliné vers l'intérieur du monument; il est formé d'une seule roche de 2<sup>m</sup> 25 de long et 0<sup>m</sup> 40 d'épaisseur; le second bas côté comprend quatre dalles moins importantes et aujourd'hui renversées.

La table est très basse et rend les fouilles très difficiles, mais il suffit de remuer un instant le sol pour mettre à jour les dents et les ossements humains. Une très belle épingle de bronze a été recueillie parmi les ossements.

« Un second dolmen se trouve un peu plus bas sur un mamelon marneux entouré de toutes parts par un gracieux méandre du Barroubio. Le côteau tout entier est parsemé à travers les champs et la garrigue de fragments de poterie de Samos caractérisant un habitat romain de la plus belle époque. Nous lisons sur deux de ces fragments les marques suivantes :



elles ne figurent pas parmi les marques relevées par Tournal dans le Catalogue du Musée.

« Les dalles du dolmen sont en grès et sont connues dans le pays sous le nom de pierres des couteaux. Elles ont été renversées par le temps et il ne subsiste guère qu'une table très inclinée et un bas côté fortement planté dans le sol. Ici encore chaque coup de pioche révèle en grand nombre les ossements humains.



« A un kilomètre environ au nord de ces deux dolmens il en existe encore un troisième au tènement de l'Aire Vieille qui est peut-être moins certain, mais qui en revanche est encore plus intéressant. Les bas côtés sont formés de deux grandes dalles de grès redressées par la nature, mais soutenues par des cales où l'on reconnaît la main de l'homme. La table dominante est inclinée aujourd'hui entre ses deux supports. Le monument repose sur un banc de grès très compacte et il a été certainement impossible de faire des fouilles en ce point pour y former un caveau funéraire, mais à trois mètres en avant du dolmen le sol est meuble et des charruages y ont mis à jour des ossements humains, des silex et des poteries préhistoriques. »

M. AMARDEL présente un triens wisigothique inédit du roi Tulga (630 ou 640) frappé à Tarazona; ce triens trouvé aux environs de Narbonne est malheureusement en mauvais état : il appartient à M. Berthomieu. L'intéressante communication à laquelle donne lieu cette monnaie vaut à M. Amardel les remerciements de l'assemblée qui en ordonne le renvoi au Comité de publication.

M. NARBONNE signale dans la *Revue des langues romanes* de mars 1896 quelques lettres inédites de François Bosquet, qui fut successivement intendant de la Guyenne et de Languedoc, puis évêque de Lodève et de Montpellier. Ces lettres sont aujourd'hui conservées dans le fonds Godefroy à la Bibliothèque de l'Institut. Elles sont adressées au chancelier Séguier et ont été écrites pendant l'épiscopat de Bosquet à Lodève.

Dans la première (lettre I, Narbonne, 13 mars 1649) il annonce son prochain voyage à la cour et la prochaine ouverture des États; mais celle-ci l'empêcha d'effectuer son voyage, et, au lieu de partir « dans la fin du mois « d'avril », il resta encore longtemps à Montpellier. Le 1<sup>er</sup> juin (lettre II) il annonce à Séguier l'ouverture de

« cette asssemblée » (*sic*), et il prévoit qu'elle « ne sera pas  
« sans trouble, pour peu d'argent qu'on luy demande de  
« la part du Roy. » Dans une lettre citée par son biogra-  
phe, M. l'abbé Henry, et écrite huit jours plus tard (1),  
il constatera mieux l'agitation produite par les arrêts du  
parlement de Toulouse en mai 1649, ordonnant de sur-  
seoir à l'édit de Béziérs de 1632 (2), et « la conjuration  
« universelle dans nos Estatz pour se remettre en l'estat  
« où l'on estoit auparavant cet édit. »

Les événements politiques ne font pas perdre de vue à  
Bosquet ses devoirs religieux, et le 14 juin 1649 (lettre III,  
Montpellier) il recommande à Séguier un prêtre lorrain,  
Joly, qui a « produit de grands fruits en la conversion des  
« hérétiques ou des pécheurs obstinez en cette province. »

Envoyé à Aix avec le baron de Calvisson et deux dépu-  
tés du tiers, MM. de Sournha, diocésain d'Alet, et Mayrar-  
gues, consul d'Uzès, pour amener un rapprochement  
entre le comte d'Alais et le parlement de Provence et  
« les supplier tous les deux de se prêter par des conces-  
« sions mutuelles à un accomodement que réclamait si  
« impérieusement le bien du royaume (3), » Bosquet ne  
réussit pas dans son entreprise, tomba malade et alla se  
soigner dans son diocèse où il resta jusqu'en octobre 1649.  
En novembre (lettre IV, Montpellier, 2 novembre) nous le  
voyons de retour aux États où sa présence a été jugée  
nécessaire. « Messieurs les comisseres sont entrez aujour-  
« d'hui dans l'assemblée, nous ont aporté les expéditions  
« pour la révocation de l'Ediet de Bésiérs, et nous ont  
« demandé huict cens mil livres pour deux ans par dessus  
« le million d'extraordinere que nous avons accordé au

1) *François Bosquet*, étude sur une administration civile et ecclésiastique au XVII<sup>e</sup> siècle, par M. l'abbé Henry, p. 301.

2) P. Gachon. *Les États de Languedoc et l'édit de Béziérs* (1632).

3) Henry, ouvrage cité, p. 309.

« Roy. Cette demande a effrayé nostre Tiers-Estat, et je ne  
« voy aucune disposition à l'accorder. »

Une lettre du 1<sup>er</sup> mai 1631 (lettre V, Narbonne) est relative aux troubles excités par le parlement de Toulouse en Languedoc (1). « Si ces violences [du parlement] ne sont  
« réparées bien tost par les arrests du Conseil et par  
« l'oposition de l'autorité et des forces du Roy, je prévoi  
« une révolution générale de la province, de laquelle  
« messieurs des finances ne doivent pas espérer un denier. »

Les deux dernières lettres nous montrent les débuts de Bosquet dans les fonctions diplomatiques. L'une contient des détails sur les relations de Mazarin avec le chancelier Séguier et avec Bosquet, sur la présentation de l'évêque à Louis XIV et Anne d'Autriche avant son départ pour Rome où il va entreprendre une négociation délicate relative au jansénisme (lettre VI, Soissons, 18 octobre 1633). L'autre raconte sommairement une conversation « de plus de deux  
« heures » qu'il eut avec la duchesse régente de Savoie, dans laquelle « elle eut la bonté de lui déduire par le  
« menu toute sa conduite depuis son vefvage, les accidents  
« divers de sa bonne et mauvaise fortune, l'estat de sa  
« famille et la qualité de ses ministres. » (Lettre VII, Turin, 29 novembre 1633).

M. NARBONNE donne lecture d'un nouveau mémoire de M. Gaston Jourdanne sur *La Narbonnaise au temps de César et d'Auguste*. — Renvoyé au comité de publication.

Il annonce que notre dévoué collègue, M. Alcime Cabanes, maire d'Argeliers, a sauvé d'une destruction certaine de nombreux papiers appartenant à la famille du conventionnel Michel Azéma et les a déposés aux archives de la commune d'Argeliers; il communique à la Commission un certain nombre de lettres inédites du général Eugène Merlin, fils de Merlin de Douai.

---

(1) Henry, ouvrage cité, pp. 324-325.

La commission vote des félicitations à M. Cabanes et décide que les lettres données en communication par M. Narbonne seront transmises au comité de publication qui jugera s'il y a lieu de les publier dans le Bulletin, bien que par leur caractère de généralité elles sortent du cadre que s'est tracé notre publication.

M. Félix Baron, libraire, membre libre, offre au Musée un dessin, avec cadre, du fronton du Panthéon de Paris avec dédicace autographe de David d'Angers. C'est un don que fit en 1848 le célèbre sculpteur au club de l'Union de Narbonne dont faisait partie Théodore Raynal, son collègue à l'Assemblée Constituante. La dédicace est ainsi conçue : « Au club de l'Union de la ville de Narbonne ;  
« aux patriotes concitoyens de mon ami et collègue Th.  
« Raynal, David d'Angers. » Ce dessin orna la salle des séances du club jusqu'en 1849 : au moment de sa dissolution, il resta entre les mains de M. Cassan qui en était le secrétaire. M. Baron a obtenu de la famille Cassan qu'elle voulût bien se dessaisir de ce tableau en faveur du Musée de Narbonne.

La Commission adresse à M. Baron ses remerciements chaleureux et le prie de se faire auprès de la famille Cassan l'interprète de sa gratitude.

M. NARBONNE offre, au nom de M. Douarche, le procès-verbal de son installation comme premier président à la Cour d'appel de Caen et les discours prononcés à cette occasion. — Remerciements.

M. Bordeaux offre à la Commission archéologique les ouvrages suivants dont il est l'auteur :

- 1<sup>o</sup> *Etat des connaissances numismatiques concernant les ateliers monétaires de Compiègne et de Melun pendant la Ligue ;*
- 2<sup>o</sup> *L'atelier monétaire de Laon pendant la Ligue ;*
- 3<sup>o</sup> *Les ateliers monétaires de Clermont-Ferrand et de Riom pendant la Ligue ; le sceau de l'hôtel des monnaies de Riom ;*



4° *Le sceau de la corporation des monnayeurs de Figeac et l'atelier monétaire de cette ville aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles; le sceau du collège des monnayeurs d'Angers; un cachet de monnayeurs de Paris;*

5° *Monnaies royales françaises inédites ou peu connues.*

L'assemblée vote des remerciements à M. Bordeaux et charge M. Amardel de lui faire dans une de nos plus prochaines séances un rapport sur ces diverses études.

Il est procédé à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne en remplacement de M. Coural nommé membre résidant. M. Charles Baron, père, libraire, présenté par MM. Gaston Gautier et Louis Narbonne, obtient l'unanimité des voix, et est nommé membre correspondant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 15.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

---

*Séance du mercredi 3 juin 1896.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents: MM. de Monerie, Favatier, l'abbé Dupuy, Amardel, Viennet, *membres résidents*; Rouhard, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

Ministère des beaux-arts (31 mai 1896). Instructions relatives à la 21<sup>e</sup> session des sociétés des beaux-arts des

départements. Présentation et lecture des mémoires.  
Présentations pour les délégués.

M. Francisco de Boffarull, « academico bibliotecario de  
« la Real Academia de buenas lettres de Barcelona », offre  
au nom de la dite Académie un exemplaire du tome v de  
ses Mémoires;

M. Hippolyte Faure, un exemplaire de la thèse pour la  
licence en droit qu'il a soutenue à Toulouse le 10 mars 1834.

Des remerciements sont votés aux donateurs.

M. Etienne Janson, cantonnier à Narbonne, offre un  
pecten fossile qu'il a trouvé dans les environs de Font-  
froide. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

*Le Président,*

*Le Secrétaire,*

J. RIOLS.

L. BERTHOMIEU.

d'avoir à payer tous les ans les gages de cinq clavaires alors qu'un seul suffisait, sans compter la lourde dépense qu'imposait l'achat des robes consulaires (1). La question fut portée devant le parlement. Mais avant toute décision judiciaire un accord était intervenu entre les parties (1381). Le nombre des consuls fut porté de cinq à sept et le clavaire unique fut maintenu. L'autorité royale approuva cette transaction. Des dépenses avaient été faites. Pour les payer la ville eut recours à un emprunt qui fut souscrit par les deux partis. Jacme Olivier est au nombre des souscripteurs. Il avait pris une part active au débat en qualité de lieutenant de l'un des consuls en charge, Johan Jordana, avec lequel son manuel nous le montre en relations commerciales.

Notre marchand apparaît dans toute cette affaire comme un homme ennemi de toute violence et aussi ferme que sage. La modération et la droiture de son caractère devaient être généralement reconnues et son renom de fermeté et d'intégrité politiques bien établi. En effet, malgré la marque de confiance que le duc d'Anjou venait de lui accorder, ses concitoyens le choisirent, en 1380, comme arbitre pour trancher un différend entre les consuls et divers fermiers d'im-

---

(1) Arch. de Narb., BB. 104 : Universitas ipsius ville in vestibus duodecim consulum, que vestes valde sumptuose existunt, et in vadiis quinque clavariorum multipliciter gravaretur. — Les robes des consuls coûtaient alors à la ville vingt-quatre francs d'or chacune. Ce fait ressort de divers passages et en particulier du suivant emprunté à un « Comte del cosolat de M<sup>a</sup> G. » « Esteve, cosol. » Au débit de ce compte est le détail du drap de Bruxelles et de la fourrure que la ville lui a livrés et au crédit on lit : El comun li deu per la pension de las raubas que li fa lo comun coma a cosol, xxx fl. que valon xxiiij fr., que son xvj gr. per j<sup>a</sup> li., lo fr. a xvj gr. vj..... xxiiij li. xv s. (*Comptes du clav. de 1379-80*, f<sup>o</sup> 172).

pôts (1). En 1381, il prit part comme conseiller aux délibérations si importantes par lesquelles Narbonne, après le rappel du duc d'Anjou et la mort de Charles V, se prononça en faveur du comte de Foix qui prétendait au gouvernement de la province. On vient de voir que l'un des consuls, Johan Jordana, sur le point de s'absenter, l'avait choisi pour le remplacer.

C'était en avril 1381 (2), au moment où les démêlés entre le duc de Berry et le comte de Foix devenaient fort vifs. Johan Jordana avait été député à Paris par la ville et la vignerie de Narbonne, sans doute pour s'occuper de ces affaires, en même temps que de questions d'impôt et du débat sur le nombre des consuls. J'aurai l'occasion de montrer ailleurs que l'attitude des Narbonnais vis-à-vis du duc fut celle de sujets fidèles. Ils se montrèrent toujours très réservés à l'égard du comte de Foix; ils ne se décidèrent à recourir aux armes que pour résister aux violences du duc et précisément au moment où un accord était conclu entre les deux prétendants. On sait, en effet, que l'on peut considérer la paix comme faite entre eux dès le mois de septembre. C'est alors que les gens du duc attaquent le plus vivement Narbonne, que ses habitants sont proclamés rebelles et leurs biens confisqués partout où on peut

---

(1) Nos Petrus Ermengaudi, Jacobus Vitalis, Jacobus Olivarii et Franciscus Catalani, mercatores Narbone, electi et deputati in arbitros arbitratores seu amiables compositores super quodam debato quod est inter honorabiles viro (*sic*) dominos consules ville Narbone, ex parte una, et magistrum Guillelmum Stephani, notarium, Thomam Baruti, Angelum Rocelli, mercatores Narbone et alios socios suos in hac parte, emptores impositionum duorum solidorum pro libra et farinarum.... per dominos olim consules ville Narbone eisdem venditarum, ex parte altera (Arch. de Narb., pièce parch., orig., datée du 16 juin 1380, non inventoriée.)

(2) *Inventaire des arch. de Narb.*, Annexes à la série BB., t. II, p. 30, c. 2.



les saisir. Faut-il s'étonner qu'à la violence les Narbonnais aient répondu par la violence et que parmi leurs victimes se soient trouvés quelques-uns des agents dont ils avaient eu précédemment à se plaindre? En octobre, ils massacrèrent à Saint-Pierre-des-Clars (1) quelques sergents d'armes du roi, entre autres Jacme Arnaut, seigneur de Montredon, et Jacme, châtelain de Quéribus. Ils ne connaissaient guère ce dernier que pour l'avoir vu venir chez eux comme garnisaire (2).

(1) Il ne reste de Saint-Pierre-des-Clars (commune de Montredon, canton de Narbonne) que les ruines d'un château fort. C'était alors une paroisse qui comptait 17 feux en 1366 (*Ordonnances*, IV, 623), 9 en 1377 (*Ordon.*, VI, 290), 4 en 1402 (Clavaire 1402, f<sup>o</sup> 130) et 1 seulement en 1411 (Clavaire 1411, f<sup>o</sup> 86).

(2) Appendice II, n<sup>o</sup> CCXXXVI. — Le château de Quéribus (Quiribus, d'après la carte de l'état-major) est situé dans la commune de Cucugnan, canton de Tuchan (Aude). — Ce châtelain est inconnu à Mahul. Je n'ai pas sur lui d'autres renseignements. Il devait être peu aimé des Narbonnais qui l'avaient vu venir chez eux en octobre 1380 et en février 1381 comme garnisaire (Appendice II, n<sup>o</sup> CCXV, f<sup>os</sup> 129 v<sup>o</sup> et 134 v<sup>o</sup>) pour faire rentrer les termes échus d'un impôt de trois francs par feu voté à Paris, en 1380, par les députés de la province qui avaient obtenu le rappel du duc d'Anjou. Le roi avait alors rendu une ordonnance qui, sans doute, redressait quelques-uns de leurs griefs. Les clavaires de 1379-81 en parlent en termes fort significatifs (Appendice II, n<sup>os</sup> CCXII, f<sup>os</sup> 150 v<sup>o</sup>, 154 v<sup>o</sup>; CCXV, f<sup>os</sup> 139, 162). Je n'ai pu retrouver cette ordonnance à Narbonne. C'est de ce subside que « les conseillers du » roi ordonnés pour le gouvernement du pays » demandèrent l'anticipation à l'assemblée de Carcassonne du 11 août. (Ils étaient passés à Narbonne le 30 juin, d'après une indication du clavaire de 1379-80, f<sup>os</sup> 155 v<sup>o</sup>, 156 v<sup>o</sup>, 177, et d'après les f<sup>os</sup> 59, 155 v<sup>o</sup>, l'assemblée de Béziers aurait eu lieu du 25 au 30 juin. On peut ainsi préciser les renseignements fournis par M. Cabié et reproduits par M. A. Molinier dans l'*Hist. de Lang.*, IX, p. 888, note, col. 1). Cette anticipation à laquelle Narbonne était opposée ne fut votée que dans une seconde assemblée tenue aussi à Carcassonne le 29 août. Narbonne ne put compléter que le 22 septembre le paiement du premier terme de ce subside échu en juin. Le 1<sup>er</sup> octobre, les consuls apprenaient la mort de Charles V (Appendice II, n<sup>o</sup> CCXV, f<sup>o</sup> 129) survenue le 16 septembre et le bruit se répandait qu'avant de mourir le roi avait fait remise de tous les impôts. En vertu du vote de l'assemblée de Carcassonne qui avait décidé que le second terme du subside payable primitivement le 1<sup>er</sup> janvier 1381 serait exigible dès le 1<sup>er</sup> septembre 1380, les gouverneurs réclamaient le

Jacme Olivier fut quelque peu mêlé à cette affaire. Lors du voyage de Charles VI dans le Languedoc en 1390, Olivier de Clisson, qui accompagnait le roi, profita de son passage à Narbonne pour rouvrir une enquête sur ces événements et se faire payer à beaux deniers comptants, non pas la grâce des coupables, mais la cessation de poursuites sur des faits que couvrait l'amnistie pleine et entière si chèrement achetée par la province en 1384 (1). Jacme Olivier fut appelé comme

---

paiement de ce second terme. Les consuls de Narbonne voulurent voir venir les événements et refusèrent de rien verser. C'est alors que les gouverneurs leur envoyèrent comme garnisaire le châtelain de Quéribus. Les consuls protestèrent, demandèrent aux gouverneurs s'ils avaient l'intention de se moquer de la volonté royale (Appendice II, n° ccxv, f° 150 v°, 154), mais finalement se décidèrent à verser un acompte de 200 livres le 12 octobre (*loc. cit.*, f° 162). Le 21 ils étaient avisés que les lettres d'abolition des fouages allaient leur être expédiées (*loc. cit.*, f° 130), aussi fallait-il leur envoyer un nouveau garnisaire pour leur arracher un second acompte de 200 livres le 9 décembre. Le 1<sup>er</sup> février suivant, le châtelain de Quéribus revenait encore comme garnisaire réclamer les 100 livres restant dues sur ce second terme (*loc. cit.*, 134 v°), mais cette fois-ci n'obtenait rien.

(1) Les procédés d'Olivier de Clisson dans cette circonstance jettent un jour fâcheux sur son caractère. On sait qu'en 1384, moyennant le paiement d'une amende de 800,000 francs d'or, rémission pleine et entière avait été accordée à la province par le roi et le duc de Berry pour tous les crimes commis depuis six ans et en particulier pour tous les faits se rattachant à la lutte soutenue en 1381 contre le duc de Berry. Narbonne paya régulièrement sa part de l'amende. Néanmoins, en 1390, Olivier de Clisson reprend le procès contre les gens impliqués dans l'affaire de Saint-Pierre-des-Clars (octobre 1381) et les fait mettre en prison. Johan Bedos et après lui Jean Leton, ses lieutenants, suivent cette affaire à sa place. Les consuls produisent la lettre de rémission du duc de Berry; Jean Leton n'en tient aucun compte et retient toujours ses prisonniers. Il ne se relâche de ses rigueurs que lorsque les consuls lui ont payé 100 livres, sans compter quelques menus cadeaux, et ont promis 300 livres pour le connétable. Ces 100 livres furent payées dès le 27 mars; pour le connétable il se contenta d'une promesse de paiement à l'échéance du 24 juin pour la première moitié et du 15 août pour l'autre. Les consuls durent même donner 12 écus, soit 13 livres 10 sous, à Johan Bedos avec qui ils avaient commencé à traiter et qui était irrité de les voir s'adresser à J. Leton muni de pouvoirs plus étendus.

témoin et cité à Toulouse par Johan Bedos, lieutenant du connétable.

Nous ne savons pas dans quelles conditions eut lieu le massacre de ces sergents. Il est fort probable qu'ils périrent en défendant Saint-Pierre-des-Clars contre une attaque des Narbonnais. Ce qui tend à le montrer, c'est que le connétable poursuivait, en même temps que la répression du meurtre de deux sergents d'armes, la répression du vol d'un jaque de soie appartenant à un autre sergent d'armes alors absent du pays. Peut-

---

J. Bedos qui commençait à montrer les dents se calma. Le jour de l'échéance arrivé, les consuls ne purent payer; le connétable exerça contre eux des poursuites rigoureuses et ils durent emprunter aux juifs les 300 livres qu'ils lui donnèrent le 10 septembre. On vient de voir que le paiement de 100 livres à J. Leton eut lieu le 27 mars (Append. II, n° CCXL, f° 162) et que c'est alors aussi que fut pris l'engagement envers le connétable. Cependant les pièces rédigées en vue de cette affaire sont datées des 8 et 9 mars; elles ont été vraisemblablement antidatées. D'après les comptes du clavaire toute cette affaire aurait été définitivement réglée le 27 mars, c'est ce jour-là que l'on aurait remis les prisonniers en liberté. Cependant la nouvelle lettre de rémission que Leton accorde à ces prisonniers et à tous autres est datée du 8 mars. Il n'y est pas fait la moindre allusion aux sommes payées ou promises, tandis que les lettres de rémission du duc de Berry de 1384 y sont visées. On dirait même une simple confirmation de ces lettres à propos d'un fait particulier. L'acte par lequel les consuls s'engagent à payer 300 livres à Olivier de Clisson est daté du lendemain 9 mars et ne fait pas la moindre allusion à la rémission, si bien que l'on a pu croire que c'était là un cadeau des consuls remerciant le connétable d'avoir transmis au roi diverses demandes des gens de Narbonne (*Hist. de Lang.*, IX, 939, n. 4). En réalité le rédacteur de ces deux actes s'est efforcé de n'y rien faire paraître qui pût faire supposer que l'un fût la conséquence de l'autre. Les consuls déclarent même donner ces 300 livres « non ad hoc moti... alicujus persone inductione seu circumventione » sed sua solum gratuita et spontanea voluntate. » Etant donné le lien qui les rattache et que les comptes du clavaire montrent avec la dernière évidence, on peut être assuré que l'acte daté du 9 mars a été rédigé avant celui qui est daté du 8; mais si on leur avait donné leurs vraies dates, que devenait la spontanéité du don offert par les consuls? — J. Olivier figure comme témoin dans la quittance de 300 livres du 10 septembre 1390. — En définitive, outre les 300 livres données à Olivier de Clisson contre toute justice, la ville dépensa pour cette affaire 248 livres 6 sous 11 deniers.

être dès ce moment-là, mais certainement en novembre, les consuls avaient à leur service une troupe de tuchins (1). Le 1<sup>er</sup> décembre le vicomte déclarait ouvertement la guerre à Narbonne par l'envoi d'un défi. Les consuls s'empressaient de recruter des gens d'armes dans les environs et, la lutte se prolongeant et devenant plus vive, ils allaient en février 1382 chercher en Catalogne des troupes et des chefs pour les opposer aux Catalans recrutés par le vicomte. C'est alors qu'ils prirent à leur service le capitaine Johan Peire (2) que l'on alla chercher à Girone (3) et que Jacme Olivier nous montre installé à Saint-Pierre-des-Clars, en 1382, avec un autre capitaine dont nous allons bientôt retrouver le nom, Bernat de Quimbal (4).

Je n'ai pas à raconter cette lutte pendant laquelle le vicomte posté à Cuxac, à une lieue environ au nord de Narbonne, rompait le barrage de Moussoulens afin de mettre à sec le bras de l'Aude qui passait par Narbonne, brûlait les moulins si bien que les habitants de la ville

(1) Appendice II, n° CCXX, f°s 191, 191 v°, 196. Il y a lieu de remarquer que ces textes nous présentent les tuchins comme une troupe organisée se mettant au service de qui la paie.

(2) Les textes qui mentionnent ce capitaine ne donnent tous que *P.*, l'initiale de son nom de famille.

(3) Appendice II, n° CCXX, f°s 193, 194 v°, 195, 195 v°, 202 v°.

(4) *Comptes de J. Olivier*, f°s 13 v°, 1; 14, 1, 3; 14 v°, 3; 15 v°; 16. Ce dernier est toujours désigné dans le manuel par les lettres *Bn.*, abréviation ordinaire de *Bernat*. On va voir que Bernat de Quimbal occupait Saint-Pierre-des-Clars en octobre et novembre 1382 au moment où J. Olivier parle des capitaines de Saint-Pierre-des-Clars. C'est ce personnage que dom Vaissette appelle Bernard Arquivilant d'après un mémoire du vicomte (Doat, t. 49, f° 555 v°). Le véritable nom se trouve dans un acte du 13 novembre 1382 dont l'original est aux archives de Narbonne. Ce capitaine était probablement originaire du Toulousain. Je n'ai jamais vu ce nom dans les textes narbonnais; un capitoul de Toulouse en 1380 s'appelle G. Quimbal.



devaient aller par mer faire moudre leur blé à Agde, et ne tenait aucun compte des ordres du roi qui, à la requête des consuls, lui prescrivait la cessation des hostilités. Il était du reste encouragé à persister dans cette attitude par le duc de Berry lui-même. Les Narbonnais lui résistaient énergiquement, envoyaient des délégués dans toute la Corbière pour y lever des soldats, appelaient un plus grand nombre de tuchins (1). Jacme Olivier fut élu consul en ce moment-là, et, comme les élections se faisaient par une sorte de cooptation, on peut croire que les consuls qui le 23 juin activaient le recrutement des gens d'armes chargés de défendre la ville, ne choisirent pas le lendemain leurs successeurs parmi leurs adversaires. Malheureusement le registre du clavaire de 1382 à 1383 est perdu et nous ignorons le détail des mesures prises par les nouveaux consuls. La lutte menaçait de s'éterniser. Les Trois-États de la sénéchaussée réunis à Carcassonne, vraisemblablement vers la fin d'août ou au commencement de septembre, intervinrent pour ménager la paix entre les deux partis. Ils nommèrent une commission qui se rendit à Lésignan et devant laquelle se présentèrent trois délégués du vicomte et deux consuls de Narbonne, Jacme Olivier et Johan Rouch, assistés de huit conseillers. Le 19 septembre, on convenait d'une suspension des hostilités jusqu'à Pâques. Des délégués nommés par les deux partis devaient se réunir à Capestang et régler les conditions de la paix. Dans le cas où le traité ne serait pas conclu avant le 29 septembre, les négociateurs devaient en référer aux Trois-États pour les articles sur

---

(1) Appendice II, n<sup>o</sup> CCXX, f<sup>os</sup> 213, 214.

lesquels on ne se serait pas entendu. Ceux-ci devaient alors se réunir à Carcassonne et s'efforcer de ménager un accord. Dès le 20 septembre, Narbonne, après avoir pris l'avis de Bernat de Quimbal, capitaine de ses gens d'armes, ratifiait cette décision; le 23, le vicomte la ratifiait avec quelques réserves. Les habitants se hâtèrent de profiter de cette trêve pour rentrer les récoltes qui n'avaient pas été détruites (1).

Il est fort probable que les délégués, s'ils se réunirent à Capestang, ne s'entendirent pas et que les États ne réussirent pas davantage dans leur œuvre de pacification. Les hostilités étaient de nouveau ouvertes dès le commencement de novembre. Le vicomte, d'humeur peu endurante, avait-il rompu la trêve? Je serais porté à le croire en voyant comment il accueille la défense de faire la guerre que le sénéchal lui intime le 13 novembre. Il prétend que c'est à bon droit qu'il fait la guerre aux consuls et aux habitants de Narbonne; du reste, il ne fait en cela qu'exécuter les ordres que lui a donnés le duc de Berry le 20 novembre 1381. Les consuls, au contraire, remercient le sénéchal de son intervention, se déclarent prêts à obéir à ses injonctions; ils protestent qu'ils ont observé la trêve de Lésignan, mais demandent à être autorisés à repousser les attaques du vicomte. Comme on peut le croire, ils n'avaient pas attendu cette autorisation, et, le 6 novembre, devant Cuxac, Bernat de Quimbal avait infligé une défaite aux troupes vicomtales. Il n'avait pu cependant s'emparer du village et s'était retiré à Saint-Pierre-des-Clars avec les prisonniers et le butin qu'il avait

---

(1) *Livre de comptes de J. Olivier*, f<sup>os</sup> 11 v<sup>o</sup>, 12.

pu faire (1). Jacme Olivier prit-il une part personnelle à ces opérations militaires ? Je ne sais ; ce qui porterait à le croire, c'est qu'en 1385, lorsque, la paix n'étant pas encore conclue (2), la lutte violente a cependant pris fin, on le voit vendre un bassinet à Bernat Laurac (3). Il prêtait dans tous les cas à la ville un appui des plus efficaces en fournissant et de l'argent et des approvisionnements à Johan Peire et à Bernat de Quimbal au moment où ces capitaines occupaient Saint-Pierre-des-Clars (4). Les avances qu'il fit à ce titre s'élevaient à la somme considérable de 1,060 francs d'or.

Peu après ses concitoyens le chargèrent d'aller à Paris avec son collègue au consulat P. Remijan (5). Cette députation ne nous est connue que par le manuel de J. Olivier ; nous y voyons que les députés durent partir à la fin de 1382 et qu'ils étaient de retour dans les premiers mois de 1383, cent cinq jours après leur départ. Ils étaient sans doute chargés de représenter au roi la situation déplorable que faisait à la ville l'hostilité du vicomte et celle du duc de Berry, et d'activer les procès que les consuls avaient engagés devant le parlement contre leurs deux adversaires. Ils avaient fait appel des confiscations prononcées par le duc de Berry en septembre 1381 et du défi adressé par le vicomte aux habitants de Narbonne le 1<sup>er</sup> décembre

---

(1) Appendice II, n° CCXIX.

(2) Elle ne le fut qu'en 1388. — Mouynès a publié une longue analyse et d'abondants extraits du traité conclu alors entre le vicomte et les consuls dans son *Inventaire des archives de Narbonne*, série AA., p. 153, d'après une copie. L'original existe aux archives de Narbonne.

(3) *Livre de comptes de J. Olivier*, f° 42, 2.

(4) Voir p. xc, n. 4.

(5) *Livre de comptes de J. Olivier*, f°s 14, 1, 2 ; 19.

suivant; ils réclamaient la réparation des violences de leur seigneur et des pertes qu'il avait infligées depuis cette époque à la communauté et aux particuliers. Mais l'action du parlement était peu efficace. Il avait ajourné les gens du duc de Berry auxquels ce prince avait donné les biens confisqués. Plus tard, le 16 septembre 1382, il dut leur rappeler qu'il ne devait être rien innové en la cause aussi longtemps que l'appel des consuls ne serait pas vidé; mais cet appel restait toujours en suspens. Il semble même que cette affaire n'ait pas été résolue par le parlement, mais bien directement par les conseillers du duc de Berry, et cela dès l'année suivante (1). Le parlement avait aussi ajourné le vicomte, d'abord pour cette affaire de biens confisqués à laquelle il semble n'avoir pas été étranger, ensuite pour avoir défié les gens de Narbonne et leur avoir fait la guerre. Or les officiers royaux de Narbonne n'osaient pas même se rendre auprès de lui pour lui signifier cet ajournement; ils en chargeaient les gens du vicomte qui s'y refusaient, disant que, s'ils se présentaient devant leur maître avec de semblables lettres, celui-ci les ferait pendre (2). On se

(1) Voir plus haut, p. LIX.

(2) Bernat Valentin, sergent royal, chargé de signifier au vicomte son ajournement devant le Parlement, se borne d'abord à le notifier au sous-viguier vicomtal « cum ipse idem serviens non esset ausus... accedere ad dictum locum de Cucciaco ubi ..... idem dominus vicecomes de presenti erat ex eo quia dictus dominus vicecomes diffidavit omnes et singulos habitantes in villa Narbone et eorum bona intus et extra et etiam propter timorem ipsius domini vicecomitis et gencium armorum suorum. » Le sous-viguier veut charger le geôlier du vicomte de porter les lettres d'ajournement. Le geôlier demande à connaître le contenu de ces lettres, et, quand il en a pris connaissance, il les rend au sous-viguier en lui disant « quod non placeret Deo quod ipse cum dictis literis iret coram dicto domino viceco-



bornait à les lui signifier en les proclamant à son de trompe dans les rues de Narbonne et en les affichant sur les principales tours des remparts et sur des poteaux plantés à l'entrée des principales routes. Au lieu d'obéir le vicomte avait fait arracher ces poteaux, lacérer et fouler aux pieds les lettres qui l'ajournaient. Comme on le pense bien, il ne s'était pas présenté devant le parlement. Défaut avait été prononcé contre lui le 16 avril 1382, et ordre avait été donné de mettre sous la main du roi ses biens et ceux de ses complices, de se saisir de leur personne et de les amener au Châtelet. Le juge royal de Narbonne avait procédé à la saisie des biens le 16 mai, mais personne, pas même le sénéchal de Carcassonne, n'avait osé mettre la main sur le vicomte ou sur quelqu'un des siens. Le sénéchal s'était borné à inviter (3 juin 1382) les officiers de justice sous ses ordres à faire observer les ordonnances royales du roi Jean, du 17 décembre 1352, qui renouvelaient celles de Philippe VI proscrivant les guerres privées. On a vu que l'intervention des États de la sénéchaussée n'était pas plus efficace. En réalité le vicomte, sûr de l'appui du duc de

---

« miti quia incontinenter ipse dominus vicecomes faceret ipsum suspendere « per collum » (Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, datée du 23 décembre 1381). Il s'agit là d'un ajournement pour l'affaire des biens confisqués sur les Narbonnais et distribués aux gens du duc de Berry. Lorsqu'il s'agit de lui signifier les lettres d'ajournement pour répondre devant le parlement de son défi et de ses violences, le sous-viguier royal déclare ne pas oser les lui signifier parce qu'il ne pouvait le faire « sine periculo per-  
« sone sue. » Le sous-viguier et le procureur du vicomte requis de lui faire cette signification s'y refusent en prétextant qu'ils sont habitants de Narbonne ; ils se considèrent comme défiés par lui et renoncent à tenir de lui aucune fonction (Arch. de Narb., pièce parch., orig., non invent., 5 février 1382).

Berry, se préoccupait médiocrement et du sénéchal et des États et du parlement. Cependant J. Olivier et P. Remijan devaient agir à Paris et l'on peut vraisemblablement attribuer à leur action le changement qui se produisit dès le mois de mars 1383 dans l'attitude du vicomte. Sentait-il que l'appui du duc de Berry allait lui faire défaut? Dans tous les cas, on le voit se décider alors à relever appel des lettres d'ajournement obtenues contre lui et chercher à justifier sa conduite en rappelant la lettre par laquelle le duc lui avait prescrit (20 novembre 1381) de faire la guerre à Narbonne. Il voulait évidemment solidariser sa cause avec celle du duc. Qu'on n'oublie pas que le duc était à Paris pendant le séjour qu'y firent les députés de Narbonne, dans l'hiver de 1382 à 1383. Ils durent manœuvrer assez habilement pour l'amener à séparer sa cause de celle de son cousin, le vicomte. Il est fort probable que c'est sous l'action des influences qu'ils avaient pu faire agir sur lui que, le 23 juin 1383, le duc mandait au sénéchal de Carcassonne de contraindre le vicomte à cesser tout acte d'hostilité contre Narbonne et même à restituer à leurs possesseurs tous les biens qu'il pouvait leur avoir enlevés depuis le jour où le roi lui avait fait défense de continuer la guerre. Cette rupture entre les deux alliés de la veille amena la cessation des hostilités. A partir de ce moment, en effet, on ne retrouve plus trace de faits de guerre entre le vicomte et Narbonne. Ce serait donc à l'habileté de Jacme Olivier et de P. Remijan qu'il faudrait faire honneur de cet heureux résultat.

Le 24 juin 1383 les fonctions consulaires de Jacme Olivier prenaient fin, mais la confiance de ses conci-

toyens l'appelait à traiter à Avignon, à la cour pontificale, des affaires intéressant la ville. Il a dû faire dans la seconde moitié de 1383 et au début de 1384 deux voyages de ce genre; l'un dura 41 jours et l'autre 36; au cours de ce dernier, il séjourna à Nîmes. A peu près à la même époque, il fit encore un voyage à Carcassonne dans l'intérêt de Narbonne (1).

La tranquillité rétablie, le duc de Berry ne s'occupait guère que de tirer de la province le plus d'argent possible. J. Olivier nous permet de retrouver, grâce à son manuel, les traces de cette malfaisante activité. C'est

---

(1) *Comptes de J. Olivier*, f<sup>os</sup> 27 v<sup>o</sup>; 33, 2. Lorsque la viguerie entière était intéressée à l'envoi d'une députation, une imposition d'un certain nombre de gros par feu était levée pour en couvrir les frais; cet usage avait été prescrit par un mandement du roi Jean du 1<sup>er</sup> juillet 1353 et itérativement par un autre mandement du 10 septembre 1355. (Les originaux de ces deux actes sont aux archives de Narbonne). Du reste, on ne faisait ainsi que suivre une ancienne coutume. Des dépenses ont été mises à la charge de tout le diocèse civil de Narbonne en 1318. Quand la ville de Narbonne seule y était intéressée, les frais étaient couverts avec les ressources de la caisse municipale ou au moyen d'un emprunt. Au f<sup>o</sup> 26, 2, de notre manuel, il est question d'une imposition de 8 gros 1/2 par feu sur le montant de laquelle J. Olivier doit recevoir 92 francs. On peut en conclure avec assurance qu'au cours de l'un de ses voyages il a représenté la viguerie. Est-ce dans son voyage à Paris ou dans l'un de ses voyages à Nîmes et à Avignon? Le nom d'A. de Cabaret, receveur des 8 gros 1/2 par feu, paraît (f<sup>o</sup> 25, 2) dans un compte qui intéresse la députation en France, mais seulement pour une somme de 6 francs; le titulaire de ce compte, celui qui fait les paiements, est R. Garin qui fut clavaire au moment du départ des députés. Au f<sup>o</sup> 19, G. Ausel fait un paiement important (115 livres) pour ce voyage. C'est A. de Cabaret qui aurait dû tout payer. Pour les voyages d'Avignon et de Nîmes, il n'est pas dit qui paie; mais il est fait mention (f<sup>o</sup> 27 v<sup>o</sup>) d'une recette de 70 francs qui répond à peu de chose près à une recette de 70 francs 2 gros qui figure au compte d'A. de Cabaret (f<sup>o</sup> 26, 2). Il est donc fort probable que c'est dans un voyage à Avignon que J. Olivier a représenté la viguerie.

Le manuel du clavaire de 1341-1342, f<sup>os</sup> 72 v<sup>o</sup> et 95, nous renseigne sur la durée d'un voyage de Narbonne à Avignon; elle était de quatre jours avec arrêts à Saint-Thibéry, Montpellier et Nîmes. Pour aller de Nîmes à Avignon on franchissait le Gardon au bac de Sernhac.

ainsi que nous le voyons compris pour 160 francs d'or dans un emprunt forcé levé par le duc (1).

J. Olivier fut de nouveau élu consul en 1386. Il ne semble pas avoir joué à cette époque un rôle aussi considérable qu'en 1383. Du reste, la vie municipale avait repris son cours habituel que rien ne semble avoir troublé. Un acte de cette année-là nous prouve que J. Olivier jouissait de l'estime générale, non seulement parmi ses concitoyens, mais encore au dehors. Le duc de Berry avait assigné à la reine de Sicile, veuve du duc d'Anjou, une somme de 20,000 francs à prélever sur le produit de l'amende de 800,000 francs infligée à la province en 1384. Narbonne, après avoir contribué au mois de juin pour 3,000 francs au paiement de la première moitié de cette somme, devait encore payer en juillet 3,000 francs pour la seconde moitié. Les consuls en payèrent 1,000 et souscrivirent un engagement de payer les 2,000 francs restants sur simple réquisition de la reine. Un mandat de 3,000 francs avait été délivré à cette princesse par Jean Chauchat, trésorier du duc de Berry ; Peire Mager (2), d'Aigues-mortes, fondé de pouvoirs de la reine, confia la garde de ce mandat à Jacme Olivier (3). Des pièces de ce genre étaient le plus ordinairement déposées dans un couvent

(1) Voir plus haut p. LXX.

(2) Les textes français appellent ce personnage Pierre Lemaire.

(3) « Magister Petrus Majoris etc. voluit et mandavit tenore serie hujus presentis instrumenti quod billetam dictorum trium mille francorum auri dicti domini thesaurarii concessam dicti domine regine Jhezusalem et Cicilie quam de mei voluntate fuit tradita in custodia penes Jacobum Olivarii, mercatorem Narbone, tradatur et liberetur dictis consulibus ville Narbone » (après le paiement des 2,000 francs restant dus).

(Arch. de Narb., pièce parch., orig., 19 septembre 1386.)



ou chez un banquier. Jacme Olivier, à en juger par son manuel, semble n'avoir jamais donné beaucoup d'extension aux opérations de banque. A-t-il reçu d'autres dépôts de ce genre ? Nous l'ignorons. Son registre est muet sur ce point, et on s'explique aisément ce silence. Ces dépôts de titres de créance étaient constatés par actes notariés ; il suffisait au dépositaire de conserver une expédition de cet acte ; il n'aurait éprouvé le besoin de le mentionner sur son livre de comptes que s'il avait fait ou reçu des avances sur ce titre. Or ce ne fut pas ici le cas.

Lorsqu'en juillet 1388 Narbonne régla directement avec le vicomte les différends qui les divisaient depuis longtemps, qui avaient provoqué la guerre de 1381 à 1383 et que le parlement ne tranchait jamais, Jacme Olivier figurait parmi les conseillers de la ville. Rien n'indique qu'il ait pris une part fort active à cette négociation. Les conditions de ce traité approuvé le 22 août par le parlement étaient favorables au vicomte et le disposaient bien, lui et les siens, envers les habitants. J. Olivier, en commerçant avisé qui sait mettre à profit toutes les circonstances, ne tarda pas à compter la vicomtesse au nombre de ses clientes (1).

Son nom reparait encore dans diverses chartes et dans les comptes des clavares au cours des années suivantes. On sait que, dans les derniers mois de l'année 1389, Charles VI fit un voyage en Languedoc.

---

(1) *Livres de comptes de J. Olivier*, f<sup>os</sup> 100 v<sup>o</sup>, 1 ; 116 v<sup>o</sup>, 2. Le premier de ces comptes est du mois de décembre 1389 ; il convient de remarquer qu'à cette date le vicomte Aymeri VII était mort ; dès le 10 mai 1389, son fils Guillaume avait ratifié, en qualité de vicomte de Narbonne, le traité du 6 juillet 1388.

Il s'arrêta à Narbonne du 21 au 24 novembre, y revint dans les premiers jours de décembre en se rendant à Béziers, et, au moment de quitter la province, y séjourna encore du 15 au 18 janvier (1). Ces séjours ont laissé leur trace dans le manuel de J. Olivier. Il achète du drap vert à la livrée du roi pour son pupille. Ramon Vidal de Castres dut figurer dans le nombreux cortège qui alla au devant du souverain lors de son entrée dans la ville (2). Le clavaire de cette année nous a donné le détail des dépenses qui furent faites par le corps municipal à cette occasion ; elles furent très considérables. On y fit face au moyen d'un emprunt ; la souscription de Jacme Olivier fut de 10 écus valant 11 livres 5 sous (3). On a déjà vu qu'au cours de ce voyage le connétable de France, Olivier de Clisson, avait ouvert une enquête sur des faits remontant à 1380 et que J. Olivier avait été assigné comme témoin. Il devait comparaître à Toulouse devant le lieutenant du connétable, Johan Bedos (4). Les consuls, auxquels vint se joindre Peire Oliva, procureur des témoins cités et des inculpés, protestèrent contre cette citation illégale, les habitants de la sénéchaussée de Carcassonne ne pouvant pas être cités hors de son ressort ; ils ajoutaient que l'affaire devait être instruite et jugée, non à Toulouse devant le lieutenant du connétable, mais à Narbonne devant le viguier, juge naturel des habitants. Peire Oliva représenta en outre que Jacme Olivier était un vieillard, d'une santé faible, incapable de monter à cheval et pouvant à peine mar-

---

(1) Appendice II, n° CCXL, f<sup>os</sup> 49, 153, 153 v<sup>o</sup>, 155, 157, 189 v<sup>o</sup>, 198 v<sup>o</sup>, 199.

(2) *Livre de comptes de J. Olivier*, f<sup>o</sup> 93.

(3) *Ibid.*, f<sup>os</sup> 102 v<sup>o</sup>, 2, et 117 v<sup>o</sup>. — Appendice II, n° CCXL, f<sup>o</sup> 140 v<sup>o</sup>.

(4) Voir p. LXXXVIII.

laudamus et concedimus et perpetua stabilitate firmamus et constituimus vobis probis hominibus Civitatis et Burgi Narbone ad hoc presentibus et stipulantibus pro universitate tocius ville Narbone et pro habitantibus et habitaturis eam, nunc et semper cum plena juris et facti possessione, scilicet Petro de Empuriis et Poncio de Malvis et Raimundo Ynardo et Petro de Venres et Berengario de Sancto Sebastiano et Rainardo de Sancto Jorio et Stephano Lunesio et Bernardo Saissa et Poncio de Sirano et Petro de Sirano et Raimundo Faidito et Bernardo Porcelli et Bernardo Fusterio et Guillelmo Faidito et Geraldo de Albars et Raimundo Garan et aliis omnibus et singulis probis hominibus et universitati Civitatis et Burgi et suburbiorum Narbone, videlicet quod ab hac die in antea non donetis revam de aliquibus rebus emptis seu venditis in hospiciis vel domibus seu operatoriiis vestris pro aliquo extraneo vobiscum hospitante, inter vos et apud vos manente, eunte et redeunte. Quia sic dominus noster archiepiscopus prenomatus et successores ejus facient vobis hec omnia firma et valitura et bona stare in perpetuum et ad majorem firmitatem et perpetuitatem hanc publicam scripturam fecimus corroborari impressione sigilli mei Petri de Aviatz, bajuli; et volumus et rogamus inde fore testes Geraldum Martini, Raimundum de Lieuchcho, Petrum Boerium et Guillelmum Arnaldi, mercatorem et multos alios qui in curia domini archiepiscopi aderant; et ego Petrus Raimundi Bedoz, vicarius, similiter sigillari facio.

Michael de Villanova, notarius publicus Narbone et domini archiepiscopi hanc cartam scripsit.

(Arch. de Narbonne, AA. 1).

## II

## TRAITÉS D'ALLIANCE ET DE COMMERCE (1).

A. 1175 — 4 des nones de mars (4 mars). — La ville de Pise conclut une convention de paix et de commerce avec la vicomtesse Ermengarde et les consuls de Narbonne.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Ego,

(1) On trouvera d'abord un traité conclu entre Narbonne et Pise en 1175. Par sa date, cet acte aurait dû prendre place avant le n° précédent. Lorsque je l'ai rencontré dans la partie des archives non inventoriée le début du n° 1 était imprimé. Je le joins aux traités de 1224 et 1225. — Pour ne pas grossir démesurément cet appendice je me suis abstenu de donner ici :

1° Le traité de 1166 conclu avec Gènes dont les deux parties ont été publiées l'une dans l'*Hist. du Lang.*, VIII, c. 263-266 et l'autre dans les *Annexes à l'Inventaire des archives de Narbonne, série AA.*, p. 6. Il convient cependant de remarquer que cette publication a été faite d'après des copies alors que les originaux existent aux archives de Narbonne. Je me borne ici à relever dans le texte de dom Vaissete, c. 265, l. 34 *sibi*, l'original a *ibi*. Le texte donné par Mouynès l'a été d'après deux mauvaises copies présentant des lacunes et des fautes graves ; mais le texte de dom Vaissete est suffisamment exact, il donne l'engagement pris par les Narbonnais envers les Gênois. C'est l'engagement pris par les Gênois vis-à-vis des Narbonnais qu'a publié Mouynès ; il ne fait que reproduire toute les dispositions du précédent. Il suffit de constater que ce texte ne peut faire autorité

2° Le traité entre Narbonne et Gènes conclu le 8 octobre 1224. L'original et des expéditions contemporaines de l'original existent aux archives de Narbonne. Mouynès a donné ce traité dans les Annexes à la série AA., p. 13, d'après des copies. Sans être rigoureusement exactes ces copies ne présentent pas de lacunes.

3° Le traité entre Narbonne et Pise conclu le 19 septembre 1225. L'original muni d'un sceau en plomb de la ville de Pise est aux archives de Narbonne. Mouynès l'a aussi donné aux Annexes de la série AA., p. 16, d'après une copie qui n'est pas parfaitement exacte mais ne me semble pas présenter de fautes graves.

Tous les textes qui suivent sont tirés des archives municipales de Narbonne et ne sont pas encore inventoriés, sauf indications contraires



Petrus Gualterius, legatus domine Ermingiardis, gloriosissime Narbonensis vicecomitis, et Aimerigi, ejus nepotis, et consulum et aliorum proborum virorum Narbone, juro ad sancta Dei evangelia quod bona fide et sine malo ingenio studebo et operam dabo quod domina Ermingiardis faciat jurare pacem secundum quod consuevit, quod ab hodie in antea omnibus diebus vite sue firmam pacem tenebit Pisane civitati et omnibus hominibus qui modo de Pisano districtu sunt vel in antea erunt, videlicet quod salvabit eos et omnes res eorum in terra et mari, in stagnis et fluminibus, in portibus, in introitibus et exitibus, in eundo et redeundo, sanos et naufragos, et qualicumque modo venerint in potestativum suum, salvabit eos bona fide sine malo ingenio in toto districtu suo. Si vero aliquando contingerit quod homines de suo potestativo offendant homines de districtu Pisano, postquam domina Ermingiardis, Narbonensis vicecomitissa, certis litteris comuni sigillo eorum sigillatis vel eorum certo nuntio fuerit inquisita, infra quadraginta dies, secundum rationem more sue terre inde plenam justitiam fieri faciet. Et hec omnia statuta de pace ipsa domina Ermingiardis tenebit et attendere faciet bona fide et sine malo ingenio, et ipsa consules Narbone et duos alios probos viros Narbone hanc pacem firmam tenere et observare jurare faciet et alios sequentes consules hanc pacem firmam tenere jurare facient; et hec observabit et complebit infra viginti dies ex quo a Pisanis consulibus per eorum certas litteras eorum sigillo sigillatas vel eorum certum nuntium inde fuerit inquisita. Actum Pisis in ballatorio ecclesie sancti Xisti, anno dominice incarnationis millesimo centesimo septuagesimo quarto, quarto nonas martii, indictione septima, in presentia et testimonio Ormanni quondam Pagnelli, et Petri quondam Butti, et Boniaccorsi quondam Marignani de Barba, et Herigi de Cane, et Berardi de Scorno, et Ildebrandi quondam Rufi de Pectore, et Boni...ara

quondam Ugonis, et aliorum plurium bonorum hominum civium Pisane civitatis.

(Pièce parchemin, original ; sceau en plomb de la ville de Pise sur cordelette de chanvre).

**B. 1224** — 14 août. — Traité de commerce entre Nice et Narbonne.

In Christi nomine, amen. Nos Willelmus, Dei gratia comes, universitatis et civitatis Niciensis potestas, et consilio et voluntate consiliatorum Nicie per campanam adunatorum scilicet Rainbaudi Baraterii, Guillelmi Badat, R<sup>i</sup> Peleti, Guillelmi Richerii, Rostagni Guigonis, Rostagni Badat, Laffranchi Richerii, Jordani Richerii, Bertrandi de Ysia, R<sup>i</sup> Rainbaudi, Pontii de Solerio, Guigonis Ricardi, Petri Rainbaudi, Rainbaudi Bermundi, Pontii Michaelis, Petri Rainbaudi de Castello, Torcati, Rainbaudi, Guillelmi Astengi, Petri Calverie, Guillelmi Romaudi, Bertrandi Aicardi, Guillelmi Martini, Petri Oliverii, Bermundi Giraudi, Chabaudi, Petri de Solerio, Raimundi Ricardi, Petri Bermundi, et quamplurimorum consiliatorum in eodem consilio congregatorum, nomine et vice totius comunis et universitatis Nicie, promittimus vobis Bernardo de Leone et Willelmo Petri, consulibus de Narbona, et nuntiis et legatis domini Aimerici de Narbona et consulum Narbone Civitatis et Burgi, recipientibus nomine et vice predicti domini Aimerici et totius universitatis Narbone et habitatorum Narbone et districtus Narbone, ab hodie in antea salvare et deffendere et custodire omnes personas magnas et parvas, masculos et feminas Civitatis et Burgi Narbone et totius districtus Narbone, sanos et naufragos, et eorum res et avere, eundo et redeundo et stando in Nicia et in districtu Nicie, in terra et in mari et in aqua, ubicumque habemus vel habebimus potestatem salvandi et custodiendi eorum res et personas.

Si vero aliquis de Nicia vel de districtu Nicie offenderit vel lesionem fecerit alicui civi vel habitatori Narbone vel ipsius districtus, quod Deus avertat, faciemus illud emendari totum quam cito poterimus et petitio de hoc fuerit facta; et licet petitio nulla fieret ab illis qui dampnum passi fuerint et illud scire poterimus, totum restaurare faciemus passis dampnum et in potestate comunis Nicie res ablatas recipere et deponere faciemus, donec petitio exinde facta fuisset, et eas res salvabimus et custodiemus ad hutilitatem illius vel illorum cujus vel quorum res ille fuerint.

Si vero malefactori seu malefactoribus non inveniretur unde possit satisfieri malum seu dampnum, recipienti de persona vel personis rationem faciemus prout juris ratio postulat, si habere illum vel illos poterimus. Si vero illum vel illos non poterimus habere, illum vel illos forestabimus in perpetuum, nec auxilium vel subsidium ei vel eis dabimus donec ad emendationem illius vel illorum quem vel quos leserunt perveniant; et semper pax firma et stabilis inter illos qui nichil delinquerint teneatur nec propter hoc frangatur.

Si vero aliquis civis vel habitator Narbone aput Niciam venerit et de aliquo dampno sibi illato ab hominibus Nicie querimoniam deposuerit, rationem ipsius audiemus et infra mensem secundum juris ordinem diffiniemus, ita quod non possit ulterius prolongari.

Item si aliquis civis vel habitator Narbone similiter de dampno ante hanc pacem ab aliquo cive Niciensi irrogato querimoniam ante nos fecerit, infra mensem unum, sicut supradictum est, ejus querimonia diffinietur, pace tamen ante dampni restitutionem et post nichilominus in perpetuum duratura.

Hanc pacem et pacis concordiam seu statutum pacis firmam et ratam in perpetuum tenere et observare et in nullo contravenire juraverunt corporaliter super sancta

Dei euvangelia dictus dominus Willelmus, potestas Nicie, et omnes consiliatores prenominati et ceteri consiliatores qui in eodem fuerant consilio congregati, et istud idem jurare facient in publico parlamento super anima totius populi Nicie. Actum Nicie in capitulo comunis anno a nativitate Domini .millesimo. ducentesimo .xxiiij<sup>o</sup>., indictione .xj<sup>a</sup>., augusti die .xiiij. Et fuerunt testes Oto, iudex comunis Nicie, Jacobus de Cannello, Petrus Vent, Ventolinus Vent, cives Januenses, R. Ceri, Petrus de Carreria, Bertrandus Gaufredi, Willelmus d'Albar, Bonafos de Avillano, Giraudus de Empurias, Willelmus Barrat, Bernardus Gairaudi, Petrus Capaneira, R. Savilla, Petrus de Portali, R. Abeilla, Massiliens.

Ego Petrus Bazechi, sacri palacii notarius, interfui et mandato predictę potestatis hanc cartam scripsi et sigillo comunis Nicie sigillari feci.

(Pièce, parchemin, origin., lacs d'un sceau disparu).

**C. 1225** (1) — 3 des ides de janvier (11 janvier). — Le vicomte Aymeric et les consuls de la Cité et du Bourg de Narbonne annoncent à la communauté d'Hyères l'envoi d'un député muni de pleins pouvoirs pour conclure un traité.

Aimericus, Dei gracia, dominus et vicecomes Narbone et consules et universitas Civitatis et Burgi Narbone honorabilibus et discretis viris et amicis suis carissimis dominis et militibus et universis probis hominibus de Areis salutem et pacem. Hoc anno ante mensem augusti, habito nobiscum comuni consilio et voluntate, transmissimus vobis dilectos cives nostros Guillelmum Petri et Bernardum de Leone pro statuenda pace et concordia

---

(1) Dans le corps de l'acte on lit 1225 parce qu'à Narbonne, d'où est datée la pièce, l'année commence le 25 décembre.



inter nos et vos; et valde nobis displicet quia tunc compositio et concordia inter nos et vos non fuit facta. Nunc vero vobis transmittimus pro eodem negotio dilectum et venerabilem concivem nostrum predictum Bernardum de Leone latorem presentium spe compositionis et pacis inter nos et vos statuende. Et quamcumque positionem et concordiam ipse vobiscum et vos cum eo feceritis, nos illam nunc de presenti presentium litterarum testimonio laudamus, concedimus et confirmamus, et eandem ratam et valituram habemus et tenemus. Instrumentum vero positionis et pacis quod inde, annuente Domino, factum fuerit nobis per predictum concivem nostrum Bernardum de Leone transmittere non cessetis, ad modum cujus nos aliud vobis transmittere non differemus. Datum Narbone anno .m. cc. xxv., regnante Lodovico rege, .iiij. idus januarii.

(Pièce parchemin, orig., fragments de deux sceaux en cire jaune sur lanières de parchemin).

*D. 1225* (1) — 14 des kalendes de mars (17 février) et 6 des nones d'octobre (2 octobre). — Traité de commerce conclu pour vingt-neuf ans entre Hyères et Narbonne.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Anno incarnationis Domini nostri Jhesu Christi .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. xx<sup>o</sup>iiij<sup>o</sup>., indictione .xij<sup>a</sup>., x<sup>o</sup>iiij<sup>o</sup> kal. mensis marcii. Notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod nos Rogerius et Guido, fratres, pro nobis et Bertrando de Fossis, fratre nostro, et domina Mabilia, sorore nostra, et nos Guido Chabarlencus

---

(1) Cette pièce étant datée d'Hyères, le 17 février 1224 vieux style, répond à 1225 nouveau style. Cf. p. 294, n. 1. Il y a lieu de faire la même observation pour les pièces rédigées hors de Narbonne.

et Guillelmus de Garda pro nobis et Gaufredo Irato, fratre nostro, et Poncius de Fossis, fratres, et ego Philipus Anglicus, bajulus huniversitatis Massilie in castro Arearum nomine comunis Massilie, nos inquantum predicti domini castri Arearum idemque marchiones de Fossis, bono animo ac sincero affectu, Deum pre oculis habentes, per nos et omnes villas et castra dominationi nostre pertinentia sive subjecta et per omnes milites et homines nostros facinus et damus et concedimus pacem bona fide et sine dolo, omnique remoto scrupulo scaudali, vobis Bernardo de Leone recipienti nomine Arnaudi, Dei gratia Narbone archiepiscopi, et nomine Aimerici, vicecomitis Narbone, et nomine huniversitatis Civitatis et Burgi Narbone, omnibus hominibus dicte Civitatis et Burgi et omnium aliorum locorum ad dominationem dicti archiepiscopi et Aimerici et dicte Civitatis et Burgi vel ad aliquod predictorum pertinentium, ab hinc usque ad annos viginti novem, promittentes omnes predictos singulos et huniversos in mari et in terra, in fluminibus et stagnis, et ubicumque fuerint infra spatium dicti temporis, eundo, stando, redeundo, in rebus et personis, per totum districtum nostrum et terram nostram et ubique, remoto omni ingenio, pro posse nostro et viribus salvare et deffendere in personis et rebus sanos et naufragos; remittentes tibi Bernardo dicto recipienti nomine predictorum omne dampnum et injuriam, rancorem et iram quod et que inter Narbonensses vel aliquem de districtu dominorum Narbone et nos vel nostros homines esse vel fuisse usque in hodiernum diem dicebatur; volentes et concedentes quod, omnibus dampnis et injuriis preteritis seu malefactis remissis, omnes homines de Narbona vel predictorum dominorum salvi et securi in personis et rebus ad partes nostras accedant, morentur et recedant salubriter et feliciter in Domino Jhesu Christo; promittentes etiam quod dictam pacem et concordiam a nostris firmam et illibatam

faciemus ab hac die usque ad annos viginti novem inviolabiliter observari et custodiri.

Si vero contingeret, quod Deus avertat, quod nos vel aliquis nostrorum hominum aliquem Narbonensem vel de dominatione predictorum offenderet in rebus vel personis dampnum dando aliquod vel injuriam faciendo, illud dampnum vel injuriam passo restitui et emendari faciemus infra quadraginta dies continuos ex quo lamentatio seu querimonia coram nobis fuerit proposita et exposita, hoc tamen salvo quod licet aliquis nostrum veniret contra predictas pactiones in aliquem offendendo de vestris, nichilominus pax et compositio in sua maneat firmitate, ita quod pax rupta vel fracta propter hoc non intelligatur, set emendatio seu restitutio debeat fieri ut predictum est.

Item damus et concedimus et promittimus nos tenere et observare quod si aliquis nostrorum hominum conquereretur pro aliquo debito sponte credito de aliquo qui sit de jurisdictione predictorum, quod nos non sustineremus vel permetteremus quod noster vel nostri conquerentes possint alium pignorarere vel impedire seu detinere nisi illum solum vel illos vel res eorum qui pro dicto debito sponte credito essent astricti vel obligati.

Item promittimus quod dictis dominis Narbone vel universitati Civitatis vel Burgi non transitemus vel transmitti faciemus litteras vel nuncium pro aliqua persona vel avere aliquo alieno vel aliis rebus petendis vel restituendis nisi nostra essent propria vel de nostris hominibus Arearum vel districtus nostri.

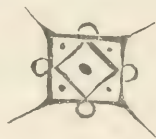
Item promittimus quod nullum auxilium vel consilium prestabimus nec dabimus vel dari faciemus nec ut detur ab aliqua persona districtus nostri concedemus vel permittemus alicui persone que offendere debeat vel possit aliquem Narbonensem vel de districtu Civitatis Narbone vel Burgi vel predictorum dominorum.

Omnia supradicta singula et universa bona fide atten-

dere et contra non venire in parte vel in toto ad sancta Dei euvangelia nos supranominati domini corporaliter juramus.

Acta sunt hec apud Areas infra ecclesiam beati Pauli coram his testibus rogatis et vocatis Hugone de Podio, vicario dominorum Arearum, Sicardo de Grassa, Guillelmo Athanulpho, milite, Gaufredo Thomas, Petro Francesco, Petro Elena, Gaufredo Barcelona, Jordano Alasardo, Petro Gaufredo, milite, Guillelmo de Brinolia, Guillelmo Amelio de Lonis (?) et pluribus aliis militibus et probis hominibus, et me, magistro Rostangno, Arearum et domini Raimundi Berengarii, comitis Provincie, notario publico qui de mandato et voluntate supradictorum omnium dominorum hanc cartam publicam scripsi et signum meum apposui

hoc modo



*Au verso:* Los privilegis de Marcelha.

(Pièce parchemin, original; seeau en plomb des seigneurs d'Hyères sur cordelette chanvre).

In nomine Domini nostri Jhesu Christi, anno ejusdem incarnationis .m. cc. xxv., regnante Lodovico rege, .vj. nonis octobris, universis presentem paginam inspecturi (*sic*) sit certum et manifestum quod nos Aimericus, Dei gratia, dominus et vicecomes Narbone, habito super hoc et coadunato consilio universitatis Civitatis et Burgi Narbone, presentibus nobiscum consulibus et consiliatoribus dicte universitatis et de voluntate et beneplacito eorum, bono animo ac scincero affectu, Deum pre oculis habentes, per nos et per omnes successores nostros et per omnes villas

et castra dominationi nostre pertinencia sive subjecta et per omnem districtum nostrum et per omnes milites et homines nostros et per predictam universitatem Civitatis et Burgi Narbone facimus et damus atque concedimus pacem firmam bona fide et sine dolo, omnique remoto scrupulo scandali, vobis Rogerio et Guidoni et Bertrando de Fossis, fratribus, et domine Mabilie, sorori vestre, et Guidoni Chabarlenco et Guillelmo de Gardea et Gaufredo Irato et Poncio de Fossis, fratribus, et Philippo Anglico, bajulo universitatis Massilie in castro Arearum nomine comunis Massilie, et omnibus hominibus et personis castri Arearum et eorum districtus et omnium aliorum locorum ad dominationem vestram vel ad aliquod predictorum pertinencium abhinc usque ad annos .xxviiiij.

*(L'acte précédent est ensuite reproduit littéralement sauf des variantes sans importance et les changements de nom impliqués par le fait que dans ce second acte le vicomte et les consuls de Narbonne prennent les engagements pris dans le premier par les seigneurs d'Hyères. Je reproduis ce qui concerne le serment du vicomte, des consuls et de leurs conseillers).*

Et nos ita hec omnia supradicta singula et universa bona fide attendere tenere et observare et contra non venire in parte vel in toto nostra bona fide sollempni stipulatione promittimus, et ad majorem horum omnium tenorem et firmitatem volumus et mandamus Guillelmum Amalrici, vicarium nostrum, hec omnia predicta sic a nobis fideliter observanda jurare super animam nostram. Itaque ego Guillelmus Amalrici, vicarius ejusdem domini Aimerici, mandato et voluntate ipsius, juro super animam ejus ad sancta Dei euvangelia corporaliter tacta ipsum omnia supradicta et singula tenere, attendere et observare sicut superius dictum est. Et nos, consules et consiliatores



universitatis Civitatis (1) et Burgi Narbone, facti super hiis ilares et jocundi hec omnia supradicta et singula sicut superius dicta sunt tenere et observare et contra non venire per nos et per omnem universitatem Civitatis et Burgi Narbone super sancta Dei euvangelia corporaliter tacta universi et singuli juramus gratis. Quorum consulum et consiliatorum nomina hec sunt: Petrus Raimundi de Bosco et Guillelmus Fabri et Bernardus Alaros et Bernardus Pelegrini, consules Civitatis, et Guillelmus de Albars et Guillelmus Faiditi et Bernardus Macip et Bernardus Boisson et Bernardus Ermengaudi, consules Burgi, et cosiliatores: Johannes Bistani et Aimericus Palerii et Raimundus de Peiraguers et Berengarius de Sancto Sebastiano et Bernardus Trenquerii et Bernardus Mainardi et Poncius de Malvis et Guillelmus Franc et Berengarius de Riparia et Petrus de Crassa et Bernardus de Quilano et Johannes Laurencii et Stephanus Raimundi et Guillelmus Arpaudi *[sic]* et Bernardus Porcelli et Raimundus Alquerii et Arnaudus Rainaudi et Guillelmus Monearii (2) et Berengarius de Bagis, et Petrus Raimundi, Laurencius et Bernardus Rainaudi et Guillelmus de Sancto Poncio et Johannes Faiditi et Guillelmus Arnaudi et Petrus Basterii. Et ad majorem tenorem, firmitatem et observantiam, nos dictus Aimericus hanc cartam sigilli nostri munimine corroborari volumus et mandamus. Acta sunt hec, laudata, jurata et firmata apud Narbonam, in curia predicti domini Aimerici, in presentia et testimonio Bernardi de Leone et Guillelmi Petri et Raimundi Rotlandi et Bernardi Aluderii et Petri de Mosciano et Bertolomei Ysarni qui etiam omnia predicta laudaverunt et juraverunt, et Johannis Martini, scriptoris et publici notarii Narbone, qui hanc cartam, mandato domini Aimerici et

---

(1) Mot répété deux fois dans le texte.

(2) Dans le texte on lit: *momonetarii*.

predictorum consulum et consiliatorum et universitatis Civitatis et Burgi Narbone, scripsit.

*Au verso:* Aiso son letras de far fe que si trametem letras comunas Borc e Siutat el vescomte i deu eser los nostre sagel aisi ben com lo lor.

*D'une autre main:* De la pasz que fem am la vila de Marcela.

(Pièce parchemin, original ; lacs de deux sceaux disparus).

**E. 1225** — 10 des kalendes de mars (21 février). — Traité de commerce conclu pour vingt-neuf ans entre Toulon et Narbonne.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Anno incarnationis Domini nostri Jhesu Christi .m. cc. xxiiij., indictione .xij., .x. kalendas mensis marcii. Notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod ego Raimundus Gaufredi, dominus Tholoni, pro me et fratribus meis, Gaufredeto et Rostangno Dagout, bono animo ac sincero affectu, Deum pre oculis habens, per me et omnes villas et castra dominationi et jurisdictioni mee ac fratrum meorum predictorum pertinentia sive subjecta et per omnes milites et homines meos et fratrum meorum predictorum facio et dono et concedo pacem bona fide et sine dolo, omnique remoto scrupulo scandali, tibi Bernardo de Leone recipienti nomine Arnaudi, Dei gratia Narbonensis archiepiscopi, et nomine Aimerici, vicecomitis Narbone, et nomine consulum et totius universitatis Civitatis et Burgi Narbone, omnibus hominibus dicte Civitatis et Burgi et omnium aliorum locorum ad dominationem dicti archiepiscopi et Aimerici et dicte Civitatis et Burgi vel ad aliquod predictorum pertinentium, ab hinc usque ad annos viginti novem, promittens per me et fratres meos jamdictos omnes predictos

et singulos et etiam universos in mari et in terra, in fluminibus et stangnis, et ubicumque fuerint infra spatium dicti temporis, eundo, stando et redeundo, in rebus et personis, per totum districtum meum et fratrum meorum predictorum et terram nostram et ubique, remoto omni ingenio, pro posse meo et fratrum meorum dictorum et viribus salvare et deffendere in personis et rebus sanos et naufragos, et omnem vim et injuriam propulsare; remittens pro me et pro personis dictorum fratrum meorum tibi Bernardo dicto recipienti nomine predictorum omne dampnum et injuriam, rancorem et iram quod et que inter Narbonenses vel aliquem de districtu dominorum Narbone et me vel meos homines et fratrum meorum predictorum esse vel fuisse usque in hodiernum diem dicebatur; volens et concedens pro me et dictis fratribus meis quod, omnibus dampnis et injuriis preteritis seu malefactis remissis, omnes homines de Narbona vel predictorum dominorum vel consulum et de eorum districtu salvi et securi in personis et rebus ad partes nostras et per totum districtum meum et fratrum meorum dictorum accedant, morantur et recedant salubriter et feliciter in Domino Jhesu Christo: promittens etiam pro me et fratribus meis dictis quod dictam pacem et concordiam a nobis et a militibus meis et fratrum meorum et ab omnibus hominibus nostris ratam, firmam et illibatam faciemus ab hac die usque ad annos viginti novem inviolabiliter observari et custodiri.

Si vero contingeret, quod Deus avertat, quod ego aut fratres mei vel aliquis militum vel hominum nostrorum vel de meo districtu aut fratrum meorum aliquem Narbonensem vel de dominatione predictorum offenderet in rebus vel in personis dampnum dando aliquod vel injuriam faciendo, illud dampnum vel injuriam passo restitui et emendari ego et dicti fratres mei faciemus infra quadraginta dies continuos ex quo lamentatio seu querimonia coram me aut fratres meos fuerit proposita et exposita.

Si vero de rebus fuerit offensio secundum ratione (*sic*) et bonum usum justiciam fieri ego et fratres mei faciemus similiter infra quadraginta dies, nisi per reclamatorem remanserit vel causa testium vel instrumentorum, et hoc salvo quod aliquis homo Narbone vel de ejus districtu non conveniatur, vel res ejus inpediantur pro aliqua persona que non sit districtus Narbone, et hoc similiter salvo quod licet aliquis nostrum veniret contra predictas pactiones in aliquem offendendo de vestris, nichilominus pax et compositio in sua maneat firmitate, ita quod pax rupta vel fracta propter hoc non intelligatur, set emendatio seu restitutio sive ratio debeat fieri ut predictum est.

Item dono et concedo et promitto pro me et fratribus meis nos tenere et observare quod si aliquis nostrorum hominum conquereretur pro aliquo debito sponte credito de aliquo qui sit de jurisdictione predictorum, quod ego et fratres mei dicti non sustineremus vel permitteremus quod noster vel nostri conquerentes possint alium pignorare vel inpedire seu detinere nisi illum solum vel illos vel res eorum qui pro dicto debito sponte credito essent astricti vel obligati.

Item promitto pro me et fratribus meis quod dictis dominis Narbone vel consulibus vel huniversitati Civitatis vel Burgi non transitemus vel transmitti faciemus litteras vel nuncium pro aliqua persona vel avere aliquo alieno vel aliis rebus petendis vel restituendis nisi nostra essent propria vel de nostris hominibus Tholoni et districtus nostri.

Item promitto pro me et dictis fratribus meis quod ego nec ipsi faciemus prohibitionem aliquam de rebus vel mercimoniis asportandis vel non extraendis vobis predictis Narbonensibus nisi illam quam nostris hominibus faceremus.

Item promitto pro me et fratribus meis quod nullum auxilium vel consilium prestabimus nec dabimus vel dari

facimus nec ut detur ab aliqua persona districtus nostri concedemus vel permittemus alicui persone que offendere debeat vel possit aliquem Narbonensem vel de districtu Civitatis Narbone vel Burgi vel predictorum dominorum vel consulum.

Omnia supradicta singula et universa bona fide attendere et contra non venire in parte vel in toto ad sancta Dei evangelia ego, Raimundus Gaufredi predictus, pro me et supradictis fratribus meis atque hominibus nostris iuro attendere et contra non venire, et promitto me effecturum quod dicti fratres mei predictam pacem ratam et firmam habebunt et jurabunt, et confiteor et recognosco quod predicta pax, olim quatuor anni sunt et plus transacti, fuit eodem modo facta, firmata et jurata a me et a predictis fratribus meis et a triginta hominibus de melioribus civitatis Tholoni, fuit eodem modo sacramento firmata, et omnia ista fuerunt acta in presentia domini % (1), olim Dei gratia Tholonensis episcopi, et in presentia Bertrandi de Bosco, tunc consulis Narbonensis, recipientis predictam pacem nomine domini archiepiscopi et domini Aimerici et nomine consulum et prohorum hominum de Narbona et hominum de districtu eorundem, que omnia et singula fuerunt confessa et renovata coram J. (2), Dei gratia Tholonense episcopo, qui ad preces predicti Raimundi Gaufredi et prohorum hominum de Tholono sigillum suum aponi fecit; et predictus Raimundus Gaufredi sigillum suum et fratris sui Rostagni Dagout predicti aponi mandavit; sigillum vero Gaufredeti non erat in Tholono, quare non fuit apositum. Juratores vero prescripte pacis sunt isti: Petrus Guillelmi, vicarius predicti Gaufredeti domini Tholoni, iuravit et promisit eam firmam tenere, attendere pro se et pro persona domini Gaufredeti, et idem fecit Ericus,

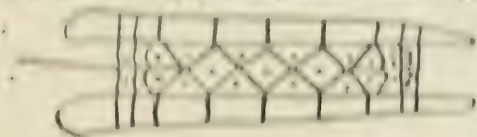
(1) Stephanus, évêque de Toulon en 1312.

(2) Jean de Baug, évêque de Toulon depuis 1223.



hajulus dicti domini Rostagni Dagout, Guillelmus Annulphi, miles, Bertrandus de Malavalle senex, Valbella, Raimundus Pelarditus, Uguo Pelarditus, Guillelmus de Lescura, Raimundus de Malavalle, Michael, Guillelmus Alvardi, Helyas, Minon, Petrus Colrani, Bertrandus Moison, Guillelmus Gôiran, Columbertus, Guillelmus Raimundi, Petrus Sabaterius, Petrus Rainardi, Bartholomeus, Guillelmus Sardi, Guillelmus Monnerii, Bertrandus Opere, Petrus Sardi, Guillelmus Mareus, Aenlio, Eulco Imbertus, Bertrandus de Malavalle juvenis, qui omnes juratores, mandato et voluntate et assensu dicti Raimundi Gaudredi et dictorum hajulorum, scilicet Petri Guillelmi et Euerii, dictam pacem ratam et firmam et inconcussam per spactum supradicti temporis promiserunt. Dictus vero Bernardus de Leone promissit pro dicta domino archiepiscopo et pro domino Almerico, vicecomite, et pro consulis et probis hominibus Narbone et eorum districtu quod dicta pax firmetur, juretur a predictis dominis consulis et probis hominibus Narbone et sigillo predictorum dominorum munimine et domini archiepiscopi roboretur, et hoc intra mensem postquam civitatem predictam Narbone fuerit ingressus. Acta sunt hec in civitate Tholoni ante ecclesiam beate Marie coram istis testibus rogatis et vocatis Gaudredo de Signa de Rogerio, Gidone de Saleris, canonico, Raimundo Dactilo, canonico, Langerio Negretto, canonico, Raimundo Dactilo, milite, Bertrando Buchissa, canonico, Petro Operario, canonico, Guillelmo Raimundo, jurisperito, Jordano Christiano de Narbona et pluribus aliis, et me, Gaudredo de Valbella, civitatis Tholoni publico notario, qui, de mandato et voluntate supradicti domini Raimundi Gaudredi et hajulorum predictorum, hanc cartam publicam scripsi et signum meum apposui hoc

modo



*Au verso*: Carta de la patz del senhors de Tolon e de la vila de Narbona, 1224.

(Pièce parch., origin., lacs de trois sceaux dont un disparu; il reste seulement quelques fragments des deux autres).

### III

**1230** — 2 des kalendes de septembre (31 août). — Convention conclue entre Arnaut de Salses et les prud'hommes de Narbonne au sujet des foires de *Taisneiras*.

Notum sit cunctis quod ego dominus Arnaldus de Salsis per me et omnes meos heredes presentes ac futuros, bona fide et sine omni fraude, cum hac carta in perpetuum valitura, nulla vi coactus, nulloque ingenio deceptus nec seductus ab alico, set bono animo et gratuita voluntate promitto vobis probis hominibus de Narbona, scilicet tibi Bernardo Deusajuda et Bernardo de Campo, Bernardo Mansipi, Berengario Rubeo, Guillelmo de Magalatz, Ademario de Podiosoriguer, Raimundo Sala, Guillelmo Amaro, Aimes, paraire, Gili de Rupeforti, paraire, Giraldo Adovela, paraire, P. J. Pontio Roula (1), Petro Baudouino, paraire, atque Giraldo, paraire, ac etiam aliis absentibus et presentibus, quod de cetero a vobis vel ab aliis ville vestre natis vel nascituris vel ab aliis mercatoribus undecumque sint advenientibus ad nundinas nostras de Taisneiriis, ego vel mei vel alius nomine meo non exigemus nec accipiemus in introitu nundinarum de pondo sive de trosello muli vel mule vel equi vel runcini nisi solummodo .ij. sol. melgor. de quolibet pondere, et in exitu

---

(1) Les deux copies de 1257 écrivent *Rula*.

.xviij. d. melgor.: si vero asinus vel asina portaret quantumcumque pondus posset non exigemus nec accipiemus in introitu nundinarum nisi solummodo .xij. d. melgor. et in exitu .viiiij. d. melgor., remissa omnia (*sic*) alia exactione quam pro ponderibus asini vel asine ego vel antecessores mei consuevimus aliquo modo accipere vel exigere. Si vero mulus vel mula, equa vel runcinus, asinus vel asina non portaret plenum pondus in introitu vel in exitu nundinarum, set aliquid forte deferre (1), exigatur ab eo secundum quod antiquitus consuetum est. Si vero contingeret quod aliquid remaneret vobis de mercationibus vestris quod non possetis vendere, nichil in exitu detis de illis mercationibus.

Item promitto vobis quod de cetero a vobis vel ab aliquibus mercatoribus natis vel nascituris ego vel mei vel alius nomine nostro non exigemus nec accipiemus de cana de qua consuevimus accipere .v. sol. melgor. in sala et in porticu nisi solummodo .iiiij<sup>or</sup>. sol. melgor. de qualibet cana, remissis perpetuo residuis .xij. d. quos plus ego et antecessores mei consuevimus accipere de unaquaque cana in dicta sala et in porticu. Si vero contingeret quod ego vel mei faceremus salam bene coopertam in alio loco ubi consueverunt esse cabane mercatorum, similiter de unaquaque cana exigemus et accipiemus solummodo .iiiij<sup>or</sup>. sol. melgor. et non aliud, et predictæ exactiones nullo tempore a me vel a meis successoribus vel ab aliquibus nomine nostro possint augmentari vel augeri quantumcumque nundine nostre de Taisneriis meliorentur vel amplientur.

Et nos predicti probi homines de Narbona per nos et per omnes alios nostros successores natos ac nascituros promittimus vobis quod veniemus ad nundinas vestras

---

(1) Ce mot n'est pas fort net dans l'original, les deux copies le donnent très nettement.

predictas et illas, prestante Domino, meliorabimus secundum posse nostrum, et non petemus aliquam diminutionem de predictis statutis et placitis inter nos et vos.

Actum est hoc .ij. kal. septembris anno incarnationis Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup> xxx<sup>o</sup>. Signum Arnaldi de Salsis predicti qui hec omnia firmavit firmarique rogavit. Signum Fabri de Villalonga et Johannis Denug, Stephani Sabors Perpiniani, Arnaldi Pallerii de Apiano, Bernardi de Tuluges, militis, Guillelmi de Nastraina de Toir, atque Guillelmi Rannulfi de Toir, testium. Bernardus Magistri de Mallol., scriptor publicus, hanc cartam scripsit et

hoc sig  num fecit.

*Au verso:* Lo sehor de Salsas e de Tayneyras fec covenensas am homes de Narbona sobre la feira de Tayneiras.

*Et d'une autre main:* Carta de regoneysensa que fec (?) lo leuder de Taineras al cossols de Narbona.

(Pièce parchemin, original; les archives possèdent aussi deux copies de cet acte rédigées en forme authentique le 9 des kal. d'août 1257).

#### IV

A. 1237 — 9 juin. — Convention commerciale entre Gênes et Narbonne (1).

In nomine Domini, amen. Ex tenore hujus instrumenti clareat universis quod cum viri nobiles Rubaldus Alberi-

---

(1) Les archives de Narbonne possèdent aussi des expéditions originales ou des copies en forme authentique de diverses sentences rendues à Gênes par l'autorité judiciaire et confirmant les traités de 1166 et de 1224. La plupart de ces documents ont été publiés par Mouynès dans les Annexes à la

cus et Nicholaus de Nigro, et infrascripti iudices, videlicet dominus Guillelmus de Granto et dominus Obertus Paxius, ad hoc constituti pro comuni Janue, nomine et vice comunis Janue, ex una parte, et dominus Willelmus Cultellerius et dominus Petrus de Cremona, iudex, ambaxatores et nuncii comunis et hominum Nerbone, nomine et vice hominum Nerbone et ejus districtus et nomine domini archiepiscopi Nerbone et nomine domini Aimerici,

série AA: de l'inventaire de ces archives, mais d'après des copies qui ne sont pas toujours fort exactes. Je crois devoir signaler ici quelques-unes des fautes graves.

- Mouynès, p. 38 (n° XXIII), c. 1, l. 4, au lieu de *lectionis*, lire *locationis*.  
 — p. 41 (n° XXV), c. 2, l. 10, — *fondatorum* — *fundacorum*.  
 — p. 45 (n° XXXI), une copie authentique faite à Gênes donne pour la date de cet acte *m cc xl viij*.  
 — p. 88 (n° XLVII), c. 1, l. 10, au lieu de *Cambum* lire *cambii*.  
 — — l. 16, ajouter *sit* avant *satisfactum*.  
 — — l. 27, au lieu de *com* lire *et*.  
 — — l. 30, — *dicitur* — *denarios*.  
 — c. 2, l. 18, — *dicitur* — *denarios* et supprimer *solidis*.  
 — 3<sup>e</sup> ligne avant la fin de l'acte, au lieu de *agranunt* lire *a gravamine*.

Ce dernier document est un acte important concernant une affaire de représailles. Les archives de Narbonne renferment une copie en forme authentique, datée du 2 des kalendes de juin 1290, d'un acte du 29 septembre 1254 qui réglait définitivement cette affaire. En voici les principales dispositions. Les héritiers de Bonvassal de Carthagène s'engagent envers Bernat Jordana et Ramon Balsan, députés de Narbonne, à ne rien exiger des trois sous génois que feu Bonvassal levait sur chaque Narbonnais abondant à Gênes. Le droit de lever ces trois sous lui avait été accordé à diverses reprises par la commune de Gênes à titre de représailles pour les déprédations dont il avait été victime de la part des Narbonnais, et cela jusqu'à ce qu'il eût recouvré le montant des dommages soufferts: 1<sup>o</sup> pour 251 livres génoises de dommages, le 5 décembre 1172; 2<sup>o</sup> pour 300 livres génoises, le 21 janvier 1174 (n. st.); 3<sup>o</sup> pour 110 livres génoises à la même date. Ils invoquent aussi une autorisation de faire une perception sur les Narbonnais donnée aux consuls de Gênes par la vicomtesse Ermengarde le 1<sup>er</sup> décembre 1182. Ils reconnaissent en outre avoir reçu des députés de Narbonne 80 livres génoises pour les 110 livres génoises qui seules restaient à lever et quittance en a été donnée le 1<sup>er</sup> septembre 1254.



vicedomini de Nerbona, et pro ipsis, ex altera, fuissent in concordia de infrascriptis ut infra.

Primo quod homines Nerbone et districtus deberent esse liberi in Janua et absque dacita et prestatione aliqua de novo imposita a tempore pacis et concordie celebrate inter comune Janue et dominam Emmengardam, vicecomitissam Nerbone, nomine hominum Nerbone, secundum formam conventionis facte inter comune Janue et comune Nerbone et dominum archiepiscopum Nerbone, millesimo ducentesimo vigintesimo quarto, preterquam in dacita gombeti blave et in dacita carnis, casei et olei, a qua dacita solidorum trium non debent esse liberi per totum tempus potestatis presentis domini Oldrati Grossi; set abinde in antea, videlicet finito tempore potestatis presentis, debent solvere solummodo soldum unum, videlicet dr .xij., pro quolibet cantario carnis et casei, et pro quolibet barrili seu meçarolia olei soldum unum sive denarios duodecim.

Item quod deberent esse liberi a dacita vini que est de soldis tribus denarius unus, et a dacita pannorum que est de qualibet libra denarii duo, quia [ipse] (1) dacite sive tolte sunt nove.

Similiter cum hinc inde fuissent in concordia quod homines Janue et districtus deberent esse liberi et sine dacita et prestatione seu exactione aliqua in civitate et districtu Nerbone que dacita sit de novo imposita a tempore pacis et concordie celebrate inter ipsum comune et dominam Emmengardam, secundum formam conventionis facte inter comune Janue et comune Nerbone .m°. cc. xxiiij.

Item quod homines Janue et districtus deberent esse liberi in Nerbona et districtu a prestatione et dacita que

---

(1) Mot gratté.

vocatur Robina et ab illa que vocatur Leuda, quia ipse dacite sive tolte sunt nove.

Dominus Oldratus de Trejeno, Janue civitatis potestas, voluntate et auctoritate consilii Janue, voluit et comprobavit omnia predicta et ea nomine et vice comunis Janue, et pro ipso comuni observare promisit predictis ambaxatoribus Nerbone pro comuni Nerbone. Econtra, dicti ambaxatores supradicta omnia voluerunt et comprobaverunt, et dicto domino Oldrato recipienti pro comuni Janue observare et attendere promiserunt pro comuni Nerbone, et quod predicta facient observari pro comune Nerbone. Plura instrumenta de predictis ejusdem tenoris partes fieri preceperunt et rogaverunt, et hoc specialiter factum est pro comuni et hominibus Nerbone et ad petitionem ambaxatorum predictorum. Interfuerunt testes Lanfranchus de Mari, Enricus de Bisamne, notarius, et Magister Urso. Actum Janue in domo Fornariorum, millesimo ducentesimo trigesimo septimo, indictione nona, die nona mensis junii.

Ego, magister Bartholomeus, sacri imperii notarius et judex ordinarius, jussu dicte potestatis et rogatu dictorum ambaxatorum scripsi.

(Pièce parchemin, original).

**B. 1244** — Ides de janvier (13 janvier). — Convention de paix entre Narbonne et San-Feliu-de-Guixols (1).

Noverint universi et singuli presentem paginam inspec-  
turi et audituri quod, cum olim multe et diverse conten-

---

(1) Province de Gironne (Espagne). — Les archives de Narbonne possèdent aussi l'original du traité conclu le 9 décembre 1246 entre Narbonne et Savone. Mouynès a publié ce traité dans les Annexes à la série AA., p. 42, d'après une bonne copie. Je me dispense de la reproduire.

ciones et questiones mote diucius extitissent inter homines Civitatis et Burgi Narbone et quosdam alios de districtu eorum, ex una parte, et homines Sancti Felicis Guixallensis, ex altera, alterutra voluit pars, causa pascis et amicabile concordie (1), lites illas et contenciones maxime transaccione quam sententia terminari. Igitur nos probi homines ville Sancti Felicis Guixallensis per nos et per districtum nostrum, consilio et assensu domini nostri Geraldii, Dei gracia, Sancti Felicis Guixallensis abbatis et omnis cetus ejus, inito consilio universe plebis nostre, venimus vobiscum domino venerabili patre P. (2), Dei gratia, Narbonensi archiepiscopo, et domino venerabili viro Amalricho, per eandem vicecomite Narbone, et omni universitate tam urbis quam suburbii Narbone ad bonum finem et sinceram pacis transaccionem super universis querimoniis et questionibus et litibus vel querelis quas actenus de vobis aliquatenus habebamus vel habere poteramus nos vel aliquis ex premissis, ita quod nos vel aliquis ex predictis contra formam predictæ pacis ullo tempore non veneramus, set ratam et firmam in perpetuum habeamus; et presens transaccio nullo tempore viribus careat juramus nos decem probi homines ville Sancti Felicis, videlicet Petrus de Fanalibus, bajulus Sancti Felicis, et Pedrinianus et G. Cellerarius et Berengarius de Vallelonga et Jacobus Albus et G. de Quarto et P. Laurencius et Natalis de Fabricha et Bernardus de Ripa, et B. Natalis, tactis quatuor Dei euangeliiis, totum sicut superius est scriptum a prima linea usque ad ultimam bona fide observare et nullo tempore obviare; et nos dictus Geraldus, Dei gracia, Guixallensis abbas, et tota nostra congregatio, prebentes assensum huic actui et favorem, concordiam istam volumus et confirmamus ducentes

---

(1) *Ms.* con concordie.

(2) Pierre Amiel.

hanc cartam nostri sigilli munimine roborandam et etiam hoc totum per villam lituo preconē fecimus proclamari. Actum est hoc idus januarii anno Domini millesimo quadragesimo post ducentesimo quarto. Signum Petri de Fanalibus bajulus, signum Pedriniani, signum Guillelmi Cellerarii, signum Berengarii de Vallelonga, signum Jachobi Albus, signum Guillelmi de Quarto, signum Petri Laurencii, signum Natali de Fabricha, signum Bernardi de Ripa, signum Bernardi Natalis.

Berengarius monachus et sacrista (1); Jacobus sacerdos qui hoc scripsit mandato Guillelmi capellani publici notarii Sancti Felicis Guixellensis; Geraldus, Dei gratia, Sancti Felicis Gixallensis abbas qui hanc pacem confirmamus; Arnau. monachus, camerarius;.....(2)trus monachus; ego Guillelmus capellanus publicusque notarius Gixallensis subscribo.

(Pièce parchemin, sceau sur lacs de l'abbé de San-Feliu-de-Guixols).

## V

**1251** — 6 des kalendes de décembre (26 novembre). — Transaction arbitrale entre le chapitre Saint-Just et les consuls de la Cité sur la dime des olives.

In anno nativitatis Christi .m. cc. l. primo, rege Ludoyeo regnante, .vj. kalendas decembris. Noverint universi quod contentio erat inter Bernardum de Capitolio, bajulum sive yconomum comunitatis ecclesie Narbone nomine

---

(1) Cette signature et les suivantes sont autographes.

(2) Un fragment de parchemin a disparu à cette place.

capituli ejusdem ecclesie, ex parte una, et consules Civitatis Narbone nomine comunitatis ejusdem Civitatis, ex altera, super decimis olivarum que habentur et proveniunt in terminis dicte Civitatis et de Moyano ratione scilicet usus sive consuetudinis secundum quam dicebatur recepta fuisse dicta decima a dicto capitulo usque modo. Dicebat enim dictus yconomus quod dictum capitulum debebat habere decimam, nulla deductione facta expensarum, integre, scilicet decimam partem, in certis et terminatis locis, et ita dicebat obtentum fuisse ab olim. Econtra vero consules asserebant quod, cum collectio olivarum immensitatem exigeret expensarum, non decima set septima decima pars dari consueverat pro decima et debebat, et non in alio loco set ubi dicte olive colliguntur sub arboribus olivarum. De hac igitur contentione tam dictus yconomus, consentiente dicto capitulo, quam dicti consules, consentientibus consiliariis comunitatis dicte Civitatis, compromiserunt tamquam in arbitratore seu amicabile tractatore in dominum Stephanum, sacristam, et Petrum de Podaleriis, canonicum Narbone, Geraldum de Ympuriis et Poncium Alarosii, cives Narbone, sub pena .d. sol. melg. stare ordinationi, dicto seu statuto ipsorum, quam penam dictus yconomus datis pignoribus promisit parti consulum stipulanti et Johannes Grandis et Beringarius de Turribus, consules pro se et aliis sociis suis consulibus similiter datis pignoribus promiserunt parti dicti capituli stipulanti solvere, si forte altera partium contra ordinationem, dictum seu statutum super premissis dictorum arbitratorum seu tractatorum veniret, ita scilicet quod pars non servans parti servanti ordinationem, dictum seu statutum eorum dictam penam .d. sol. melg. solvere teneretur; qua soluta, ordinatio, dictum seu statutum eorum firmitatem nichilominus obtineret.

Dicti vero arbitratore seu tractatore, auditis rationibus utriusque partis et habita certitudine de usu seu consue-



tudine supradicta, ordinaverunt, dixerunt et statuerunt, sub pena predicta, quod de cetero in perpetuum cives Narbone dent et solvant dicto capitulo Narbone de omnibus olivis quas habebunt vel colligent in terminis supradictis decimam partem integre et ad illam mensuram cum qua mensurabunt illas olivas, deducant quatuor mensuras non decimatas ratione expensarum que fiunt in colligendo et portando, ita videlicet quod dictum capitulum habeat tantum quartamdecimam partem integre de omnibus olivis. Hanc autem quartamdecimam ratione decime cives predicti solvent memorato capitulo libere in istis locis scilicet apud Misellos et in loco illo qui dicitur Trilla Margalionis et in loco qui dicitur Cros Auros et in loco qui dicitur Rupeta juxta ortum Sancte Marie Majoris. Set olive de Moyano de quibus datur agrerium debent mensurari et decimari modo predicto ubi dominus accipiet agrerium suum, et tunc decimam illam tenentur dicti cives Narbone afferre libere usque ad locum qui dicitur Passus, excepto quod si aliquis civis Narbone faceret fieri oleum apud Moyanum et non afferret olivas apud Narbonam, decimentur tunc ille olive in loco ubi dominus acciperet agrerium suum apud Moyanum, et non teneatur tunc ille decimam afferre. Alie vero olive de alodio de Moyano mensurentur et decimentur ad Passum juxta modum supradictum. Actum est hoc in claustro Sancti Justi Narbone juxta capellam sancti Pauli in presencia et testimonio Petri de Caneto, sacerdotis, Johannis de Cruce, clerici, Poncii de Liuco, Jacobi Benedicti, Bernardi Duranti, Petri de Crassa et Petri Melloni, civium Narbonensium, et Raimundi Catalani, publici Narbone pro domino Amalrico, Dei gratia, vicecomite et domino Narbone, notarii, qui hec scripsit.

*Au verso:* Carta de compromes que feron cosols de la Sieutat ab lo capitol de Sant Just sobrel deume de las olivas e fone prononssiat e declarat per los albitres que

d'aquí a avant las olivas se deumon al quatorzen per la mesion quel senhor de qui son las olivas fa entre qulir e portar.

(Pièce parchemin, original).

## VI

**1253** — 3 des kal. de mars (27 février). — Déclaration sur le droit de leude dû par les navires portant des marchandises soumises à ce droit, même quand ils ne font que passer en vue du grau de Narbonne; les leudiers de ce grau ont le droit de venir réclamer à Lattes la leude impayée avec attribution à la cour de Lattes ou à celle de Montpellier de la connaissance de ces réclamations.

Si barchas o autres leins portans merces o Sarrazins o Judieus e autras causas de que leuda se deja donar o alcuna d'aquellas de que leuda se deja donar al gra de Narbona, e passa lo gra o denant lo gra de Narbona, li leudier dels seinors de Narbona devon aquí demandar la leuda e penrre aquí si podon.

Et si alcuna barcha o alcun lein passara en calque maneira, sia de noizs o de dias, que no aura pagada la leuda e verra a Latas, li leudier dels seinors de Narbona e lurs mesajes puescon venir a Latas e aquí demandar e penrre la leuda; e, si alguns i fasia contrast, puescon s'en clamar a la cort de Latas o de Montpeslier, so es asaber o a la cort en que sozs lacal deurian responre aquel que deuria la leuda si contrast i fasia a la leuda. Sian cresuzs lo cartolari del lein; e, si lo cartolari no era apareisenz, sian cresuz lo nauchier per son sagrament; e, sil nauchier

nil cartolari no eran apareisenzs, que li leudier puescon proar; e si no prohava o no volian prohar, sian cresutzs lo mercadier per son sacrament.

E si barcha o lein passara al gra de Narbona o davant lo gra, ses vista e ses saupuda dels leudiers aquel lein o aquellas barchas venrran a Latas, los leudiers puescon aqui metre un home que demande ad aquels la leuda, e penrrer si donar la i volra. E si donar no la i volon, que aquel o puesca far saber als leudiers dels seinors de Narbona que vengon penrrer lur leuda.

Aquest declairament fon fait a Montpeslier en presensa d'en Arnaut de Cantobre, cavalier, tenent lo luec d'en Guillem de Rocafueil e tenent lo luec per lo seinor rei d'Aragon a Montpeslier, e en presensa del seinor en R. de Concas, baile de Montpeslier et en presensa dels cosols de Montpeslier, d'en G. de Crusols, e d'en J. de Lacasa, e d'en Toset d'Ausat, e d'en B. Ricart, e d'en B. de Montanac, e d'en P. de Salellas, e d'en P. Garrie, e d'en J. Guiraut, e d'en P. Jaufre, e d'en B. Dieuslofe, e d'en G. Bertholmieu, e d'en Pons Garnier, et en presensa d'en G. B. de Sestable, e d'en G. d'Empurias, cosols de Narbona, e en presensa d'en R. de Lac, legista, e d'en B. Blancart, sotz viguier del seinor Amalric de Narbona, et en presensa de maestre R. Gaufre, e d'en P. Ar. de Naysa, baile de la cort del seinor archevesque de Narbona, lical vengron a Montpeslier per esclaziment e per endresament de la leuda sobre dicha.

Et en totas aquestas causas reman salva et enteira tota dreichura e seinoria del seinor rei d'Aragon e sa voluntat en tot e per tot.

E d'aiso foron guerentias en G. de la Barca, en G. Lambert, de Montpeslier, en P. Esteve Delpueig, de Narbona, en R. Jordana, de Groissan, en J. Mercadier, public de Narbona notarii, qui aiso escriu e legic a Montpeslier en la cort dels denant ditzs cosols de Montpeslier, en l'an

quant om comptava .m°.cc°.l°.iij°. , regnant lo rei Lodovic.  
.iij. dias en las kalendas de marczs.

(Pièce parchemin, original) (1).

## VII

**1254** — 16 des kalendes de septembre (17 août). — Transaction arbitrale entre les pareurs et les tisserands (2).

Conoguda causa sia a trastoz que com discordia e questios motas retorneson entre paradors de la Ciutat e del

(1) Les archives de Narbonne possèdent, en outre, un transcrit non daté de cette déclaration. — Mouynès l'a donnée dans les Annexes de la série AA., p. 65, d'après deux copies insérées dans le 1<sup>er</sup> thalamus. Je la publie néanmoins de nouveau et je ferai de même pour quelques autres documents en provençal à cause de leur valeur comme textes de langue. Comme on pourra le voir aisément, il y a des différences importantes entre l'original et le texte de Mouynès. Je dois ajouter pour les romanistes que les textes provençaux donnés par Mouynès ne sont *à peu près* exacts que lorsqu'il n'a eu à sa disposition qu'un seul document; quand il en a plusieurs, il ne reproduit exactement aucun d'eux et il donne même quelquefois des formes qui lui sont propres.

(2) Cette transaction a été rédigée en latin. Les originaux sont sans doute restés entre les mains des pareurs et des tisserands. Les archives de Narbonne en possèdent une copie que ses caractères paléographiques permettent de considérer comme ayant été faite à la date même de la transaction pour l'un des deux consulats. Elle a été reproduite dans le 3<sup>e</sup> et dans le 6<sup>e</sup> thalamus et publiée d'après ces dernières copies par Mouynès dans les Annexes à la série AA., p. 74. Les consuls de Cité en 1266 et les consuls de Bourg vers 1306 firent faire pour leur usage personnel des traductions en provençal des documents les plus importants de leurs archives. Ces traductions forment la plus grande partie des 10<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> thalamus actuels. L'on y retrouve cette transaction: 1<sup>o</sup> au 10<sup>e</sup> thalamus f<sup>o</sup> 58 où elle est précédée de cette rubrique: Aiso es l'establiment que fon faiz dels paradors e dels teichedors; 2<sup>o</sup> au 7<sup>e</sup> thalamus f<sup>o</sup> 79 précédée de la rubrique: Aysso es la ordenansa dels parayres e dels tisxeires. Je ne donne ici que la traduction, et d'après le 10<sup>e</sup> thalamus qui est le texte le plus ancien et le plus complet. Il y manque le 23<sup>e</sup> item par

Borc de Narbona, de la una part, et entre los teichedors d'aicela Ciutat e del Borc, de l'autra, sobre l'artifici o sobre la art de la techendairia e de la parairia e sobre los draps de Narbona teichedors e paradors et adobadors, plac a cascuna de las pars que de la davan dicha discordia e de las questions trastotas e senglas, laquals entre si fasian o far poirian per rason del davan dig artifici o dels artefics, et ichament per rason d'enjurias lascals l'un a l'autre per occaison de la davan dicha discordia agesson portadas, compromeseron en arbitres o en arbitradors en consols de la Ciutat e del Borc de Narbona, e compromeserunt en aicels aichi co en la forma d'aquest compromes sotz escrig pleneirament es contengut, delcal, so es asaber compromes, la forma es aitals.

En l'an de nostre senhor can hom cumtava. m. cc. liiij., .xvj. kal. septembris. Conoguda causa sia a trastotz co nos P. Engilbert, P. Rog, G. Gotmar, G. de Luc, paradors de la Ciutat, de volentat e d'autrejamant dels paradors d'aicela Ciutat, per nos e per aicels paradors trastoz e per nom de lor, e nos P. Folquin, G. de Salela, B. Adalbert e G.

suite d'une distraction du scribe; le 41<sup>e</sup> item se réfère en effet au 23<sup>e</sup>. Les deux traductions ont été faites d'une manière indépendante, comme le lecteur pourra s'en convaincre en parcourant le préambule de cet acte que je reproduis ici dessous d'après le 7<sup>e</sup> thalamus:

« Conoguda cauza sia que cum discordias e questios de motas maneyras  
 « fossen mogudas entre los paraires de la Ciutat e del Borc de Narbona,  
 « d'una part, et entre los tisxeires d'aquella meleyssa Ciutat e del Borc,  
 « d'autra part, sobre los artificis o las artz de teysxeiria e de parairia e sobre  
 « los draps de Narbona teysxer e adobar e aparellar, plac a la una part e a  
 « l'autra que de la davandicha discordia e questios totas e senglas lasquals  
 « entre lor fazian et far podian per rason dels davanditz artificis e encara  
 « mais per rason d'enjurias que los us als autres per ocayzon de la davan-  
 « dicha discordia avian fachas se compromezeron ayssi cum en arbitres o  
 « arbitradors en los consols de la Ciutat e del Borc de Narbona, es compro-  
 « mezeron en els segon que en la forma del compromes dejos esericha plus  
 « pleneirament se conten. La forma del qual compromes es aitals. »

Mouynès a publié la traduction provençale en regard du texte latin; il a suivi le 10<sup>e</sup> thalamus.



Ademar, del Bore de Narbona paradors, de volentat e d'autrejament dels paradors d'aicel Bore, per nos e per trastoç aicels paradors e per nom de lor, de la una part, e nos G. de Montaut, Johan de Fraiche, Johan de Robiau, Pons de Bolonac, de la Ciutat teichedors, de volentat e d'autrejament dels teichedors d'aicela Ciutat, e per nos e per trastoç aicels teichedors e per nom de lor, e nos P. Johan, Bonet Teicheire, R. de Pamias e G. Vaquier, del Bore de Narbona teicheires, de volentat e d'autrejament dels teichedors d'aicel Bore, e per els e per nom de lor e per nos meseiches, de l'autra part, de grat e acordapblament comprometem en Br. de Narbona, cavalier, e en vos Sycart Fabre, Bernat Mainart, G. Helyas, P. Arnaut, fustier, de la Ciutat, et P. Dieusajuda, P. Mainart, Arnaut de Bajas, R. de Foix, R. Trauqueira, P. R. de Canet, del Bore de Narbona, consols, aichi quo en arbitres o arbitradors o amicables composidors de la discordia que entre nos era e de trastotas la questions e senglas lasquals essem fasiam o far podiam en alcuna maneira sobre l'artefici o sobre la art de texhendaria e de parairia e sobre los draps de Narbona teichedors, obradors, fasedors, paradors et ichament adobadors et ichament de trastotas las enjurias tan de dig can de fag, si alcunas per occaizon de la davan dicha discordia avem sufertas entro en aquest dia, en aichi so es asaber que calque causa sobre las davan dichas, ausidas las rasons de plan e senes sollempnitat de dreg, orde servat o non servat, direz, ordinarez o comandarez per vos o per autre en qualque maneira per tota vostra volentat et en aichi quo vostra volentat sera fermament e prometem nos e trastoç los paradors e techedors de Narbona presens e endevenidors haver per toz temps e tener, soz pena de .c. lb. mlg., laqual establem comunament e prometem donadoira et pagadoira a vos e als vostres successors consols de Narbona de la part non aparent o en alcuna causa contradisent al vostre dig o a la vostra ordi-

nation o volentat o comandament, laqual pena forfacha e requista e pagada una vegada o motas o cantas vez alcuna de las pars o alcun aicela non pagaria, rennomens lo dig vostre o la ordination o la volentat ol comandament ferm et estable per toz temps persevere, e que contra las davan dichas causas o en alcuna causa d'elas nos o alcun dels davan diz menestiers de parairia e de techendairia que nul temps no vengam, mais aicela ferma e valedoira per toz temps ajam e tengam e gardem sobre lo sayns de Dieu evangelis corporalment tocz de grat juram.

1. Prepausava so es asaber la part dels davant ditz paradors aichi quo desotz se conten denant los senhios consols que co els temps trespasatz delsquals non es memoria los teichedors de Narbona avian acostumat o avian usat teicher o far draps de Narbona de .xxj. liadura en astela de .viiiij. palms, e de .xviij. e de .xvj. e de .xij. liaduras en astela de .viij. palms, e novelamens ara, en frau dels mercadiers e en prejudici de tota la vila e de tota la terra de Narbona, astelas aguesson mudadas e mermdas e no vuelan teicher o far draps aichi co avian usat et an aichi co es de sobre espres, demandavan que costreiz fossen los teichedors a teicher e a far draps aichi co avian usat et aichi co desobre se conten. — Crezet la part dels teichedors que aichi se fasia.

2. Item demandavan quels teichedors fesson els draps, teichen aicels, en lo cap derier, senhial acostumat, e que alcuna causa no mermesson o remougesson dels draps pueis que faiz los aurian ni tescutz. — Cresia la part dels teichedors los senhials deure aichi far e alcuna causa dels draps non deure remoure.

3. Item prepausavan que col pogesal deges esser de .vj. .lb. e quarta tansolament, els teicheires cant compravan lana o estam demandavan que agesson pogesal de .vij. lb. mens quarta, e desian li parador aiso esser faig en preju-

dici dels vendedors e que pes drechurier fos establiz ad els e donaz, so es asaber pogesal que fos de .vj. lb. e quarta. — Cresian quel pogesal devia esser de .vj. lb. e quarta.

4. Item demandavan que en aicel pes en loqual la lana e l'estam lor era lieuraz als teichedors per causa de teicher los draps e de far aicels draps dejan reddre en aicel mezeiz pes senes mermament. — Cresia la part dels teicheires deure aichi far.

5. Item prepausavan quels teicheires demandavan e aver volian dels draps dochar per la liura .j. denier narbones, e, co no agesson acostumat d'aqui ren aver, demandavan aicela causa ad els esser vedada. — Non cresia que az els deges esser vedada quo aicela causa aver agesson acostumada et aver degesson.

6. Item demandava esser vedat as els que neguna causa no demandesson ni agesson per vendaduras dels draps, per aiso que desia esser contra dreg e contra costuma de Narbona e en prejudici de la vila. — Respondia la part dels teichedors se aver aichi usat.

7. Item demandava quo cert prez o covenensa ajan faig li teichedor dels draps teicher, sia vedat ad els que d'aisi en ant autre prez, per razon de lum o en altra maneira alcuna, demandesson o agesson.

8. Item prepausava que co Arnaut Rosset, paraire, fes far alcun drap sieu .xxj. liadura, alguns teicheires en prejudici del davan dig Arnaut Rosset et ad anta de lui e de la parairia de Narbona, la davan dicha tela els teliers del teicheire doas vegadas trinqueron e romperon e aicel Arnaut bateron e feriron, ja sia aiso qu'el promeses ad els esser aparelaz e estar a dreg.

9. Item prepausava que Johan de Robian e G. d'Avinhon e Johan de Fraiche, Mauran, Pos del Sagristan, P. Teicheire, Sejan Teicheire, G. de Riu, Pons de Bolonac, teicheires, ab motz autres teicheires ensems ajustaz vengron contra la universitat dels paradors de la Ciutat

cridan contra aicels: Mueiran, mueiran los trachors! A carn, a carn! sobre els portans armas e darz publicament per coratge d'aicels batre o nafrar o si pogesson aucir, d'on demandavan a lor esser faiz compliment de drechura.

10. Item prepausavan que cols teicheires, .x. ans eran e plus, avian vendutz los draps falsament de .xviiiij. e de .xx. liaduras per draps de .xxj. liadura, afermans aicels esser de .xxj. liadura, demandavan a lor esser restituit dels teichedors per aquest damnatge que avian sostengut, .xx. m. sol. mlg.

11. De l'autra part, la part dels teichedors demandava e prepausava davant los davan ditz consols, que con los paradors ajan cert prez per los draps parar e adobar que aicels sian tengutz de redre e de restituir tot aco que trasian o traire fasian dels draps en paran o en adoban aicels, tan la borra can las autras causas. — A l'alcal causa respondens la part dels paradors desia se aver usat aicela aver.

12. Item demandava que los draps losquals serian liuraz als paradors per causa de parar o d'adobar fosson per els paraz e adobaz engalment aichi cols lurs propis tan en molin can en tiran o en traen, e en traiz de cardar, en sagin e en ceu e en tondre et en autras causas que son necessarias en adobar los draps. — Cresia la part dels paradors que trastoz devian adobar aichi cols lurs propis.

13. Item demandava que si drap era venduz als paradors que no fos de .vij. canas e .ij. palms en longesa, et aicela causa que defaliria d'aqui deges merimar del prez del drap. — Non cresia que deges far.

14. Item demandava que si los paradors compravan drap que fos pus larx de .vij. canas e .ij. palms que per aquo que sobre i seria fosson tengutz dar e pagar a rason del prez del davan dig drap. — Respondian que ad aiso non eran tengutz de tenir.

13. Item demandava que aitant quant los paradors avian per lo mermament dels draps cruses quan aicels compravan fossion tengutz de redre als compradors alscales aicels vendian o que tiresson aicels breus segon que eran breus can eran cruses.

16. Item demandava que fesson restituir als davan diz paradors, a teichedors e ad autre delscals avian compraz los draps, aitant cant els per lo merme dels draps avian mermat del prez dels draps can eran cruses.

17. Item demandava que pogesson vesar los draps lurs els obradors e els tiradors dels paradors can aicels adobavan, paravan, tiravan totas vez que els volgesson, aichi co los paradors veson los draps lurs els obradors dels teichedors. — Cresia la part dels paradors que aicels dejan vesar e en aichi se deja far.

18. Item demandava la part dels teichedors quels davan diz cossols que vedesson als paradors que no fesson ni demandesson alcunas noveletaz als teichedors o al menestier de techendairia o de drapairia de Narbona, mais en aichi cols teichedors els lors antecessors avian usat a .xxx. e a .xl. ans en sus, en comtar los draps ni en autras causas. — Cresia la part dels paradors que far nos devia.

19. Item demandava que los paradors no se entremesson de castiar en alcuna causa los teichedors ol menestier de techendairia, car lo cap del menestier sabian ben sufficientment si meteiches el menestier castiar e aver plenier poder. — Creson que nos deu far.

20. Item prepausava que los paradors cant retenon los draps ad asaut et la portairiz ol venedor sabra quel senhior dels draps volra donar los draps per lo prez per local aicels avian retenguz, los paradors no volian pagar lo prez que avian covengut ans refudavan los draps aretengutz alcuna vegada; d'on demandava la part dels teichedors quels draps ad asaut retenguz, sil senhior per aicel prez promes aicels dar volra, que aicels draps sian lurs



compraz e tenguz sian de pagar. — Cresia la part dels paradors que devian esser compraz el prez d'aicels eran tengutz de pagar.

21. Item demandavan que, en aichi co eran liuraz als paradors los draps lials, aichi fosson tenguz redre aicels lials cant los aurian adobatz e paratz e senes mermament, e que fosson tenguz que degesson los draps davan diz, sils senhiers dels draps los volran, retirar. — Cresia la part dels paradors que en aichi se devia far.

22. Item demandava quels davan ditz consols vedesson que molers, filas, sors, noras, maires dels teichedors o dels paradors, ni alcuna altra persona que per se compreson els davan diz menestiers fosson d'aissi en ant portairises e Narbona per aiso car frau alcuna a nos far (1) se poiria. — Cresia la part dels paradors que vedar se devia.

23. Item demandavan quels parayres tenguesson la tersa part de la carreyra de la Parayria oberta vays lo cel per que li comprador mielhs poguesson vezer los draps (2).

24. Item demandava pausar en alcun loc senhial de .vij. canas e .ij. palms que en canan los draps cruses entre los paradors els teichedors discordia no i poges naicher. — Cresia la part dels paradors que mesura lial pausar e assignar si deges.

25. D'on nos davandiz cossols, vistas e ausidas e entendudas diligentment e examinadas las sobre dichas peticios ab consiliaris nostres, avut ichament consel e deliberation e tractac ab els meteiches, de volentat e d'autrejament de las pars, volens las discordias e las discencions entre los paradors els teichedors remoure co gran peril s'en poges endevenir, la davan dicha discordia e las questios, so es

---

(1) Ms. fra.

(2) Cet *item* a été omis dans le 10<sup>e</sup> thalamus; il est reproduit ici d'après le 7<sup>e</sup>.

asaber per ben de paz e de concordia, avem aportadas e termenadas en aquesta maneira.

26. Volem (1) per amor d'aiso e adordenam, comandam e mandam sobre lo primier capitol de la part dels paradors prepausat, quels draps de Narbona de .xxj. liadura sian faiz d'aissi en ant en astela de .viij. palms e demieg, els draps de .xviij. e de .xvj. e .xij. liaduras en astela de .viij. palms, e sian de longesa de .vij. canas e .ij. palms, et en aisi aicels tescan e fassan.

27. Item sobrel segon capitol disem, ordenam, comandam e mandam quels teichedors d'aissi en ant tiescan e teichen fassan el derier cap del drap senhial acostumat et ab aicels esser faitz.

28. Item sobrel terz capitol disem, ordenam, comandam e mandam quel pogesal sia de .vj. lib. e quarta tansolament, e que la lana filada sia venduda en madaicha e non en outra maneira, e l'estam en capdels, e tan lana can l'estam sian pesatz el pes sia fin en fin e si en l'estam los compradors, cals que cals seran, tan teichedors can autres, frau auran atrobada, ad els sia restituit dels vendedors.

29. Item sobrel quart capitol disem, ordenam, comandam e mandam que en aicel meteig pes que lana e l'estam sera liuraz als teichedors per causa de far o de teicher los draps, redan aicels draps e redre dejan als senhiers dels cals seran senes trastot merme.

30. Item sobre lo quint capitol disem, ordenam, volem e comandam e mandam quels teichedors puescan aver per cascuna lieura de dochar .j. denier narbones.

31. Item sobre lo sest capitol disem, ordenam, volem e comandam e mandam quels teicheires puescan demandar e aver per vendeduras dels draps loscals vendran aichi eo an acostumat d'aqui aver.

---

(1) *Ms.* volem em.

32. Item sobre lo seten capitol disem, ordenam, volem, comandam e mandam quels teicheires puecan demandar e aver per lo lum otral logier del teicher delcal sera fait covenent ajan aichi co an acostumat.

33. Item sobre lo primier capitol de la part dels teichedors prepausat disem, ordenam, volem e comandam e mandam quels paradors puecan aver e a ssi retenir la borra laqual trairan o traire faran dels draps losquals adobaran e pararan aichi co aicela son usaz aver.

34. Item sobre lo segon capitol disem, ordenam, volem e comandam quels paradors d'aissi en ant paron e adobon e parar e adobar dejan engalment los draps ad els liuraz a parar e ad adobar aichi co lurs propnis tan en molin can en cardan, trahen o tiran e en sain e ceu et en trahen e en totas causas que son necessarias als draps ad adobar.

35. Item sobre lo terz el quart el quint capitol disem, ordenam, volem, comandam e mandam quels draps cruses ajan en longesa .vij. canas e .ij. palms e l'adobat aja .vj. canas, e si l'adobat no aura .vj. canas lo paraire que aicel aura adobat retirar aicel o retraire sia tenguz franca-ment si lo senhior de qui sera aicel volra retirar.

36. Item sobre lo seten capitol disem, ordenam, volem e comandam e mandam quels paradors laichion los teicheires els autres vezer quantas vegadas volran els obradors lurs e els tiradors los draps lors cant aicels pararan o adobaran o tiraran. Ichament los paradors e li autre puecan los draps lors veser en los obradors dels teichedors ab els.

37. Item sobre lo octau capitol el noven, disem, ordenam, volem e comandam e mandam quels paradors non fassan ni demandon alcunas noveletaz als teichedors o al menestier de drapairia de Narbona en comtar los draps o en autras causas ni en castiar els ol menestier de teichendairia per si.

38. Item sobre lo desen capitol disem, ordenam, volem,

comandam e mandam que com los paradors ols teichedors los draps o lana o estam ad asaut recebran o retenran e per aicel prez lo senhior del drap dar o vendre volra, quel comprador ol retenedor d'aquesta maneira ad aicel mezeiz senhior sia tenguz donar lo prez promes el drap sia tenguz per compraz ad aicels que aicel ad asaut auran retengut sil senhior o volra.

39. Item sobre lo onzen capitol disem, ordenam, volem, comandam e mandam que en aichi con los draps son liuraz lials als paradors en aichi sian tenguz e dejan redre aicels lials can aicels auran adobaz e paraz, en aichi que si lo drap adobat no aura en longesa .vj. canas lo paraire que aicel aura adobat sia tenguz, sil senhior de qui sera o volra, aicel francament retirar en la longesa denant dicha.

40. Item sobre lo dozen capitol disem, ordenam, volem, comandam e mandam que molers, filas, sors, noras o maires dels paradors o dels teichedors, ni alcuna altra persona que compre els davan diz menestiers de parairia o de techendairia no sian portairises en Narbona de lana ni d'estam o de draps de Narbona.

41. Item sobre lo trezen capitol elcal se conten quel terz de la carreira ves lo cel sia ubertz disem, ordenam, volem, comandam e mandam que las davan dichas careiras li parador uson aichi co es usat, empero tan longament cant a nos consols e als successors nostres consols de Narbona plazera.

42. Item sobre lo catorzen e derier capitol disem, ordenam, volem, comandam e mandam que si discordia sera dels draps canar entre (1) alguns caseun de lor puesca .j. prosome establir per que los davan diz draps lialment sia canaz e estia en aicels dos.

---

(1) Dans le 7<sup>e</sup> thalamus la suite se trouvait dans un quaternion qui a disparu.

43. Item volem quels teichedors non tescan draps en loscals sia tencha negra si no era tansolament lista o veta, ni ichament los paradors aitals draps dejan parar ni adobar.

44. Item volem, comandam et mandam quels paradors ols teichedors no fassan entre lor alcuna covenensa de cert selari o de logier aver dels draps teichedors, fasedors, paradors o adobadors, ni alcuna altra covenensa contra los diz nostres davan ditz o alcuna causas d'aicelas o que fos en prejudici de la vila de Narbona.

45. Item volem, comandam e mandam que las ordeirises pauson e fermon .ij. barras engals ab clavels, una al cap sobiran et outra al cap sotiran dels ordidors en aichi que en aicels ordian las telas de lascals los draps sian faitz, loscals ajan longesa .vij. canas e .ij. palms aitant e non mais ni mens.

(AA. 110, 10<sup>e</sup> thalamus, f<sup>o</sup> 58-72).

## VIII

**1255** — 4 et 2 des kalendes de mars (26 et 28 février). — Transaction arbitrale entre les consuls de la Cité et du Bourg et Guillelm de *Sextario*, d'une part, l'archevêque de Narbonne et le prieur de Lamourguier, de l'autre, sur les droits à payer pour la salaison des porcs (1).

Ex hujus scripti serie pateat universis presentibus pariter et futuris quod controversia erat inter honoratos viros videlicet Petrum Raimundi de Montebruno, militem,

---

(1) L'original a été mutilé; j'ai rétabli entre crochets les mots qui manquent, au moyen de la copie renfermée dans le 1<sup>er</sup> thalamus f<sup>o</sup> 320.



Bernardum de Monteolivo, Johannem Astaforti et Petrum de Caudeiriis, Civitatis, Raimundum de Fuxo, Petrum Maynardi, Petrum Dieusajuda et Petrum Raimundi de Caneto, Burgi Narbone consules, tam pro se quam pro tota universitate generaliter ejusdem ville et omnibus habitantibus in eadem et suburbiis ejus, et Guillelmum de Sextario de Burgo Narbone pro se specialiter, ex una parte, et venerabilem patrem, dominum G. (1), Dei gratia, sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopum et Petrum Rostagni, priorem beate Marie de Burgo Narbone, ex altera, super salatura porcorum qui salabantur a mercatoribus de Narbona causa vendendi.

*(Suit l'exposé des prétentions des deux parties, le choix de Jacques, abbé de Saint-Aphrodise de Béziers, comme arbitre, et l'engagement de respecter sa décision sous peine de cent marcs à payer par la partie contrevenante à la partie adverse, le tout fait à Narbonne, dans le palais de l'archevêque le 4 des kalendes de mars 1255. Je ne donne que la décision de l'arbitre qui termine l'acte).*

In primis voluit dictus arbiter, statuit et ordinavit, dixit et arbitratus est quod omnes hab[itantes in Nar]bona et suburbiis ejusdem, exceptis macellariis et forensibus, possint deinceps salare porcos si voluerint causa vendendi libere absque contradictione cujusquam. Ita[que non teneatur] aliquis vel aliqua habitans in Narbona et suburbiis ejus, exceptis ut dictum est macellariis et forensibus, prestare vel solvere domino archiepiscopo et priori predictis pro uno qu[oque porco salato] denarium Narbonensem. Licet dominus archiepiscopus et prior predicti se suosque antecessores fuisse dicerent in possessione vel

---

(1) Guillelm I de la Broue.

quasi hujus juris percipiendi videlicet dictum denarium N[arbonensem ab habitantibus] quibuslibet in Narbona pro porcorum salatura predicta, a cujus prestatione denarii dictus arbiter quitavit in perpetuum omnes habitantes in Narbona et suburbiis ejus et eos voluit [in hoc] esse liberos atque francos, forensibus et macellariis ut dictum est exceptatis, domino archiepiscopo et priori predictis eorumque successoribus super exactione hujus denarii pro salatura porcorum predicta perpetuum silentium imponendo.

A macellariis tamen qui sunt vel fuerint in futurum in tota Narbona et suburbiis ejusdem voluit, decrevit et statuit dictus arbiter quod nomine domini archiepiscopi et prioris predictorum possit exigi unus denarius Narbonensis pro unoquoque porco causa vendendi salato, et ipsi macellarii dare teneantur dictum denarium Narbonensem absque omni impedimento pro salatura porcorum predicta causa vendendi facta hiis qui ad colligendum predictum denarium vel denarios hujusmodi a domino archiepiscopo et priore predictis vel eorum bajulis fuerint deputati. Et eos expressit et intelligi voluit idem arbiter dumtaxat macellarios esse qui carnes vendunt in Narbona vel suburbiis ejus publice in tabulis vel macellis. Expressit autem idem arbiter, dixit et voluit quod per hoc dictum suum nullum fieret prejudicium domino archiepiscopo et priori predictis in aliis prestationibus quas dicti macellarii faciunt et facere tenentur dictis domino archiepiscopo et priori, set sit ipsi domino archiepiscopo et priori predictis in illis prestationibus jus suum per omnia semper salvum. Adjecit etiam declarando dictus arbiter quod nec macellarius neque aliquis alius habitans in tota Narbona et suburbiis ejus teneatur dare predictum denarium pro porco qui salabitur [ad vescendum] ad opus uniuscujusque et familie sue, exclusa penitus omni fraude.

De forensibus autem sive extraneis qui non habitant

in Narbona vel suburbiis ejus dixit, volui[t, statuit] arbiter memoratus quod pro salatura porcorum quos causa vendendi salaverunt in Narbona teneantur dare pro quolibet porco domino archiepiscopo et priori predictis vel nunc[iis eorundem], sicut de macellariis dictum est, unum denarium Narbonensem.

Et voluit dictus arbiter esse certum et expresse declaravit quod dictus denarius Narbonensis pro dicta salatura solutus equis part[ibus dividatur] inter dominum archiepiscopum et priorem superius memoratos.

Ut autem indemnitati mense archiepiscopali et prioris antedicti provide in posterum consulatur, voluit dictus arbiter, st[atuit et] precepit quod consules Civitatis et Burgi Narbone predicti dent, solvant domino archiepiscopo pro se et priore predictis quadraginta libras turonenses liberaliter et libenter pro predicta libertate et affranquimento concessio omnibus habitantibus in Narbona et suburbiis ejus, macellariis et forensibus ut dictum est exceptatis. Provideat autem dominus archiepiscopus quod illam summam quam de predictis denariis tradiderit priori predicto convertat idem prior in utilitatem sui prioratus juxta dispositionem ipsius domini archiepiscopi, cum idem dominus archiepiscopus sit dicti prioratus pater, dominus et defensor.

Ad ultimum dictus arbiter precepit et voluit, dixit et statuit sub pena in compromisso expressa et in virtute prestiti juramenti hoc arbitrium, dictum seu voluntatem suam et universa et singula superius annotata a partibus laudari, approbari et in perpetuum inviolabiliter observari, exclusa semper penitus omni fraude, et quod pronunciationem vel istud arbitrium appensione sigillorum suorum roborent et confirment.

Et nos archiepiscopus et prior memorati per nos et successores nostros et nos consules Burgi et Civitatis Narbone predicti pro nobis et tota universitate ejusdem

ville omnia prescripta et singula laudantes et approbantes eis per omnia consentimus et contr[a ea vel eorum] aliquod per nos vel aliquem alium nullo tempore veniemus aliqua ratione.

Actum est hoc anno et loco supradicto, .ij. kal. marcii, in presentia et testimonio magistri Bernardi de Ami[liavo, canonici] Narbonensis et archidiaconi Rutinensis, Berengarii de Narbona, sacriste Narbonensis, B. Carrarie, archidiaconi Corbariensis, Johannis Andree et Raimundi Deodati, sacerdotum ecclesie beate Mar[ie de Burgo], Bernardi Dalfini, Raimundi Boneti, Raimundi Trauquerie, Sicardi Fabri, Petri Raimundi de Montepessulano, Arnaudi de Bagis, Berengarii Maynardi, Bernardi de M[onte] pensato, corrigiarii, Bernardi de Albainhana, clerici, et plurium aliorum tam clericorum quam laicorum. De laudamento vero dicti prioris sunt testes Johannes de Vallesio, Bernardus Egidii, Petrus Ferrolli, Johannes Belshom, Guillelmus de Opiano et Stephanus Rainaudi, notarius supradictus, qui omnibus interfuit et hec mandatus scripsit.

*Au verso* : La carta dels bacos salasst que no deu donar re per salage a l'arcevesque ni al prior de la Morgia.

(Pièce parchemin, original).

## IX

**1255** — 13-4 des kalendes de juin (20-29 mai). — Enquête sur des actes d'usure faite à Toulouse sur l'ordre de l'archevêque de Narbonne.

Reverendo in Christo patri ac domino G. (1), Dei gratia, sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopo, A., ecclesie

---

(1) Guillelm I de la Broue.

Sancti Stephani Tholose capellanus, salutem et reverentiam cum debita hobedientia et honore. Noverit vestra reverenda paternitas nos auctoritate vestra et mandato super quibusdam positionibus a Petro Sayseti factis testes recepisse, quorum depositiones sunt hec prout inferius continentur.

1. Anno Domini .mº. ccº. 1º vº., tercio decimo kalendas junii scilicet die jovis proxima post festum Pentecostes, Petrus Rotbertus, notarius publicus, testis juratus et inquisitus si vidit vel audivit vel scit quod Arnaldus Raimundus Boumero (1) et Tholomeus de Portalli vel alii pro ipsis habuerint et receperint a Petro Sayseto vel ab alio pro ipso de usura .cccºs. triginta sol. Morl., dixit et respondit quod non vidit nec audivit nec scit illud esse verum; dixit etiam quod personam dicti Petri non cognoscit. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire, excepto hoc quod fama est apud Tholosam quod ipsi sunt usurarii, quia a pluribus audivit dici, et imo ipse credit quod sint usurarii, verumptamen ipse nichil mutuavit a predictis.

2. Item R. Fornerius, testis juratus et inquisitus, dixit quod ipse fuit presens quando Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portalli mutuaverunt Petro Sayceti centum .xl. sol. Morl., et hoc fuit factum in quodam operatorio Bertrandi Maurandi in crepusculo noctis; de tempore dixit quod sunt .vº. anni elapsi et amplius, pro quo debito ipse testis persolvit pro predicto Petro Sayceto .cc. xl. sol. pro usura, et credit quod ultra .cc. xl. sol. predictos predictus Petrus Sayce *[sic]* persolvit predictis Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali predictos .c. xl. sol. de capitali. Inquisitus de

---

(1) Le texte a *Boumo* avec un signe d'abréviation entre *m* et *o* partout où ce nom se rencontre; je ne donne la lecture *Boumero* que comme probable.



omnibus aliis positionibus, dixit quod fama est in Tholosa quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali sunt usurarii et erant tempore debiti contracti et modo sunt, et hoc audivit dici a pluribus et ipse testis hoc credit.

3. Item Arnaldus de Samatano, notarius publicus, testis juratus et inquisitus, dixit se nichil scire de debito nec de usura nec de aliis omnibus positionibus, excepto quod audivit dici a pluribus quod predicti Arnaldus et Tholomeus sunt usurarii.

4. Item R. Carabordas, testis juratus et inquisitus de omnibus positionibus, dixit se nichil scire, excepto hoc quod, quando ipse testis erat consul Tholose sive unus de capitulariis, Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali traxerunt in causam Petrum Sayceti coram ipso testi et consociis suis capitularis */sic/* pro quodam debito quod debebat predictus Petrus Sayceti Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali predictis; inquisitus de quantitate debiti et utrum ibi esset aliquid de usura, dixit se nichil scire; inquisitus si predictus Petrus Sayceti tunc temporis persolvit debitum, dixit quod non; dixit etiam quod audivit dici a pluribus quod predictus Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus acomodant ad lucrum.

5. Item Willelmus Durandi, notarius publicus, testis juratus et inquisitus de omnibus positionibus, dixit se nichil scire, excepto hoc quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali conquesti fuerunt capitulariis Tholose, quorum tunc temporis ipse erat notarius, de Petro Sayceti et de Ugone d'en Dura de quibusdam debitis; inquisitus de quantitate debitorum et utrum ibi esset aliquid de usura dixit se nichil scire, tamen bene credit quod ibi esset aliquantulum de usura et quod fama est in Tholosa ipsos esse usurarios, et ipse hoc audivit a pluribus et hoc credit et quod tempore contracti debiti essent usurarii et modo sunt; inquisitus si tunc temporis predicti

debitores persolverunt dictis creditoribus dicta debita, dixit quod non, tamen credit quod concordaverunt se cum dictis creditoribus.

6. Anno quo supra, duo decimo kal. junii, Petrus Sobaes, notarius publicus, testis juratus et inquisitus de omnibus positionibus, dixit se nichil scire excepto hoc quod .x. anni sunt elapsi et amplius ex quo ipse audivit dici a pluribus quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali exercebant usuras, et ipse testis hoc credit et quod adhuc exerceant.

7. Item Arnaldus Cotinus, publicus notarius, testis juratus et inquisitus de omnibus positionibus, dixit se nichil scire excepto hoc quod. v<sup>o</sup>. anni sunt elapsi et amplius ex quo tempore audivit a pluribus quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali exercebant usuras, et non est annus elapsus quod audivit dici illud idem quod adhuc exercent, et ipse testis sic credit.

8. Anno quo supra, .viiiij. kal. junii, Guiraldus de Bathazio, testis juratus et inquisitus, dixit quod ipse vidit quod Ugo d'en Dura persolvit .cc. viginti sol. Morl. Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali, et ipse testis numeravit predictos denarios; et credit ipse testis quod predictus Ugo fecit illam persolutionem pro Petro Sayceti; inquisitus de tempore, dixit quod non recolit nisi quod in crepusculo noctis; de loco, dixit quod in Burgo in quodam operatorio juxta Petrum Embrinum; de personis, ipse testis et Ugo predictus et Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali, predicti creditores. Dixit etiam quod fama est in Tholosa quod ipsi sunt usurari (*sic*) et erant quando predicta persolutio fuit facta, et ipse testis ita credit. Inquisitus de omnibus aliis positionibus et specialiter si tota illa persolutio esset de usura vel quantum erat ibi de usura, dixit se nichil scire, credit tamen quod ibi esset aliquid de usura.

9. Anno predicto, .viiiij. (1) kal. junii, Willelmus Rubeus, publicus notarius, testis juratus et inquisitus, dixit de omnibus positionibus se nichil scire, excepto hoc quod quindecim anni sunt et amplius quod ipse scit quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali sunt usurarii, et credit quod adhuc excercent usuras.

10. Item Vitalis Catalanus, nuncius capitulariorum de Tholosa, testis juratus et inquisitus super omnibus positionibus, dixit se nichil scire, excepto hoc quod de mandato capitulariorum predictorum accessit pluries ad Ugonem d'en Dura, mandans ei ex parte capitulariorum predictorum quod persolveret Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali quoddam debitum quod erat Petri Sayceti; minabatur etiam idem testis dicto Ugoni quod nisi persolveret predictum debitum dictis creditoribus quod ipse aferret lebetem scilicet pairolum capitulariorum, et sic predictus Ugo satisfecit de dicto debito pro Petro Saiceti dictis creditoribus; inquisitus de quantitate debiti, dixit quod non recolitur; inquisitus si erat ibi aliquid de usura, dixit quod nescit, tamen bene credit. Dixit etiam quod fama est in Tholosa ipsos fuisse usurarios tempore contracti debiti et modo sunt, et ipse hoc credit et quod adhuc excercent usuras.

11. Item R. Fabri, filius Petri Wilhelmi Fabri, testis juratus et inquisitus de omnibus positionibus, dixit se nichil scire, excepto hoc quod ipse de mandato Arnaldi Guidonis juvenis recepit cum Vitali Barravo quandam summam pecunie, cujus quantitatem ignorat, a Petro Sayceti et ab Ugone d'en Dura; inquisitus si summa illa pertinebat ad Arnaldum Raimundum Boumero et ad Tholomeum de Portali, dixit quod nescit. Dixit etiam quod tres anni sunt elapsi et amplius ex quo audivit dici a pluribus, et

---

(1) Probablement lapsus du scribe pour *viiij*; le paragraphe qui précède a déjà *viiiij* et le 14<sup>e</sup> item a *vij*.

fama est in Tholosa, quod ipsi sunt usurari (*sic!* et consueverunt excercere usuras et adhuc excercent, et ita ipse credit.

12. Ugo d'en Dura, testis juratus et inquisitus, dixit quod Petrus Saiceti mutuavit ab Arnaldo Raimundo Boumero et ab Tholomeo de Portali .c. xl. sol. Morl., et ipse testis fuit debitor cum predicto Petro Saiceti pro dicto debito, set totum debitum erat predicti Petri Saiceti; dixit etiam quod dictum debitum fuit augmentatum, computando usuram de tempore in tempus, usque ad summam .cccc. sol. et lxx. Morl.; dixit etiam quod dictum debitum fuit satisfactum creditoribus supradictis de dicta sorte; dixit etiam quod ipse persolvit dictis creditoribus pro Petro Saiceti .ccc<sup>tos</sup>. viginti sol. Morl. de usura ultra sortem predictam. Inquisitus de loco, dixit quod in Burgo juxta domum Embrini in quodam operatorio persolvit .ccos. et viginti sol. Morl. dictis creditoribus; inquisitus de personis, dixit quod ibi fuerunt presentes R. Fornerius et Giralduus de Batalho et quidam publicus notarius qui recepit inde publicum instrumentum de dicta solutione; de tempore, quod a v<sup>o</sup> annis citra et in crepusculo noctis. Dixit etiam quod aliam fecit persolutionem de dictis denariis de mandato Arnaldi Raimundi Boumero, Arnaldo Guidoni juveni, scilicet. cc<sup>torum</sup>. xl. sol. Morl.; inquisitus de loco, dixit in operatorio predicti Arnaldi Guidonis; inquisitus de personis, dixit se non recolere; inquisitus de tempore, a v<sup>o</sup> annis citra. Dixit etiam quod de dicta summa totaliter scilicet .cccc lxx. sol. Morl. capitularii Tholosani fecerunt ipsi testi dimittere .x. sol. Morl. Dixit etiam predictos Arnaldum Raimundum et Tholomeum de Portali esse et fuisse tempore contracti debiti manifestos usurarios et quod consueverunt excercere usuras et adhuc excercent, et de hoc est fama in Tholosa et in locis ubi ipsi abitant.

13. Item Guilhelmus de na Esclarmonda, testis juratus et inquisitus, dixit quod ipse recepit centum xl sol. Morl.

nomine Petri Saiceti et pro Petro Saiceti a Tholomeo de Portali et ab Arnaldo Raimundo Boumero; dixit etiam ipsos esse et fuisse tempore recepte pecunie manifestos usurarios et quod consueverunt exercere usuras et adhuc exercent et de hoc est fama in Tholosa et in locis ubi ipsi abitant. Inquisitus de omnibus aliis positionibus dixit se nichil scire; de loco, dixit quod in domo predicti Arnaldi Raimundi Boumero; inquisitus de personis, dixit quod R. Fornerius et quidam alius juvenis et ipse Arnaldus Raimundus Boumero; de tempore, non recolit.

14. Anno quo supra, .vij. kal. junii, R. Blancardus, sacerdos et archipresbiter de Gardubio, testis juratus et inquisitus, dixit quod Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali sunt usurarii publici et feneratores, et de hoc est fama in Tholosa, et quod consueverunt exercere usuras et adhuc exercent; de tempore, quod sunt .x. anni et amplius. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire.

15. Item Michael, sacerdos ecclesie Sancti Vicencii, testis juratus et inquisitus, dixit idem per omnia et in omnibus quod R. Blancardus proximus; de tempore, quod sunt .x. anni elapsi et amplius.

16. Anno quo supra, .v. kal. junii, Bernardus Chifrenus, testis juratus et inquisitus, dixit quod tunc temporis quando Petro Saiceti quidam equus fregerat tibiam suam, Ugo d'en Dura obligavit se ad persolvendum .lx. sol. Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali, et ibidem Petrus Saiceti recognovit predicto Ugoni et factum fuit inde publicum instrumentum quod illud debitum .lx. soldorum erat totum suum, et etiam quedam alia debita recognovit esse sua. Dixit etiam quod audivit dici a pluribus quod Arnaldus Raimundus et Tholomeus predicti erant usurarii tempore contracti debiti predicti et quod consueverunt exercere usuras et adhuc exercent, et ita ipse credit. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire.



17. Anno quo supra, .iiij<sup>or</sup>. kal. junii, Vitalis Barravus, testis juratus, dixit quod de mandato Arnaldi Guidonis juvenis et pro ipso, annus est elapsus et parum plus, ipse testis et R. Fabri receperunt quandam pecunie quantitatem cujus numerum ignorat a Petro Saiceti et ab Ugone d'en Dura; inquisitus si illa summa pecunie erat Arnaldi Raimundi Boumero et Tholomei de Portali, ipse dixit quod credit; dixit etiam quod audivit dici a pluribus quod duo anni sunt elapsi et amplius quod ipsi consueverunt excercere usuras, et ipse testis hoc credit et quod adhuc excerceant. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire.

18. Anno quo supra. Item Petrus Fulhada, publicus notarius, testis juratus et inquisitus, dixit quod ipse acceperat plures materias ad facienda inde publica instrumenta quod Petrus Saiceti debebat eicere et servare indemnes Raimundum Blancardum et Ugonem d'en Dura de quibusdam debitis que debebant Arnaldo Raimundo Boumero et Tholomeo de Portali de quorum quantitatibus non recolebat; dixit etiam se credere quod illa debita erant Petri Saiceti. Dixit etiam quod ipse fecit quoddam publicum instrumentum in quo continebatur quod Petrus Saiceti et Ugo d'en Dura debebant .lx. sol. Morl. Arnaldo Raimundo et Tholomeo predictis, et eadem die et in eodem loco Petrus Saiceti recognovit et concessit predicto Ugoni quod predictum debitum erat totum dicti Petri Saiceti et quod servaret predictum Ugonem indemnem, et de hoc ipse testis debuit facere publicum instrumentum. Dixit preterea quod fama est publica in Tholosa ipsos esse usurarios etiam tempore contracti debiti predicti et audivit dici a pluribus quod consueverunt excercere usuras et adhuc excercant, et ipse testis sic credit. De omnibus aliis positionibus dixit se nichil scire.

19. Item Vitalis Durandus, juratus testis et inquisitus, dixit quod tunc temporis quando ipse testis erat unus de

capitulariis Tholose, Arnaldus Raimundus Boumero et Tholomeus de Portali fuerunt conquesti ipsi testi et sociis suis de Petro Sayceti et de Ugone d'en Dura super quodam debito de cuius quantitate non recolit; et credit ipse testis quod, cum Petrus Saiceti esset in non solvendo, dictus Ugo persolvit dictum debitum dictis creditoribus, invitus tamen et coactus a capitulariis antedictis. Dixit etiam quod ipsi sunt usurari (*sic*) secundum quod audivit dici a pluribus et quod consueverunt exercere usuras et adhuc exercent, et ipse testis ita credit. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire.

20. Anno quo supra, tercio decimo kal. junii, scilicet die jovis proxima post festum Pentecostes, Bernardus Poncius, publicus notarius, testis juratus et inquisitus si vidit vel audivit vel scit quod Stephanus de Castronovo mutuaverit Petro Saiceto sexaginta sol. Morl. et quod illud debitum fuerit augmentatum computando usuram usque ad .cc<sup>tos</sup>. lx. sol. Morl., dixit et respondit se nichil scire. De aliis vero positionibus dixit quod a pluribus audivit dici quod dictus Stephanus est usurarius, et ipse testis credit quod sit; de tempore, dixit quod sunt .x. anni et amplius quod ipse credidit ipsum esse usurarium, tamen ipse nichil mutuavit a predicto.

21. Item Bernardus de Castro Sairaceno, juratus testis, dixit idem quod proximus, excepto de tempore, quod dixit .v<sup>o</sup>. annos fuisse elapsos vel circa ex quo ipse credidit predictum Stephanum esse usurarium.

22. Item R. Petrus de Planis, testis juratus, dixit idem quod Bernardus de Castro Sairaceno per omnia.

23. Item Guilhelmus Vitulus, notarius publicus, testis juratus, dixit de omnibus positionibus se nichil scire excepto hoc quod fama est in Tholosa esse usurarium predictum Stephanum, et hoc audivit dici a pluribus .v<sup>o</sup>. anni sunt elapsi et amplius.

24. Item Stephanus Gauterius, publicus notarius, testis juratus, dixit idem per omnia quod Wilhelmus Vitulus proximus.

25. Anno quo supra, duodecimo kal. junii, scilicet die veneris proxima post festum Pentecostes, Petrus de Nemore, publicus notarius, testis juratus, dixit quod nescit quod Stephanus de Castronovo mutuaverit Petro Sayceto .lx. sol. Morl. nec quod illud debitum fuerit augmentatum computando usuram usque ad .cc<sup>tos</sup>. lx. sol. Morl., nec recolit quod inde receperit materiam ad conficienda super predictis publica instrumenta. Inquisitus si est fama in Tholosa quod ipse sit usurarius, dixit quod a pluribus audivit dici quod ipse acomodat ad usuram, et sunt quindecim anni et amplius ex quo ipse hoc audivit dici, et ita ipse testis credit.

26. Item Petrus Sobacs, notarius publicus, testis juratus, dixit idem per omnia quod proximus.

27. Item Arnaldus Cotinus, publicus notarius, testis juratus et inquisitus super positionibus omnibus, dixit se nichil scire excepto hoc quod audivit dici a pluribus quod Stephanus de Castronovo acomodavit ad usuram, et de hoc sunt .v. anni elapsi; et adhuc non est annus elapsus quod a pluribus audivit dici quod excercebat usuras, et ipse testis sic credit.

28. Anno predicto, .viiiij. kal. junii, R. Blancardus, sacerdos et archipresbiter de Gardubio, testis juratus, dixit quod Petrus Sayceti venit ad ipsum testem et ad Ugonem d'en Dura et rogavit eos quod fidejuberent pro ipso erga Stephanum de Castronovo pro lxx sol. Morl. de quibus erant .x. solidi de usura; et cum ipsi venirent in domum suam noluit eos recipere pro fidejussoribus, set quod intrarent debitores, quod fecerunt; et sic fuerunt lx solidi de sorte, et fuit debitum augmentatum computando usuram usque ad .cc<sup>tos</sup>. lx sol. Morl. Dixit etiam quod ipse scit, et fama est in Tholosa, quod predictus Stephanus est

publicus fenerator et usurarius et excercet usuras et excercebat tempore contracti debiti et quod consuevit excercere usuras.

29. Item Ugo d'en Dura, testis juratus, dixit idem per omnia et in omnibus quod R. Blancardus proximus.

30. Anno quo supra .iiij. kal. junii, Petrus Michael, publicus notarius, testis juratus et inquisitus, dixit de omnibus positionibus se nichil scire, excepto hoc quod dubitat utrum receperit quandam obligationem ad faciendum inde publicum instrumentum quod Petrus Sayceti eiceret et servaret indemnes R. Blancardum et Ugonem d'en Dura super quodam debito cujus quantitatem ignorat. Dixit etiam quod annus est elapsus et amplius ex quo ipse audivit dici a pluribus quod Stephanus de Castronovo acomodat ad usuram, et de hoc est fama in Tholosa.

31. Item Petrus Fulhada, publicus notarius, testis juratus et inquisitus, dixit quod ipse recepit quandam materiam ad faciendum inde publicum instrumentum quod Petrus Sayceti debebat eicere et servare indemnes R. Blancardum et Ugonem d'en Dura de quodam debito quod debebant Stephano de Castronovo cujus quantitatem ignorat; dixit etiam se credere quod illud debitum erat Petri Sayceti et quod Stephanus predictus est usurarius, et audivit dici a pluribus quod consuevit excercere usuras et adhuc cotidie excercet. Inquisitus de omnibus aliis positionibus, dixit se nichil scire.

32. Anno quo supra, tercio decimo kal. junii. scilicet die jovis proxima post festum Pentecostes Petrus R., notarius publicus, testis juratus dixit inquisitus de omnibus positionibus se nichil scire, excepto hoc quod dixit quod in januario proximo preterito fuerunt .vij. anni quod ipse testis recepit materiam ad faciendum inde publicum instrumentum quod R. Blancardus et Ugo d'en Dura debebant .cc<sup>tos</sup>. sol. Tol. Bernardo de Canaverio pro uno

quintario piperis et dimidio, et in eadem die Petrus Sayceti recognovit quod illud debitum predictum erat suum et pro eo manulevaverant (1), et obligavit se et sua R<sup>o</sup> Blancardo et Ugoni d'en Dure predictis quos *[sic]* servaret eos indempnes; de qua obligatione ipse testis recepit materiam ad faciendum inde publicum instrumentum; inquisitus si sciebat usuram ibi esse, dixit se credere quod sic, sed nesciebat quantum. Dixit etiam quod tempore contracti predicti debiti, prout ipse credebatur, exercebat usuras et modo exerceat.

33. Anno predicto, .viiiij. kal. junii. Item R. Blancardus, sacerdos et archipresbiter de Gardubio, inquisitus dixit quod ipse testis et Ugo d'en Dura mutuaverunt a Bernardo de Canaves pro Petro Sayceti qui eos rogaverat .vij. libr. Morl. pro decem libris ejusdem monete, et fuit factum inde publicum instrumentum quod scripsit Petrus R. Tholose, publicus notarius; dixit etiam satisfactum fuisse dicto Bernardo de Canaves in dictis .x. libris de quibus erant .lx. sol. Morl. de usura. Item ipse testis scit quod dictus Bernardus, et fama est in Tholosa, erat usurarius tempore contracti debiti et modo credit quod sit usurarius.

34. Item Ugo d'en Dura, testis juratus, dixit idem per omnia quod R. Blancardus, excepto hoc quod credit quod Bernardus de Canaverio predictus adhuc exercebat usuras si aberet unde.

*D'une autre main:* Non probatum contra Stephanum de Castronovo, nec contra B. de Canaves.

(Pièce parch., orig.)

---

(1) Le ms. a un signe abrégatif sur r.



## X

**1255** — Kalendes de septembre. — Traité de paix et de commerce entre Narbonne et Vintimille.

In nomine Domini, anno incarnationis ejusdem .m°. cc°. quinquagesimo quinto, rege Ludovico regnante, kalendas septembris. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos consules Civitatis Narbone, videlicet Geraldus Ademarii et Guillelmus Faber, Geraldus de Ympuriis, Bernardus Olerii et Bernardus Aurelas, et nos consules Burgi Narbone, scilicet Bernardus Delfini, Raimundus Blanquerii, Arnaldus de Bagis, Berengarius Robini et Petrus de Gauderiis, nos omnes insimul nomine communis Narbone et universitatis et singulorum ejusdem loci tam Civitatis quam Burgi et districtus ejusdem, voluntate et consensu consiliariorum Narbone, remittimus tibi Guillelmo Sperono de Vintimilio, sindico et procuratori potestatis et universitatis et singulorum hominum Vintimilii, recipienti vice et nomine potestatis et universitatis et singulorum hominum Vintimilii, omnem injuriam, discordiam et raubairiam realem et personalem et dampna data seu facta per homines Vintimilii hominibus Narbone tam Civitatis quam Burgi et ejusdem districtus, in rebus pariter et personis, a .xx. annis citra proxime preteritis, per mare sive per terram et quocumque modo; et tibi de dicta injuria, discordia seu raubairia recipienti nomine supradicto remissionem facimus tali modo quod si aliquis civis Narbone, tam Civitatis quam Burgi, probaverit per publicum instrumentum vel ydoneos testes usque ad nativitatem Domini proxime venturam in manibus consulum Nar-

bone quod sit expoliatus sive raubatus a .xx. annis citra proxime preteritis per homines Vintimilii, illa raubairia eidem restituatur in hac forma per homines Vintimilii, videlicet quod quisque lignus hominum Vintimilii (1) habens duas arbores, veniens in Narbonam causa hone-randi sive exhonerandi vel faciendi mercatum, persolvere teneatur .x. sol. mlg.; et lignus habens unam arborem seu aliud vas cujuscunque speciei sit teneatur persolvere .iiij. sol. mlg. civi sive civibus Narbone qui probaverit vel probaverint infra predictum tempus se esse raubatum vel raubatos per homines Vintimilii; et hoc duret usque ad integram solutionem tocius raubairie illius vel illorum hominum Narbone qui infra predictum tempus probaverint supradictam raubairiam sibi esse factam per homines Vintimilii. Et si usque ad nativitatem Domini proxime venturam homines Narbone non probaverint quod sint raubati per homines Vintimilii, ut dictum est superius, postea, scilicet transacto termino nativitatis Domini supradicte, homines Vintimilii non teneantur persolvere aliquid de aliqua raubairia facta per ipsos hominibus Narbone, nec homines Narbone postea de aliqua raubairia audiantur in aliqua curia sibi facta per homines Vintimilii; et per unum mensem post nativitatem Domini supradictam consules Narbone mittant Vintimilium instrumenta sive dicta testium civium Narbone qui probaverint se esse expoliatos sive raubatos per homines Vintimilii, si probare poterint, a .xx. annis citra et quantitatem rerum expoliatarum per homines Vintimilii hominibus Narbone; et si infra mensem post festum nathalis Domini proximum non miserint in Vintimilium supradicta consules Narbone, transacto dicto termino, homines Vintimilii non teneantur facere hominibus Narbone aliquam restitutionem de aliqua raubairia facta per homines Vintimilii in hominibus

(1) *Ms.* viét. ; dans tout le reste de cet acte l'abréviation est *vint*.

sive rebus hominum Narbone. Item consules Narbone teneantur habere cartularium in quo, si aliquis Vintimiliensis persolverit aliquid de aliqua raubairia, scribatur solutio quam faciet Vintimiliensis, et in illo cartulario aliquid non scribatur nisi tamen modo solutio quam faciet Vintimiliensis occasione restitutionis raubairie predictæ ut dictum est superius; et semper Vintimiliensis qui persolverit aliquid in Narbona dicta occasione portet scripturam sicut persolverit et faciat scribi in alio cartulario in Vintimilio in quo non scribatur aliquid præter solutionem hominum Vintimilii quam fecerint in Narbona supradicta de causa.

Et versa vice ego Guillelmus Speronus, syndicus et procurator potestatis et universitatis hominum Vintimilii, nomine universitatis et singulorum hominum Vintimilii remitto vobis consulibus supradictis de Narbona recipientibus nomine universitatis et singulorum hominum Narbone, tam de Civitate quam de Burgo sive districtu ejus, omnem injuriam, discordiam et raubairiam realem et personalem et dampna data seu facta per homines Narbone hominibus Vintimilii in rebus (1) pariter et personis, a .xx. annis citra proxime præteritis, per mare sive per terram et quocumque modo. Et consules Narbone supradicto nomine volunt habere pacem et concordiam cum hominibus Vintimilii hinc in antea usque ad .l. annos, et Guillelmus Speronus nomine supradicto vult habere pacem et concordiam cum hominibus Narbone hinc in antea usque ad .l. annos proximos, salvo semper præceptis seu mandatis comunis Janue. Et si Januenses haberent discordiam sive gerram cum hominibus Narbone dum guerra duraret Narbonenses non teneantur hominibus Vintimilii de hac concordia sive pace. Item Bernardus de Monteolivo, Narbonensis, nec aliqui alii qui erant in lignis sive ligno quos

---

(1) *Ms.* ere. — Cf. p. 345, l. 8 en remontant.

vel quem dicebat dictus Bernardus quod homines Vintimilii ceperunt non audiantur de illa raubairia, hoc ideo quod comune Janue emendavit hominibus Narbone dictam raubairiam.

Et hec omnia supradicta Bernardus Olerii, consul Civitatis et Petrus de Gauderiis, consul Burgi Narbone, de speciali mandato aliorum consulum predictorum Civitatis et Burgi Narbone et nomine supradicto, et Guillelmus Speronus, syndicus seu procurator predictus, nomine supradicto juraverunt ad invicem super sancta Dei euangelia corporaliter taeta atendere et observare et nullatenus contravenire sub ypotheca omnium bonorum Civitatis et Burgi Narbone et omnium bonorum Vintimilii. Actum Narbone in Civitate ubi comune concilium celebratur circa vespas in presentia et testimonio Petri Bernardi Eguderii, Aimerici de Marmoreriis, Petri Belleti, Petri Garrige, civium Narbonensium, et Hugonis de Marcilia, Raimundi Danzella, Johannis Gersii, et Nichole Abrami, civium Vintimiliensium, et plura instrumenta dicti consules et procurator predictus de hoc jusserunt fieri. Cui instrumento et scripture predictae et omnibus que ibi continentur nos Amalricus, Dei gratia vicecomes et dominus Narbone, nostram auctoritatem apponimus et decretum. Testes laudimii, approbationis et confirmationis ejusdem domini Amalrici: Petrus Boverii, vicarius curie ipsius domini Amalrici, et Bernardus de Transvilla, judex curie ejusdem, Ferrerius, sabaterius, Bernardus Riquini, parator, Bernardus de Biterri et Petrus Garriga, peissonerii, cives Narbonenses. Cui instrumento et scripture supradictae nos Guillelmus, Dei gratia sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopus, nostram auctoritatem apponimus et decretum. Testes laudimii, approbationis et confirmationis ejusdem domini archiepiscopi: Petrus Raimundus Bedossii, vicarius curie ejusdem, frater Raimundus de Amiedalario, milicie Templi, et predicti Petrus Garriga et Bernardus

de Biterri, peissonerii, cives Narbonenses. Ego, Poncius Duranti, scriptor Narbone publicus, hec omnia scripsi.

*Au re*: La carta de la composicion dels homes de Ventamila que seris Pons Duran, notari, e aquels de Ventamila an altra facha per aquel meteis notari.

*D'une autre main, postérieure, probablement du XIV<sup>e</sup> siècle*: Carta quels cossols de Narbona remezeron als sendic e als abitans de V[i]ntimila totas las enjurias e totas las raubairias que avian feitas az omes de Narbona de .xx. ans adonex passatz, els sinediex de Vintimila remezon a tot lo comun de Narbona totas las raubairias qu'els feitas avian de autres .xx. ans passatz, e hotra pus feron trevas de .l. ans venens apres, e tot aisso fone lauzat per M<sup>o</sup> l'arsevesque e per M<sup>o</sup> lo vescomte e i mezeron lur decret.

(Pièce parchemin, orig.) (1).

## XI

**1255** -- Nones d'octobre de la première année du pontificat d'Alexandre IV (7 octobre). — Bulle d'Alexandre IV prescrivant à l'archevêque de Narbonne de veiller à ce que les ecclésiastiques de Narbonne n'exigent rien pour les sépultures, la bénédiction des mariages et l'administration des autres sacrements.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri, archiepiscopo Narbonensi, salutem et apostolicam benedictionem. Dilecti filii consules et universitas Civitatis et Burgi Narbonensis nobis significare curarunt quod sacriste, rectores et capellani ecclesiarum ejusdem Civitatis et Burgi pro sepulturis et exequiis mortuorum,

---

(1) Les archives de Narbonne possèdent aussi l'expédition originale de cet acte dressée à Vintimille.



benedictionibus nubentium et aliis ecclesiasticis sacramentis certam ab eis pecunie quantitatem exigunt et extorquent in proprie salutis dispendium et scandalum plurimorum. Ideoque fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus, si est ita, sacristas, rectores et capellanos predictos ut ab hujusmodi exactionis perversitate desistant monitione premissa distictione canonica sublato appellationis obstaculo previa ratione compellas; monens nichilominus consules et universitatem predictos ut laudabilem consuetudinem erga Dei ecclesiam pia devotione fidelium introductam observent, ne pretextu catholice puritatis illam fermento pravitatis heretice corrumpere videantur, contradictores per censuram ecclesiasticam appellatione postposita compescendo. Datum Anagnie nonas octobris pontificatus nostri anno primo.

(Pièce parchemin, origin.; lacs d'un sceau disparu) (1).

## XII

**1255** — 10 des kalendes de novembre de la première année du pontificat d'Alexandre IV (23 octobre). — Bulle d'Alexandre IV proscrivant l'établissement de nouveaux péages à Narbonne sans autorisation de l'autorité compétente.

Alexander, episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio, (2) abbati Sancti Afrodicii Biterrensis, salutem et

---

(1) Une copie de cette bulle a été faite le 6 des ides de décembre 1256. Les archives possèdent aussi une bulle analogue de Clément IV datée de Viterbe, 5 des ides de mai, 2<sup>e</sup> année de son pontificat (11 mai 1266); aux cérémonies pour lesquelles toute exaction est interdite cette bulle ajoute les relevailles: « necnon a mulieribus que post partum acture gratias ad ecclesias ipsas accedunt. »

(2) Le nom de l'abbé est resté en blanc.

apostolicam benedictionem. Sinceritatem devotionis et fidei quam dilecti filii consules Civitatis et Burgi Narbone ad nos et Romanam gerunt ecclesiam attendentes, favorabiliter petitiones eorum admittimus, eisque ne indebitis exactionum graventur oneribus affectione benivola precavimus. Hinc est quod nos ipsorum supplicationibus inclinati, discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus auctoritate nostra ne quisquam cujuscumque conditionis vel dignitatis existat, in Civitate ac Burgo predictis absque illius qui hoc possit auctoritate, novas pedagiorum exactiones quibuscumque nominibus censeantur presumat statuere, neve que de novo statuta sunt aliquatenus exigantur, inhibere procures, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Anagnie, .x. kal. novembr., pontificatus nostri anno primo.

*Au verso:* Letra que degun no auze metre novel pezatge.

*D'une autre main:* Johannes de Gora.

(Pièce parch., orig.) (1).

(1) Les archives de Narbonne possèdent une autre rédaction originale de ce document, munie du sceau d'Alexandre IV; elle présente avec celle que nous publions quelques différences: les mots *discretioni tue per apostolica scripta mandamus quatinus auctoritate nostra* manquent; au lieu de *in Civitate et Burgo predictis* on lit *in Civitate Narbonensi*.

Ces mêmes archives possèdent encore: 1° un bref de Boniface VIII du 5 des kal. de nov. (28 octobre) 1295 confirmant les prescriptions d'Alexandre IV et ordonnant aux abbés de Saint-Pons-de-Thomières et de Lagrasse d'anathématiser ceux qui y contreviendraient; 2° un acte du 2 des kal. de juillet (30 juin) 1298 constatant que le procureur des consuls a présenté ce bref à l'abbé de Saint-Pons-de-Thomières qui se déclare prêt à le mettre à exécution; 3° des lettres de Philippe IV du 5 janvier 1294 (1295 n. st.) mandant au sénéchal de Carcassonne de ne permettre ni dans la ville ni dans son territoire l'établissement de nouveaux péages projetés par le chevalier Lambert de Limoux et d'autres seigneurs de la sénéchaussée.

## XIII

**1256** — 4 des kalendes de janvier (29 décembre). — Formalités pour la prise de possession d'une pièce de terre.

In anno nativitate Christi .m. .cc. .l. .viij. (1), rege Ludoyco regnante, .iiij. kal. januarii. Noverint universi quod Bernardus Dasaudi de Armiciano misit et induxit Poncium Alarosii, civem Narbonensem, in corporalem possessionem trium peciarum terre quas ei vendiderat, et sunt in Licco ad Combellas, presentibus et videntibus testibus infrascriptis. Et incontinenti idem Poncius Alarosii apprehensa possessione harum trium peciarum terre sine vi et palam et sine contradictione alicujus persone aravit personaliter in ipsis terris, et postea tradidit aratrum arando Stephano, baptizato suo, qui de mandato et jussu ejusdem Poncii Alarosii aravit et nomine ejus in terris supradictis; et dum arabat, mandavit ei dictus Poncius quod quicquid remanebat in ipsis terris ad arandum araret nomine ipsius Poncii Alarosii supradicti. *[Suivent les confronts de ces pièces de terre]*. Horum omnium sunt testes Johannes Sieredi de Armiciano, Guillelmus Vinaciani de Vinaciano, Vitalis et Raimundus Catalani, scriptor Narbone publicus, qui rogatus hec scripsit.

(Pièce parch., orig.)

---

(1) Je rappelle que l'année commençait à Narbonne le 25 décembre. Le 4 des kalendes de janvier 1257 de Narbonne répond donc au 29 décembre 1256.

## XIV

**1257** — 8 des kalendes de mars (22 février). — Le vicomte de Narbonne donne aux consuls le droit de lever une obole narbonnaise par quintal de blé ou de farine pesé au poids public qu'il leur a antérieurement concédé.

In nomine Domini, anno ejusdem nativitatis millesimo ducentesimo quinquagesimo septimo, rege Ludovico regnante, .viij. kalendas marcii, nos Amalricus, Dei gracia vicecomes et dominus Narbone, notum facimus universis quod, cum de nostro consilio et assensu in Civitate et Burgo Narbone pondus fuerit constitutum quo bladum et farina debeat ponderari et ponderatores similiter constituti qui ponderent supradicta, modoque de novo de nostro consilio et assensu certum forum appositum fuerit in pondere antedicto scilicet unum obolum Narbone monete pro quolibet quintali, ita videlicet quod quilibet ibi faciens ponderari bladum vel farinam pro quolibet quintali solvat unum obolum narbonensem illis qui predictum pondus tenebunt, quos dicta universitas seu consules constituent et ab eisdem recipiant sacramentum quod fideliter ponderent bladum videlicet et farinam. Predicta omnia, ut sunt superius constituta, laudamus, concedimus ac etiam approbamus, concedentes nichilominus quod predictum forum sic appositum in pondere eodem sit in perpetuum dicte universitatis, ita quod nos nec nostri aliquid in predicto foro non exigamus nec exigere possimus vel exigi faciamus, set sit omnimodo dicte universitatis ad suam voluntatem inde omnimode faciendam, etiam hec dicte universitati, sicut dictum est, concedimus et vobis Bertrando de Capitolio et Petro de Ympuriis et Arnaldo Carbonelli et Guillelmo Johannis, consulibus

Civitatis Narbone, et Laurentio de Sezarangusta et Amorosio et Arnaldo Raimundi et Petro de Licco et Raimundo de Parasolo, consulibus Burgi Narbone, pro vobis et tota dicta universitate Civitatis et Burgi Narbone recipientibus. Retinemus tamen et exipimus quod bladum et farina ad opus et usum proprie domus nostre necessarium in dicto pondere et per dictos ponderatores sine prestatione aliqua ponderetur. Hec autem facimus, salvis et retentis nobis omnibus justiciis contra delinquentes prout de jure vel consuetudine ad nos vel nostram curiam expectabunt. Acta sunt hec anno et die quibus supra, ipso domino Amalrico precipiente hoc presens publicum instrumentum sigilli sui munimine communiri in presentia et testimonio Bernardi de Transvilla, existentis tunc judicis curie domini Amalrici supradicti, et Guillelmi Fabri filii quondam Petri Raimundi Fabri, Petri Raimundi de Montepesullano, Guillelmi Alarossii, Aimerici de Marmoreriis, Petri Raimundi de Montebruno, militis, Raimundi Petri filii quondam alterius Raimundi Petri, Bernardi Mainardi, Poncii Alarossii, Bernardi de Monteolivo, Bernardi de Telairano, Raimundi de Montepezato et Guillelmi Gotmari, civium Narbone, et Bernardi de Sancto Stephano, militis, Petri de Fraxino, jurisperiti, Guillelmi Rainaldi, Arnaldi de Bagis, Raimundi Filioli, Guillelmi Arnaldi, cellarii, Arnaldi de Bagis filius quondam Berengarii de Bagis, Raimundi Agarni, Bernardi de Pradelis et Berengarii de Ripparia de Burgo Narbone, et Poncii Duranti, scriptoris Narbone publici, qui hec scripsit.

*Au verso:* Carta quel vescomte lauzec e cofermec la donassion del pes del blat e metre pezaire per man de la viela e donec a la viela que tot blat ques pezes que pague .j.<sup>a</sup>. meala narboneza per quintal e l'emolement fos de la viela.

(Pièce parch., orig., sceau cire jaune sur lacs).



## XV

**1259** — 9 des kalendes d'octobre (23 septembre). — Transaction arbitrale sur le droit de cosses entre les consuls et les propriétaires de ce droit.

In anno nativitatis Domini .m. cc. l. viiij., rege Ludovico regnante, .viiiij. kal. octobris. Noverint universi quod contraversia vertebatur inter Bernardum de Sancto Stephano, militem, pro medietate, et dominas Guillelmam et Agnetim, sorores, filiam quondam Guillelmi de Rivo, pro quarta parte, et Sicardum Fabri, tutorem Guiraudi de Rivo pro se et Bernardo de Trasvilla, contutore, pro residua quarta parte, ab una parte, et consules Civitatis Narbone, scilicet Petrum de Ympuriis, Micahelem Helyam, Jacobum de Sancto Poncio, Petrum de Fraxino, et consules Burgi, videlicet Ymbertum de Stabulo, Guillelmum Vaquerii et Bernardum Stephani, cutellerium, [ex altera] (1), super questione seu questionibus cossarum bladi, leguminum et fructuum aliorum sextarii fori bladi Narbone; de qua questione seu questionibus compromiserunt partes jamdictæ in Bernardum [de Tra]svilla, Aymericum Palerii, jurisperitos, et Guillelmum Fabri tanquam in arbitros seu arbitratores seu amicales compositores sub pena .l. libr. mlg. quam partes jamdictæ ad invicem stipulante fuerunt dandam pars inobediens parti obediens, ita videlicet quod quicumque ipsi arbitri vel arbitratores vel duo illorum, si ipsi tres de predictis convenire non poterint, visis et auditis rationibus utrius-

---

(1) Le parchemin a ici un trou; je restitue *ex altera* et un peu plus bas *de tra*, d'après un transcrit de 1269.

que partis super predictis, dixerint seu diffinierunt jure vel amore seu amicali compositione partes jamdicterate habebunt perpetuo atque firmum, et hec omnia sub pena superius memorata sua bona fide et sub obligatione omnium bonorum suorum promiserunt. Unde nos arbitri seu arbitratores vel amicales compositores jamdicti, visis et auditis rationibus utriusque partis et consuetudine Narbone super hoc scripta diligenter inspecta, lecta, intellecta et etiam servata et nullatenus in aliquo fracta predictam questionem seu contraversiam terminamus amicabiliter in hunc modum, pronunciantes, volentes et precipientes quod omnes habitantes in Narbona et in ejus burgis, burgatis ac barriis et omnes ibi domicilium facientes sive inde oriundi sint vel aliunde etiam advenerunt possint vendere bladum suum cujuscumque generis fuerit sine fraude cum sua mensura propria vel vicini et mostram bladi portare vel portari facere per viccos et carrarias in Narbona et nullas cocias dare dominis sextarii teneantur. Si vero mostram dicti bladi portent vel portari faciant per forum bladi, vel bladum suum quod vendiderint cum mensura fori voluerint mensurare, tunc dare et solvere dimidias cocias teneantur dominis sextarii, sive mensuraverint in foro bladi vel etiam extra forum.

Alii vero quicumque fuerint vendentes bladum cujuscumque generis sit in foro vel extra forum cocias integras predictis dominis sextarii dare et solvere teneantur, exceptis illis qui Narbone stagiam juraverunt vel jurabunt etiam in futurum; qui si extra forum bladi bladum suum venditum mensuraverint, dare et solvere dimidias cocias tantummodo teneantur; si vero infra forum bladi limitatum bladum suum venditum mensuraverint, tunc integras cocias solvere teneantur.

Et de istis qui Narbone stagiam juraverunt vel jurabunt etiam in futurum, ita pronunciamus et intelligimus quod si habitatores non fuerint et in Narbona domicilium facien-

tes, non possint cum mensura sua vel vicini, set cum sextario fori cum quo bladum in foro venditur mensurare.

Bladerii vero, quia frequentant forum bladi et emunt cepius atque vendunt, dare dimidias teneantur quacumque mensura mensuraverint infra forum, et etiam si non emerent vel venderent ad mensuram, si dictum bladum quod emunt vel vendunt potest comode mensurari.

De avellanis vero et nucibus et amigdalibus et naps et aliis arborum fructibus, pronunciamus, volumus et mandamus quod si in tanta venditi fuerint quantitate quod possint comode mensurari non vendantur sine mensura nisi venderentur ad numerum vel ad pondus. Et si ad mensuram fori venditi fuerint vel ad aliam, tunc vendentes dare debeant et solvere sicut in mensura bladi superius est expressum.

Si vero contigerit esse aliquam questionem inter dominos sextarii et alium habitantem Narbone vel aliquem hominem qui stagiam juraverit Narbone utrum bladum quod venditur sit suum vel etiam alienum, pronunciamus et diffinimus credendum esse venditori si juraverit esse suum.

Omnia universa et singula que superius sunt expressa pronunciamus, volumus et mandamus sub pena in compromisso contenta ab utraque parte firmiter observari. Verum si ex hac pronunciatione aliqua dubietas seu obscuritas oriretur interpretandi et declarandi retinemus nobis plenariam potestatem. (*Suit l'approbation des parties*). Testes sunt Raimundus de Durbanno, Poncius de Redorta, Petrus Raimundi de Montebruno, Hugo de Plano, milites, Berengarius de Ripparia, Petrus Raimundi de Montepessullano (1), Petrus Boerii, Raimundus de Fuxio, Poncius de Mal-

(1) Le ms. a *Montep.* avec un signe d'abréviation sur le *p*. Il en est de même dans une copie de cet acte datée de 1269. Je résous l'abréviation en *Montepessullano* en me reportant à la liste de témoins du n° XIV où se retrouvent les noms de plusieurs des témoins de cet acte-ci et en particulier un *Petrus Raimundi de Montepessullano*.

vis, Guillelmus Aycii, Raimundus Johannes Drudoni, Raimundus Petri, Petrus Stephani de Podio, Petrus de Sancto Jorio, Guillelmus de Salis, Guillelmus Johannis, Raimundus Moisac, Bernardus Gaucelmi, Petrus de Lacu, Raimundus de Quillano, Johannes de Vallesio, Bernardus de Donis, textor, Petrus de Vinaciano, Guillelmus de Torrusella, Petrus de Blumato, Bermundus de Girano, Arnulfus Falconerius, et Petrus Ysarni, scriptor Narbone publicus, vice cujus Petrus Bequeti hec scripsit. Et ego idem Petrus Ysarni subscribo.

(Pièce parch., orig.)

## XVI

**1261-1262** — 16 des kalendes de novembre (17 octobre 1261) au 2 des ides de juin (12 juin) 1262. — Les consuls de Narbonne ayant réclamé l'exemption de la leude royale de Béziers pour les marchandises qui viennent de France à Narbonne ou vont de Narbonne en France par le chemin de Murviel et de Cazouls, le juge de la viguerie royale de Béziers fait une enquête à la suite de laquelle il déclare que ces marchandises sont soumises aux droits de leude. Les consuls de Narbonne font appel au roi de cette déclaration (1).

**RUBRICA :** Testes super facto leudarum de mercibus sive mercaturis que ducuntur seu portantur versus Narbonam de partibus Amiliavi et Lodovensibus et Villemagne et Clarimontis et castri de Gigniac et e converso de partibus Narbonensibus versus partes predictas, si possunt ire et

(1) Nous ne donnons pas en entier ce long document, mais seulement les parties des dépositions qui nous renseignent sur l'itinéraire suivi par les marchands, la nature des marchandises transportées, les foires, etc. et la déclaration du juge. Les dépositions ne sont pas numérotées dans le manuscrit.

redire sine prestatione pedagii sive leude apud Biterrim domino regi, quos producit Bonetus Constantinus, civis Narbonensis, qui juraverunt in presencia dicti Boneti et fuerunt recepti, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, .xvj. kal. novembris.

1. Johannes Duranti, civis Biterris, testis juratus, dixit quod ipse testis emit leudam Biterris domini regis et Sancti Tiberii cum quibusdam aliis civibus Biterris, tres anni sunt vel circa, ad unum annum, et tunc mercatores merces sive mercaturas portantes sive ducentes de partibus Amiliavi et Lodove et Villemagne et Clarimontis et castri de Gigniaco transibant et poterant transire et ire apud Narbonam cum mercibus suis per caminum quo itur de Muroveteri apud Casulos et de Casulis apud Narbonam sine prestatione leude sive pedagii Biterris domini regis, ita videlicet quod solverent leudam consuetam apud Casulos et apud Murumveterem eundo et redeundo ad predicta loca tantum, non intrando apud Montempessulanum. Item dixit quod non accidit quod ipse testis vel socii sui scirent quod mercatores Narbone vel de illis partibus inferioribus irent vel redirent cum mercibus versus partes contentas in rubrica; quod si facerent et scivissent et possent ipsos invenire, caperent ipsos et merces ipsorum donec esset cognitum per curiam Biterris domini regis si tenebantur solvere leudam Biterris et Sancti Tiberii domini regis.

2. Petrus Rigaudi, macellarius Biterris, testis juratus, dixit etc. quod ipse fuit leudarius Biterris domini regis per duos annos; item dixit plus quod ipse testis cepit Bocam hominem ad vadum quod est supra Lignanum, qui transiverat per caminum de Casulis et forcaminaverat; item dixit quod duxit ipsum captum apud Biterrim in curia Biterris domini regis pro leuda et escorressa et solvit leudam pro Biterris; item dixit quod dictus Boca ibat tunc ad nundinas de Sancto Tiberio; etc.



3. Raimundus de Gibello, civis Biterris, testis juratus, dixit quod ipse testis fuit leudarius Biterris domini regis, etc.; item dixit quod si trosselli vel bale vel alie merces extraherentur de Narbona et de Catalonia et de illis partibus inferioribus et portarentur versus Montèmpessulanum per caminum quod transit apud Casulos et exinde apud Murumveterem, deviarent et forcaminarent et sustraherent leudam Biterris domini regis et Sancti Tiberii; etc.

4. Petrus Baroni de Narbona, etc., dixit quod ipse testis ter vel quater ivit cum mercibus suis de Narbona per caminum quod transit apud Casulos et apud Murumveterem, solvendo ibi leudas, ad nundinas de Villamagna et de Lodova et de Magalato et de Claromonte. Item dixit quod nunquam aliquis pro domino rege pro leuda Biterris petiit ab ipso teste leudam sive pedagium in dicto camino eundo vel redeundo, etc. Requisitus si leudarii Biterris domini regis sciebant quando ipse testis transibat per dictum caminum de Casulis, dixit se scire pro certo secundum intellectum suum quod bene sciebant quia transibat cum dictis mercibus de die et palam, et dicti leudarii Biterris sciunt bene tempus in quo sunt nundine predictæ.

Testes infrascripti fuerunt recepti apud Narbonam, die mercurii post festum sancti Luche (1).

6. Petrus Raimundi de Canneto, civis Narbone, etc., dixit quod ipse testis ivit ad nundinas de Villamagna et de Claromonte cum mercibus suis sive mercaturis extractis de Narbona, scilicet cum pannis albis laneis, per caminum quod transit apud Casulos et exinde apud Murumveterem solvendo ibi leudas leudariis dictorum locorum. Item dixit quod, quando reveniebat de dictis nundinis versus Narbonam per dictum caminum, ipse aliquando apportabat pelles et aliquando coria et aliquando telas

---

(1) 19 octobre 1261.

lineas emptas in dictis nundinis; etc. Item dixit quod ipse testis transivit per dictum caminum cum mercibus suis eundo et redeundo per .x. annos continuos. Item dixit quod tempore quo R. de Sirano erat leudarius Biterris pro domino rege, ipse R. mandavit sibi testi per Raimundum Nepotem, paratorem de Narbona, ut ipse R. sibi retulit, quod ipse testis et alii de Narbona volentes ire ad nundinas predictas cum mercaturis si transirent per Biterrim eundo ad dictas nundinas et redeundo, ipse Raimundus de Sirano dimiteret dictis mercatoribus dimidium leude. Et postmodum ipse testis et dictus Raimundus Nepos et alii multi de Narbona transiverunt per Biterrim cum mercaturis suis eundo ad nundinas Clarimontis et redeundo de eisdem, et idem Raimundus de Sirano dimittebat eisdem mediam leudam; etc.

7. Petrus Raimundi Barailher, textor Narbone, etc. dixit quod ipse testis ivit semel ad nundinas Villemagne per caminum quod movit de Narbona et transit apud Casulos et exinde apud Murumveterem cum quadam mula quam ducebat ad vendendum, solvendo leudas in dictis locis leudariis dictorum locorum; etc. Item dixit quod alia vice idem testis ivit per dictum caminum etc. ad nundinas de Pedenacio cum quodam asino quem ducebat ad vendendum, solvendo leudas in dictis locis dictorum castrorum de Casulis et de Muroveteri; etc.

8. Raimundus Andorra, textor Narbone, etc., dixit quod ipse testis cum pluribus aliis Narbonensibus portantibus pannos laneos ivit per caminum de Casulis et de Muroveteri usque ad Lodovam solvendo ibi leudas consuetas leudariis dictorum castrorum; etc.

9. Martinus Pellicerii de Narbona, etc., dixit quod ipse testis cum pluribus aliis de Narbona ducentibus sive portantibus cum animalibus trossellos et balas pannorum laneorum ivit per caminum quod transit apud Casulos et apud Murumveterem et apud Gabianum et movit de Nar-

bona ad nundinas Clarimontis solvendo leudas in predictis castris de Casulis et de Muroveteri leudariis dictorum castrorum; et quando revertebant de dictis nundinis per dictum caminum versus Narbonam, reportabant pelles pro quibus solvebant leudam dictis leudariis; etc.

10. Petrus Raimundi de Vindemiis, mercator Narbone, etc., dixit quod ipse testis et R. Nepos et multi alii de Narbona mercatores cum mercibus suis et mercaturis, scilicet cum pannis laneis, iverunt per caminum quod transit apud Casulos et apud Murumveterem ad nundinas de Villamagna et de Lodova et de Claromonte solvendo leudas leudariis dictorum castrorum eundo et redeundo cum mercaturis; etc.

Infrascriptos testes vidit jurare Guiraudus Talabois, sutor, consul Burgi Narbone.

11. Guillelmus de Nervosio, parator Narbone, etc. dixit etc. quod R. de Sirano, tunc leudarius domini regis, venit apud Narbonam et rogavit ipsum testem et alios paratores Narbone aliquos quod, si transirent per Biterrim cum mercibus suis quando irent ad nundinas Clarimontis, ipse Raimundus dimitteret eis mediam leudam. Et postmodum ipse testis et Raimundus Nepos et quidam alii de Narbona, eundo ad nundinas Clarimontis, transiverunt per Biterrim cum mercibus suis et solvebant ibidem Raimundo de Sirano mediam leudam tantum; etc.

Infrascripti juraverunt in presencia Boneti Constantini.

14. Johannes Sabte de Narbona, etc. dixit quod ipse testis, hoc anno in quadragesima, venit de Francia cum quinque trossellis Laurencii de Saragossa, mercatoris Narbone, et cum illis transivit, veniendo apud Narbonam, apud Amiliavum et ad Felguerias et ad Murumveterem et apud Casulos, solvendo ibi leudas leudariis dictorum castrorum, etc.; dixit quod aventurerii ibant secum, etc.

15. Jacobus Andreas, stans cum Guirauda Ympuriarum de Narbona, etc., dixit quod tempore quo ipse testis stabat

cum Aimerico Blanquerii, burgensis de Narbona, de quo tempore sunt .v. anni, ipse testis ivit cum Bernardo Raimundi Boquerio, mercatore, in Francia, in Flandris. Et emerunt octo trossellos pannorum quos adduxerunt et asportaverunt ipse testis et aventurerii apud Narbonam, transeundo et veniendo cum dictis trossellis apud Amiliavum et apud Felguarias et apud Murumveterem et apud Casulos, solvendo leudam apud Amiliavum et apud Felguarias, ipso teste vidente, quam predicti aventurerii solvebant; non vidit tamen quod solverent leudam apud Murumveterem, nec apud Casulos, et dixit quod vidit dictos aventurerios transeuntes apud Murumveterem cum dictis trossellis et apud Casulos quam leudam vidit peti a leudariis dictorum castrorum, et ibi remansit major causa solvendi ipsam leudam, tamen non vidit solvere.

16. Berengarius Morruti de Narbona, etc., dixit quod ipse testis ivit ad nundinas de Linhet, et ibi ipse testis collocavit .xj. trossellos quibusdam aventureriis de Amiliavo ad portandum apud Narbonam, quod fecerunt, prout ipsi aventurerii etc. sibi testi dixerunt, quando regressus fuit in Narbona; etc.

18. Arnaudus de Gajano de Narbona, etc. dixit quod ipse ivit de Narbona per caminum quod transit apud Murumveterem multociens, et aliquando portabat pisces et aliquando coria et aliquando ficus versus Felgarias et versus Amiliavum et versus Albiam; etc.

19. Raimundus Nepoti, parator de Narbona, etc. dixit quod Raimundus de Sirano, tunc leudarius Biterris, rogavit ipsum testem ut ipse testis rogaret pro ipso Raimundo paratores Narbone ut transirent per Biterrim quando vellent ire ad dictas nundinas de Claromonte, et ipse R. dimiteret eos transire cum dimidia leuda quam sibi darent. Et post hoc ipse testis et Vassadellus et P. Raimundi de Canneto et multi alii de Narbona transiverunt per Biterrim eundo cum mercibus suis ad nundinas Cla-

rimontis, et dictus R. de Sirano dimitebat eis mediam leudam. Item dixit quod, in nundinis Clarimontis proxime preteritis, ipse testis ivit ad ipsas nundinas per Biterrim cum pannis laneis, et Ademarus Rosecardi et P. de Sancta Eulalia, leudarii Biterris, dimiserunt sibi testi dimidiam leude; etc.

Die martis ante festum sancti Andree, apostoli (1), comparuit coram curia Biterris domini regis Johannes Fabri, mercator Narbone, dicens se esse procuratorem constitutum a consulibus Burgi Narbone ad producendos testes nomine dictorum consulum super questione quam leudarii Biterris faciunt contra ipsos ratione camini quod dicitur de Casulis sive de Muroveteri, etc.

21. Guillelmus Tavernerii de Narbona, aventurerius, etc. dixit quod ipse testis extraexit ter vel quater de Narbona balas etargas coriorum et de cera que fuerant apportate per aquam de Catalonia apud Narbonam, ut illi quorum erant dicebant. Item dixit quod ipse testis cum animalibus suis, ut aventurerius, extrahebat dictasargas de Narbona et portabat ipsas cum animalibus suis apud Amiliavum, transeundo cum eisdem apud Casulos et apud Murumveterem et apud Felgarias, solvendo ibidem leudas leudariis constitutis ibi, eundo et redeundo, etc.

Post hec, anno quo supra .vij. idus decembris (2), Amorosius et Bonetus Constantini, consules Burgi Narbone, pro se et aliis consulibus Narbone, comparuerunt apud Biterrim et produserunt testes infrascriptos, etc.

26. Guillelmus Bastardi de Casulis, etc. dixit quod ipse testis tenuit leudam de Casulis domini episcopi per unum annum, et tunc vidit et audivit mercatores de partibus Narbonensibus venientes per caminum de Casulis et

---

(1) 29 novembre 1261.

(2) 7 décembre 1261.



euntes versus Murumveterem et quosdam per ipsum caminum transeuntes et euntes cum mercibus suis apud Narbonam solvendo ibi leudam, etc.

27. Raimundus de Canesuspensio de Casulis, etc. dixit se vidisse et audivisse mercatores de Narbona transeuntes cum balis et trossellis et carguis et cera et pipero et alios mercatores quamplurimos per caminum quod transit apud Casulos, etc. eundo et redeundo per dictum caminum apud Narbonam, etc.; item dixit quod ipse testis, qui tunc erat leudarius de Casulis, habuit leudam a quodam mercatore transeunte per dictum caminum de Casulis cum serica eunte versus Narbonam; item dixit quod dictus mercator veniebat tunc de Montepessulano, ut ipse mercator dicebat; etc.

29. Raimundus de Lacu de Casulis, etc., requisitus de nominibus illorum de quibus cepit (leudam) dixit se non recordari, set de hominibus qui erant, ut ipsi dicebant, de Sancto Flore et de Alvernia, qui transibant per caminum de Casulis veniendo de partibus Narbonensibus cum carguis de cera et de pipero, cepit leudam pacifice et quiete, etc.

33. Guillelmus Rubei de Muroveteri, etc. dixit quod ipse testis portavit de Narbona per dictum caminum (de Muroveteri) apud Villammagnam pannos albos ad nundinas Vilemagne et cordas et tracas et cepum, etc.

Post hec, anno quo supra, .xviij. kal. januarii (1), dictus Amorosius comparuit in curia Biterris domini regis petens quod testes quos dominus rex intendit producere super predictis infra certam diem recipiantur, si aliquos intendit producere. Et Raimundus de Lussano, iudex curie Bitteris, precepit quod testes quos dominus rex est produciturus super predictis recipiantur hinc ad diem jovis prius

---

(1) 15 décembre 1261.

festum sancti Ylarii (1), non obstantibus feriis quibus fuit renunciatum a dicto Amorosio, qui Amorosius comisit juramenta dictorum testium fidei notarii curie.

38. Testes pro domino rege. Guillelmus de Artzileriiis(?), mercator Biterris, etc., dixit quod trosselli et bale et alie mercimonie que vehuntur de partibus Francie versus Narbonam et versus partes Narbonenses et ducuntur per caminum quod transit apud Amiliavum et exinde apud Lodovam et exinde apud Felguerias et exinde versus Murumveterem et apud Casulos eundo versus partes Narbonenses tenentur solvere leudam Biterris domino regi et pedagogariis suis et incidunt in commissum pro escorressa eundo per dicta loca; etc. Item dixit quod ipse testis non acciperet leudam nec accepit nec vidit accipi a mercatoribus de partibus Narbonensibus tendentibus cum mercaturis suis per dictum caminum ad nundinas de Magalato et de Villamagna et de Lodova et de Gabiano et de Amiliavo nisi transirent ultra Amiliavum cum dictis mercibus. Et si transirent ultra bene acciperet leudam pro Biterri, si hoc sciret: ipse testis idem dixit si revenirent de predictis nundinis cum mercibus suis per dictum caminum versus partes Narbonenses, scilicet quod non acciperet leudam nec accepit, nisi de Francia venirent vel de illis partibus.

39. Raimundus de Gigniaco, civis Biterris, etc. dixit se vidisse et audivisse, tempore quo B. Mabilii erat vicarius Biterris et ipse testis subvicarius, quod aliquando dictus Bernardus Mabilii et aliquando ipse testis, ad requisicionem Guiraudi de Aureliaco et Petri de Sancta Eulalia, leudariorum Biterris domini regis, tunc tradebant eisdem nuncios ex parte curie Biterris domini regis ad custodiendum caminum quod transit apud Murumveterem et apud

---

(1) 13 janvier 1262.

Casulos; et vidit multociens quod dicti nuncii adduxerunt animalia cum mercibus et mercaturis apud Biterrim pro leuda Biterris et escorressa, que fuerant capta per ipsos nuncios, ut ipsi dicebant, in dicto camino; et vidit quod illi quorum erant dicta animalia, etc., solvebant leudam predictis leudariis et conveniebant de escorressa cum predicta curia domini regis; etc. Item dixit quod vidit Arnaudum Vitalem de Crusio adductum captum in curia Biterris cum caseis qui fuerat captus in camino quod transit apud Casulos, ut dicebatur, eundo ad nundinas de Pedenacio; requisitus quare fuit captus dixit quia forcamina verat, etc.

43. B. Radulstani (1), etc., dixit quod ipse testis alia vice cum Poncio Guitardo, mandato dicti Guiraudi (de Aureliaco tunc leudarius Biterris) steterunt in camino quod est inter Caputstagnum et Casulos pro leuda Biterris servanda et capienda a transeuntibus per dictum caminum; etc.

44. Petrus Boverii, civis Biterris, etc., dixit se audivisse dici apud Montempessulanum, quadam die, quod aventurerii veniebant de partibus Francie cum trossellis et balis per caminum quod transit apud Amiliavum et apud Lodovam et apud Felgarias et exinde apud Murumveterem et apud Casulos versus Narbonam. Quo audito, ipse testis venit apud Biterrim et narravit predicta Arnaudo de Badonis et Johanni Egidio et Petro de Pardeliano, tunc leudariis Biterris domini regis; et tunc, ipso teste vidente, Johannes Egidii et Petrus de Pardeliano predicti iverunt ad inquirendum dictos aventurerios, et audivit dici postmodum a Johanne Egidio et Petro de Pardeliano predictis quod invenerant illos aventurerios qui erant, ut ipsi dicebant, de Figiaco et de Monteferrando, in camino quod

---

(1) Le ms. a *Radulsti* avec un trait horizontal sur *i*. Il en est de même au n° 51.

transit apud Casulos inter Capudstagnum et Casulos (1); etc.

46. B. de Sammaco, civis Biterris, etc., dixit se vidisse et audisse, tempore quo Guiraudus de Aureliaco et ipse testis erant leudarii Biterris domini regis, venerunt duo nuncii ad ipsos apud Biterrim, custodientes leudam Biterris in camino quod transit apud Murumveterem et apud Casulos, et dixerunt eisdem quod ipsi ceperant et arrestaverant in dicto camino prope vadum quod dicitur de Amigdalerio .x. vel quatuordecim trossellos et animalia que ipsos portabant. Item dixit quod ipse testis cum duobus nunciis dicti Guiraudi, quorum unus vocabatur Raimundus Canis et alter R. de Mediavilla, iverunt in crastinum ad locum ubi erant trosselli et animalia et duxerunt ipsos apud Biterrim cum dictis animalibus et ibi steterunt captos pro leuda Biterris bene per octo dies; postmodum vidit et audivit quod Raimundus de Fuxo et Raimundus Boneti et alii multi de Narbona venerunt apud Biterrim coram domino G. de Piano, tunc senescallo Carcassone et Biterris, et rogaverunt ipsi de Narbona et frater Ferrarius cum eis dominum senescallum quod non faceret eis injuriam; et dominus senescallus super hoc inquisivit cum Petro de Sancta Eulalia et Petro de Parde-liano. Item dixit quod vidit et audivit quod predicti de Narbona solverunt leudam Biterris tantum pro dictis trossellis, et custodes dicti camini similiter solverunt, qui trosselli erant de Narbona et venerant, ut dicebant illi qui eos ducebant, de partibus Francie veniendo per caminum quod transit apud Montemferrandum et exinde apud Amiliavum et Lodovam, scilicet per caminum superiorem. Item dixit quod tunc fuit diffinitum (2) et dictum per

---

(1) Le témoin raconte ensuite que ces *aventuriers* pris par les leudiers et les nonces de la cour de Béziers furent amenés devant la cour et payèrent la leude et l'amende.

(2) Ms. *distinitum* avec un signe abrégatif sur *tin*.

dominum senescallum quod trosselli et bale portari poterant per dictum caminum superiorem proxime designatum de partibus Francie versus partes Narbonenses, solummodo quod non descendant apud Montempessulanum, solvendo leudas per dictum caminum et leudam Biterris tantum sine alia escorressa et pena. De tempore, dixit quod sunt .xij. anni; etc.

48. Testes pro domino rege qui fuerunt recepti .iij. idus marcii (1). — Petrus Bertrandi etc. dixit quod alia vice ipse testis et dictus Poncius Bosqueti ceperunt in dicto camino juxta Sammacum duas balas quas ducebant R. de Lodova et Guillelmus de Amiliavo de partibus Lodovensibus et Amiliavi, ut ipsi dicebant, et portabant ipsas balas apud Narbonam Guillelmo de Albaribus, mercatori Narbone, cujus erant dicte bale, ut predicti dicebant; quas balas ipse testis et dictus Poncius Bosqueti adduxerunt captas apud Biterrim pro leuda Biterris domini regis et escorressa; quas balas dedit Bernardus Mabilii, tunc vicarius, ad manulevandum dicto G. de Albaribus, ipso teste vidente, et convenit cum eodem de leuda et escorressa, et habuit, tam pro leuda quam pro escorressa, .iiij. lbr. turon. a dicto Guillelmo, quas vidit ipse testis numerare in domo B. Mabilii, et de hoc sunt bene .xij. anni; etc.

51. Poncius Guitardi de Biterri, etc., dixit quod ipse testis et B. Radulstani (2), mandato Guiraudi de Aureliaco, tunc leudarii Biterris domini regis, steterunt, tam apud Caputstagnum quam in camino quod est inter castrum de Casulis et de Campaniolis, per .viij. dies continuos, pro leuda Biterris domini regis recipienda a mercatoribus transeuntibus per dictum caminum undecumque essent

---

(1) 13 mars 1262.

(2) Voir p. 367, n. 1. Ici le trait horizontal est bien plus fortement marqué; c'est un signe d'abréviation que l'on ne peut confondre avec un signe diacritique.



vel venissent, etc. Requisitus si arrestavit aliquem in dicto camino dixit quod non, nec vidit accipi nec accepit leudam ab aliquo quia non invenit aliquem; etc.

52. Guillelmus de Cassagnis de Cantio, etc. dixit quod ipse testis fuit subvicarius Biterris ter per diversa tempora, etc.; dixit quod quidam nunciis de predictis etc. adduxerunt apud Biterrim in curia duos saumerios honeratos de alum, ut credit, qui fuerunt capti per dictos nuncios, ut ipsi dicebant, in dicto camino pro leuda Biterris; etc.

Qua die (1), Amorosius et Bernardus de Monteolivo (2) comparuerunt et tunc dictus iudex quia invenit quod antequam dominus P. de Autolio, miles, esset senescallus Carcassone et Biterris, illi qui erant pro domino rege in partibus istis percipiebant leudam et penam recipiebant de mercatoribus venientibus a partibus Francie per dictum caminum cum mercibus suis et mercaturis versus partes Narbonenses quando transibant cum dictis mercaturis per dictum caminum de Casulis et de Muroveteri veniendo de partibus Francie versus dictas partes sine prestatione leude Biterris domini regis, et item invenit ipsum dominum regem in possessione de predictis, noluit aliter se intromittere sine alio speciali mandato super predictis. Actum fuit hoc anno nativitatis Christi .m<sup>o</sup>. cc. lxi<sup>o</sup>., .ij. idus junii in presencia et testimonio Amalrici de Dardys, vicarii Biterris, Bernardi de Olargio, canonici Sancti Pauli, Petri Sigarii, jurisperiti, Petri Nigri, et Petri de Manso, publici Biterris notarii, qui mandatus a dicto domino iudice hec omnia in formam publicam manu propria scripsit. Et incontinenter predicti Amorosius et B. de Monteolivo ad dominum regem Francorum ab hujus-

(1) J'ai omis certains détails de procédure; il s'agit ici du lundi après l'octave de la Pentecôte, c'est-à-dire du 12 juin, jour auquel le juge avait remis la décision de la cour.

(2) Consuls de Narbonne, demandeurs dans l'instance.

modi dicto appellaverunt viva voce. Idem Petrus de Manso, notarius, hec scripsit.

(Pièce parch., orig.)



## XVII

**1269** — 6 des nones de juillet (2 juillet). — Les consuls de la Cité et du Bourg contestent à la cour archiépiscopale le droit de faire une enquête sur certains faits concernant la leude.

In nomine Domini, anno nativitatis ejusdem millesimo ducentesimo sexagesimo nono, rege regnante Ludovico, .vj. nonas julii. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Petrus de Ympuriis et Bernardus Stephani, consules Civitatis Narbone, pro se et aliis conconsulibus suis, et Berengarius de Riparia et Bernardus de Montecolivo, jurisperitus, et Petrus Folquini, consules Burgi Narbone, pro se et aliis conconsulibus suis accesserunt ad curiam domini Narbonensis archiepiscopi cum Guillelmo Serraire, marinerio, coram domino Benenato, canonico ecclesie Narbonensis, tenente locum judicis in dicta curia ut dicebatur; et tunc predicti domini consules pro se ac tota universitate Narbone regaverunt et requisiverunt instanter predictum dominum Benenatum quod faceret eisdem responderi a dicta curia super illis assertionibus seu capitulis que Guillelmus Serraire predictus obtulerat, ut dicebant dicti consules, curie supradicte ac domino magistro Bernardo, archidiacono Corbairiensi, officiali Narbone, super facto cujusdam leude quam dicta curia, ut dicebatur, exigebat a dicto Guillelmo Serraire. Dictus vero dominus Benenatus dixit et respondit predictis consulibus quod curia predicta non faciebat partem in hoc, set dicta curia ex suo officio volebat inquirere super dicto

facto, cum dies assignata dictis consulibus et dicto Guilhelmo Serraire per dominum magistrum Bernardum officialem supradictum fuerit assignata ad inquirendum et non ad respondendum, ut dicebat dominus Benenatus supradictus, et ita dicebat esse scriptum in libro curie memorate. Predicti vero consules dixerunt et etiam significaverunt eidem domino Benenato quod aliter fuerat dicta dies assignata per dictum dominum officialem quam in dicto libro curie continebatur, videlicet ad procedendum quantum de jure esset et debito modo et non ad inquirendum, ut dicebant; ymo dixerunt dicto domino Benenato et obtulerunt hec se fore paratos sufficienter probare per plures bonos et ydoneos testes, videlicet per .xv. vel per .xx. probos homines Narbone. Item requisiverunt predictum dominum Benenatum quod daret eisdem advocatum, cum non possent habere aliquem sufficientem propter metum curie seu cum non possent invenire aliquem qui esset cum eis contra dictam curiam. Item dixerunt et significaverunt eidem domino Benenato quod nec ipse neque dicta curia in hoc casu poterant ex suo officio procedere ad inquisitionem, scilicet super facto leude predictæ, secundum consuetudinem Narbone obtentam et approbatam et per dominos Narbone confirmatam et laudatam, quam dicebant esse contra dictam curiam, ex eo quia hoc super quo dicta curia inquirere intendebat, non erat de illis casibus, ut dicebant, de quibus juxta dictam consuetudinem curie Narbone et ejus officiales habent inquirendi potestatem; et hec dixerunt dicti consules se fore paratos ostendere dicte curie et probare si fuerit necesse, et propter hoc rogaverunt dictum dominum Benenatum ne eosdem gravaret in aliquo neque villam Narbone nec contra ipsos procederet. Dictus autem dominus Benenatus (1), predictis non obstantibus, dixit dictis consulibus quod ipse

---

(1) *Ms.* Benatus.

procederet ad inquisitionem super dicto facto et monuit dictos consules ac dictum Guillelmum Serraire quod viderent testes jurare, si vellent, cum quibus inquirere volebat super facto dicte leude. Et incontinenti dicti consules Civitatis et Burgi pro se et consortibus suis consulibus ac pro tota universitate Narbone, dicentes se et dictam universitatem super hoc fore gravatos a dicto domino Benenato, ab ipso eodem domino Benenato et suis gravaminibus et a suis monitionibus et ab omnibus supradictis et singulis, timentes ut dicebant ab ipso amplius aggravari, et a suis futuris gravaminibus seu monitionibus pro se ipsis ac tota universitate Narbone viva voce illico ad dominum Narbonensem archiepiscopum appellarunt et sub ejus protexione se posuerunt, et fuerunt protestati quod infra decem dies suam tradent appellationem inscriptis. Acta fuerunt in dicta curia in presentia et testimonio Bernardi de Sericata, bajuli dicte curie, magistri Bernardi de Poaleriis, jurisperiti, Petri Ysarni, scriptoris Narbone publici, Petri Raimundi de Montepessullano, Petri Raimundi Mainardi et Bernardi de Monteolivo, burgentium Civitatis Narbone, Amorosii et Raimundi Agarni, burgensium de Burgo Narbone, Johannis Benedicti, Guillelmi Calverie, Guillelmi Adalberti, Duranti Marquesii, scriptoris Narbone publici, et Johannis de Vallesio, et mei Arnaldi Rosseti, scriptoris Narbone publici, qui hec omnia rogatus et mandatus scripsi et in formam publicam reddegi.

*Au verso:* Aquestas cartas son del fag d'en Serraire de la leuda del gra.

(Pièce parch., orig.)

## XVIII

**1272** — 8 des kalendes de septembre, 1<sup>re</sup> année du pontificat de Grégoire X (25 août). — Bulle de Grégoire X prescrivant aux consuls de Narbonne de prendre des mesures rigoureuses pour que les habitants de cette ville ne fassent pas avec les Sarrazins le commerce des armes, du fer, des bois de navire, des navires, et ne mettent pas à leur service leurs connaissances dans l'art de la navigation.

Gregorius, episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis consulibus et universitati Civitatis et Burgi Narbone, salutem et apostolicam benedictionem. Adaperiat Dominus suorum corda fidelium et in verba labiorum nostrorum aures eorum inclinet ut, devoto percipientes auditu et colligentes plenius intellectu spiritualis patris eloquium ac ad redemptorem suum Dominum Jhesum Christum pie considerationis oculos convertentes, videant et aperte recogitent quid illi retribuunt quave ipsum veneratione reverentur et colunt qui semetipsum pro eis tribuit holocaustum. Hic siquidem rex eternus a regalibus sedibus veniens in hereditate quam utique sibi predilectam elegit carnem (?) nostre mortalitatis indutus nos ab eterno cruciatu sui pretiosissimi sanguinis effusione clementer eripuit, de tenebris revocavit ad lucem, de mortis casibus relevavit ad vitam ac in statum salutis clementi pietate resumptos misericorditer in filios adoptavit, hiis autem beneficiis per ingritudinis vitium de mentibus nostris abolitis, non verimur ab ipso recedere, nec eidem injurias erubescimus irrogare, ac de malo prosilientes in penis, quasi abbreviata sit manus Domini vel eam extendere nequeat ad vindictam, labimur pronius in reatus quam



fecerint patres nostri qui veritatis notitiam non habebant quibusve non advenerat temporis plenitudo. Et ideo vereri merito possumus quod ipse peccatis exigentibus sit iratus populo quem redemit, et quod zelus ejus ab ipso recesserit, cum positus miserabiliter in excidium et ruinam tempestuosis fluctibus quatiatur ac si divine potentie dextera sit ab ejusdem populi protectione summoti, prout ipsa sentit et deflet hereditas dispendio vastitatis exposita et Agarenorum pedibus conculcata. Heu, gravissimum Christi et christianitatis obprobrium! Perire permittitur nostre pulchritudinis ornamentum ipsum, videlicet speciale patrimonium salvatoris nativitalis, passionis et resurrectionis dominice gloria decoratum, et exinde suos incolas contemptibiliter fugari percipimus ubi liberaliter idem redemptor pretium nostre redemptionis exolvit! Proh dolor! ibi crucis hostes immani tyrannide superant ubi servili subesse conditione solebant et eorum multitudinem virtus paucorum fidelium tunc timentium Dominum superabat. Profecto non est diminuta divina potentia ut non possit cum voluerit hiis finem imponere, set talia ingratorum demerita promerentur. Inter que illud horribile scelus et execrabile crimen occurrit merito reprobandum quod nonnulli maledictionis alumpni, solo nomine christiani, terrana dumtaxat non celestia sapientes et innitentes pernitiis lucrorum studiis ut in voluptuose vite fecibus latius debachentur, victualibus, armis, vasis navalibus et aliis necessariis, causa dampnati questus, Christi muniunt inimicos ut ad impugnationem fidei et christianorum ac terre sancte depressionem robore fortiori sic muniti consurgant, ac ponatur inestricabilis macula in gloria nominis christiani. Hii sunt ingrati filii qui penam meruere doloris, hii sunt qui apud ipsum redemptorem fore merentur odibiles ut ab eis faciem miserationis avertat, hii profecto non solum percepta beneficia non attendunt, verum etiam contra redemptorem eundem probabiliter conspirare videntur,

dum fedus cum ipsius hostibus ineunt et in ejus contemptum illis talia presidia subministrant. Utinam et si non timorem vel amorem divinum attenderint, aut si de vitando dicte terre dispendio non pensarent, saltem ipsos graves injurie cohercerent que dictis et factis in barbaricis partibus eis et in ipsis christiane religioni multiplicer (*sic*) inferuntur ! Inter alias namque confusiones quas in partibus illis pseudo christiani recipiunt illuc mercimonia deferentes, si de aliquibus gravaminibus conqueruntur, hac eos probrosa responsione Sarraceni confundunt: « Si erueremus vobis alterum oculorum ad nos cum reliquo rediretis, » prout quidam mercatores nobis eo tempore in regione terre sancte commorantibus expressius retulerunt. Cumque frequenter eveniat per hostilitatis incursus quod ex christianis viros et mulieres ac lactantes etiam parvulos Sarraceni prefati capiunt et captos sub carcerum artatione detrudunt, nonnunquam infantibus a matrum uberibus ut materni lactis careant pabulo separatis, contigit olim, ad cujusdam instantiam militis christiani gratiam habentis in oculis Soldani, presidio barbarorum procurante nichilominus quidam ex fratribus ordinis sancte trinitatis qui ad captivos hujusmodi redimendos sunt spetialiter deputati, quod idem Soldanus mulieres cum parvulis suis quos carceris angustia cruciabat, aliis etate proVectis a gratia liberationis exclusis, per suas litteras liberari mandavit. Set cum detentores eorum, habitis hujusmodi litteris, eosdem liberare parvulos denegarent, memoratus Soldanus ad quem habitus est recursus requirentibus eum super hoc expresse respondit se mandatum revocasse quod fecerat de predictis parvulis, ut predicatur, liberandis ne per ipsos quos reddere poterat provectior etas armigeros posset processu temporis impugnari, sicut idem frater nobis tunc in partibus dicte terre degentibus retulit viva voce. Si ergo nominatus Soldanus crudelitatis acerbitate devictus quod de prefatis parvulis ex quadam huma-

nitare concesserat denegavit tandem efficere, ne ad impugnandum ipsum consurgerent in futurum, quam gravi obprobrio christianitas ipsa respergitur, cum vinci nos a pietate non patimur, sed in nosmetipsos acerbius sevientes, illis hostibus arma nostra deferimus, quibus contra Christum et fidem ejus fortius muniuntur! Et quidem graviter nec mirum dolere compellimur, dum pensamus quod renatos fonte baptismatis per tam miserabilis cecitatis devium oberrantes Dei turbatio non deterret, geenne terror ab errore non revocat, ignominia fame non retrahit, ac ejusdem injuria fidei non compescit. Unde quod tales inverecundi et impii christiani quos excecata fedi lucri cupiditas, sua non sunt impietate consumpti, sola celestis misratio ut penitentiae locum indulgeat operatur. Nam aliter subsistentiam non haberent qui, a se verecundia prorsus abjecta, per tante dampnationis semitas gradiuntur. Quare sedis apostolice providentia, sacro tunc approbante concilio, volens adhibere circa premissa remedium, illos falsos et impios christianos qui Sarracenae deferre presumerent arma, ferrum et lignamina galearum, eos etiam qui galeas venderet (*sic*) illis aut naves, quique gubernationis curam in piraticis Sarracenorum navibus exercerent, vel in machinis aut quibuslibet aliis aliquod auxilium vel consilium impenderent, eisdem anathematis et excommunicationis vinculo innodavit, ipsosque rerum suarum privatione mulctari et capientium servos fore decrevit, certis aliis penis adjectis nichilominus contra eos. Verum quia multi quos a veritatis judicio voluptatis dulcedo detorquet, in profundum demersi malorum contempnunt divinam clementiam et in animarum suarum periculum prescriptam sententiam vilipendunt, demum et eandem sedem in premissis offendere presumentes, nos quos ipsa clementia licet immeritos in apostolice preminentie specula posuit, tam atroces et enormes prefati redemptoris injurias detestantes, et contra predictos impios aggravare sedis

ejusdem sententiam intendentes, ut saltem a reatu solito ducti penitudine resipiscant et ipsos tempore vindicte ir]a Dei subito non disperdat ac ex illorum tali nequitia dic... ra solita dispendia non incurrat, universitatem vestram monemus, rogamus et hortamur, attente vobis nichilominus per apostolica scripta firmiter precipienda mandantes, quatinus districtius inhibere curetis ne aliqui vestri concives memoratis Sarracenis arma, ferrum aut lignamina defferre vel mittere sive naves aut galeas vendere seu curam gubernationis in Sarracenorum piraticis navibus exercere vel in machinis aut quibuslibet aliis aliquod eis impendere consilium vel auxilium quoquomodo presumant. Volumus enim quod qui secus attemptare presumpserint, eo ipso late sententie canone sint astricti et si qui eorum decesserint sic ligati et ipsorum corpora tradita fuerint ecclesiastice sepulture, illa fore decernimus exhumanda fidelium cimiterio caritura. Ceterum ut hujusmodi presumptores tam spirituali quam temporalis pena plectantur, sollicitam sicut expedire viderimus dante domino curabimus operam adhibere quod hii qui sub tam nefando comertio ad eosdem Sarracenos accesserint, capiantur sub carcerali custodia detinendi et rebus quas detulerint absque restitutionis imposterum beneficio spoliandi. Super hiis autem dilectum filium abbatem (1) secularis ecclesie Sancti Pauli Narbonensis latorem presentium, de cujus industria et circumspectione confidimus, ad vos duximus destinandum cui credatis indubitanter que circa premissa vobis ex parte nostra duxerit referenda. Datum apud Urbemveterem .viij. kalendas septembris, pontificatus nostri anno primo.

(Pièce parch., orig., sceau sur cordelettes chanvre).

---

(1) Le nom de l'abbé a été laissé en blanc. L'abbé de Saint-Paul était alors Guiraud I.

## XIX

**1272** — 7 des ides de septembre (7 septembre). — Saisie de blé que deux marchands tentaient de faire sortir de Narbonne alors que l'exportation en était interdite.

In anno nativitatis Christi .m. cc. lxx. secundo, rege Philippo regnante, .vij. ydus septembris. Noverint universi quod cum vetitum bladi preconitzatum fuisset per villam Narbone ne quis ausus fuisset per aquam bladum abstrahere a gradu Veneris usque ad capud Laucate, quod si facerent bladum totum admitterent, et inventum fuisset quod quidam homo qui faciebat se vocari Cap Dalberc et Petrus Serdani abstraere volebant per aquam a villa Narbone bladum videlicet .vj. sextarios frumenti quod inventum fuit in Atace in quadam barca sive ligno. Raimundus Petri et Petrus Raimundi Rocha, consules Civitatis Narbone, et Bernardus Soberge, consul Burgi Narbone, una cum Bernardo Catalani, cursore curie domini AymERICI, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, et Guilhelmo de Biterri, cursore curie domini archiepiscopi Narbone, dictum frumentum ceperunt et illud inter se dividerunt, ita quod dicti consules habuerunt inde terciam partem et dicti cursores predictis curiis aliam terciam partem, et Poncius Andree pro ensenhaduris dicti bladi aliam terciam partem. Ad hec fuerunt testes Arnaldus Crosati, Petrus Meloni, Petrus Simonis, Geraldus Latrila, Stephanus de Vineriis, et Petrus Ramerii, publicus Narbone notarius qui hec scripsit.

*Au verso:* Carta que cossols e las cortz d'arsevesque e



del vescomte prerezon (1) .vj. sest. de froment que trazian de Narbona que fone pres en Aude, e ab dos las cortz agon lo tertz del blat e cosols l'autre tertz e aquel que o ense-nhech l'autre tertz, car era fait vet que om no auzes traire blat de Narbona.

(Pièce parch., orig.)

## XX

**1273** — 6 des ides de janvier (8 janvier). — Les consuls du Bourg présentent au sous-viguier de Béziers la lettre des lieutenants du sénéchal de Carcassonne au vicomte de Narbonne lui rappelant qu'il ne doit rien innover, l'appel des consuls étant pendant, sur la leude due par les étrangers admis aux libertés de Narbonne.

Noverint universi presentes pariter et futuri quod Bernardus de Olargio et Bernardus Gaucelmi, consules Burgi Narbone, ut dicitur, accedentes ad curiam Biterris domini regis pro se et tota universitate dicti Burgi presentaverunt domino Alexandro, subvicario Biterris, quandam literam patentem sigillatam duobus sigillis cereis pendentibus in hiis verbis :

Nobili viro et amico suo karissimo domino Aymerico, Dei gracia vicecomiti Narbone, Richardus de Dusagiis, miles, castellanus Montisregalis, et Raymbaldus de Salve, miles, judex domini senescalli Carcasone et Biterris, tenentesque locum ipsius, salutem et sinceram dilectionem. Cum consules Burgi Narbone pro se et tota universitate dicti Burgi a precepto per vos, ut dicitur, facto hospitibus seu osdaleriis Burgi Narbone quod mercimonia

---

(1) Le ms. a un *p* dont la haste inférieure est barrée suivi de *rezon*.

seu res alicujus extranei recepti in libertatibus Narbone de domo seu hospicio suo extrahere non permitant quousque leudam ipsarum rerum persolverint, et res quasdam seu mercimonia in quibusdam cadrigiis invecta seu honorata quorundam mercatorum in libertatibus eorum receptorum occasione leude faciatis detineri contra usum et libertatem seu immunitatem dicti Burgi Narbone, ad nos duxerint appellandum, et ad requisitionem dictorum consulum vobis mandaverimus ut die lune post festum beati Ylarii (1) Carcassone coram nobis compareatis in dicta causa appellationis legitime processuris, et quod, pendente appellatione hujusmodi nichil innovaretis, et si aliquid a tempore appellationis citra per vos vel per alium nomine vel mandato vestro extiterat innovatum, quod illud in statum pristinum reduceretis, faciendo reddi denarios et pignora et fidejussores, si qua propter hoc receperatis, liberari et restitui, et nichil feceritis, ut intelleximus, de predictis, ymo, ut dicitur, facitis capi pignora et denarios contra mandatum nostrum ratione predicta contra eorum libertates, quod si verum est grave gerimus et molestum; mandamus vobis quatinus, pendente dicta appellatione, nichil per vos vel per alium innovetis donec de meritis ejusdem sit cognitum et discussum, et illud quod per vos vel per alium nomine vel mandato vestro extitit innovatum in statum pristinum reducat, et denarios et pignora reddi et restitui et fidejussores liberari, visis presentibus, faciatis sine mora. Alioquin nos damus Alexandro, subvicario Biterris, tenenti locum vicarii ejusdem loci, hiis literis in mandatis quod vos et omnes capientes et impedientes et rebelles ad hoc compellat per pignorum captionem et quod adjornet ad dictam diem leudarios Burgi Narbone et nun-

---

(1) Lundi 17 janvier 1273.

cios eorumdem quos dicti consules nominabunt, ut personaliter dicta die compareant Carcasone coram nobis responsuri super hiis de quibus fuerunt requisiti. Datum Carcasone, die martis post festum circumcisionis Domini anno Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxx<sup>o</sup>. secundo (1). Reddite literas (2). Requirentes insuper dictum dominum Alexandrum, subvicarium, ut ea que in dicta litera eidem mandabantur adimpleret. Acta fuerunt hec anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, regnante rege Philippo, sexto ydus januarii, in presencia et testimonio Stephani Sedacerii, ypothecatoris Biterris, Bernardi Fabri, Petri de Casalibus, Petri de Sestairanicis, mercatorum Biterris, Petri Bordelini, civis Biterris, et mei Jacobi Amelii, publici Biterris notarii, qui rogatus a predictis consulibus hec scripsi et signum meum apposui



(Pièce parch., orig.)

## XXI

**1273** — Ides de septembre (13 septembre). — Stabla, alias Alamanda, veuve de Huc del Pla, agissant comme tutrice de son fils Guilhem del Pla, vend aux consuls de la Cité et du Bourg pour le prix de trente livres tournois la part du *botage* du vin qui appartenait à son pupille.

Noverint universi presentes pariter et futuri quod ego Stabula, uxor quondam Hugonis de Plano, militis, que

(1) 4 janvier 1272 (1273 n. st.)

(2) L'original de cette lettre est aussi aux archives de Narbonne. Elle a perdu l'un des deux sceaux. Elle est de tous points conforme à la copie des consuls sauf pour le nom du viconte qui y est écrit Aymericho.

alio nomine vocor Alamanda, tutrix legitima Guilelmi de Plano, filii mei et dicti viri mei quondam et heredis ejusdem, cum non sint dicto filio meo aliqua bona mobilia unde possint solvi Dulci, sorori patrueli dicti Guilelmi, illa que sibi debentur tam ratione dotis quam domina Fina, quondam prima uxor Hugonis de Plano antedicti, quam ratione jurium que habet dicta Dulcis in bonis et hereditate dicti Guilelmi, nec etiam plura alia debita que de dictis bonis quibusdam creditoribus debentur, que sibi solvi in curia domini Aimerici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, cum instantia postulabant, hac necessitate urgente, cum non apparuerit aliqua persona que tantum vel majus precium obtulerit se daturam quantum vos infrascripti consules nomine universitatum Civitatis et Burgi Narbone dedistis et etiam obtulistis, quanquam per corraterios Narbone sepe et sepius subdicta pars botatici per villam Narbone publice et palam venalis fuerit exposita, idcirco gratis et non circumventa in aliquo vel ab aliquo vel decepta, nec dolo vel fraude aut aliqua machinatione inducta, set mea gratuita ac spontanea voluntate cum multa quidem animi deliberatione, cum hoc publico instrumento perpetuo, firmo et valituro pro dicto Guilelmo, filio meo, et omnibus heredibus et successoribus suis presentibus et futuris, nomine tutorio et auctoritate dicte tutele, pro predictis debitis exsolvendis, vendo et justo titulo pure et perfecte venditionis irrevocabiliter et sine retentione qualibet laudo, concedo et trado vel quasi trado vobis Bernardo Sancieri, Petro Grossi et Raimundo Basterii, Civitatis, et vobis Petro Arnaudi d'en Ayssa et Raimundo Guilelmi cellario, Burgi Narbone consulibus, presentibus, stipulantibus et sollempniter recipientibus hanc emptionem et hec omnia supradicta et singula pro vobis et Beringario de Boutenaco et Johanne Amelii, Johanne Vairani, Petro Stephani de Ulmo, Petro Adalberti et Petro Folquini conconsulibus vestris absentibus et

omnibus successoribus vestris consulibus dicte ville, nomine universitatum ejusdem et singulorum de eadem, tamquam plus offerentibus et dantibus, imperpetuum, videlicet totam illam partem quam Guilelmus de Plano, filius meus, habet et recipit et habere ac recipere debet et consuevit in botatico vini quod a quibuscumque personis portatur et inimitur in Narbonam. Item et quicquid aliud vel amplius juris et rationis idem filius meus habet et recipit et habere ac recipere debet et visus est habere in dicto botatico vini et sibi competit et competere debet et potest in eodem et etiam jus percipiendi partem dicti botatici et alia supradicta. Et hec omnia de jure, proprietate et dominio meo et dicti filii mei vestrorumque in jus proprietatem et dominium vestrum et dictorum successorum vestrorum ac universitatum predictarum transpono et in plenam et integram juris et facti possessionem vel quasi vos predicto nomine inde mitto et induco hodie et deinceps sine fine. Et omnia jura, actiones, petitiones, exceptiones, oppositiones, defensiones ac persecutiones reales, personales et mixtas, utiles et directas in predictis et pro predictis michi et dicto filio meo competentes et competituras adversus omnes personas vobis et dictis successoribus vestris nomine dictarum universitatum et eisdem universitatibus cedo et in vos predicto nomine irrevocabiliter transfero, prout melius, utilius, cautius et consultius dici, scribi sive intelligi aut excogitari potest ad utilitatem et idempnitatem vestram et universitatum predictarum, precio videlicet triginta librarum turonensium bonorum et percurribilium quas vobis, predicto nomine, et de pecunia dictarum universitatum, pro hac venditione confiteor habuisse et numerando etiam recepisse ad exsolvenda debita antedicta; de quo precio et venditione sum et teneo me bene per paccatam et contentam, renuntiando in eis exceptioni pecunie non numerate sive non accepte. Verum si forte hec que vobis predicto nomine vendo



ultra hoc precium amplius valent vel adhuc valuerint, illud totum plusvalere gratuito animo vobis ac dictis successoribus vestris dicte ville consulibus nomine dictarum universitatum et eisdem universitatibus donatione inter vivos dono, solvo et imperpetuum diffinio et remitto, renuntians expresse scienter et consulte legi illi que dicit venditorem ultra dimidiam justi precii deceptum posse venditionem rescindere vel justum precium rei petere, etc., etc. Acta sunt hec Narbone anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo tercio, rege Philippo regnante, idus septembris, in presentia et sub testimonio Guilelmi Raimundi de Montepessulano, Raimundi Petri, Johannis Benedicti, Petri Melloni, civium Narbone, et mei Guilelmi Catalani, scriptoris Narbone publici, qui rogatus hec scripsi.

*Au verso:* Carta que na Stabla alias Alamanda, molher say entra de Huc del Pla, vendet coma tutrix los dreg e la part que avia son filh Guilhem del Pla, del qual ela era tutrix, en lo botagge del vin, l'an m cc lxxiiij a cossols.

(Pièce parch., orig.)

## XXII

**1274** — 6 des kalendes de septembre (27 août). — A la requête des consuls de la Cité et du Bourg, l'abbé de Saint-Paul interdit l'entrée du vin et de la vendange dans Narbonne. Les habitants pourront seuls entrer le vin et la vendange qu'ils retirent de leurs terres ou de leurs revenus depuis le moment des vendanges jusqu'à la Toussaint.

In anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo septuagesimo quarto, Philippo rege regnante, .vj. kalendas

septembris. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Hudalguerius de Lacu, Bernardus de Ripparia et Guillelmus de Villafrancha, consules Civitatis Narbone, et Raimundus Agarni, Raimundus Rubei, Hugo de Sancto Barcio et Guiraudus de Opiano, consules Burgi Narbone, pro se et aliis conconsulibus suis, cum quibusdam probis hominibus Narbone accedentes coram domino Guirauda, Dei gracia abbate ecclesie Sancti Pauli Narbone, et cum instancia supplicaverunt eidem quod ipse statueret secundum quod dominus Narbonensis archiepiscopus et dominus Aimericus, Dei gracia vicecomes et dominus Narbone, ad eorum instanciam statuerant, scilicet quod nullus audeat de cetero mittere vinum vel vindemiam per mare vel per terram in Narbona, barriis et suburbiis ejusdem, exceptis clericis et laicis inhabitantibus Narbonam, qui vina sua et vindemiam que habuerint ex possessionibus vel redditibus eorundem tantum possint mittere in Narbona, quolibet anno a tempore vindemiarum usque ad festum Omnium sanctorum exclusive, et qui contra fecerit ammittat vinum et vindemiam. De qua pena fraudis revelator terciam partem habeat et dominus de cujus jurisdictione fraudator extiterit habeat duas partes. Predictus vero dominus abbas supplicationem predictorum consulum et aliorum proborum hominum intelligens esse utilem hominibus de Narbona, utilitatem comunem respiciens in hac parte, ad instanciam eorundem consulum et aliorum proborum virorum Narbone atque eorum precibus inclinatus statuit de concilio proborum hominum Narbone et perpetuo observari mandavit omnia et singula que superius in predicta supplicatione predictorum consulum et aliorum proborum hominum continentur. Retinuit tamen quod, quandocumque et quocienscumque voluerit, ipse et sui successores vinum suum et vindemiam que de possessionibus suis et redditibus habuerint, possint facere apportari in quacumque parte anni et

etiam mittere in Narbona interdicto hujusmodi in aliquo non obstante, et hoc ipsum pro Narbonensi et Sancti Pauli capitulis voluit et sibi placuit retineri. Acta sunt hec in abbacia Sancti Pauli Narbone in presentia et sub testimonio Petri Fabri de Villasicca, clerici ecclesie Sancti Pauli Narbone, Raimundi de Montesereno, vicarii curie dicti domini abbatis, Raimundi de Casillaco, fabri, Raimundi de Boutenaco, fusterii, Guiraudi de Trilia, Guilhelmi de Salrano, et mei Mathei de Vaure, scriptoris Narbone publici, qui hec omnia scripsi et in formam publicam redegi (1). *D'une autre main*: Et ad faciendam fidem quod dictus Matheus de Vaure, qui hoc instrumentum scripsit, sit publicus Narbone notarius, nos curia Narbone nobilis viri domini Aymerici sigillum nostrum huic instrumento jussimus appendendum ad majorem firmitatem.

*Au verso*: Aiso es carta del lauzisme de mosenher l'abat de San Paul del vin e de la vendemia. *Et d'une autre main*: Del vet del vin autregat per l'abat de Sant Paul.

Pièce parch., orig., fragments de sceau sur cordelette de chanvre).

### XXIII

**1278** — 3 des ides d'avril (11 avril). — Nomination par les consuls de la Cité d'un courtier en matières d'or et d'argent.

In nomine Domini, anno nativitatis ejusdem, millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, rege regnante Philippo,

1) La décision de l'archevêque et du vicomte de Narbonne dont il est question dans cette pièce est reproduite à la suite de l'arbitrage du 10 novembre 1273 prononcé par l'archevêque entre le vicomte et les consuls du Bourg. Elle a été publiée par Mouynès, p. 136 des *Annexes à la série AA. de l'Inventaire des archives de Narbonne*.

.iij. idus aprilis. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos Bernardus Fabri, Berengarius Fabri, Petrus de Lacu, Raimundus Juliani et Petrus de Palairaco, consules Civitatis Narbone, cum hac publica carta concedimus tibi Raimundo de Tholosa, civi Narbone, corratairiam in Narbona portandi et encantandi aurum et argentum et aliam rem cujuscumque generis sit, super quibus omnibus tibi licenciam et potestatem excercendi donamus et te in premissis sive in officio premissorum corraterium facimus et instituimus toto tempore vite tue, tali videlicet pacto, forma et conditione quod in officio dicte corratairie et in hiis que tibi tradentur ad vendendum et portandum te habeas et habere debeas juste et legaliter tam pro parte ementis quam vendentis, et nullam fraudem facias seu comitas in eodem officio, et quod serves statuta et capitula ordinata in registro consulatus dicte Civitatis super hoc edita et confecta, et sub pena seu penis ibidem contentis et specificatis et sub conditionibus apposis et ordinatis in predicto registro circa hujusmodi officium corratairie; tibi concedimus et procuramus auctoritatem et licenciam encantandi et portandi omnia supradicta cui registro quo ad dicta capitula et statuta in eo contenta circa premissum officium stare debeas et credere si contra faceres tamquam publice et autentice scripture et etiam quod des nobis bonos et ydoneos fidejussores pro centum libr. et pro dampno seu dampnis que dare posses et pro pena seu penis in quibus posses incidere seu comitteres in dicto officio juxta tenorem statuti sive capitulorum predictorum in dicto registro contentorum, et sic sub eisdem conditionibus et statutis tibi concedimus officium supradictum.

Ad hec ego Raimundus de Tholosa predictus recipiens hujusmodi officium corratairie a vobis dominis consulibus supradictis sub forma et conditionibus memoratis, promitto vobis me bene et fideliter habere semper in eodem

officio, etc., que quidem statuta, capitula et ordinatio supradicta sunt de presenti lecta et exposita coram me per notarium infrascriptum, et si forte, quod absit, aliquid comitterem in predicto officio et dampna aliqua darem aliquibus personis, promitto dare et solvere vobis et successoribus vestris consulibus dicte Civitatis penam contentam in predicto registro circa hec ordinatam et statutam et nichilominus restituere et emendare atque resarcire omnia dampna que fecero et dederò illis personis quibus ipsa dampna dederò, et hoc ad vestram vestrorumque successorum consulum semper commonitionem et requisitionem, et super premissis omnibus et singulis volo stare ordinationi, statutis et capitulis contentis et ordinatis circa hujusmodi officium in predicto registro tamquam publice et autentice scripture. Pro quibus omnibus supradictis et singulis sic tenendis et observandis obligo vobis dictis dominis consulibus et per vos vestris successoribus consulibus dicte Civitatis omnia bona mea ubique in vita et fine. Et quod ita hoc totum semper teneam et observem et numquam contraveniam super sancta Dei euvangelia corporaliter tacta juro gratis. Et pro hiis omnibus et singulis suprascriptis ad majorem premissorum firmitatem et tuitionem vestram et vestrorum successorum consulum dono vobis fidejussores sive intercessores Johannem, macellatorem, Raimundum de Tripolo, pebrierum, et Guillelmum Bruneti, textorem, cives Narbone.

Et nos, Raimundus de Tripolo, pebrerius, Guillelmus Bruneti, textor, et Johannes Bernardi, macellator, cives Narbone, mandato et precibus dicti Raimundi de Tholosa, et pro eo et cum eo et sine eo, nos tres pariter et quisque nostrorum pro toto insolidum, renuntiantes beneficio et remedio dividende actionis et autentice de duobus reis et illi autentice que dixit reum principalem primo conveniendum, omniique juri, legi et consuetudini, remedio et auxilio quibus forte contravenire possemus, gratis tene



mur ac teneri volumus vobis predictis dominis consulibus et successoribus vestris consulibus dicte Civitatis et illis omnibus et singulis quibus forte comiteret sive dampnum daret idem Raimundus de Tholosa ratione sui predicti officii sive in predicto officio, videlicet pro centum libr. turon. contentis in registro dicti consulatus et pro pena seu penis in eodem registro appositis, contentis et expressis et pro toto dampno sive dampnis si que forte, quod absit, dictus Raimundus de Tholosa comiteret sive daret aut faceret aliquibus personis prout plenius continetur in statutis sive capitulis ordinatis in registro supradicto circa officium corratairie supradictum, cui registro et ordinationi sive capitulis contentis in eodem credi volumus atque stare prout ibi est ordinatum tamquam publice et autentice scripture quo ad omnia supradicta et singula si forte dictus Raimundus de Tholosa aliquid committeret in predictis et circa dictum suum officium, ut superius continetur. Unde pro predictis omnibus et singulis sic attendendis et complendis obligamus vobis dictis dominis consulibus et per vos vestris successoribus consulibus dicte Civitatis et omnibus illis quorum intererit vel interesse poterit, et tibi notario infrascripto pro ipsis stipulanti, omnia bona nostra ubique in vita et fine. Et quod ita teneamus et observemus et numquam contraveniamus super sancta Dei euvangelia corporaliter tacta gratis juramus. Horum omnium sunt testes Petrus Melloni, Bernardus de Casanova, Pontius Auriola, textor, cives Narbone, et ego Arnaldus Rosseti, publicus Narbone notarius, qui hec omnia rogatus et mandatus scripsi et in formam publicam reddegi.

(Pièce parch., original).

## XXIV

**1278** — Ides d'août (13 août). — Le procureur des consuls du Bourg présente au viguier royal de Béziers des lettres par lesquelles ces consuls protestent contre l'ordre que leur a donné le viguier d'interdire aux Narbonnais de tirer vengeance des gens de Ginestas. Ils n'ont le pouvoir de rien permettre ou interdire à ce sujet.

In nomine Domini. Universis et singulis presentem scripturam publicam pateat inspecturis quod Petrus Cappanerie, burgensis Narbone, missus a dominis consulis Burgi Narbone, Ymberto de Stabulo, Berengario Boneti, Petro Amandi, Guillelmo Guiraudi, paratore, et Petro Arnaldi, argenterio, accessit personaliter coram nobili viro domino P. de Rossya, milite, vicario Biterris domini regis, et eidem ex parte dictorum consulum et mandato presentavit et tradidit quasdam litteras sigillo ipsorum consulum sigillatas tenorem hujusmodi continentes: Nobili viro provide et discreto, plurimum reverendo domino P. de Rossya, militi, vicario Biterris domini regis, consules Burgi Narbone salutem. Cum servicio et honore vestre nobilitatis recepimus litteras in quibus vidimus contineri quod nos permisimus seu licentiam dedimus quibusdam hominibus de Narbona qui ab aliquibus castri de Genestaribus se dicebant offensos quod de illis possent auctoritate propria sumere ultionem, quod, salva vestri reverentia, nec est credibile, nec est verum. Cum tamen eisdem vestris litteris nobis dederitis in mandatis quod dictis hominibus qui se dicunt offensos inhi-

beamus ne ullos offendant homines dicti castri, et si hoc fieret quod non solummodo in auctores set in nos vestra procederet curia ad vindictam, merito admiramus cum non habeamus auctoritatem aliquam iuhibendi vel etiam permitendi, veluti jurisdictionem vel cohertionem in aliquos non habentes. Si tamen occasione hujusmodi velletis in aliquo contra nos seu villam Narbone procedere, ad nobilem virum dominum Philippum de Montibus, militem, domini regis senescallum Carcassone et Biterris, scriptis presentibus nomine nostro et universitatis dicti Burgi appellamus apostolos licet extra iudicium constituti cum instantia postulantes, ponendo nos et singulos dicte universitatis sub protectione et deffensione domini regis ac dicti domini senescalli ejusdem. In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo nostro fecimus sigillari. Actum et datum Narbone pridie idus augusti anno Domini .m<sup>o</sup>.cc<sup>o</sup>.lxx<sup>o</sup>. octavo.

Que siquidem littere lecte fuerunt in vulgari domino vicario supradicto et eidem per dictum Petrum Cappanerie, nomine et mandato quibus supra, presentate et tradite in curia Biterris domini regis, anno quo supra idus augusti, sub testimonio domini Guillelmi Bonimancipii, iudicis ejusdem curie, Johannis Merciarii, notarii Biterris, Petri Ramerii, notarii Narbone, Guillelmi Augerii, Petri de Podaleriis, Raimundi Alpharici, et mei Raimundi Sigarii, notarii Narbone publici, qui ad mandatum et requisitionem dicti Petri Cappanerie hec omnia scripsi et in formam publicam redegei.

(Pièce parch., orig.)

## XXV

**1279** — Nones de janvier (5 janvier). — Décision des anciens de Pise prise en vertu d'une délibération du conseil de cette ville du 5 décembre précédent, et par laquelle est confirmée et interprétée la convention conclue le 26 septembre 1275 entre Narbonne et Pise (1).

In eterni Dei nomine. Amen. Consilium senatus credentie antianorum Pisani populi et eorum consilii minoris et majoris videlicet quindecim per quarterium et duodecim de populo, consulum maris, consulum mercatorum, consulum artis lane, capitanei et priorum septem artium sub sacramento petitum a nobis Tarlato de Aritio Pisis potestate, cum in pactis habitis inter Francischum Tadi, sindicum Pisis comunis, sindicatus nomine pro ipso comuni, ex una parte, et dominum Jacobum Jordane, civem Nerbone, et quosdam alios de Nerbona, ex altera parte, contineatur expresse quod Pisani omnes et qui Pisano nomine censentur transeumtes tam per mare quam per terram cum mercationibus et rebus ipsorum per partes Nerbone teneantur et debeant solvere denarios duos per quamlibet libram de mercationibus eorum quas secum habuerint predictis domino Jacobo et aliis de Nerbona pretextu lausuum et represalliarum quas habebant contra Pisanos, et etiam contineatur in dictis pactis quod per consilium Pisane civitatis statui et decerni debeat et interpretari a quibus et de quibus lignis transeuntibus

---

(1) Cette convention a été publiée par Mouynès, d'après une copie, dans les *Annexes de la série AA. de l'Inventaire des archives de Narbonne*, p. 138; ces mêmes archives possèdent deux expéditions originales de cette convention.

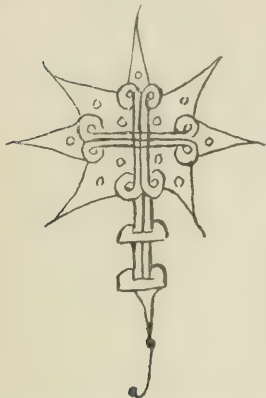
per dictas partes Nerbone cum mercationibus Pisanis predicti denarii duo per libram solvi debeant et dari predictis dominis Jacobo et aliis de Nerbona, si consulitis et placet vobis quod predicti duo denarii per libram solvantur et dentur ab illis Pisanis et qui Pisano nomine censentur transeuntibus per partes Nerbone cum lignis et in lignis quibus gradus Nerbone servire potest, vestra parabola et consilio vel quod aliud inde vobis placet et sit faciendum consulite.

Suma supradicti consilii, facto inde partito a supradicto potestate, ut moris est, in palatio comunis Pisani in solario ubi fiunt consilia, presentibus domino Franciscio de Curte, iudice, et Moncone, notario et cancellario Pisani comunis, et Vitale, notario de Calci, et Tricamanno (?), notario scriba publico cancellarie Pisani comunis, est quod per antianos Pisani populi vel sapientes viros ab eis eligendos provideatur et provideri possit et debeat semel et pluries et totiens quotiens eis videbitur et placuerit. Ita quod totum et quicquid provisum, decretum aut ordinatum per ipsos antianos tantum vel sapientes viros tantum fuerit, valeat et teneat et firmum et ratum sit et executioni mandetur ac si fieret autoritas hujus consilii. Dominice incarnationis anno millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, indictione sexta, nonas decembris.

Postea vero, tempore domini Rainaldi de Riva, Pisani potestatis, millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, indictione sexta, nonas januarii, providerunt antiani Pisani populi habentes de hoc bailiam et mandatum a predicto consilio celebrato nonas decembris quod pacta facta inter Francischum Tadi, sindicum Pisani comunis, sindicatus nomine pro comuni Pisano, ex una parte, et dominum Jacobum Jordane, civem Nerbone, pro se et quibusdam aliis de Nerbona, in quibus pactis continetur quod de dampnis et malefactis datis et factis a Pisanis hominibus de Nerbona denarii duo per libram recolligi debeant a



Pisanis et qui Pisano nomine censentur, sint firma et rata prout in illis pactis plenius continetur. Item interpretando providerunt quod supradicti duo denarii qui recolligi debent a Pisanis et qui Pisano nomine censentur, recolligantur de mercibus Pisanorum qui reducentur et portarentur in lignis transeuntibus per mare Nerbone quibus gradus Nerbone servit et servire potest.



Ego Johannes, quondam Petri de Buiti (?), imperialis aule notarius, predicta omnia ut in actis cancellarie Pisani comunis inveni, ita scripsi et firmavi.

*Au verso*: Carta de cofermation feita per lo comun de Pizan de ja levada que fazia de .ij. dr per lib. per pagar a homes de Narbona per lo dampnage que lor avian donat.

(Pièce parch., expédition faite à la date de l'acte).

## XXVI

**A. 1280** — 8 des ides de juin (6 juin). — Quittance d'une somme prêtée à intérêt aux consuls du Bourg.

In anno Domini .m°. cc°. lxxx°. , Philipo Francorum rege regnante, octavo ydus junii. Noverint universi presentes pariter et futuri quod ego Raimundus Agarni, burgencis Burgi Narbone, confiteor et in veritate recognosco vobis Amorosio, burgenci Burgi Narbone et B. de Montecolivo, jurisperito, Guirauda de Opiano, consulibus dicti

Burgi, nomine ipsius consulatus vos michi solvisse et satisfecisse plene et integraliter sine diminutione, et me a vobis recepissee et habuisse etiam numerando ducentas libras Malg. quas tradidi Laurencio de Seragossa et Raimundo Andree Serra, Ugoni de Sancto Barcio, Raimundo de Moscio, Petro R. de Tantevolio, sutori, consulis Burgi Narbone, nomine ipsorum et locius Burgi universitatis et singulorum ipsius, in quibus solvendis et in lucro quod fieret cum dictis ducentis libris pro parte me contingente de dicto lucro qua[n]tum Guillelmus de Posaleriis, mercator Burgi Narbone, lucraretur cum aliis ducentis libris Malg. de sua peccunia in viaticis de Francia per se vel per alium suo nomine faciendis et in suo operatorio, sicut tamen Deus eidem mercatori scilicet Guillelmo de Posaleriis suas predictas ducentas libras salvaret de periculo et fortuna in viaticis et suo operatorio de Narbona, tam predicti Laurencius et Raimundus Andree, Ugo de Sancto Barcio, R. de Moscio et Petrus R. de Tantevolio, sutor, et pro eis et sine eis Petrus Pastoris, R. Fabri, G. Arnaudi de Trularibus, Berengarius Boneti, Petrus Capanerie et B. de Palma, mercatores, et Petrus Fulquini et Petrus Pagesii, R. Daval, Petrus Redorta, Bernardus Gastoni, Johannes de Milaribus, Johannes Bellushomo, paratores, et R. Guillelmi, mercator, Guiraudus de Malgorio, B<sup>r</sup> de Riparia, R. Berengarii, frater ejus, Petrus Boneti, Guillelmus de Olargiis, B<sup>r</sup> de Petragoricis, G. Amelii filius quondam B. Amelii, P. R. Bedocii, minor dierum, B. Dallini, B. de Monteolivo, B. Gaucelmi, burgeneses Narbone, P. Arnaudi, argenterius, G. de Palairaco, Petrus Yverni, B. Revelli, bladerii, G. de Rofiano et Guiraudus Saurelli, sutores dicti Burgi Narbone. se et quisque eorum pro toto insolidum et bona sua obligaverant michi dicto R. Agarni, ut hec apparent manifeste in instrumento publico inde confecto per manum Vesiani Guiraudi, scriptoris publici Narbone, in anno nativitatis Christi .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>.

lxx°. sexto, .xj°. kalendas januarii. De quibus siquidem ducentis libris et etiam in quinquaginta et quatuor libris et duodecim denariis Malg. pro lucro me contingente dictarum ducentarum librarum quas me confiteor habuisse, sicut G. de Posaleriis supradictus cum aliis ducentis libris suis et de sua peccunia in viaticis de Francia et suo operatorio lucratus est, facto legali computo inter me et vos Amorosium, B. de Monteolivo, Guiraudum de Opiano, consules nunc Burgi Narbone et alios consules vestros socios et consortes, per me et meos vos et vestros et omnes ceteros superius nominatos et heredes ac successores eorum et bona omnia vestra ac omnium superius nominatorum heredum et successorum eorundem et ab omni vinculo obligationis in perpetuum aquitio, libero, diffinio et absolvo, pactum finemque et refutationem de non petendo aliquid aliud ulterius pro predictis ducentis libris et lucro et vestris infantibus et successoribus et omnium predictorum nominatorum et etiam omnibus suis et successoribus faciens sempiternum; renuntians scienter et expresse exceptioni michi non numerate peccunie, etc. Et nos Amorosius, B. de Monteolivo, Guiraudus de Opiano, consules supradicti, nostro nomine et consortium nostrorum et predicti nomine consulatus, volumus et de nostro consensu et voluntate procedit quod si réperiretur vel reperiri possent aliqua alia instrumenta recognitionis vel diffinitionis alicujus solutionis predictæ peccunie vel aliquid aliud instrumentum cum hoc presenti publico instrumento deletum, cancellatum habeatur perpetuo et etiam annullatum, et ipsis instrumentis in judicio vel extra nullatenus fides aliqua habeatur et nobis et nostris predecessoribus et successoribus nulla utilitas interveniri possit nec vobis dampnari in aliquo set ut dictum est in perpetuum deleta remaneant et etiam cancellata, presenti publico instrumento in suo robore duraturo. Hujus rei sunt testes P. R. Mainardi, bajulus curie domini archiepiscopis-

copi Narbonensis, et Petrus R. Bedocii, vicarius ejusdem curie, et B. de Posaleriis, Arnaudus de Laureto, jurisperiti, Petrus de Caneto, capellanus ecclesie Sancti Sabastiani Narbone, et ego Petrus R. Sarrallarii, scriptor Narbone publicus, qui hec scripsi.

(Pièce parch., original).

**B. 1281** — Ides de février (13 février). — Autre quittance d'une somme prêtée aux consuls du Bourg à un intérêt de deux sous par livre (1).

In anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo octuagesimo primo, domino Philippo rege Francorum regnante, idus febroarii. Noverint universi quod ego Bernardus Serra, major .xvj. annis, filius quondam et heres universalis Raimundi Andree Serre, mercatoris, auctoritate, assensu et in presentia Bernardi de Pairano, curatoris ad infrascripta specialiter michi dati per officialem curie domini archiepiscopi Narbone; et ego dictus Bernardus de Pairano, curatorio nomine, profitemur et in veritate recognoscimus vobis dominis consulibus Burgi Narbone, Raimundo Berengarii de Ripparia, Bernardo Miri, Berengario Porcelli, Raimundo Guillelmi Boquerii, Guillelmo Rasi et Petro de Tortosa, sartori, vos persolvisse nobis in presenti per manus Boneti Alfatici et Petri Arnaudi, argenterii, clavariorum dicti Burgi, quadringentas triginta et quatuor libras et .xvij. sol. Mlg. que,

(1) Cette pièce renferme d'abord une copie en forme authentique, faite le jour des ides de février 1281, d'un acte daté du 3 des ides, par lequel à la requête de Bernat Serra, « majeur de 25 ans et mineur de 14 ans », l'officiel nommé Bernat de Pairan, clerc, cousin du dit Bernat Serra, comme son curateur pour l'assister dans le recouvrement de deux dettes contractées envers feu son père, l'une par les consuls du Bourg et l'autre par le vicomte de Narbonne.

facto legali computo et summa inter nos ex una parte et vos ex altera super tribus debitis summam quadringentorum .lxxv. libr. Mlg. facientibus, in quibus consules dicti Burgi predecessores vestri et quidam probi homines Burgi ejusdem se obligarunt dicto Raimundo Andree, de quibus tribus debitis extant tria publica instrumenta que vobis reddimus, quorum trium debitorum unum est trescentarum librarum Mlg. cum instrumento publico inde confecto per manum Vesiani Guiraudi, notarii, anno Domini .m. cc. lxx. vj., .xj. kalendas januarii, et aliud est .cxxv. libr. Mlg. cum instrumento publico inde confecto per manum Raimundi Sigarii, notarii Narbone publici, anno Domini .m. cc. lxxvj., .xj. kalendas septembris, et aliud est quinquaginta libr. Mlg. cum publico instrumento inde confecto per manum Vesiani Guiraudi, notarii predicti, anno Domini .m. cc. lxxvj., .iiij. kalendas septembris, michi dicto Bernardo Serre restabant ad solvendum tam de capitali quam de lucro dictorum trium debitorum, computatis pro lucro duobus solidis pro singulis libris, juxta pacta inita inter dictum Raimundum Andree et dictos debitores, contenta in instrumentis debitorum predictorum: de quibus omnibus bene per paccatos nos tenemus et contentos renunciando, etc. Et ad majorem firmitatem ego Bernardus Serra super sancta Dei euangelia sponte juro. Et ego dictus Bernardus de Payrano, curator dicti Bernardi Serre, auctoritatem meam eidem Bernardo Serre prebeo et concedo in omnibus et singulis supradictis. Hujus rei sunt testes Petrus de Fraxino, jurisperitus, Hugo de Sancto Barcio, Raimundus Capud de Plano, Petrus de Donis, parator, Raimundus de Boutenaco, fustarius, et Raimundus Sigarii, notarius Narbone publicus, vice cujus Johannes Rosergue de Dosenchis, clericus, hec omnia scripsit. *D'une autre main*: Et ego idem Raimundus Sigarii subscribo.

(Pièce parch., orig.)



## XXVII

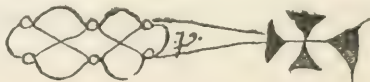
## LEUDE DE LA MER DE BÉZIERS (1270-1282).

**A. 1270-1273.** — Procédure au sujet de cette leude.

Causa pedagii maris Biterris Catalanorum contra Baudachum.

Anno Domini .m<sup>o</sup>.cc<sup>o</sup>.lxx<sup>o</sup>., .vij<sup>o</sup>. kalendas novembris. Noverint universi quod, cum Matheus de Solerio, Catalanus, pro se et pro Antiquo de Odena, mercatore de Catalonia, consule ut dicebat, et pro mercatoribus terre domini regis Aragonum conquerendo proponeret coram domino G. de Choardon, milite, senescallo Carcassone et Biterris, quod Arn. de Baudacho de Montepessullano indebite exigebat terciam partem ejusdam leude que olim percipiebatur, tamen indebite ut dicebat, apud Latas et dicebatur leuda gradus Biterris, quam dicebat predictum senescallum sine justa causa apud Venres percipi statuisset, predictus senescallus dictam causam magistro Bartholomeo de Podio, domini regis Francorum clerico, judici Carcassonne, comisit audiendam et fine debito decidendam. Actum apud Biterrim in palatio domini regis, in presencia et testimonio domini P., Dei gratia abbatis Sancti Affrodrisii Biterris, domini Rayambaldi de Salve, militis, judicis domini senescalli dicti, magistri Simonis de Carcassona judex (*sic*) Biterrim domini regis, et mei P. de Parisius de Podionauterio, notario publico domini regis Francorum, qui hec scripsi, regante Ludovico rege Fran-

corum, et signavi



# L'ATELIER MONÉTAIRE

DE SAINT-LIZIER <sup>(1)</sup>

---

## I

M. Paul Bordeaux a publié les travaux les plus intéressants sur les monnaies frappées pendant les troubles de la Ligue. Il y a un intérêt réel à faire connaître dans le Midi les résultats de ses recherches en ce qui concerne les ateliers méridionaux.

J'ai étudié moi-même, il y a quelques années, le fonctionnement de la Monnaie de Narbonne de 1589 à 1594. Quelque temps après M. Bordeaux publiait dans la *Revue numismatique* un douzain frappé avec les coins monétaires dont j'avais signalé l'existence, et je vous ai rendu compte de son travail. Je crois devoir vous entretenir aujourd'hui d'une étude non moins intéressante consacrée

---

(1) Rapport présenté à la Commission archéologique de Narbonne sur un travail de M. Paul Bordeaux publié dans l'*Annuaire de la Société française de numismatique*, année 1894, intitulé : *Les ateliers monétaires de Bordeaux et de Saint-Lizier pendant la Ligue*, gr. in-8°, 25 pages, Paris, 1894.

aux ateliers de Bordeaux et de Saint-Lizier. Le monnayage de la première de ces deux villes nous éloignerait un peu de nos recherches habituelles et nous ferait sortir de notre domaine s'il n'était intimement lié à celui de la seconde qui nous y ramènera.

Saint-Lizier, en effet, n'est pas très éloigné de nous, et son atelier temporaire fut en quelque sorte sous la dépendance de la Monnaie de Toulouse dont les rapports avec celle de Narbonne sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de vous les rappeler. Il y a là un trait d'union qui ne saurait vous échapper. Les ateliers de Narbonne et de Saint-Lizier ont employé les mêmes coins et ont fonctionné au profit du même parti.

Les habitants des deux villes, profondément attachés à la foi catholique, résistèrent aussi longtemps que possible à Henri IV. Saint-Lizier ne se soumit qu'en mai 1594 avec Toulouse et tout le reste de la province de Languedoc.

Si jamais un travail d'ensemble sur les monnaies émises à cette époque troublée était entrepris, il serait impossible de ne pas grouper les trois ateliers de Toulouse, de Narbonne et de Saint-Lizier, où les États de la Ligue ont fait monnayer tout l'argent nécessaire à la lutte dans notre région.

Saint-Lizier a eu dans l'antiquité une grande importance; c'était la ville principale des *Conсорani*; ce fut la capitale du *Conserans* ou *Couserans*. Cette vieille cité s'appelait *Austria*. C'est à un évêque du viii<sup>me</sup> siècle qu'elle doit son nom actuel. Construite sur une hauteur, dans une position difficilement accessible, sur le penchant d'une colline que longe le Salat, ce fut au moyen âge une des places fortes du comté de Comminges auquel Bernard I avait réuni, au xii<sup>me</sup> siècle, le comté de Couserans.

Vers l'an 460 saint Valier avait été son premier évêque et elle a été le siège d'un évêché jusqu'en 1789.

Ce n'est plus aujourd'hui qu'une petite ville de moins de

1,500 habitants, un chef-lieu de canton du département de l'Ariège, situé à deux kilomètres environ au nord de Saint-Girons.

Mais ses remarquables remparts romains, ses anciennes maisons, son aspect de vieille ville féodale recommandent Saint-Lizier à l'attention des touristes et des archéologues.

Il existe encore, en effet, une partie de ses anciennes murailles flanquées de douze tours dont six carrées au nord et six semi-circulaires au sud, ainsi que la principale entrée, la *porte* ou *tour de l'Horloge*. Un donjon bâti sur les ruines d'une tour romaine carrée, le palais épiscopal qui sert aujourd'hui d'asile départemental pour les aliénés, une chapelle du <sup>xiv</sup><sup>me</sup> siècle appelée autrefois Sainte-Marie de la Sède, aujourd'hui Notre-Dame, un cloître roman du <sup>xiii</sup><sup>me</sup> siècle, et enfin la cathédrale construite du <sup>xii</sup><sup>me</sup> au <sup>xiv</sup><sup>me</sup> et dédiée à Saint-Lizier, attestent également son importance passée.

L'existence du nouvel atelier monétaire a été révélée par M. Paul Bordeaux. Il ne paraît avoir fonctionné que de 1590 à 1593, mais il doit avoir produit cependant une quantité de numéraire assez considérable, car les espèces qui y ont été frappées ne me semblent pas très rares.

M. Bordeaux a fait connaître trois demi-francs et un quart faisant partie de sa collection; je n'ai eu qu'à jeter les yeux sur mes cartons pour découvrir une cinquième pièce; c'est un nouvel exemplaire du demi-franc; il est daté de 1591. Le voici :

Buste lauré de Henri III, à droite; au-dessous la lettre monétaire **K** précédée d'un point; au-dessous, entre le grènetis et le bord de la pièce, la date 1591 placée entre les deux points qui commencent et terminent la légende habituelle :

• HENRICVS • III • D • G • FRANC • ET • POL • REX •

Revers. — **H** au centre d'une croix fleuronnée et fleurdelysée.

SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM C

et un fleuron.

Un point sous la cinquième lettre.

Grènetis au droit et au revers.

Argent.

Poids, 4 gr. 95.

Le métal semble être d'assez bon aloi ; mais, comme on le voit, le poids est très faible : la pièce ne pèse pas tout à fait 5 grammes ; il est vrai que sa conservation laisse à désirer et qu'elle est un peu rognée ; néanmoins la légende et les types sont visibles dans toutes leurs parties et je ne pense pas qu'elle ait jamais atteint le poids des exemplaires de M. Bordeaux, 5, 67 ; 5, 73, et 5, 58 ; elle est en effet excessivement mince.

Le point secret sous la cinquième lettre ne paraît pas exister au droit, mais il est très net au revers ; il existe des deux côtés sur les pièces de M. Bordeaux ; mais, je le répète, mon exemplaire est beaucoup moins beau que les siens. Tous les points sont très petits.

Le profil a bien cette expression de physionomie *sui generis* dont parle M. Bordeaux, si différente de celle de toutes les autres monnaies de Henri III. C'est la reproduction du buste usité à Toulouse de 1590 à 1593. C'est ce même type qui était employé à Narbonne à la même époque. C'est évidemment la Monnaie de Toulouse qui fournissait aux deux ateliers les poinçons nécessaires à la fabrication des coins. Nous possédons un de ces poinçons.

II

Ainsi nous nous trouvons en présence d'espèces portant le point secret de Toulouse et la lettre monétaire de Bor-



deaux, et nous savons maintenant qu'elles ont été frappées à Saint-Lizier. Mais comment explique-t-on cette singulière anomalie et comment connaît-on le nom de la ville où ces pièces ont été émises? C'est aux savantes recherches de M. Paul Bordeaux que nous devons tout cela; nous allons maintenant suivre pas à pas son intéressant travail.

Notre confrère a retrouvé une ordonnance de Henri IV du 5 juin 1596 décrivant les pièces de 10 sols et de 5 sols, c'est-à-dire les demi-francs et les quarts frappés à Saint-Lèze avec la lettre **K** (1).

Il devait, nous dit-il, la communication de ce document à M. Blanchet, le savant sous-bibliothécaire du Cabinet des médailles. Mais quel était ce Saint-Lèze qui employait le même différent monétaire que Bordeaux et pourquoi l'employait-il ou l'avait-il employé?

La ville de Bordeaux avait hésité à se prononcer en faveur de Henri IV; le 3 septembre 1589, une députation avait été envoyée au roi pour le supplier d'abjurer le protestantisme et de rentrer dans le giron de l'Église catholique, apostolique et romaine; mais elle avait échoué; aussi ce ne fut que vers le milieu de 1590 que la ville et une partie de la Guienne se soumirent définitivement au pouvoir royal. Il est clair que jusqu'à cette époque la Monnaie dut se servir des anciens coins de Henri III.

M. Bordeaux décrit en effet un demi-franc de 1589 portant le différent **K**, mais dont le profil royal ne ressemble pas du tout à celui des espèces émises à Saint-Lizier; il fait suivre la description de cette pièce des remarques suivantes:

---

(1) *Lettres patentes du Roi pour l'observation de l'ordonnance faite par le règlement général des Monnaies de l'an 1577*, à Paris, chez la veuve Nicolas Rosset, à la Roze blanche, sur le pont Saint-Michel. — *Les ateliers monétaires de Bordeaux et de Saint-Lizier pendant la Ligue*, par Paul Bordeaux, p. 2.

« Au-dessous du buste de Henri III lauré, la date 1389  
« surmonte les deux chiffres 13, comme si l'on avait essayé  
« de poinçonner sur le coin une autre date, telle que 1390,  
« en remplacement de la précédente. Cela semble, à pre-  
« mière vue, un accident de tréflage ou de glissement de  
« coin ; cependant, comme tout le surplus de la pièce est  
« d'une conservation parfaite, il est probable qu'il faut  
« voir là l'indice d'une frappe postérieure à 1389. Les  
« autres exemplaires des demi-francs de Henri III que  
« nous avons, et provenant du même atelier, portent leurs  
« dates 1388 ou 1389 intactes et ont l'inscription complète  
« **POL · REX**, telle qu'elle figurait sur les espèces depuis  
« le début du règne au lieu de la mention fautive et le  
« plus souvent ligueuse **PO REX**, que nous relevons en  
« notre légende. **HENRICVS · III · D · G · FRAN · ET ·**  
« **POREX** (petite mitre épiscopale placée de côté, lettre  
« monétaire **K** au-dessous des deux dates. »

Le revers de cette pièce qui fait partie de la collection Paul Bordeaux n'offre rien de particulier :

**K · SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICT ·**

**H** au centre d'une croix fleuronnée et fleurdelysée.  
Poids, 6 gr. 78.

Je possède un demi-franc portant une date un peu antérieure, que je considère aujourd'hui comme au moins aussi intéressant que le précédent, car il me semble élucider une question que celui de M. Bordeaux n'éclaircit pas entièrement. Le voici :

**HENRICUS · III · D · G · FRANC · ET · POL · REX**

Buste lauré de Henri III à droite ;  
Au-dessous du buste 1387 ;

Encore au-dessous, après le grènetis, entre le commencement et la fin de la légende *répétition de la même date* 1587.

Revers. — Type habituel du demi-franc ;

**SIT · NOMEN · DOMINI · BENEDICTVM ·**

Lettre monétaire **K** entre le commencement et la fin de la légende.

Poids, 7 grammes.

Vous pensez évidemment, Messieurs, qu'il n'y a là qu'un simple accident monétaire, que la pièce a glissé sous le coin et qu'elle a été accidentellement surfrappée. Je suis absolument convaincu du contraire, et, quand vous aurez examiné mon demi-franc, vous partagerez ma conviction. Il a été surfrappé, cela est certain, mais ce n'est pas accidentellement.

Il est en parfait état de conservation ; les trois quarts au moins de sa surface ne présentent absolument aucune trace de surfrappe ; la légende ne commence à s'embrouiller qu'à partir de **ET · POL ·** ; jusque là elle est d'une parfaite netteté ; la fin seule est confuse ; le buste royal n'est pas surfrappé ; seul le bas de la pièce l'a été. La partie qui porte les deux dates est visiblement amincie et écrasée ; sous la pression le métal a fait une saillie qui détruit en cet endroit la régularité de la circonférence.

Le revers n'offre aucune particularité. Il n'est pas surfrappé ; mais il semble avoir été aplati surtout dans la partie qui correspond aux deux dates du droit. La pièce d'ailleurs est parfaitement plate, quoiqu'elle ne soit pas usée.

On dirait qu'on a réellement voulu imprimer après coup la date 1587 sur une monnaie qui la portait déjà, et que pour cela on s'est servi d'un coin de cette année qu'on a

eu soin de maintenir légèrement incliné afin que la percussion ne soit supportée que par la partie inférieure de la médaille.

Mais dans quel but aurait-on pratiqué une pareille opération? Voici ce que j'en pense.

L'ordonnance du 3 juin 1596 avait décrété les espèces *forgées durant les troubles* à Saint-Lèze sous la marque **K**; mais on avait également frappé à Bordeaux durant les mêmes troubles des monnaies portant le même différent **K**. Henri IV n'entendait pas entraver la circulation de ces pièces qui étaient de bon aloi; mais l'édit du 3 juin ne donnait pas les dates que portaient les espèces décriées. Sans doute le profil des monnaies bordelaises n'était pas tout à fait semblable à celui des pièces de Saint-Lizier, mais il fallait les regarder de près pour s'en convaincre; sans doute une petite mitre d'évêque, marque du maître de la Monnaie de Bordeaux, permettait de reconnaître les produits de cet atelier, mais il fallait le savoir et avoir de bons yeux pour la distinguer (1); enfin ces espèces étaient de bon aloi et avaient le poids légal, mais on ne pouvait pas avoir toujours la balance à la main. Il en résultait que les porteurs de pièces frappées à Bordeaux en 1589 et 1590 ne pouvaient point s'en défaire, quoiqu'elles fussent excellentes.

Je pense donc qu'en 1596, après l'ordonnance du 3 juin, pour mettre un terme à toutes les contestations qui devaient en résulter, on doit avoir été obligé de les contremarquer pour prouver qu'elles pouvaient légalement circuler et qu'elles étaient de bon aloi et qu'au lieu de leur appliquer une contremarque spéciale on s'est contenté de les surfrapper partiellement dans le voisinage de la date, soit au moyen de coins antérieurs à l'année de leur émission,

---

(1) On peut en dire autant du point secret pour les pièces de Saint-Lizier; il fallait être initié à tout cela.

soit plutôt avec ceux de cette même année, pour ne pas commettre officiellement un acte illégal en antidatant une monnaie. Répéter la date suffisait ; c'était la souligner et dire au public : Nous avons revu la pièce, elle a parfaitement été émise à Bordeaux, elle a cours légal.

Si cette supposition est fondée, il doit exister un bon nombre de monnaies portant la lettre **K** et des millésimes variant de 1387 à 1390 portant des traces de surfrappe. Le fait seul d'avoir été ainsi estampillées, quelle que fût la date lisible, devait constituer une garantie suffisante.

Le procédé employé pour effectuer cette opération étant des plus simples et des plus expéditifs, il est clair qu'on a dû l'appliquer à des pièces qui pouvaient s'en passer, mais qui de la sorte étaient mises à l'abri de tout soupçon. Mon demi-franc rentrerait dans cette catégorie. Ou bien alors il faudrait admettre la première hypothèse, c'est-à-dire qu'on surfrappait les monnaies suspectes avec des coins antérieurs ; les deux dates seraient alors accidentelles ; elles seraient le résultat d'un glissement pendant la seconde frappe. Mais la dernière supposition est la plus vraisemblable ; il suffirait de retrouver une autre pièce portant deux fois le même millésime pour transformer sa vraisemblance en certitude. Le demi-franc de M. Paul Bordeaux laisse la question indécise, puisque les deux premiers chiffres seulement de la seconde date se sont imprimés. Mais dans tous les cas l'existence de ces deux pièces présentant la même particularité donne un certain degré de probabilité à l'une de mes deux suppositions, peut-être aux deux, car on a bien pu antidater les monnaies de 1390 et de 1389 et surfrapper sans nécessité absolue, comme je l'ai dit plus haut, quelques pièces des années précédentes (1).

---

(1) L'ordonnance du 5 juin 1596 décriait les espèces *forgées durant les troubles* sous la marque **K** sans indiquer les dates que portaient ces espèces,



Je ne hasarde tout cela que sous les plus expresses réserves. Pour se prononcer il faudrait examiner un grand nombre de monnaies, pour constater s'il en est réellement quelques-unes dont les dates paraissent avoir été surfrappées. Malheureusement les collectionneurs ne recherchent pas précisément les médailles dont les légendes sont confuses et il ne faut pas s'attendre à en trouver beaucoup, quoiqu'il en ait peut-être beaucoup existé.

Mais revenons à la question principale.

Vers le milieu de 1590 le duc de Nevers, gouverneur de la Guienne, se soumit à Henri IV.

A partir de ce moment, l'usage des anciens coins de Henri III dut être définitivement abandonné. C'est ce qu'établit très clairement M. Paul Bordeaux tant par les documents que par les monnaies.

Avant la fin du premier semestre de 1590, l'atelier de la ville émettait des espèces au nom du nouveau roi.

M. Paul Bordeaux décrit un demi-franc de Henri IV et un quart de franc datés de 1590 portant la lettre **K**, et qui font partie de sa collection.

Passons maintenant à Saint-Lizier, car vous avez deviné que c'est avec cette localité que Saint-Lèze doit être identifié. C'est ce qu'il s'agissait de trouver d'abord et de prouver ensuite. C'est ce qu'a fait M. Bordeaux. Laissons lui la parole.

« Le Parlement de Toulouse, par arrêt du 3 juillet 1590,  
« ordonna dorénavant la fabrication de monnaies *en la*  
« *ville de Saint-Lèze*. Cet arrêt coïncide comme date avec  
« la soumission de Bordeaux à Henri IV. Les Politiques,

---

comme je l'ai fait remarquer. Cela rendait suspectes des pièces qui, ayant été émises avant l'ouverture de l'atelier de Saint-Lizier, ne devaient pas l'être. Les surfrapper d'une manière évidemment intentionnelle, c'était bien dire qu'elles avaient été vérifiées et qu'elles ne tombaient pas sous le coup de l'ordonnance du 5 juin.

« expatriés de la capitale de la Guienne et de ses alentours,  
« voulurent créer dans le Midi un centre provisoire de  
« résistance jusqu'au moment où ils pourraient rentrer  
« dans leur cité. La requête qui précède cet arrêt fut en  
« effet présentée par les syndics et députés du pays de  
« Guienne, c'est-à-dire par les gens de cette contrée qui  
« avaient refusé de reconnaître Henri IV et qui suivaient  
« le parti de la Ligue ou des Politiques. Cette décision du  
« Parlement eut pour but notamment de donner du tra-  
« vail aux ouvriers monnayeurs, qui avaient quitté Bor-  
« deaux au moment où son gouverneur avait soumis la  
« cité au pouvoir naissant de Henri IV. »

Et voilà pourquoi la Monnaie de Saint-Lèze se servit du différent de celle de Bordeaux.

Le nouvel atelier fut aussitôt mis en activité, mais un deuxième arrêt du 24 octobre ordonna de transférer au plus tôt l'atelier de Saint-Lèze *en la ville de Lombez en Comminges* à cause de *l'incommodité de la ville de Saint-Lézer*; l'arrêt était encore rendu sur la requête présentée par le *Syndic du pays de Guienne*.

Mais la ville de Lombez était trop voisine de la frontière du Béarn; sans doute on y était mieux qu'à Saint-Lèze, on y était dans tous les cas moins loin de la capitale de la Guienne, mais on y était moins en sûreté. On n'y resta pas, si toutefois on y était allé, car M. Bordeaux pense que l'atelier de Lombez ne fut jamais ouvert.

En effet quatre mois après, le 12 mars 1591, le Parlement de Toulouse, toujours sur la *requête présentée par les syndics et députés de Guienne*, rendait un nouvel arrêt dans lequel il est dit que la fabrication « des pièces de 3  
« et 10 souz dosains ordonnée estre faicte au pays de  
« Guienne sera remise en la ville de Saint-Lézer, où elle  
« avait été cy-devant établie. »

La ville de Saint-Lèze ou de Saint-Lézer n'est autre que Saint-Lizier.

M. Bordeaux cite un document qui le prouverait d'une façon péremptoire si cela était nécessaire. Les deux formes anciennes Saint-Lèze et Saint-Lézer y sont indistinctement employées pour désigner la ville où résidait l'évêque de Couserans. Or le siège de cet ancien évêché est Saint-Lizier.

M. Paul Bordeaux nous donne ici quelques parties du texte de l'ordonnance du 3 juin 1596 où sont décrites les « pièces de 10 sols et de 5 sols, forgées durant les troubles « .....es-villes de Saint-Lèze sous la marque K, lesquelles « les sont affaiblies et impurées de la quatrième partie... »

Ces pièces « empirées et affaiblies de poids » devaient être portées à la Monnaie de Toulouse « pour y être fondues et converties en autres espèces des poids et lois « portés par ladite ordonnance, sauf à ceux qui les portent leur recours pour la tare qu'ils souffriront en « ladite refonte contre les maîtres et fabricateurs des dites « espèces, leurs cautions, alliés et complices. »

La Monnaie de Toulouse devait racheter les pièces décrites au taux indiqué par l'arrêt du 1<sup>er</sup> juin 1590 que j'ai cité à propos des espèces émises à Narbonne.

Quant au droit de recourir pour la perte résultant de l'affaiblissement du titre et du poids contre les maîtres et leurs cautions, il semble, au moins cette fois, avoir été illusoire, car Henri IV, par un édit du mois de janvier 1596, c'est-à-dire un peu antérieur, avait déclaré pour assurer la paix du royaume « quitte et déchargé de toutes « recherches aussi bien pour perception de deniers « publics... que pour tous actes de fabrication de monnaie... non seulement le duc de Mayenne, les seigneurs, « gouverneurs, officiers, corps de ville, communautés, « mais encore tous autres particuliers qui les ont suivi » (1).

---

(1) Goulart, *Mémoires de la Ligue de 1576 à 1598*, t. vi, p. 353; Paul Bordeaux, *Les ateliers monétaires de Bordeaux et de Saint-Lizier*, p. 25.

### III

Ainsi il est maintenant bien établi, grâce aux savantes recherches de M. Paul Bordeaux, qu'un atelier a fonctionné de 1590 à 1592 ou 1593 à Saint-Lizier, qu'il employait la lettre monétaire **K** et le point secret de la Monnaie de Toulouse.

Les espèces qu'il émettait portent en outre un **C** et une rosace à la fin de la légende du revers comme marques des officiers monétaires de cet atelier. La lettre **C** est, selon toute probabilité, l'initiale du nom du maître de la Monnaie de Saint-Lizier qu'il n'a pas encore été possible de découvrir.

Les pièces retrouvées sont le demi-franc dont M. Bordeaux possède, comme on l'a vu plus haut, trois exemplaires portant les dates de 1590, 1591 et 1592, et le quart de franc dont il possède un exemplaire seulement, daté de 1591.

Nous nous trouvons bien en présence des monnaies décriées dans l'ordonnance du 5 juin 1596, « des pièces de « 40 sols et de 5 sols affaiblies et impurées de la quatrième partie ». Le poids légal de la pièce de 40 sols ou demi-franc est de 7 gr. 094; les monnaies retrouvées pèsent 5,67; 5,73 et 5,58; mon exemplaire 4,95; le poids légal de la pièce de 5 sols est de 3 gr. 547; le quart de franc retrouvé pèse 2,70.

Quant au titre, il est évident que les mots « affaiblies et « impurées » s'appliquent également à la pureté du métal.

L'atelier de Saint-Lizier a-t-il émis d'autres espèces que les précédentes ?

Le catalogue Legras mentionnait un douzain de Henri III frappé pendant la Ligue avec la lettre **K**. On ne sait ce qu'il est devenu. Mais s'il est de 1589 ou 1590 et porte une petite mitre d'évêque, il appartient à l'atelier de Bordeaux : pour appartenir à Saint-Lizier, il faut qu'il soit de 1590, 1591 ou 1592 et porte le **C** et la rosace du maître de la Monnaie.

Il n'est donc pas encore possible de répondre à cette question.

L'atelier de Saint-Lizier aurait été fermé dès 1593 « ou « du moins, s'il a continué de frapper monnaie cette « année-là, il a omis de modifier la date de 1592, qui est la « dernière retrouvée sur le numéraire provenant de cette « cité. »

#### IV

Il me reste encore quelques observations à présenter. D'abord au sujet de l'atelier de Lombez qui, selon M. Bordeaux, n'aurait jamais été ouvert. Je partage sa manière de voir. Cependant il faut remarquer que, s'il en était autrement, les monnaies ne nous le révéleraient pas. Elles seraient, je crois, absolument semblables à celles de Saint-Lizier ; il est évident qu'on n'aurait pas touché au point secret ni à la lettre **K**, et on ne voit pas trop pourquoi les officiers monétaires en se transportant à Lombez auraient modifié leurs différents personnels.

Quant aux autres monnaies qui indépendamment du demi-franc et du quart pourraient avoir été émises, de ce



qu'elles ne sont pas mentionnées dans les documents retrouvés, il ne s'ensuit pas qu'on n'en ait pas frappé. Et quant à l'époque où l'atelier fut fermé, on peut supposer que ce fut en 1393. Mais on peut aussi se demander pourquoi le travail aurait cessé un an environ avant la soumission de la province, si ce n'est par suite du manque de matières. Et encore dans ce cas on pourrait penser qu'on a fabriqué à Saint-Lizier, comme en tant d'autres ateliers éphémères, des douzains et des doubles tournois, ne serait-ce que pour faire travailler ces ouvriers de Guienne pour lesquels l'atelier avait été ouvert. On travaillait bien à Narbonne en 1394, comme le prouvent nos coins monétaires et le douzain retrouvé et publié par M. Bordeaux.

Mais notre Monnaie, comme je l'ai déjà dit maintes fois, ne saurait être assimilée à tous ces ateliers temporairement ouverts pendant les troubles. Notre atelier existait avant 1389 et je saisis l'occasion de vous dire que je suis de plus en plus convaincu qu'il n'a pas été fermé en 1394, comme je l'avais pensé tout d'abord. Je vous ai déjà parlé d'une ordonnance du 3 mars 1396, suspendant la fabrication des douzains et des doubles tournois dans diverses villes, parmi lesquelles figure Narbonne. J'avais trouvé cette ordonnance dans un travail de M. Roger Vallentin. Je me demandais cependant si notre atelier ne figurait pas après celui de Toulouse par suite de l'habitude qu'on aurait eu déjà de les associer. Cela ne me paraît pas admissible. M. Vallentin a bien voulu me transmettre la liste des villes mentionnées dans l'ordonnance du 3 mars 1396 et l'ordre dans lequel elles sont placées. Le voici : « Rouen, Troyes, « Dijon, Lyon, Grenoble, Aix, Villeneuve-les-Avignon, « Montpellier, Narbonne, Thoulouze, Bayonne, Bour-  
« deaux, La Rochelle, Lymoges et Ryom ». C'est l'ordre géographique; la Monnaie de Narbonne est nommée à côté de celle de Toulouse, cela est vrai, mais elle est à son rang; elle est d'ailleurs citée avant; cela exclut toute idée de dépendance.

Comme vous le voyez, j'avais raison de vous dire que l'atelier de Saint-Lizier nous ramènerait à notre Monnaie.

Il ne me reste plus qu'à féliciter M. Paul Bordeaux et à le remercier de tout ce qu'il nous a révélé sur le fonctionnement de nos ateliers méridionaux pendant la Ligue. Il poursuit ses recherches qui ont eu déjà de si heureux résultats. Nous pouvons donc nous attendre à de nouvelles révélations. Comptons sur lui pour résoudre cette infinité de problèmes que soulèvent les émissions monétaires de cette époque troublée.

G. AMARDEL.

## ÉTUDES SUR NARBONNE ROMAINE

---

### III

#### LES ADMINISTRATEURS DE LA NARBONNAISE SOUS LA RÉPUBLIQUE

« Les Romains s'établissaient dans leur nouvelle conquête quand un événement imprévu, immense, effroyable comme un cataclysme du globe, faillit tout emporter, et l'Italie elle-même (1). » De cette invasion des Cimbres et des Teutons qui fut, en effet, formidable et fit trembler Rome pendant près de dix ans nous n'avons à retenir que ce qui concerne la Narbonnaise.

Il nous suffira de dire qu'avant Marius aucun général romain ne put résister à ces barbares dans la Gaule (2). Ces défaites continuelles des armées romaines devaient fatalement produire une certaine excitation dans la Narbonnaise, surtout dans ce pays récemment conquis et mal délimité de Carcassonne et de Toulouse, où la domination romaine était encore regardée comme une domination étrangère. Aussi Toulouse, la ville sainte des Tecto-

---

(1) Michelet.

(2) Plutarque, *Marius*, xi, 3.

sages, se soulève et met aux fers la garnison romaine (1). Mais, avant que la révolte ait eu le temps de se propager, le consul *Q. Servilius Cæpio*, chargé de la *provincia* en Narbonnaise, accourt avec des troupes récemment arrivées d'Italie et met le siège devant Toulouse. La résistance des habitants fut des plus vaillantes et des plus courageuses; la trahison seule put permettre aux Romains de pénétrer dans la ville à la faveur de la nuit. Quand ils y furent parvenus, ils firent main basse sur les trésors sacrés et les pillèrent sans merci (106 avant notre ère).

La prise de Toulouse ne fut cependant pas d'un grand secours aux armes romaines. *Servilius Cæpio*, prorogé à l'expiration de son année de consulat en qualité de proconsul, ayant par conséquent la *provincia*, mais obligé de s'incliner devant l'*imperium* (2) du nouveau consul, *Cn. Mallius Maximus*, supportait impatiemment cette autorité supérieure à la sienne dans un pays où il venait de commander en maître. Profitant de la mésintelligence des deux généraux, les barbares, alors tous réunis, *Cimbri*, *Teutones*, *Tigurini*, *Ambrones*, infligent aux légions romaines une sanglante défaite à Orange.

Ce fut alors que le Sénat éleva *Marius* au consulat. Lorsque ce dernier prit en 104 possession de son com-

(1) Toulouse était une ville fédérée (Dion Cassius, XCVII), mais dans le traité (*fœdus*) il avait été convenu qu'elle aurait une garnison romaine. Toulouse avait donc, comme tout le peuple tectosage, conservé ses anciennes lois et ses coutumes. C'est ainsi que les Tectosages conservèrent leurs anciens chefs, Copill par exemple. Le Sénat avait tout intérêt à laisser aux cités gauloises celles de leurs institutions qui favorisaient les luttes intestines dont la politique romaine avait déjà tiré tant de profit. Il suffisait que ces villes fussent liées avec Rome par un traité que celle-ci pouvait rompre, mais dont la rupture de la part des Gaulois était un prétexte suffisant pour accentuer par la force la domination romaine. Conf. Herzog, *Gall. Narb.*, 52.

(2) A partir du moment où le consul franchissait les limites de la *provincia* du proconsul; mais cette délimitation de pouvoirs n'était pas alors aussi nettement tracée qu'elle le fut plus tard; d'où devaient forcément naître des conflits d'attributions.

mandement, il trouva la Narbonnaise assez surexcitée. Copill, roi ou chef des Tectosages, agitait la région de Toulouse et cette agitation menaçait de s'étendre jusqu'aux cités liguriennes des bords de la mer.

Pour savoir à quoi s'en tenir sur l'état d'esprit des peuples de sa province, du temps qu'il aguerrissait ses soldats et les rompait à une discipline un peu oubliée dans les armées romaines depuis un demi-siècle, Marius envoya aux cités les plus importantes des messages cachetés en recommandant qu'on ne les ouvrit pas avant une certaine époque (1). Puis, les ayant fait redemander sans attendre l'époque fixée, il constata que tous avaient été décachetés. Cela augmenta ses méfiances : il fallait faire un exemple ; l'occasion s'en présenta bientôt. Soit que Marius fût pour les provinciaux un maître aussi dur que pour ses soldats, soit qu'une conspiration longuement préparée éclatât à son heure, les Tectosages, sous la conduite de leur chef Copill, prennent les armes.

*Cornelius Sylla*, le même qui devait devenir plus tard le maître redouté de Rome, était lieutenant de Marius. Ce fut lui qui fut chargé de combattre Copill. Ce ne fut pas long. Velleius raconte que Sylla battit les chefs ennemis les plus puissants en diverses rencontres (2) ; Copill lui-même fut fait prisonnier (3).

Ce que fit Narbonne durant cette tourmente, l'histoire ne le dit pas. Il est probable cependant qu'elle fut d'un grand secours aux Romains et que « le boulevard de l'Empire » ne faillit pas à sa tâche. Mais Carcassonne dut prendre part au mouvement d'insurrection nationale soulevé par Copill, et dont la répression fut terrible.

---

(1) Frontin, *Stratag.*, I, 2; II, 6.

(2) II, 17.

(3) Plutarque, *Sylla*, IV.



Avant d'aller plus loin, il importe d'examiner quelle situation avait fait la conquête à la belliqueuse nation des Volkes Tectosages. Aussi bien, après l'épisode de Copill, c'est la dernière fois qu'elle paraît dans l'histoire, et, si son nom est cité plus tard par les géographes anciens, ce n'est plus qu'à titre de souvenir.

Et d'abord il faut constater une fois de plus que Carcassonne et Toulouse étaient les principaux établissements des Tectosages dans nos pays. Narbonne, l'antique cité commerçante et cosmopolite, devenue une puissante colonie romaine, se détache absolument de ces peuples habitués à vivre d'une toute autre vie que la sienne.

Toulouse était certainement par son importance, par le caractère sacré de son temple, la capitale des Tectosages, et tant que ceux-ci subsistent à l'état de nation, tant qu'ils espèrent retrouver leur primitive indépendance, on ne peut séparer Carcassonne de Toulouse, les deux villes volkes puisant des espérances communes dans la communauté d'origine de leurs habitants.

Lors donc que Dion Cassius nous apprend que *Tolosa* avait contracté avec Rome un traité d'alliance, on peut en conclure que le peuple tout entier des Tectosages se trouvait vis-à-vis de Rome dans la situation d'un peuple fédéré.

Ils avaient conservé leur religion puisque Cæpion ne détruisit le temple de Toulouse et ne viola les laes sacrés qu'après la révolte de 106. Même après cet incident on les voit conserver leurs anciens chefs, Copill par exemple, qui peut les conduire au combat contre Sylla en 102.

D'autre part la vie romaine était assez intense à Toulouse dès avant la dictature de César. La plus ancienne inscription trouvée en Gaule et datée de l'an 707 de l'ère romaine (1) nous révèle ce fait curieux de l'existence d'un

(1) 47 ans avant notre ère.

collège romain parfaitement organisé sur le modèle des associations célèbres de la Campanie (1).

Il est donc certain qu'à la suite de la garnison romaine envoyée à Toulouse étaient arrivés quelques colons qui s'étaient établis sous sa protection, dans ce pays où Rome avait laissé subsister les vieilles coutumes et les anciennes croyances. C'est là un fait analogue à celui qui se produisit souvent dans les débuts de la conquête de l'Algérie quand une poignée d'Européens allait s'établir dans des régions où la suprématie française n'était encore que nominale et où les mœurs et les coutumes arabes étaient encore prédominantes.

Les Tectosages étaient donc nominalement soumis à l'autorité romaine, et leur situation était analogue à celle des colonies modernes où une grande nation exerce ce que nous appelons le protectorat. Ces colonies ne sont pas encore assimilées, mais elles s'acheminent vers l'assimilation.

Sans doute la répression de la révolte de Copill fut terrible : la politique romaine ne pardonnait pas les tentatives de ce genre et le caractère de Sylla ne se prêtait guère aux accommodements. Mais, une fois la répression terminée, aucun document ne nous montre que la situation des Tectosages se soit aggravée. Narbonne n'était-elle pas là, toujours prête à faire respecter l'autorité romaine ? Cette autorité allait d'ailleurs être consolidée plus fortement encore par la victoire de Marius, qui allait frapper de terreur le monde barbare.

Plutarque nous a laissé l'éloquent récit des deux batailles d'Aix (2). Nous savons aussi que les débris de l'armée

---

(1) *Corpus Inscript. Latine.*, t. XII, n° 5388. — Julian, *Journal des savants*, février 1889, p. 116.

(2) *Marius*, XV. — Vell. Patere., II, 12, 5. — Florus, I, 36.

barbare furent anéantis à Verceil. Rome, délivrée d'un épouvantable cauchemar, combla d'honneurs et de gloire celui qui venait de la sauver et qu'elle appela le *troisième Romulus* (101).

A partir de ce moment l'histoire est absolument muette sur les destinées de la Narbonnaise jusqu'en 90. A cette époque *M. Porcius Cato*, petit-fils de Caton le Censeur, vient administrer la province en qualité de propréteur. Il y meurt sans que l'on sache la date de sa mort (1). C'est aussi en 90 que *C. Cæcilius*, probablement pour remplacer Caton, vient en Narbonnaise où il soumet les *Salluvii* révoltés (2).

La rivalité de Marius et de Sylla, la lutte entre les anciens et les nouveaux citoyens, épuisa dans Rome toutes les horreurs de la guerre civile. Lorsque le parti aristocratique eut triomphé en la personne de Sylla, des pros crits se réfugièrent dans la province. Narbonne et Marseille, qui tenaient pour Sylla, leur fermèrent leurs portes. Repoussés de ce côté, les pros crits cherchèrent à soulever les autres cités (83). Nous voyons en effet le proconsul de cette époque, *C. Valerius Flaccus*, recevoir en 80 les honneurs du triomphe pour une victoire sur les Celtibères et les Gaulois (3). Les pros crits de Sylla, réfugiés dans la province, furent sans doute pour quelque chose dans ces mouvements, assez mal connus d'ailleurs.

C'est sous Valerius Flaccus que des Gaulois obtinrent pour la première fois le droit de cité romaine. Dans le nombre était le gaulois *Caburus*, qui prit avec la *civitas* le nom de *C. Valerius Caburus* (4). Ses deux fils, *C. Valerius*

(1) Aulu-Gelle, XIII, 19, 12.

(2) Tite-Live, *Epitome*, LXIII.

(3) Cicéron, *Pro Quinctio*, 6-7. — *Grani Liciniani quæ supersunt* (Bonnens, Leipzig, 1858), liv. XXXVI, p. 39.

(4) César, *Bell. Gall.*, I, 47.

*Procillus* (1) et *C. Valerius Donnatorus* (2), rendirent des services à J. César durant la guerre des Gaules.

*L. Valerius Præconinus*, tué en Aquitaine dans une défaite contre les Gaulois était légat d'un propréteur de Narbonnaise vers l'an 80 à peu près (3).

On ignore le nom du proconsul qui succéda à Valerius Flaccus. En 78, *M. Emilius Lepidus* fut désigné pour le proconsulat en Narbonnaise; mais il ne put se rendre dans la province, ayant trouvé la mort en Sardaigne après la campagne qu'il avait entreprise contre les partisans de Sylla (4).

Lepidus ne fut donc que nominalement gouverneur de la province, car la même année (78) nous voyons *L. Manlius*, chargé de la *provincia* en Narbonnaise, essayer de porter secours à *Metellus* que Pompée, qui se faisait l'exécuteur testamentaire de Sylla, avait envoyé en Espagne combattre *Sertorius*. Manlius ne réussit pas dans sa mission; Hirtuleius, questeur de Sertorius, l'empêcha de se réunir à Metellus et l'obligea, après l'avoir complètement battu, de se réfugier presque seul à Ilerda (5).

La cause démocratique, que Sertorius essayait de relever en Espagne lorsqu'elle eût été définitivement vaincue à Rome après la mort de Marius, comptait dans Rome même de nombreux partisans, et, après la défaite de Manlius, Sertorius, qui était depuis plusieurs années (depuis 82) le maître incontesté de l'Espagne, vit des adhésions lui venir de toutes parts (6).

---

(1) César, *Bell. Gall.*, I, 47.

(2) César, *ibid.*, VIII, 65.

(3) César, *ibid.*, III, 20.

(4) Appien, *Bell. civ.*, I, 107.— Florus, II, 11.— *Gran. Licin.*, XXXVI, 43, 45.

(5) Plutarque, *Sertorius*, XII, 3. — *Epitome*, XC.

(6) Duruy, *Histoire des Romains*, II, 269.

La Gaule méridionale et la Narbonnaise, sauf Marseille et Narbonne qui tenaient toujours pour la légalité représentée par le Sénat, étaient en pleine effervescence. Familiarisé avec la langue et les habitudes des Gaulois, Sertorius leur fit croire sans doute qu'en combattant avec lui, ils combattraient pour leur indépendance. Beaucoup le crurent; et c'est ainsi que le chef des Marianistes put faire servir à sa cause qui n'était qu'une cause politique et romaine les aspirations des peuples de la Narbonnaise vers l'idée d'une patriotique revanche.

Sertorius n'avait voulu admettre dans son armée aucun Espagnol avec un grade quelconque; et lorsque *Perperna* vint le joindre, en 77, lui amenant les débris encore considérables de l'armée d'Emilius Lepidus, il montra bien davantage ses véritables desseins. A la suite de *Perperna* étaient venus de nombreux sénateurs et des Romains de distinction; Sertorius composa un sénat de 300 membres où ne fut compris aucun Espagnol.

A dater de ce moment les Gaulois et les Espagnols comprirent que les partisans de Sertorius, comme ceux du parti aristocratique, ne voulaient que s'emparer du pouvoir à Rome et maintenir à leur profit la domination romaine sur les provinces. Mais emportés par le mouvement ils continuèrent à le suivre. C'est ainsi que Sertorius, maître de la Narbonnaise, put envoyer un de ses lieutenants garder les passages des Alpes. Et il ne se passait point de jour qu'il ne reçût de Rome, des partisans même du régime aristocratique, de pressantes sollicitations pour descendre en Italie (1).

La guerre civile menaçait donc d'éclater aux portes même de la Ville Eternelle. C'est alors que le Sénat, malgré sa répugnance pour Pompée, lui confia la *provincia* dans la Narbonnaise et l'Espagne.

---

(1) Duruy, *Histoire des Romains*, II, 269.



En 76, Pompée s'achemina vers les Alpes avec 30,000 fantassins et 1,000 cavaliers. Afin d'éviter les détachements de Sertorius et signaler les commencements de son expédition par une marche hardie, il s'ouvrit une route nouvelle par les Alpes Pennines. Les cohortes sertoriennes, tournées, se replièrent sur les Pyrénées abandonnant la Narbonnaise qui expia cruellement sa révolte. Elle fut mise à feu et à sang. « Jusqu'en Espagne, dit Cicéron, Pompée ouvrit un passage à ses légions sur les cadavres gaulois » (1). Ensuite vinrent les confiscations : des populations entières furent chassées ; les Helviens et les Aréomiques perdirent une partie de leurs terres qui servirent à récompenser la fidélité de Marseille, et, quand il entra en Espagne Pompée laissa derrière lui pour gouverner la Narbonnaise l'homme le plus cruel et le plus avide, son propréteur *M. Fonteius*.

La suite des campagnes de Pompée contre Sertorius ne nous intéresse point, pas plus que la mort de Sertorius, assassiné dans une conspiration dont son complice Perperna fut l'instigateur (72).

Pendant que Pompée guerroyait en Espagne, *M. Fonteius* exerça donc les fonctions d'administrateur de la Narbonnaise. Il remplit probablement cette magistrature de 73 à 73 (2).

Pompée ne fit que passer en Narbonnaise, marquant sa route par la plus terrible répression, comme nous venons de le voir ; mais, quand il entra en Espagne, la pacification de la province n'était point achevée. Cicéron, dans son plaidoyer pour Fonteius, a soin de rappeler que son client fut obligé de combattre les nations voisines de Marseille

---

(1) *De Lege Manilia*, XI. — Ce qui prouve bien que Sertorius avait engagé les Gaulois dans son parti.

(2) Borghesi, *Schede Borghesiani inedit.* — Desjardins, *Gaule Rom.*, II, 352.

et de Narbonne. « Toute la ville de Marseille, dit-il, vient témoigner de l'innocence de l'infortuné que nous défendons : elle s'intéresse vivement à sa cause parce qu'elle est jalouse de se montrer reconnaissante en sauvant celui qui l'a sauvée elle-même. La colonie de Narbonne combat avec la même ardeur pour le salut de Fonteius ; délivrée dernièrement d'un siège par son courage, elle n'est que plus touchée de son infortune et de ses périls (1). » Marseille avait sans doute été attaquée par les *Salluvii* et les *Vocantii*. Quant à Narbonne c'étaient les Volkes Tectosages ou les *Ruteni* (2, qui étaient venus mettre le siège devant ses murs.

La Narbonnaise était donc d'un bout à l'autre en pleine insurrection au moment où Fonteius commença sa période d'administration (3). Cicéron ne nous dit pas autre chose sur la répression militaire que son client fit peser sur la province, mais elle dut être impitoyable si l'on en juge par les mesures administratives sur lesquelles le *Pro Fonteio* nous donne des détails si curieux et si caractéristiques. Le malheur fut que ces mesures étaient loin d'être dictées toutes par l'intérêt public.

Sous prétexte de punir les auteurs de la révolte et aussi de fournir à la subsistance de l'armée de Pompée, Fonteius frappe les vaincus d'impôts énormes dont il s'adjudge la meilleure part. Il spéculé sur tout, sur la construction des routes, sur les approvisionnements de l'armée, sur les droits exorbitants dont il frappe les vins. Par ce trafic il réalise en deux ans une fortune de près de six millions

---

(1) *Pro Fonteio*, 5, 19.

(2) Peuples de Rouergue.

(3) *Pro Fonteio*, 6, 13, 14, 32. — En 72 Pompée fonda *Lugdunum Convenarum* (St-Bertrand de Comminges) pour donner asile aux transfuges de Sertorius, aux brigands qui désolaient la contrée. Tout cela indique bien le bouleversement social auquel était en proie ce malheureux pays.

de francs (30 millions de sesterces) (1), mais il a soin d'intéresser à ses profits, de rendre complice de ses vols et de ses fraudes tous les citoyens de la province, et jusqu'aux *fœderati* de Marseille. Aussi, quand les passions furent un peu calmées, quand la guerre eut été terminée et que les peuples écrasés sous le poids de ces exactions vinrent demander justice à Rome, il faut voir avec quelle assurance Cicéron défend Fonteius, avec quel dédain il traite les justes revendications des Volkes et des Allobroges.

Quand on lit le *Pro Fonteio*, ce magnifique plaidoyer d'une cause détestable, on ne peut s'empêcher de reconnaître que l'accusation était fondée. Fonteius valait Verrès ; mais plus habile que le gouverneur de Sicile, le propréteur de Narbonnaise n'avait pressuré que des Gaulois, tandis que Verrès avait eu l'audace de faire mettre en croix Gavius, un citoyen romain, crime impardonnable comme on le lui fit bien voir.

« Rien ne manque dans le *Pro Fonteio* des procédés familiers aux avocats des mauvaises causes, comme le fait observer Desjardins (2), ni les lieux communs à l'usage des derniers harangueurs du barreau, ni les agréables digressions, ni les flatteries intéressées à l'adresse des hommes influents, capables de peser sur les décisions de la justice, ni l'appel à la sensibilité des juges, ni ces moyens dédaignés de nos jours, même par les défenseurs d'assises : larmes de l'accusé, apparition d'une mère éplorée, d'une sœur haut placée dans l'estime publique par le caractère sacré dont elle est revêtue..... Ici, il faut le dire, le dieu de l'éloquence semble avoir lui-même pris soin de susciter ce puissant artifice de péroration. Quelle bonne fortune ! La sœur de l'accusé est une Vestale. Il ne sera pas dit, s'écrie l'orateur, que le feu éternel de Vesta,

---

(1) *Pro Fonteio*, 2.

(2) *Géog. Gaul. Rom.*, II, 334-347.

entretenu par les soins religieux et les saintes veilles de Fonteia, aura été éteint par ses larmes ! »

Quant à ces barbares qui osent venir accuser un magistrat de la République, l'orateur ne trouve jamais pour eux assez de sarcasmes et de railleries. « Voyez-les, dit-il, ces étrangers revêtus de saies et portant des pantalons (*sagati, braccati*) ; écoutez leur langage barbare, horrible à entendre (*barbaro atque immani terrore verborum*). .... Quelle est donc cette accusation qui met plus d'application à défendre les finances des *Ruteni* que les finances du peuple romain ? .... Regardez, ils viennent dans le Forum la tête haute et avec un air de triomphe. »

Et Cicéron va presque jusqu'à faire considérer l'accusation comme une tentative de revanche de ces Gaulois, aujourd'hui vaincus, mais qui osèrent autrefois s'emparer du Capitole. Il évoque la grande ombre de Marius ; il joue de la fibre patriotique en artiste consommé : il évoque Domitius et Fabius Maximus pour vaincre une fois de plus ces Allobroges et ces Volkes insolents.

Voilà pour les accusateurs. Ce sont des hommes sans foi ni loi, qui méprisent les serments les plus sacrés, que la loi romaine ne permet pas d'entendre en témoignage, qui se livrent à des sacrifices humains, qui sont capables de tous les sacrilèges.

Quant à l'accusé, tous ses services sont rappelés ; il a protégé la province de Thrace d'un grand péril alors qu'il était légat du proconsul de Macédoine. Il a été questeur à Rome ; a-t-il volé quelque chose durant sa questure ? Dans la Narbonnaise n'a-t-il pas toujours pourvu, pendant cette grande guerre qui vient de se terminer, à ce que l'armée de Pompée ait tous les approvisionnements nécessaires ? N'a-t-il pas lui-même défendu Marseille et Narbonne ? Marseille le regarde comme son sauveur, et Narbonne, « cette colonie de citoyens romains, ce boulevard de « l'Empire, » fait des vœux pour lui.

Mais examinons les faits, étudions les divers chefs de l'accusation. Ce plaidoyer est une page unique pour nous renseigner sur les mœurs des administrateurs de la République.

Et d'abord Fonteius est accusé d'avoir forcé les Gaulois à lui verser des contributions énormes en argent ou en nature. Pour satisfaire aux exigences du propréteur les Gaulois ont été obligés de contracter des emprunts considérables à un taux usuraire. Mais, répond Cicéron (et il y revient souvent), ce sont là des emprunts exceptionnels, nécessités par l'état de guerre : et Fonteius était obligé de défrayer, d'entretenir les grandes armées, les généraux illustres qui faisaient la guerre en Espagne, les chevaliers romains, les tribuns militaires, qualifiés et nombreux, les légats si souvent envoyés aux généraux : il devait pendant l'hiver pourvoir à la subsistance de la plus belle, de la plus forte des armées romaines.

Assurément tout cela devait coûter fort cher. Mais une objection surgit aussitôt. Le chef de cette belle armée était Pompée. Pourquoi Cicéron ne l'appelle-t-il pas en témoignage ? Pourquoi ne jette-t-il pas dans la balance du procès le poids de ce grand nom si honoré des Romains ? Sans nul doute parce que Pompée, qui avait connu les exactions de son surbordonné, les avait désapprouvées ; peut-être aussi parce que le rappel de Fonteius avait été prononcé sur les instances de Pompée lui-même.

Deuxième grief. Fonteius est accusé de s'être fait donner des pots-de-vin par les entrepreneurs de travaux publics, soit pour ne pas faire exécuter les travaux, soit pour les recevoir quand ils étaient mal faits. Que répond son avocat ? Une naïveté, qui, si elle a satisfait les juges, montre qu'ils se contentaient de peu. Il affirme que ce n'est pas son client qui a réparé la *Via Domitia* ; ce sont *C. Annius Bellienus* et *G. Fonteius* ; ils en avaient été chargés par le préteur et ce sont tous deux de très braves gens.



Troisième grief, les exactions relatives aux droits sur les vins, le *crimen vinarium*. Fonteius était accusé, étant encore en Italie, d'avoir organisé, pour le trouver tout préparé à son arrivée dans la province, tout un système de fiscalité frauduleuse qu'il n'avait eu qu'à faire appliquer par ses agents (1). Nous n'avons pas la partie de la plaidoirie qui répond à l'accusation, mais Cicéron reconnaît que cet impôt était très lourd, très vexatoire, et frappait trop directement la production.

Des preuves contre Fonteius l'accusation n'en avait point. Les Gaulois seuls pouvaient certifier les agissements du propréteur et la loi romaine n'admettait pas qu'ils pussent témoigner en justice. Mais, dira-t-on, et les citoyens romains de la province? Pourquoi ne venaient-ils pas déposer contre Fonteius? Parce que celui-ci les avait associés à ses vols et à ses rapines. Et c'est ici que le procès de Fonteius, dépassant les bornes d'un procès criminel et particulier, devient un débat d'intérêt général, où ce n'est plus un magistrat concussionnaire qui est en cause, mais toute une société, toute une nation s'abattant sur un peuple, par le droit du plus fort, pour s'enrichir au détriment du vaincu.

Ces emprunts énormes que les Gaulois ont été obligés de contracter, est-ce envers Fonteius qu'ils l'ont été? Non, c'est envers les citoyens romains qui, sous prétexte de faire le commerce dans la Gaule, se rendent en masse à la curée; et ils sont si nombreux, et leur puissance est si grande que Cicéron s'écrie: « La Gaule est remplie de citoyens romains; aucun Gaulois ne fait d'affaire sans leur concours; il n'y circule pas une seule pièce d'argent

---

(1) Servæus à *Vulchalo* frappait chaque amphore de vin d'un droit de 2 victoriats (3 centimes le litre), Porcius et Nonius à *Crodunum* d'un droit de 3 victoriats (4 centimes et demi le litre), Titurius à Toulouse d'un droit de 4 deniers (12 centimes le litre). De plus le droit était exigé non seulement à l'entrée des villes, mais aussi à la sortie des villages.

qui ne soit portée sur les livres d'un citoyen romain » (1).

Et l'illustre avocat d'ajouter perfidement: « Pourquoi n'entend-on pas leurs dépositions? Pourquoi ne montre-t-on pas leurs registres? Qu'on produise un seul livre offrant la moindre trace, le moindre indice d'un pot-de-vin donné à Fonteius; que parmi ce grand nombre de commerçants, de colons, de fermiers publics, d'entrepreneurs de cultures ou de pâturages, on trouve un seul témoin, et j'abandonne la défense! »

Cicéron savait bien qu'on ne donne pas quittance d'un pot-de-vin. D'autre part, comment tous ces négociants, parfaitement honorables d'après l'avocat, mais tous parfaitement usuriers en réalité, auraient-ils montré leurs livres? Comment auraient-ils cherché à faire rendre justice à des Gaulois, à des vaincus, pour faire condamner l'homme qui leur avait permis de réaliser de si beaux bénéfices? Comment auraient-ils risqué de se faire condamner eux-mêmes pour usure?

Car leurs livres ne portaient certainement pas le 12 pour cent d'intérêt légal à Rome. Si on les avait pu examiner, on aurait vu (peut-être) qu'il y avait bien des façons d'exploiter ces étrangers que la loi romaine ne protégeait pas. Pour payer les impôts exigés par Fonteius, le Gaulois s'adressait à un Romain; le Romain donnait, par exemple, 1000 sesterces à titre de « droit » au propréteur et en inscrivait 2000 au débit du Gaulois, ces 2000 sesterces produisant intérêt mensuel (argent ou nature) à 24 ou 30 pour cent. Plus simplement encore on prenait hypothèque sur la terre pour 4000 sesterces alors qu'on n'en avait prêté que 1000, sous prétexte que le rendement d'une terre était annuel au lieu d'être mensuel (2).

---

(1) Vingt ans plus tard César n'avait pas encore achevé de conquérir la Gaule du Nord que déjà les Romains commençaient à exploiter le pays et à s'emparer de tout le commerce (*Bell. Gall.*, VII, 3, 42.)

(2) Desjardins, *Géog. Gaul. Rom.*, II, 338.

Pourvu donc qu'on se contentât d'exploiter les Gaulois et qu'on ne fît souffrir aucun dommage aux citoyens romains, on n'avait aucun risque à courir. C'était là ce qui donnait à Cicéron tant d'assurance dans ce singulier procès. Tous les citoyens romains de la province étaient de cœur avec Fonteius : aucun ne vint porter témoignage contre lui, et c'est ainsi qu'il fut acquitté (1).

On le voit ; au-dessous des administrateurs sénatoriaux, pressés de s'enrichir, et dont l'opulence subite provoquait parfois un éclat auquel il fallait paraître donner un semblant de satisfaction en laissant faire un procès dont on arrêta les résultats dès qu'on le pouvait, fourmillait en Gaule une nombreuse catégorie de spéculateurs qui venaient chercher fortune dans les provinces. Ceux-là n'avaient aucune hâte et peu à peu enserraient les peuples vaincus dans les mailles d'un système d'emprunts usuraires, d'hypothèques forcées, qui progressivement drainait la fortune du vaincu vers les vainqueurs. Pas n'était besoin par conséquent de dépouiller brutalement de leurs terres les peuples soumis. Selon le mot de Fustel de Coulanges, que nous avons déjà rappelé, s'il y eut des confiscations au lendemain de la conquête, elles furent peu nombreuses. Il suffisait que le Sénat déclarât que les terres des vaincus étaient frappées par le *domaine éminent* du peuple romain, qu'en droit elles entraient dans l'*ager publicus romanus*, pour que les spéculateurs pussent y mettre la main comme ils voulaient et au prix qu'ils voulaient (2). Il s'agissait de laisser le temps (et l'usure) accomplir leur œuvre.

---

(1) C'est au moins ce qui résulte d'une lettre de Cicéron à Atticus (*Epist. ad Attic.*, I, VI) où il est dit que Fonteius, en 65, acheta pour 130,000 sesterces la maison de Rabirius à Naples. — Comme réfutation du *Pro Fonteio* lire la curieuse harangue de Victor Le Clerc, doyen de la Faculté des lettres de Paris.

(2) Fustel de Coulanges, *Le domaine rural chez les Romains*, Revue des Deux-Mondes, 15 septembre 1886.

Cet exposé des procédés de colonisation des administrateurs de la dernière période républicaine terminé, reprenons l'énumération des proconsuls de Narbonnaise. Nous voyons apparaître de 66 à 64 C. *Calpurnius Piso* (1), dont la nomination rendit Cicéron jaloux : « On m'a pré-  
« féré le vainqueur des Allobroges, » écrivait-il à Atticus (2).

En 64 *Lucinius Murena* était propréteur de Narbonnaise. Deux ans plus tard, ayant obtenu le consulat, il fut accusé de brigue et défendu par Cicéron qui déclare devant les juges, pour faire valoir les titres de son client, que sous son administration en Narbonnaise « sa justice et son zèle  
« permirent de recouvrer des créances qu'on croyait déses-  
« pérées » (3). Evidemment, aux yeux de Cicéron, comme aux yeux des juges de Rome, c'était un compliment. Mais pour nous qui savons de quels procédés les dettes des Gaulois étaient la conséquence, le compliment nous touche moins, surtout si l'on se reporte à ce que Cicéron, dans un autre discours, reproche à *Clodius*, questeur de Murena en Narbonnaise. Il est difficile en effet de concilier les éloges de Cicéron à Murena avec la conduite d'un administrateur qui permet à son questeur « de fabriquer des  
« testaments, de faire périr des pupilles et de former des  
« associations avec des scélérats, » toutes sortes de crimes dont Cicéron accuse *Clodius* (4).

Ce fut le frère de Murena, C. *Licinius Murena*, qui, remplissant en 63 les fonctions de vice-légat pendant que son frère était à Rome, fit emprisonner bon nombre des complices de *Catilina* (5). On sait que les députés allobroges

---

(1) Dion Cassius, XXXVI, 20.

(2) *Epist. ad Attic.*, I. 13.

(3) *Pro Murena*, 20.

(4) *De harusp. resp.*, 20.

(5) *Pro Murena*, 41. — Sallust., *Catilin.* 42.

secondèrent beaucoup les consuls en cette circonstance. Mais l'agitation, loin de se calmer, se perpétua pendant l'année 62 et éclata en 61 sous la propreture de *C. Pomptinus* (1), qui, commencée en 62 se continua jusqu'à la fin de l'an 60. A cette époque Pomptinus soutint contre les Allobroges une guerre dans laquelle ceux-ci furent vaincus et leur chef Catugnat fait prisonnier (2).

Au commencement de l'an 60 les Eduens, fidèles alliés du peuple romain, étaient aux prises avec les Suèves qui menaçaient la Gaule. Ces barbares avaient remporté quelques succès (3) lorsque le premier janvier 58 Jules César reçut par la loi *Vatinia* la province des Gaules. Le Sénat y ajouta la Gaule du Nord qui était à conquérir (4).

L'histoire des mémorables campagnes par lesquelles le grand capitaine assura définitivement la suprématie romaine dans la Gaule n'est pas de notre ressort. Après une lutte épique, aussi glorieuse que la défense d'Iliou, et dans laquelle périrent plus de cinq cent mille hommes, la Gaule était conquise lorsque, le premier janvier 49, les pouvoirs de César eurent nominalement pris fin (5).

De ces longues guerres nous retiendrons les quelques

---

(1) Cicér., *Troisième Catilinaire*, 2. — Sallust., *loc. cit.*

(2) *Epitome*, CIII. — Dion Cassius, XXXVII, 47. — Les Allobroges ne devaient pas avoir été satisfaits de la récompense qu'on leur donna pour le concours apporté par leurs députés contre Catilina; peut-être même les députés furent-ils désavoués par la nation.

(3) César, *Bell. Gall.*, I, 31. — Dion Cassius, XXXIII, 34. — Plutarque, *Cæsar*, XIX. — Ils agissaient en maîtres chez les Eduens eux-mêmes et aussi chez les Séquanais. Ils menaçaient aussi la Gaule celtique incapable de leur résister.

(4) Dion Cassius, XXXVIII, 8. — Voir dans Desjardins (*Géog. Gaul. Rom.*) cartes de la *Gallia Braccata*, région du sud-est de la Gaule soumise avant César (T. II, p. 224) et de la *Gallia Comata* soumise par César (T. II, p. 368).

(5) Comment la Gaule fut conquise par César: Desjardins, *Gaul. Rom.*, II, 357-587; Fustel de Coulanges, *Les institutions politiques de l'ancienne France*, I. — Duruy, *Hist. des Romains*. — Mommsen, *Histoire Romaine*.



détails qui nous intéressent. Durant la troisième campagne (56) le jeune *P. Crassus*, fils de Crassus le riche, était, en qualité de lieutenant de César, chargé d'un commandement dans la Gaule occidentale. Les *Veneti* retinrent comme otage deux chefs de cohortes romaines. C'était le prétexte que César attendait pour soumettre les tribus gauloises voisines de l'Océan. Crassus agit avec rapidité, réunit de la cavalerie « et leva à Toulouse, à Carcassonne et à Narbonne un grand nombre d'hommes très solides » (1).

Le texte par lequel César rapporte cet événement est très important parce qu'il est le plus ancien qui fasse mention de Carcassonne.

Durant la septième campagne (52), qui marqua la fin de la nationalité gauloise, Vercingétorix envoie le Cadurque *Luclerius* chez les *Rutènes* (Rouergue). *Luclerius* obtient leur adhésion et menace la Narbonnaise. César arrive en personne, établit des châteaux fortifiés chez les *Ruteni provinciales* (les Albigeois), chez les *Volcae Arecomici* (Bas Languedoc), enfin aux abords de Toulouse et de Narbonne (2).

Tels sont les seuls événements qui rattachent l'histoire de la Narbonnaise à celle de la conquête des Gaules, car, on ne saurait trop le remarquer, pendant cette longue période de guerres sanglantes les populations méditerranéennes furent absolument calmes, et la Narbonnaise n'eut même pas un tressaillement lorsque Vercingétorix essaya sa suprême tentative.

Mentionnons un voyage fait par Jules César dans la Narbonnaise vers la fin de l'année 52 pendant ce qu'on a appelé la huitième (et dernière) campagne. « Voyant qu'il avait réussi sur tous les points de la Gaule et que ses

---

(1) Cés., *Bell. Gall.*, III, 20.

(2) *Ibid.*, VII.

dernières campagnes avaient achevé de la dompter, César résolut de passer dans l'Aquitaine où il n'était jamais allé en personne et dont il n'avait soumis une partie que par les armes de Crassus. Il s'y rendit avec deux légions pour y passer le reste de la saison. Cette expédition fut, comme les autres, prompte et heureuse. Tous les états de l'Aquitaine envoyèrent des députés à César et lui donnèrent des otages. Il partit ensuite pour Narbonne avec une escorte de cavalerie et mit l'armée dans ses quartiers d'hiver. Il s'arrêta quelques jours dans la province, parcourut rapidement les assemblées (*conventus*), prit connaissance des affaires litigieuses (*publicas controversias*), et distribua des récompenses à ceux qui l'avaient bien servi. Il pouvait aisément reconnaître de quels sentiments chacun avait été animé dans cette révolte de toute la Gaule, à laquelle la fidélité et les secours de la province l'avaient mis en état de résister » (1).

Nous avons tenu à citer en entier ce passage des *Commentaires*, car plusieurs faits en ressortent des plus importants. D'abord la fidélité inaltérable de la Narbonnaise. Ensuite l'existence des *conventus*, aussi anciens probablement que la province (2), et le règlement par César de certaines affaires litigieuses. Nous reviendrons sur chacun de ces faits. Bornons-nous pour le moment à constater que les affaires litigieuses dont il est question ne regardaient que les difficultés entre les cités.

---

(1) *Bell. Gall.*, VIII, 46.

(2) Herzog (*Goll. Narb.*, 76) remarque que César ne dit rien de ce qu'étaient ces *conventus*, ni quelles récompenses il accorda à la Narbonnaise. On peut croire avec Desjardins (*Gaul. Rom.*, III, 18) que les *conventus* étaient des assises judiciaires convoquées à des époques fixes dans un certain nombre de chefs-lieux et présidées par le proconsul ou ses légats; s'il n'est pas fait mention avant César de ces *conventus* en Gaule, ils devaient certainement tenir leur place dans le fonctionnement régulier de l'administration provinciale.

En quittant la Gaule, son œuvre achevée, César laissa chez les Eduens *C. Fabius* que l'on trouve, en 50, à Narbonne avec le titre de *legatus* (1). Non pas que Fabius eût légalement la *provincia*, mais, comme les pouvoirs de César ne prirent fin que le premier janvier 49, les administrateurs des provinces romaines gouvernaient en qualité de lieutenants de César (*legati Cæsaris*) (2).

Au mois de décembre 50 le Sénat n'avait pas encore osé donner un successeur à César dont l'*imperium* allait prendre fin. Il s'y décida cependant, et, divisant la Gaule en deux commandements, il donna à *Considius Nonianus* la Gaule citérieure, c'est-à-dire la Narbonnaise, à laquelle était peut-être jointe la Cisalpine (3). Mais, tandis que César franchit le Rubicon (janvier 49), entrant en lutte ouverte avec le Sénat, *Considius* disparaît (4).

*L. Domitius*, quoique ce ne fût pas sa province, essaie de maintenir en Narbonnaise l'autorité du Sénat ; il se jette dans Marseille, qui s'était déclarée pour Pompée ; mais, poursuivi par *D. Brutus*, lieutenant de César, il s'échappe à grand peine (5).

Dictateur et maître absolu, César nomme qui bon lui semble. En 49 il désigne *D. Brutus*, son futur assassin, pour la Gaule conquise par lui et peu après y joint la Narbonnaise. En 48, par la seule volonté de César, *Brutus*

---

(1) César, *Bell. Gall.*, VIII, 54.

(2) Nous ne parlons pas de la délégation donnée par César à *T. Labienus* qui passa dans le parti du Sénat.

(3) Cicéron, *Epist. fam.*, XVI. — César, *Bell. Civ.*, I, 6. — Appien, *Bell. Civ.*, II, 38.

(4) César était-il dans son droit en commençant la guerre civile ? Le Sénat avait-il le droit de rappeler César de la province des Gaules ? Conf. Guiraud, *Le différend entre César et le Sénat*. — Mommsen, *Die Reichsfrage zwischen Cæsar und den Sénat*, extr. des Mém. Acad. de Breslau, t. I. — Fustel de Coulanges, *Journal des savants*, 1879.

(5) César, *Bell. Civ.*, I, 6, 46 : II, 22.

est prorogé dans son *imperium*, et il dut le conserver pendant l'année 47 (1).

Vers la fin de 47, César désigne son ancien questeur, *Tiberius Claudius Nero*, père de Tibère et oncle de Néron, pour remplacer Brutus et conduire des colonies militaires dans différentes villes, entre autres à Narbonne et à Arles (2).

Le gouvernement de *Tiberius Claudius Nero* remplit les années 46, 45 et le commencement de 44 (3).

Nous arrivons aux ides sanglantes de mars où César succombe sous le fer de ses meurtriers.

Le Sénat, qui avait un instant ressaisi son autorité au lendemain de la mort du vainqueur de Vercingétorix, avait désigné *Hirtius* pour le commandement des deux Gaules. D'autre part un des derniers actes de César avait été de donner à *Lepidus* la Narbonnaise et l'Espagne citérieure.

Un conflit était donc inévitable; ce fut *Hirtius* qui céda la place, car on voit *Lépide* résider à Narbonne avant la fin de l'année 44 (4). Il ne faut pas oublier que la Gaule était très attachée à César; en s'y présentant en son nom *Lépide* était certain d'y être bien reçu. Au mois de janvier 43 il parvint à se faire confirmer dans son commandement (5).

Le 27 novembre 43 avait lieu le congrès triumviral où *Lépide*, *Antoine* et *Octave*, l'héritier de César, se partagèrent le monde romain. La Gaule fut donnée à *Antoine*; c'est ce qui fait qu'on voit paraître en Narbonnaise comme

---

(1) Appien, *Bell. Civ.*, II, 48, 98.

(2) Suétone, *Tiberius*, 4.

(3) Desjardins, *Gaul. Rom.*, III, 25.

(4) Lettre d'*Asinius Pollion* à *Cicéron* (*Epist. fam.*, X, 21, 23). — *Dion Cassius*, XLIII, 51.

(5) Appien, *Bell. Civ.*, IV, 2.

lieutenant d'Antoine [*legatus Antonii*] vers le commencement de 48 Q. *Fufius Calenus* (1). Mais Lépide conserva nominalemeut son autorité sur la Gaule jusqu'à la fin de 42, après la bataille de Philippes.

Il est probable que le gouvernement de Fufius Calenus se prolongea jusqu'à sa mort, en l'an 40 (2). La disparition de Calenus permit à Octave de mettre la main sur les Gaules et sur les armées qui y étaient cantonnées (3).

L'usurpation d'Octave fut régularisée par le traité de Brindes vers la fin de l'an 40; mais le futur Auguste n'avait pas attendu ce traité pour désigner comme son légat sur les bords du Rhône *Salvidienus Rufus* (4).

Le traité de Brindes avait donné à Antoine l'orient du monde romain. Octave, ayant eu l'occident, réunit dans une seule main l'administration des provinces gauloises. De 39 à 38 il délégua *M. Vipsanius Agrippa* (5), son futur gendre et déjà son conseiller intime, de 37 à 36 *Antistius Vetus* (6), et de 35 à 34 *M. Valerius Messala Corvinus* (7). Entre 33 et 30 on peut placer le gouvernement de *C. Carri- nas* (8), en 29 *Nonius Gallus* (9) et en 28 le second gouvernement de *Valerius Messala* (10).

Nous arrivons en l'an 27, époque de la fameuse constitution édictée par Auguste à Narbonne.

Après avoir énuméré les divers « gouverneurs » de la

---

(1) Dion Cass., XLVIII, 10. — Appien, *Bell. Civ.*, V, 3, 12, 24, 51.

(2) Appien, *ibid.*, 51.

(3) Appien, *ibid.*

(4) Appien, *ibid.*, V, 66.

(5) Appien, *ibid.*, 58, 75. — Eutrope, VII, 5.

(6) Appien, *De reb. Illyr.*, 17.

(7) Dion Cass., XLIV. — Strabon, IV, 6, 7.

(8) Dion Cass., LI, 21.

(9) Dion Cass., LI, 20.

(10) Tibulle, *Eleg.*, II, 1.



Narbonnaise depuis les commencements de la conquête romaine jusqu'à Auguste (de 128 à 27 avant notre ère), il est nécessaire d'examiner leurs pouvoirs. La définition en sera bientôt faite, car leur omnipotence absolue absorbait tous les pouvoirs de l'État, civil, militaire, judiciaire, administratif. Ils commandaient les armées et jugeaient toutes les causes, celles des cités comme celles des particuliers. Ils appliquaient les lois de Rome, mais ils en faisaient aussi par leurs édits (*edicta*), leurs arrêts (*res decernenda*), leurs ordonnances (*res statuenda*). Ils réglaient la quotité de l'impôt et sa répartition. Ils pouvaient même suspendre la loi romaine et autoriser les provinciaux à terminer les procès suivant les lois de leur pays. Cette autorité prenait sa source dans l'*imperium*, mot dont la traduction littérale, pouvoir de l'*imperator*, indiquait que le chef militaire réunissait en lui comme chef d'expédition la plénitude de tous les pouvoirs civils et militaires. Quand un personnage était chargé de l'*imperium* dans une province, son autorité s'exprimait par le mot *provincia*. C'est ainsi, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que le mot *provincia* signifie le pouvoir exercé par le magistrat et non la région géographique dans laquelle il exerce son autorité.

A l'époque où les Romains envahirent la Gaule méditerranéenne, leur empire avait pris trop d'extension pour que les consuls de Rome, qui autrefois suffisaient au gouvernement de la République tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pussent quitter Rome assez souvent pour commander les armées dans les provinces. Les consuls restèrent donc à Rome et on envoya à leur place, pour faire la guerre ou administrer les nouvelles conquêtes, des lieutenants de consuls qui prirent le nom de *proconsuls* (*pro consule*). Nous venons de voir que les proconsuls exerçaient dans les provinces une autorité aussi illimitée que celle des consuls à Rome. Généralement les proconsuls étaient

d'anciens consuls; les consuls sortant de charge devenaient proconsuls de droit et le Sénat leur assignait une province. Quelquefois cependant on nommait proconsuls des préteurs, des propréteurs et même de simples questeurs.

La fonction du proconsul durait un an; quelquefois il était prorogé pour une seconde année; nous en avons vu qui le furent plusieurs années de suite, mais ces exceptions de fait ne détruisaient pas le principe.

Il était dit que soixante jours après l'expiration de sa mission le proconsul devait apporter à Rome ses comptes de dépenses; mais depuis bien des années, vers la fin de la République, cette obligation n'était qu'une vaine fiction. Répéter que l'administration des proconsuls à cette époque c'était le vol organisé, le pillage légal, avec la complicité du Sénat, qui souvent y trouvait sa part et couvrait d'une ombre de légalité les exactions les plus iniques, serait refaire des variations sur un thème tellement connu qu'il est devenu banal. On a vu comment se comportèrent les Clodius, les Murena, les Fonteius; mais, pour quelques-uns dont l'histoire a retenu les noms, combien d'autres n'a-t-elle pas oubliés qui devraient être placés au même rang que Verrès!

C'est que chez les Romains les finances n'étaient point soumises aux décisions du peuple comme chez les peuples modernes où l'impôt n'est accordé au gouvernement que par le consentement des représentants de la nation. A Rome le peuple ne s'occupait point du budget de l'État. Recettes et dépenses étaient réglées par le Sénat. Seule cette assemblée administrait la fortune publique comme les consuls disposaient seuls du butin de guerre et les édiles des amendes. D'où il arriva, dit Duruy (1), que, quand les prévaricateurs de l'ordre sénatorial usurpèrent sur le

---

(1) *Histoire des Romains.*

domaine de l'État et pillèrent les provinces, ils trouvèrent dans leurs collègues des complices ou des complaisants. Cet abandon au Sénat de la gestion financière fut, par les licences qu'il autorisa, une cause de ruine pour la République, comme l'absence de tout contrôle financier amena la perte de l'ancienne monarchie française.

Ce furent ces exactions, cette tyrannie, cette cupidité insatiable chez les administrateurs de la République, qui détachèrent les provinces du Sénat (1). César et Auguste se présentèrent à elles comme des bienfaiteurs et le furent réellement. Mais en sauvant les provinces ils prirent le pouvoir souverain (2).

Autour du proconsul se groupaient divers fonctionnaires. D'abord ses lieutenants, ses légats (*legati*), au nombre de deux ou de trois, selon la décision du Sénat (3).

Point de bureaux, de ces administrations avec des employés permanents comme dans notre administration moderne. Le proconsul amenait avec lui ses aides, gens à sa dévotion, qui revenaient à Rome avec lui et dont l'ensemble formait la cohorte prétorienne (*cohors pratoria*) (4).

(1) Que penser des mauvais proconsuls quand on voit comment agissaient ceux réputés honnêtes? Ne voit-on pas Cicéron se contenter pour sa part de bénéfices, dans une année de proconsulat, de 2,200,000 sesterces (440,000 fr.)? Que dire de ce modèle d'intégrité qui pèse de son influence sur *Isauricus*, propréteur d'Asie, pour faire rentrer une créance véreuse et mal fondée au profit de son amie *Cerellia* qu'il appelle *necessaria mea Cerellia*? Que penser de l'austère Brutus, le meurtrier de César, qui prêtait à 48 pour cent et amassa en Asie une fortune colossale?

(2) C'est une opinion courante, mais très erronée, de dire qu'Auguste a mis fin à la République. Le principat n'a été qu'une reproduction dernière de la force politique créatrice de la République romaine, une magistrature extraordinaire pourvue de pouvoirs excessifs, mais à côté et au-dessus de laquelle subsistait toujours comme cadre l'ordre de choses républicain. La République ne s'est terminée qu'avec Dioclétien. Conf. Mommsen, *Droit public rom.*

(3) Cic., *Epist. ad Quintum fratrem*.

(4) Mommsen, *Les accensi velati*, in *Annali dell Instit. de Corrisp. Arch.*, 1849.

Le questeur (*questor*) était le seul fonctionnaire qui, ne dépendant pas du proconsul, n'était pas nommé par lui, mais désigné par le sort (1). Le questeur était le trésorier général de la province pour le compte de l'État; mais il s'entendait vite avec le proconsul; ce n'était qu'une question de partage des bénéfices, et Cicéron va jusqu'à dire qu'entre le questeur et le proconsul l'intimité est si grande qu'il n'existe qu'un seul lien plus fort, celui du père avec son fils (2).

La perception des impôts se faisait légalement en dehors du proconsul, mais en réalité il était le premier à profiter des rapines et des vols commis par les agents du fisc.

Ces agents étaient les publicains réunis en vastes associations qui avaient l'entreprise de la rentrée des impôts. Ces associations affermaient l'impôt d'une province et le prenaient à forfait; elles étaient ainsi à la fois fermières des impôts directs et des impôts indirects. Tout cela admirablement organisé (à la surface) n'avait qu'un but: l'exploitation des provinciaux.

Pour achever de faire comprendre de quelle impunité jouissaient les publicains, il convient de remarquer que leurs associations avaient à leur tête comme directeurs et comme conseils des chevaliers romains.

La classe des chevaliers, autrefois dédaignée par les patriciens romains, avait pris, dans la décadence des mœurs publiques et privées, l'influence que prennent dans les sociétés corrompues les manieurs d'argent, les financiers. Son importance était si grande que Cicéron tremblait parfois devant elle. C'est par les renseignements fournis par les chevaliers romains, mieux organisés sous

---

(1) Cicér., *Epist. ad Quint. fr.*

(2) Cicér., *Epist. fam.*, XIII.

ce rapport que le Sénat lui-même, que Cicéron, dans son discours sur la loi *Manilia*, expose la situation des provinces d'Asie : c'est sur les instances des chevaliers que l'illustre orateur parle en faveur de la loi. Ils sont les maîtres, les directeurs de la politique dans les provinces : ils ont assez de puissance pour forcer le choix du Sénat dans la désignation des chefs d'expédition, souvent dans la désignation des proconsuls. En revanche, généraux et proconsuls sont à leur disposition pour faire rentrer leurs créances compromises (1).

À côté des publicains fonctionnaient les *præfecti*, agents d'affaires, moitié civils, moitié militaires, espèce de courtiers chargés des recouvrements difficiles, toujours certains de trouver l'appui le plus énergique auprès des plus grands personnages de l'État (2).

Les publicains se chargeaient aussi de l'exécution des travaux publics.

Pour payer les impôts formidables imposés par le proconsul, pour satisfaire toutes ces avidités toujours en éveil chez le magistrat d'ordre sénatorial comme chez le dernier publicain, l'infortuné provincial se voyait obligé d'emprunter. Alors intervenaient les banquiers et les spéculateurs de terres. Banquiers et spéculateurs se prêtaient un mutuel appui pour vendre très cher au provincial les capitaux dont il avait besoin et s'emparer des terres indigènes à des prix dérisoires, quand leurs débiteurs pliaient sous le poids des dettes. Ainsi se créaient peu à peu d'immenses domaines, analogues à ces *latifundia* que Pline accusait d'être la perte de l'Italie. Ces énormes biens-fonds, accaparés entre quelques mains, faisaient dégénérer

---

(1) Cicér., *De lege Manilia* ; — *Pro Murena*, 20, 42. — Conf. Deloume, *Les manieurs d'argent chez les Romains*.

(2) Sur les *præfecti* et les *negotiatores*, conf. Desjardins, *Gaul. Rom.*, III, 98.



l'activité agricole, car ils étaient enlevés aux travailleurs libres pour être livrés aux mains indifférentes des esclaves. L'ancien pays des Volkes et les environs de Narbonne, les plus fertiles et les plus tranquilles, échappaient en partie à ce désastre, mais la région voisine des Alpes et les terres marseillaises voyaient la vigne et les autres cultures disparaître pour devenir d'immenses pâturages (1).

Il y avait un siècle, au temps de César, que les Romains s'étaient emparés de ce beau pays qui, des Alpes aux Pyrénées, s'étend le long des rivages de la Méditerranée. Qu'avaient-ils fait de leur nouvelle conquête? Ils s'étaient établis aux deux extrémités du pays, à Toulouse et à Aix; ils avaient dans un but politique fondé une colonie à Narbonne: c'était tout. Ils avaient réparé la voie *Domitia* (2), mais c'était plutôt pour pouvoir transporter rapidement leurs troupes en Espagne que pour favoriser les échanges. La plus belle partie de ce pays, la région du Bas-Rhône et des Alpes, ne les intéressant pas au point de vue militaire, ils l'avaient abandonnée à Marseille. Dans quelques ports, la vie commerciale, née sous l'impulsion des Phéniciens et des Grecs, continuait à se développer, de plus en plus active, de plus en plus fébrile. Marseille était une république indépendante et ses habitants étaient protégés par un traité d'alliance séculaire; Narbonne, toujours florissante, était une petite Rome, quelque chose comme un quartier de la Ville Éternelle qui se serait détaché des bords du Tibre pour s'arrêter sur les bords de l'Aude. Là les indigènes soumis aux mêmes lois, gouvernés par les mêmes magistrats que les citoyens romains de la colonie, avaient une sécurité relative. Mais

(1) Herzog, *Gall. Narb.*, 70.

(2) Refaite par Domitius Ænobarbus (121) dont elle prit le nom, réparée au temps de Fonteius (75), elle fut aussi l'objet des soins de Vipsanius Agrippa.

tout le reste de la province était abandonné à la rapacité des proconsuls, à l'exploitation des agents du fisc, des négociants, des usuriers.

Jusqu'à l'arrivée de César Rome n'avait apporté aucun bienfait à sa nouvelle conquête, ni la prospérité de l'agriculture, ni le culte des lettres : elle n'avait même pas su lui donner la paix. La Narbonnaise était un passage pour ses troupes, une mine à exploiter pour ses trafiquants, ses publicains : le reste lui importait peu. C'était une annexe militaire de l'Italie, quelque chose comme la *marche* de la province espagnole : mais aucun des hommes d'État de la République n'avait encore songé à tirer un parti honnête des merveilleuses ressources qu'offraient les hommes et le sol de ce pays (1).

#### IV

##### CÉSAR ET AUGUSTE

En l'an 49 avant notre ère les Romains étaient les maîtres de la Gaule et César était le maître des Romains. Rien ne s'opposait plus à ce que le vainqueur des Gaules donnât un libre cours aux vastes desseins politiques pour la réalisation desquels il avait voulu le pouvoir suprême.

Nous avons vu combien les derniers représentants de la République avaient été au-dessous de leur rôle dans le gouvernement de la Narbonnaise.

C'est à César que revient l'honneur d'avoir fixé définitivement l'œuvre de Rome et sa domination dans ce pays.

---

(1) Jullian, *Journal des savants*, 1889. — Hirschfeld, *Corp. Inscr. Lat.*, XII. — Allmer, *Revue épigraphique du midi de la France*, 53.

Après avoir été le conquérant de la Gaule du Nord, il fut le fondateur de la Narbonnaise romaine; il y imprima cette empreinte dont la terre et les hommes sont marqués d'une manière indélébile après dix-neuf siècles de révolutions (1). Dans cette région, si semblable à la Grèce et à la Campanie, il voulut créer non seulement une province conquise, mais un prolongement de l'Italie elle-même. Il ne voulut pas seulement y faire rayonner la civilisation, les mœurs, la langue de Rome, il voulut que ses habitants se regardassent comme aussi romains que les habitants du vieux Latium.

On en a la preuve dans le recueil consacré par le savant Hirschfeld aux inscriptions de la Gaule Narbonnaise (2). Les six mille inscriptions que renferme ce volume forment par leur ensemble le tableau le plus exact de l'histoire de la civilisation et de la vie romaines dans ces contrées. D'autres pays offrent des documents d'une importance plus générale; on ne trouve pas en Narbonnaise des lois municipales analogues à celles de Salpensa et de Malaga; le curieux autel de Narbonne et la loi sur l'organisation du conseil provincial de la Narbonnaise ne valent pas le marbre de Thorigny; on ne trouve, sur les bords de l'Aude, ni les merveilleuses inscriptions militaires de l'Afrique, ni des édits impériaux comme en Orient. Mais ce qu'on y apprécie, c'est cet ensemble de documents qui montre une épigraphie toute romaine. Les textes y ont une ressemblance frappante avec ceux du Latium,

---

(1) Le régime, créé par César et Auguste en Narbonnaise, par opposition à celui des trois provinces, beaucoup plus saisissant que la distinction purement de forme entre l'administration impériale et l'administration sénatoriale, a été la principale cause de la différence encore aujourd'hui presque effective entre les pays de langue d'oc et ceux de langue d'oïl. Mommsen, *Les provinces de la Gaule*, in *Revue épigr. dauidide la France*, II, 208.

(2) *Corpus Inscriptionum Latinarum*, t. XII, *Inscriptiones Galliarum Narbonensis latinæ*; éditit Otto Hirschfeld, 1 vol. Berlin; in-folio.

tandis que dans la Gaule du Nord on rencontre une épigraphie bizarre et d'apparence barbare. « Les inscriptions de la Narbonnaise, dit excellemment M. Jullian, ont une saveur latine, avec je ne sais quel goût d'archaïsme qui nous rappelle que les usages et le parler vieillissent plus lentement dans la province. La Narbonnaise plus que l'Espagne, plus même que la Ligurie et l'Étrurie, est le prolongement épigraphique du Latium » (1).

Les phases de la *romanisation* de la Narbonnaise nous sont indiquées par les inscriptions de Narbonne avec la plus exacte précision. Les historiens parlent plus souvent de ce pays dans les dernières années de la République que pendant la durée de l'Empire. Plus d'un fait capital dans les annales républicaines s'y est passé. Cependant les inscriptions, qui apparaissent en rangs pressés d'Auguste à Commode, et ensuite sous les empereurs de la Tétrarchie, sont très rares avant Auguste. C'est donc que l'assimilation romaine ne date que de la fin de la période républicaine (2).

Il est assez difficile de savoir les changements que César a pu introduire dans la province durant les neuf années si agitées qu'il consacra à la conquête de la *Gallia Comata*. Nous savons qu'il présida des *contentus*; mais cela n'implique l'idée d'aucune création ni d'aucune modification constitutionnelle (3).

Il est donc à peu près certain que César ne changea rien durant cette époque à la forme administrative de la Nar-

---

(1) *Journal des savants*, 1889.

(2) Jullian, *ibid.* D'ailleurs il convient de remarquer que les inscriptions qui reparaissent à l'époque de la Tétrarchie sont des inscriptions publiques. Les inscriptions privées continuent à faire défaut, ce qui indique qu'il n'y eut pas alors un relèvement de prospérité.

(3) Desjardins, *Gaul. Rom.*, III, 19. — Mommsen, *Hist. Rom.*, III. — Herzog, *Gall. Narb.*, 75.

bonnaise; en tous cas les *Commentaires* ne nous donnent aucune indication sur ce point. Par contre ils nous renseignent sur les procédés d'administration militaire par lesquels il préparait l'établissement d'un nouvel ordre de choses. « P. Crassus, étant arrivé en Aquitaine... après  
« avoir pourvu aux vivres et rassemblé les auxiliaires et la  
« cavalerie, appela près de lui les plus braves de Toulouse,  
« de Carcassonne et de Narbonne désignés individuelle-  
« ment » (1).

Ce n'est donc qu'après avoir rassemblé les services réguliers de l'intendance, des vivres (*re frumentaria*), des auxiliaires (*auxiliis*) et de la cavalerie (*equitatu*), que Crassus songe à faire appel à des volontaires désignés individuellement (*multis præterea viris fortibus... nominatim evocatis*).

Que l'on rapproche les mots *nominatim evocatis* de ce texte d'Hirtius: « César avait envoyé (en Espagne)... pareil  
« nombre de troupes gauloises que lui-même avait ras-  
« semblées en appelant de chaque ville ce qu'il y avait de  
« plus illustre et de plus brave (*nominatim ex omnibus  
« civitatibus nobilissimo et fortissimo quoque evocato*),  
« principalement en Aquitaine et dans les montagnes qui  
« touchent à la province romaine » (2); on en tirera la preuve que les volontaires de Toulouse, Carcassonne et Narbonne, ainsi que ceux de l'Aquitaine, sortaient de l'élite gauloise de ces régions. C'était très politique. César enlevait ces soldats à leur propre pays, en faisait des otages, les flattait par ces convocations individuelles et les préparait à recevoir l'assimilation romaine.

Aussi vit-on les Gaulois du Midi défendre leur pays contre les lieutenants eux-mêmes de Vercingétorix. Et

---

(1) *Bell. Gall.*, III, 20.

(2) *Bell. Civ.*, I, 39.



lorsque le grand chef gaulois envoya les *Arverni* et les *Gabali* (1) contre les *Helvii* (2), quand il lança les *Ruteni* (3) et les *Cadurci* (4) contre les Volkes, on vit les *Helvii* et les Volkes combattre au profit de César (5).

Au contact du grand général, de ses lieutenants, de ses troupes toujours victorieuses, on peut penser quelles furent les impressions de ces nobles gaulois. S'il est vrai que la victoire ait eu de tout temps, souvent chez les meilleurs, une irrésistible puissance d'attraction, on ne peut douter que le prestige de César ne devînt vite tout-puissant chez ceux qu'il appelait ainsi auprès de lui.

Mais sitôt la Gaule soumise, ce grand politique oublia les rigueurs de la guerre pour ne songer qu'à l'apaisement des esprits, à la guérison des blessures. Il fit plus. Ce peuple qu'il avait dompté, il voulut le relever, le réhabiliter à ses propres yeux. Il offrit un suprême hommage aux vaincus : il créa la légion de l'alouette (*quinta alauda*<sup>1</sup>), qui prit un numéro parmi les autres légions de l'armée ; composée exclusivement de Gaulois, tous ses soldats furent faits citoyens romains et entretenus aux frais de César (6).

Cet hommage fit tout oublier, dit Desjardins qui va peut-être un peu loin. Mais il est certain que l'orgueil gaulois, si vibrant, si immodéré, dut être frappé à l'endroit sensible.

Lorsqu'on examine la carte municipale de la Gaule romaine à l'époque du principat, on est frappé par cette

---

(1) Gaulois du Gévaudan.

(2) Vivarais.

(3) Rouergue.

(4) Quercy.

(5) *Bell. Gall.*, VII, 64.

(6) *Vocabulo quoque gallico alauda*. Suét., *Cæs.*, 24. — Pline, XI, 37.  
— Desjardins, *Gaul. Rom.*, III, 48.

constatation que, tandis que la Gaule du Nord reste à demi barbare avec la métropole de Lyon et les villes militaires du Rhin et de la Moselle, la vallée du Rhône et le midi de la Gaule sont pleins de cités, de municipalités organisées suivant les règles des cités italiennes. C'est là que se trouvent Narbonne, Arles, Orange, Béziers, Fréjus, Nîmes, Vienne, Aix, Avignon, Toulouse, Carcassonne, Carpentras, Lodève, Apt, Riez, Cavaillon, Vaison, Digne, le Tricastin, sans parler des localités inférieures comme Tarascon, Saint-Rémy, Saint-Thibéry, les Arcs, qui ne sont pas des chefs-lieux de cités. C'est là que le sol est jonché de ces merveilles d'architecture comme les arènes d'Arles et de Nîmes, le pont du Gard, la Maison Carrée, le monument des *Julii* à Saint-Rémy : c'est là qu'à chaque pas la science épigraphique découvre et analyse des documents de pierre et de marbre qui ne seraient point déplacés dans la vallée du Tibre ou du Liris.

Nous avons démontré l'importance stratégique de la Narbonnaise relativement à l'Espagne ; mais cette importance était plus considérable encore au point de vue des nations barbares du Nord. A l'extrémité septentrionale de la Narbonnaise arrivaient presque les provinces de Germanie, d'où étaient déjà descendus les Cimbres et les Teutons, d'où César voyait, avec son œil perçant les ténèbres de l'avenir, le danger toujours suspendu sur les destinées romaines. Les rives de la Moselle et du Rhin avec leurs légions, leurs châteaux, leurs cohortes, faisaient front directement à l'ennemi, formaient la première ligne de défense, la défense active. Au delà, la Narbonnaise avec ses colonies, ses milices, ses murailles et sa flotte, couvrant les rivages de la mer ainsi que les passages des Alpes et des Pyrénées, formait la seconde ligne de protection, la ligne de réserve ; c'était, pour ainsi dire, l'élément de la défense territoriale. Derrière ce double rempart l'Italie pouvait être tranquille, et l'évènement a montré que

ces mesures ont réellement empêché pendant des siècles l'invasion germaine. Dans la pensée de César on pouvait chercher l'expérience de Marius (1).

Le gouvernement de *Tiberius Claudius Nero*, qui se prolongea de l'année 47 au commencement de l'année 44, a une importance capitale dans l'application de la pensée de César. Tiberius Nero était l'homme du dictateur (2), et, s'il vint en Gaule conduire des colonies, comme l'indique surabondamment Suétone, c'est qu'il avait l'autorité permanente des *legati Caesaris* et non une simple délégation. Suétone mentionne parmi les colonies conduites par Tiberius Nero celles de Narbonne et d'Arles (3). Il est certain, d'après ce texte même, qu'il y en eut d'autres, parmi lesquelles Orange (*Colonia Julia Arausio Secundanorum*), Fréjus (*Colonia Forojuliensis* ou *Forum Julii Octavianorum*), Béziers (*Colonia Julia Beterre Septimanorum*) et probablement Vienne (*Colonia Vienna*), Lodève (*Lutera Foroneroniensium* ou *Forum Neronis*), Valence (*Colonia Valentia*).

Les Triumvirs, de 43 à 30, en fondèrent aussi quelques-unes; nous aurons à examiner si Carcassonne (*Colonia Julia Carcaso*) fut du nombre de ces colonies triumviraux.

Toutes ces colonies (surtout celles de droit romain) étaient autant de boulevards où les vétérans fatigués trouvaient un repos mérité, où l'aristocratie gauloise rencontrait le meilleur accueil, où se créaient peu à peu des foyers intellectuels sous l'administration des lieutenants de César, incomparablement plus équitable, plus douce que celle des avides proconsuls du temps de Fonteius.

---

(1) Jullian, *Journal des savants*, juin 1889.

(2) Il avait été son questeur pendant le siège d'Alexandrie après Pharsale.

(3) Suétone, *Tiberius*, 4.

Mais, pour faire bien sentir la portée de l'œuvre du dictateur, il faut dire quelques mots sur la législation romaine au point de vue des personnes et des choses. On pourra voir ainsi en quoi consistaient les réformes qu'il introduisit. La tâche de l'historien est d'autant plus facile qu'il n'inventa rien et se borna à se servir des plus anciennes règles de la constitution sociale et politique de Rome.

Pour les personnes, distinguons les citoyens *romains* et les citoyens *latins*.

Le citoyen romain, ou le gaulois devenu citoyen romain, est assimilé au citoyen de Rome. Il est inscrit dans une des trente-cinq tribus de la Ville Eternelle. Il peut revêtir la toge, honneur très envié. Il ne peut être mis à la question, ni battu de verges (1), supplice infamant dans la société romaine.

A côté des droits politiques la qualité de citoyen romain conférait les droits civils: le *connubium*, le *commercium*, la *factio testamenti*.

Le *connubium* était le droit de contracter avec un citoyen romain ou une citoyenne romaine un mariage entraînant les effets donnés par la loi romaine à cet acte (2). Le *commercium* donnait la capacité de contracter, d'acquérir, d'aliéner suivant les formes établies par le droit civil romain (3). La *factio testamenti* donnait le droit de disposer et de recevoir par testament (4). A l'aide de ces trois instruments la loi romaine devait bouleverser toute l'organisation sociale des Gaulois.

---

(1) *Actes des Apôtres*, XVII, 25-30.

(2) Ulpien, *Fragm.*, V, 3. — Gaius, I, 55, 56. — Accarias, *Précis de droit romain*, I, 85.

(3) Ulpien, *Fragm.*, XIX, 5.

(4) Ulpien, *Fragm.*, XI, 16; XV, 8. — Gaius, II, 114. — Accarias, *Précis*, I, 63, 128.

Les familles gauloises vivant en communauté de biens (1), le gaulois devenu citoyen romain, ayant le *connubium*, devenant père de famille selon la loi romaine, c'est-à-dire seul maître de sa famille et seul propriétaire de ses biens, au lieu d'en être copropriétaire avec ses enfants ou ses parents, brise le vieux moule du clan gaulois (2). D'un autre côté, le *commercium* le dégage aussi de la copropriété collective qui est remplacée par la propriété romaine, c'est-à-dire individuelle. D'autre part le droit de disposer par testament, la *factio testamenti*, produit dans les donations à cause de mort les mêmes effets que l'aliénation entre-vifs (3).

Mais à l'époque que nous examinons ces droits étaient réservés à la haute aristocratie des cités provinciales. Les classes moyennes ou inférieures (*minores, tenuiores, humiliores*) étaient placées trop au-dessous et trop loin pour y aspirer, pour y songer seulement (4).

En nous parlant de *Valerius Donnotaurus*, fils de ce *Valerius Caburus* qui reçut le titre de citoyen romain du proconsul *Valerius Flaccus*, César a soin de nous faire connaître qu'il était un des premiers personnages de sa province (5). Cet exemple nous montre bien à quel point

---

(1) Dans les *pagi* gaulois la propriété était restée collective. D'Arbois de Jubainville, *Le fundus et la villa en Gaule*, in *Comptes rendus de l'Acad. des inscrip. et belles-lettres*.

(2) Le cadastre romain aida aussi beaucoup à ce résultat. Les *pagi* y sont divisés en *fundi* (fonds de terre). Or le fonds de terre romain est une exploitation rurale appartenant à un propriétaire déterminé. — Conf. Viollet, *La politique romaine dans les Gaules après les campagnes de César*, in *Revue historique*, janvier 1889.

(3) Ce n'est pas, dit Viollet (*ibid.*), que les Romains aient eu conscience de ces divers phénomènes de transformation ; tout au plus purent-ils les constater quand ils les virent. Mais le devoir de l'historien est de les noter dans leurs causes et dans leurs effets.

(4) Viollet, *ibid.*

(5) *Bell. Gall.*, VII, 65.



les administrateurs républicains avaient été avares du droit de cité. César le donna plus largement; il fit même des Gaulois sénateurs, ce qui provoqua un certain scandale dans l'aristocratie romaine. « Ils sont venus porter leurs braies dans le Sénat, » disait Suétone (1).

Auguste se montra plus réservé que César pour accorder le droit de cité. Il faut dire que les services exceptionnels et individuels que César avait voulu récompenser en accordant ce privilège envié n'avaient plus lieu de se présenter au temps d'Auguste, la Gaule étant pacifiée et à peu près tranquille. D'ailleurs, dans les cités provinciales elles-mêmes se trouvaient, comme nous le verrons, des pépinières de citoyens romains.

Les *citoyens latins* étaient des demi-romains. C'étaient les indigènes qui avaient obtenu quelques-uns des droits civils dont la réunion constituait le droit de cité romaine. Le droit latin était donc un acheminement au droit romain.

Tout d'abord, ce qui constitua la latinité, ce fut la concession du *commercium*. Le *connubium*, au temps d'Auguste, n'était pas accordé de plein droit au latin (2).

Parmi les villes gratifiées de la latinité les unes ont la latinité supérieure (*maius latium*<sup>1</sup>). Leurs habitants deviennent de plein droit citoyens romains, soit en exerçant une magistrature municipale, soit en faisant partie de la curie. En d'autres, moins favorisées, n'ayant que la latinité inférieure (*minus latium*<sup>1</sup>), le simple décurionat ne suffisait pas; on n'obtenait le titre de citoyen romain qu'après l'exercice d'une magistrature municipale (3).

Voilà pour les personnes. Car nous ne parlons point des

---

(1) *César*, 80. — *Cicéron, Epist. Fam.*, Lettre à Vatien.

(2) *Viollot, ouvrage cité*.

(3) *Conf. Leg. Salpensa et Malacitana*. — *Mommsen, Contribution à l'histoire du droit latin*, traduction Thédenat, Paris, Thorin, 1880.

esclaves qui n'ont aucune personnalité civile, qui sont des choses et non des hommes (1).

Pour ce qui regarde les affranchis, c'est-à-dire les esclaves sortis de la servitude, on n'a qu'à se reporter aux textes et aux traités juridiques spéciaux (2). A Narbonne cette classe, comme nous le verrons par les documents épigraphiques, prit une très grande influence; de nombreux monuments nous feront connaître sa richesse, son luxe insolent pendant l'époque impériale.

La condition des terres est dominée par ce grand principe que toute conquête territoriale appartient à l'État. Dès le règne de Numa, pour le territoire de Rome (*ager romanus*!), et après la guerre sociale pour le territoire de l'Italie, l'État se dessaisit de son pouvoir en faveur des particuliers. Mais à l'égard des provinces Rome ne consentit jamais à ce plein abandon du droit qu'elle tenait de la conquête. Pendant la période républicaine tous les fonds provinciaux avaient appartenu au peuple. Sous le principat ils continuèrent de lui appartenir ou passèrent dans le domaine du prince selon que la province était sénatoriale ou impériale. Au-dessus des fonds provinciaux plana toujours le *dominium*, le domaine éminent de l'État.

L'impôt foncier dans les provinces sénatoriales s'appelait *stipendium*, d'où le nom de *prædia stipendiaria* donné aux fonds de terre dans ces régions. Le *stipendium* alimentait le trésor du peuple ou *ærarium*.

Dans les provinces impériales l'impôt foncier alimentait le trésor du prince (*fiscus*!); il prenait le nom de *tributum*, d'où la qualification de *prædia tributaria* donnée aux fonds de terre dans ces provinces (3).

Cette distinction entre les provinces sénatoriales ou

---

(1) Accarias, *Précis*, I, 68.

(2) Accarias, *Précis*, I, 82, 97.

(3) Gaius, II, 21.

impériales fut l'œuvre d'Auguste (1). Mais elle n'a aucune portée au point de vue du droit privé, c'est-à-dire des rapports des possesseurs de terre entre eux. Dans les deux cas les règles du droit sont les mêmes.

On aurait tort de dire que les fonds provinciaux ne sont pas susceptibles de propriété privée. La propriété en est moins solide, moins entière que celle des fonds italiques, mais leur condition est plutôt différente qu'inférieure. Les modes d'acquérir la propriété selon le pur droit romain ne leur sont pas applicables, mais ces fonds s'acquièrent par les modes du droit prétorien (2) et par ceux du *jus gentium*. La revendication n'en est pas admise par la *rei vindictio* du droit civil, mais elle est garantie par une action réelle dont le résultat est identique à celui de la *rei vindictio*.

Ainsi, au point de vue du droit privé, la différence des terres existe plutôt dans la forme et dans la procédure que dans le fond, et c'est dans le but de maintenir cette distinction, de bien marquer que le *dominium ex jure quiritium*, le domaine quiritaire, ne pouvait être exercé en dehors de l'Italie, que les Romains créèrent pour les fonds provinciaux le mot de *proprietas*, qui exprime avec énergie le caractère exclusif que ce droit confère au même degré que le *dominium*.

C'est donc surtout au point de vue du droit public que peut s'apprécier la différence des fonds italiques et des fonds provinciaux. Pourquoi l'État, qui avait abandonné le *dominium* des fonds romains et italiques, garda-t-il toujours le *dominium* des fonds provinciaux ?

---

(1) Suétone, *Oct. Aug.*, 47.

(2) Sur le droit prétorien, qui, remplaçant peu à peu les règles absolues de la Loi des XII Tables, modifia la jurisprudence romaine dans un sens de plus en plus conforme à l'équité, conf. Ortolan, *Explication historique des Institutes de Justinien* ; Demangeat, *Cours élémentaire de droit romain* ; Accarias, *Précis de droit romain*.

D'abord pour légitimer l'impôt, dont les Romains se faisaient une conception différente de celle des économistes modernes. Aujourd'hui on regarde l'impôt comme le salaire des services que l'État s'engage à nous rendre. Pour les Romains l'impôt est le signe permanent du droit supérieur de l'État. En Italie l'État s'était dessaisi entièrement, donc pas d'impôt foncier. Dans les provinces, l'impôt était la condition de la jouissance accordée aux possesseurs (1).

En second lieu, l'État se réservant le *dominium* pouvait confisquer les biens sans indemnité.

La distinction des fonds provinciaux et italiques persista même après la généralisation du droit de cité au temps de Caracalla.

Auguste semble avoir été le premier à faire bénéficier certaines cités provinciales d'un privilège spécial qui faisait sortir leur territoire de la catégorie des fonds provinciaux pour les assimiler aux fonds italiques (2). Le territoire de ces cités était réputé situé en Italie et jouissait, par conséquent, de toutes les prérogatives des fonds italiques; ces fonds ne payaient pas d'impôt et leurs possesseurs avaient sur eux le *dominium ex jure quiritium* avec toutes ses conséquences. C'est le privilège connu sous le nom de *jus italicum* (3).

Nous n'avons point à entrer dans le détail des nombreuses catégories de cités créées dans la Narbonnaise de 51 à 27, depuis César jusqu'à la Constitution de Narbonne. Dans les pays de l'Aude nous n'avons à examiner l'œuvre

---

(1) L'impôt se payait, soit en nature (5 % ou 7 % du produit, soit en argent. Dans ce dernier cas la somme était fixée d'après la valeur estimative du fonds. Théoph., *De divis. rerum*. — Hygin, *De limit. constit.*

(2) Pline est le premier qui en fasse mention, III, 3, 21. — Dig., L. 1, *De censib.*

(3) Accarias, *Précis*, I, 464.

entreprise par le dictateur et terminée par Auguste que dans deux cités seulement, à Narbonne et à Carcassonne. Narbonne, étant *colonia deducta*, a le droit romain dans toute sa plénitude. Carcassonne ne possède que le titre de colonie latine.

Mais ce que nous devons faire ressortir, c'est la grandiose simplicité des moyens employés par César pour faire entrer la Narbonnaise dans le concert du monde romain, pour transformer une région barbare en une terre romaine et civilisée.

On sait que les Gaulois ne voyaient la patrie que dans l'étroite limite où se trouvait établie leur tribu. Leur véritable groupe social était la cité, que César appelle *civitas* et dont notre appellation moderne donne une idée inexacte. La cité gauloise était un état organisé et souverain. Quelques-unes de ces cités étaient considérables et pouvaient armer jusqu'à 50,000 hommes; elles avaient une capitale, des villes et des places fortes (1). Les Romains ne détruisirent pas de parti pris ces unités politiques. Beaucoup de villes, dans le nord de la Gaule surtout, prirent des noms nouveaux; mais les noms des peuples et des pays ne changèrent pas. Cent ans après que César eût commencé l'œuvre de l'assimilation, cinquante ans après qu'Auguste l'eût achevée, Pline appelle encore Carcassonne *Carcasum Volcarum Tectosagum* (2). Ptolémée, qui écrit plus d'un siècle après Auguste, se sert de la même expression (3).

Ce n'est qu'un souvenir, a-t-on le droit de dire. Cependant on peut remarquer, selon la juste expression de Mommsen, que l'ancienne tradition n'était pas entière-

---

(1) Fustel de Coulanges, *Institutions politiques de l'ancienne France*, I, édit. Jullian.

(2) III, 5; 6.

(3) II, 9.



ment brisée. Le souvenir de la primitive attache commune continuait à subsister, comme le montre la dévotion persistante dont fut honoré, pendant tout le temps de l'Empire, le dieu-fontaine *Nemausus* chez les Volkes de Nîmes. C'est même une chose fort curieuse de retrouver en pleine Narbonnaise, dans ce pays que les Romains considéraient comme une seconde Italie, un *pays* gaulois, la cité des Voconces, conservant l'organisation celtique dans ses traits essentiels en vertu d'un pacte d'alliance remontant peut-être à César et maintenu jusque sous l'Empire (1).

L'ancienne unité n'était pas brisée, avons-nous dit, seulement les liens anciens qui la formaient, après avoir été brisés entre les mains de Vercingétorix, se renouaient à Rome. Et la politique de César eut de si grands effets que cette transition se fit pour ainsi dire d'elle-même et par la seule force des choses.

On peut donc, en prenant la question dans son ensemble, dire que les Romains ne firent que régulariser la division territoriale dont ils trouvèrent les premiers linéaments dans la répartition de l'ancien état celtique; selon le besoin des circonstances, ils morcelèrent ou agrandirent le territoire des cités celtiques et en firent autant de petites républiques, autonomes quant à leur administration intérieure et dans lesquelles le citoyen était aussi indépendant qu'il pouvait l'être dans cette forte organisation sociale de Rome où le droit de l'État était tout et le droit individuel rien ou à peu près (2).

Toutes ces nouvelles municipalités ne furent pas également favorisées. Certaines, comme Narbonne et Arles, furent tout d'un coup des cités romaines. Des citoyens

---

(1) Hirschfeld, *Die civitates federatæ im Narbonensischem Gallien*, in *Gallische Studien*. — Allmer, *Revue épigraph.*, n° 465, 533. — Mommsen, *Les provinces de la Gaule*, in *Rev. épigr.*, t. II.

(2) Fustel de Coulanges, *Institutions politiques*, I.

romains, des vétérans, des colons volontaires, vinrent des bords du Tibre s'y faire une nouvelle patrie, emportant avec eux leur statut personnel, leur qualité de citoyens romains. D'autres, ce fut la plus grande majorité, n'eurent le droit romain que par fragments. A mesure que l'une d'elles, pourvue d'avantages inférieurs, se montrait digne de privilèges supérieurs, elle franchissait progressivement l'ordre ascensionnel qui pouvait la conduire au rang de cité romaine (1).

Chacune avait donc sa charte particulière, sa constitution municipale où étaient spécifiés les avantages qui lui étaient concédés (2). Mais si les droits individuels de leurs habitants, si la situation légale des cités variait de l'une à l'autre, on retrouvait dans toutes cette administration intérieure, composée de la curie, pouvoir délibérant, et des quatre ou six magistrats, pouvoir exécutif, administratif et judiciaire, empruntée aux municipes italiens (3).

Et c'est là ce qui prouve bien ce que nous disions de la grandiose simplicité des moyens employés par César: il n'inventa rien; il se contenta de puiser dans les vieilles règles de la constitution romaine, de pratiquer en Narbonnaise, sur un plan méthodique et déterminé, les procédés ébauchés par le Sénat en d'autres régions.

Cette autonomie de la cité, cette administration municipale confiée à une classe aristocratique, responsable du bon ordre et de la sécurité des citoyens, ces prêteurs, plus tard *duumvirs*, ces questeurs, ces édiles, qu'était-ce

---

(1) Rien n'est plus insaisissable, nous l'avons dit, que la définition de la latinité. Il n'est pas exact de dire que la latinité fut toujours le démembrement de telle ou telle partie des droits civils, car on voit des villes latines, en Espagne par exemple, qui ont tous les droits civils. La latinité est un état de transition vers l'homogénéité future.

(2) Lois de la *Colonia Genetiva Julia*, lois de *Salpensa* et *Malaga*.

(3) Conf. *Lex Julia municipalis*, *Corp. Inscr. Lat.*, I, 206. — Bruns, *Fontes juris romani antiqui*. — Furlanettus, *Cap. Pat.*, 88.

autre chose que l'administration de la Ville Eternelle? L'ordre des décurions, c'était un sénat municipal; les préteurs, c'étaient les consuls d'une cité (1).

Cette constitution qui avait fait la force et la grandeur de Rome, les peuples italiens l'avaient sollicitée avec le titre de citoyen romain; ils avaient même versé des flots de sang pour contraindre Rome à la leur donner. Ce fut cette même constitution que César imposa aux cités de la Narbonnaise; ce fut ce même titre de citoyen romain qu'il fit briller aux yeux des hautes classes indigènes comme la perspective d'avoir la gloire de partager les mœurs, les études, les plaisirs du peuple le plus puissant, le plus cultivé de l'humanité d'alors; mais ce fut à la condition de partager préalablement la culture littéraire, le respect de la loi, l'exercice des fonctions municipales dans la société polie où il leur offrit de prendre place.

La noblesse gauloise d'ailleurs se trouva vite à sa place dans la société romaine, aristocratique par excellence. Peut-être aussi elle préféra la domination des vainqueurs, qui lui laissait son importance, à l'état de choses nouveau, au régime démocratique que la résistance de Verceingétorix tendait à faire prévaloir.

Or ce que ses nobles voulaient, la plèbe gauloise était bien forcée de le vouloir, car ils la tenaient dans la plus entière dépendance. Mais la plèbe elle-même ne fit pas de difficulté pour suivre l'évolution que lui indiquait la

---

(1) On admet, en effet, généralement que les préteurs ou *duumviri* municipaux répondaient aux consuls. Cependant la hiérarchie du Sénat de Rome se composait de trois degrés connus: questeurs, édiles ou tribuns du peuple, préteurs. Il serait plus exact d'assimiler les *duumviri* municipaux aux préteurs qu'aux consuls, d'autant mieux que les *duumviri* s'appelaient, dans beaucoup de cités, *préteurs* et étaient des *juges*. Les deux exemples de consuls municipaux de la ville de Bénévent fournis par des inscriptions archaïques (1844-584 de Wilmanus) sont peu concluants; la lecture n'en est même pas bien certaine.

noblesse. Du moment qu'elle devait obéir à un maître, elle aimait autant que ce maître fût si éloigné qu'il devenait impersonnel ; aussi la suppression des suprématies locales fit-elle accepter par le peuple la nécessité de se soumettre à un pouvoir étranger. Et, en fait, ces suprématies locales disparurent dans ce qu'elles avaient de plus étroit, de plus absolu (1). D'où la fin des dissensions intestines dans les cités. Et c'est ainsi que pour la plupart la suprématie romaine se présenta, non comme un pouvoir oppresseur, mais comme une assurance de paix, une garantie de liberté.

D'autre part, à côté de toutes ces circonstances qui nous montrent que la politique inaugurée par César fut un admirable mélange de force, de finesse diplomatique et de science administrative, une autre considération doit être notée ici. C'est que, toutes les fois que deux peuples sont en présence sur le même sol, il se produit, après les incidents tumultueux de la première rencontre, un mouvement ascensionnel qui porte le moins civilisé à s'imprégner des mœurs et des coutumes du plus civilisé. Un peuple avancé en civilisation, vaincu par un peuple barbare, lui inculque une grande partie de sa culture intellectuelle par la seule force du rapprochement. A plus forte raison cette loi de l'histoire s'impose quand c'est le peuple civilisé qui est vainqueur du peuple barbare.

Bien que les Triumvirs (43 à 30) se prétendissent les continuateurs de la politique de César, leur passage aux affaires marqua un interrègne de vingt-six ans dans cette marche progressive de la Narbonnaise vers son identifica-

---

(1) Fin relative bien entendu. Ce changement ne se fit pas du jour au lendemain. On voit encore en l'an 71, sous Tibère, le trévère *Florus* entraîner à sa suite « la multitude de ses débiteurs et de ses clients et les obliger « à prendre les armes. » Tacite, *Annal.*, III, 41, 42. Mais ce qui jadis était la règle devenait de plus en plus une exception.

tion à la patrie romaine. C'est Auguste, lorsque les événements eurent consolidé la fortune hasardeuse d'Octave, qui fut le véritable continuateur de César. A cette grande œuvre il consacra de nombreuses mesures administratives, extension du droit latin, régularisation des limites provinciales, grands travaux publics, règlements municipaux, répartition exacte de l'impôt.

De toutes les régions de l'occident romain, ce fut la Narbonnaise qui devint la première une fédération de villes romaines. Depuis l'arrivée des Phocéens, six cents ans avant notre ère, il n'y a pas d'époque plus solennelle dans l'histoire de la civilisation de ce pays (1).

Et l'on peut voir qu'un demi-siècle suffit pour arriver à ce grand résultat, si l'on se reporte à ce qu'écrivait Pline : « Par la culture de ses champs, par la dignité de ses habitants et de ses mœurs, la Narbonnaise mérite de ne se voir préférer aucune des provinces de l'Empire. Après tout c'est l'Italie bien plutôt qu'une province (*Italia verius quam provincia*) » (2).

GASTON JOURDANNE.

---

(1) Jullian, *Journal des savants*, 1889.

(2) *Hist. nat.*, III, 5. — On a fait remarquer qu'il était souvent impossible de distinguer la part de César de celle d'Auguste dans l'adaptation de la Narbonnaise au régime municipal. Jullian, *loc. cit.*, et Allmer, *Revue épigraph.*, juin 1889, font la distinction suivante. A César appartiennent les colonisations de Narbonne et d'Arles, peut-être celles de Béziers, Orange, Fréjus, ainsi que la réduction du territoire marseillais. A Auguste il y aurait à attribuer la création de la plupart des cités latines, qui, soit avec le nom de *Julia Augusta*, ou simplement d'*Augusta*, soit sans ces noms, ont eu le titre de *colonia*, titre purement honorifique d'après Herzog et Hirschfeld, au contraire répondant à une colonisation réelle selon Jullian.

Il reste à faire une dernière observation. La rapide transformation de la Narbonnaise ne peut s'expliquer seulement par les effets de l'habile politique de César et d'Auguste. Il faut qu'il y ait eu une colonisation réelle dans les cités latines, colonisation amenée par une immigration de colons italiens qui étaient probablement des plébéiens ou des soldats auxiliaires employés en grand nombre dans les dernières guerres civiles.



## UN TRIENS WISIGOTH INÉDIT<sup>(1)</sup>

---

J'ai à vous communiquer aujourd'hui une pièce que je crois unique et inédite. Elle est dans tous les cas excessivement rare et fort peu connue. Je ne la trouve dans aucun catalogue, dans aucun recueil. C'est un triens wisigoth qui ne figure ni dans l'ouvrage de Heiss (2), ni dans le manuel de M. Alvaro Campaner (3) tout récemment publié. Il porte le nom du roi Tulga et a été frappé à *Tarazona*.

Le nom de Tarazona désigne plusieurs villes d'Espagne dont les plus connues sont situées, l'une à 30 kilomètres environ N. N. O. d'Albacète (4), l'autre en Aragon à 75 kilomètres O. N. O. de Saragosse. La première est un bourg de quatre à cinq mille habitants. La seconde en a de huit à dix mille. C'est une ville bâtie au pied du Moncayo, dans une plaine d'une extrême fertilité.

---

(1) Communication faite par M. Amardel à la réunion de la Commission archéologique du 6 mai 1896.

(2) *Description générale des monnaies des rois wisigoths d'Espagne*, par Aloïss Heiss, in-4°, Paris, 1872.

(3) Alvaro Campaner y Fuertes, *Indicador manual de la numismática española*, Palma de Mallorca, 1891.

(4) Murcie, Espagne orientale.

Il s'agit de cette dernière qui a une assez grande importance historique, qui a été jadis beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui.

C'est une des villes les plus anciennes de l'Espagne. Ce fut un municipe sous les Romains, c'est l'antique *Turiaso*, célèbre, suivant le témoignage de Pline (1), par la trempe que ses eaux avaient la propriété de donner au fer (2). C'est même, paraît-il, à cette propriété que cette vieille cité devrait son nom.

Ses monnaies celtibériennes portent, en effet, une légende que Heiss transcrit par **OVRIASAV** ou **OVRIASO**, c'est-à-dire *ouria*, eau, et *so*, finale qui comporte l'idée d'excellence (3).

Cette localité a eu, on le voit, un atelier monétaire dès la plus haute antiquité. Elle est représentée dans la numismatique par des monnaies ibériques, latines (4) et wisigothes.

Sous les Wisigoths, Turiaso devint le siège d'un évêché. Prise par les Arabes en 713, cette ville devint la capitale d'un gouvernement dépendant du califat de Cordoue. Les chrétiens la reprirent en 1118 sous la conduite d'Alphonse I<sup>er</sup> d'Aragon. Il s'y tint un concile en 1229 et les cortès à quatre époques.

Le nom de Turiaso est écrit *Turiasson* dans la chronique d'Idacius, *Tyriassone* dans l'Anonyme de Ravenne et **TIRASONA** sur les monnaies wisigothes.

L'atelier wisigoth de Tarazona n'est représenté que par des pièces de Reccarède, Gondemar, Sisebut et Suinthila.

Ces trois derniers ayant régné consécutivement et le

---

(1) XXXIV, 41.

(2) Cf. de Humboldt, *Recherches sur les habitants primitifs de l'Espagne*, chapitre XX. — Heiss, *Monnaies antiques de l'Espagne*, pp. 190 et 191.

(3) Heiss, *Monnaies antiques de l'Espagne*, p. 191.

(4) Sous Auguste et sous Tibère.

nom de Tarazona ne figurant plus sur aucune pièce depuis Sisenand jusqu'à la fin de la monarchie, on aurait pu penser que l'atelier avait cessé d'exister dès le règne de Suinthila. Le nouveau triens vient prouver le contraire; il comble une lacune dans la série de cet atelier et fait espérer que les monnaies frappées à Tarazona par les rois postérieurs à Suinthila seront un jour retrouvées. L'existence de ces monnaies est d'autant plus probable que le règne de Tulga a été de courte durée et qu'on comprendrait par conséquent que quelques ateliers n'aient pas émis des espèces à son nom, qui ne paraît que sur celles de Lorera, Casaraugusta, Tarraco, Beatia, Toletum, Barbi, Cordoba, Hispalis, Egitania et Emerita (1).

De même que l'atelier de Tarazona doit avoir émis des pièces au nom de la plupart des autres rois wisigoths, de même la plupart des autres ateliers de la monarchie doivent avoir frappé des monnaies au nom de Tulga (2).

C'est déjà la seconde fois qu'une pièce inédite de ce roi passe sous mes yeux. La première appartient à un de mes confrères qui se propose de la faire connaître lui-même: je n'indique pas l'atelier où elle a été émise pour ne pas la délorer. Et je puis encore faire observer que M. Alvaro Campaner avait déjà ajouté un nom à la liste des villes ayant frappé monnaie pour Tulga, celui de *Luco* (3), localité déjà mentionnée sur des pièces de Suinthila, de Chintila et de Chindasuinthé.

Tulga a régné un peu plus de deux ans. Son père Chintila mourut au commencement de l'année 640, au grand

---

(1) Ledra ou Latra, Saragosse, Tarragone, Bacza, Tolède, Barbi près de Martos, Cordoue, Séville, Idanha-Velha et Merida.

(2) Toutes les monnaies de Tulga sont très rares.

(3) *Lugo*, capitale de la province de ce nom: c'est l'antique *Lucus Augusti*. Le triens de Tulga frappé dans cette localité n'est donné par M. Campaner que d'après une description de D. Arturo Pedrals.

regret, dit Ferreras (1), de toute la nation, à cause de ses grandes vertus hautement proclamées par le concile de Tolède en 638.

Tulga était jeune encore, mais il promettait beaucoup ; il fut élu roi surtout à cause des souvenirs laissés par son père. Mais sa jeunesse et son caractère doux et indécis lui firent bientôt perdre la couronne. Il manqua d'autorité et ne sut maintenir ni le peuple ni les grands qui résolurent de le remplacer par un homme plus âgé et plus énergique et qui choisirent l'un d'entre eux, Chindasuinthe, qui n'avait pas moins de quatre-vingts ans. Chindasuinthe s'empara du jeune roi, lui fit couper les cheveux et le relégua dans un monastère où il finit ses jours dans un âge peu avancé. Suivant la chronique de Saint-Julien de Tolède, Chindasuinthe commença à regner le premier mai 642 ; il mourut en 653 laissant le trône à son fils Reccesuinthe à qui il avait remis le pouvoir dès 649, passant ses dernières années dans la retraite et la pénitence, et faisant largement l'aumône de ses propres biens, nous disent les chroniqueurs.

Les monnaies de Tulga retrouvées jusqu'à ce jour sont peu nombreuses. Elles présentent toutes le buste de face au droit et au revers, usité alors dans tous les ateliers de la Péninsule. Ce type en effet paraît sur toutes les espèces de Chintila, prédécesseur de Tulga, et de Chindasuinthe, son successeur. Une seule pièce de Chintila porte au revers la croix sur trois degrés dont l'emploi se généralisa vers la fin de la monarchie wisigothe ; mais elle est frappée à Narbonne. Je puis donc faire remarquer, en passant, que c'est à Narbonne que ce type de la croix sur trois degrés au revers a été innové ou repris. C'était réellement une innovation, car il avait été abandonné en Espagne dès le règne de Léovigilde, c'est-à-dire dès que les rois wisigoths

---

(1) *Histoire générale d'Espagne*, III<sup>e</sup> partie.

avaient émis des monnaies nominales. Ce type paraît en effet sous ce roi, mais il ne reparait plus après lui. L'adoption du second buste de face venant remplacer au revers la victoire ou la croix, au moment même où le nom de l'empereur romain disparaissait définitivement, prouve bien que ce second buste est celui de l'empereur, dont le nom ne trouve plus de place ni au droit rempli par celui du roi qu'on est le plus souvent forcé d'abrégér, ni au revers occupé par celui de la ville. Il s'immobilisa sur la monnaie, mais ne tarda pas à n'avoir aucune espèce de signification politique. Et dans tous les cas, comme le fait remarquer Heiss (1), il est tout spécial aux Wisigoths et n'a rien de commun avec les espèces byzantines de la même époque.

La reprise du type de la croix à Narbonne n'a pas de signification politique non plus. Elle ne marque pas plus l'émancipation définitive des envahisseurs que les deux têtes ne marquaient une dépendance qui n'existait point. Elle n'est pas davantage due à l'imitation de la monnaie byzantine. Elle est la conséquence de la situation géographique de Narbonne, elle est due à l'influence mérovinienne. Cela est évident. S'il en était autrement, pourquoi cette innovation aurait-elle eu lieu à Narbonne et non à Tolède (2) ?

Mais ce type inauguré en Gaule ne tarda pas à se répandre dans toute la Péninsule, ce qui prouve que Narbonne, malgré son éloignement, malgré les Pyrénées, exerçait une influence réelle sur le reste de la monarchie. Le fait

---

(1) *Monnaies wisigothes*, p. 29.

(2) Je ne veux pas dire que le type de la croix sur des degrés ne dérive pas de la monnaie byzantine ; il avait été employé par Léovigilde et était imité des sous d'or de Tibère-Constantin, mais il avait été abandonné en Espagne tandis qu'en Gaule il avait pris une grande extension. Lorsqu'il reparut sur la monnaie wisigothe à Narbonne, il ne dérivait qu'indirectement du numéraire impérial.



numismatique que je viens de vous signaler, peu important en apparence, me semble intéressant. Je ne crois pas qu'il ait été remarqué.

Je pourrais multiplier les observations qui prouvent que, si l'atelier de Narbonne n'exerçait pas une influence directe sur les ateliers espagnols, du moins les artistes, les graveurs narbonnais jouissaient d'une indépendance absolue.

Lorsqu'en 649 Chindasuinthe, s'étant associé son fils, voulut consacrer cette association sur ses espèces, la monnaie de Tolède créa un type tout nouveau. La tête de face fut remplacée par un profil; on y lit le nom du vieux roi. Mais au revers tout change. La seconde tête disparaît, ce qui prouve bien une fois de plus que c'était celle de l'empereur qu'on y avait en quelque sorte oubliée. Car si c'eût été celle d'un associé au trône, comme on l'a pensé, ce n'est pas alors qu'on l'eût enlevée: c'eût été le moment de l'y mettre. Le buste du revers disparaît donc et est remplacé par un monogramme composé des lettres formant le nom de la ville, disposées en croix, et la légende circulaire nous donne celui du second roi.

Tous les ateliers espagnols imitent ce type en modifiant, cela va sans dire, le monogramme. Mais à Narbonne on n'inscrit pas le nom de Reccesuinthe; la croix sur trois degrés est placée au revers et la légende reste **NARBONA PIVS**. Au droit on lit comme de coutume **CHINDASVINTVS**, mais le champ est occupé par deux petits profils placés en regard et séparés par un sceptre. Ces deux bustes représentent bien cette fois les deux souverains. Et ce type créé à Narbonne sera reproduit dans toute l'Espagne, non pas immédiatement, car Reccesuinthe sera bientôt seul roi, mais dès que l'occasion s'en présentera, dès que Egica se sera associé son fils Wittiza.

Ces remarques, sans doute, n'ont point de rapports avec le triens que je vous présente aujourd'hui, mais elles

intéressent à un haut degré l'histoire monétaire de Narbonne et je ne pouvais les passer sous silence.

Je reviens à Tulga.

Son nom se présente sur ses espèces sous les formes suivantes :

+ **TVLGAN REX** (Tolède, Emerita, Egitania, Cordoue).

+ **TUL GAN RE** (Beatia, Hispalis).

+ **TUL · GAN RE** (Barbi).

+ **TULG : AN RE** (Saragosse).

+ **TULC · AREXO** (Tarragone).

Je lis sur le nouveau triens :

+ **TULC · ANREX** (**N** retourné).

Le revers des diverses pièces de Tarazona nous donne les légendes qui suivent :

+ **TIRA : ONEIV** ; (étoile) **TIRA : O : NAIV : T : TIR : S** (retourné) : **NAIPIV** : pour Reccarède.

+ **TIRA : ONEIV · TO** ; + **TIRA : ONEIO** : pour Gonde-mar.

+ **TIRA : ONAIVSO** **T'S** retourné pour Sisebut.

+ **TIR · A : ON · EIVS** ; + **TIR · A : ONAIVS** · pour Suinthila.

Le nouveau triens porte :

+ **TIRA : ONAI** : (1).

Le **R** présente une disposition particulière : il semble formé d'un **A** non barré et d'un **P** liés ; il a l'aspect d'un

---

(1) Je donne toutes ces inscriptions pour répondre d'avance à une question qu'on pourrait se poser relativement à l'authenticité du nouveau triens, quand on ne l'a pas vu. Ne serait-il pas le résultat de la combinaison de deux pièces déjà connues, du revers d'une monnaie quelconque de Tarazona et du droit d'une pièce de Tulga frappée ailleurs ? Il suffit de parcourir les légendes ci-dessus pour constater que les deux inscriptions du nouveau tiers de sou se présentent sous des formes inédites.

monogramme qu'on ne pourrait traduire que par **AP** dans toute autre inscription. Je remarque exactement la même disposition au revers du triens de Suinthila.

Les deux bustes de face du nouveau tiers de sou sont comme de coutume identiques; ils sont à fort peu près semblables au buste des pièces de Tulga de Saragosse ou de Tarragone; ils rappellent également les têtes des monnaies de Suinthila et de Sisebut frappées à Tarazona; ils sont conformes, en un mot, au buste caractéristique de la Tarraconaise.

La description du nouveau triens peut se résumer ainsi:

+ **TVLC · ANREX**

Buste de face.

Revers:

Buste de face exactement semblable;

+ **TIRA : ONAI :**

Les croisettes initiales du droit et du revers sont posées, non comme des croix, mais comme des **X**. Les **A** ne sont pas barrés, il est superflu de faire cette observation qui s'applique à toutes les légendes que je viens de citer. Les **N** au droit et au revers sont retournés.

Diamètre: 0, 018.

Poids: 4<sup>gr</sup>,49.

Le poids est faible; cela vient surtout de ce que la pièce n'est pas entière: elle est d'une conservation parfaite, mais elle a été malheureusement ébréchée. Le morceau de métal qui manque a emporté avec lui le haut du **T** de *Tulga* et au revers le point supérieur et l'**O** de **TIRA : ONA**. On devine qu'il y avait deux points par la position de celui qui subsiste; mais l'**O** a entièrement disparu.

Le métal est d'assez mauvais aloi; l'or est très pâle.

Le nouveau triens a été trouvé aux environs de Narbonne; il appartient à M. Berthomieu. Son authenticité ne saurait être contestée. La pièce n'a absolument rien de

suspect. Il n'existe aucun coin de Becker ni d'aucun autre faussaire, semblable au droit ou au revers de ce tiers de sou; et j'ai déjà fait remarquer qu'il ne pouvait pas être dû à la combinaison des deux côtés opposés de deux monnaies authentiques différentes.

Je termine en m'excusant de m'être longuement étendu sur ce triens qui n'appartient pas à la série narbonnaise. Mais Narbonne faisait partie de la monarchie wisigothe; elle émettait des monnaies semblables ou analogues à celles que je viens de décrire, et l'étude comparative de toutes ces pièces nous révèle presque toujours des faits qui intéressent notre atelier.

G. AMARDEL.

## LETTRES INÉDITES DU GÉNÉRAL MERLIN <sup>(1)</sup>

---

*Au quartier général de l'armée devant Mayence, à Oberingelheim, le 26 frimaire, an 3<sup>e</sup> de la République.*

Je t'avais promis, mon ami, en partant de Paris de t'écrire, je n'ai pu le faire plutôt, parce que depuis mon départ nous avons toujours été en route. Nous avons parcouru tout le pays de ce côté ci du Rhin, qui est très beau.

Mayence est toujours bloqué; nous y avons 60,000 hommes, l'on n'a pas encore pu ouvrir la tranchée parce que les canons de siège ne sont pas arrivés, mais ils arrive-

(1) Ces lettres font partie des papiers de la famille du conventionnel Michel Azéma, qui ont été sauvés d'une destruction certaine par M. Alcime Cabanes, membre correspondant de la Commission archéologique, et déposés par lui aux archives de la commune d'Argeliers. Elles fournissent quelques renseignements biographiques intéressants sur le général Eugène Merlin, fils de Merlin de Douai, et sur l'époque pendant laquelle il a vécu. Les dictionnaires biographiques nous apprennent seulement qu'Eugène Merlin, né à Douai en 1778, s'enrôla dès l'âge de quinze ans, fit avec distinction les campagnes de l'Empire et fut fait général en 1813; qu'en 1815, à la nouvelle du retour de Napoléon, il alla seul avec un aide de camp et deux gendarmes prendre possession du fort de Vincennes; que, laissé sans emploi sous la Restauration, il fut remis en activité en 1830, prit part au siège d'Anvers, fut nommé en 1838 pair de France, et mourut en 1854. (L. N.)



ront sous peu de jours. Nos batteries devant Manheim vont tirer dans deux ou trois jours et cette ville va être réduite en cendres. Nous ne sommes ici qu'à une lieue du camp de Mayence, et j'y vais très souvent: donne-moi l'adresse de Calon, je sais qu'il est devant Mayence, mais j'ignore le nom de son bataillon.

Nous avons appris avec bien du plaisir que Carrier était renvoyé au tribunal révolutionnaire, et que les 71 députés étaient rentrés dans le sein de la Convention.

Communique ma lettre à Cadet, Boucher, Rudeaux, etc.  
Je t'embrasse et suis

Ton ami,

MERLIN fils.

~~~~~

Trèves, le 12 pluviôse, an 3<sup>e</sup> de la République.

Mon ami, j'espère que cette fois tu ne pourras pas me taxer de paresse, car à peine arrivé je n'ai rien de plus pressé que t'écrire. Je suis fâché de n'avoir pu te voir à la Convention et je crois que ce jour-là vous vous étiez tous donné le mot pour ne pas venir, car à deux heures et demie, lorsque je partis, personne de vous n'était encore arrivé.

Nous avons été devant Luxembourg, je t'assure que c'est une place diablement forte, mais que nous prendrons par famine, étant à quarante lieues dans le pays que nous occupons, et l'ennemi ne pouvant par conséquent y porter de secours. Nous ne ferons que le bombarder un peu dans une couple de mois, lorsqu'il commencera à manquer de vivres.

Nous partons demain pour aller devant Mayence, et avant quinze jours j'espère que nous serons à Paris, pour

voir le rapport de la commission des 21 sur Barère et ses infames camarades.

Bien des choses à Cadet, Rudeaux, Brisson, etc.

Je t'embrasse,

MERLIN fils.

~~~~~

Thionville, le 27 germinal, an 3<sup>e</sup> de la République.

MON AMI,

Nous sommes arrivés hier, Petit a été des nôtres. A force d'intercéder auprès de Merlin, il a réussi dans son projet : si tu avais fait de même, tu serais venu avec nous, mais tu n'as pas voulu écouter mes avis et ceux de Cadet et de Rudeaux. Maintenant tu dois t'en repentir.

Nous partons demain pour Luxembourg que l'on va bombarder d'une très jolie manière.

Adieu, mon ami, rappelle toi la promesse que tu m'as faite de m'écrire tous les quintidis : je tiendrai la mienne.

Adresses moi tes lettres sous le couvert de Merlin de Thionville, près les armées de Rhin et Moselle au quartier général.

MERLIN fils.

*Au citoyen Azéma fils, à Paris.*

~~~~~

Strasbourg, le 5 floréal, an 3<sup>e</sup> de la République.

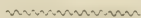
MON CHER AMI,

Je tiens ma promesse de t'écrire tous les quintidis, j'écris par le même courrier à Cadet à qui je n'ai pu écrire

hier, parce que nous étions en route pour venir de Thionville ici. Envoie moi, je te prie, du poivelu, cela se vend sur le quai de la Feraille, chez un herboriste qui est connu en ce que tous les charlatans vont en acheter chez lui. Envoie m'en pour 3 liv. Cela nous servira à faire gratter tous ceux qui nous font enrager.

Adieu, je pars incessamment ainsi que Petit pour Mayence.

MERLIN.



Bruxelles, le 8 pluviôse, 4<sup>e</sup> année républicaine.

*Merlin, aide de camp du général de division Songis, commandant en chef la division de la Belgique, à son ami Azéma.*

Si la lettre que je t'ai écrite il y a dix jours n'a pas été longtemps en route, la tienne en revanche en a été huit à me parvenir.

Jé suis fâché que tu quittes décidément Paris, nous serons plus longtemps à recevoir des lettres l'un de l'autre, la distance qui est entre nous allant être considérablement augmentée par ton départ.

Tu as bien fait et très bien fait de rompre tout à fait avec Cadet. C'est un animal qui ne mérite pas beaucoup qu'on s'en occupe, et je te promets bien pour mon compte de ne plus renouer avec lui à moins qu'il ne se comporte mieux qu'il ne l'a fait jusqu'à présent. Tu me dis que Rudaux est extrêmement changé, mais est-ce en bien ou en mal? c'est ce que je te prie de me marquer. Je suis fâché de ne pas l'avoir vu pendant mon séjour à Paris: c'est un bon garçon.

Je n'ai pas reçu la lettre que tu m'annonces devoir

m'être remise par Monchanin, je sais seulement qu'il doit venir avec Lefebvre, commissaire des guerres : ce Lefebvre est le même que nous avons vu si souvent au Comité de législation.

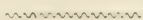
J'apprends maintenant les mathématiques, j'ai un bon maître d'armes, et je vais apprendre à jouer de la clarinette.

Surtout lorsque tu partiras de Paris n'oublies pas de me donner ton adresse.

Adieu, je t'embrasse, penses souvent à ton ami.

MERLIN.

*Au citoyen Azéma fils, à Paris.*



Paris, le 26 ventôse, an 5<sup>e</sup>.

M. A SON AMI AZÉMA FILS.

Non, tu ne peux te figurer la joie que j'ai ressentie à la réception de ta lettre. J'étais alors dans le cabinet de papa où je travaille, et je crois que si j'eusse été tout autre part j'eusse fait des bonds jusqu'au plancher. Il m'est bien doux d'avoir la persuasion que tu n'oublies pas ton ami et qu'au milieu des plaisirs champêtres tu penses encore quelquefois à lui. Ah ! qu'il voudrait bien jouir avec toi dans quelque coin ignoré de la paix et du bonheur, dont notre malheureuse patrie ne jouira pas de longtemps ! L'on tente maintenant un bouleversement général dans toute la France, et l'esprit public ne le secondera peut-être que trop. Le nouveau tiers sera détestable, et l'on n'attend que son installation pour décréter

le Directoire d'accusation. Voilà ce que nous avons à craindre et ce dont on s'est déjà vanté. Juges donc de notre situation, elle est on ne peut plus critique et elle ne l'a jamais été autant à mon avis. Les scélérats de journalistes remplissent tous les jours leurs feuilles de calomnies et de diatribes infames contre les vrais amis de la République et contre les gens en place qui veulent vraiment le maintien de la Constitution. Le Directoire a fait hier un message au conseil des Cinq Cents, pour l'engager de prescrire aux électeurs le serment de haine à la royauté et à l'anarchie. Le tumulte a été épouvantable dans le conseil; plusieurs membres s'y sont montrés tout à découvert et ont totalement jeté le masque. Camus a osé dire à la tribune que s'il était électeur il ne le prêteroit pas. La discussion est ajournée à aujourd'hui et je vais y aller.

Canclaux va à Naples comme ambassadeur (1). J'aurais bien voulu aller avec lui, mais il eût fallu que j'y aille à mes frais et vivre de même, ce qui auroit coûté beaucoup. Le Directoire ne lui a accordé aucune suite. Ceux qui veulent partir avec lui n'ont aucuns appointements.

Nos finances sont dans un état déplorable. Voilà deux mois que nous n'avons été payés, ainsi que le Directoire, les ministres et les employés des bureaux; tandis que tous les premiers du mois les députés sont payés à point nommé.

En voilà assez pour aujourd'hui. Je t'ennuie de mon bavardage, mais quand je t'écris c'est comme si je te parlois, j'ai toujours quelque chose à te dire, et si l'heure ne me presse, je crois que j'écirais jusqu'à demain matin tant j'ai de plaisir à m'entretenir avec toi.

---

(1) Canclaux (J.-B.-Camille, comte de), général français, 1740-1817, eut deux fois le commandement en chef de l'armée républicaine de l'ouest et dégagca Nantes attaqué par 60,000 Vendéens (juin 1793). Il fut ambassadeur à Naples (1797) et sénateur (1804). Voyez comte de Mouy, *Eloge du comte de Canclaux*.



Je t'embrasse mille et mille fois.  
Ton ami jusqu'à la mort.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne,  
département de l'Aude.*

(Sceau du ministère de la justice).

~~~~~

Paris, le 6 germinal, an 5<sup>e</sup>.

Eh! bien, mon cher ami, suis-je de parole, ne tiens-je pas bien mes promesses? Je te promets d'être toujours aussi exact, surtout dans le moment présent; je t'informerai de tout ce qui se passera et je crois que nous en verrons de belles sous peu.

Les électeurs de Paris sont nommés et les choix ne sont tombés que sur ceux qui étoient à la tête de la révolte de vendémiaire: juges donc comme ils choisiront de bons députés. Voilà le moment où les patriotes doivent se montrer et se rallier au gouvernement, car sans cela la France est perdue.

Le Directoire vient de prendre un arrêté vigoureux contre un jugement du tribunal de cassation au sujet des prévenus de la conspiration royale. Ce sera un des principaux griefs que ces messieurs objecteront contre lui si leur projet dont je t'ai parlé avoit le malheur de réussir.

Je te dirai que je m'ennuie, n'ayant aucun ami, et chagriné par tout ce qui arrive. Je donnerois bien des choses pour que ton père fût nommé député; on a besoin de braves gens dans le moment actuel, et cela me procureroit le plus grand bonheur dont je puisse jouir maintenant, celui de te revoir. Je n'ai réellement pas maintenant goût de rire, ne sois donc pas surpris si mes lettres ne sont pas

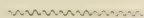
gaies. J'en attends une de toi incessamment, et tous les dix jours, autrement nous nous brouillons.

Je n'ai pas le temps de t'en dire davantage si ce n'est que je suis et serai toujours

Ton ami.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne, département de l'Aude.*

(Sceau du ministère de la justice).



Paris, le 26 floréal, an 5<sup>e</sup>.

J'ai reçu hier ta lettre datée de Toulouse: je ne saurois t'exprimer la joie que j'en ai ressentie car je me croiois absolument oublié de toi, ayant été si longtemps sans avoir reçu de tes lettres, tandis que je t'en avois écrites plusieurs qui étoient toutes restées sans réponse.

La scélératesse des journaux est à son comble; ils débitent tous les jours des calomnies plus fortes les unes que les autres. Je ne te cache pas que, si les patriotes étoient en force à l'époque de la nomination du nouveau membre du Directoire à laquelle nous touchons, la majorité des voix se réuniroit en faveur d'une personne que tu connois bien et à laquelle je touche de très près; mais ils seront malheureusement en minorité lors de l'entrée du nouveau tiers. Je dis malheureusement pour le salut de la République, mais non pas pour cette personne qui, aussi bien que moi, ne désire pas ce nouveau poste qui ne feroit que lui aliéner davantage les ennemis de la Révolution.

On est bien tranquille à Paris, mais c'est un feu qui couve sous la cendre; les ennemis de la République forment ici le plus grand nombre, comme dans la plupart des départements. Ah! nous ne sommes pas ici comme à Toulouse.

La nouvelle de la paix est véritable, mais il va y avoir un congrès pour terminer le traité définitif avec le Corps germanique. Quant à l'Angleterre, nous ne la craignons pas beaucoup maintenant et elle sera à la fin obligée de mettre les pouces.

Je vois toujours Petit malgré la défense de papa, mais c'est incognito.

Comment ton père n'a-t-il pas été nommé député? j'aurais bien été charmé de cet évènement qui nous auroit réunis.

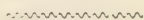
C'est le 30 de ce mois que le Directoire tire au sort pour savoir quel est celui de ses membres qui sortira. Le lendemain le nouveau tiers entrera en fonction. Il va arriver bien des évènements dont je te ferai part avec la plus grande exactitude.

Voilà tout ce que j'ai à t'annoncer pour le moment, surtout ne m'oublies pas et écris moi le plus souvent possible. Crois moi pour la vie

Ton sincère ami.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne, départ de l'Aude.*

(Sceau du ministère de la justice).



Paris, le 16 prairial, an 5°.

J'ai reçu ta lettre, mon cher ami, par laquelle tu me pries de t'acheter quelques estampes que tu me nommes, tu peux être bien persuadé que je remplirai avec le plus grand plaisir ta commission. Mon regret est qu'elle ne soit pas plus difficile à remplir pour pouvoir encore mieux te prouver mon sincère attachement. Je suis seulement

embarrassé sur la manière dont je m'y prendrai pour te les envoyer. Je ne puis pas les mettre dans une enveloppe et les faire partir par la poste, parce qu'il faudroit les plier et qu'elles en seroient toutes abimées. Indiques moi un moien par ta première lettre. Je ne les ai pas achetées encore, mais je le ferai dans quelques jours. Je ne te parlerai pas de notre situation politique : elle est plus effrayante que jamais ; ainsi l'on doit s'attendre à tout. Nous ne perdons cependant pas courage et nous sommes déterminés à vendre chèrement notre vie.

L'assassin de Sieyès a été acquitté hier sous prétexte qu'il ne l'avoit pas assassiné avec préméditation, tandis que les balles qui ont frappé Sieyès étaient machées, ce qui donne la preuve du contraire (1). Si, au lieu de tirer un coup de pistolet à Sieyès, il avoit donné seulement un soufflet à..... (2), tu peux être sûr qu'il auroit été guillotiné huit jours [après]. Les patriotes sont réellement sous une tyrannie affreuse : elle est telle à leur égard dans le conseil des 500 que P... (3) ne peut y ouvrir la bouche sans y être couvert de huées et d'injures atroces.

Tu sais que les députés patriotes s'étoient tous réunis pour porter au Directoire une personne qui m'est fort

---

(1) « Un prêtre du nom de Poule, ancien augustin et ancien curé dans le département de l'Hérault et qu'on croit neveu du célèbre prédicateur, a tenté d'assassiner Sieyès, membre du Conseil des Cinq-Cents. Il s'est introduit chez ce député à neuf heures du matin, il a déchargé sur lui un pistolet à balles, qui lui a seulement brisé la main droite.... Sieyès a montré beaucoup de sang-froid dans ce guet-apens, il a conservé toute sa présence d'esprit et dit seulement à son portier, avec une fine ironie bien permise à la victime : « Si « M. l'abbé Poule vient se représenter à la maison, vous ne le laisserez plus « entrer. » Cet abbé assassin n'est pas aussi doucement plaisant que celui qu'il a assassiné : il regrette de ne lui avoir pas donné tout à fait la mort : il en sera dédommagé et soutient que tous les républicains français périront. On dit que M. l'abbé Poule est un fou : il est au moins très probable que ce n'est point un jacobin. » (Barras, *Mémoires*, II, p. 378.)

(2) Déchirure du papier.

(3) *Id.*

proche; mais, quand ils ont vu leur grande faiblesse, ils ont changé d'avis et se sont portés sur Cochon qui n'est pas très désagréable aux aristocrates, mais il n'a pas même pu l'emporter et Barthélemy a été nommé. On l'attend aujourd'hui et il doit être reçu en grande cérémonie par le Directoire et les ministres assemblés.

Je te dirai que je m'ennuie beaucoup à Paris et que je voudrais être dans un endroit tranquille et à l'abri des événements.

Les journalistes ont fait hier courir le bruit que le Gal Jourdan et Merlin de Thionville s'étoient batus au pistolet au bois de Boulogne, et que ce dernier étoit resté mort sur la place. A la première nouvelle que j'en ai eu, j'ai couru de suite chez lui et je l'ai trouvé bien portant, ne s'étant pas battu avec Jourdan et n'ayant même pas envie de le faire. Tu n'ignores pas qu'il étoit du tems de Robespierre un enragé jacobin; eh bien, depuis deux ans il s'est fait enragé chouan, comme André Dumont, Bourdon de l'Oise, etc. Cependant je crois que cela va le faire revenir un peu et lui faire ouvrir les yeux: il est bien tems. Je t'engage à m'écrire et à me donner des nouvelles de ton pays; je crois qu'elles ne sont pas meilleures que celles de celui-ci.

Je t'embrasse de tout mon cœur et suis ton éternel ami.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne, départ de l'Aude.*

(Sceau du ministère de la justice).



Paris, le 8 vendémiaire, an 6 de la République.

Mon cher ami, je n'étois pas à Paris à l'époque du 18 fructidor, et je n'y suis arrivé qu'au commencement de



vendémiaire. Voilà sans doute la cause pour laquelle je n'ai pas reçu la lettre que tu dis m'avoir écrit le 30 fructidor dernier.

J'ai déjeuné, il y a huit jours, chez le père de Clément, l'un de nos camarades de la Convention. Il étoit chargé par son fils de s'informer de la santé de tous ses anciens amis. Il m'a beaucoup demandé de tes nouvelles. Clément est maintenant en pension dans son pays, dans un collège dans lequel il y a trois cents écoliers: il y a remporté presque tous les prix.

Enfin nous avons la paix. Une preuve bien convainquante que messieurs les Clichyens ne la vouloient pas, c'est que nous l'avons eue aussitôt après leur chute. Nous allons maintenant tourner toutes nos forces contre cette infame Angleterre. Je t'assure que, si l'on y fait une descente, je ferai tout mon possible pour être de l'expédition.

Je suis bien fâché que tu ne sois pas ici dans ce moment, nous y aurions bien du plaisir: nous courrerions continuellement à cheval et en cabriolet, car j'ai quatre beaux chevaux de selle et un bon cabriolet.

Je ferai mon possible pour t'envoyer des gravures, mais je te prie de m'en envoyer la note, car j'ai perdu la lettre dans laquelle tu m'en faisois la demande. Je ne puis t'en dire davantage aujourd'hui, mais une autre fois je t'écirai plus longuement. Écris-moi souvent et je te répondrai exactement.

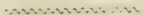
Adieu, mon cher ami, compte sur mon amitié sincère et inviolable.

Je t'embrasse.

MERLIN fils.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne, départ de l'Aude.*

(Secau du ministère de la justice).



Paris, le 17 frimaire, an 8<sup>e</sup> de la République.

*E. Merlin, aide de camp du consul Bonaparte, à son ami  
Auguste Azéma.*

Te souviendras-tu d'un ami qui te fut jadis cher ?

Les évènements et la longue absence n'auront-ils pas altéré ton amitié ?

La mienne, au milieu des sables de l'Afrique, n'a fait que s'accroître davantage.

Mon ami ! que ces mots me sont doux à tracer après avoir été si longtemps sans pouvoir les exprimer !

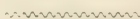
Mon ami, écris moi, donne de nouvelles preuves d'amitié à celui qui t'a voué un attachement éternel.

J'attends la réponse pour t'écrire plus en détail. Je ne sais si ma lettre te trouvera chez toi. Je n'ai pas entendu parler de toi depuis mon retour.

Écris promptement à l'ami le plus sincère et le plus fidèle.

MERLIN.

Rue de la Bienfaisance, près celle du Rocher, f. b. du Roule.



Paris, le 3 pluviôse, an 8<sup>e</sup>.

*E. Merlin, aide de camp du Premier Consul, à son ami  
Auguste Azéma.*

Au retour d'une mission à Alençon où le consul Bonaparte m'avait envoyé, j'ai reçu, mon cher ami, ta lettre du

21 nivôse. Tu dois sentir le plaisir qu'elle m'a fait ; c'est la première depuis deux ans.

Je suis on ne peut plus sensible à l'amitié et au souvenir de ton père. Assures le, je te prie, d'une égale réciprocité de ma part.

Tu regrettes de ne m'avoir pas suivi en Égypte. Avoir un bon ami dans un pays aussi éloigné et aussi différent du nôtre, c'eût été pour moi un bonheur inappréciable et dont on ne peut pas sentir toute l'étendue, si on ne s'est pas trouvé dans ma position.

Combien de fois, en Égypte, n'ai-je pas pensé à toi et ne me suis-je pas rappelé avec attendrissement les jours heureux que nous avons passés ensemble à Paris pendant deux années, trop courtes à mon gré.

.....

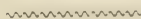
Mon père est absent de Paris depuis un mois, mais il doit y arriver dans quelques jours. Il est allé à Douai pour mettre ordre à ses affaires qui demandaient sa présence : son dessein est, je crois, de se fixer à la campagne. J'habite avec toute ma famille et je ne la quitterai que quand elle ira demeurer à la campagne, je prendrai alors chez le Consul un logement auquel j'ai droit par ma place. Reçois mes remerciements sur l'intérêt que tu prends à mon père et sois persuadé qu'il en sera très reconnaissant.

Tu es le seul de tous les jeunes gens que je connaissais du tems de la Convention avec lequel je sois resté lié d'amitié. Tu sais que les autres ne nous convenaient pas et que nous savions à quoi nous en tenir sur leur compte.

.....

En attendant que je puisse t'embrasser, reçois l'assurance de ma sincère et constante amitié.

MERLIN.



Paris, le 3 ventôse, an 8<sup>e</sup>.

J'ai reçu, mon cher ami, ta dernière lettre : ma réponse est en retard de quelques jours parce que j'étais à voyager dans les départements de l'Ouest lorsqu'elle est arrivée à Paris.

Je suis on ne peut plus sensible à l'intérêt que tes parens veulent bien prendre à moi. J'ai le plus grand désir de connaître ta maman et ta sœur, et, si je passe dans ton pays, je te promets de me détourner pour aller les voir.

Tu désires être employé d'une manière un peu douce lorsque ton âge te forcera de voler à la défense de la patrie. Un évènement qui est sur le point d'avoir lieu me procurera, j'espère, le plaisir de t'obliger.

Voici le fait :

Ma sœur se marie le 20 de ce mois avec le chef de brigade du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs. A ma demande, je ne doute pas qu'il ne t'emploie d'une manière agréable dans son corps, soit comme son secrétaire, soit autrement.

C'est un jeune homme fort aimable et de la meilleure éducation ; j'espère que tu te trouveras fort bien avec lui.

Si tu agréas ma proposition, fais m'en part de suite afin que je puisse lui en parler de vive voix avant qu'il ne rejoigne son régiment, ce qu'il fera, je crois, au commencement du mois prochain, c'est-à-dire dix jours après le mariage.

Fais, je te prie, agréer mon respect à toute ta famille et sois persuadé de ma sincère et éternelle amitié.

MERLIN.

Rue de la Bienfaisance, près celle du Rocher.

*Au citoyen Auguste Azéma, à Argelliers, par Narbonne (Aude).*

Milan, le 15 messidor, an 8.

*Merlin à son ami Auguste Azéma.*

Mon cher ami, si tu n'as pas reçu de réponse à la lettre que tu m'as écrite il y a deux mois environ, tu ne dois t'en prendre qu'aux travaux et aux fatigues de la guerre qui m'ont ôté tout loisir depuis notre entrée en Italie.

Je n'ai reçu ta lettre qu'il y a un mois et il m'a été impossible jusqu'à présent de trouver un moment pour te répondre.

Les gazettes t'ont appris la mort de mon beau-frère qui a été tué le 6 floréal à une affaire d'avant-poste auprès de Kell. Ma malheureuse sœur ne l'a eu auprès d'elle que quinze jours. Tu vois qu'il faut renoncer au projet que j'avais eu de te faire entrer dans le régiment qu'il commandait.

Je suis bien sensible aux témoignages d'amitié que tu me donnes. Jamais je n'avais douté de ton cœur, j'ai toujours été persuadé que ni le tems ni les évènements politiques ne pourraient le changer. Tu connais aussi mes sentimens à ton égard : ils sont invariables et je désire vivement d'être dans le cas de pouvoir t'en donner des preuves.

Le Premier Consul en quittant Milan m'a laissé auprès du général Dupont qui était chef de l'état major général de l'armée de réserve, mais qui, depuis la réunion de cette armée avec l'armée d'Italie, a été nommé ministre extraordinaire de la République à Turin. Il m'a attaché à ce général en qualité d'aide de camp, mais j'espère à la fin de cette campagne retourner auprès de lui et y reprendre mon emploi. Le Premier Consul m'a promis de me



donner sous peu le grade de chef d'escadron dans le cas où je ne retournerais pas auprès de lui ; ce grade me dédommagerait bien de la perte que je ferais.

Je désire bien vivement l'instant où nous nous trouverons réunis, je voudrais bien qu'il fût en mon pouvoir de le fixer. En attendant cette heureuse..... (1) je t'embrasse et te réitère les sentiments d'amitié que je t'ai voués et qui ne finiront qu'avec ma vie.

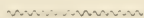
MERLIN,

Aide de camp du g<sup>al</sup> Dupont, m<sup>re</sup> ext<sup>re</sup> de la Rép. f<sup>re</sup> à Turin.

C'est à cette adresse qu'il faut m'écrire.

Rappelles moi, je te prie, au souvenir de ton père et de ta famille dont je désire bien faire la connaissance. Je pars demain pour Turin.

*Au citoyen Auguste Azéma à Argelliers, par Narbonne départ de l'Aude.*



Paris, le 28 thermidor, an 9<sup>e</sup>.

*Merlin, chef d'escadron, à son ami Auguste Azéma.*

Ce serait avec bien du plaisir, mon cher ami, que je verrais se renouer entre nous une correspondance interrompue tant de fois depuis notre séparation. Je crois que, si cette correspondance est totalement interrompue depuis plus d'un an, c'est plutôt de toi que de moi qu'en vient la

---

(1) Déchirure du papier.

faute. J'ai passé presque tout le tems à l'armée où le tumulte et l'activité ne laissent guère le tems d'écrire, même à ses bons amis, et tu dois bien penser que tu occupes toujours dans mon cœur la première place de l'amitié. Mais toi qui n'as pas cessé de mener un train de vie journalièrement régulier, n'as-tu pas de reproches à te faire d'avoir laissé passer tant de tems sans me donner de tes nouvelles ?

Tu sais que j'accompagnai l'année dernière le Premier Consul lorsqu'il partit de Paris pour se mettre à la tête de l'armée de réserve. Je fis avec lui la courte mais brillante campagne de cette armée qui, en moins d'un mois, reconquit tout le territoire piémontais et cisalpin. Je me trouvai à la bataille de Marengo.

Le Premier Consul, avant de rentrer d'Italie en France, décida qu'il n'aurait plus dorénavant pour aides de camp que des officiers du grade de chef de brigade ; trois aides de camp dont je faisais partie se trouvèrent réformés par cette décision, n'étant que capitaines. Le Premier Consul me plaça alors en qualité d'aide de camp auprès du lieutenant général Dupont. J'ai fait avec ce général toute la dernière campagne de l'armée d'Italie dont il a commandé toute l'aile droite jusqu'à la paix. A mon retour à Paris, le Premier Consul me promut au grade de chef d'escadron. Tu vois que, si l'infériorité de mon grade m'a forcé l'année dernière à abandonner la place que j'occupais auprès du Premier Consul, celui-ci m'a bien prouvé, en me donnant de l'avancement, qu'il ne m'avait retiré ni son affection ni son estime.

Mon général est actuellement à Paris où il attend une destination. Il ne veut pas du commandement d'une division territoriale et ne veut être employé que dans une expédition militaire. S'il n'obtient pas sa demande, il restera chez lui en attendant une nouvelle occasion de faire la guerre. Je serais alors obligé de le quitter, ce qui

me ferait beaucoup de peine car je lui suis infiniment attaché. Je connais peu de généraux auprès de qui il soit aussi agréable de servir.

Je suis actuellement chez mon père où je me repose des fatigues que j'ai essayées et me mets en état de pouvoir en éprouver d'autres si l'occasion s'en présente.

Tu as sans doute su dans le tems que le mari de ma sœur, Dubois-Crancé, fut tué à la tête de son régiment, le 5 floréal, an 8, à la première affaire de la campagne de l'armée du Rhin. Ils étaient mariés depuis six semaines et n'avaient passé que quinze jours ensemble. J'étais déjà à l'armée de réserve lorsque cette fatale nouvelle arriva à Paris. Tu dois penser que je fus charmé d'être loin de Paris et de n'avoir pas devant les yeux le triste spectacle d'une sœur dans la douleur la plus vive. Il n'y a pas, à mon avis, de plus triste ministère que celui de consolateur dans une telle circonstance. Après treize mois de veuvage, ma sœur s'est remariée avec un jeune homme de Douai et instruite par le malheur celui qu'elle vient d'épouser ne mourra pas à la guerre. C'est un employé des domaines qui, plus adroit que son premier mari, a déjà su la rendre grosse.

Et toi, mon cher ami, que fais-tu ? que deviens-tu ? Je ne parle que de moi dans cette lettre pour t'engager à ne me parler que de toi dans ta réponse ; aucun sujet ne peut m'intéresser plus vivement.

Ne reviendras-tu donc jamais à Paris ? veux-tu habiter continuellement le fond du Languedoc ? Qu'il me tarde de te revoir et de t'embrasser ! donnes moi au moins quelques espérances, cela m'aidera à attendre avec plus de patience ce moment fortuné et désiré depuis si longtemps !

L'amitié qui nous unissait jadis et qui nous unit encore, si j'en juge par moi, me persuade que tu me feras une réponse prompte et longue. J'attends ta lettre avec impatience ; rends-moi compte de tes occupations et de tes projets.

Je t'embrasse un million de fois et serai toute la vie, de loin comme de près, ton sincère et dévoué ami.

MERLIN,

Chef d'escadron.

Rue de Touraine, au Marais, 7.

Veux-tu bien me rappeler au souvenir de ton père et lui présenter mes hommages affectueux.

*Au citoyen Auguste Azéma fils, à Argelliers, par Narbonne, département de l'Aude.*



Dunkerque, le 5 vendémiaire, an 10.

Depuis un mois, mon cher ami, j'ai quitté Paris pour parcourir mon pays natal et pour venir y visiter mes parens qui l'habitent pour la plupart. Depuis dix jours je suis chez ma sœur qui est mariée dans cette ville. J'ai reçu, il y a deux jours, ta lettre du 23 fructidor et hier celle du 28, datée de Montpellier.

Je m'empresse de répondre à toutes deux. Il m'est bien doux et bien agréable, mon bon ami, de recevoir de toi les nouvelles assurances d'une ancienne amitié que huit ans de séparation n'ont pu éteindre et qui n'a fait, au contraire, que s'alimenter et s'accroître pendant cette longue séparation. Oui, nous nous reverrons enfin cet hiver, je te le demande avec instance puisque c'est de toi que la chose dépend.

Je n'ai pas vu ton père aussi souvent que je l'aurais désiré parce que ma mauvaise santé m'en ôtait la facilité et qu'à peine ai-je commencé à me trouver mieux je suis

parti pour la Flandre. J'espère me dédommager de cette privation à mon retour à Paris où je serai pour le 1<sup>er</sup> brumaire.

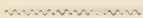
Ton papa m'a parlé du projet de te faire accompagner le général Andréossy à Londres. Lorsque je suis parti de Paris, cette affaire n'était pas encore fort avancée et son succès était douteux. Tu dois savoir maintenant à quoi t'en tenir. Je ne vois pas trop quels avantages tu pourrais retirer de ce voyage, à moins que tu ne veuilles décidément embrasser la carrière diplomatique. Mais, mon ami, pour prospérer dans cette carrière, il faut de puissantes protections et aujourd'hui plus que jamais on ne fait rien sans cela.

Ma santé a beaucoup gagné depuis que je suis dans ce pays et j'espère qu'à mon retour à Paris je serai tout à fait rétabli ; je pourrai alors te consacrer tous mes momens.

Adieu, mon cher ami, viens aussitôt que ta présence chez toi ne sera plus indispensablement nécessaire et comptes en attendant notre réunion désirée sur la vive amitié de ton ancien camarade.

MERLIN.

*Au citoyen Auguste Azéma d'Argelliers, chez le citoyen Donadieu père, à l'Esplanade, à Béziers.*



Paris. le 1<sup>er</sup> brumaire, an 10<sup>r</sup>.

J'ai reçu avec bien du plaisir, mon cher ami, ta lettre du 10 du mois dernier. Le long intervalle que tu as mis à me répondre m'avait fait craindre, non pas un refroidissement dans l'amitié que tu me portes, je connais trop



bien tes sentimens pour pouvoir te faire une semblable injure, mais quelque malheur arrivé à toi ou à quelqu'un de ta famille. Mes craintes n'étaient malheureusement que trop fondées.

Te voilà donc décidément cultivateur ? Puisque ton père n'a pas voulu consentir à ce que tu prisses le parti des armes, je crois que tu as choisi le plus noble et le plus agréable après. Oui, mon ami, quoique ta profession ne tende qu'à faire vivre les hommes et la mienne à les détruire, je crois qu'elles se touchent de plus près qu'on ne le pense. En effet, ne retrouve-t-on pas parmi les militaires cette franchise, cette bonhomie et cette cordialité si naturelles aux habitants des campagnes et qui ne sont très souvent que des mots vuides de sens dans les villes ? Si je n'avais pas été militaire, j'aurais été cultivateur. Mon père répugnait d'abord à me laisser suivre la carrière militaire ; il me donnait à choisir entre la profession d'homme de loi et celle de cultivateur. S'il ne se fût pas laissé vaincre par mon premier penchant, je serais à présent cultivateur. L'étude du cabinet m'a toujours déplu, et cette répugnance n'a fait que s'accroître dans mes longues caravannes ; je suis vraiment devenu paresseux pour toute chose qui demande beaucoup d'étude et d'application et, à l'exception de la lecture pour laquelle j'ai toujours conservé le même goût, je n'aime plus que les exercices violens et de dissipation : la chasse, les courses à cheval et les détails militaires. Il n'est pas étonnant que ces goûts pour lesquels j'avais déjà beaucoup de penchant lorsque nous vivions ensemble se soient fortifiés par la vie vagabonde que j'ai menée depuis six ans.

Je ne fais peut-être pas l'éloge de mon caractère, mais je me montre tel que je suis et je ne veux pas que mon ami me voie sous un faux jour, je veux qu'il puisse lire au fond de mon cœur.

J'aurais beaucoup de plaisir à te voir militaire parce que

ce serait un grand moyen de rapprochement pour nous ; mais je ne dois pas te cacher que le moment n'est pas favorable pour commencer à courir cette carrière. Il serait d'abord très difficile, n'ayant pas fait la guerre, de te faire nommer officier. Mais supposons que cet obstacle soit surmonté et que tu sois sous-lieutenant, tu resteras peut-être dix ans dans ce grade sans pouvoir devenir lieutenant, car en tems de paix il n'y a pas ou au moins il n'y a que très peu d'avancement. Si tu avais embrassé le parti des armes il y a deux ou trois ans, tu serais maintenant capitaine, surtout si tu avais servi dans un état-major et auprès d'un général qui, sachant apprécier ton mérite et ta bonne volonté, t'aurait secondé de tout son pouvoir.

J'ai obtenu après peu d'années de service le grade que j'occupe. Si j'eusse servi en tems de paix, à peine aurais-je pu y prétendre après vingt ans de services. Enfin, il est reconnu qu'un militaire qui veut avancer promptement doit faire la guerre ; sans cela, il végète dans les grades inférieurs et ne parvient à en sortir qu'avec de puissantes protections.

Je suis sur le point d'entrer dans un régiment de cavalerie pour y prendre mon rang de chef d'escadron ; je connaîtrai sous peu de jours la décision du Consul à ce sujet. J'accepte bien volontiers la proposition que tu me fais de nous écrire tous les dix jours. Je te promets de tenir exactement ma promesse. Je ne puis pas te répondre de t'écrire toujours justement le dixième jour, mais quelquefois je devancerai le terme et quelquefois aussi je le dépasserai. J'arrangerai cependant les choses de manière à ce que tu n'y perdes rien. Je t'engage à agir de même.

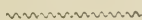
Tu sais sans doute que mon père a donné, il y a deux mois, sa démission de la place qu'il occupait au tribunal de cassation. Cette place le fatiguait extrêmement. Il était quelquefois obligé de parler pendant trois heures de suite : sa poitrine en souffrait beaucoup. En acceptant cette

place, il avait voulu donner une preuve de son attachement au gouvernement et faire taire les calomnieux qui voulaient le faire passer pour ennemi de l'ordre de choses actuel, lui que le 18 brumaire avait sauvé de la proscription. Il a ouvert depuis cette époque un cabinet de consultation qui est fort fréquenté et lui donne beaucoup d'occupations et il se trouve plus heureux, menant une vie privée, au sein de sa famille, que dans les emplois éminens qu'il a occupés depuis dix ans, dans lesquels on ne rencontre jamais le bonheur.

Mon père est infiniment sensible au souvenir du tien et le prie d'être assuré de la réciprocité de ses sentimens. Je te prie d'être auprès de ton père l'interprète de ses sentimens et des miens.

Adieu, mon cher ami, je t'embrasse mille fois et suis  
Ton sincère ami.

MERLIN.



Paris, le 28 thermidor, an 10.

*Merlin, chef d'escadron au 44<sup>e</sup> régiment de cavalerie,  
à son ami Auguste Azéma.*

Je ne puis tarder plus longtemps, mon cher ami, à te faire part du plaisir inexprimable et bien inattendu dont j'ai joui ce matin en recevant la visite de ton papa que j'étais bien loin de croire à Paris. Le plaisir eût été bien plus vif et n'eût été accompagné d'aucune amertume si ton père n'était pas venu seul et s'il avait amené avec lui le cher Auguste. Je t'en veux bien de ne l'avoir pas

accompagné dans son voyage et je suis tellement fâché contre toi que tu ne peux espérer de pardon qu'en te dépêchant d'arriver à Paris et de venir embrasser un ancien ami qui t'a toujours conservé le même attachement et qui compte bien retrouver en toi les mêmes sentimens.

Ton père m'a témoigné le désir de te voir faire un voyage en Angleterre et de te faire attacher à l'ambassadeur Andréossy. Il m'a fait part des démarches qu'il a déjà faites à ce sujet et qu'il espère voir couronnées d'un plein succès.

Je crois qu'il serait bon que tu fusses ici de ta personne pour appuyer les démarches de ton père. Le conseil que je te donne te paraîtra peut-être intéressé, mais mon motif est bien excusable: le désir que j'ai de revoir un bon ami me rend seul coupable si je puis l'être; hâtes toi donc de quitter, momentanément au moins, tes travaux agricoles et rends toi bien vite dans la capitale.

C'est à une maladie dont je suis attaqué depuis trois mois que je dois de me trouver maintenant à Paris. J'y suis depuis un mois en vertu d'un congé de convalescence que m'a accordé le ministre de la guerre. A l'expiration de ce congé il faudra que je rejoigne mon régiment et nous serons encore privés, peut-être pendant bien longtems, du plaisir de nous voir; profites donc pour venir à Paris du moment où je m'y trouve aussi; ce moment peut ne pas se représenter de longtems, car, dans l'état militaire, on n'est pas le maître d'aller où l'on veut; on n'est le maître de sa personne que pendant un semestre, et on ne peut jouir des semestres que tous les trois ans. J'espère donc que tu te rendras à mes vœux et je compte sous un mois avoir le plaisir de t'embrasser. Je t'en voudrais d'autant plus si tu te refusais à mes desirs que ton père m'a dit que tu étais le maître de faire ce que tu voudrais à cet égard: ne vas donc pas m'alléguer de mauvaises excuses que je ne recevrais pas.

Je t'embrasse, en attendant que je puisse le faire en réalité, et suis ton sincère ami.

MERLIN.

Rue de Touraine, au Marais, n° 7.

*Au citoyen Auguste Azéma à Argelliers, par Narbonne, départ de l'Aude.*

~~~~~

Avignon, le 6 prairial, an 11<sup>e</sup>.

Je n'ai pas pu répondre à ta lettre aussitôt sa réception, mon bon ami, parce que nous étions alors occupés à la revue de l'inspecteur général Kellermann. Cette revue est terminée depuis deux jours, à la satisfaction réciproque du général et du régiment.....

.....

~~~~~

Avignon, le 20 thermidor, an 11<sup>e</sup>.

J'ai un peu tardé, mon bon ami, à répondre à tes deux lettres : je t'avoue que le ressentiment que m'a causé ton manque de parole a été une des causes de ce retard. Mais, comme on ne peut pas boudier longtemps à ses amis, je veux bien oublier tes torts et je viens aujourd'hui me raccommode avec toi. Selon toute apparence, nous ne nous verrons pas de longtemps car je suis sur le point de quitter ce pays. Je t'ai parlé l'hiver dernier du désir que j'avais de..... (1) rég<sup>t</sup> de hussards, commandé par le

(1) Déchirure du papier. Nous avons remplacé par des points tous les passages déchirés ou n'offrant qu'un médiocre intérêt.



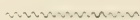
frère..... eh! bien le ministre vient de combler mes..... ma demande. Mon père me l'annonce par... .... hier, et je n'attends pour me mettre en route..... ma nomination qui ne peut tarder plus de..... Je me rendrai d'abord à Paris où je passerai environ..... je me mettrai ensuite en route pour le Hanovre où se trouve mon nouveau régiment. J'ai, comme tu le vois, une bien longue route à faire et je vais parcourir un pays qui m'est absolument inconnu. Malheureusement je n'aurai pas avec moi mon cher Auguste comme en venant à Avignon et le tems me paraîtra bien long. Mais, ne pouvant pas m'accompagner dans ce voyage, j'espère au moins, mon bon ami, que tu me chargeras de tes commissions pour Paris. Je t'engage donc à me répondre courrier par courrier, car je compte partir dans les premiers jours de fructidor.....

Adieu, mon bon ami, crois que les distances les plus éloignées ne pourront jamais affaiblir les sentimens d'amitié que je t'ai voués depuis notre enfance, ils sont trop bien gravés dans mon cœur pour pouvoir jamais s'effacer.

Je t'embrasse de tout mon cœur.

MERLIN.

*A Monsieur Auguste Azéma à Argelliers par Narbonne, départ de l'Aude.*



Eaubonne, 11 novembre 1830.

Je dois te paraître bien coupable ou du moins bien négligent, mon cher ami, d'être resté près de trois mois sans répondre à ton aimable lettre du 13 août dernier: tu me trouveras cependant fort excusable quand tu sauras que depuis les évènements de notre régénération politique

je ne suis pas resté huit jours de suite tranquille chez moi. Dès les premiers jours d'août j'ai été chargé d'une inspection de troupes pour laquelle j'ai parcouru plus de 600 lieues et suis allé jusqu'à Bayonne. J'arrive, il y a huit jours, du département du Nord où j'ai passé un mois dans le but de me faire nommer député. J'ai échoué dans mes démarches, mais j'ai néanmoins obtenu assez de suffrages pour être certain du succès si, dans une autre circonstance, je me remettais sur les rangs. La veille du scrutin de ballottage, j'avais cent voix de plus que mon concurrent qui ne l'a emporté le lendemain que par une intrigue diabolique, et j'ai succombé malgré 666 suffrages. Cette chute ne laisse pas que d'être honorable.

Tu m'excuseras aussi de ne t'avoir pas écrit à l'occasion de la mort de mon beau-père. Si tu savais quelle source de chagrin cette mort a été pour nous et dans quel chaos d'affaires elle nous a plongés. Imagines-toi, mon ami, que ma femme qui aimait tant son père, qui n'avait jamais cessé depuis sa naissance de lui en donner les preuves les plus touchantes, a été *déshéritée par lui!*... Déshéritée est en effet le mot propre, puisque, par testament, M. Gohier a disposé en faveur d'une étrangère de toute la portion de son bien dont la loi lui permettait de priver sa fille. Cette étrangère est la personne dont nous t'avons parlé et qui nous inspirait déjà tant de craintes lorsque nous avons eu le plaisir d'aller te voir. Cette malheureuse affaire n'est pas encore terminée et ne nous laisse pas un moment de repos. La coquine qui a ravi à ma femme l'affection de son père et qui a fait méconnaître à celui-ci les sentimens de la nature nous enlèvera environ 150 mille francs; c'est la moitié la plus élevée de ce que possédait M. Gohier. A ces cruelles tribulations sont encore venus se joindre les évènements de juillet, une foule d'affaires, de missions et d'occupations de circonstance et finalement les évènements de la Belgique, où se

trouvaient mon père et sa femme que ma femme a dû aller chercher pendant que, de mon côté, je parcourais l'ouest et le midi de la France. Je suis donc bien pardonnable de ne t'avoir pas écrit et j'espère que tu n'en seras pas moins bien convaincu que mes sentimens pour toi n'ont pas changé et qu'ils ne changeront jamais : tu seras toujours mon meilleur comme tu es mon plus ancien ami.

A propos d'amitié d'ancienne date, je t'apprendrai que j'ai retrouvé dernièrement à Lille, où j'ai séjourné huit jours pour les élections, un de nos camarades de la Convention, *Cadet St-Sauveur*. Il est depuis vingt ans fixé à Lille où il occupe un emploi assez mince dans l'administration de la loterie. *Cadet* est toujours, pour les manières et le caractère, tel que nous l'avons connu il y a 36 ans : il m'a paru taquin, pointilleux et s'écoutant parler : enfin je ne le crois pas d'un commerce agréable. Je l'ai cependant revu avec plaisir et j'ai reçu de lui beaucoup d'assurances d'amitié. Peut-être l'espoir qu'il avait de me voir *député* et d'être alors protégé par moi le rendait-il plus prévenant et plus aimable envers moi ; peut-être n'eût-il pas mis le même empressement à me rechercher si Charles X eût encore été sur le trône. Ces suppositions sont assez vraisemblables, mais on doit de l'indulgence à ceux mêmes qui vous ont oublié et délaissé pendant plus de 30 ans et j'en ai usé vis-à-vis de *Cadet* que j'ai accueilli comme si nos anciennes liaisons d'enfance n'eussent jamais été interrompues. De tous nos anciens camarades du tems tu es celui dont il m'a parlé avec le plus d'intérêt et d'amitié. Je lui ai promis de t'écrire notre rencontre et de te parler de lui. Tu vois que je lui ai tenu parole, mais je dois dire cependant qu'il serait sans doute fort peu satisfait de la manière dont je m'acquitte de la commission. Il me semble au reste qu'elle est assez conforme à l'opinion que nous avions jadis toi et moi de son caractère et je pense que tu ne m'accuseras pas de te le dépeindre d'une manière injuste et défavorable.

Mon père est depuis deux mois à Paris, fort heureux de se voir au milieu de sa famille. Sa santé est fort bonne et il supporte au mieux le fardeau de ses 76 ans.

Nous sommes encore à Eaubonne, occupés à faire planter et à améliorer notre modeste habitation, agrandie par celle que nous a laissée M. Gohier. Nous avons l'intention d'y faire bâtir l'année prochaine, mais on ne peut guère former de projets dans la situation où la sottise et la méchanceté de Charles X ont placé la France et l'Europe. Attendons avec confiance les événements et espérons que notre pays sera à jamais délivré de la branche aînée des Bourbons qui ne pourraient y rentrer que sur des monceaux de cadavres. C'est assez dire qu'ils n'y rentreront jamais.

J'espère, mon ami, que tu trouveras que j'ai amplement réparé mes torts par cette longue lettre. Présentes *nos amitiés* à ta chère femme, et crois, mon cher ami, que tu n'as pas d'ami plus dévoué que moi. Je t'embrasse de tout mon cœur.

E. M.

~~~~~

Beauvais, 14 juin 1832.

Je m'empresse, mon cher ami, de t'envoyer la lettre de recommandation et d'introduction auprès du général Boyer, que je t'avais proposé de te donner pour ton fils. Je désire bien qu'elle puisse être utile à ton fils et qu'elle contribue à attirer sur lui l'attention et la bienveillance du général.

.....

Notre gouvernement vient encore une fois de déjouer les entreprises furibondes des factieux ! Puissions-nous le

voir s'affermir par cette victoire ! c'est le vœu de tous les vrais patriotes. Cette alliance des républicains avec les carlistes et les vendéens devrait ouvrir les yeux aux bons citoyens ; mais il y a tant de mauvaise foi dans l'esprit de faction qu'on ne peut guères espérer que ce dernier exemple ramène aucun de ceux qui ne se laissent guider que par des motifs d'ambition déguée et d'amour-propre froissé et qui prennent ces sentimens pour du patriotisme ! Je crois que notre pauvre pays est destiné à être encore longtems livré à toutes les fureurs de l'esprit de parti. Tout serait bientôt terminé si de toutes parts on n'avait pour mot de ralliement que le cri : Mort aux carlistes et aux républicains ! mais les Français ne sont pas assez sages pour se rallier ainsi sous une même bannière.

.....

Reçois, mon cher ami, et fais agréer à ton aimable femme, à ta sœur et à tes enfans, nos amitiés bien sincères. Je t'embrasse.

M.

*Monsieur Azéma de Montgravier à Argelliers, par Narbonne, départ de l'Aude.*

~~~~~

Paris, le 4 août 1835.

Je m'empresse, mon cher ami, de te remercier de l'aimable sollicitude que tu me témoignes par ta lettre du 30 juillet qui me parvient à l'instant même. J'étais à mon poste, à Dijon, lors de l'horrible attentat du 28 juillet, et je me suis empressé de me rendre à Paris pour remplir mes fonctions de député et pour prêter au gouvernement l'appui que je lui dois. J'espère que la Chambre des dépu-



tés prendra des mesures telles que de semblables atrocités ne pourront plus se renouveler et que les bons citoyens n'auront plus à trembler pour les jours du roi dont la conservation est si nécessaire à la France.

Ma femme est restée à Dijon, bien contrariée de mon départ, mais se soumettant avec résignation à la loi de l'intérêt public.

.....

L'indignation publique est ici à son comble et se prononcera demain avec une nouvelle énergie à la cérémonie funèbre qui doit avoir lieu.

Arrivé hier seulement, je n'ai que peu d'instans à te consacrer et je dois me borner à te répéter que je suis vraiment reconnaissant de l'intérêt que me témoigne ta vieille amitié.

.....

Tout à toi de cœur,

Bon E. MERLIN.

*Monsieur Azéma de Montgravier, à Argelliers, par Narbonne (Aude).*

~~~~~

Dijon, 1<sup>er</sup> octobre 1845.

..... Le moment approche où je devrai quitter le pays, car dans un an j'atteindrai le terme de mon activité de service. Quand je serai retiré chez moi, je n'aurai plus l'espoir de te revoir, car je ne serai plus assez ingambe pour entreprendre de longs voyages. De ton côté tu parais avoir renoncé à visiter désormais nos contrées du nord : il

faudra donc renoncer à l'espoir de nous rencontrer désormais!

..... Je me contente de t'offrir ici l'assurance des sentimens d'amitié que je t'ai voués pour la vie.

C<sup>te</sup> E. MERLIN.









Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à  
1789, par G. MOUYNÈS, archiviste du département de l'Aude,  
5 vol. in-4°..... **120 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître  
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-  
phique publiée sous les auspices de la Commission  
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT..... **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire  
de l'arrondissement de Narbonne (1<sup>re</sup> série, années  
1876-1877)..... **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique de Nar-  
bonne (2<sup>me</sup> série, années 1890 et 1891 (épuisé), 1892,  
1893 et 1<sup>er</sup> semestre 1894), 9 fascicules... le fasc. **3 fr.** »

Les fascicules du 2<sup>me</sup> semestre 1894, des années 1895  
et 1896, le fascicule..... **4 fr.** »

Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique  
du Musée de Narbonne, par EUGÈNE FIL..... **1 fr. 25**

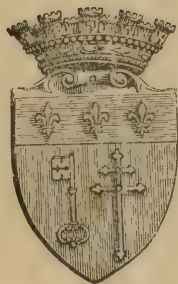
Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,  
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien  
élève de l'école des Chartes (2 vol.)..... **15 fr.** »

En vente chez FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,  
2, rue Corneille, Narbonne.

**BULLETIN**  
DE LA  
**COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE**  
**DE NARBONNE**

---

ANNÉE 1897 — 1<sup>er</sup> SEMESTRE



**NARBONNE**  
IMPRIMERIE F. CAILLARD,  
—  
1897

## SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

|                                                                                                                            | Pages.  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| Procès-verbaux des séances (2 <sup>m</sup> <sup>e</sup> semestre 1896).....                                                | XLIX    |
| Un livre de raison. Livre de notes de B. Cabrol,<br>prêtre desservant la paroisse de Riols (1397-1620)<br>(J. SARRUC)..... | 221     |
| Monnaies romaines attribuées à Narbonne (G. AMARDEL)                                                                       | 278     |
| Notes pour servir à l'histoire de l'instruction primaire<br>dans le diocèse de Narbonne avant 1789 (J. TISSIER)            | 285     |
| La cathédrale Saint-Just. — Introduction. — Construc-<br>tion de Saint-Just (L. NARBONNE).....                             | 346     |
| Le Livre de comptes de Jacme Olivier (A. BLANC).                                                                           |         |
| — Introduction.....                                                                                                        | CI-CXVI |
| — Pièces justificatives.                                                                                                   | 401-544 |

entend laisser aux signataires des  
responsabilité de leurs appréciations.

# COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

---

## PROCÈS-VERBAUX

---

**Année 1896. — 2<sup>me</sup> Semestre.**

---

*Séance du mercredi 1<sup>er</sup> juillet 1896.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Amardel, Cros-Mayrevieille, Viennet, l'abbé Dupuy, Grulet, Narbonne, *membres résidents*; Rouhard, Baron, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue à M. Baron.

Il donne ensuite lecture d'une lettre d'adieux qui lui a été adressée par M. Hugues, ancien sous-préfet, au moment de partir pour sa nouvelle résidence. L'assemblée, vivement touchée des sentiments que M. Hugues veut bien lui témoigner, charge son bureau de lui exprimer combien elle regrette à son tour de se séparer sitôt d'un confrère dont elle avait pu apprécier dans de trop courtes relations l'esprit élevé, le caractère sympathique et le dévouement à notre œuvre.

M. le SECRÉTAIRE annonce la mort de notre éminent confrère, M. de Rozière, sénateur de la Lozère, membre de

## L

l'Institut, inspecteur général des archives et membre honoraire de la Commission, décédé le 18 juin dernier après une longue et cruelle maladie. Il rappelle la part qu'il a prise à la publication de nos archives communales.

### CORRESPONDANCE

M. Hippolyte Faure (20 juin 1896) annonce l'envoi de deux livraisons des *Annales historiques* in-4° brochées et contenues dans un étui.

M. NARBONNE dit que les plans dressés par M. Viollet-le-Duc pour les travaux de restauration de l'archevêché et de Saint-Just se trouvent déposés dans les bureaux de M. l'architecte de la ville. Ces documents précieux seraient, d'après lui, bien mieux à leur place dans la Bibliothèque publique à côté de nos archives communales et de la partie des archives de l'archevêché que nous avons pu sauver de la destruction. Cette mesure aurait l'avantage d'assurer à jamais leur conservation et de les rendre plus accessibles aux hommes qu'intéresse l'étude de notre histoire locale et des vieux monuments de la cité.

M. Narbonne demande à la Commission de faire valoir ces considérations auprès de M. le Maire et de le prier de vouloir bien ordonner le dépôt de ces plans à la Bibliothèque publique. — Approuvé.

M. DE MONERIE fait sanctionner au prix de 25 fr. l'achat d'un sceau du chapitre Saint-Paul.

Agneau à droite avec le gonfalon. En chef trois fleurs de lis. Autour: CAPITVLUM SANCTI PAVLI NARBONE.

M. Hippolyte Faure offre les 9<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> livraisons du 61<sup>e</sup> volume, 2<sup>e</sup> série, des *Annales historiques* contenant: 1<sup>o</sup> Études sur les œuvres hospitalières, 3<sup>e</sup> édition; 2<sup>o</sup> Lettres de



MM. Léopold Delisle, Alfred Julia et le marquis de Buchepot. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 5 août 1896.*

La séance est ouverte à 2 heures sous la présidence de M. Ronzier-Joly, sous-préfet.

Présents: MM. Riols, *président*; de Monerie, Narbonne, l'abbé Dupuy, *membres résidents*; Baron, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. LE SOUS-PRÉFET remercie M. le président de lui avoir cédé le fauteuil qu'il a accepté pour cette fois, mais avec l'intention d'assister désormais à nos séances au même titre que ses collègues; enfant du Midi, comme eux il s'intéressera à leurs travaux, à ceux surtout qui ont trait à l'étude de notre histoire locale; il leur promet tout son zèle, dont l'empressement qu'il a mis à répondre à notre première convocation leur est un sûr garant; il leur promet aussi toute sa bonne volonté dans le cas où ils auraient besoin de son appui officiel.

M. le PRÉSIDENT, au nom de la Commission, remercie M. le sous-préfet de ses bonnes paroles; il ne doute pas que sa collaboration ne lui soit très précieuse et se félicite des dispositions bienveillantes dont il est animé envers elle et qu'il veut bien lui témoigner.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. NARBONNE communique, au nom de M. J. Sahuc, notaire à Saint-Pons, membre libre, un livre de notes écrit par B. Cabrol, prêtre desservant de la paroisse de Riols, près Saint-Pons (1597-1620). — Renvoyé au comité de publication.

Il est décidé que, suivant l'usage établi, il n'y aura pas de séance en septembre.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 7 octobre 1896.*

La séance est ouverte à 2 heures 20 sous la présidence de M. Ronzier-Joly, sous-préfet.

Présents: MM. Favatier, Cros-Mayrevieille, Barlabé, l'abbé Dupuy, Grulet, *membres résidants*; Baron, Cabanes, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. FAVATIER, le plus ancien des membres présents, annonce la perte que vient de faire la Commission en la personne de M. le contre-amiral Lamothe-Tenet, membre résidant, décédé le 21 septembre dernier dans sa propriété du Reboulet (Tarn). Il fait en termes émus et éloquents l'éloge du défunt, dans lequel il y avait l'âme d'un soldat, d'un patriote et d'un chrétien, et raconte sa brillante carrière.

M. le PRÉSIDENT s'associe aux paroles de M. Favatier; il

se fait à son tour l'interprète des regrets qu'inspire à l'assemblée la mort de M. Lamothe-Tenet qui fut un vaillant marin et un grand français.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

## CORRESPONDANCE

Mairie de Cuxac-d'Aude (21 août 1896). M. le maire de Cuxac annonce que le conseil municipal de cette commune a décidé d'offrir à titre gracieux à la Commission archéologique un exemplaire de l'Inventaire des archives de Cuxac; il émet le vœu que la ville de Narbonne veuille bien faire don à la commune de Cuxac d'un exemplaire de l'Inventaire de ses archives. — L'assemblée vote des remerciements à la municipalité de Cuxac et décide qu'elle priera M. le maire de Narbonne de satisfaire le désir exprimé dans la lettre de M. le maire de Cuxac.

M. Hippolyte Faure (22 août 1896) offre une livraison des *Annales historiques* contenant des documents historiques sur le nom de Faure au XIX<sup>m</sup>e siècle. — Remerciements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 45.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 4 novembre 1896.*

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents: MM. de Monerie, Gautier, l'abbé Dupuy,

*Bibliothèque* : MM. l'abbé DUPUY, président, BORIES, CAMP, COURAL, CROS-MAYREVIEILLE, FAVATIER, NARBONNE, VIENNET.

*Publications* : MM. CAUVET, président honoraire, NARBONNE, président, AMARDEL, CROS-MAYREVIEILLE, FAVATIER, THIERS.

*Archéologie* : MM. BERTHOMIEU, président, AMARDEL, LIGNON, NARBONNE, THIERS, CABANES.

*Beaux-Arts* : MM. RIOLS, président, BARLABÉ, BERTHOMIEU, GRULET, DE MARTIN, DE MONERIE, SALLIS.

*Histoire naturelle* : MM. GAUTIER, président, D'ANDOQUE DE SÉRIÈGE, ROUHARD.

Il est procédé à la nomination de deux membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

## UN LIVRE DE RAISON

---

On a désigné jusqu'à la fin du xviii<sup>me</sup> siècle sous les divers noms de *liber domus meae*, *livre de mémoires*, *livre journalier*, *livre de remarques*, *livre terrier*, *livre de raison*, *livre de comptes*, des recueils conservés dans les familles et contenant les événements principaux qui pouvaient les intéresser.

Ces registres, dont l'usage est fort ancien, puisqu'il en existe de 1346, étaient tenus par le chef de famille ; il y notait pieusement les naissances, les décès et les mariages des siens, les accompagnant d'ordinaire d'une réflexion ou d'un avis ; il y marquait avec une simplicité touchante les conseils qu'il laissait à ses enfants, et son décès y était ensuite inscrit par l'aîné de ses fils qui au jour de son mariage avait pris charge du livre pour le transmettre à son tour. Quelques-uns d'entre eux, mais fort peu, sont tenus avec beaucoup d'ordre, séparés en deux parties bien distinctes, l'une pour les événements de famille, l'autre pour les comptes et les faits extérieurs ; mais le plus grand nombre renferme pêle-mêle les naissances, mariages, souvenirs historiques, décès, notes journalières, détails de la vie



domestique, indications de titres de propriété et de créances, catalogue de dettes, observations météorologiques et économiques, recettes et remèdes. Quelques localités avaient même leur livre de raison où l'on consignait au fur et à mesure les évènements politiques.

L'utilité de ces registres est bien évidente pour des époques où des troubles continuels et la mauvaise tenue des registres de paroisse donnaient à craindre pour la conservation de l'état civil; où le père, dont l'autorité était forte et respectée, osait se permettre de donner à ses enfants les sages conseils fruits de son expérience; où l'on n'avait pas la facilité d'avoir sous la main dans des traités imprimés et répandus des détails utiles pour la vie domestique. Il se produisait ainsi dans les livres de raison une variété qui nous étonne aujourd'hui et nous fait parfois sourire.

Si leur utilité était grande autrefois, leur importance n'est pas moindre actuellement. Ils nous donnent sur le vif la manière d'être et de vivre de nos aïeux que nous suivons dans l'intimité de l'existence avec leurs préjugés et leurs préoccupations; ils nous indiquent souvent les petits faits historiques que les chroniqueurs ont négligé de relever et dont l'intérêt est grand pour l'histoire locale. Et surtout, ce qui fait pour nous la valeur de ces révélations, c'est qu'elles sont vraies et sincères, n'étant pas faites pour le dehors. De nos jours M. Charles de Ribbe a créé les études relatives aux livres de raison, et M. Ph. Tamizey de Larroque, qui l'a vaillamment suivi dans cette voie, a donné une liste récapitulative d'environ 580 livres publics ou inédits (1).

---

(1) *Deux livres de raison de l'Agenais*, Paris, Picard, 1893.

Nous avons pu retrouver et sauver de la destruction quelques-uns d'entre eux, intéressant l'ancienne ville épiscopale de Saint-Pons ; ce sont :

Le journal des Amblard, ces notaires, nos prédécesseurs, qui eurent l'heureuse idée de consigner en tête de chacun de leurs volumes de minutes des faits historiques que l'on connaît déjà (1) (xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles) ;

Deux livres de notes de deux prêtres : Bernard Cabrol, vicaire perpétuel de Riols, et Bernard Canivenc, prêtre habitué au chapitre de Saint-Pons (xvi<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles) ;

Le cahier du receveur des tailles Guillaume Chabbert, dans lequel les comptes tiennent la plus large place (xvii<sup>e</sup> siècle) ;

Le livre journalier du chirurgien Constans, où nous trouvons trace des procès de la corporation des chirurgiens de Saint-Pons contre celle de Carcassonne (xvii<sup>e</sup> siècle) ;

Un petit livre du chanoine Miramont, dont l'esprit commercial semble avoir été fort développé (fin du xvii<sup>e</sup> siècle).

Bernard Cabrol fut vicaire perpétuel de la paroisse de Saint-Pierre de Riols, près Saint-Pons, où était un prieuré dépendant de la mense épiscopale. Il nous a été impossible de retrouver sur lui le moindre renseignement biographique ; il dut passer dans sa paroisse les dernières années du xvi<sup>e</sup> siècle et les premières du xvii<sup>e</sup> avec calme et indifférence pour ce qui n'était pas de la religion. Sa vie dut être celle d'un humble et son

---

(1) V. *Bull. de la Comm. archéol.*, année 1895, p. 591.

nom n'aurait certainement jamais été prononcé s'il ne nous eût laissé son livre de notes. Dans ce manuscrit in-8° de 76 feuillets, soigneusement broché en parchemin, B. Cabrol ne parle pas ou très peu de sa famille ou des événements politiques ; une seule chose paraît l'intéresser, ce qui touche à son ministère. Le livre est presque partout d'une belle écriture, surtout dans les passages où l'auteur a soin de transcrire les sermons qu'il a dû composer avec tant de soin et dans la lecture desquels il devait se complaire. Le désordre pittoresque qui y règne, les recettes, les remèdes, dont la superstition nous effraierait chez un prêtre si nous ne la mettions sur le compte d'une naïve bonhomie, nous amusent et nous plaisent, sans manquer d'un sérieux intérêt.

J. SAHUC.

## LIVRE DE NOTES DE B. CABROL

PRÊTRE DESSERVANT LA PAROISSE DE RIOLS

(1597-1620)

---

Hic liber pertinet ad me subscriptum;  
Sy quis hunc invenerit reddat mihi  
Queso quod nomine vocor proprio

B. CABROL, pbr. (1).

1597

Durum patientia frango.

Hic liber emptus fuit in platea  
castrensis et in foro die xxvii  
mensis Julii 1597 per subscriptum  
et sy quis hunc invenerit reddat  
mihi precor qui nomine vocor  
proprio

B. CABROL, pbr.

Estienne Duran uno messo de mord  
La Baylasso une de Nol. Damo  
La Falipouno une de N. D.

---

(1) Ce livre de notes broché en parchemin (H. 0,19 × L. 0,13) contient 76 folios.

La Fourgniero uno m.

Garriguenc uno m.

La Cabannes, rentière, uno messo

1607 une messe por la Balvino

Uno messe por Anthonnette Cabanes

Uno messe por madame de Sabattié.

---

## PRÔNE <sup>(1)</sup>

† JHS — MA

En apres faren pregario per l'estamen de sto maire gleize cme es per lestamen del St-Paire Lou Papo..... que pregaren a Jhu Xrt que lou mantengue longamen en estamen de gracio ce y es et ce non y es que ly place lou y reduire et metre en petit de temps.

En apres y adiestaren tout son cseil cme son cardinalz, archevesques, avesques, abatz, priours, ritous, vicaris et tous aut que an la charge de govern de las armes que pregaren a Jhu Xrt que lios donne gracio de ben regy et gouverna las armes que an en liour regimen, affin que quant sen vendra lou jor del Jugamen ne piosquou rendre bon cte daquelles et de las lioures.

En apres per l'estamen tempoural cmes per l'estamen

---

(1) Sans titre dans le manuscrit. — Le prône se faisait à la messe paroissiale. Le concile de Trente recommandait aux curés de le faire en langue vulgaire: «..... lesquels au milieu du service divin expliqueront aussi en langage de pais tous les jours de festes ou solennels le texte sacré et les avertissements salutaires quy y sont contenus. » Concile de Trente, xxiv<sup>e</sup> session, chap. vi, p. 331 de la traduction Chanut.

M. C. Chabaneau, l'éminent professeur de philologie romane à la Faculté des lettres de Montpellier, a bien voulu publier, avec commentaires, dans l'Inventaire des archives communales de Saint-Pons, dont je termine la publication, ce prône ainsi que l'épître de St-Etienne et la Passion que l'on trouvera plus loin.



del noble rey de Franco louqual es ung bras de sto mairo gleize, que pregaren a Jhu Xrt que ly donne longue vido et bono victorio.

En aquestes pregarios y adiestaren toutz sous subietz eme sou duez, etes, barous, escudies, chivalhes, gentilhommes alz qualz es bailat lou govern del rialme de Franco que pregaren a Diou que liour donne gracio de ben regy et gouverna la tempouralitat et administra bono justicas et violgue metre bono pax entre elz en tallo sorto que nous piosquam viure en pax en concordie en aquest monde, que nous piosquam passa dejoust lieurs seignouries et dominatieus, lur renden l'oubeissance laquelle lur es apertente.

En apres nous farem pregarie per aquel ou aqueles que an ajudat et ajudou toutz lous jours a edificar aqueste gleize (1) el la ornan de vestimens, calicis, libres, albes, corporalz et autres ornemens apertenens al servicy de Dieu que lous trespasatz siam resauputz per sa santo gracio al loc de repaus el lous que sou en vido lous tenguo en perpau de continua.

Nous toutz que sem assemblatz en aquest st loc farem pregarie a Dieu que nous done tant bone fin que nous pioscam ana a sa glorie de paradis.

---

## C. XII

ECCE HOMO : *Voilà l'homme.*

Ne sera il point tantost temps que tu te lèves, mon Sauveur, de dessus le siège sur lequel les juifs l'avoient assis

---

(1) Cette prière à l'intention des bienfaiteurs des églises, bien que commune à presque tous les prônes, était de circonstance dans le diocèse de Saint-Pons, après les guerres de religion, surtout dans la vallée du Jaur où les protestants avaient renversé les églises.

pour se moquer de toy, en te salüant, en te bufetant, te crachant au visage, t'iniuriant et blasphémant contre toy? Nas tu point encore assez servy de pasetempz aulx soul-datz et d'assouvissement aulx bourreaux? Hélas, faut-il encore qu'on te présente au peuple pour estre blasphémé et afin qu'il crie qu'on te crucifie? Nas tu pas encore assez espandeu de sang? Nas tu pas receu assez d'iniures nes tu assez deschiré de coups pour faire qu'on aie pitié et compassion de toy? Tu es courbé oultre mesure: n'y a rien d'entier en ta chair (1) tes frères ont myes infinies playes sur toy (2) et as esté en moquerie et dérision (3) a ceulx qui estoient autour de toy. Pilate qui te represante au peuple peut il dire que tu soyes un homme? Ou sont tes cheveux? Ou est ta face? Ou est la peau de ton corps? Tes cheveux ne sont que sang caillé, ta face n'est que boue et crachats: ton corps est tout couvert de playes. Job ayant esté quelque temps sur un fumier estoit sy couvert d'ulcères que ses amys le voyant de loing ne le peuvent recognoistre car il avoit changé sa figure et pensoient qu'il feut transformé en quelque espectre descavé ou en quelque ladre destiguré (4). Et qui te pourra maintenant recognoistre sourtant du prétoire, ayant le corps deschiré, les mains noyres de mur-trissures pour avoir esté sy fort serrées, la teste percée d'espines, le visaiqe plain de sang meslé avec des crachatz, tenant un rouseau en ta dextre, ta robe de pourpre toute deschirée sur tes espauls, tes yeux enfoncés, tes lèvres

(1) Non est sanitas in carne mea a facie iræ tuæ: non est pax ossibus meis a facie peccatorum meorum. — Psaumes, ch. XXXVII, v. 4.

(2) Abdias, cap 1. — Sa prophétie contre les Iduméens. — Afflictions et insultes qu'ils ont fait injustement subir à Jacob, leur frère.

(3) Facti sumus opprobrium vicinis nostris; subsarmatio et illusio his, qui in circuitu nostro sunt. — Psaumes, chap. LXXVIII, v. 4.

(4) Cabrol fait allusion au chap. 2 de Job, où il est écrit au verset 8: « qui testâ sanieum radebat, sedens in sterquilino » et au verset 12: « cum-que elevassent procul oculos suos, non cognoverunt eum. »

palles, plus laid et desfaiet qu'un vray ladre? O mon Sauveur, que je te recognois bien en ce pitteux état; tes playes, ta laideur, ta honte, sont les marques de mon salut (1). Te voicy homme de douleur mesprisé et repoussé des hommes et (2) comme se fait-il que ceulx qui satendent a toy ne soyent pas confeus et que ceux quy te recognoissent ne soyent point randus honteux; tu portes nos langueurs et es chargé de nos douleurs et on t'estime frapé de Dieu et affligé comme si tu l'avois mérité: hélas! que tu peux bien dire, Seigneur, que tu es faiet comme un homme sans secours, bien que tu soyes seul entre les mortels qui es livré du péché et de la mort. Tu es abysmé (3) au profond des eaulx et enfondré au lymon et ne scais ou t'appuyer: ha Juifs aggravés d'iniquité malings enfans corrompeus quy avez mescogneu le Seygneur qui avez blasphémé le saint: race de vipère qui avez vous mescogneu, qui avez vous iniurié, qui avez vous blasphémé, contre qui avez vous élevé vostre voix? Pilate vous a dict voyla l'homme innocent et vous avez cryé: qu'on le cruciffie. Pilate vous a présenté vre Sauveur et vous avez dict: qu'on le mette à mort. Mais o doux Jésus qui est celluy qui te comptamplé en esprit ainsi expoussé a la veüe d'un peuple tant mal affecté qui ne tressailled'horreur et d'estonnement? Voyla l'homme, ame fidelle, voyla l'homme qu'il te fault comptamplé avec regretz, avec larmes, en contrition Voyla l'homme des hommes ou pour mieulx dire le Dieu des hommes: voyla l'homme qui nous a guéris; l'homme qui nous a sauvés;

---

(1) Esaïe, chap. LIII. — Prophétie sur la naissance du Messie, sur l'ignominie de sa passion et de sa mort: « despectum et virorum, virum dolorum et « scientem infirmitatem; et quasi absconditus vultus ejus et despectus, unde « nec reputavimus eum. »

(2) Dans le psaume 68, David décrit l'état douloureux auquel ses ennemis l'ont réduit. « Infixus sum in limo profundi et tempestas demessit me. » vv. 3, 4.

(3) Psaumes 69 et 87, comme les précédents.

l'homme qui nous a deyiés. Le pauvre paralitique estant au bourd de la pissyne ne pouvoit estre guéry faulte d'homme qui le mit dedans l'eau. Et voyla l'homme prest a nous guérir du péché et qui ne demande autre chose qu'a nous laver dedans la pissyne de son sang, sy nous le voulons requérir. C'est l'homme que Pilate a présenté aux Juifs pour les esmouvoir de pitié, quy est présenté a toy et te parle en ceste façon: voyla l'homme, chrestien, voyla ton homme; regarde le et te souviene qu'il est Dieu et qu'il a esté mis en sy piteux estat pour tes péchés. Considère combien Dieu a le péché en horreur puisque pour en prendre la vengeance il a permis son fils estre desfiguré; pence quelle vengeance il prendra sur toy sy tu persistes en tes iniquités puisque il a faict sy rude chastiment des faultes d'aultruy sur son enfant bien aymé: considère l'horreur du péché et la rigueur de la justice divine en ce pauvre homme navré de playes (1). Sy la souvenance que tu as de la pouvreté et misère de Job te faict pleurer et quand tu te le remettras en mémoire séant sur un fumier lavant ses playes avec un mourceau de terre délaissé de ses amys mouqué de sa famme de ses parens et voysins te pourras tu représenter ton Jhs Xrt ainsi navré et deschiré ayant une couronne d'espines qui lui perce la teste, le visage plain de sang et de crachatz le corps deschiré de coups de fouets vestu d'une robe de porpre vaignée en sang, tenant en sa main un roseau, moqué des Juifs, battu des soldatz, souffleté par des satellites, sans plurer non sa misère mais la tienne et fondre en larmes pour avoyr esté cause de ses douleurs. Et auras tu bien le courage, chrestien, maintenant que le mal que jay enduré est passé et que la souvenance de cette douleur m'est agréable quand je connois que pour

(1) Elphas s'offense des plaintes de Job et lui reproche que sa vertu n'a point de fermeté. — Job, c. 4.

m'estre faict homme j'ay tiré tant d'hommes au ciel de vouloir rafraischir mes douleurs, faire rouvrir mes playes, me percer la teste d'espines par nouvelle desso-beyssance et nouveaux péchés. Ja n'advienne: mais plus tot qu'à deux genoux nous disions: Sauveur et redempteur qui vous estes faict homme pour l'amour des hommes et avez porté en votre précieux et sacré corps les coupz de fouets qu'ilz avoient bien mérité pour avoir transgressé le commandement de votre père, qui avez porté sur vostre chef la courone d'espines que Adam avoit plantée par son péché affin que nous soyons courones de votre victoire éclatante, ouvrez moy s'il vous plaict le cuer avec la pointe des piquantes espines quy ont transpercé voustre cerveau et que je sante en comptamplant vre couronnement un remord de vous avoir offencé et que je ne me faische de pourter les espines des tribulations de ce monde pour l'amour de vous. Faictes, o Sauveur, que voz travaux servent de repos a mon ame; vre porpre me rougit, vre couronne m'honore, vre laideur m'embelisse, vos douleurs me tiennent a joye, vos playes me guérissent, vre sang me lave, vos maulx m'allègent et que en fin votre mort me donne la vie éternelle; ainsy soyt-il.

Louanges à Dieu.

Sy vis ad vitam ingredy, serva mandata.

S<sup>t</sup> Matei, 19, cap.

Memento ut diem sabati sanctifices.

Exode, 20, cap. (1).

Soviengs toy, home et fame, de garder et observer le jour du s<sup>t</sup> dimanche. Toutz ceux pêchent contre ce

(1) Exode, cap. 20, v. 8. — Cf. Exode, cap. 31, v. 15; Deutéronome, cap. 5, v. 14; Ezéchiel, cap. 20, v. 12.



emandent, quy les dimanches font leurs marchandises ou exercent autres negotiations mécaniques et servilles. Ce quilz ne feront silz pensent a celuy dont est faite mention en l'escripture ste. numerorum. 15. c. quy seulement p avoir cueilly quelque peu de bois le jò du Sabbat fut par le emandement de Dieu lapidé de tout le peuple et mis à mort (1).

---

PROSE (2).

Alle, alle, alleluya, alleluya.  
Quy filius et filiae  
Rex celestis, rex gloriæ  
Mortem vincit hodie.  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

Et Maria Magdalena,  
Et Jacoby et Salomme  
Venerunt corpus unguere.  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

Et mane primo sabaty  
Ad hostium monumenty  
Venerunt et dissipuly,  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

In albis sedet angelus  
Et dixit mulieribus :  
Vere surrexit dominus.  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

---

(1) Nombres, cap. 15, vv. 32, 33, 34, 35, 36. Cf. Exode, cap. 31, v. 14 : « Custodite sabbatum meum..... qui polluerit illud, morte morietur. »

(2) Les proses que l'église a dénommées « sermo pedestris » sont des hymnes latines composées de vers non rythmés mais n'ayant qu'un certain nombre de syllabes et une rime obligée. On les chantait aux messes solennelles après le graduel. Il en avait été composé pour tous les dimanches de l'année excepté depuis la Septuagésime jusques à Pâques. Les Chartreux et les Bernardins ne les admirent jamais dans leurs missels.

Vide Thoma, vide latus,  
Vide pedes, vide manus,  
Noli esse incredulus.  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

Sit laus patry cum filio  
Sancte simul paraclito  
Benedicamus domino.  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

Jesus qui passus est penas  
Referamus laudes magnas  
Dicentes deo gratias  
Alleluya, alle, alle, alleluya.

Dò LAUS ET GLORIA.

---

#### EPISTOLA BEATI STEPHANI (1).

Entendes toutz communamen  
De sanct Esteve lou turmen,  
Que a suffert tant doussamen,  
Per servy Dieu omnipoten.

*Lectio actuum.*

Aqueste liesou que direm  
Delz ditz delz apostoulz trairem ;  
Lou dit sanct Luc recomptarem,  
De sanct Esteve parlarem.

*In diebus illis.*

---

(1) L'usage de ces chants d'église mêlés de latin ou de patois et de français appelés hymnes farcies remonte au XII<sup>me</sup> siècle. Ed. Martene a tiré d'un missel manuscrit de Saint-Gratien de Tours la formule des complaints que l'on y chantait le jour de Saint-Etienne. Au commencement du XVIII<sup>me</sup> siècle, à Dijon, on chantait l'épître de saint Etienne, à Aix en Provence on la chantait encore, il y a quelques années. Les ordinaires de Narbonne et de Châlons font aussi mention de ces épîtres doubles qu'on appelait des épîtres farcies.

En lou tempz que Dieu fousec nat,  
Et fousec de mort ressussitat,  
Et puis al cel fousec montat,  
Sanct Esteve fousec lapidat.

*Stephanus autem.*

Per lous miracles qu'el fasio  
Et lous signes que mostravo,  
Tout lou moude deja cresio  
Que veray Dieu adoravo.

*Surrexerunt.*

Encontre el courrou el van  
Grandz clerez, libertins apelans  
Circins, Alexandrins y van  
Et contre el van disputan.

*Et non poterant.*

La veritat et las vertutz  
Lous a mensongies conogutz,  
Lous plus sabens sou tornatz mulz  
Petitz et grans toutz a vincutz

*Audientes autem hec.*

Quant an ausido la rasou  
Et conogren que vaincutz sou  
De gran yre ce ramplisson  
Las dens crouyson come un leon

*Cum autem esset.*

Quand a vist liour volontat,  
Touto pleno de mauvestat.  
Dessus, al cel a regardat;  
Ausses, seigneur, coussy a parlat

*Ecce video cellos.*

Or escoutas non vous sio greu  
Lou celz ouvertz ne vesy jieu  
Et la vesy lou fil de dieu,  
Que crucifigron lous Jeulieus.

*Exclamantes.*

Per aquest dich son courroussatz  
Lous falz Jeulieus et an cridat :  
« Prengam lou que trop a parlat  
« Tragam lou fors la sieutat. »

*Et ejicientes.*

Lou mal nou ce pot pas amaga  
L'iro qu'avian van demostra,  
De la sieutat lou van gita,  
Et commensan lou lapida.

*Et testes.*

Van ce despoulha per fa mieulz  
Et laiso lioures avilhamens ;  
A Saül noman anaguel tempz,  
Et nous sanct Paul apres venens.

*Et lapidabant.*

Lou sanct vic las peiros veny ;  
Dousses fourou nou vol fugy ;  
Per sou seignour volguet soufry,  
Et coumenset a dire ly :

*Domine Jesu accipe.*

« Seignour Dieu, que feres lou mon  
« Et nous tragues d'infer prion.  
« Et nous laisserez vostre sanct nom  
« Recep mon esperit amon. »

*Positis autem.*

Après son dict, saginoulbeet  
Dont a nous exemple donnect  
Car per sous enemiz preguet,  
Et va dire come sen sec :

*Domine ne statuas.*

Seignour Dieu ple de grand doussour,  
Soudis lou filh a sou seignour  
« Lou mal que fan perdonas liour,  
« Nou tragou penos ny doulous »

*Et cum hoc dixisset.*

Quant tout aisso fouscet finit,  
Et lou martir fouscet acomplit,  
De son dit fousec exausit,  
En paradis s'es endormit.

*Finis coronat opus.*

---

## PRO FEBRIBUS

Benedictio aquæ sti Alberti (1) patris nostri.

ÿ. In adiutorium nostrum..... R̃. Sit nomen.....

## OREMUS

Fidelium deus omnium fortitudo et salus, qui beati  
Petri apostoli tui febribus magnis detentam pro roga-

---

(1) Saint Albert, dont l'église célèbre la fête le 7 août, appartenait à l'ordre des Carmes ; il mourut en 1202. Sa vie a été rapportée par le cardinal Baronius, par Surius, et dans les chroniques de l'ordre des Carmes. La vertu miraculeuse de l'eau de saint Albert était encore reconnue au XVIII<sup>e</sup> siècle : « il a ressuscité les morts, outre une infinité de maladies qui se guérissent encore tous les jours par le moyen de l'eau bénite dans laquelle on fait tremper ses reliques sacrées. » P. GIRY, t. VII, p. 448.



tionis intuitu..... sanasti sancti + ficare et bene +  
dicere digneris creaturam hanc aquæ in tuo sacratissimo  
nomine et reliquiis altissimi confessoris tui Alberti quem  
spreto seculo ad almæ tuæ genitricis virginis Mariæ reli-  
gionem vocare dignatus es concede quesimus..... meritis  
atque intercessionibus ut quicumque febrium vexatione  
gravantur per huius sumptionem humilem a cunctis ani-  
mæ et corporis langoribus liberentur ad gloriam ecclesiæ  
tuæ.....

.....  
O Alberte, norma munditiæ, puritatis et continentiae, ora  
matrem misericordiae ut in ista valle miseriae nos defendat  
a pravo scelere ut exuto mortali corpore perferamur  
æterna regnis.

ŷ. Ora pro nobis, beate pater Alberte.

ŕf. Ut digni efficiamur promissionibus Christi.

#### OREMUS

Concede .....

.....

---

#### 1596

#### HISTOIRE DES QUATRE PASTOREAUX.

##### LOU PREMIE

Chante Rouby, chante chante tu Vidal  
Reveilhe lou bestial menaren jouissance  
Per aquest nadal imperial, selestial  
Que Dieu nous garde de tout mal  
Menarem jouissanct, estaren alegramen  
Nais lou fil de Dieu omnipoten (1).

---

(1) Le reste manque.

1598

Le 29 du mois de octobre 1598 judy du matin est nay mon filhol Jehan Cabrol du lieu de Rouayrous; et je suis esté parin et Margaride Cabrolle sa seur marine et a esté baptizé le judy 3 du mois de novembre; faict par moi lan et jour que dessus.

A Rouayrous

B. CABROL, pbre.

Mémoire des libres que je ay: primo, lou peironnet, ung dictionary, ung nouvel testamen, un picart (1), les lamentations de Jeremie, ung ordinaire du concille (2), la some de granade (3), le bouclier de la foy (4), Jean Gerson le chatechisme (5), le chatechisme du concille (6), deux li.... de milhard.

---

(1) *Le débat d'un jacobin et d'un cordelier, à qui aura sa religion meilleure.* 1606, in-12. — Livre rare et singulier de Picard-le-François, doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois et docteur de Sorbonne (1504-1556); ce théologien combattit avec ardeur les doctrines de Bèze et de Calvin.

(2) Recueil des sessions du concile de Trente. Il fut convoqué le 8 novembre 1542 par Paul III (Alexandre Farnèse) qui avait occupé le siège épiscopal de Saint-Pons de 1514 à 1534.

(3) Granado Jacques, jésuite, né à Cadix en 1572, mort à Grenade le 5 janvier 1632. Il a laissé des commentaires sur la première partie de la Somme de saint Thomas.

(4) *Le Bouclier de la foy*, extrait de la sainte escripture, et des plus anciens docteurs de l'eglise, par frère Nicole Grenier, religieux de Saint-Victor: nouuellement reueu et augmente: avec vne briefve apologie contre vn clabault Lutherien qui a voulu ronger le bouclier de la foy. Paris, Claude Fremy, 1555, in-16.

(5) Jean Gerson n'a laissé aucun ouvrage sous le titre de catéchisme.

(6) *Catechismus ad parochos ex decreto Concilii Tridentini editus ex Pii V Pont. Max. jussu promulgatus.* L'usage de ce livre était tout particulièrement recommandé aux prêtres. « An libros sibi necessarios, tum ad officium « divinum persolvendum, tum ad erudiendum populum, præsertim vero « catechismum Concilii Tridentini et has constitutiones nostras provinciales, « penes se habeant. » (Décrets du Concile de Bordeaux, MDLXXXIII, titre 32).

POUR FAIRE UNG PROCÈS DE SITUATION.

Anno retro scripto, die N mensis. N. fuit sitatus N. diety locy de. N. personaliter repertum coran dno officiali seu locum tenenti suo, ad diem primam juridicam est in literis continetur per me.

B. CABROL.

---

Messieurs. La plus grande consolation que les gens de bien scauroit avoir en ce monde, c'est l'espérance de la ressurection de la vie éternelle : car nous voyons bien que les gens de bien assavoir les vrais fidelles chrétiens quy endurent beaucoup en ce monde ou les méchants vivent à leur ayse et font beaucoup de maulx au moyen de quoy faut que soient punis ou en ce monde ou en l'autre et les pouvres gens quy endurent ne sont pas guerdonnées en ce monde par quoy fault que le soient en l'autre dautant que Dieu est juste, que ne laisse aucun bien sans le récompancer ny de mesme aucun mal sans punir : mais les chrétiens quy vivent soubz ceste espérance d'avoir leur repos en l'autre siècle assavoir quun jour lame et le corps ensemble joiront de la vie eternele c'est pour quoy par ung instinct du St Eprit ilz ont voleu honorer le corps des trespasés de sépultures de façon que les Hébreux depuis Abraam jusques a nous ont gardé ceste saincte costume car il est dict en la geneze 23<sup>e</sup> qu'Abraam achappta un champ pour ensevelir sa fame Sarra et aussi en la genèse 50 cap. Joseph voyant que son père estoit décedé il commenda a ces serviteurs et medecins d'oindre et embaumer le corps de son père avec des unguentz et parfums aromatiques et après l'ayant gardé à la maison l'espace de 40 jours, luy mesme accompagna le corps de son père avec plusieurs des plus grandz de la maison de Pharaon a la sépulture de ces pères.

Or cela n'a point esté observé sans grande occasion car cela nous distingue des atheistes payens et des bestes, desquelles on n'a point soin d'autant que leur corpz et ame se pert ensemble mais les vrais catholiques ont une ferme spérance de la ressurection générale joint aussi que me dit St Augustin libre *De cura pro mortuis* cap. 4 se soin provient dict-il d'un amour chrétien et affection qu'un chaquun porte a sa cher par ce que ung home seroit marry que sa cher servit de proye aux oiseaux et bestes sauvatges quest cause que les chrétiens depuis que l'esglize est fondée par Jésus-Christ et ces apostres il y a eu des cimetières bénis pour ensevelir les chrétiens et cela sert pour augmenter nostre foy et le mérite de ceux quy sont ensevelis aux cimetières, quy sont toutesfois décedés en grace et qui ont quelque chose a purger avant quantrer au ciel la sépulture tésmoigne come ilz ont vescu catholiquement et sont participans des prières que leglize fait sur les sépulcres journellement, tellement que quand on gette de l'eau sur ung arbre quy a perdu les feilhes lon l'arrouse en spérance qu'il revivra avec le temps. Il a bien montré les grandz miracles qu'il a faitz le temps qu'au seul attouchement qu'on faisoit des corps ou des cendres de ces saints que il est manifeste en l'escripture mesme par l'atouchement des cendres d'Hélisée le prophète un corpz mort feut ressuscité, ainsi qu'il est dit au 4 livre des rois cap. 13 (1), dont il est cler que la sépulture des trespases est sainte et louable non pas les ensevelir comme les bestes après en avoir prins la peau. C'est une grande punission de Dieu voire de reprobation que menassoit Hieremie 22<sup>e</sup> cap. de son livre un roi d'Israel tres meschant non non Jecomias superbe sera ensevely a la sépulture des asnes.

---

(1) Quidam autem sepelientes hominem viderunt latrunculos et projecerunt cadaver in sepulchro Elisei. Quod cum tetigisset ossa Elisei revixit homo et stetit super pedes suos.

En troisieme lieu ceste costume de s'assembler aux obsèques est auctorisée de l'escripture comme estant un advertissement de doctrine pour savoir quelle est la condition de l'homme fragile et mortelle et inconstante que dict Salomon en l'Ecclesiaste 7<sup>e</sup> qu'il vaut mieux aller ou on pleure qu'à celle ou il y a banquet.....

La dernière cause et raison pour quoy lon s'assemble ainsin pour honorer les trespassez c'est por prier por eux ce quy a esté introduit en l'eglise par tradition des apostres et les Machabées libre 2, cap. 12, nous advertissent.....

De profundis.

---

†

Quis est homo qui vivit et non videbit mortem.  
Quy est l'home quy vit et ne verra la mort,  
dit le psalmiste.

Le prophette nous monstre et enseigne disant: quis est homo tam juvenis tam fortis tam potens quy possit resistere morty. Quy est l'homme sy june, sy fort, sy puissant quy puisse résister à la mort? aulcun à la vérité: et hoc est, et la cause est pour deux raisons: primum est fragilitas humanæ conditionis, la première a cause de la fragilité de l'humaine condition: por ce que homo dicitur *ab humo* quod est terra de qua factus est: l'homme est apellé homme de humo c'est a dire terre de laquelle a esté faict: comme il est escript en la Genèse 2 cap. (1); secundum est necessitas finalis conclusionis; secundement: l'homme ne peut esviter la mort a cause de la nécessité de la fin, car, come est dit au second livre des Rois. chap. 14, omnes morimur et quasy aquæ dilabimur super terram.

---

(1) Formavit ergo Dominus deus hominem de limo terre. Genèse, cap. 2.



Donc il faut dire qu'on ne peut éviter la mort.

---

#### PROCÈS DE MONITION.

Anno retro scripto et die N. mensis N. per me subsignatum fuit publicata presens monitio in ecclesia nra parochiali de N. per tres dies dominicas ut precipitur in literis et non sunt revellantes neque apponentes ut constat nobis (1).

---

BENEDICTIO PANIS STI NICOLAY DE TOLENTINO (2), QUI EST BON  
A TOUTES LES MALADIES.

Faut prendre ung pain, ou bien une moitié et la faut bénir et en doner au malade en quelle maladie que ce soit ou bien sy une maison brulle faut mettre un pain dans ce

---

(1) Le monitoire est le commandement fait par l'église aux fidèles de révéler ce qu'ils savent sur un fait important, de restituer ou de satisfaire, menaçant d'excommunication ceux qui refuseraient d'obéir. Lorsqu'un curé recevait un monitoire décerné par l'official, il devait le publier au prône pendant trois dimanches consécutifs, après l'annonce des fêtes, et certifier la publication au bas du monitoire.

(2) Saint Nicolas (1245-1308) dit de Tolentino, à cause de son long séjour dans cette ville, appartenait à l'ordre des Ermites de saint Augustin. « Il est « plutôt, dit son biographe, un fruit de l'oraison qu'une production ordinaire « de la nature, car il n'a été obtenu que par la force des prières. » Étant souffrant, la Vierge « lui conseilla, pour le rétablissement de sa santé d'en- « voyer demander à une femme fort charitable, voisine du monastère, un « morceau de pain qu'elle avait fait cuire ce même jour, de le tremper dans un « peu d'eau et d'en user comme d'un souverain remède. Le saint le fit et à « l'heure même il se trouva sans fièvre. » C'est probablement à ce fait qu'est due la vertu miraculeuse du pain de saint Nicolas.

feu ou bien sy lon se trouve en naufrage de mer jeter ce pain dans la mer, tousjours en bone dévotion.

HIMNUS.

Te canunt omnes  
Nicolas gentes;  
Te pii patres  
Simul atque matres, etc.....

Oratio .....

Post ea aspergatur aqua benedicta et distribuatur cantando  
himnus devote sancti Nicolay.

---

CONTRE MAL CADUC DE SAINT JEHAN.

Sy quelquun est affligé de mal caduc (1), cependant quil est tombé et couché en terre faut que ung prestre ou ung aultre dise aux oreilles du patient les parolles qui s'ensuivent:

Ex potestate domini nri Jhu Cri et in virtute eiusdem  
sptūs sty et ex parte illarum trium regum quy venerant  
adorare domn nrum Jhm Crm post eius nativitatem

---

(1) Le mal caduc de saint Jean, ou chorée, ou danse de saint Guy, est une maladie nerveuse qui régna d'une manière épidémique à diverses époques du moyen âge et surtout au xiv<sup>e</sup> siècle à la suite de la peste noire. Souvent les magistrats ordonnaient la peine du fouet contre les malades saisis de cette affection, persuadés qu'il y avait là œuvre diabolique. Les Allemands se rendaient à la chapelle de Saint-Weils, située près d'Ulm en Souabe, pour être guéris de ce mal dont, suivant une tradition, le saint avait lui-même souffert. Au xv<sup>e</sup> siècle, on traita les malades par la musique, ou par le contact des reliques de saint Guy. Les danseurs furent longtemps considérés comme des possédés dont la guérison était confiée aux prêtres. Au xvi<sup>e</sup> siècle, Paracelse l'un des premiers les considéra comme aliénés et les traita comme tels en ajoutant quelques pratiques superstitieuses, concession faite aux idées du temps.

scilicet + Gaspar + Melchior + et Balthazar mando tiby  
patienti ut surgas.

Puis ayant dict cella faut prendre le patient par la main  
en disant : Oremus præceptis salutaribus moniti et divi-  
na..... pater noster tout au long : estant dict cela le  
patient sera guéry et ce lèvera en disant + pater est pax +  
filius veritas + spūs sets est remedium dominum appro-  
priant super me nocentes et edant carnes meas,  
et faut dire cestuy saume tout au long.

---

Mon amy, le médecin quand il va voir quelque malade (1)  
il ne peut savoir quelles parties sont celles que causent  
douleur au malade, mesmement lorsque la maladie est  
intrinsèque sinon que par le moyen mesme du malade quy  
vient à luy dire : mon sieur telle chose me fait mal et alors  
le médecin ayant entendu quelle est la maladie fait ces  
ordonnances selon le mal ; que sy le malade par honte ou  
par crainte ne veut descouvrir son mal il est cause que sa  
maladie senracine plus d'avantage ; ainsin est il de vous :  
vous estes come ung autre malade vrayement malade d'une  
maladie intrinsèque quy m'est à moi impossible de la  
pouvoir connoître sinon par le recit que vous men ferez et  
sy vous venes a me cacher et tenir secrette votre maladie  
cest a dire vos pechés, ceste maladie vous menera plus  
grande douleur que auparavant et s'enracinera d'avantage.

Mon amy tout vray penitent quy playe playes du péché  
se présente devant Dieu parlant à son viguier tel que

---

(1) La comparaison du médecin et du juge avec le confesseur était encore  
très répandue au XVIII<sup>e</sup> siècle : « Puisque le confesseur est juge, il doit  
« interroger le criminel et connoître son état ; puisqu'il est médecin il doit  
« tacher de découvrir tous les maux de son malade, de reconnoître ses  
« dispositions et de répandre l'huile et le vin sur ses plaies. » (Instruc-  
tions sur le rituel de Toulon. Lyon, MCCCXC, t. I, p. 331).

je suis a présent se présentant donques en la qualité et façon d'un autre enfant prodigue, quy follement a gaspillé et despendu les graces de Dieu faut que propose 3 choses : premièrement l'estat misérable et la condition déplorable en laquelle il est couvert d'un nombre inombrable de péchés mortels et énormes au moyen desquelz il est privé de paradis et constitué membre de perdition et vrai tison d'enfer et en cette considération doit fonder sa vraye contrition première partie et nécessaire de la penitence; j'ay dict necessere car pour tout assurer sy nous navons desplaizir, regret et un cur doléant d'avoir failly et manque tant en l'observation des commandements que de son esglize, sa pénitence ne promet point de miséricorde. Pour second, ce doit résoudre tout ame de fere entier récit du péché avec sa circonstance quy agrave le péché sans honte, déposant et laissant a part toute considération humaine car au péché le cometant faut avoir honte et bon courage en ce confessant, notamment j'ay dit qu'il ce faut résoudre de fere entier récit car de cacher rien à Dieu n'est possible quy voit votre conscience, voit la miene, entre dans le plus profond cabineet de la votre et miene tant y a qu'il ne faut rien delaisser dans notre conscience quy puisse offencer Dieu devant entrer en nous consciences par le saint sacrement. Pour ung troisième faut estre résolu de amender la vie passée réformer les actions tant par satisfaction que autrement. Cela estant ainsin,

Mon amy je vous demande sy point doultez en rien touchant les articles que l'esglize catholique, etc. nous propose de croire? R.

Etes vous résoulev de mourir et vivre en telle croyance? R. Sauriez vous estre en sentence d'excommunication prononcée et dénoncée en l'esglize en bone et due forme ou pour avoir participé avec des excomuniés, només, patens et evidens? R.

Depuis quel tempz vous estes vous présenté à la confession? R.

Les pénitences qui vous feurent impousées par votre confesseur dernier les avez vous acomplies avec le ceur contri et desplaisant requis et taché de réformer vos actions? R.

Or pour plus clairement proceder a la confession, je vous interrogerai sur les péchés mortels auxquelz feray revenir les commandemens tant de la loy que de l'esglize.

1. PAR SUPERBE, contraire et apposite a lumilité, vertu sur laquelle faut que tout l'edifice dun bon crestien soit batty. Vous pouvez avoir offensé en beaucoup de façons. Premieurement. — En ne rendant point l'honneur que v. devez rendre a Dieu, ne l'aimant point de tout son ceur et pouvoir, ains préférant lamour du monde a lamour de Dieu. Avisez sy point en avez offensé. R. — Vous pouvez avoir offancé, ne vous humiliant point devant les prélatz de l'esglize, prêtres, religieux, pour les honorer et respecter, come lieutenans de Dieu sur terre, ains pour les avoir mesprisés, se estre mocqué diceux, les avoir batus ou autrement offensés; comment? R. Et en quelle façon?

Par superbe, vous pouver avoir offensé Dieu en vous estant paré excessivement et pompeusement pour plaire au monde plus que de coutume ayant désiré les premiers rangs et houneurs. R.

Par superbe: pour navoir respecté ny honoré le père et la mère; *ny la femme son mary* (1); comment? R.

Par superbe pouvez avoir offensé Dieu estant ipocripte et simulé actions vertueuses comme pour avoir faite aumône, ouye la messe, parlé de la religion et soustenir icelle plus pour considération des homes que non pas de Dieu; comment? R.

Vous estes vous tenu en compaignie des heretiques, sorciers, magiciens ou bien croyes vous en ces folies damnables? commodo. R.

---

(1) Les passages mis en italique sont soulignés sur le manuscrit.



Aves vous porté aucuns breaux? R. *Quod sy abeat, depocere promitat statum.*

Aves vous leu aucun libre hérétique de magie et impudique comme de Amadis (1) ou autres? *Que s'il a telz libres que les baille avant que de l'absouldre et les brûle.*

2. PAR AVARISSE. — Quel estat faites vous? R. — Tenes vous tort a persone ou pour avoir vendu plus que ne devies ou par contract usurere et avoir argent presté a lusura ou bien pour avoir prins plus de ble ou pour avoir desrobé a votre prochain et detenir son bien sans son savoir? Commodo? R. *Sil la fait, face restitution.* — Aves vous desrobé bien appartenant a lesglize ny a gens de lesglize. (2) Commodo? R.

3. LUXURE. — Estes vous marié? R. — Aves vous rompu le mariage? R. — *Sy est avec une vierge ou mariée, resfre, parante, monialle ou abandonnée? Comment? R. — Quoties? an in die festo.* R. — A la fame. Avez-vous gardé le mariage. R. — Vous estes vous pollué volontairement ors le mariage ny corrompu? R. — Comment? *Et sy point en général a offencé en palhardise; comment? Sy c'est avec des attouchemenz illicites, lubriques sur lurs personnes, baizers?* R. — Avez vous fait aucuns regardz de concupiscence et que la volonté soit esté conjointe avec le méchant

---

(1) Titre d'un roman portugais de chevalerie dont on ne connaît pas exactement l'origine et dont les divers livres ont des auteurs différents. Les amours et les prouesses d'Amadis y sont entassées avec prolixité. Il fut traduit en français en 1540 et réimprimé à Lyon en 1571, 22 vol. in-16. En 1813, Creusé de Lesser en a donné une édition abrégée sous la forme d'un poème en 20 chants.

(2) « Si quelque ecclésiastique ou laïque de quelque dignité qu'il soit, eust-il même empereur ou roy, a le cœur assez rempli d'avarice pour usurper par soy-mesme ou par autrui les fruits, émolumens et ques revenus que ce soit de quelque église, qu'il soit soumis à l'anathème. » Concile de Trente, xxii<sup>m</sup>e session, chap. ix, p. 263, traduct. Chanut.

regard? R.—Aves vous tenu des propos impudiques, chansons deshonestes? R. — Comment?

4. IRA. PAR COLÈRE.— Pour avoir offensé Dieu, entrant en impatience. Aves vous renié et blasphémé son S<sup>t</sup> nom (1)? R. — Combien de fois? Aussy le ciel, la terre, la foy..... R. — Commodo. Avez vous porté faultz témoignage. R. — Comment. Avez vous batu ny pbre ny autre personne avec effusion de sang (2)? R. — Avez vous murtry personnes volontairement ou de fait? R. — Avez vous faitz regartz de colère? R. — Commodo?

5. ENVIE. — Aves heu la dilection de votre prochain en recommandation et des pauvres nécessiteux orphelins, fames, vefves, prisonniers? R. — Aves vous offensé aucun d'iceulx que votre ame en soit accusée? R.— Portes vous envie a personne estant mairy de celuy qui fait autrement ces affaires que vous? R. — Aves vous par envie, mesdit de votre prochain et diffamé sa réputation et son honeur? R. — Commodo?

6. PARESSE. — Avez vous fait aucun veu a Dieu que ne lussiez pas accomply? R. — *Estes vous tenu de dire aucune chose de dévotion que ne lussies pas dite?* R. — Aves vous ouie la messe toutz les dimanches notament de votre paroisse et les jours des festes? R.—Aves vous joué?

---

(1) Cf. « Criées ordonnées par le seigneur d'Hautpoul aux habitants de Cassagnolles, 1650, » *Arch. mun. Cassagnolles*, FF. 1: « Est faicte inhibition « et deffance a toute personne de quel estat et condition quil soit de ne jurer « ni basfèmer en fasson quelquonque le S<sup>t</sup> nom de Dieu ny de la S<sup>te</sup> Vierge « Marie, saints et saintes de paradis, à peyne de 60 sous 1 d. pour la « première fois, pour la seconde d'avoir la langue perssée avec un fer chaud « et autres peynes arbitrères de justice. »

(2) Cf. *idem*. — « Est expressément inhibé a toutes personnes de quele « calité et condition qu'il soit de s'entrebatre a coups de pierres ny avec armes « contre aucuns, à peyne de 10 livres pour la première fois et pour la seconde « d'estre emprizonnez. »

quelz péchés y aves vous commis? R. — En quel tempz et avec quy. — Aves vous desbauché junesse pour jouer? Aves vous rendu graces a Dieu matin et soir des graces receues tout le jour et comment? R. — Vous estes vous treuvé a dancier en temps de pénitence pendant que l'on disoit le divin office (1)? R. — Quelz péchés y a il commis?

7. GROMANDISE. — Aves vous juné les jours commendés de l'église comme le caresme, entièrement les quatre tempz, les veilhaes? R. — Aves vous mangé ores de nécessité, viandes proibées et deffendues ou bien un vendredy et samedy? R. — Quomodo.

Par vyvoignerie, prenant des viandes excessivement quy vous ayant incité a mal faire et escandaliser vostre prochain? — Comment?

Savez vous rien plus en vostre confession?

Mon amy, sy vous pouviez voir a présent votre conscience et ame come il vous est faicte de voir le corps vrayement vous la verreriez plus hiduse et espouvantable, plus vilaine et sale que diable que soit en enfer toute couverte de péchés que mestonne comment la terre ne sest ouverte pour vous engloutir le ciel na pleu abondance de feu pour vous bruler attendu que sy grandement vous avez offancé la majesté divine. Misérable que vous esties, sy quelque mort subite vous eut surprins et ravy de ce monde comme vous en voyès les exemples en dautres auxquelz le diable ne permet de ce confesser ains san saisit? Bien misérable encore de avoir dilayé jusques a l'hure présente la confession. Je vous demande sy quelque serpent venimeux cestoit jetté dans votre sain, vouldries vous atendre qu'il vous eut piqué de son venin? ne feries vous pas dili-

---

(1) Cf. *idem*. — « Est deffandu à toutes personnes de dansser publique-  
ment pendant que la Ste Messe et divin office se celebrera, à peyne de  
« fouet. » Un règlement de police ordonnait, à St Pons, la fermeture des  
cabarets et auberges pendant les offices.

gence de len sortir et que vous vous decevez sy vous croyez que le péché en l'âme est plus que venin ; comment donques diférez vous jusques a présent à vous confesser ? Toutes fois sachez que Dieu est miséricordieux ; que ne refuse point le pécheur moyenant que soit en bonne volonté de courriger sa vie passée ; faites estat destre reintegre et remis en la grâce de Dieu moyenant qu'ayès résolu de quitter toute superbe, embrasser humilité, quitter avarisse, pratiquer libéralité, repousser toute lubricité et palhardize pour vivre chastement, amortir en votre ame toute flame ire et envie pour vous rendre patient, doux, affable et débonnaire a tous, n'oubeir plus à la bouche ains chastier votre corps par abstinence et diligence a servir Dieu, travailler a votre estat, sans fere tort à persone comme vous le prometez ainsi ne fêtes ? R. — Bien donques avec telles conditions et pactes que vous réclamés a Dieu pardon de toute vous fauctes, je vous impoze pour pénitence N.....

---

### PRÔNE<sup>(1)</sup>

En faisant le signe de la croix le curé dira :

Nostre Sauveur et rédempteur Jésus-Christ par le

---

(1) Après le catéchisme, le prône était considéré comme l'instruction la plus importante que puissent recevoir les fidèles. Il se faisait comme aujourd'hui aussitôt après l'évangile et se divisait en trois parties. Dans la première, on indique et l'on fait des prières pour tous les ordres de l'église, pour le pape, l'évêque, le roi, les seigneurs, les bienfaiteurs de l'église, les fidèles présents. « Il paroît par plusieurs conciles et par plusieurs autres monumens de l'histoire ecclésiastique que ces prières sont anciennes et même « qu'elles se faisoient il y a environ mille ans comme elles se font aujourd'hui. » (Instr. sur le rituel de Toulon. Lyon, MDCCXC, p. 222). La deuxième partie comprenait une instruction, en général sur l'évangile du jour. Enfin la dernière partie était fournie par les annonces et les monitoires. — Voir Epître Saint-Paul à Timothée, ch. II ; Tertullien, *Apologétique*, chap. XXXIII ; Concile d'Orléans, rapporté par Yves de Chartres ; Concile de Mérida, 666.

mérite de sa sainte mort et passion nous donne sa paix, sa grace, son amour et éternelle bénédiction. Amen.

Peuple chrétien, vous estes icy ce jourdhy assemblés à la sainte messe fesant lestat et devoir de bons et fidelles chrétiens.

Primo : pour louer et remercier Dieu de toutz les biens et grâces quavés receu de luy et luy en estes venu faire en public comme en vostre souverain creatur et seigneur, homage et recognoissance en luy offrant vos ceurs espritz corps et biens pour les employer a son servisse gloire et honneur.

Nous prierons aussy pour l'entretenement et conservation de l'autorité de l'église catholique et romaine; que Dieu la veille conserver en union et quil renverse les malins effortz et entreprises de toutz ses adversaires juifs, tures, schismatiques et érétiques et quil veille convertir à la foy les infidelles réunis et rapeller à icelle ceux quy sen sont départis par erreurs et fauces doctrines.

Nous prierons pour notre St père le pape, pour les cardinaux archevesques et spécialement pour N nostre evesque et prélat et pour toutz curés, recteurs et autres ayant charge d'ames quil plaise à Dieu lur faire la grace de s'acquitter sevèrement de leurs charges et qu'ils soient au peuple exemples de sainte vie saine doctrine et bones murs.

Nous prierons aussy pour le roy très chrétien a ce que dressant ses dessains à la manutention de la sainte foy catholique et solagement de ses sujets, Dieu luy donne heureux accroissement en toute verteu, ardeur et prospérité.

Nous prierons pour toutz chrétiens et chrétiennes de quelz estat et qualité qu'ilz soient et mesmement en particulier pour les habitans de ceste ville et parroisse que Dieu leur doint grace de suivre justement en ce monde chacun selon son estat et vocation.



Nous prierons Dieu recevoir en sa protection le seigneur de cette paroisse et ses parens et amis ; le faire partout prospérer au gré et bienveillance des habitants du lieu et de toutes autres personnes.

Nous prierons pour les bienfaiteurs de ceste esglize, mesmement pour ceux quy ont donné et donnent moyen de l'entretenir et y continuer le divin service que Dieu veuilhe accepter leurs dons et les leur rendre au centuple et octroyer en fin la vie éternelle.

Nous prierons pour ceulz quy offrent le pain beinyt à l'esglize de céans et quil plaise à Dieu avoir leur dévotion agréable à la louange de son saint nom et au salut de leurs ames.

Nous prierons Dieu duquel dépend la vie, mouvement et estre de toute créature nous donner les saisons propres et convenables avec le serain et beau temps, pluye et rosée d'en haut, selon qu'il connoit par sa divine providence estre besoin pour faire croistre multiplier et murir les fruitz de la terre et les préserver de gelées, inondations, foudre, gresle, orage, tempeste, seicheresse et de tout autre sinistre accident et damage, afin de les dispenser fidèlement en toute miséricorde à la louange de son saint nom.

Nous prierons pour les laboureurs, a ce quil plaise a Dieu leur impartir sa sainte bénédiction et doner fertile increment a leur semance afin que le peuple en soit nourry et les œuvres de miséricorde accomplies.

Nous prierons pour toutz ceux quy sont en sainte et bonne disposition a ce que Dieu par sa grace les y veuilhe conserver et, de nouvel, fortifier pour l'exécution de sa volonté et saints commandementz.

Nous prierons a ce que Dieu, père de miséricorde et de toute consolation, donne force et vigueur aux malades de ceste paroisse et toutz autres pour supporter leur mal, les secourre, traite et allège selon sa sainte volonté et ainsy qu'il connoit estre requis au salut de leurs âmes.

Nous priérons pour les fames vefves, destituées d'aides, a ce que Dieu les veille prendre en sa sainte protection et garder de calomnie et oppression.

Nous recomanderons aussi les orphelins à la grace de Dieu et le priérons de leur estre père, les ayder, secourir et avancer en leurs nécessités sans les abandoner.

Nous priérons pour toutz pelerins a ce que Dieu leur face la grace d'acomplir salutairement lur pelerinage et ce faict retourner chez heux sains et sauves et à nous de participer a leurs biens faitz.

Pour impétrer toutes les choses dessus dites de Dieu et quil nous veille envoyer du ciel paix spirituelle aux âmes et paix temporelle aux corps, nous luy presenterons louraison que nous a anseigné son fils notre Seigneur et précepteur avec la salutation angélique que vous dirés toutz après moy en vous metant a genoux en bone dévotion, fesant le signe de la croix disant † pater.

Peuple chrétien lesglize commende celebrer la feste de St N. et cesser ce jour à toutes œuvres servilles pour mieux entendre et vacquer a votre salut en spérant la vie éternelle.

---

## LA PASSION.

†

Escoutas toutz las penos et turmens  
Que a suffer Jésus tant doussamen;  
De sa passieu nous autres parlarem,  
Metam y toutz nostre entendemen.

Ay fil, nostre peccatz plore !

Planch soubre planch, doulour soubre douleur,  
Cel, terre, mar n'a perdu son Seignour,

Et lou souleil sa grande resplendour.  
Per lou grand mal que soufris lou Seignour.

Ay fil, grande es vostr'amour !

Quant lous Jousieus ne viguerou ayso  
Que lou monde en Jesu Christ cresio  
De grand yre lieur corpz se remplissio  
Et en cridat : « El cal que mourisco ! »

Ay fil, lou mal se comenso !

El sou vengutz : se sou aconselhatz,  
La gran yre lous a toutz afuscatz,  
Que mensongies se son toutz atroubatz,  
Car a murtry se son toutz accordatz.

Ay fil, mal se son conseilhatz !

Judas mauves si es voulgut atrouba,  
Et liour a dict : « Que me voules dona ?  
« Entre las mas lou vous voly baila. »  
Trente dinies se van toutz acorda.

Ay fil, traitamen ou va fa !

A la ceno lous pes voulguet lava ;  
Sanct Peire dis : « Seignour, que voules fa ? »  
— « Las ordures voly deneteja ;  
« Toutzs es netz sinou que un que n'i a. »

Ay fil, Judas poudio pensa !

Son corps pretioutz en pa sacramental  
Nous a laissat lou fil celestial,  
Lou pa del Cel, lou pa angelical,  
Que memorio de sa passieu ajam.

Ay fil, veramen es aytal !

Ung bel predic a touses va el fa,  
Ero si bel, be ou poudes pensa,  
De paradis vous va a toutz parla,  
Qu'an bone pax volguessem demoura.

Ay fil, nous va toutz consoulla.

Verges Marie, ont sou vostres doulous.  
Quant Jesu Christ prenho conget de vous,  
De las fennes, et de sous servidous ?  
Magdaleno, hélas ! que fazes vous ?

Ay fil, tout an soupirs et plours !

Tout ayso faict, van al ort d'Olivet,  
Grandos doulous el aquy soufriguët,  
Car sa susour gouttes de sang fousec  
Quant sa passieu devant sous yolz viguet.

Ay fil, nou mettam en oublit !

Venguet Judas an toutz sous compaignous,  
Tous ben armatz an lantos et bastous,  
Comme veses que l'on pren de lairous ;  
Vengrou de neit comme de malfactous.

Ay fil, n'es pas aytal de vous !

Judas va fa ung signe tres mauves :  
« Quand baysarey, alors vous lous prenes  
« Et peis après von asseguares ;  
« Gardas lou be, que nou vous escapes. »

Ay fil, et per trento dinies !

Sanct Peire a vist que lou voulïan lia ;  
Ung grand coutel qu'el avio va tira,  
Et l'aurelho de Malcus va coupa ;  
May Jesu Christ en toucan guerit l'a.

Ay fil, mal vous ou servira.

Lous apostoulz ne sou expaventax,  
Car a fugy se sou toutses donnatz,  
Comme brebis se sou escampilhatz,  
De liour mestre se sou fort alionatz.

Ay fil, ne sou escandalisatz !

Tout ben liat elz lou ne van mena ;  
Hélas pensas que poudian elses fa ;

Gran injuries, gran copz ly va dona ;  
Non avian pas vergonhio de mal fa.

Ay fil, may tout jour de frapa !

Tomban levan, as Anno van veny.  
« Hobres, hobres, vous voulem rejouy,  
« Nous vous menam vostre adversary,  
« Per lous camis avem pensat pery. »

Ay fil, coussy poudias soufry !

En sa maison lou van interroga  
Des diciples et de son predica.  
« Interrogas quy me ausit parla,  
« Elz vous diron de my so que sera. »

Ay fil, amb elz fa mal parla.

Venguet Malcus, que ausiguet ayso :  
« Vous parlas mal en nostre seignourio ;  
« Et fa el mal quant vous interroge ?  
« Sy aures vous ung soufflet de ma mo. »

Ay fil, mal vous recompenso !

De bon maty l'an pres et l'an menat  
A Cayfas, liat et estacat,  
Et sanct Peire calfan s'y es atroubat,  
« Tu vas amb el. » — « Nany, n'es pas vertat. »

Ay fil, tres copz l'a renegat.

Al pretory, la ont esta Pilat,  
Sou vengutz toutz, grandamen an cridat :  
« Que voules vous ? » — « Voulem que sio jutjat,  
« Et sus la crous ne sio crussificat. »

Ay fil, qu'aves vous demandat !

Vesen Pilat, lou va interroga ;  
Res n'a troubat per lou ne judica,  
May liour a dit : « Lous vous voly lascia. »  
Se ou fases, Pilat, mal vou prendra.

Ay fil, Pilat nou sap que fa !



Per contenta, el s'es amaginat  
De lou batre; et liour a commandat :  
« Estacas lou, que sio be flagellat  
« Jusques al sang, n'ajas pon de piatat. »

Ay fil, per nostre gran peccat !

La couroune d'espines van pausa  
Soubre son cap, gran sang van escampa ;  
Une vergo en sa ma van baila.  
Ayso es ung rey, Pilat lou va moustra.

Ay fil, touses s'en va trufa !

Vesen Pilat que res n'avio avansat,  
A Herodes et l'a recommandat ;  
May Herodes degun mal n'a troubat,  
« Tournas lou ne, grand mercis, a Pilat. »

Ay fil, sans vici, sans peccat !

Vesen Pilat qu'en sas mas va tourna,  
Et liour a dict : « Vous me fases jutja  
« Ung innoussen, senso degun mal fa ;  
« May, quant a my, mas mas m'en vau lava. »

Ay fil, sus elz fa mal parla !

« Laisas, Pilat, laysas aquestes malz ;  
« Sian venialz, ou be ne sian mortalz,  
« Laysas lou sang soubre nostres enfans,  
« Soubre petitz et soubre toutz lous grans. »

Ay fil, tout jour sou mal parlans !

Tout ayso faict, Pilat lou va jutja ;  
La sentencio ly va prenuncia,  
Et liour a dit : « Ieu lou vous vau baila,  
« Prenes lou donc, vio lou crucifica. »

Ay fil, Pilat, que voules fa !

« Vous lou metes al miech de dous lairous,  
« Crucificat, el moura sus la croux.

« Nous l'atroubam a estre creminous,  
« Vessy l'arrest qu'aven faict entre nous. »

Ay fil, Pilat, sios malhurous !

Verges Mario, ont sou vostros doulous,  
Quant vous vesias Jesu souffry per nous,  
Las grans plagues et lou cap sanguinous ?  
Nous contemplan qu'erou vostros doulous.

Ay fil, grans soupirs et grands plours !

Quant ausigres que la croux va porta  
Et lou gran bruch menan crucifica,  
Vous voulgueres ana lou regarda ;  
May vostre cors de plours s'en va creba.

Ay fil, en terre va tomba !

Tomban levan, ly fan porta la croux,  
En lou menan al miech de dous layrous,  
En injuriez, au grans copz de bastous.  
Verge Marie, ont sou vostres doulous ?

Ay fil, et tant souffres per nous !

Portant la croux, Jesus a fort susat,  
Et sa maire amb un vel l'a torcat ;  
Veronique lou vel a be gardat,  
Car dins lou vel pario sa majestat.

Ay fil, comme s'ero pintrat !

Tout ayso faict, elz lou van despoulha,  
Et sas plagos se van renovela :  
Comme l'on vech un moutou escourja,  
Verge Mario, poudias lou regarda.

Ay fil, ieu nou fau que ploura !

Elses lou van sus la croux alonga,  
Au grans cordes lou van estirailha :  
Que l'on ausio lous nouselz toutz crida  
Et peis après lou van toutz clavella.

Ay fil, et nou va mout sonna !

Après aïso, ne van la croux leva,  
Et peïs après la ne laïsou tomba,  
Qu'ero piro que lou crucifica.  
Hélas, Seignours, vouldas lou contempla!

Ay fil, de mal en mal tout va !

Or, contemplas las penos et doulous  
Que a sufer Nostre Seignour per nous ;  
Se regardas, vous lou veïres en croux ;  
En contemplan, el es tout sanguinous.

Ay fil, aïas mercy de nous !

El ten las mas per nous toutz embrassa,  
Es clavelat per nous toutz espera,  
Et dis a toutz : « Vous voly pardonna. »  
Lous ostinatz n'y volou pas ana.

Ay fil, violgas liour ajuda !

O peccadour, que soven vas pecca,  
Las ont vas tu ? Ont te vas retira,  
Si non a Jésus, que te vol embrassa,  
Et de son sang tous peccatz vol lava ?

Ay fil, se se volou emenda !

Emendem nous, et laïsen lous peccatz,  
Et viscam toutz an belz dictz et ben faictz,  
Nou fassam pas comme lous ostinatz,  
Volou moury an vicis et peccatz.

Ay fil, jamay nou foussou natz !

El es segur, qu'y se repentira,  
Que Jesu Christ el lou pardonnara,  
Et de son sang sous peccats lavara,  
Vendra en tant que res nou se veïra.

Ay fil, tant benhurous sera !

El es vengut per nous donna sa pax.  
El a sufer per toutz nostres peccatz,

Par sa passieu nous a toutz pardonnatz :  
Emendem nous, nou siam pinct ostinatz.

Ay fil, donnatz nous vostre pax !

Regardem toutz la grandissime amour,  
Qu'es estade envers Nostre-Seignour,  
Qu'a d'estre Dieu s'es faict ung servidour,  
Per ne salva lous paure peccadour.

Ay fil, grande es vostre amour !

Renegadous, vouldas ne escouta ;  
Quant blasphemias, tornas crucifica  
Et sas plagos tornas renouvella ;  
Emendas vous, Dieu vous pardonnara.

Ay fil, et violgas Dieu lausa !

El es vengut per paradis donna,  
Et es vengut per nous toutz enseigna  
De prega Dieu ; nous a vouldut moustra  
Qu'en bonne pax volguessem demoura.

Ay fil, el nous y a que ben fa !

Helas, Seignous, nou siam point tant ingratz,  
Rembren nous lous belz dictz et ben faictz  
De Jesu Crist que nous a enseignatz ;  
Recordem nous nous erem toutz dannatz.

Ay fil, et Dieu ne sio lausat !

Levem nous tout et nous aginoulhem,  
En contemplan en nostre entendemen,  
Jongam las mas, perdo li demanden  
De nous peccatz, de nous defalimens.

Ay fil, auses so que direm !

O dous Jesus, qu'aves sufert per nous  
Tanto peno sus l'albre de la croux,  
Nous vous pregam toutsas de ginouilhous,  
Hélas, Seignour, ayas mercy de nous !

Ay fil, et sias toujours en nous !

O dous Jesus quant à la mort vendrem,  
Fares de nous vostre gran jutjamen,  
Moustras a Dieu lou paire omnipoten  
Vostres plagos, que jutge doussamen.

Ay fil, qu'en paradis anem !

O dous Jesus, qu'es nostre redemptour,  
Nous aves faictz et mes an aquest mond,  
Nous avez tratz d'aquest infer prion  
Conduses nous en paradis amon.

Ay fil, per vostre grande amour !

O dous Jesus, lou be qu'aves donnat  
Nou perdam point per nostre gran peccat,  
May regardas nostre fragilitat,  
Lou pretious sang nou sio point escampat.

Ay fil, lavas nous lous peccatz !

O dou Jesus, nou se vengou truffa  
Lous enemicz, soubre nous domina,  
Nous aves faictz toutsas per nous salva,  
De dannatieu nous voulgas toutz garda !

Ay fil, violgas nous toutz salva !

O dous Jesus, a l'oure de la mort  
Nous veirem toutz que nous aurem gran tort ;  
Lous henemictz nous accusaran fort ;  
Sancto Passieu nous donne a toutz confort.

Ay fil, a l'oure de la mort !

O dous Jesus, hélas ! souvengue vous !  
Vostre maire tout jour pregue per nous ;  
Elo venie a vous de ginoulhous,  
Per ne salva lous paures peccadous.

Ay fil, ajas mercy de nous !

Farem la fy de la contemplatieu  
De Jesu Christ, de sa mort et passieu.



Dieu nous donne santo benedictieu,  
Et nous mette toutes a salvatieu !

Ay fil, et siam tout jour en Dieu

Amen.

---

L'an mil six cens doutze et le vingt troisième jour du mois de may soit mémoire que a Notre Dame de Trésors (1) furent assemblées toutes les processions de ceste diocèse de St Ponz de la pointe du jour jusques environ neuf ou dix hures excepté que celle de Cessenon et de Siran (2) y manquèrent. Monsieur de St Pons (3) mesme y alla tout a pié et la haut celebra la sainte messe et y heust prédication et lon pria Dieu pour tout le fruict de la terre a cause de la grand secheresse quy fesoit et le nombre des personnes qui estoient estoit de seze mille personnes ou davantage (4) — 1612.

---

Le quatorzième jour du mois de desembre 1630, nasquist Jean Miquel filz de Jeane François Miquel vefve de Pierre Penderière de St Pons, illégitime et feust baptizé au lieu et esglize de Riolz et je Bernard Cabrol pbre

---

(1) Notre-Dame de Trésors, vulg. Notre-Dame de Trédos, petite église champêtre à 600 m. d'altitude, sur la montagne au-dessus de Prémian, près du village d'Eusède où se tint le concile de 937. On s'y rend encore processionnellement chaque année le 8 septembre. Elle fut donnée au monastère de Saint-Pons, en 940, par l'archevêque et le chapitre de Saint-Pons.

(2) Siran était une rectorie et Cessenon une vicairie perpétuelle, dont le chapitre de Saint-Pons était prieur et curé primitif.

(3) Pierre-Jacques de Fleyres, évêque de Saint-Pons, de 1587 à 1633.

(4) Amblard, dans ses notes manuscrites, raconte ce même fait avec plus de détails. Voir *Bulletin de la Commission archéologique*, année 1895, p. 612

feus son parrin et Gabrielle Cauquilhe fâme de Jacme Simhon dud. Riols sa marrine en foy de ce par moy.

B. CABROL pbre.

---

### PRÔNE.

Honorable compagnie et dévôte asistance il est très nécessaire que vous sachez la cause et occasion pour quoy nre Dieu a voulu emender que ce jourdhuy soiet honoré et gardé en sy grande vénération entre tous les autres. Or, pour le savoir il fauct considérer que ayant ce grand architecte divin mis fin a tout ce qu'il avoit créé en ceste machine ronde il print un jour por vaquer à icelluy et autres choses que a contempler les louanges de ces mains ainsin que remarquez le texte quant il dict: « *vidit deus cuncta quæ fecerat erant valde bona.* » Sy bien Nre Seigneur naye faict ne plus ne moins que le painctre quant il a faict quelque beau hobrage quy ce delecte a le ctempler davantage cme celluy qui auroit planté quelque beau arbre quy se resjouit de voir le fruit que porte led. arbre, ainsi nre seigneur Ihù Xrt il se delectoit à s'arreter a la ctemplation de son hobrage et manufacture; car voyant l'homme quil avoiet formé et modelé *ad imaginem et similitudinem suam* il se rejouissoit de voir qu'Adam avoiet ceste sciance infuse d'impouser le nom à tous les animaux quil avoit créés, impousant le nom a ung chascun, suivant la propriété de son espèce: de là il contemploit le soleil avecques sa perge (1) blonde qui faisoiet germer et produire toute la terre à cause de sa chaleur et pour cela mes amis nous devons tous mettre en dévotion a soulem-

---

(1) Perruque.

niser le jour du St dimanche qu'est aujourd'hui..... car le dimanche est ung disme que nous payons à Dieu de ce qu'il nous a préservés de tout mal.

---

Le vingtiesme jour du mois de septembre 1617 mercredy au soir, environ trois heures de nuict nasquit Estienne Cabrol fils de Gabriel et de Suzanne Voute; son parrin a esté françois Cabrol du lieu de Malhac (1), sa marrine Janne Durande fame de Pierre Oudiguié de St Pons, faict par moi B. Cabrol.

Le 28<sup>me</sup> jour du mois d'avril 1619 judy deux heures devant le jour, jour du judy St 28 dudit mois, naquit Bernard Cabrol fils de Gabriel et de Suzanne Voute. Je suis esté son parrin et Margaride Delort fame de Mr Pierre Fenardet de St Pons, sa marrine; faict par moy. B. Cabrol prêtre.

Le premier jour du mois de novembre, jour de la tous saintz mil six cens vingt ung, environ deux heures de nuit nasquit Pierre Cabrol filz de Gabriel Cabrol et de Susanne Voute habitans de Riols et feust baptizé le septième jour dudits mois de novembre. Son parrin feust Pierre Tailhades de la Salvetat; sa marrine Berthomine de Paule fame de Estienne Poncet dud. Riols. Faict par moy B. Cabrol prêtre.

Le 9<sup>me</sup> du mois de septembre mil six cent sept, feust solemnizé le mariage en lesglize St Pierre de Riolz entre Gabriel Cabrol et Suzanne Voute habitans dud. lieu; faict par moy. B. Cabrol prêtre.

---

(1) Mailhac, diocèse de Narbonne, aujourd'hui canton de Ginestas (Aude).

Le huitiesme jour du mois de novembre mil six cent dix sept nasquit Judic Vallonge filhe de Pierre Vallonge et de Marie Bouyère mariés du lieu de la Salvetat et feust baptizée le quinziesme jour dudit mois et je suis esté son parrin et Judic Bouyère du lieu de Cambons (1) dioceze de Castres sa marrine, faiet par moy B. Cabrol prêtre.

---

#### RECEPTE POUR LE PONCEAU.

Mémoire de broyer le sinabre avec de miel et puis le laisser reposer l'espace de 24 heures dedans ung grand verre tout plein d'eau et puis vuidier cest eau sans remuer pas trop ledit sinabre et puis la remplir tout de mesmes d'eau et le laisser autres 24 heures et continuer jusque cinq ou six fois et a la dernière fois osteres toute ladite eau et puis quand voudrez paindre prendrés une coquille ou meteres ung peu deau gommée et y metrés dud. sinabre a compé- tence requize et sy vous voyes que ledit sinabre ne luize pas il y faut mettre d'autre eau plus gommée en y remetant autant dudit sinabre, a proportion que auparavant.

#### POUR LE VERT.

Pour le verdet le faut mettre dans une fiole de verre a demy plaine dudit verdet et puis y mettre de ving aigre bien fort quy passe ung doit et demy dessus ledit verdet et le mettre au soleil durant sept ou huit jours et puis prendre de ceste liqueur dans une coquille et y mettre un peu de gomme arabique quy soit bien bonne et paindre ce que voudrez et sy voyes que ne soiet luisante y mettres un peu plus de ladite gomme.

---

(1) Cambon, commune du département du Tarn, canton de Cuq-Foulza.

RECEPTE POUR FERE ANCRE A IMPRIMER.

Prends huile de noix ou de lin et de melheur et tourmentine de Venise mesle cella tout ensemble de trois partz les deux de tourmentine et une dudit huile et fais le tout boullir ensemble dans ung pot neuf de terre sur les cendres de loing et ceste liqueur estant ainsin boullie cest pour toute sorte de couleurs. Aucuns disent de fere boullir ung ou deux oignons dans ladite liqueur et quant a boullhy ung peu la tirer de feu et puis la y remettre et le fere boullir et faut faire cella par deux ou trois fois.

POUR FAIRE LE NOIR NOIRCY.

Faut avoir la parrosine et la mettre dans ung roychaut ; la faire bruler et avec ung pot de terre le couvrir pour reculer la fumée et après que lad. rosine est bruslée, reculer ladite fumée quy sera dans led. pot est le mesler avec la susdite destrampe.

POUR LE ROUGE.

Prends sinabre ou vermilhon, destrempe le avec eau clère et urine d'un petit enfant et puis mest le secher sur une siette sècher au soleil et estant sech mest le en poudre et mesle avec la susdite liqueur comme dessus.

POUR LE VERT.

Prends ocre jaune et verdet et destrampe le ensemble jusques que la couleur en soit agréable et ce peut fère sans eau, sy lon veut, et puis en uze comme dessus.

POUR LE VIOLET.

Prends chaux neufve et fais la bouillir avec huile de noix et tourmentine, tout ensemble et ce rend ung peu espais et le faut fère sècher sur une siette a lombre et puis



pour en uzer la faut mettre en poudre et la mettre avec la susdite liqueur.

---

Le quinziesme jour du mois de julhet 1626 naquit Bernard Chabbert fils de Guilhaume Chabbert (1) et de Jeanne Salelles sa femme habitans du lieu de Riols et feust baptizé le 19<sup>me</sup> dudit mois et je sousigné feus son parrin et Jaume Birbe du lieu de la Salvetat sa marrine, en foy de ce.

B. CABROL prêtre.

---

#### LA VERTU DE LA VIPÉRINE OU SCORZONERA (2)

Le suc des feuilhes ou racines cert de singulier remède contre la morsure des vipères et toutes autres bèttes venimeuses, et à tous maladies pestilentiellles. Quiconque mangera tous les jours de la racine ne sera frappé de peste ny empoisoné aucunement. Icele ou son suc est bone a haut mal; item aux cardiques, aux tornoyemens de teste, aux défailhements et aux battements de cœur. Quy plus

---

(1) Guillaume Chabbert, qui fut collecteur de tailles et notaire à Saint-Pons, nous a laissé aussi son « Livre de mémoires, de procès et accords » de 1618 à 1648; registre-portefeuille recouvert en parchemin (0,10  $\times$  0,29). Il contient quelques faits relatifs aux passages de troupes à Saint-Pons, pendant les périodes des troubles. Voir l'appendice.

(2) B. Cabrol confond ici la vipérine et la scorsonère qui sont en réalité deux plantes bien différentes. La vipérine doit son nom, soit à la forme de ses graines qui ressemblent à une tête de vipère, soit à la couleur de sa tige, mais non pas à la vertu de guérir des morsures de ce reptile. La scorsonère au contraire (en anglais *vipers'grass*) a été longtemps employée en Espagne dans les cas de morsures par des serpents venimeux: mais de nos jours elle est effacée du catalogue des plantes médicinales où elle n'y figure plus que pour mémoire.

est, ceste racine mangée chasse toute tristesse et resjouit toute la persone. Le jus de ceste racine esclarsit la veue; bref la plante sert grandement a toutes choses. C'est une nouvelle plante; je croy qu'il ny a personne quy en aye escript devant moy; elle a esté premièrement treuvée en la Cathalonhe d'Espaigne d'un esclave affricain quy avoit esté achepté d'un gentilhome nommé Senero Leridano. Quand les vipères mordoient aux champs les moissonneurs, cest esclave quy avoit conu ceste plante en Affrique les guèrisoit tous entierement leur bailhant a boire du suc de la racine. Mais il ne monstroït l'herbe a personne, craignant estre frustré de son gain particulier. Il est despuis advenu quaucuns plus fins que luy le guettant alant quérir la plante ont reconeu le lieu et y ont treuvé la plante par le reste d'icelle couppée toute frèche de laquelle arachée ors de terre ilz ont faict lessay et l'ont dinvulguée partout lui donnant le nom de scorzonera ou vipérine: elle a esté apportée à l'empereur Ferdinent (1).

Voilha quen dict Mathéolus (2).

---

#### POUR ESTRE GUÉRI DE LA GRAVELLE.

Faut avoir de la quinte essence de romarin et en faut prendre dix ou doutze gouttes avec deux travers de doict de vin blanc dans ung vere est en prendre par trois matins ou bien au soir sy presse pas trop deux heures après avoir souppé et faut demurer deux heures sans

---

(1) Ferdinand I<sup>er</sup>, empereur d'Allemagne (1556-1564), né à Alcalá de Henares, en Espagne, succéda à son frère Charles-Quint.

(2) Matheolus, médecin et philosophe célèbre, né à Pérouse, mort en 1470, a laissé un ouvrage intitulé: *De memoria et reminiscentia ac modo studendi tractatus*.

manger et puis prendre ung potage dous sans se garder autrement de rien d'aucune contrariété.

REMÈDE POUR LES PETITZ ENFANTS LORS QUILZ NE PEUVENT  
PAS URINER.

Faut prendre demy douzaine doignons et une livre de pain segle et ung cart d'huile d'olive et autant de vinaigre quy soit bon et fauct peller les susdits oignons avec tout le reste tout ensemble et en fere emplastre sur ung linge et le monstrar un peu devant le feu que la froideur tant seulement s'en soit allée et le mettre sur le ventre et le y laisser du soir jusques au matin ou plus sil est besoin et sil est une persone grande y faut ung peu de pain davantaige.

---

Non, non, je ne voy rien quy me puisse guérir.  
Faible raison quy me viens secourir,  
Ne me tourmente plus, tu ne scaurois  
Me desgager, Philis, tes soins sont superflus;  
Je nignore pas ton humeur; je voy qu'il fault aymer  
Sans espérance, mais mon ameur plus fort que mon bonheur  
Faict que je t'aime jusques à ta rigeur.

---

*Révélacion faicte par N. Seigneur J.-C. à Ste-Virgite (1) et à Ste-Elisabet sur diverses souffrances, indignations exercées sur sa sacrée humanité dès qu'il feut liéré aux Juifs jusques à la mort, sur ces termes.*

Saches, mes bien aymées, que lorsque je feus prins des Jeuifs, ils me donnèrent 122 coups sur les joues et 30

---

(1) Sainte Birgite, appelée communément Brigitte, était fille de Birger, prince de Suède (1302-1373). Après s'être mariée avec Nephon, prince de

coups de poings sur la bouche, que jay receu du jardin jusques a la maison d'Anne, m'avoient reduict a une telle foiblesse que je tomba jusques à sept fois, ayant receu 70 coups sur les bras; on me donna à force d'ung marteau sur la poitrine, et 32 qu'on m'an donna sur le dos et jambes; on me donna encore 90 coups sur les espaulles, après on me leva par 30 fois par les cheveux attachés avec une corde. Je souppira 100 fois, on me poussa par 30 fois en la collonne d'une violence mortaille. Les coups que j'ay receu feurent au nombre de 6692 plaies; la coronne des espines me persa la teste en 100 androictz; on me donna trois secousses estant en croix qui estoient capables de me faire mourir; on me cracha seur le visage 63 fois et lors de ma prinse il y avoit 108 soldats. Ceux qui diront 7 fois le pater et 7 fois l'ave tous les jours jusqua ce qu'ils auront accompli le nombre des gouttes de sang que je versa depuis ma naissance jusques a ma mort, qui sont 84323 le temps de douze années, les cinq grâces suivantes leur seront accordées: primo, ils auront le pardon des péchés, en pergatoire; secondo, je les recevray au rang des martyrs comme s'ils avoient versé leur sang pour la foy; tercio, les ames de leurs parents seront deslivrés jusques au 4<sup>me</sup> degré; quarto, sils venoient a mourir durant le temps des douze années je fairay comme silz les avoient accomplies.

---

Néricie, elle entra dans l'ordre de Saint-François. Devenue veuve, elle fonda l'ordre de Sainte Brigitte. A l'âge de 10 ans elle avait eu la vision de J.-C. en croix, couvert de plaies et de sang. Ses confesseurs, Pierre, prieur d'Alvastre, et Mathias, chanoine de Linköping, publièrent ses révélations; elles furent vivement attaquées par Gerson; cependant le concile de Bâle en autorisa l'impression. On attribue encore à sainte Birgite un sermon sur la Vierge et quinze discours sur la vie de Jésus-Christ précédés d'un préambule condamné par la congrégation de l'index. Les révélations ont été publiées en 1492, 1521, 1556, 1606, 1608, 1628 et 1680.

Jesus Maria Joseph,  
Potentia dei patris, sapientia dei filii,  
Virtus spiritus sancti, liberet te ab omni  
Febre aut alia infirmitate per intercessionem  
Beati Salvatoris de Orta (1), ordinis minorum  
Recolectorum.

---

PROSE (2).

Languentibus in purgatorio,  
Quy purgantur ardore nimio,  
Subveniat tua compassio,  
Jesu pie qui cælum aperis,  
Languentibus succurre miseris,  
Salvator qui multum respluis,

---

(1) B. Salvator d'Orta (1520-1567), frère lai de l'ordre des frères mineurs de l'Observance, naquit à Sainte-Colombe, en Catalogne. Clément XI le mit au rang des bienheureux. « On l'invoque contre la fièvre à Cagliari, où « repose son corps. » (P. Léon, *L'auréole séraphique*, tome 1, p. 656). A cette époque, les Recollets venaient de s'établir à St-Pons où ils avaient été appelés par l'évêque de Fleyres (1609). — Cf. Notes mss. d'Amblard, *Bulletin de la Commission archéologique*, année 1895, p. 608.

(2) Toutes les proses qui suivent sont accompagnées de leur musique en plain-chant. Bien que peu importantes, elles ont de l'intérêt, en ce qu'elles indiquent une partie de la liturgie du diocèse de Saint-Pons inconnue pour la période antérieure à 1659. Depuis sa création, ce diocèse n'avait jamais eu d'autre liturgie que celle de Narbonne, sa métropole, lorsqu'en 1617 on fit imprimer un missel et un bréviaire pour l'église cathédrale et celles qui dépendaient de la mense capitulaire. En 1659 Mgr Tubœuf publia le *Proprium sanctorum diœcesis Sti-Pontii*, dont un exemplaire est à la bibliothèque de l'évêché de Montpellier. Il contient l'oraison et la légende des patrons du diocèse. En 1692 Mgr de Montgaillard en publia un autre, condamné par la congrégation de l'index, mais qui resta néanmoins en usage jusqu'à la suppression du diocèse. — Voir *Factums pour la défense du calendrier*, Bibl. Nat., imp., et *Congrès de la Société bibliographique*, Montpellier, 1895, p. 456.



Manum tuam extende mortuis.

Jesu Christe audy nos,  
O benigne et summe sapiens,  
Animabus esto compatiens  
Quas impugnat flama percutiens.  
Ab æstu Christe hos erue

Et laxatas penas commune  
O vera lux vita perpetua  
De supernis mitte solatia.

Jesu Christe audy nos.  
Dies illa, dies terribilis,  
Dies planctus intollerabilis;  
Sed tu Jesu semper amabilis  
Esto nobis judex placabilis.  
In tremendo tuo judicio  
Vos dura lex, dura discussio,  
Quibus dicens numquam vos nescio.  
Jesu Christe audi nos.

Cœli cives, o sancty angely  
Vos fideles, duces apostolly,  
Martires que caudentes sanguine  
Confessores, dei clarissimi  
Christi sponsæ in carne virginis  
O sancta gens, nostro discrimine  
Subvenite vestra dulcedine.  
Jesu Christe audy nos.

---

PROSE.

Kirie leison: Christe leison, Jesu Christe.

Quando Deus filius virginis  
Judicare seculum venerit,  
Dicet justis ad dextram positis:  
Accedite dilecti filii

Vobis regnum dare disposui.  
O felix vox, felix promissio  
Felix dator et felix datio.

Jesu Christe, audi nos.

Post hæc dicet ad senam positus :  
Nescio vos cultores criminis,  
Vos decepit gloria seculi  
Decendite ad ima baratri  
Cum Zabulon et ejus angelis  
O pro dolor quanta suspiria  
Quantus luctus, quanta tristissia.

Jesu Christe, audi nos.

Iam festinat rex ; ad judicium  
Dies instat horrenda omnium  
Et quod nobis erit refugium,  
Nisi mater et virgo virginum  
Quæ pro nobis exoret filium.  
O Jesu bone exaudi propitius  
Preces nostras et salvi erimus.

Kirie leison : Christe leison ; Jesu Christe audi nos (aliud :  
exaudy).

Juxta corpus spiritus stetit et  
Plorabit in hiis verbis dulciter  
Christum invocavit o Jesu  
Dulcissime tu me recreasti  
Tam bene quam me prospere  
Tu me redemisti.

Jesu Christe, audi nos

---

#### PROSE

O beata genetrix, virgo atque mater.  
Advocata istius, modo sis maria,

O virgo piissima, hic te imploravit,  
Hic....., mente pias hac die migravit.

Jesu Christe, audy nos.

Archangele Michael, custos animarum  
Paranimphus Gabriel dator gratiarum,  
Angely, archangely, hunc omnes suscipite  
Ordines spirituum, hunc deo presentate.

Jesu Christe, audy nos.

Omnes sancty et sanctæ, deo supplicate,  
In cœlis sussipite, istum presentate  
Pro isto, vestras preces,  
Simulque gementes, orate assistentes  
Hunc deo afferentes.

Kirie leison, Christe leison, Jesu Christe audy nos.

---

#### DE PROFUNDIS

De profundis clamavi ad te domine: domine exaudy  
vocem meam.

*Omnes:* Sancta trinitas, deus trinus et unus  
Miserere mey. Da viris salutem  
Et pacem, defunctis requiem æternam.

Fiant aures tuæ intendentes in vocem deprecationis  
meæ.

*Omnes:* Sancta maria, sancta mater dei  
Orate pro eis. Da vivis salutem  
Et pacem, defunctis requiem æternam.

Si iniquitates observaveris, domine, domine quis sus-  
tinebit.

*Omnes:* Sancti angeli et archangeli dei  
Orate pro eis..... etc.....

Quia apud te propitiatio est et propter legem tuam  
sustinui te domine.

*Omnes:* Sancti patriarchæ et prophetæ dei  
Orate pro eis..... etc.....

Sustinuit anima mea in domino; in verbo ejus speravit  
anima mea.

*Omnes:* Sancti apostoli et evangelistæ dei,  
Orate pro eis, etc.....

A custodia matutina usque ad noctem; speret Israel in  
domino.

*Omnes:* Sancti martires dei  
Orate..... etc.....

Quia apud dominum misericordia et copiosa apud eum  
redemptio.

*Omnes:* Sancti confessores dei,  
Orate..... etc.....

Et ipse redimet Israel ex omnibus iniquitatibus ejus.

*Omnes:* Sanctæ virgines dei,  
Orate.....

Requiem æternam dona eis domine et lux perpetua  
luceat eis.

*Omnes:* Sancti et Sanctæ dei  
Orate.....

1600.

---

Suit encore l'*Alma redemptoris mater* tel qu'il est aujourd'hui mais avec sa notation musicale.

## APPENDICE <sup>(1)</sup>

---

Jesus Maria. Sit nomen Domini benedictum.

Livre de mémoires pour moy Guillaume Chabbert.....

Le mercredy 12 janvier 1628 M. le consul Buscaylet me prinst le cheval pour porter les hardes de M. Fourrier de la compagnie de Monseigneur de Montmorency et luy baillay ung banas tou neufz que jen payai 10 s. de Anthoine Barthes et M. le consul loüa le frère de Bernardou pour mener ledit cheval qui demeura 4 jours à voyager et ne me rendist point les banas, disant que ledit Fourrier les avoit retenus.

Le mardy 24 octobre 1628, avant le souper, M. le prince de Condé (2) est arrivé à St-Pons et M. de Sarrogé m'a baillé un garde nommé M. de Chauvin et Pierre Vidal mon voisin m'a baillé le sien; leur ay donné à souper à tous deux ai mis le cheval a mon estable y ont demeuré et couché jusques au dimanche suivant 29<sup>e</sup>. 6 sous, 5 deniers pour les ustensiles et le souper du sr de la Fontayne garde et de son valet me sont deubz par ledit Vidal outre le mien que la ville me doit.

Le 19 novembre 1628 du matin, après la grand messe dictée en l'église cathedrale de St-Pons par M. Pierre Bousquat chanoine prieur de Ferrals, le père de Ste-Colombe

---

(1) Extrait du Livre de mémoires de Guillaume Chabbert. (Voir plus hant, p. 267).

(2) Père du grand Condé; converti au catholicisme, il commandait l'armée royale contre le duc de Rohan. — H. L., 1628.



jésuite a dict le sermon à la louange du roy Louis le Juste sur la prise de la Rochelle, et après par M<sup>rs</sup> du chapitre, assistant Monseigneur l'evesque de St-Pons, M<sup>rs</sup> les consuls et principaux bourgeois et habitants de la dite ville, a esté faite procession générale, chanté le *Te Deum* et fait feu de joye en la place de l'une et l'autre ville et François de Guibbal sieur de Sarrogié, premier consul, y a mis le feu avec une torche de cire, le tout pour la prise de la Rochelle (1).

Le 2 janvier 1629, par billet signé par le sieur de Sarrogier consul, M<sup>r</sup> de Plalous et de la Rivière, capitaine de la compagnie des chevaux légers de Monseigneur de Montmorency conduitz par M. le baron de Jassiguas ont esté logés chez moy, les ay nourrys deux jours et ont demeurés sept jours entiers chez moy seavoir jusques au mardy suivant neufviesme du dit mois et me sont deubs la nourriture desdits 2 jours et les ustencilles des 7 jours.

Le vendredy 13 juillet 1629 de matin le sieur Cornet de la compagnie de M. le comte de Montrevel acompagné de plusieurs cavaillers a prins mon mulet estant à Ponxguiraud et la faict conduire à St-Chinian a faulte par la ville de St-Pons de payer 450 fr. que se monte la moitié des avances du diocèse de Castres, St-Chinian devant payer l'autre; ladite ville me doibt payer le mulet s'il se vend ou me payer le séjour et inthérest.

Fust rendu le dimanche 22 dudit mois de juillet.

---

(1) Cf. Notes manuscrites d'Amblard, *Bulletin de la Commission*, année 1895, p. 628.

## MONNAIES ROMAINES

### ATTRIBUÉES A NARBONNE

---

Je vais m'occuper aujourd'hui des monnaies suivantes :

N° 1. — Tête laurée de Jules César à droite.

#### DIVOS IVLIVS

Revers. — Tête nue et barbue d'Octave à droite ; quelquefois, devant le cou, une étoile.

#### CAESAR DIVI F.

Grand bronze. — Babelon, *Julia*, n° 98.

N° 2. — La même pièce en moyen bronze. — Babelon, *Julia*, n° 99.

N° 3. — Tête nue d'Octave à droite ; devant le cou, une étoile ; derrière :

#### DIVI F.

Revers.

#### DIVOS IVLIVS

en deux lignes, dans une couronne de laurier.

Grand bronze. — Babelon, *Julia*, n° 101.

N<sup>o</sup> 4. — Tête nue d'Octave à droite; devant le cou une étoile.

**CAESAR      DIVI F.**

Même revers que le n<sup>o</sup> 3. — Grand bronze. — Babelon, *Julia*, n<sup>o</sup> 102.

J'ai suivi, dans la description de ces monnaies; M. Ernest Babelon (1) qui fait figurer l'étoile sur les n<sup>os</sup> 3 et 4, et qui l'indique comme paraissant aussi quelquefois sur le n<sup>o</sup> 1. Je dois faire observer que M. Robert Mowat, qui s'est récemment occupé de ces pièces et dont il va être question un peu plus loin, ne paraît donner l'étoile qu'au n<sup>o</sup> 3, et que M. A.-C. Goudard, qui a également parlé de ces médailles dans la *Monographie des monnaies frappées à Nîmes* (2) sur laquelle je vais aussi revenir, ne la donne pareillement qu'à une seule, celle qui porte simplement **DIVI F.** Que l'astre paraisse sur plusieurs variétés ou sur une seule, cela ne change rien aux considérations qui vont suivre.

Ces pièces ne sont pas de coin romain; elles ont été frappées dans le midi de la Gaule; tout le monde est d'accord là-dessus. Mais on ne sait à quelle ville les attribuer.

J'ai pensé plus d'une fois à Narbonne; mais on a si souvent répété que, la colonie narbonnaise ayant reçu le droit romain, tout monnayage devait y avoir cessé dès l'année 118 avant Jésus-Christ, que je n'ai jamais osé proposer cette attribution. Une considération secondaire a également contribué à m'arrêter jusqu'ici. J'avais déjà réclamé pour Narbonne les bronzes portant des noms de

---

(1) *Description historique et chronologique des monnaies de la République romaine vulgairement appelées monnaies consulaires*, par Ernest Babelon, 2 vol. gr. in-8<sup>o</sup>, Paris, 1885 et 1886, t. II, pp. 47 et 48.

(2) *Monographie des monnaies frappées à Nîmes depuis le v<sup>me</sup> siècle avant notre ère jusqu'à Louis XIV*, par A.-C. Goudard, gr. in-8<sup>o</sup>, Toulouse, 1893.

chefs gaulois sans ethnique (1), ceux des Longostalètes et ceux des Nédènes (2) qui lui étaient contestés; on n'aurait certainement pas manqué de me reprocher de vouloir lui donner toutes les monnaies incertaines de la Narbonnaise. Aussi, lorsqu'en analysant la *Monographie des monnaies frappées à Nîmes* j'ai constaté que M. A.-C. Goudard revendiquait les pièces en question, je me suis bien gardé de combattre cette opinion, basée d'ailleurs sur une remarque qui n'est pas sans valeur et sans importance.

La tranche des as nîmois présente un double biseau que l'on retrouve sur quelques-unes des monnaies dont il s'agit. Voilà sur quoi repose l'attribution proposée par M. A.-C. Goudard. Son observation est fort judicieuse et mérite certainement d'être prise en considération, mais elle ne saurait être concluante. Son opinion est parfaitement plausible, mais elle n'en reste pas moins conjecturale. Le double biseau ne peut pas être considéré comme absolument caractéristique, comme appartenant exclusivement à l'atelier nîmois; le procédé de fabrication qui lui a donné naissance peut très-bien avoir été employé ailleurs. L'attribution à Nîmes est admissible, mais elle est loin d'être certaine. Néanmoins je n'avais pas hésité à l'accepter et je ne serais pas revenu sur ces médailles si un important travail, publié en 1893 dans la *Revue numismatique* (3) par M. Robert Mowat, n'avait de nouveau attiré sur elles mon attention.

Dans ce travail (4) M. Mowat dit qu'il est surprenant qu'on n'ait jamais retrouvé aucune trace de l'atelier moné-

---

(1) Bitovios, Caiantolos, Riganticos.

(2) Les monnaies dites des Nédènes.

(3) *Les ateliers monétaires impériaux en Gaule, principalement de Postume à Tétricus* (258-273), par Robert Mowat; *Revue numismatique*, 3<sup>me</sup> série, t. XIII, pp. 134 à 176.

(4) P<sup>o</sup> 173

taire de Narbonne qui avait eu la suprématie sur toutes les colonies de la Gaule (1).

Il ne pense pas, avec raison, que cette ville ait été privée du droit de battre monnaie, dont jouissaient Nîmes, Vienne et Lyon, et il propose de lui restituer les pièces dont je m'occupe.

Au sujet de l'étoile qui paraît sur ces monnaies il fait une remarque des plus intéressantes.

Cet astre, qui se trouve placé dans le champ, devant le cou, au lieu d'être comme d'habitude au-dessus de la tête, serait une sorte d'indice monétaire. Ce *symbole julien* désignerait la colonie *Julia Paterna Narbo Martius*. Cette étoile n'est autre que la planète Vénus faisant allusion à l'origine de la *gens Julia*.

L'explication de ce symbole occupant une place insolite est fort ingénieuse et très plausible. Elle vient à merveille confirmer l'attribution à Narbonne de ces quatre pièces; mais cette attribution ne lui est pas subordonnée.

Je vais essayer de l'appuyer de quelques autres remarques.

On a prétendu que la colonie narbonnaise, d'après les prérogatives et les droits qui lui avaient été conférés, ne pouvait pas avoir de monnaies particulières, et l'on en a conclu qu'elle ne devait pas avoir d'atelier. Mais on n'avait pas le droit d'en tirer cette conclusion.

Elle ne pouvait pas avoir de monnaies coloniales, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait pas émettre des pièces spéciales et y inscrire son nom ou ceux de ses magistrats comme les autres colonies de la Gaule, ou les municipales de l'Espagne ou de l'Italie; mais pourquoi lui aurait-il été interdit de frapper des espèces purement romaines semblables ou analogues à celles qui étaient fabriquées à Rome et admises à circuler sur tout le territoire romain ?

---

(1) Il ne s'agit ici que de la Monnaie de Narbonne pendant les premiers siècles de la domination romaine.



Si cela lui avait été réellement interdit, nous nous trouverions en présence de ce fait qu'une faveur aurait eu une conséquence des plus désavantageuses pour la cité qui en aurait été l'objet. Cela n'est pas admissible. Narbonne aurait eu un avantage important, un privilège à envier à Nîmes, moins favorisée qu'elle cependant puisqu'elle n'avait obtenu que le droit latin. Non. Narbonne frappait monnaie comme Nîmes, Vienne et Lyon, mais elle n'inscrivait pas son nom sur ses espèces. Tout au plus si l'atelier narbonnais pouvait se permettre accidentellement une marque discrète comme l'étoile dont il vient d'être parlé, qui aurait pu devenir dans la suite un véritable différent d'atelier, mais qui, à l'origine, grâce à sa double signification, pouvait être considérée comme se rapportant exclusivement à la tête de César et ne donnait pas à la monnaie un caractère local ou provincial qu'elle ne devait pas avoir.

Je ne fais pas cette remarque pour combattre l'opinion de M. Robert Mowat. Non seulement je suis tout disposé à considérer l'astre qui accompagne la tête du dictateur comme faisant allusion au nom de la colonie, mais encore je suis convaincu que cette étoile ne peut désigner qu'elle : car une autre *Colonia Julia Paterna* n'aurait pas été tenue à tant de discrétion.

Cet astre ainsi placé dans le champ de la pièce est une véritable localisation ; c'est la seule, je le répète, que l'atelier narbonnais pouvait se permettre.

Ainsi, pendant le premier siècle avant l'ère chrétienne, Narbonne est représentée dans la numismatique par les monnaies dites des Nédènes, dont je me suis déjà occupé, et par les grands et les moyens bronzes en question.

Au sujet des pièces des Nédènes, je suis heureux de faire observer que l'attribution à Narbonne par M. R. Mowat des quatre monnaies romaines, dont nous nous occupons en ce moment, donne un grand poids à l'opinion

que je cherche à faire prévaloir en ce qui concerne l'émission des médailles ibériques. Je ne cesse de soutenir que, malgré les droits qui avaient été conférés à la colonie, son atelier celtibérien ne fut pas immédiatement fermé; on voit que M. Mowat n'hésite pas non plus à nous donner un atelier monétaire romain, qui évidemment vint remplacer l'autre, mais qui, comme le montrent les types des espèces émises, ne le remplaça pas de suite.

Les Romains n'avaient aucun intérêt à fermer immédiatement les anciens ateliers; l'émission des monnaies ibériques fut exceptionnellement tolérée avant l'organisation définitive de la colonie. Cela n'est pas douteux.

Les Ibères avaient-ils conservé dans certains quartiers leur indépendance, ou bien la fabrication monétaire s'effectuait-elle sous la surveillance des Romains? Cette dernière supposition est fort peu probable. La première l'est beaucoup plus.

Dans tous les cas, les monnaies ibériques ne pouvaient pas porter trace de ce contrôle. Ni le nom de la ville ni ceux de ses magistrats ne pouvaient y paraître comme sur les espèces d'Emporium, car ce que je viens de dire des monnaies à légendes latines s'applique aussi aux pièces émises antérieurement.

C'est ainsi qu'il faut entendre cette phrase si souvent répétée: « Sous la domination romaine Narbonne ne pouvait pas avoir de monnaies particulières. » Elle ne pouvait pas frapper des pièces coloniales; c'est tout ce que l'on peut affirmer. Effectivement, ni les bronzes ibériques ni les médailles romaines dont nous nous occupons n'ont un caractère colonial, et le nom latin de la colonie n'a jamais paru sur aucune monnaie.

Mais les émissions celtibériennes de Narbonne n'atteignirent pas les premières années du règne d'Auguste. Il y a tout lieu de croire qu'elles avaient cessé avant la fin de la première moitié du premier siècle avant Jésus-Christ.

Il y aurait donc là une lacune que les grands et les moyens bronzes qui nous occupent viennent merveilleusement combler.

Ainsi il est maintenant bien établi que ces médailles peuvent appartenir à Narbonne; il ne reste plus qu'à examiner les raisons pour lesquelles on les lui refuserait. Mais pour les lui refuser il conviendrait d'abord de proposer une attribution meilleure.

Elles ne peuvent appartenir qu'au midi ou au sud-est de la Gaule. Cela est certain. Peut-on les donner à Nîmes, à Vienne ou à Lyon? Toutes ces villes ont des monnaies coloniales bien connues. Peut-on les donner à Béziers, à Arles ou à quelque autre colonie moins importante? Toutes ces cités auraient inscrit leur nom sur leurs espèces. Narbonne était la seule qui n'avait pas le droit de l'y mettre. Il me semble que c'est concluant. En un mot, je vois des raisons excellentes pour les lui donner et je n'en vois aucune pour les lui refuser.

Si la question se posait d'une manière différente, si l'existence de l'atelier de Narbonne à cette époque nous était révélée par quelque texte et s'il s'agissait de dire quel genre d'espèces il émettait, nul n'hésiterait à déclarer qu'il ne pouvait frapper que des médailles analogues à celles que M. R. Mowat propose de lui donner. Mais ces monnaies n'ont pas de patrie et Narbonne avait certainement un atelier. La conclusion s'impose.

A ces quatre pièces j'en ajouterai peut-être un jour quelques autres, car j'ai l'intention de revenir sur ce sujet. Pour le moment j'ai simplement voulu signaler cette nouvelle attribution, à laquelle l'autorité de M. Robert Mowat donne plus de poids que toutes les considérations que je pourrais y ajouter.

G. AMARDEL.

## NOTES

POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE  
L'INSTRUCTION PRIMAIRE DANS LE DIOCÈSE DE NARBONNE  
AVANT 1789 (1)

---

En publiant ce travail nous n'entendons pas donner une histoire complète de l'instruction primaire dans le diocèse de Narbonne avant 1789. Nous n'avons en effet employé qu'une seule source de documents inédits, les comptes des collecteurs des communautés, dont la série est complète pour presque toutes les communes à partir de 1729 (2).

Après MM. L. Narbonne et M. Massip qui ont publié ici même deux travaux intéressants sur l'instruction publique à Narbonne avant 1789 et pendant la Révolu-

---

(1) Nous étudions la question de l'instruction primaire à un point de vue purement local. Au point de vue général, on peut consulter l'ouvrage de M. l'abbé E. Allain, *L'Instruction primaire en France avant la Révolution d'après les travaux récents et des documents inédits*, Paris, 1881, in-12, et un article du même auteur paru dans la *Revue des questions historiques*, tome xxxiii, pp. 516-556, où l'on trouve une bibliographie, par province, de tous les ouvrages parus sur l'histoire de l'instruction primaire.

(2) Cette série de comptes est complètement classée. Elle fait partie des archives du diocèse de Narbonne annexées aux archives municipales.

tion (1), nous avons cru bon d'étendre nos recherches sur tout le territoire qui composait le diocèse de Narbonne. Les renseignements réunis sont loin d'être complets, mais nous avons voulu indiquer la voie aux instituteurs, aux curés, aux érudits, à toutes les personnes qui sont heureuses de connaître, en même temps que l'histoire de la France, l'histoire de leur petite patrie locale. Tous ces amoureux du sol natal pourront consulter facilement dans leur commune les délibérations des corps municipaux, les registres de l'état civil et les minutes des notaires dans certaines localités (2).

Ce dernier fonds sera aussi fertile en renseignements pour les <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles et les époques antérieures.

## I

En 1789, sur 130 communes (3) qui formaient le diocèse de Narbonne, 69 possédaient ou avaient pos-

---

(1) Voir dans le *Bulletin de la Commission archéologique*, années 1892-1893, L. Narbonne, *l'Instruction publique à Narbonne avant 1789*, pp. 50-95 et 177-232, et M. Massip, *l'Instruction publique à Narbonne pendant la Révolution*, pp. 373-387.

(2) Nous avons mis à profit l'*Inventaire des archives communales de Cuxac-d'Aude*, qui avait été commencé par G. Mouynès et que nous avons terminé, et une partie des archives de Fabrezan. M. Alcime Cabannes, membre correspondant de la Commission archéologique, a bien voulu nous communiquer les renseignements qu'il avait trouvés en dépouillant les minutes des notariats de Bize et de Ginestas et les délibérations municipales d'Argeliers.

(3) Sur ces 130 communes, 5 ont disparu avec l'ancienne division territoriale de la France : Gasparets, Le Lac, Truilhas, Védiillan et le Villa des Ports. Ces communes ont été réunies à celles de Boutenac, Sigean, Sallèles, Mousan et Paraza. Montséret et Saint-André-de-Roquelongue, réunies avant 1789, forment aujourd'hui deux communes distinctes.



sédé un régent, 26 avaient ou avaient eu une régente. Ces 69 communes ne sont pas distribuées au hasard dans toute l'étendue du diocèse : tandis que la Corbière n'a pour ainsi dire point de régent, sauf dans les communes voisines du littoral, les villages voisins de Narbonne, le Plat-Pays, le Minervois et les communes qui font aujourd'hui partie du département de l'Hérault possédaient en grand nombre des maîtres et maîtresses d'école. Sur les 73 communes formant actuellement l'arrondissement de Narbonne, 47, soit près des deux tiers du chiffre total, avaient un régent, et 17 avaient une régente. Sur les 26 communes comprises dans les cantons de Tuchan et de Mouthoumet qui font aujourd'hui partie de l'arrondissement de Carcassonne, 2 seulement, Tuchan et Villerouge, possédaient un régent ; dans le canton de Durban, les communes de Saint-Laurent et Thézan avaient seules une école. Cette multiplicité d'écoles d'un côté, cette pénurie de l'autre s'expliquent facilement. Toute la partie méridionale du diocèse était loin d'être riche ; montagnaise, elle n'était sillonnée que par des sentiers : aussi les ressources des communes étaient-elles très minimes. Si en outre l'on songe que les dépenses pour l'instruction primaire n'étaient nullement obligatoires et que les communes ne pouvaient imposer aucune nouvelle dépense sans l'autorisation de l'intendant ou des commissaires du roi et des États, il n'y aura pas lieu de s'étonner que l'instruction ait eu pour se développer à vaincre des obstacles insurmontables pour l'époque (1).

---

(1) En 1649, un édit du roi avait permis aux communes qui n'étaient pas chef-lieu de diocèse ou de viguerie d'imposer pour leurs affaires particulières 300 livr. « s'il est ainsi jugé nécessaire par la plus grande partie des contri-

## II

Ayant eu à notre disposition des documents relatifs pour la plus grande partie au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle, nous ne pouvons nous appesantir beaucoup sur les écoles des <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècles. Nous savons cependant que Bize, dès 1539, Cuxac et Ouveillan, en 1596, avaient des régents, que dès les premières années du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle Argeliers, Fabrezan, Luc, Puissergnier étaient dans le même cas, et nous sommes convaincu que les délibérations municipales et les minutes des notaires donneront sur ce point une ample moisson de renseignements. 14 communes n'eurent de régent qu'après 1750 et Escales attendra la fin de l'ancien régime (1788) pour avoir un maître d'école.

Nos documents sont trop souvent muets sur le lieu d'origine et la condition des maîtres d'école. Les désirs de l'Église (1) étaient de voir des ecclésiastiques à la tête des écoles : nous ne trouvons cependant que 30 personnes touchant de près ou de loin à l'Église qui aient exercé les fonctions de régent depuis 1681 jusqu'en 1789.

Très peu de maîtres apparaissent pourvus de titres

---

« buables. » Beaucoup de communes du diocèse n'avaient pas profité de cette faculté. Le budget de quelques villages de la Corbière en 1740 et en 1788 montrera l'impossibilité où se trouvaient ces communes d'avoir un régent. Fontjoncouse votait pour ses dépenses particulières 83 livres en 1740 et 99 en 1788, Fraïssé 98 et 44 liv., Lacaunette 47 et 80 liv., Lairière 61 et 91 liv., Lanet 29 et 44 liv.

(1) Voir Pièces justificatives, n° IV.

universitaires. En 1618, à Puisserguier, un docteur en la sainte théologie de la faculté de Paris et, en 1785, à Fitou, un maître ès-arts sont les seuls devant avoir, d'après leurs titres, des connaissances supérieures. A Lespinassière, un régent se dit, en 1731, « maître écrivain », un autre se donne comme « précepteur », en 1736, à Nissan ; à Sigean enfin, en 1770, l'école est régie par un « sergent des invalides » de Collioure. A Puisserguier, en 1627, on propose pour régenter l'école un prêtre « capable non seulement à l'écriture, arithmétique, mais encore aux bonnes lettres ; » à Puisserguier encore les consuls présentent, en 1637, un régent muni de deux certificats des consuls de Bize constatant « comme pendant deux ans il leur a fort bien servis » sans aucun esquandalle leurs écoles, connaissant fort « bien l'arématique et ayant fait sa philizophie » (1).

Choisi par le corps municipal, le maître d'école devait se pourvoir auprès de l'évêque ou de ses grands vicaires de lettres de régence qui s'accordaient gratis et étaient indéfiniment renouvelables. L'approbation épiscopale était le vrai titre des régents auprès des pouvoirs séculiers, et il n'est pas rare de voir les auditeurs des comptes rayer le crédit voté pour le régent, parce que le collecteur n'a pu remettre en même temps que la quittance du maître l'approbation de l'évêque.

Les régents étaient nommés pour un an ; l'année commençait à la Saint-Jean et finissait à la même époque l'année suivante (2). Quelques communes, en

---

(1) Notariat de Bize. Minutes de Thomas et Jean Fraissé, notaires à Puisserguier, *ad annum*.

(2) En 1619, l'année scolaire commençait à Puisserguier le jour de la Saint-Luc. *Ibid.*

petit nombre, gardaient longtemps leur régent : Cour-san en a 6, Gruissan 7, Armissan et Bize 8, Ricux 9, Salles 10, Bages 11, pendant 70 ou 80 ans. Mais le plus grand nombre changeaient très souvent de maître d'école, et pendant ce même temps Ouveillan a 31 régents, Conilhac 28, Capestang 27, Nissan et Marco-rignan 25, Fabrezan 24, Fontcouverte 23, Saint-Marcel 22. Quelquefois une commune employait jusqu'à trois et quatre régents en une année ; dans ces circonstances, comme à Nissan en 1740, 1741 et 1747, le curé se chargeait de la régence jusqu'à la prochaine fête de la Saint Jean (1).

Faut-il pour cela tirer cette conséquence que le personnel des régents était très nombreux ? Nous ne le pensons pas. Les 1,000 titulaires qui ont rempli les postes de régent dans les diverses communes du diocèse pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle se réduisent à moins de 500, si on considère que la même personne dans sa vie souvent longue de maître d'école a rempli ses fonctions dans plusieurs communes. En parcourant cette longue liste de régents, on verra souvent figurer les mêmes noms : les Aliman, les Lacaze, les Nègre, les Pagès, les Bouffard, les Doumergue, les Latranchée, les Madrè-nes, les Surbesy, les Tort, les Laborde, semblables au Juif errant de la légende, vont de village en village porter à de nouveaux écoliers les éléments de leur science pédagogique. Pendant trois quarts de siècle

---

(1) Comptes de Nissan, *ad annum*. M. Gautier, curé, perçoit le traitement afférent aux fonctions de régent, mais il abandonne les sommes qui lui sont dues « à la confrérie de la Miséricorde pour le soulagement des pauvres de sa paroisse. »

environ 40 régents ont occupé 261 postes ; plus du quart du total général (1).

Il n'y avait le plus souvent qu'un régent dans chaque commune et l'on peut considérer comme une exception le cas de la commune d'Azille où, en 1745, les consuls nomment deux régents « pour régir les écoles de « garçons qui sont en nombre, un seul ne pouvant « suffire. » Mais il n'était pas rare de voir plusieurs candidats se présenter, et cette multiplicité de prétendants était la source de querelles et de procès (2).

Non contents de choisir le régent, les consuls et leur conseil ne cessaient de s'intéresser aux choses qui regardaient l'école ; ils se préoccupaient de conserver un maître quand ils l'avaient, témoin cette délibération prise à Conilhac en 1746 et dans laquelle l'assemblée communale accorde à l'abbé Cormureau, régent, « tout « l'imposé, nourriture et logement, attendu que la « jeunesse du lieu a besoin d'être instruits et élevés à « apprendre à lire et à écrire, autrement les dépenses « qu'on a faites par le passé deviendroient inutiles et qu'il « se trouveroit à la fin que personne ne scauroit lire ny « écrire, ce qui mettroit cette communauté hors d'état « de faire les affaires qui la regardent. » Ils surveillaient la conduite du régent et portaient plainte contre lui ; quelquefois même, comme à Argeliers en 1759, ils

---

(1) Aliman enseigne dans 16 communes, Bouffard dans 10, Latranchée et plusieurs autres dans 8.

(2) En 1638, le régent en fonctions s'adresse au conseil demandant à être maintenu « à jour paisiblement des écoles, à cause que Largey tient escole « en sa maison, ce qui luy est grandement préjudiciable. » Le conseil décide de ne pas s'occuper de cette affaire et que le s<sup>r</sup> Sallette « fera appeler à ses « despans ledit Largey en cessation de tenir escoles. » — *Inventaire des archives de Cuxac*, p. 35.



allaient jusqu'à demander la suppression des gages du régent et de la régente (1).

Il arrivait parfois que des cabales se formaient dans la commune, les uns tenant pour un maître, les autres pour un autre. La bonne foi de l'autorité ecclésiastique avait été surprise, et il se présentait deux régents pourvus du *mandatum* de l'évêque ou de ses grands vicaires. De là naissaient des procès : les consuls adressaient requêtes sur requêtes à l'intendant, les candidats intriguaient auprès des autorités supérieures. L'enseignement payait parfois tous les frais du procès (2).

---

(1) Les rapports entre le régent et les consuls d'Argeliers furent très tendus en 1759. Dès le 4 février, le conseil votait des poursuites contre le s<sup>r</sup> Briussel, régent, qui s'était rendu coupable d'injures et de voies de fait envers les consuls. Le 30 mai, les consuls portent plainte de nouveau contre le régent, attendu « qu'il ne se conforme pas aux conditions des probations » que MM. les vicaires généraux leur ont donné, enseignant dans la même « école des filles avec les garçons ; 2<sup>o</sup> qu'il ne fait qu'une seule fois le « catéchisme aux enfants au lieu de deux, qu'il ne les conduit jamais ni à « la messe ni au catéchisme de M. le curé ; 3<sup>o</sup> que led. Briussel ne fait les « écoles que deux heures le jour, qu'il est même la plus grande partie de « l'année malade, et les enfants perdent leur temps comme on le voit, qui ne « sont pas plus avancés qu'au commencement, que les habitants demandent « de changer de régent d'écoles ou de supprimer l'imposition. » — Le 11 novembre, le conseil vote une requête à l'intendant pour demander la suppression des impositions des gages du régent et de la régente, « le « premier n'étant pas au gré de la population, ayant été pris diverses délibé- « rations contre le nommé Briussel pour qui M. Bonneau, curé, a surpris « depuis longtemps de même que pour la nommée Bisse, sa parente, des « approbations de M. le vicaire général, sans qu'elle ait fait ni en fasse « actuellement aucune fonction de régente et exige l'imposition de 30 liv. « chaque année. »

(2) C'est ce qui arriva à Pépieux en 1765 : le régent fut supprimé pendant un an jusqu'à ce que la tranquillité fût rendue au village dont les habitants étaient divisés en deux partis. — A Cuxac, le régent ne fut pas supprimé, mais les consuls firent voter une délibération demandant la condamnation à 500 liv. des habitants qui s'étaient syndiqués pour faire nommer un maître d'école, « attendu que le prétendu syndicat ou délibération desdits particuliers est

Non seulement les corps élus, mais les habitants eux-mêmes s'occupaient des écoles et de l'enseignement des maîtres. En 1629, les habitants de Puisserguier nomment un procureur afin « que la régence des écoles dud. « lieu soit baillée et délivrée en dispute au maître qui se « présentera plus suffisant et capable pour l'instruction « et enseignement de la jeunesse (1). » La commune de Cuxac nous offre plusieurs exemples de la part prise par les habitants ou plutôt par les parents dans toutes les questions scolaires. En 1637, deux candidats se présentent pour régir les écoles et les consuls sont autorisés « avec le consentement des pères des enfants » à prendre celui qu'ils jugeront le plus capable. En 1663, le s<sup>r</sup> Gaubert est confirmé dans la régence « attendu « qu'il est au gred des parents des enfans qui vont à « l'école. » En 1709, le s<sup>r</sup> Picarel avait pris la régence à raison de 100 liv. par an sans exiger aucune autre rétribution, mais il était loin de satisfaire les pères des écoliers. Ceux-ci se plainquirent que « le régent n'était « pas capable d'enseigner les enfants et de leur donner « l'éducation requise, » et les consuls furent obligés de pourvoir à son remplacement (2).

L'enseignement des filles était loin d'être aussi développé que celui des garçons, surtout si l'on admet l'observation stricte du règlement ecclésiastique par lequel il était interdit aux régents, sous peine d'excom-

---

« une entreprise des plus marquées, une contravention manifeste aux arrêts « et réglemens et un trouble affecté donné par lesdits particuliers au conseil « politique de la communauté. » — *Inventaire des archives de Cuxac*, pp. 228-229. — Délibérations de Fabrezan, année 1707.

(1) Notariat de Bize. Minutes de J. Fraissé, *ad annum*.

(2) *Inventaire des archives de Cuxac*, pp. 152, 177, 203.

munication, de recevoir les filles dans leur école et même de leur donner l'instruction dans leur famille. Mais ce règlement, malgré la gravité de la peine encourue, était quelquefois violé, ainsi que l'attestent, en 1759, les consuls d'Argeliers dans les plaintes portées contre J. Brioussel, leur régent, « qui ne se  
« conforme pas aux conditions des probations que MM.  
« les vicaires généraux lui ont donné, enseignant dans  
« la même école des filles avec des garçons. »

Comme nous l'avons dit plus haut, 26 communes avaient possédé une régente; en 1789, ce nombre était descendu à 21 : Argeliers, Armissan, Leucate, Moussan, n'avaient eu de maîtresses d'écoles qu'à de grands intervalles. Les régentes étaient peut-être moins nomades que les régents : cependant si, de 1730 à 1789, Coursan, Lézignan, Azille, Gruissan, Fabrezan, Sigean, n'ont eu que 5 à 7 titulaires, Saint-Marcel arriva à 15, Caunes et Bize à 11. Il n'est pas difficile de découvrir la raison de cette stabilité. Les maîtresses d'école étaient pour la plupart des veuves enseignant dans la commune où elles étaient nées, où elles s'étaient mariées et où elles étaient souvent retenues par le soin de leurs intérêts matériels; la même maîtresse occupe le même poste pendant 25 et 30 ans. Il n'était pas rare que la régente fût, comme de nos jours, la femme et la fille du régent. Le niveau intellectuel des régentes ne devait pas être très élevé, car à Bages, en 1783, et à Ouveillan, en 1732, la quittance porte cette mention : « la régente  
« ne sait pas signer. » Quelques régentes paraissent avoir fait de l'enseignement leur profession exclusive, mais nous n'avons trouvé aucune trace de congrégations enseignantes.

### III

Au moment de la Révolution, 10 communes seulement sur 69 étaient en règle avec les ordonnances de 1698 et 1724 qui avaient fixé le traitement des régents à 150 liv.; 3 donnaient 130 ou 120 liv. à leur maître d'école, 24 donnaient 100 liv., les autres imposaient des sommes variant entre 90 et 40 liv. Creissan et Trausse formaient les derniers échelons avec 40 liv. Lespinassière, Leucate et Villeneuve-les-Chanoines, sans avoir un budget trop considérable, étaient parmi les 10 qui donnaient 150 liv. Mais les traitements donnés aux régents en 1788 n'avaient pas été atteints d'un seul coup. Les préambules des impositions de 1680 et quelques documents antérieurs nous indiquent des sommes tout à fait minimales pour les gages des maîtres d'école : 10 liv. à Fabrezan, 12 à Fleury et à Lézignan, 24 à Puisserguier. Dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle les traitements furent généralement relevés, surtout après 1770.

Les gages des régents variaient dans chaque commune. Leur inscription au budget n'avait aucun caractère de fixité, et l'élévation ou l'abaissement et même la suppression complète du crédit affecté à l'enseignement dépendait des ressources dont pouvait disposer la commune pour ses dépenses. Ainsi se trouvent expliquées les lacunes qu'on pourra voir dans la liste des régents ; si quelquefois elles sont dues au manque des pièces justificatives qui n'a pas permis d'indiquer le nom du maître et de la maîtresse, le plus souvent,

comme à Boutenac, Cruscades, Laredorte, elles s'expliquent par l'insuffisance des ressources. A Citou cette insuffisance des ressources fut la cause de la disparition du régent dès 1757. Il vaudrait mieux dire des régents, car cette commune nous offre le seul exemple d'une école située au chef-lieu et d'écoles de hameaux sises à Rieussec et à Monthounoux. A Talairan et à Thézan, la disparition des régents pendant plus de 50 ans doit s'expliquer évidemment par les mêmes motifs. Ailleurs, comme à Capestang en 1735, le régent était supprimé momentanément et les gages étaient employés à payer les réparations faites à l'église (1).

Comme de nos jours les communes étaient sous la tutelle des pouvoirs supérieurs, et elles ne pouvaient imposer de nouvelles dépenses sans une ordonnance de l'intendant ou des commissaires des États. La commune de Durban nous offre à ce sujet un exemple typique. Le 8 mars 1784, les consuls de Durban firent prendre une délibération tendant à l'établissement d'un régent et adressèrent en même temps une requête à l'intendant, lui remontrant « qu'il est indispensable  
« qu'il y ait dans lad. communauté de Durban un  
« régent des écoles pour enseigner la jeunesse à lire  
« à écrire et pour luy apprendre principalement les  
« mystères de la religion chrétienne » et demandant la permission d'imposer pour ses gages 88 liv. par an. Le 18 avril l'intendant renvoya les consuls devant les commissaires du roi et des États, et ceux-ci déclarèrent le 17 juillet « n'y avoir lieu d'accorder les fins de

---

(1) A Fabrezan, en 1707, le conseil décide « à cause de la mauvaise récolte  
« qu'on congédiera le régent attendu qu'on ne pourroit point le payer. »



« la ditte requête, sauf à y être statué ainsi qu'il appar-  
« tiendra, lorsque la commission arrêtera le nouvel  
« état des dépenses ordinaires de la ditte communauté  
« de Durban. » Les consuls de Cuxac avaient été plus  
heureux que ceux de Durban. En 1781 ils avaient  
demandé et obtenu la modification du règlement de  
leurs dépenses fait en 1748, disant que depuis l'ordon-  
nance de 1748 « toutes les choses de première nécessité  
« ayant augmenté de plus du double, le régent et la  
« régente ne cessent de se plaindre du peu de salaire  
« qui leur est accordé et menacent d'abandonner leurs  
« fonctions, si la ditte communauté ne pourvoit inces-  
« samment à une augmentation de leur salaire... que  
« c'est précisément les plus pauvres habitants du lieu  
« qui ont le plus grand nombre des enfants qu'ils  
« envoient à l'école et qu'ils seroient hors d'état de  
« pourvoir eux-mêmes à leurs seuls frais d'un nouveau  
« régent et régente, si laditte communauté qui paye  
« environ vingt mille livres d'imposition ne venoit à  
« leur secours. » (1) Paraza avait été dans le même  
cas : les gages du régent fixés à 60 liv. en 1725 avaient  
été réduits à 30 liv. en 1753 ; en 1762 le crédit fut  
reporté à 60 liv. à la suite d'une délibération du 21 mai  
1757 qui constate que « le régent ne veut plus servir  
« à raison que l'honoraire n'est pas suffisant. » Fabre-  
zan pendant le xvii<sup>e</sup> siècle ne donnait que 10 liv. au  
régent, tantôt pour son loyer, tantôt « pour l'éducation  
« des enfants pauvres. » En 1693 les gages furent por-  
tés à 50 liv. et à 100 liv. en 1707.

Dans certaines communes, outre les gages imposés

---

(1) *Inventaire des archives de Cuxac*, p. 271.

annuellement et payés par chaque contribuable proportionnellement à la somme inscrite au compois, les maîtres d'écoles percevaient d'autres émoluments : tantôt comme à Bages, Ginestas, Mirepeisset, Puisserguier, Rieux et Trausse, ils voyaient leurs gages s'augmenter de 12 à 18 liv., parce qu'ils étaient chargés de l'entretien de l'horloge, tantôt comme à Cruscades, Cuxac, Fabrezan, Ginestas, Laure, Névian et Thézan, ils prenaient aux enchères la levée des impôts et remplissaient les fonctions des percepteurs et receveurs municipaux de nos jours. Ailleurs, et le cas était beaucoup plus fréquent, ils joignaient à leurs fonctions celles de greffier consulaire. Les gages des greffiers étaient aussi très variables et pouvaient monter jusqu'à 70 liv. comme à Azille et à Nissan et même 88 liv. comme à Lézignan. Le maître d'école de Nissan percevait ainsi le plus fort traitement que nous ayons rencontré, 220 liv. valant environ 450 fr. de nos jours.

Il y a encore deux sources de revenus qui devaient alimenter le budget de l'instruction primaire avant 1789. Nous voulons parler des donations et de la rétribution qui était payée par les parents. Malheureusement nous n'avons presque pas de renseignements sur ces deux points et nous espérons que l'appel que nous avons fait au début de cette étude comblera bientôt les lacunes de notre travail. En attendant que notre désir soit réalisé, voici les renseignements que nous avons pu obtenir.

En 1539, M. Michel Vergnes, prêtre de Bize, donna à l'université de Bize une maison appelée *Gaudeamus* qu'il possédait près de l'hôpital, à la charge « de y  
« fayre et edificar perpetuellement une escolle publica

« per aqui los enfantz et clerchez deld. loc de Bizan estre  
« endoctrinatz en bonas mores et sciencias, » à la  
charge encore par les consuls de faire amortir ladite  
maison qui devait revenir aux héritiers du donataire,  
si le seigneur ne la voulait amortir, mais la faire ven-  
dre. En 1543, les consuls supplièrent noble Gabriel de  
Verzeilhe, seigneur du lieu, d'amortir ladite maison  
pour lui et ses successeurs « et so fasent el et lous seous  
« successors à l'advenir seran participans à totz los  
« biens faitz et gracis comme ne proviendran. » De  
Verzeilhe, tant pour lui que pour noble George d'Haut-  
poul, coseigneur, approuva la donation et amortit la  
maison *Gaudeamus* sous un usage et « cres » annuel de  
5 sous tournois. Les consuls étaient en outre tenus de  
lui envoyer chaque année « lo mestre regent » pour  
prêter entre ses mains le serment d'accomplir ses fonc-  
tions suivant l'acte de donation. Enfin chaque samedi,  
suivant la coutume des bonnes villes, le régent devait  
dire ou faire dire le *Salve Regina* (1).

En 1678, à Ouveillan, Louise Azéma « donna et légua  
« à d<sup>lle</sup> Marie de Plagès, sa chère compaignie avec  
« laquelle elle est associée puis quelque temps dans  
« la régence de l'école des filles dud. lieu et en recon-  
« naissance tous ses biens meubles... Et en tous et  
« chacuns autres biens, noms, droits, actions présens  
« et advenir, la testatrice faisait et instituait et de sa  
« propre bouche nommait ses héritières universelles  
« et générales les pauvres filles de la paroisse dud.  
« lieu d'Ouveillan qui sont et seront à l'advenir, vou-  
« lant et ordonnant que le revenu de tous ses biens soit

---

(1) Notariat de Bize. Minutes de J. Piloty, notaire à Bize (1530-1561).

« employé à perpétuité à l'entretien d'une régente  
« d'escoles pour l'éducation chrestienne desd. filles,  
« laquelle régente soit obligée de recevoir charitable-  
« ment toutes celles qui demanderont d'y estre receues,  
« et de les instruire à la vertu et à la lecture... » S'il  
arrivait qu'il n'y eût point de régente à Ouveillan, la  
testatrice demandait que les revenus des dits biens fus-  
sent employés à marier des pauvres filles nées dans la  
commune (1).

Quant à la rétribution payée par les parents, malgré  
la pénurie de documents, nous croyons pouvoir conclure  
que dans la grande majorité des communes les régents  
devaient percevoir la rétribution scolaire. Il en était  
ainsi en 1774 à Argeliers, où le conseil donne la régence  
« à Jean Boutet, du lieu de Montbrun, moyennant la  
« somme de 60 liv. que la communauté impose tous les  
« ans et la pension que chaque particulier donne. » En  
1707, les consuls de Fabrezan font décider « qu'on  
« imposera 100 liv. pour le régent et les particuliers  
« qui enverront leurs enfants luy procureront sa des-  
« pance et la communauté lui fournira une maison et  
« un lit garny et luy payeront les 100 liv. de 3 en 3  
« mois par avance. » La même année et au même lieu,  
la régente demande aux consuls « de luy vouloir aider  
« à subsister avec le peu qu'elle peut exiger des par-  
« ticuliers qui y envoient leurs filles pour leur éduca-  
« tion, » et le conseil alloue 15 liv. (2).

Malgré ces renseignements précis qui seront beau-  
coup plus nombreux après le dépouillement des déli-

---

(1) *Ibid.* Minutes de Dominique Amalvy (1663-1720).

(2) Délibérations d'Argeliers et de Fabrezan, *ad annum*.

bérations des corps municipaux, malgré le peu d'élévation des traitements affectés aux maîtres et aux maitresses d'école, nous nous sommes posé cette question : La gratuité existait-elle avant 1789 ? Nous ne pensons pas que la gratuité absolue fût la règle. Il est vrai qu'à Puisserguier, en 1627, M. Raymond Oustry, prêtre, se présente « pour régenter les écoles dud. lieu » et se sans gages, comme il a toujours offert » (1). Il est vrai encore qu'à Ouveillan, comme on l'a vu plus haut, une régente généreuse a légué tous ses biens pour « l'éducation chrestienne des filles. » A Cuxac, en 1709, le régent se contente des 100 liv. votées par la commune et s'engage à ne réclamer de rétribution à aucun des enfants (2).

La gratuité absolue n'était donc que l'exception. Mais on peut voir plus souvent des exemples de gratuité partielle, telle qu'elle a existé jusqu'à la loi du 16 mai 1881, et il n'est pas rare que les consuls imposent aux régents d'enseigner gratis un certain nombre d'enfants. Il en est ainsi à Pépieux où le s<sup>r</sup> Blanc est approuvé en 1759 « à condition qu'il enseignera gratis » quatre enfans des plus pauvres dud. lieu que le s<sup>r</sup> « lieutenant de maire et consuls lui nommeront. » A Fabrezan on peut suivre de 1700 à 1718 les diverses phases par où est passée la gratuité. En 1700, le s<sup>r</sup> Laurent promet « d'enseigner gratis quatre garçons » des plus pauvres qui seront nommés par les s<sup>rs</sup> consuls « et curé. » L'année suivante, le s<sup>r</sup> Verdier surenché-

---

(1) Peut-être ici faut-il voir un exemple de gratuité partielle, car, si le régent ne reçoit pas de gages de la ville, il pouvait en recevoir exclusivement des pères de famille.

(2) *Inventaire des archives de Cuxac*, pp 203-204.



rit et fait offre d'enseigner cinq enfants des plus pauvres. En 1708, un grand pas est fait vers la gratuité complète. La fête de Saint-Jean est proche et le s<sup>r</sup> Roumens qui a plusieurs fois déjà régi les écoles de la commune fait ses offres en concurrence avec le s<sup>r</sup> de La Sudrie, régent en exercice. Roumens a beau promettre « d'enseigner tous les escoliers moyennant la « somme de 100 liv. sans autre rétribution ou 90 liv. « et la rétribution des escoliers. » Malgré ses protestations et sur la demande du curé, le conseil déclare « qu'il sera imposé en faveur de La Sudrie la somme « de 100 liv., moyennant quoi il s'oblige d'enseigner « tous les enfants du lieu ou Villerouge sans prandre « aucune rétribution, mais seulement il prendra sa « despençe chez les particuliers qui la lui donneront. » Roumens revient à la rescousse et offre « d'enseigner « pour 90 liv. sans autre rétribution des garçons ni « depence. » « Sans avoir esgard à la moins ditte du « s<sup>r</sup> Roumens que nous avons rejetée, » disent les membres de l'assemblée communale, « veu que led. « s<sup>r</sup> de La Sudrie a plus de suffrages, il reste notre « régent. » En 1718, la dernière étape était franchie, la gratuité absolue était établie à Fabrezan et nous voyons le régent avec 100 liv. de gages et la régente avec 50 liv. « s'obliger d'enseigner tous les garçons et « filles sans autre rétribution » (1).

Le traitement des régentes fixé à 100 liv. par les ordonnances n'était payé que par les communes de Capestang, Fleury et Nissan. Coursan donnait 120 liv. à la maîtresse d'école, mais les gages des régentes

---

(1) Délibérations de Fabrezan, *ad annum*.

étaient généralement peu élevés : Azille, Ginestas, Portel, Saint-Marcel allouaient 30 liv. et Lézignan seulement 20 liv.

#### IV

Quelle fut l'attitude de l'Église par rapport à l'enseignement primaire dans le diocèse de Narbonne ? La réponse à cette question se trouve dans les pièces justificatives publiées à la fin de ce travail (1). De 1551 à 1706, les archevêques de Narbonne dans les conciles provinciaux ou dans les synodes diocésains se sont à plusieurs reprises occupés des écoles.

Le canon 56 du concile provincial tenu à Narbonne en 1551 est le fondement de la législation suivie jusqu'à la Révolution pour la présentation et l'approbation des maîtres d'école. Présenté par les consuls, muni des certificats du juge ou du curé de sa dernière résidence, le régent reçoit gratis son approbation après avoir été interrogé sur sa vie, ses mœurs, sa foi et sa doctrine. L'examen, comme on le voit, n'est nullement pédagogique. L'époque des guerres de religion était proche, et il semble que le concile a voulu prémunir les régents contre la doctrine du libre examen, quand il défend aux

---

(1) Nous publions *in extenso* les canons et décrets des conciles ou synodes de Narbonne qui traitent des écoles et des régents. Ces documents ont tous été imprimés ; mais, comme nous les croyons assez rares, nous les donnons de nouveau à cause de leur importance. — Nous avons pu consulter les *Statuts synodaux* des diocèses d'Alet, Béziers, Carcassonne, Saint-Pons et Toulouse, et nous avons constaté que dans tous la question des écoles est traitée. Les règlements du diocèse d'Alet sont particulièrement développés.

maîtres et recteurs des écoles d'interpréter, soit publiquement, soit en particulier, les livres de la sainte Écriture. Peut-être avait-il la même préoccupation ce régent qui en présentant ses services aux consuls de Fabrezan, en 1681, promet « encore enseigner tous « ses escolliers la doctrine crestienne apostolique « romaine sans aucune reserve tant au pauvre que le « riche » ; peut-être aussi ne faut-il voir dans cette façon de parler qu'une formule usitée partout à cette époque. Il ne nous est pas possible de résoudre le problème.

En 1667 le synode diocésain ne s'occupe de l'enseignement que sur deux points : la visite des écoles par les curés et l'interdiction aux régents d'enseigner les filles et réciproquement. Cette dernière prescription sera toujours renouvelée.

Le synode tenu en 1706 par Mgr Le Goux de La Berchère est beaucoup plus explicite que les précédents. Confirmant toutes les décisions prises avant lui, l'archevêque de Narbonne se préoccupe de la diffusion des écoles et décide que « dans chaque lieu considérable où « il n'y aura pas un Régent et une Régente, on aura « soin d'y en établir. » Il remet en vigueur un règlement fait en 1676 par Mgr de Bonzy. Ce règlement, comme on le verra plus loin, n'est pas seulement relatif aux questions d'instruction religieuse ; il traite aussi de la discipline scolaire, de la surveillance que doivent exercer les régents sur les enfants dans l'école et hors l'école, et recommande aux maîtres et maîtresses de ne point laisser entrer dans leur école les personnes qui pourraient y apporter quelque trouble.

Dans cette courte étude bien des points ont dû être laissés dans l'ombre, et non des moins intéressants :

ceux relatifs à la fréquentation des écoles, aux livres et méthodes employés, etc. Comme nous le disions en commençant, nous avons voulu ouvrir la voie et faciliter par notre étude l'histoire complète de l'instruction primaire dans le diocèse de Narbonne et dans le département de l'Aude.

J. TISSIER.

## PIÈCES JUSTIFICATIVES

### I

#### DE MAGISTRIS ET RECTORIBUS SCHOLARUM

##### *Canon 56.*

Voluit concilium, ne quis scholarum administrationi præficiatur hac in provincia, publice vel privatim, nisi prius domino Episcopo, seu ejus Vicario, aut alii viro Ecclesiastico ad quem jure, vel consuetudine institutio pertinet, oblatus fuerit a consulibus, vel iis quorum est offerre: qui eum interroget de vita, moribus, fide et doctrina: Quem oportet literas habere a judice ordinario loci, ubi alias erudiendæ juventutis provinciam suscepit: quibus se virum bonum esse testetur. Neque quisquam, nisi idoneus admittatur: cui exacte præcipiatur, ut singulis diebus dominicis, et festis ad templum juvenes ducat: orationem dominicam et salutationem angelicam (ut supra) Symbolum Apostolorum, Confessionem, Salve regina, horarias preces beatæ Mariæ, septem psalmos cum Litiis, preces pro defunctis eos doceant: Libris prophanis in ædibus sacris, nec uti, nec gestare permittant.

Magistris et scholarum rectoribus prohibetur, ne sacræ paginæ Libros publice, vel privatim, interpretari audeant. Quæ omnia in litteris licentiæ a diocesano concessæ exprimantur. Nec pro literis, quibus de se fidem facient magistri, quicquam diocesani, aut quilibet alii accipiant: sed eas gratis concedant. Quod si his exacte non observatis,



ad regendas scholas admissi fuerint, et ipsi scholarum rectores, et qui illos admiserint pœna excommunicationis plectantur.

*(Canones, seu regulæ ecclesiasticæ concilii provincialis Narbonensis celebrati anno Domini 1551, pp. 60-61).*

---

## II

Ordonnons à tous les Curez de veiller soigneusement sur les Escoles, et d'empescher que les Regents n'enseignent les filles, et les Regentes, les garçons.

*(Ordonnances publiées au synode du diocèse de Narbonne, le vingtième d'octobre mil six cens soixante-sept, p. 73).*

---

## III

### DES MAISTRES D'ESCOLE

#### I

La bonne nourriture et éducation des jeunes enfans estant un des moyens les plus effieaces et certains pour établir solidement la piété dans le Christianisme, il est de nostre obligation de bien connoître ceux qui s'employent à leur instruction ; c'est pourquoy nous defendons à toutes personnes de faire la fonction de Regents s'ils ne se sont presentez à nous et n'ont reçu nostre approbation par écrit, qu'ils feront renouveler tous les ans ; et à cet effet nous rapporteront certificat des Recteurs de leur bonne et sage conduite, et comme ils ont observé le règlement que nous leur avons donné, au pied duquel nous avons mis nostre approbation.

II

Defendons très expressement ausdits Regents et sur peine d'excommunication, qu'ils encourront par le seul fait, d'enseigner les filles, si petites qu'elles soient, ny parmy les garçons, ny separément; ny mesme dans les maisons particulières. Et au cas qu'ils le feroient, enjoignons ausdits Recteurs et Vicaires d'en dresser un procez verbal, qu'ils signeront et feront signer de deux témoins, lequel ils nous enverront incessamment pour estre par nous pourveu à ce qu'ils soient denoncez excommuniez; et faisons la mesme défense aux Régentes à l'égard des garçons.

*(Ordonnances de Monseigneur l'archevêque et primat de Narbonne, requises et publiées au synode diocésain tenu par Mr M<sup>e</sup> Jean Dagen, son vicaire général, le 24 novembre 1671, pp. 88-90).*

.....

Les Recteurs visiteront aussi de temps en temps les Escoles, pour voir si les Regents font leur devoir, et s'ils observent le Reglement que nous leur avons donné, et nous feront sçavoir incessamment les contreventions qu'ils feront aud. Reglement.

*Ibid.*, p. 21.

---

IV

ÉCOLES

1. Nous déclarons, conformément au Concile Provincial de 1609, *chap. 1*, que Nous n'approuverons aucun Maître ni Maîtresse d'École, qu'après qu'ils auront fait la profession

de Foy entre nos mains, ou celles de nôtre Vicaire General.

2. Nous renouvelons le Reglement fait par l'Éminentissime Cardinal de Bonsy en 1676, pour lesdits Maitres et Maitresses d'École, lequel est imprimé à la fin de nos presens Statuts.

3. Conformément à ce qui est porté dans les Statuts de 1671 et aux Ordonnances Royaux, Nous défendons à toutes personnes de faire la fonction de Regent et Regente, s'ils ne se sont présentés pour recevoir l'approbation necessaire et par écrit, qu'ils feront renouveler tous les ans ; et à cet effet, ils auront un certificat des Recteurs de leur bonne et sage conduite, et comme ils ont observé ledit Reglement. Dans les petits villages, ils pourront être approuvez par les Curés des paroisses, ou autres personnes Ecclesiastiques qui ont droit de le faire.

4. En exécution desdits Statuts, Nous défendons très expressément ausdits Regens, et sous peine d'excommunication, d'enseigner les filles avec les garçons, ni séparément. Nous faisons la même défense, et sous la même peine, aux Regentes à l'égard des garçons. Et au cas que les Regens et Regentes contreviennent au present Statut, Nous enjoignons ausdits Recteurs et Vicaires d'en dresser un procès verbal, qu'ils signeront et feront signer de deux témoins, lequel ils nous enverront incessamment.

5. Conformément aux Statuts de 1671, les Recteurs visiteront de temps en temps les Ecoles, pour voir si les Regens et Regentes font leur devoir et s'ils observent nos réglemens ; et prendront soin de Nous avertir des contraventions.

6. Les Maitres et Maitresses d'École se trouveront à nos Visites, pour y être examinez et Nous rendre compte de leur conduite.

7. Autant qu'il se pourra faire, on choisira des Maîtres d'Ecole qui soient constitués dans les Ordres sacrés. Dans chaque lieu considérable où il n'y aura pas un Regent et une Regente, on aura soin d'y en établir.

*(Statuts synodaux du diocèse de Narbonne, publiés au Synode tenu le XVI et XVII juin MDCCVI par Monseigneur l'Illustrissime et Révérendissime Père en Dieu Charles Le Goux de la Berchère, archevesque et primat de Narbonne, pp. 75-77.)*

---

## V

### RÈGLEMENT POUR LES REGENTS OU MAISTRES D'ESCOLE

1. Les Regents ne se chargeront point de l'instruction des Enfans sans nostre permission par écrit.

2. Ils considereront leur employ comme très important et très necessaire dans l'Eglise: puisqu'il y font en quelque sorte la fonction des Anges Gardiens à l'égard des Enfans: étant établis pour les conserver dans l'innocence; pour les instruire des principes de la Foy; et pour les former à la Vertu.

3. Ils prendront soin de donner de bons exemples en toutes les actions de leur vie: qu'ils regleront suivant les principes de la Sagesse et de la Piété, qu'ils doivent inspirer.

4. Ils recevront également les Pauvres et les Riches; témoignant à tous la mesme affection, et prenant autant de soin des uns que des autres.

5. Avant que de commencer l'Ecole, ils feront une Prière en commun avec leurs Escoliers devant un Crucifix ou une Image dévote. Ils feront le même à la fin.

6. Tous les Vendredis au moins, ils feront à leurs Escoliers l'Instruction ou la Doctrine Chrétienne, qui consiste à leur apprendre à faire le signe de la Croix, à reciter distinctement et dévotement le *Pater*, l'*Ave*, le *Credo*, les Commandemens de Dieu et de l'Eglise, l'abregé de la Doctrine Chrestienne et l'Exercice du Chrestien.

7. Pendant l'Escole ils veilleront sur leurs Escoliers : ils prendront garde s'ils sont modestes et s'ils étudient leur leçon. Ils les empêcheront de causer et de badiner. Ils leur assigneront leur place, et feront en sorte que chacun garde celle qui luy aura esté assignée.

8. Ils leur feront reciter la leçon distinctement et posément : et lorsqu'ils y commettront quelque faute, ils les reprendront gravement. Et s'il est nécessaire, ils les puniront avec circonspection et retenue, sans jamais se mettre en colere, ny pousser ou injurier les Enfans. Ils les feront toujours commencer et finir par le signe de la Croix.

9. Ils ne feront paroître aucune inclination ou aversion particulière pour aucun de leurs Escoliers. Ils éviteront de leur faire aucune caresse contraire à la modestie, soit en les regardant, ou les touchant.

10. Les jours ouvriers ils les conduiront deux à deux à la Messe, marchant derrière eux : semblablement, les Dimanches et Festes aux Offices de la Paroisse, et à l'Instruction ou Doctrine Chrestienne, les assemblant pour cet effet à l'Escole, un quart d'heure avant le dernier coup de la Messe et de Vêpres ; et cependant ils leur feront reciter le *Pater*, l'*Ave*, le *Credo* et les autres choses contenues dans l'exercice du Chrestien, et leur feront quelques demandes de la petite Doctrine. Estant arrivez à l'Eglise ils les feront placer à l'endroit marqué par le Curé : et se tiendront derrière eux, prenant garde qu'ils soient dans la modestie et la décence convenables, et qu'ils ne commettent aucune



irreverance. Ceux qui ne savent pas encore lire, reciteront le *Pater*, l'*Ave*, le *Credo* et les autres prières qu'on leur aura apprises; et les autres qui savent lire, auront un livre pour y prier Dieu.

11. La veille des Festes et Dimanches ils prendront tour à tour quatre ou cinq de leurs Escoliers pour leur faire balayer l'Eglise: ce qu'ils feront aussi eux-mêmes pour leur en donner l'exemple.

12. Ils leur apprendront à servir dévotement aux Messes basses: et ils apprendront à chanter à ceux qui auront de la voix et de la disposition, afin qu'ils puissent ayder à chanter à la Paroisse.

13. Ils feront en sorte que leurs Escoliers soient vêtus modestement; qu'ils évitent les danses et toute conversation familière avec les filles. Ils prendront garde aussi qu'ils ne couchent point en même lit que leurs sœurs. Ils tâcheront aussi d'empêcher pendant l'esté qu'ils ne se baignent en des lieux exposez à la vue du monde, et feront en sorte que ce soit d'une manière modeste et honnête.

14. Ils s'informeront soigneusement de leur conduite et de leurs deportements hors l'Ecole: et s'ils apprennent qu'ils soient sujets à quelques vices ou deffauts, comme sont les jurements, les paroles injurieuses ou deshonnêtes, les mensonges, les batteries, le larcin, les privautez deshonnêtes entre eux ou avec des filles, ils les corrigeront avec soin.

15. Ils porteront ceux de leurs Escoliers, qui seront en âge, à se confesser tous les mois; ils leur apprendront comment il faut s'y preparer: et ils prieront le Curé ou Vicaire de marquer le jour et l'heure de leur commodité pour cela. Pour la sainte Communion, ils en laisseront la disposition au Curé ou Vicaire, soit pour la première Communion, ou pour celles que les Escoliers devront faire

dans le cours de l'année ; cela dépendant de leur état intérieur et de la piété que les Confesseurs reconnaîtront en eux.

16. Ils ne recevront dans leurs Ecoles aucunes filles pour y estre instruites, ni sous quelque autre pretexte que ce soit. Et ils n'y laisseront point entrer les personnes qui pourroient y causer quelque trouble.

POUR LES REGENTES OU MAITRESSES D'ESCOLE

1. Les Maitresses d'Ecole observeront le Reglement cy dessus en ce qui peut les concerner.

2. Elles apprendront de plus aux Filles à coudre, à filer, ou à faire queque autre travail qui leur soit propre et convenable.

3. Elles prendront garde que leurs Escolières ayant le sein et les bras modestement couverts ; qu'elles évitent les danses et le bal ; toute conversation familière avec les garçons et les hommes ; comme aussi, qu'elles ne couchent point en même lit que leurs frères.

4. Elles ne laisseront entrer dans le lieu où elles font Ecole ni hommes, ni garçons, si ce n'est le Curé et Vicaire du lieu.

Fait et arrêté au Synode, le 17 juin 1706.

† CHARLES, Archevêque et Primat de Narbonne.  
Par Monseigneur, LANGLOIS.

VI

FORMULE D'APPROBATION DES MAITRES ET MAITRESSES D'ÉCOLE

Arthur-Richard Dillon, par la grace de Dieu et la permission du Saint Siege Apostolique, Archevêque et Primat de Narbonne, Président né des Etats généraux de la Province de Languedoc, Conseiller du Roi en tous ses Conseils. Sur le bon témoignage qui nous a été rendu des bonnes Vie, Mœurs, Religion et Catholicité de natif d et de son aptitude pour montrer à lire, à écrire, et enseigner le Catéchisme aux Enfants; et sur la cognoissance que nous en avons pris nous-mêmes en l'interrogeant sur le Catéchisme, et en le faisant lire et écrire en notre présence, nous avons établi et institué, établissons et instituons ledit Maître d'Ecole de la Paroisse de lui donnant le pouvoir d'instruire les Enfants de ladite Paroisse, à condition toutefois; 1<sup>o</sup> Qu'il enseignera la Doctrine Chrétienne à ses ecoliers deux fois la semaine, en se servant pour cela du Cathéchisme dont l'usage est prescrit dans notre Diocèse. 2<sup>o</sup> Qu'il leur apprendra à prier Dieu soir et matin. 3<sup>o</sup> Qu'il veillera à ce qu'ils approchent chaque mois du Sacrement de Pénitence dès qu'ils auront atteint l'usage de la raison. 4<sup>o</sup> Qu'il les conduira chaque jour à l'Eglise, s'il le peut commodément, pour y entendre la Messe. 5<sup>o</sup> Qu'il les assemblera les Dimanches et Fêtes, autant qu'il le pourra, pour les mener tous ensemble au Catéchisme et Offices de paroisse, afin de les rendre modestes et attentifs par sa présence. Enfin qu'il observera fidèlement les statuts Synodaux de notre Diocèse, concernant les Maîtres

et Maitresses d'Ecole, et qu'en conformité d'iceux, il n'enseignera point, sous quelque prétexte que ce puisse être, soit dans les Ecoles publiques, soit dans les maisons particulières, des Enfants ou Personnes de différent Sexe. En foi de quoi nous avons fait expédier les Présentes, qui ne seront valables que pour un an. Donné à Narbonne, dans notre Palais Archiépiscope le

---

## VII (4).

**Albas.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Albières.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1730.

**Argeliers.** — Régent en 1705. — Gages : 60 liv.

Pagès Hyacinthe (1720). — Chaman Jean (1729-1731). — Frère Dominique (1730). — Combes Jacques (1732-1748). — Briussel Jean (1749-1759). — Crouzat Gabriel (1761-1764). — Guilhaumon Joseph (1765). — Montagne Pierre (1766-1768). — Latranchée François (1768). — Guilhaumon Jean-Louis (1769-1771). — Planès Jean-André (1772). — Boutet (1774). — Roque Barthélemy (1775-1785, 1787). — Decazis (1787).

Régente de 1725 à 1756. — Gages : 30 liv.

Devilla-De Bouzac Claire (1729-1731). — Razouls Anne (1733-1739). — Bisse (Marie de la) (1752-1756).

---

(1) Nous donnons ici toutes les communes du diocèse avec la liste des régents et régentes : cette liste pourra être complétée jusqu'à nos jours par le dépouillement des archives communales postérieures à 1790. — Nous avons indiqué les dates extrêmes des comptes des collecteurs pour toutes les communes, parce que cette série manque le plus souvent dans les archives communales.

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1723, moins 1728, 1744 et 1749.

**Argens.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1703, moins 1723, 1726 et 1749.

**Armissan.** — Régent en 1720. — Les gages fixés d'abord à 100 liv. descendent à 50 liv. de 1732 à 1749 et sont portés de nouveau à 100 liv. depuis 1749. Les gages de greffier consulaire dont le régent remplit les fonctions sont fixés à 30 et 40 liv.

Mombrun François (1732-1753). — Crouzat Gabriel (1733-1759). — Ribezautes François (1760-1763). — Rous Laurent (1764-1769, 1774-1777). — Martinole Jean-Louis (1769). — Combal Joseph (1769-1773). — Combal Jean (1778 à 1787). — Rimbaud Jean (1788).

Régente de 1743 à 1749 et de 1753 à 1758. — Gages : 10 et 20 liv. Escalier Claire (1743-1758).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729.

**Auriac.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1703, moins 1706, 1713, 1717, 1719 et 1739.

**Azille.** — Régent en 1680. — Les gages fixés d'abord à 30 liv. sont portés à 57 liv. de 1703 à 1714. Ils descendent à 27 liv. de 1714 à 1727 pour remonter à 100 liv. en 1729. Les fonctions de greffier consulaire remplies par le régent sont rétribuées 70 liv. à partir de 1737.

Boyer (1703-1706). — Cazes (1729). — Laborde (1730-1733). — Caunes (1736). — Sévérac (1739-1740). — Molinier François (1743-1743). — Crouset Louis (1743-1749). — Aguzelle Jean (1743-1747). Violes Guillaume (1730). — Lespinasse (1733). — Viven Jean-Pierre (1737-1769). — Bos François-Joseph (1770-1771). — Mandoul Jean-Baptiste (1772-1788).

Régente en 1703. — Les gages sont portés de 12 liv. à 27 liv. en 1714 et fixés définitivement à 30 liv. en 1740.

Molinier Marie (1706, 1731-1733). — Combes Anne (1729-1730). — Benoît (1739-1761). — Mir (1762). — Delon Catherine, veuve Domassan (1763-1781). — Aussenac Marguerite, veuve Laffon (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1726, moins 1728, 1741, 1742, 1746, 1751 à 1753, 1756, 1764, 1766, 1778, 1782 à 1783.



**Bages.** — Régent en 1729. — Gages: 100 liv. Le régent perceoit en outre 30 liv. comme greffier consulaire et 12 liv. pour l'entretien de l'horloge.

Augé (1729-1743). — Bertrand (1744-1745). — Pesquy (1746-1753). — Augé Raymond (1756-1772, 1780). — Roque Barthélemy (1773). — Daudé Pierre (1774-1776, 1780). — Cassan Gabriel (1777). — Montagnac Antoine (1778-1781). — Pradel Félix (1782-1783). — Aliman (1784-1785). — Fanchon Charles-Léonard (1785-1788).

Régente en 1729. — Gages: 60 liv.

Sèbe Jeanne (1730-1735). — Fourès Claire (1736-1742). — Razouls Geneviève (142-1744, 1756-1762). — Boudou (1744-1745). — Raynaud Jeanne (1745-1755). — Dufour Marie (1763). — Loubié veuve (1764). — Caranove (1765-1770). — Martin Catherine (1772-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Bizanet.** — Régent en 1712. — Gages: 25 liv. — Une ordonnance de 1727 permet d'imposer 50 liv. pour le régent. En 1782 les gages sont portés à 100 liv. Le régent perceoit en outre 38 liv. comme greffier consulaire.

Cassan (1729). — Sarda François (1730-1731). — Maurin, vicaire (1734). — Fontanel (1741-1744). — Lacaze (1745-1748). — Bousquet J. (1751-1752). — Augé (1753). — Gallieu Joseph (1755-1765, 1785-1788). — Cabanes (1766-1769). — Surbesy Esprit (1770-1772). — Reboul (1775-1776, 1784). — Comignan (1777-1778). — Lacaze Jean-François (1779-1781). — Escaré Antoine (1783).

Les comptes commencent en 1701 et sont complets depuis 1705, moins 1706, 1710, 1711, 1717, 1721, 1724 et 1727.

**Bize.** — Régent en 1539. — Les gages sont portés de 36 liv. à 60 liv. en 1727.

Raynal Antoine (1644). — Fraissinet Mathieu (1644). — Lambert Jean (1710-1737). — Decazis Vincent (1738-1741, 1747-1750). — Laborde Joseph (1742). — Nègre Jacques (1743). — Simon Antoine (1744). — Bardierre Jacques (1745-1746). — Caubère Marc-Antoine (1756-1783). — Bouges Louis (1786-1788).

Régente en 1710. — Les gages sont portés de 30 à 40 liv. en 1713.

Il n'y a pas de régente de 1739 à 1766.

Cauvy (1710-1718). — Rainaud Jeanne (1727-1731). — Loys

Anne (1732). — Loys Francoise (1734-1737). — Lobligé Marguerite (1738). — Roque (1766). — Veuve Cassan (1768-1775). — Galibert Rose (1776). — Taudou-Montahuc (1777-1778). — Estimbre Francoise (1782-1787). — Jammes Elisabeth (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1727, moins 1739 et 1771.

**Bouisse.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Boutenac.** — Régent en 1760. — Gages: 60 liv.

Cassan Gabriel (1760-1761). — Cambriels Joseph (1762-1763). — Baire J. (1764-1770, 1788). — Chayx Thomas (1775). — Barthez Joseph (1782-1784).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1731, moins 1771.

**Camplong.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1741 et 1771.

**Camps.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1717, moins 1719, 1739, 1741 et 1779.

**Canet.** — Régent en 1725. — Gages: 400 liv.; gages du greffier: 35 liv.

Rey Jean (1729). — Berthomieu Maurice (1734). — Tarbouriech (1735). — Sarsac Charles, vicaire (1736). — Jaubail Guillaume (1739-1741). — Jouglà Antoine (1742). — Delrieu Just (1743, 1770). — Roque Joseph (1744). — Nègre Jacques (1744-1750, 1758-1761, 1767-1768). — Darnaud Bernard (1751-1752). — Teyseyre (1753-1756). — Surbezy Esprit (1762-1766, 1769, 1775-1776, 1780-1787). — Aliman (1771). — Surbezy Jean (1772). — Depech de Ville, abbé (1773). — Aves Pierre (1774). — Domergue Antoine (1777-1778). — Pradel Félix (1788).

Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1727, moins 1779.

**Capestang.** — Régent en 1716. — Gages: 450 liv.

Valentin (1722-1723). — Chaliès (1723). — Decasis Pierre (1730-1733). — Saint-Mézard (1736-1740). — Sèbe Guillaume (1741). —

Leyre, diacre (1742-1743). — Alquié François (1744-1746). — Bedos (1746-1747). — Brion (1748-1749). — Lecoq Jean-François (1749-1750). — Darnaud B. (1750). — Belugou André (1751-1757). — Villebrun (1757). — Henric (1757-1759). — Rome (1760). — Robert Jacques (1761). — Lagarde F. (1761-1764, 1767-1772). — Pelletan Jean (1763-1766). — Rassin (1767). — Gondart Maurice (1773). — Robert Laurent (1773-1775). — Besombes (1775). — Delbor (1775). — Dufauré (1776). — George (1777-1778). — Cabanon (1779-1783, 1787-1788). — Fous Jacques (1784-1787).

Régente en 1716. — Gages: 100 liv.

Tourdes Jaquette, veuve Dieulafé (1730-1753). — Valentin (1755-1758). — Vidal Marie, veuve Henric (1759-1765). — Gout Claire (1766-1772). — Randon (1773). — Amblard Justine (1774). — Tailhefer, veuve Passenaud (1776-1781). — Caranove (1782). — Cavalié (1783-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1721, moins 1727, 1728, 1770 et 1771.

**Cascastel.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1727, moins 1741.

**Castelmaure.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1703 et sont complets depuis 1729, moins 1741.

**Castelnau-d'Aude.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1700, moins 1730 et 1737.

**Caunes.** — Régent en 1716. — Les gages sont portés de 30 liv. à 100 liv. en 1740.

Romieu (1716-1733). — Darnis (1725). — D'Estaville (1734). — Roque (1735). — Domergue, abbé (1736). — Gleizes (1739-1740, 1756, 1764). — Madrènes (1741-1742). — Belissen Jean (1743). — Cardonel (1744). — Poussenq (1744-1745). — Doumergue Pierre (1745-1749, 1753-1755, 1766). — Rouanet Jean-Antoine (1750-1752). — Rome (1757-1759). — Gazel (1760-1763). — Armengau ou Armengaud Jean (1767-1768). — Sicard Esprit (1769-1773). — Bec Barthélemy (1774-1775, 1780). — Azalbert (1777-1779). — Duchalmeau J. P. (1783). — Gleizes (1781-1782, 1784-1788).

Régente en 1716. — Les gages sont portés de 30 liv. à 50 liv. en 1737.

Chamans Jeanne (1716-1733). — Huc Claire (1734-1735). — Mir Thérèse (1736-1761). — Majade Marianne, veuve Martinet (1762-1770). — Bernac-Tailhades Cécile (1770-1771). — Lavergne Madeleine (1772). — Taudou-Montahuc (1773-1774). — Glotton Anne, veuve Dhoms (1774-1780). — Béral (1781). — Poumairac Elisabeth (1784-1785). — Masson Jeanne (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1720, moins 1738 et 1768.

**Citou.** — Régent depuis 1727, en vertu de l'ordonnance de l'intendant permettant d'imposer 75 liv. Des écoles de hameau sont établies à Rieussac et à Montbounoux. Les gages sont partagés par moitié entre le régent de Citou et celui des hameaux.

Les comptes ne mentionnent plus de crédit pour le régent depuis 1757.

Iché Honoré (hameaux) (1729-1733). — Tort (Citou) (1733). — Vernoubre, vicaire (Citou) (1733-1734). — Chabbert (hameaux) (1733). — Azalbert Antoine (hameaux) (1734-1737). — Dhoms Jean-François (Citou) (1735-1737) seul régent (1738-1739, 1744-1748, 1755-1756). — Eynier (1740). — Azémar (1743). — Vignes Julien (1749-1751). — Calas Augustin (1752-1753).

Les comptes sont complets depuis 1729.

**Conilhac.** — Régent en 1726, en vertu de l'ordonnance du 7 juin 1726 permettant d'imposer 75 liv. pour les gages du régent.

Madrènes Pierre (1726, 1735-1739). — Chamant Jean (1730). — Maffre André (1732-1733). — Peyrusse Félix (1734). — Pagès (1740). — Salomon (1741-1744). — Cormureau Joseph, abbé (1745). — Sèbe Antoine (1746-1747). — Boire Bernard (1748-1749). — Ginesty Jacques (1750-1756). — Gamel Jean-Fleury (1757, 1759-1760). — Pontet (1758). — Teyssyre Bernard (1761-1763, 1765). — Robert Paul (1764). — Comtezac (1766). — Bouisset (1767-1769). — Berger Jean (1770). — Varènes Pierre (1772). — Abescat Mathieu (1773). — Comignan Joseph (1774). — Decorel Julien (1775). — Gaussan (1776). — Durenne Claude (1777-1778). — Poulhariès (1780-1782). — Blanchet Jean (1783). — Raynaud (1785). — Guiraud (1786). — Pradal (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1725, moins 1727, 1731 et 1771.

**Coursan.**—Régent en 1680. — Gages: 60 liv. En 1723, les gages du régent sont portés à 162 liv. (1).

Issanchon (1725). — Prinsac (1730). — Pagès Jean-Baptiste (1733-1736). — Montané (1737-1776). — Reboul (1777-1783, 1785-1788). — Durenne Claude (1784).

Régente en 1723. — Gages: 120 liv.

Montaûg Rose, veuve Laforgue Antoine (1729-1757). — Escalier Claire (1758-1772). — Bailly Reine (1773-1779). — Olive Marguerite (1780-1783). — De Lautrec Anne (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1723, moins 1771.

**Coustouge.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1730, moins 1748 et 1771.

**Creissan.** — Régent en 1760. — Gages: 40 liv.

Amalry (1761-1764). — Audebaut Jacques (1765). — Lognos Laurent (1766). — Fromiga Hugues (1769-1770). — Montagne Jean-Pierre (1772, 1775-1776, 1779-1787). — Lauze Antoine (1773-1774). — Guilhaumon Joseph (1777).

Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Cruscades.** — Régent en 1723. — Gages: 75 liv.

Bonnafous André (1724). — Castagnet (1725). — Tarbouriech (1734). — Mercier Louis (1749). — Azémar (1750-1751). — Pontet (1752-1753). — Aliman (1755). — Nègre (1762-1763). — Cassan Gabriel (1764-1765). — Ribezauts François (1767). — Formiga (1772). — Varènes (1775). — Comignan Joseph (1776). — Blanchet Jean (1777). — De Robert André (1778). — Escloupié Jean, dit Janelle (1783-1784). — Lignières Jean-Antoine (1785-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1723, moins 1727, 1730, 1731, 1735, 1737 et 1748.

**Cubière.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1706, moins 1718.

**Cucugnan.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1726, moins 1728 et 1779.

---

(1) Sur cette somme 12 liv. servent à payer le logement du régent.



**Cuxac d'Aude.** — Régent en 1595. — Au xviii<sup>e</sup> siècle, les gages, fixés à 100 et 150 liv. jusqu'en 1739, descendent à 100 liv. et sont reportés à 150 liv. en 1782.

Viguier (1595). — Salettes Guillaume (1638). — Bezombes (1639). — Largey Jean (1640, 1648). — Maynard (1643). — Andral (1643-1647). — Presseguet ou Perseguet, prêtre (1656). — Lautier Laurent (1659). — Gaubert (1662-1665). — Combes (1681). — Bonnafous Jean, clerc tonsuré (1698-1699, 1707). — Picarel (1709). — Castet Jean (1709-1710). — Diriard Jean-Pierre (1711-1715). — Caumel Antoine (1715-1718, 1722-1724). — Agel Hugues (1719-1721). — Pagès Jean-Baptiste (1729-1731, 1743). — Hostalot Pierre (1732-1739). — Devique François (1740). — Autié Louis (1741-1742). — Delaude Jean (1743). — Reboul Guillaume (1744). — Février Jean-Pierre (1745-1757). — Malaterre Jean (1758-1762). — Bissière Jean (1763). — Agel Paul (1764-1788).

Régente en 1707. — Les gages fixés à 30 liv. sont portés à 60 liv. en 1782.

Vernet-Daudé Marie (1707-1715). — Bras Marie (1718). — Tarbouriech Claire (1721-1730). — Capmagre Paule (1731-1739). — Devique Anne, veuve Roger (1739). — Cazalèdes Elisabeth (1755). — Brachant Française (1756). — Bellaud Anne (1757). — Vernet Marguerite (1760-1763, 1768, 1770-1774). — Despeyroux Anne, veuve Agel (1763). — Mestre Rose (1764-1767, 1769, 1775-1778). — De Lautrec Anne (1780-1786). — Fourès Marianne (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1707, moins 1708, 1712 et 1779.

**Davejean.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1711 et sont complets depuis 1729.

**Dernacueillette.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1713.

**Duilhac.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1730, moins 1755 et 1771.

**Durban.** — Pas de régent (1). — Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1729.

---

(1) Voir page 296.

**Escales.** — Régent en 1788. — Gages : 100 liv.

Soucaille Antoine (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1725, moins 1728.

**Fabrezan.** — Régent en 1648. — Les gages fixés d'abord à 10 liv. sont successivement portés à 50 liv. en 1693 et à 100 liv. en 1707. En 1713 et 1714, ils descendent à 30 liv. et remontent à 100 liv. en 1718.

Paulet Pierre (1648). — Brès Jean (1652-1653, 1663). — Cordets Salomon (1639). — Roque (1660). — Ferran Robert (1665). — Panebieu (1673-1674). — Decasses (1681). — Devic Pierre (1681). — Laurens Bernard (1700, 1712-1714, 1720-1730, 1731). — Roumens (1700-1703, 1718). — De La Sudrie (1707). — Laval Antoine (1716, 1738-1740, 1744). — Rousset, abbé (1718). — Aygouy Antoine (1732-1733). — Graulou Jean (1734). — Eynier Louis (1734-1735, 1741). — Cézrière, clerc tonsuré (1735). — Delrieu Just (1736-1737, 1751-1756, 1760-1761, 1764-1765). — Doumergue Pierre (1742-1744, 1768). — Azémar Jean-François (1745-1749). — Monsarrat J. (1746-1748). — Surbesy Esprit (1749-1750). — Gouzin Joseph, vicaire (1757). — Peyrière Jean (1758). — Comignan (1759). — Pin Antoine (1762-1763). — Souchon (1766). — Roucher (1767). — Lignières Antoine (1767). — Armengau Jean (1771). — Bosc Jean (1772). — Martin (1773). — Raynaud Germain (1774-1788).

Régente en 1707. — Gages : 15 liv. portés à 50 liv. en 1718.

Reynes Charlotte (1707). — De Peyrière (1718-1728). — Moulins Priscille (1729-1730). — Halle Grazinde (1732-1733). — Raynaud Catherine (1738-1773). — Raynaud Marianne (1774-1780). — Barthez Catherine (1781). — Rivière Marianne (1782-1788) (1).

Les comptes sont complets depuis 1707, moins 1708, 1713, 1719, 1721, 1724 à 1726 et 1783.

**Ferrals.** — Régent en 1716. — Gages : 50 liv.

Carol (1716, 1719). — Lacaze Jacques (1720, 1731-1734, 1738). — Graulou Jean (1735). — Laval Antoine (1736). — Madrénes Pierre (1739-1740, 1749-1753). — Priol François (1740-1743). — Sèbe (1742). — Mignard (1743). — Delrieu Just (1743-1746). — Azémar

---

(1) Cette liste a été complétée par les délibérations municipales et les comptes antérieurs à 1707 que nous avons pu consulter.

Jean-François (1746-1748). — Pontet (1755-1756). — Teyssseyre Bernard (1757-1760, 1764, 1768-1772, 1775-1776). — Olieu (1761). — Barthe (1762). — Loubière François (1763). — Roques Joseph (1765, 1777-1778). — Chapelain Jean-Honoré (1766). — Martinole Jean-Louis (1767). — Doumergue Antoine (1773-1774). — Chayx Thomas (1779-1783). — Darnaud (1784-1786). — Morand (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1728, moins 1732.

**Feuilla.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1706, moins 1725.

**Fitou.** — Régent en 1729. — Gages: 100 liv., en vertu de l'ordonnance du 13 avril 1723.

Théron (1729). — Claret Jean (1731). — Graffan (1736-1738). — Longuelane (1739-1744). — Azeau Pierre (1746-1750, 1752-1753, 1760-1768). — Fontanilles (1751). — Gouzin Joseph, vicaire (1751). — F. Archdelhin François (1755). — Laporte (1756). — Vidal Barthélemy (1757-1758). — Foulquié Paul (1769-1774, 1776-1782). — Trinquier Pierre (1775). — Chaffard, maître ès arts (1785). — Fabre Alexandre (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1783.

**Fleury.** — Régent en 1680. — Gages: 12 liv. Les gages du régent furent fixés à 50 liv. en 1709, à 100 liv. en 1713 et à 150 liv. en 1716. Le régent perçoit en outre 50 liv. comme greffier consulaire.

Jougla (1680). — Chavardès (1710). — Lamouroux Bernard, acolyte (1729). — Céret Jean (1731). — Séguy (1731). — Soulié (1731). — Gautier (1731). — Pagés (1732). — Chavardès Pierre (1733-1735, 1742). — Lautié Pierre (1736-1737, 1743-1745). — Fil Jean (1738-1740). — Expert Louis (1740-1741). — Saint-Blancart Louis (1746). — Crouzat Gabriel (1747-1768). — Rous Laurent (1768-1774). — Torte Joseph (1775). — Bernard François (1777-1788).

Régente en 1709. — Les gages sont portés de 20 à 100 liv. en 1723.

Jougla Isabeau (1710). — Boudou Marie (1729-1735). — Barthe Catherine (1737-1742). — Gouzet Marguerite (1743-1753). — Razouls Jeanne (1755-1757). — Cambaud Marie (1758). — Fourès

Marianne (1760-1761). — Saint-Fray Jeanne (1762-1765). — Mir Marie-Thérèse (1766-1771, 1775). — Rous Marie (1772-1774). — Béral (1777-1778). — Bosc Marie-Rose (1779-1784). — Barral Marie-Béatrix (1785-1787). — Jamme Claire (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1783.

**Fontcouverte.** — Régent en 1724. — Gages : 75 liv.

Baillat ou Bailha Jean (1730). — Graulou Jean (1731-1737, 1749-1751). — Lacaze Jacques (1737). — Dantras Bernard (1738-1740). — Bedos Benoit (1742). — Brioussel Dominique (1743-1744). — Malacamp P. (1744). — Sèbe Antoine (1745-1746, 1758). — Mercier Louis (1747). — Robert Paul (1752, 1763, 1774-1775). — Aliman Antoine (1756). — Cambon George (1760-1761, 1768-1769, 1771-1773). — Roques (1762). — Chevalier de Salleton (1762). — Bouisset (1764-1766). — Domergue Antoine (1769). — Lignières Jean-Antoine (1770, 1781). — Barthe Marc-Antoine (1773). — Capdeville François (1776). — Poudou Joachim (1777-1779). — Pelbort (1780). — Berthomieu Guillaume (1782). — Cros Alexis (1784-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729.

**Fontjoncouse.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1729, moins 1783.

**Fourtou.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1730 et 1759.

**Fraisse.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1731, moins 1748.

**Gasparets.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1731, moins 1742.

**Ginestas.** — Régent en 1725. — Les gages sont fixés à 60 liv. par l'ordonnance du 18 mars 1722.

Juéry Antoine (1725-1734, 1741-1746). — Longuelane (1735). — Guilhemou (1738-1740, 1749-1753). — Cabrol (1747-1748). — Figeac (1755). — De Rouch Martin (1756, 1766-1767, 1770, 1774-1775, 1778). — Vernin (1757-1758). — Tesquier Paul (1759-1762). — Lasserre-

Tastavin André (1763-1764, 1772-1773). — Comignan (1763). — Roque (1763). — Bouffard Jean (1768-1769, 1771). — Dupuis (1776-1777). — Labansat (1778). — Fauré (1779). — Lignières Simon-Armand (1780). — De Lamontagne Pierre (1784). — Jaubail Pierre (1785-1786). — Huc Joseph (1788).

Régente en 1723. — Gages : 30 liv.

Bourdel Anne (1723). — Brachant Françoise (1723). — Gouzet Elisabeth (1730-1739). — Bellaud Anne (1762, 1766-1784). — Veuve Chavardès (1763). — Galon Elisabeth (1764). — Germa-Capman Elisabeth (1763). — Jaubail Françoise (1785-1786).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1723, moins 1728 et 1736.

**Gruissan.** — Régent en 1705. — Les gages sont portés de 85 liv. à 130 liv. en 1729. Les gages du greffier consulaire dont l'office est souvent rempli par le régent sont fixés, suivant les époques, à 24, 40 et 60 liv.

Crouzet Etienne (1729-1732, 1734-1753). — Eynier (1733). — Azeau Pierre (1755-1760). — Bonnal ou Bonnat Jean-Baptiste (1761-1762). — Portes Jacques (1763-1767). — Jaubail (1768-1778). — Pujol Joseph (1778-1788).

Régente en 1729. — Gages : 75 liv.

Gouzet Marguerite (1729-1743, 1755-1766). — Razouls Jeanne (1744-1753, 1778-1786). — Fournier Geneviève (1767-1768, 1774-1777). — Veuve Loubié ou Loubière (1769-1772). — Chopy Jeanne-Louise (1773). — Peyronnet Marie (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1731 et 1748.

**Homps.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1730.

**Jonquières.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1700 et sont complets depuis 1705, moins 1724 et 1728.

**Lac (le) et Villefalse.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Lacaunette.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1741.



**Lairière.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1705, moins 1773.

**Lanet.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1729.

**Lapalme.** — Régent en 1765. — Gages : 100 liv.

Gamel Jean-Fleury (1766-1767). — Martrou Pierre (1770-1772). — Barthe (1773). — Novy Jacques (1773-1778). — Boyer Antoine (1779-1784). — Murat Jean (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1723, moins 1771.

**Laredorte.** — Régent en 1716. — Les gages, fixés d'abord à 30 liv., sont portés à 45 liv. en 1729 et à 100 liv. en 1740. Réduits à 30 liv. en 1749, ils sont de nouveau portés à 100 liv. par une ordonnance rendue en 1782.

Caunes (1729-1731). — Laborde (1740-1741). — Cazaban J. (1749). — Hazan C. (1750). — Jouglà (1752). — Bories ou Borios Antoine (1753). — Malric (1753). — Calvairac Antoine (1756-1757). — Boutet Jean-Antoine (1783-1784). — Tort (1784). — Griffe Bernard (1785). — Dupuis (1786-1787).

Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1729, moins 1757.

**Laroque-de-Fa.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1729.

**Laure.** — Régent en 1707. — Les gages sont portés de 60 liv. à 120 liv. en 1749.

Rigaud Gaspard (1716, 1733). — Pomiès Jean (1729-1731, 1739, 1741-1746). — Le P. Alguier, minime et vicaire, (1732, 1734-1738). — Laverie Jean-François, vicaire, (1740). — Aubert (1747). — Pous-senq Jacques (1747-1749). — Achés Pierre (1750-1756). — Pradel François (1757-1758, 1761). — Doumergue Pierre (1759-1760). — Armengau J. (1761-1762, 1764-1766). — Mage Germain (1763). — Audouy Simon (1767-1770, 1773-1775, 1779). — Gleizes Jean-Baptiste (1771). — Taudou Jean-Baptiste (1772). — Tort François 1776-1778). — Richard Hyacinthe (1780-1781). — Bélissen (1782). — Cau Pierre (1783-1787). — Sicard Jean-Baptiste (1787-1788).

Les comptes commencent en 1707 et sont complets depuis 1729.

**Lespinaissière.** — Régent en 1725. — Gages: 150 liv.

Caunes Hyacinthe (1725). — Bosc André (1728-1731). — Moulis, maître écrivain, (1731). — Madrènes Pierre (1732). — Trioullier Antoine (1732). — Brun Guillaume (1733-1735). — Roque Pierre (1735). — Gazel Jean (1736-1737). — Gouzin, prêtre (1738). — Claret Jean (1741-1745). — Guillaumon Joseph (1746-1748, 1751). — Grizel Pierre (1749-1750). — Riols Jean (1751-1755). — Fabre Jean (1756-1757). — Granel Pierre-Louis (1766, 1782-1784). — Combes Louis (1767-1771). — Galinier (1772-1774). — Rimbaud Jean (1776-1780). — Mathieu Antoine (1786). — Sabatier Jean (1788).

Les comptes sont complets depuis 1725, moins 1726.

**Leucate.** — Régent en 1729. — Les gages sont portés de 100 liv. à 150 liv. en 1757.

Boyer Antoine (1729-1735, 1737). — Rogier, curé (1737). — Mirabel (1737). — Lafontan (1746). — Bovis (1747). — Hannuic (1749). — Delrieu Just (1750). — Théron Jean (1751-1753). — Seignourel (1755). — Boyer Jean (1756-1758, 1761-1768). — Roudié (1760). — Azeau Pierre (1769). — Calvet Joseph (1770-1775, 1778-1783). — Borel Simon (1776-1777). — Boyer Jean-Antoine (1785-1788).

Régente en 1736. — Gages: 50 liv.

Saint-Martin Marie-Jeanne (1737-1761).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729.

**Lézignan.** — Régent en 1680. — Les gages, fixés à 12 liv. en 1680, sont portés à 80 liv. en 1711 (1).

Amalric (1705). — Calvet (1724). — Benazet (1729-1732). — Trioullier (1732). — Cornet Jean (1733). — Gout Pierre (1733). — Barrière Barthélemy (1734-1735). — Espiaut Etienne (1736-1741). — Diriard (1742). — Madrènes Pierre (1743-1745, 1755-1762). — Blaze (1746-1750). — Molinier (1751-1752). — Avez (1763-1764). — Comignan (1765). — Souchon (1767-1769). — Berger (1769). — Taudou (1770-1771). — Surbésy Esprit (1772-1774). — Martinole Jean-Louis (1776). — Aymard (1777-1788).

---

(1) Le régent percevait en fait 92 liv., mais sur cette somme 12 liv. étaient destinées au loyer de la maison d'école. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le régent percevait 88 liv. comme greffier consulaire.

Régente en 1680. — Les gages, fixés à 12 liv. en 1680, sont portés à 20 liv. en 1711.

George Marie, veuve Chambert, (1729-1736). — Mazard Elisa, veuve Barthés (1740-1765). — Barthés Marie (1766-1784). — Montahuc Jeanne, veuve Taudou, (1784-1786). — Barthés Brigitte (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1705, moins 1715, 1719, 1721-1723 et 1725.

**Luc.** — Régent en 1729 (1). — Les gages sont fixés à 50 liv. par une ordonnance du 27 janvier 1725.

Lacaze (1729-1732). — Norman (1733-1738). — Tarbouriech Paul ou Etienne (1739-1742, 1749, 1751). — Trompette Claude (1752-1753). — Bouffard Joseph (1755, 1758-1760). — Cabanes François (1756). — Comignan (1761-1762, 1767). — Barthe (1763). — Rivel (1764-1765). — Monceret (1766, 1776-1780). — Bosquet (1770). — Doumergue Pierre (1772). — Robert Paul (1773). — Aliman Pierre (1774). — Murat Michel (1781-1783). — Martin Jean (1784-1788).

Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1716.

**Mailhac.** — Régent en 1729. — Les gages, fixés à 60 liv. en 1729, sont portés à 100 liv. en 1770.

Lourtal (1729-1730). — Chamant Jean (1731). — Guilhemou Joseph (1732-1736, 1741-1748). — Malaval (1737). — Alquié François (1738-1739). — Latranchée François (1740). — Saissset (1749-1750). — Pontet J. (1751). — Montagne (1753-1756). — Bosc Joseph (1757-1766, 1769-1770). — Briussel (1767). — Viven Joseph (1768). — Decazis Vincent (1768). — Vallier (1770). — Guilhaumon Jacques (1772-1788). — Montagne Jean-Pierre (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Maironnes.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1714 et sont complets depuis 1729, moins 1771 et 1781.

**Maisons.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1747 et 1771.

---

(1) L'*Inventaire des archives communales de Cuzac* (p. 166) mentionne un régent à Luc en 1664.

**Marcorignan.** — Régent en 1725. — Les gages sont fixés à 60 liv. par une ordonnance de 1723 permettant « d'imposer 60 liv. « pour les gages d'un régent et d'une régente » (1).

Combes Jean (1725, 1737-1742). — Pagés (1728-1730). — Chamant Jean (1732). — Fil Jean (1732). — Lacaze (1732-1736). — Combes Guillaume (1743-1752). — Bouffard Joseph (1752). — Guillaumon Jean-Louis (1753). — Aliman (1755). — Audouy Simon (1755-1756). — Rome (1756-1757). — Lacaze Jean-François (1757-1761, 1766-1767, 1770, 1775-1776). — Bardierre Jacques (1762-1763). — Olivié (1764). — Robert (1765). — Pailhoux (1767-1769). — M. le curé (1769). — Nègre (1772-1774). — Hue Joseph (1777). — Castan Jean-Pierre-Honoré (1779). — Blanchet Jean (1780-1782). — Barral d'Alphonse (1783). — Battle Antoine, clerc tonsuré (1784). — Marron (1786-1787). — Lanquine (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1767 et 1771.

**Massac.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Mirepeisset.** — Régent en 1680. — Les gages, fixés à 20 liv. en 1680, sont portés à 72 liv. en 1713 et à 100 liv. en 1774.

Cassan Pierre (1705-1706). — Picarel (1713). — Vieu Joseph (1722, 1726). — Vidal (1728). — Rouquette, prêtre, (1730). — Castanet ou Castaing (1730). — Rivière Dominique, dit frère Dominique, ermite, (1731-1733). — Roque Joseph (1735). — Viven Jean-Pierre (1735-1737, 1742-1743, 1755-1756). — Pagés Hyacinthe (1740-1741). — Juéry Joseph (1744-1746). — Romieu (1747). — Pontet Joseph (1748-1751). — Tesquier Paul (1762). — Latranchée François (1765, 1770). — Fontès (1766). — Lasserre-Tastavin (1767-1768). — Trébois Thomas (1772-1773, 1783-1785). — Roque Barthélemy (1774). — Loubière François (1775-1776). — Montagne Jean-Pierre (1777-1782). — Cabrol (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Montbrun.** — Régent en 1749. — Gages : 90 liv.

Sèbe Antoine (1749-1750). — Nègre Jacques (1752-1753, 1757,

(1) Il n'y a jamais eu de régente et les 60 liv. ont été attribuées au régent.

1764-1766). — Fadeuilhe Jean-Vincent, diacre, (1758). — Reverdy Pierre (1759). — Clavel (1760-1761): — Roques Jean (1762). — Torte Joseph (1763). — Raynaud Germain (1767-1773). — Aliman Antoine (1774). — Domergue Antoine (1775-1777). — Roger Barthélemy (1778-1779). — Lapie Jean (1780, 1787-1788). — Boutet Jean-Antoine (1781). — Jaubail Pierre (1782-1783). — Cantaloube (1784-1786).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1728, moins 1733-1737, 1748 et 1771.

**Montels.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets de 1716 à 1733, moins 1726-1728. Ils manquent de 1734 à 1749 inclusivement et la série est complète de 1750 à 1788, moins 1771

**Montgaillard.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Montjoi.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1708 et sont complets depuis 1728, moins 1733, 1734 et 1771.

**Montredon.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1728, moins 1771 et 1779.

**Montségret et Saint-André-de-Roquelongue.** — Régent en 1714. — Les gages, fixés d'abord à 50 liv., sont portés à 60 liv. en 1747.

Norman (1729-1732, 1739). — Roussel (1733). — Boyer Antoine (1734). — Jaubail Pierre (1735-1736). — Richard (1736-1737). — Tarbouriech (1738). — Mercier (1743). — Carles (1744). — Salomon (1745-1761, 1775-1779). — Cassan Gabriel (1762-1763, 1766, 1768). — Ribezauts François (1764-1765, 1772-1774). — Aliman (1770). — Domergue Antoine (1780-1781). — Darnaud Jean-Paul (1782-1783). — Morand J.-J. (1785-1786). — Guiraud (1787-1788).

Les comptes sont complets depuis 1714, moins 1717, 1721, 1726, 1727 et 1771.

**Moussan.** — Régent en 1729. — Les gages, fixés à 40 liv., sont portés à 100 liv. en 1739. De 1740 à 1749 ils retombent à 60 liv. et à 40 liv. à partir de 1750.



Simon Antoine (1729-1730, 1738-1744). — Pagès (1731-1732). — Tarbouriech Pierre (1733). — Fil Jean (1735, 1742). — Frère Belmontet Michel (1736-1737). — Combes Jean (1743-1747). — Orlé Michel (1747-1748). — Jouglà Antoine (1749). — Malric Joseph (1750-1757). — Fontès Jean (1759-1760). — Blaquièrre François (1761). — Bedos Jacques (1762). — Terral Thomas (1763-1767). — Rochefort (1767-1768). — Trémollières François (1769-1788) (1).

Régente en 1729. — Gages : 20 liv.

Terrisse Marie (1729-1730). — Hortalà Anne (1731-1735). — Lapierre Marie-Rose (1736-1737, 1755-1757). — Simon-Bouisset Marie (1781-1785).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1771 et 1780.

**Mouthoumet.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1701, moins 1703, 1706, 1707, 1715, 1718, 1747, 1771 et 1787.

**Moux.** — Régent en 1730. — Les gages sont portés de 36 liv. à 75 liv. en 1735. Comme greffier consulaire le régent percevait 25 liv.

Couchois (1730-1731). — Pie (1732). — Rech (1733). — Eynier Louis (1736). — Decazis (1737). — Claret Jean (1739). — Cardonnel Paul (1740-1742). — Poussenq Jacques (1743, 1745-1746). — Estorc (1744). — Boire Bernard (1747, 1752-1753). — Mas Jean (1748-1750). — Bouffard Joseph (1751). — Gamel (1755-1756). — Huc Alexis (1757-1761, 1772). — Clavel (1762-1763). — Torte Joseph (1764-1765). — Huc André (1766-1768). — Surbésy Jean (1769-1770). — Blanchet Jean (1773-1776). — Vallès Jean-Baptiste (1777). — Dupont Jean (1778-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1771.

**Névian.** — Régent en 1704. — Les gages, fixés à 50 liv., sont portés à 100 liv. en 1786.

Rogier (1704). — Frézouls Louis (1715). — Tarboriech (1715-1716, 1726). — Roy (1718, 1721). — Tournissan Simon (1730-1731).

---

(1) Comme greffier consulaire il percevait 40 liv.

— Audouy (1732). — Canac (1733-1736). — Lacaze Jean-François (1737-1744, 1777). — Ribezauts François (1746-1748, 1776-1778). — Molinier Jean (1730). — Aliman (1732-1733). — Robert Paul (1733-1761, 1769-1772). — Torte Joseph (1762). — Paul Jean-Baptiste (1763-1768, 1773). — Grimaud Pierre (1775, 1779). — Rivière Pierre (1780-1783). — Pradel Félix (1784-1787). — Surbesy Esprit (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1702, moins 1703, 1703, 1706, 1708, 1711, 1712, 1714, 1717, 1720, 1722, 1725, 1727 et 1771.

**Nissan.** — Régent en 1680. — Gages : 60 liv. — De 1705 à 1729 les gages du régent sont variables : 125, 90, 100 ou 150 liv. Depuis 1729 ils restent fixés à 150 liv. Comme greffier consulaire le régent perçoit 70 liv. de 1755 à 1781.

Donnadieu, vicaire, (1709, 1711, 1720, 1737-1738). — Coural (1729). — Phelypeaux (1733). — Masmejan (1733, 1747, 1784). — Diriard (1733-1735). — Fajolle J. (1735). — Combes, précepteur, (1736-1737). — Boyer (1738-1739). — Pairé, tonsuré, (1739). — Cabrol (1740). — Lacombe (1740). — Gautier, curé, (1740-1741, 1747). — Anduze Louis (1741-1744). — Jouglà (1745-1746). — Fraissé (1747). — Théron (1748). — Caubère (1749-1753). — Bernadon Claude (1755-1781). — Panabosc (1782). — Cantaloube (1782). — Fazy (1784-1786). — Fabre (1787). — Delalonde (1788). — Melleret (1788). — Saignes (1788).

Régente en 1726. — Les gages sont portés de 60 liv. à 100 liv. en 1729.

Sèbe Jeanne (1726, 1735-1740, 1743-1758). — Fourès Claire (1733-1735). — Gambier Marianne (1741-1742). — Rousse (1758). — Valentin (1758-1779). — Payre Marie (1779-1780). — Jamme Claire (1781-1782). — Béral (1782-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1709, moins 1710, 1712, 1717, 1722, 1725, 1728, 1730, 1731 et 1771.

**Ornaisons.** — Régent en 1723. — Les gages, fixés à 50 liv., sont portés à 75 liv. en 1776.

Fontanel (1740). — Lacaze (1749, 1756). — Mignard Jean (1760). — Trompette (1764). — Cassan Gabriel (1769-1770). — Aliman Antoine (1772). — Aymard (1774-1776). — Robert Paul (1777). — Blanchet Jean (1778-1779). — Martin Antoine (1780, 1782-1783).

— Vallès Jean-Baptiste (1784). — Escloupié Jean (1785-1788).  
— Clerc Jean (1788).

Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1723, moins 1725, 1732, 1735-1737 et 1771.

**Ouveillan.** — Régent en 1596. — Gages : 100 liv.

Jaubail Guillaume (1706, 1711, 1736-1738). — Portal (1709). — Juéry (1714). — Loys (1715-1720). — Gallinier Pierre (1724, 1733-1735). — Decazis (1727-1728). — De Lisle (1729). — Lacombe Jean (1729-1730). — Séguy Jean, tonsuré, (1730-1731). — Salamon Barthélemy (1731-1732). — Bertrand, prêtre, (1732). — Bernard (1735). — Viven Jean-Pierre (1739-1741, 1753). — Latranchée François (1742-1752). — Caubère Marc-Antoine (1753). — Figeac (1755). — M<sup>e</sup> Médan Joseph, diacre, (1755). — Bouffard Joseph (1757). — Navarre Jean-Pierre (1757-1758). — Bedos (1759-1761). — Guilhaumon Jean-Louis (1762). — Galinier Jean (1763-1764). — Tesquier Paul (1763). — Bardierre Jacques (1764-1767). — Bégue Charles (1768). — Lasserre-Tastavin André (1768-1770, 1778, 1785). — Tastavin Bernard (1772-1777). — George Louis (1778). — Decazis (1779-1780). — Loys (1782-1787). — Planès (1788).

Régente en 1678. — Gages : 50 liv.

Azéma Louise (1678). — Plagès Marie (1678). — Loys (1715-1720). — Brugadier (1724, 1727-1728). — Veuve Chevalier (1732). — Astrugue (1733). — Vernet Catherine (1749-1767). — De Lautrec Anne (1768-1778). — Guiraud Anne (1780). — Rivière Antoinette (1782-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1706, moins 1771.

**Padern.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1709 et sont complets depuis 1740, moins 1783.

**Palairac.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1704, avec de nombreuses lacunes jusqu'en 1739; ils sont complets depuis 1740, moins 1774 et 1783.

**Paraza.** — Régent en 1725. — Gages : 60 liv. Le crédit, réduit à 30 liv. en 1755, est reporté à 60 liv. en 1762.

Espiaut Etienne (1742-1743). — Taffanel François-André (1746-

1733). — Genesty (1761-1763). — Aliman (1764). — Guilhaumon (1763-1768). — Nègre (1769-1770). — Boutet Jean (1771-1772). — Robert Jean-Antoine (1773-1786). — Balmes Jean-Baptiste (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1750 et 1783.

**Paziols.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1728 et sont complets depuis 1740, moins 1749 et 1783.

**Pépieux.** — Régent en 1709. — Gages : 100 liv.

Laborde Joseph (1740). — Lavit André (1742). — Violes Raymond (1746-1749). — Bosc Joseph (1750). — Graulou Jean (1753-1756). — Blanc Pierre (1758-1759). — Riols Jean (1759-1760). — Guibal Jean-Baptiste (1761-1763). — Tort (1766-1767). — Madrènes (1768). — Augères Roch-François (1768-1773). — Violes Jean (1774-1777). — Bouffard Jean (1778-1781). — Amalric (1781-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1783.

**Peyriac-de-Mer.** — Régent en 1680. — Gages : 30 liv. Les gages sont portés à 60 liv. en 1709.

Bauguil François (1681-1687). — Rivière (1709-1710). — Cauvy Pierre, vicaire, (1711-1715). — Lacaze (1716-1719). — Novy (1740). — Lignion (1743-1746, 1764). — Salomon (1749-1759, 1765). — Bardierre Jacques (1760-1761). — Aliman (1767-1768). — Darnaud B. (1770, 1777-1779). — Cassan Gabriel (1771-1776). — Rous Laurent (1784-1786). — Chaffard (1787). — Astruc (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets de 1700 à 1721, moins 1703, 1705 et 1715. — La série est interrompue jusqu'en 1736 et elle est complète à partir de cette date, moins 1745 et 1783.

**Peyriac-Minervois.** — Régent en 1723. — Les gages, fixés d'abord à 30 liv., sont portés à 60 liv. en 1749. — Le régent percevait en outre 60 liv. quand il remplissait les fonctions de greffier consulaire.

Campels Etienne (1723-1729). — Boyer François (1730-1731). — Riols (1733). — Cardonel Jean (1733, 1741-1742). — Hazard Henri

(1737-1739). — Tournadre Michel (1739-1741). — Laborde Joseph (1743-1743, 1747). — Tort Marc (1746, 1748). — Brun Guillaume (1749). — Doumergue Pierre (1750-1751, 1756-1758). — Galinier Jean (1753, 1759-1760, 1771). — Raynal Louis (1755). — Mestre Jean (1761-1766, 1769-1770). — Berger Jean (1767-1768, 1772-1788).

Régente en 1723. — Les gages, fixés à 10 liv., sont portés à 40 liv. en 1749.

Chastanet (1723-1725). — Boyer Marie-Anne, fille de Boyer François (1729-1733). — Veuve Dubosq (1735). — Ouradou Marie (1740-1742). — Lugat Bertrande (1747-1748). — Izard Jeanne (1748-1750). — Espezel Jeanne (1751). — Rességuier Marie (1753-1756). — Picard Claire (1757). — Tort Marie (1758-1759). — Mas Jeanne (1760-1761). — Mestre Suzon (1762-1763, 1766-1768). — Aviény-R. Marie (1764-1765). — Gazel Marguerite (1769-1781). — Habram-Azalbert Simone (1782-1788).

Les comptes sont complets depuis 1723, moins 1726, 1727, 1736, 1741, 1745, 1755, 1776 et 1783.

**Poillhes.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1783.

**Portel.** — Régent en 1746. — Gages: 70 liv.

Mercier (1746-1747). — Augé Raymond (1748-1751, 1773-1779). — Darnaud (1753-1755, 1767-1768). — Aliman (1756, 1765-1766). — Seignourel Louis (1759-1764). — Ribezautes François (1769-1771). — Guibaud Jean (1772). — Huc André (1780-1781). — Jourda Pierre (1782). — Sicard (1784). — Viguiet François (1785). — Bonnes Jacques (1786). — D'Arnaud (1788).

Régente en 1746. — Gages: 30 liv.

Mercier Anne (1746-1747). — Darnaud (1753). — Bastide Catherine (1757-1758, 1760-1766). — Péguilhou Claire (1759). — Teisset Paule (1767-1776). — Arnaud Marguerite (1778). — Béral Marianne (1779-1780). — Jourda Françoise (1782, 1788). — Parisienne Marianne, veuve Sicard (1784-1786).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1783.

**Pouzols.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1728, moins 1783.



**Puisserguier.** — Régent en 1619. — Les gages, fixés d'abord à 24 liv., sont portés à 50 liv. en 1709 et à 120 liv. en 1763.

Durosoy Eloi, docteur en la sainte théologie de la Faculté de Paris, (1619). — Cancel (1719). — Trézie François (1729-1736, 1738-1744). — Castan Jean (1737-1738, 1745-1749, 1755, 1758-1766). — Azémar Jean-François (1738). — Garriguenc (1738). — Masson (1749). — Bedos Jacques (1750). — Bayez Jean-Louis (1750-1753). — Bardierre Jacques (1756-1757). — Torte (1767-1771). — Guilhaumon Joseph (1772-1775). — Astruc (1776-1778). — Loup (1779-1788) (1).

Régente en 1709. — Les gages sont portés de 30 liv. à 60 liv. en 1763. Par exception en 1733 la régente perçoit 48 liv.

Fraissé Anne (1719). — Crouzet Marie, veuve Fages, (1729-1730, 1739-1763. — Rouat Elisabeth, veuve Théron, (1731). — Sizelles Marianne (1733). — Auger Elisabeth (1763-1764). — Bailly Reine (1765-1771, 1782-1787). — Mir Marie-Thérèse (1773). — Estimbre Françoise (1774-1775). — Caranove (1776-1781). — Béral Anne (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1709, moins 1714, 1723, 1724 et 1783.

**Quarante.** — Régent en 1729. — Gages : 100 liv.

Decazis Vincent (1729-1735, 1743, 1753-1767). — Anduze Louis (1736-1740). — Negre (1742). — Dubuc Jean (1743). — Viven Jean-Pierre (1744-1752). — Cambon Pierre (1767-1773). — Gabriac Valentin (1774). — Guilhaumon (1774). — Boutet (1775-1777). — Boudènes (1777-1778). — Malric Joseph (1779-1780). — Decazis (1781-1782, 1787-1788). — Brioussel Pierre (1784-1786).

Régente en 1729. — Gages : 60 liv.

Brugadier Marie (1729-1735). — Rous Marie (1735-1772). — Estimbre Françoise (1772, 1788). — Valentin (1774). — Brioussel Anne (1775, 1782). — Cassan-Boutet (1776, 1779-1782). — Pagès Jeanne (1777-1778). — Béral (1786).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1783.

**Quintillan.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1783.

---

(1) Le s<sup>r</sup> Loup percevait 57 liv. comme greffier consulaire.

**Raissac.** — Régent en 1769. — Gages : 75 liv.

Huc André (1769-1775). — Bouffard Jean (1776, 1786). — Castan Jean-Pierre-Honoré (1776). — Garric Pierre (1777-1781). — Domergue Antoine (1782). — Bernadon Jean-Gabriel (1784). — Lanquine (1787).

Les comptes sont complets depuis 1730, moins 1783.

**Ribaute.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1733 et 1783.

**Rieux-Minervoïs** (1). — Régent en 1680. — Les gages, fixés à 24 liv. en 1680, sont portés à 400 liv. en 1729.

Jalabert Pierre (1729-1747). — Laborde Joseph (1748-1753). — Vincent Barthélemy (1755-1760). — Galinier (1761-1770). — Armengau Jean (1772). — Viven Joseph (1773-1774). — Manhaval Pierre (1775-1783). — Azalbert François (1784-1787). — Calvière Mathieu (1788).

Régente en 1729. — Gages : 50 liv.

Chamans-Laurey Françoise (1729-1742). — Ouradou Marie (1743-1753, 1756-1760, 1763-1765). — Gaubert Anne (1755, 1761, 1766-1767). — Mas Jeanne (1762). — Veuve Trébons (1768). — Veuve Bessière (1770). — Viven Marianne (1772-1773). — Rambaud Viette (1774-1786). — Valette Marguerite (1787-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1737 et 1771.

**Roquecourbe.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1732, 1733, 1738 et 1783.

**Roquefort-des-Corbières.** — Régent en 1772. — Gages : 50 liv.

Bouchard (1772). — Bosc Marc (1773-1774). — Rivel Joseph (1775-1777, 1780). — Boyer Antoine (1778). — Gamel Jean-Fleury (1779). — Pla Simon (1787).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1783.

**Roubia.** — Régent en 1750. — Gages : 100 liv.

Teyseyre (1751-1752). — Bouffard (1753). — Guilhaumon

Joseph (1755-1760). — Pujol (1761-1766). — Mercier (1767). — Bosc Joseph (1768). — Latranchée François (1769). — Robert Jean-Antoine (1770-1772). — Armengau Jean (1773). — Migeane (1774). — Calas Henry (1776). — Castan Jean-Pierre-Honoré (1777). — Poulhariès (1778). — Domergue Antoine (1779). — Lacaze (1780-1782). — Surbesy (1782-1783). — Maury Jean-Pierre (1786-1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1783.

**Rouffiac.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1729, moins 1762 et 1783.

**Saint-Jean-de-Barrou.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1720 et sont complets depuis 1728, moins 1782.

**Saint-Laurent-de-la-Cabrerisse.** — Régent en 1770. — Gages : 100 liv.

Tort François (1770, 1782). — Lignières Jean-Antoine (1771). — Gamel Jean-Fleury (1772-1774). — Aliman Antoine (1775-1776). — Martin Jean (1777, 1779-1781). — Chayx Thomas (1778). — Escaré Antoine (1784-1788).

Les comptes commencent en 1704 et sont complets depuis 1728.

**Saint-Marcel.** — Régent en 1717. — Les gages, fixés d'abord à 60 liv., sont portés à 90 liv. en 1749.

Jaubail (1717). — Mirabel Joseph (1730-1732). — Alauzet (1734). — Salomon Etienne (1739). — Gleizes Jean-Baptiste (1742). — Sébe (1742). — Jouglas Antoine (1743, 1747-1748). — Espiaut (1744-1745). — Romieu (1746). — Cabrol (1749-1750). — Bardierre Jacques (1755). — Latranchée François (1756). — Aliman (1757-1763). — Loubière (1764, 1770-1772). — Lognos Laurent (1765, 1781-1786). — Robert Paul (1766-1768). — Bos François-Joseph (1768-1769). — Cabanes François (1773). — Berthomieu Paul (1773-1774). — Huc (1775-1778). — Fabre (1779-1780). — Magnié (1787).

Régente en 1724. — Gages : 30 liv.

Manse-Jouin Elisabeth (1729-1747). — Calliat (1750-1751). — Rey Rose (1755). — Latranchée Isabeau (1756). — Aliman (1757-1763). — Loubière-Brunet Marianne (1764, 1771-1772). — Robert

(1766). — Fabre Catherine (1767-1768). — Bos (1768-1769). — Bru Elisa (1770). — Cabanes (1773). — Huc Marie (1775-1778). — Fabre (1779). — Lognos (1781-1786). — Magnié (1787).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729.

**Saint-Martin-des-Puits.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1703 et sont complets depuis 1713, moins 1718, 1722, 1737 et 1742.

**Saint-Nazaire.** — Régent en 1729. — Les gages, fixés d'abord à 40 liv., sont portés à 100 liv. en 1775.

Fabre Antoine (1729). — Guiraud Nicolas (1730-1731, 1750-1752). — Arnaud Louis (1731-1732). — Bédrynes (1734-1737). — Fil Jean (1737, 1741). — Viven Jean-Pierre (1738). — Salomon Etienne (1740). — Bedos (1748). — Latranchée François (1752-1753, 1757-1758, 1766). — Bouffard Jean-Joseph (1756). — Guilhaumon Jean-Louis (1761). — Lognos Laurent (1) (1763-1764, 1775-1778). — Auriol (1767). — Vallier (1771). — Roque Barthélemy (1772-1773, 1786). — Lasserre-Tastavin (1779). — Salières A. (1787). — Garric Pierre (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1733.

Régente en 1730 seulement. — Gages : 20 liv.

Guiraud Marie.

**Saint-Pierre-des-Champs.** — Régent en 1771. — Gages : 75 liv.

Bourrel François (1771-1772). — Icard Jean (1773-1774, 1776-1777). — Aliman (1775). — Cambon (1778). — Massip Joseph (1779). — Martinole Jean-Louis (1780). — Tort (1783). — Soucaille Jean (1784).

Les comptes commencent en 1713 et sont complets depuis 1727.

**Sainte-Valière.** — Régent en 1737. — Gages : 60 liv. — Les comptes ne font plus mention du régent jusqu'en 1773, et à cette époque les gages sont fixés à 75 liv.

Montagne Pierre (1773-1778). — Dupuis (1779-1781). — Cabrol (1782-1784). — Montagne Gabriel (1787-1788).

---

(1) Les gages de ce régent furent portés à 120 liv. de 1776 à 1778.

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1730, moins 1739.

**Sallèles.** — Régent en 1680. — Les gages, fixés à 60 liv. par une ordonnance du 8 mai 1723, sont portés à 100 liv. en 1782.

Decasses (1680). — Guiraud Nicolas (1729). — Roy Jean (1730-1762, 1767). — Sabatié (1764). — Vié Jean (1767). — Lognos Laurent (1768-1774, 1779-1780, 1787-1788). — Bedos (1775). — Soulé (1776-1777). — Faure (1777-1778). — Bouffard Jean (1781). — Rous Laurent (1782, 1786). — Lasserre-Tastavin André (1783-1784). — Marron Pierre (1785). — Salières R. (1786). — Loys (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1706.

**Salles-d'Aude.** — Régent en 1706. — Les gages fixés d'abord à 400 liv. sont portés à 450 liv. en 1749 (1).

Lautier Jacques (1710-1711, 1723, 1728-1731, 1737-1741). — Anduze Louis (1732-1735). — Tarboriech Pierre (1736). — Briussel Dominique (1747-1769). — Azam Guillaume (1769-1772). — Jallabert Jean-Jacques (1773-1778). — Durenne (1779). — Astruc Etienne (1781-1783). — Malaterre (1785-1787). — Combal (1788).

Régente en 1706. — Les gages sont portés de 45 liv. à 75 liv. en 1749.

Barthe Catherine (1710-1711, 1723, 1728-1729, 1731-1733). — Dufour Marie (1747-1748). — Cambaud Marie (1750-1759). — Marcou Marianne (1760-1762). — Briussel Marianne (1763-1769).

Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1719, moins 1724-1726.

**Salza.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1708 et sont complets depuis 1731, moins 1773.

**Sigean.** — Régent en 1721. — Les gages, fixés d'abord à 75 liv., sont portés à 150 liv. en 1772.

Ricard, prêtre, (1721). — Lafargue B. (1729). — Jué Joseph (1732-1740, 1755, 1758, 1764-1765, 1768-1769). — Decazis (1741-1742). — Seignourel Louis (1743-1752, 1771-1775). — Lasserre-

---

(1) Comme greffier consulaire, le régent perçoit, suivant les époques, 25, 35 ou 43 liv.



**Tastavin** (1766). — **Espinasse** (1767). — **Mercier** (1769). — **Maurice**, sergent des invalides à Collioure, (1770). — **Guibaud** (1773). — **Campagnac Pierre** (1782-1783, 1787-1788. — **Astruc Etienne** (1784-1785).

Régente en 1721. — Gages : 75 liv.

**Boudou** (1729-1741). — **Sizelles Marianne** (1741-1752). — **Béral Marianne** (1770-1775). — **Veuve Laforgue** (1777-1784). — **Labruno Marie-Claire**, épouse Saint Michel, (1785-1787). — **Mercier Marie-Anne**, épouse Poitevin, (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729.

**Soulatge**. — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1703 et sont complets depuis 1729.

**Talairan**. — Régent en 1724 et 1725. — Gages : 30 liv. — Les comptes ne font plus mention du régent jusqu'en 1777, et à cette époque les gages sont fixés à 100 liv.

**Bauvil** (1724). — **Madrènes** (1725). — **Cambon Georges** (1777). — **Fourié Antoine** (1778-1788).

Les comptes commencent en 1708 et sont complets depuis 1740.

**Termes**. — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1718 et sont complets depuis 1722, moins 1726.

**Thézan**. — Régent en 1729. — Gages : 50 liv. — A partir de 1734, les comptes ne font plus mention d'un régent jusqu'en 1783, et à cette époque les gages sont fixés à 75 liv.

**De Robert** (1729). — **Blanc Guillaume** (1734). — **Gamel Jean-Fleury** (1783). — **Salvat Guillaume-Paul** (1784-1788).

Les comptes commencent en 1706 et sont complets depuis 1729.

**Tournissan**. — Régent en 1768. — Gages : 75 liv.

**Rouch Jean-Baptiste** (1768-1770). — **Mercier Louis** (1770-1771). — **Roux Louis** (1773). — **Lenfant Pierre** (1774-1775). — **Cambon Georges** (1779). — **Gamel Jean-Fleury** (1780-1781). — **Serres Pierre** (1782). — **Cambriels Paul** (1783). — **Soucaille** (1785). — **Fontane** (1788).

Les comptes commencent en 1705 et sont complets depuis 1729, moins 1731.

**Tourouzelles.** — Régent en 1731. — Gages : 60 liv. (1).

Jaubail (1731-1734, 1746-1751, 1780-1781). — Nègre (1734-1736, 1738-1739). — Fil Jean (1736-1737). — Barrière (1739-1740). — Pagès (1741). — Bonda Jean-Baptiste (1741). — Alquié François (1742-1743). — Dufaur (1744). — Cardonel (1744-1745). — Lacaze (1752). — Cabanes François (1753). — Darnaudy Pierre (1756-1759, 1768). — Reverdy Bernard (1760). — Latranchée François (1761-1763). — Madrènes (1764-1767). — Armengau Jean (1769-1770). — Bouisset Antoine (1771-1772). — Surbesy (1774, 1777-1778). — Garric Pierre (1775, 1783-1787). — Nombel Jean-Baptiste (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1728.

**Trausse.** — Régent en 1727. — Les gages sont portés de 20 liv. à 40 liv. en 1747.

Tailhades Paul (1728-1730). — Chabbert François (1731-1735, 1739-1746). — Laborde (1736-1738). — Maurel (1747-1752, 1779). — Rouanet Jean-Antoine (1753). — Gallinier Jean (1753-1758, 1775-1778). — Cavailhès Thomas (1759-1765, 1769-1774). — Taudou Jean-Baptiste (1767-1768, 1780-1781). — Bec Barthélemy (1782-1783). — Domergue Antoine (1784). — Enjalbert (1787). — Areizel Joseph (1788).

Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1727.

**Treilles.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1750.

**Truilhas.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1706, moins 1714-1716, 1719, 1723, 1727, 1728 et 1776.

**Tuchan.** — Régent en 1759. — Gages : 90 liv. — Par exception les gages furent portés à 150 liv. en 1760.

Balla, abbé minoré, (1759-1766). — Clavel (1767-1770). — Penariès Jean (1771). — Rogier Jean (1771, 1775, 1777). — Gouttes (1776). — Boussaguet (1778-1779). — Rolland, curé de Ségure, (1780). — Huc (1781). — Seignourel (1782). — Bertrand Antoine (1782-1788).

---

(1) Comme greffier consulaire le régent perçoit 35 liv.

Les comptes sont complets depuis 1726, moins 1728.

**Valmigère.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1722 et sont complets depuis 1728, moins 1729 et 1763.

**Védilhan.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1682 et sont complets jusqu'en 1723, moins 1684, 1685 et 1688; ils manquent de 1724 à 1730 et sont complets depuis 1731.

**Ventenac.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets de 1706 à 1720, moins 1714 et 1719; ils manquent de 1720 à 1728 et sont complets depuis 1729, moins 1745.

**Vignevieille.** — Pas de régent. — Les comptes sont complets depuis 1705, moins 1706, 1729, 1736 et 1737.

**Villa-des-Ports (le).** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740, moins 1744.

**Villedaigne.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1740.

**Villeneuve-les-Chanoines.** — Régent en 1729. — Gages : 150 liv.

Chabert (1729-1730). — Barthas François (1731, 1745-1747). — Tort Barthélemy (1734-1735). — Azémar (1739-1740). — Diriard (1743-1744). — Gout Pierre (1748). — Gleizes Jean-Baptiste (1749-1750). — Dubois Jean (1761). — Sicard Léon (1763-1767). — Tort Marc-Antoine (1768-1770). — Calvière Mathieu (1771-1781). — Caffort Barthélemy (1782-1783). — Bel François (1784). — Rouanet Jean-Antoine (1785). — Tort François (1788).

Les comptes commencent en 1722 et sont complets depuis 1729, moins 1762.

**Villerouge.** — Régent en 1705. — Les gages, fixés d'abord à 30 liv., sont portés à 80 liv. en 1740 et à 100 liv. en 1773.

Rivière (1707, 1714). — Bauguil (1711). — Montgaillard (1727). — Guilhard Mathieu (1740). — Penariès Jean (1773-1780, 1784-

1788). — Calvairac Urbain (1781). — Desplas Germain (1782-1783).

Les comptes commencent en 1703 et sont complets depuis 1724, moins 1726, 1729, 1730 et 1775.

**Villesèque.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1729, moins 1732 et 1763.

**Vinassan.** — Pas de régent. — Les comptes commencent en 1680 et sont complets depuis 1727.

# LA CATHÉDRALE SAINT-JUST

---

## INTRODUCTION

Nous commençons aujourd'hui la publication d'un travail dont plusieurs extraits ont été imprimés dans ce Bulletin. Ce n'est pas un ouvrage, ce n'est pas une histoire de Saint-Just, mais un simple guide que nous avons voulu écrire, et nous avons cherché à suppléer à l'insuffisance des monographies qui ont déjà paru et qui ne donnent qu'une idée fort incomplète du monument. Nombreux certes sont les écrivains qui se sont occupés de notre cathédrale, parmi lesquels nous citerons J. Taylor, Ch. Nodier et Alphonse de Cailleux (1), Aubin-Louis Millin (2); que reste-t-il dans l'esprit alors qu'on les a lus? Il y a quelques années, un de nos compatriotes, que sa modestie empêchait de livrer son nom au public, publiait une monographie

---

(1) *Voyages pittoresques et romantiques dans l'ancienne France.*

(2) *Voyage dans les départements du midi de la France*, t. IV, c. CXIX.



qui, bien que courte, est assez substantielle (1). Il nous a semblé toutefois que ces études étaient trop rapides pour donner satisfaction à ceux qui désireraient connaître notre cathédrale dans ses détails et que ne sauraient contenter quelques lignes sèches comme un procès-verbal ; le passé glorieux de Saint-Just vaut mieux que les trente lignes que lui consacre l'abbé Migne (2), et que l'on n'excuse que parce qu'elles se rattachent à une nomenclature déjà considérable.

Cédant à la séduction qu'exerçait sur notre imagination et notre cœur la vieille cathédrale, nous l'avons étudiée avec amour et nous avons essayé de faire profiter le public de nos études et de nos recherches. Nous disons à la vérité des choses qui ont été dites avant nous ; n'y sommes-nous pas forcé, et, dans un travail que nous tâchons de rendre aussi complet que possible, nous pardonnerait-on si nous nous contentions de renvoyer toujours le lecteur à tel ou tel document important sous prétexte qu'il a été publié ? Nous excuserait-on, par exemple, si nous citions seulement la pierre de Rustique, sous prétexte qu'elle est assez connue du monde savant ? N'est-il pas plus sage de s'exposer à des redites, si ces redites permettent au lecteur de trouver réunis en un seul corps tous les documents qui se rapportent au sujet et qu'il ne trouverait qu'à grand'peine disséminés et répandus dans tous les ouvrages, dans toutes les archives et les vieux papiers dont nous avons secoué la poussière ?

---

(1) *Monographie de l'église Saint-Just de Narbonne*, Narbonne, Cail-  
lard, 1884. L'auteur est M. Félix Pradel, ancien membre du conseil de  
fabrique de la cathédrale.

(2) *Dictionnaire d'archéologie sacrée*, 1, v<sup>o</sup> *Cathédrale*, col. 835.

Puisse notre travail faire aimer un peu cette cathédrale qui pendant longtemps resta dédaignée, dépourvue de toute réparation, et pour la conservation de laquelle nous poussâmes maintes fois un cri d'alarme ! La décision qui a classé la cathédrale Saint-Just parmi les monuments historiques a imposé à l'État et à certaines personnes morales, telles que le conseil de fabrique, le département et la municipalité, l'obligation de veiller à sa conservation et à son entretien. Cette obligation a-t-elle toujours été rigoureusement remplie ? Nous sommes bien obligé de reconnaître que non, et, tandis que les villes possédant des monuments historiques ou des édifices remarquables les regardent d'un œil jaloux et mettent à les conserver une légitime fierté, Narbonne a vu de jour en jour dépérir sa cathédrale, et, si l'on n'y prend garde, un jour viendra où Saint-Just ne sera plus, selon un mot énergique de Michelet, que le squelette de l'antique métropole.

Et qu'on ne croie pas à une exagération de notre part. Alors que des réparations s'imposaient avec une urgence extrême, c'est les bras croisés et l'œil sec que nous avons assisté à ce dépérissement lent et continu. L'arc-boutant inférieur qui va du pied de la tour Nord aux piliers du chœur était depuis longtemps profondément rongé par les vents de la mer ; l'absolue nécessité de le réparer était constatée, les fonds étaient votés, le devis dressé, l'échafaudage construit, les matériaux entassés sur la terrasse de l'église, n'attendant que le moment d'être utilisés. Cependant nous ne savons pour quelle cause les travaux ont été interrompus, et il a fallu de longues années et l'imminence du danger pour les reprendre et les mener à bien, ainsi que pour

réparer, soit dans la chapelle Saint-Michel les verrières gravement endommagées et les meneaux près de tomber, soit à la chapelle de la Congrégation les lézardes de jour en jour plus béantes.

Malgré ces réparations ne reste-t-il donc rien à faire ? Examinons.

A la galerie de la tour Nord, trois clochetons sont en très mauvais état. Les clochetons de l'abside ont, d'ailleurs, subi en général de fortes avaries ; beaucoup sont découronnés et privés de leurs pinacles.

La galerie de la voûte est complètement abîmée ; les sculptures sont corrodées par les vents de la mer ou ont éclaté par l'effet de la gelée. Ne peut-on, dans une certaine mesure, réparer le mal ? N'y a-t-il pas un essai à tenter ? Le travail est grand, à la vérité ; il est difficile, mais serait-il impossible ?

Sur la tour Nord, un clocheton est démoli en partie, et ce qui reste n'est retenu que par des fils de fer galvanisé. Pourquoi ne s'empresse-t-on pas de l'enfermer dans une armature de fer, comme on a fait pour d'autres clochetons ?

Nous ne parlons que pour mémoire des pierres qui, à plusieurs reprises, se sont détachées intérieurement de l'édifice et de celles qui se détachent extérieurement tous les jours et qu'à des intervalles rapprochés le visiteur trouve jonchant les planètes. Énumèrerons-nous les gargouilles avariées ? Ne parlons plutôt que de celle qui regarde la rue de la Poste, qui est en partie détachée, qui pourrait tomber d'un moment à l'autre et causer d'irréparables malheurs.

A la galerie de la tour Sud, trois clochetons sont à

réparer. La balustrade de la tour est ébranlée par endroits; le visiteur imprudent qui s'y appuierait risquerait d'être précipité dans le vide.

Croirait-on qu'il n'existe pas à Saint-Just de paratonnerre? Cependant cette question était agitée et résolue dans une délibération du conseil de fabrique du 2 avril 1826; un rapport était dressé et rappelait les évènements qui démontraient l'absolue nécessité de se prémunir contre la foudre.

« Il est constaté, lisons-nous dans ce rapport (art. 3, *paratonnerres*), par des observations historiques qu'au mois de février 1405 la foudre tomba sur la tour du Sud, qu'elle y incendia le beffroi, mit les cloches en fusion et renversa une partie de la tour qui fut réparée et reconstruite par l'archevêque Jean d'Harcourt, occupant alors le siège.

« Le 4 août 1780, la foudre, après avoir renversé le sommet d'une pyramide, traversa la voûte du sanctuaire et descendit tout le long de la chaîne de fer qui suspendait une des trois grandes lanternes en argent qui décoraient le devant du maître-autel. Il y eut peu de dégâts.

« En janvier 1826, la foudre frappa encore la tour déjà atteinte en 1405, suivit la chaîne de fer qui fait communiquer la grande cloche de l'horloge à la petite et vint faire explosion dans la chapelle Sainte-Anne; mais les dégradations ne furent pas considérables, elles eurent cependant pour résultat de faire découvrir dans le massif d'un contre-fort un réduit voûté, qui n'était pas connu des plus anciens servants de l'église (1). »

---

(1) Archives de Saint-Just.

Depuis la foudre est tombée plusieurs fois sur Saint-Just et a occasionné des dégâts ; et la délibération du 2 avril 1826 est toujours à l'état de lettre morte, et personne n'a songé à la ressusciter !

Il appartient aux autorités de se pénétrer de cet état de choses et d'y porter remède. Elles le doivent d'abord à la sécurité publique sérieusement menacée ; elles le doivent encore à l'art dont notre cathédrale est une des plus nobles manifestations. Elles ne voudront point laisser réaliser cette prophétie sortie un jour d'un cerveau malade : « Pourquoi faire des réparations à « Saint-Just ? Cette église sera tôt ou tard une carrière « où on viendra prendre des pierres pour construire « des maisons. » Un vandale n'eût pas mieux dit. Écoutez plutôt ce que raconte quelque part Viollet-le-Duc.

Un jour quelqu'un lui dit en parcourant l'intérieur de Notre-Dame d'Amiens : « Oui, c'est fort beau ; mais c'est folie de vouloir conserver quand même ces monuments d'un autre âge qui ne disent plus rien aujourd'hui ; la manie de l'archéologie et du gothique leur donnera quelques années d'existence de plus ; mais, cette mode passée, ils tomberont dans l'oubli, au milieu de populations qui ont besoin de chemins de fer, d'écoles, de marchés, d'abattoirs, de tout, enfin, ce qui est nécessaire à la vie journalière. » Quelques jours après, à l'occasion d'une grande solennité, une foule nombreuse se pressait sous les voûtes de l'église dont le chœur étincelait de lumières. Et l'interlocuteur de la veille de s'écrier : « Vraiment, c'est bien là le monument de la cité : tout ce qu'on peut faire pour donner de l'éclat à



une cérémonie publique n'a jamais cet aspect imposant du vieux monument qui appelle toute la population de la ville sous ses voûtes. Voyez comme cette foule donne la vie à ce grand vaisseau si bien disposé pour la contenir ! Combien d'illustres personnages ont abrités ces arceaux ! Quelle idée merveilleuse d'avoir voulu et su élever la cathédrale comme un témoin éternel de tous les grands événements d'une cité, d'un pays ; d'avoir fait que ce témoin vit, parle, en présentant au peuple ces exemples tirés de l'histoire de l'humanité, ou plutôt du cœur humain ! »

« Telle est, ajoute Viollet-le-Duc, telle est aujourd'hui la cathédrale française : aimée au fond du cœur par les populations, tour à tour flattée et honnie par ceux qui sont charmés de s'en servir, mais qui ne songent guère à la conserver ; énigme pour la plupart, dernier vestige des temps d'ignorance, de superstition et de barbarie pour quelques-uns, texte de phrases creuses pour ces rêveurs, amateurs de poésie nébuleuse, qui ne voient qu'ogives élancées vers le ciel, dentelles de pierre, sculpture mystérieuse ou fantastique, dans des monuments où tout est méthodique, raisonné, clair, ordonné et précis ; où tout a sa place marquée d'avance et retrace l'histoire morale de l'homme, les efforts persévérants de son intelligence contre la force matérielle et la barbarie, ses épreuves et son dernier refuge dans un monde meilleur (1). »

A notre tour, faisant entendre l'avertissement que nous arrache la vue du monument qui s'émiette, nous

---

(1) Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, t. II, p. 392, note.

dirons aux hommes éclairés qui composent nos pouvoirs publics : Soignez les intérêts matériels de vos concitoyens, soit ; bâtissez des casernes, construisez des écoles, percez des rues, assainissez la ville ; mais ne négligez pas le vieil édifice. N'éprouvez-vous pas quelque orgueil à le voir exciter l'admiration des savants et des étrangers qui viennent tous les jours le visiter ? Ne rappelle-t-il pas de glorieux souvenirs, cette longue suite d'archevêques et le rôle marqué joué par eux dans l'histoire ? Ne sentez-vous pas qu'il porte attaché à ses flancs quelque chose de notre histoire, de notre passé, de notre grandeur, qu'il est, en un mot, le plus beau lot de notre patrimoine local ?

Quand la France apprenait l'assassinat d'Henri IV, les consuls et le conseil général de la ville « accompagnés de tout le peuple, et avec prières et acclamations « à Dieu » se rendaient à Saint-Just et allaient prier « pour la santé et convalescence de nostre grand roy. » Quand sa mort était connue, c'est encore à la cathédrale qu'ils allaient chanter le *Te Deum* en l'honneur du nouveau souverain (1).

Quand la paix était signée en 1660, c'est sous les voûtes de Saint-Just que le peuple allait remercier Dieu du succès des armes françaises. Vêtus de leurs robes rouges, précédés d'une bande de violons, de leurs halbardiers et de leurs massiers, les consuls allaient s'agenouiller devant la chaise de saint Paul, puis assistaient au *Te Deum* chanté dans l'église métropolitaine et présidé par l'archevêque (2).

---

(1) *Inventaire des archives de Narbonne*, BB., t. 1, pp. 239 et 240.

(2) *Ibid.*, AA., pp. 225 et 226. — Sur les diverses solennités publiques qui eurent lieu à Saint-Just, voyez *ibid.*, pp. 211, 234, 271, 321 ; BB., t. 1, p. 409.

La cathédrale fut le témoin des joies et des douleurs de nos pères ; elle assista aux enthousiasmes que soulevaient dans la foule les évènements heureux et aux tristesses que lui inspiraient nos revers. A ce titre, elle fut bien de tout temps l'âme de la cité. Ouvrez nos annales, vous en serez vite convaincus.

Aimez donc le vieil édifice. Il a, certes, bien souffert : les tourmentes politiques et les bouleversements de l'ordre social ne l'ont pas épargné ; mais assez de vandalisme révolutionnaire comme cela ! Vandales, non seulement ceux qui brisent les statues et mutilent les monuments, mais encore ceux qui, par leur négligence, s'associent à l'action destructive et dévorante du temps ! Nous nous rassurons toutefois, sachant bien que vous n'encourez pas ce reproche. Saint-Just reste encore le monument de la cité ; vous l'aimerez d'un amour filial et vous voudrez que l'antique métropole dure autant que l'impérissable histoire de la capitale des Gaules.

## PREMIÈRE PARTIE

---

### CHAPITRE PREMIER

#### Construction de Saint-Just.

Premiers temps de l'Église narbonnaise. — Églises qui ont précédé la cathédrale actuelle. — Les églises de saint Paul. — L'église de Rustique. — L'église de Charlemagne. — L'église Saint-Just; sa construction; des ressources employées à cette construction. — Tentatives faites pour l'achèvement de l'église. — Travaux exécutés par les archevêques Le Goux de la Berchère et René de Beauvau. — Travaux exécutés en 1840.

On sait peu de chose sur les églises qui ont précédé la cathédrale actuelle de Saint-Just; l'histoire mentionne leur existence, mais elle est avare de ces détails qui servent d'aliment à l'esprit curieux de tout ce qui intéresse le passé. Que furent ces églises? Quels faits se rattachent à leur construction? Toutes ces questions ne provoquent que des réponses vagues et peu précises. Faisons donc comme l'histoire; enregistrons simplement sans chercher à fouiller un passé impénétrable et fermé depuis longtemps à toutes les investigations.

Tillemont rapporte, d'après plusieurs auteurs qu'il

cite (1), que saint Paul Serge, après avoir été fait évêque, vint dans les Gaules vers le milieu du troisième siècle (2). Il avait d'abord résolu de se fixer à Béziers. Mais les habitants de Narbonne, informés de ses prédications et des heureux résultats qu'il obtenait, l'appelèrent dans leur ville, et l'apôtre y vint en 220. Il construisit d'abord un simple oratoire, non loin de la rue Droite et de l'église actuelle de Saint-Just; *domum orationis edificavit et consecravit in hoc loco ubi gradus e vico qui dicitur rectus ad ecclesiam SS. Justi et Pastoris ascenditur* (3). Le nombre croissant de ses disciples l'engagea à construire une église un peu plus vaste; il l'édifia *trans pontem*, au delà du pont, de l'autre côté de l'Atax, sur un emplacement appelé *Albolus*, qui embrassait une partie de l'ancien parvis et de l'église actuelle de Saint-Paul, et il la plaça sous l'invo-

---

(1) Tome IV, p. 169.

(2) Saint Paul Serge a-t-il évangélisé les Gaules au premier ou au troisième siècle? C'est une question fort discutée et que nous n'entendons pas trancher. Nous citons simplement Tillemont sans aucune idée d'approbation. Voyez sur cette question Robitaille, *Vie de saint Paul Serge*, Narbonne, Caillard, 1857; *Vita sancti Pauli, primi narbonensis episcopi, auctore Guilhermo Hulardi, urbis Narbonæ presbytero*, ms. de la Bibliothèque de Narbonne; Le chanoine Jalard, *Vie de saint Paul Serge*, revue par M. l'abbé Gontharet, Carcassonne, Parer, 1892.

(3) *Sacra pignora tutelarium S. Matris ecclesiæ primatialis narbonensis illustrata seu de SS. Martyrum Justi et Pastoris fratrum vita, passione et translationibus, tam in Hispania quam in Gallia narbonensi celebratis; nec non de cultu et possessione eorum in dicta ecclesia primatiali diatriba, cum appendice actorum veterum. Auctore R. P. Francisco Laporte narbonensi ordinis Minimorum Tolosanæ provinciæ. Pars prima, cap. ix, 2.* — Le père Laporte, minime, était originaire de Narbonne; il était fils de Nicolas Laporte, orfèvre. Il fut l'ami de Bernard de Montfaucon et le bibliothécaire de l'archevêque Le Goux de la Berchère. Au cours de longs voyages en Italie, en Sicile et en France, il avait rassemblé beaucoup de notes et des copies de manuscrits. Il s'occupait surtout de l'histoire du Languedoc sous la domination des Goths, de l'histoire générale de l'Église, de la ville de Narbonne, et de l'ordre auquel il appartenait. Ses recueils, formant 12 volumes, furent légués par l'archevêque au couvent de Toulouse. Ils sont aujourd'hui à la Bibliothèque de cette ville.



cation de la sainte Vierge (1). Saint Paul Serge fut le premier évêque de l'église narbonnaise ; du moins, dit Tillemont, c'est le premier que l'on connaisse. Dans la visite de M<sup>gr</sup> de Vervins, en 1602, ce prélat demanda aux chanoines quel était le fondateur de l'église narbonnaise et l'époque de sa fondation. Jacques de Narbonne, précenteur, répondit au nom du chapitre que le malheur des temps avait fait oublier l'époque de la fondation de l'église de Narbonne ; on pouvait toutefois affirmer, d'après la tradition et les écrits, qu'elle avait été trois fois détruite et réédifiée dans les premiers temps de saint Paul Serge, disciple du bienheureux apôtre Paul, que saint Paul Serge avait été le premier évêque de Narbonne et qu'il avait consacré son église à la Vierge Marie (2).

Saint Grégoire de Tours nous a laissé le récit d'un miracle arrivé à Narbonne dans la vieille église de saint Paul. Elle possédait un Christ, que l'artiste avait représenté couvert d'un voile à la ceinture et qui était fort vénéré par les fidèles. Cette image sacrée apparut au prêtre Basile avec des traits irrités. « Vous êtes tous convenablement « vêtus, dit Jésus-Christ, et je suis toujours nu. Allez, et « couvrez-moi d'un vêtement. » Basile ne comprit pas. Une deuxième apparition resta sans résultat. Le Christ apparut au prêtre pour la troisième fois avec ses blessures. « Ne vous avais-je pas ordonné, dit-il, de couvrir ma « nudité ? Et pourtant vous n'en avez rien fait. Allez donc, « et couvrez mon image d'un voile sous peine de mort. » Basile ému et plein de crainte raconta ce fait à l'évêque

---

(1) *Breviarium narb.* 1602 *édit. in fest. S. Pauli Sergii die xi decembris* ; *Brev. narb.* 1709, *ibid.* Sur le lieu désigné sous le nom d'Albolas, cf. F. P. Thiers, *Notes sur les sarcophages chrétiens de l'église et du cimetière Saint-Paul*, dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1893, 1<sup>er</sup> semestre, pp. 388 et suiv. ; A. Sabarthes, *Étude historique sur l'abbaye de Saint-Paul*, pp. 12 et suiv.

(2) P. Laporte, *op. cit.*, *pars prima*, cap. ix, 32.

qui fit aussitôt couvrir le crucifix d'un voile, que l'on enlevait à peine quelques instants pour permettre aux fidèles de contempler les traits du Christ. C'est peut-être depuis ce miracle, dit Ruinart, que l'usage s'est répandu de représenter le Christ sur la croix couvert de vêtements (1).

Le Christ dont parle saint Grégoire de Tours était en bois artistement sculpté. Transporté à Saint-Just, il fut placé en 1420 dans le cloître, puis au-dessus de l'autel de Sainte-Anne. Il fut ensuite placé dans la chapelle Saint-Michel; tous les jours, aux cantiques *Benedictus* et *Magnificat*, le célébrant l'encensait trois fois, de même que le diacre à la grand'messe. Au xvii<sup>me</sup> siècle le chapitre, voulant le soustraire à une trop grande curiosité, fit attacher le Christ à une croix dorée et le fit placer dans la chapelle paroissiale de Notre-Dame de Bethléem. Il ne portait pas de longs vêtements; il était seulement couvert d'un voile qui lui entourait les reins. Et, comme dans cette chapelle on adorait la réalité du Christ, la sculpture qui le représentait ne reçut plus les encensements du célébrant ou du diacre, conformément aux ordonnances du concile de Trente (2).

Pendant la période révolutionnaire, le Christ fut vendu à un menuisier. Celui-ci l'emportait chez lui sur un chariot. Il eut la malencontreuse idée de s'arrêter dans une maison de la rue Droite et de laisser à la porte le véhicule et son précieux objet. Pendant ce temps un voisin sortit et scia lestement la tête qu'il emporta. Elle était conservée précieusement dans une châsse chez les anciennes Carmélites (3).

---

(1) S. Greg. Tur., *De glor. marty.*, lib. 1, cap. 23; Theod. Ruinart, *in not. ad hunc locum*, litt. C; cf. F. P. Thiers, *loc. cit.*, p. 392.

(2) P. Laporte, *Sacra pignora, pars prima*, cap. xi, 56.

(3) Cette tradition a été rapportée en 1856 à plusieurs personnes par M. Baissas, ancien enfant de chœur et ancien chantre à Saint-Just, qui était plein de souvenirs sur le glorieux passé de la cathédrale.

L'église de Narbonne, ayant été incendiée par les Barbares, fut reconstruite par l'évêque Rustique, que le préfet des Gaules, Marcellus, encouragea beaucoup dans son entreprise (1). Voici, d'après le P. Laporte, les principales phases de cette réédification : « Ordinatus est B. Rusticus  
« in episcopum narbonensem die 9 octobris anno Christi  
« 427..... Cœpit deponere parietem ecclesiæ dudum exustæ  
« die 13 octobris anno Christi 441..... Posuit lapidem fun-  
« damentalem die 18 novembris ejusdem anni..... Per  
« biennium muri ecclesiæ sunt ædificati, sicque elapsos  
« numera annos 442 et 443..... Quo absis fuit posita seu  
« fornix cœpit construi die 9 mensis octobris, quæ per  
« aliud biennium ædificata est, scilicet anno 444 et 445.....  
« Quo tandem anno 445 die 3 novembris limen superius  
« majoris portæ feliciter civium munifica liberalitate ter-  
« minatum est, et, ut opinamur, super porticu ecclesiæ  
« collocatum est die 29 novembris (2). »

Le linteau de porte, dont il est question dans les dernières lignes que nous venons de citer, est déposé au Musée de Narbonne. Cette pierre, de dimensions considérables, fut trouvée sur l'emplacement sud de l'église actuelle, près de la chapelle Saint-Pierre, là où furent bâties au commencement du xvm<sup>me</sup> siècle les écuries de l'archevêque dans la cour de la Madeleine. Le cardinal de Bonzy, archevêque de Narbonne, la fit placer sous l'arceau à droite de la porte d'entrée du palais de l'archevêché. Elle est percée dans la partie supérieure de trous qui servaient à recevoir les barres de fer ou crampons destinés à

---

(1) Sur Rustique, voyez dans les ms. conservés à la Bibliothèque de Narbonne *Dissertation au sujet de quelques inscriptions ayant trait à l'évêque de Narbonne Rustique, d'après un manuscrit du frère Louis Piquet, minime; Essay sur la vie de S. Rustique; Mémoire pour servir à la vie de S. Rustique*. Cf. les Bollandistes; *Hist. litt. de la France*, t. II, p. 362.

(2) P. Laporte, *op. cit.*, *pars prima*, cap. x.

lier l'entablement avec la frise. Au-dessus de la pierre on lisait autrefois l'inscription suivante: PETRVS. CARDI-  
NA|LIS. BONSIVS. ARC|HIEPISCOPIVS. NAR|BONENSIS.  
REPOSVIT|ANNO. CHRISTI|M.D.C.LXXXII. Nous croyons  
devoir écarter comme inadmissible l'idée, émise par Tour-  
nal, qu'elle a été trouvée à Minerve (Hérault) (1). Elle  
porte l'inscription suivante:

« † Deo et Christo miserante limen hoc collokatum est  
« anno III, consule Valentiniano Augusto sextum, III  
« kalendas decembres XVIII anno episcopatus Rustici.

« Rusticus episcopus, episcopi Bonosi filius, episcopi  
« Aratoris de sorore nepus, episcopi Venerii socius in  
« monasterio, compresbyter ecclesiæ Massiliensis, anno  
« XV episcopatus sui, die anni V, III idus octobres, curan-  
« tibus Urso presbytero, Hermete diacono et eorum sequen-  
« tibus, cœpit deponere parietem ecclesiæ dudum exustæ.  
« XXXVII die quadrata in fundamentis poni cœpit. Anno II,  
« VII idus octobres, absidem perfecit Montanus subdia-  
« conus. Marcellus Galliarum præfectus, Dei cultor, prece  
« exegit episcopum hoc onus suscipere, impendia neces-  
« saria repromittens, quæ per biennium administrationis  
« suæ præbuit artificibus mercedem solidos DC, ad opera  
« et cetera solidos M (mille quingentos?) Hinc oblationes,  
« sancti episcopi Venerii solidi C....., episcopi Dynamii  
« L....., Oresii CC....., Agræcii..... et Deconiani....., Salu-  
« tiani..... (2).

(1) *Catalogue du Musée de Narbonne*, p. 40.

(2) Nous donnons l'inscription telle qu'elle doit être lue sans nous préoccu-  
per de la disposition épigraphique. Voir d'ailleurs *Histoire de Languedoc*,  
éd. Privat, t. XV, p. 371; Baluze, *De concordia sacerdotii et imperii, in  
not.*; Tournal, *Catal. du Musée de Narbonne*, n. 191; *Gallia christiana*,  
t. VI, c. 8; C. I. L., XII, p. 619, n° 5336; *Inscriptions chrétiennes de la  
Gaule, antérieures au VIII<sup>e</sup> siècle*, réunies et annotées par Edmond Le Blant,  
t. II, p. 465, n° 617; P. Laporte, *Sacra pignora, pars prima, cap. IX*, 3 et sqq.;  
Scaliger, Burmann, etc. — Cette pierre n'est pas la seule où le nom de Rusti-

« Par la miséricorde de Dieu et du Christ, ce linteau de  
« porte a été placé la quatrième année depuis le commen-  
« cement des travaux, Valentinianus Augustus étant  
« consul pour la sixième fois, le troisième jour avant  
« les kalendes de décembre, la dix-neuvième année de  
« l'épiscopat de Rusticus.

« Rusticus évêque, fils de l'évêque Bonosus, neveu par  
« sa mère de l'évêque Arator, compagnon de monastère  
« de l'évêque Venerius et avec lui prêtre de l'église de  
« Marseille, la quinzième année de son épiscopat, le  
« cinquième jour de cette même année, trois jours avant  
« les ides d'octobre, avec les soins du prêtre Ursus, du  
« diacre Hermès et de leurs assistants, commença à démo-  
« lir la muraille de l'ancienne église qui avait été brûlée.  
« Le trente-septième jour on posa la première pierre des  
« fondements. La deuxième année, le septième jour avant  
« les ides d'octobre, Montanus, sous-diacre, acheva l'ab-  
« side. Marcellus, préfet des Gaules, pratiquant le culte  
« de Dieu, supplia l'évêque d'entreprendre ce travail,  
« promettant en retour les secours nécessaires, qu'il four-  
« nit pendant les deux années de son administration,

---

que soit mentionné. Il figurait sur une grande pierre qui faisait partie du tombeau du saint et servait de table à l'autel détruit de la chapelle de Saint-Loup hors les murs. « A mille pas de Narbonne il y a une chapelle  
« fort ancienne... où il n'y a qu'un autel long de sept pieds sur quatre de  
« large ; la table de cet autel est de marbre : le pied est d'une seule pièce de  
« quatre pieds carrez, creusée en forme de sépulcre, rompue par le milieu  
« et soutenue d'une autre grosse pierre de marbre de cinq pieds carrez,  
« travaillé en forme de pied destail ; sur le devant dudit piédestal on voit  
« escrit en beaux caractères romains + ORATE PRO ME RVSTICO VES-  
« TRO + » (Baluz., f. 78). Cette inscription se voyait encore en 1760. On lit  
sur une pierre d'autel dans l'église de Minerve + RVSTICVS ANN. XXX EPTVS  
SVI FF : sur une base de colonne, aujourd'hui au Musée de Narbonne,  
qui était jadis dans l'église Notre-Dame-la-Major et supportait l'autel de la  
chapelle Saint-Pierre et Saint-Paul, propriété de la famille de Lastours

ANNO XVII EPISCOPT RVSTICI  
ANNI DIE CCLXVI KL IVL



« savoir six cents sols de paye aux ouvriers, et pour la  
« main-d'œuvre et le reste quinze cents sols. En outre les  
« offrandes suivantes: Venerius, évêque, cent sols; l'évê-  
« que Dynamius, cinquante; Oresus, deux cents; Agræcius  
« .... Deconianus..... Salutianus..... »

L'église, reconstruite en quatre ans, fut placée sous l'invocation de la sainte Vierge. Elle était construite sur l'emplacement de la cour de la Madeleine (1). Elle fut consacrée le 11 décembre 443, jour de la fête de saint Paul, au milieu des transports d'allégresse du peuple qui apporta de nombreuses offrandes (2).

L'église bâtie par Rustique fut ruinée pendant les invasions des Sarrazins; mais Charlemagne la fit rebâtir sous l'invocation de saint Just et saint Pasteur dans le voisinage de l'emplacement actuel de la cathédrale. L'archevêque Théodard s'occupa de cette reconstruction qui fut exécutée en quatre ans. Il fit faire un autel en marbre blanc, d'une sculpture admirable, soutenu par cinq colonnes de marbre, et décora avec art sa nouvelle église (3), qu'enrichirent la piété des fidèles et les dons de ses successeurs (4).

---

(1) « L'église que notre saint [Rustique] fit bâtir était où est à présent la « cour de la Magdeleine et le tinal du chapitre. » (P. Piquet, *Histoire de Narbonne*, ms. de la Bibliothèque de Narbonne, p. 269). Le frère Louis Piquet, père minime, né à Ventenac-d'Aude le 27 janvier 1699, mourut au couvent de Narbonne le 22 février 1774. Le titre exact de son ouvrage est *Histoire de Narbonne, tirée des auteurs anciens et modernes, et des monuments, marbres, inscriptions, qui se voient dans cette ville*.

(2) P. Laporte, *Sacra pignora, pars prima, cap. xi, 2*. Le P. Laporte (*ibid.*, cap. x) a donné une étude complète et détaillée de la pierre de Rustique, et évalué en monnaie moderne les sommes données pour la reconstruction de l'église. C'est ainsi que Marcellus aurait donné environ quarante-deux mille livres, Venerius huit cent vingt-cinq, Dynamius quatre cent douze livres dix sols, Oresus mille six cent cinquante livres.

(3) Catel, *Mémoires de l'histoire de Languedoc*, liv. v, p. 761.

(4) « Ecclesiæ sanctorum Justi et Pastoris laxo capellam meam totam  
« integram cum baccinis argenteis et candelabris et omnibus meis palleis et

D'ailleurs l'église de Narbonne fut toujours considérée comme possédant de grandes richesses. Dans une plainte qu'en 1059 il portait contre l'archevêque Guifred, Bérenger, vicomte de Narbonne, s'exprimait en ces termes : « L'archevêché de Narbonne, qui appartint autrefois à mon oncle l'archevêque Ermengaud, était alors des meilleurs qu'il y eût depuis Rome jusqu'en Espagne, et était riche de villes et châteaux, de terres et places nobles. Son église était pleine de livres couverts d'or, ornée de retables, de coffres et de croix d'or ; elle reluisait de couronnes d'or et de pierres précieuses ; on y entendait à certaines heures les voix de grand nombre de chanoines. On y faisait le service divin et beaucoup d'autres œuvres pies. Les villages, terres et possessions de l'église n'étaient pas possédés par les laïques, mais bien par ceux qui s'y consacraient au service de Dieu. Cette église avait été jadis bâtie par le pieux roi Charles ; il l'avait fait consacrer à la mémoire des martyrs saint Just et saint Pasteur et l'avait largement dotée de beaux châteaux, villages et possessions, ainsi que le disent les anciens et les actes royaux contenus aux archives de l'église..... L'archevêque Guifred m'a provoqué, a bâti des forts contre moi, m'a attaqué avec une grande

---

« cappis sericis. Laxo canonicis regularibus ejusdem ecclesiæ omnem  
« suppellectilem meam domus Narbonæ, in lectis videlicet, pannis vel culci-  
« tris. Laxo canonicæ S. Justi ad mensum alios septem modios de frumento,  
« quos habeo apud S. Paulum, et operi claustrum quatuor modios, quos habeo  
« in cellario meo de Narbona. Laxo eidem canonicæ pro anniversario meo  
« decimas, quas Petrus de Chillano habet de me in pignore apud Livranum,  
« et illam partem decimarum quam habeo in Flexio..... Clericis vero ecclesiæ  
« S. Justi et Pastoris præsentibus et futuris mandando præcipio ut nunquam  
« de capella mea, quam eidem ecclesiæ dimitto, aliquid minus faciant, vel  
« assensum alicui præbeant : quod qui fecerit anathemati subjaceat... »  
(Arnaldi archiepiscopi testamentum, 1149, cité dans le *Gallia christiana*,  
t. vi, *Instrumenta*, p. xlv, col. 39). — L'archevêque Pierre Amelli, par son  
testament daté de 1238, laissa à Saint-Just 15,000 sous melgoriens (*Ibid.*,  
p. lxxvii, col. 62).

« armée et m'a fait une guerre cruelle. Alors il a enlevé  
« par force aux chanoines et serviteurs de Dieu en l'église  
« de Narbonne les villages, terres et possessions qui  
« dépendaient de son chapitre et communauté, pris les  
« places et terres nobles qui étaient du domaine de son  
« église, les a données à Satan et à ses soldats, et a pro-  
« fané tellement les choses saintes et dédiées à l'église que  
« les personnes laïques qui maintenant les possèdent  
« estiment les tenir comme terres nobles de leur patri-  
« moine..... Ennemi de Dieu et des hommes, il a pris à  
« son église tous les trésors qui, depuis qu'elle avait été  
« bâtie, y avaient été assemblés. Il a enlevé les tableaux,  
« les retables, les croix et les coffres des reliques, avec  
« l'or et l'argent dont ils étaient faits; il a mis dans les  
« mains des orfèvres juifs les patènes et calices d'or et  
« d'argent pour les vendre en Espagne. De tous les beaux  
« livres qu'il y avait il a pris les meilleurs et n'en a laissé  
« aucun de beau; il a tellement dissipé les biens de son  
« église qu'il y reste bien peu de cleres, et ceux qui y sont  
« restés sont si pauvres qu'ils sont obligés de mendier. Il  
« n'y a plus de chapes ou autres précieux ornements  
« ecclésiastiques, de manteaux, d'étoles, de dalmatiques;  
« il n'y a plus le bois de la croix de Notre-Seigneur. » (1).

Voici deux inscriptions commémoratives de la recons-  
truction de l'église de Narbonne au ix<sup>m</sup>e siècle.

HVJVS CVM SYMMO TEMPLI THEODARDVS HONORE  
EXIMIVS PRAESUL CONDECORAVIT OPVS  
COMPOSUITQUE SOLVM HOC DEVOTVS CARMINE CLARO  
EREXIT REGIAS VNDIQVE MIRIFICAS  
ATQVE SEDEM SACRAM FVERAT QVAE PERDITA DVDVM

---

(1) Archives de l'Église de Narbonne, citées dans Baluze, *Concil. narb.*, p. 8 et suiv.; Catel, *Mémoires de l'histoire de Languedoc*, p. 575 et suiv.; *Histoire de Languedoc*, éd. Privat, t. v, c. 496 et suiv.

PROPTER BARBARIEM MULTIMODAM RABIEM  
RESTAVRANS QUINTO NONAS OCTOBRIS INVNXIT  
HANC ARAM DOMINO JURE DICANDA PIO  
MERCEDEM QUI REDDAT EI CERTAMINE TANTO  
IUSTI ET PASTORIS EGREGIIS PRECIBVS.

..

HOC SOLIVM DOMPNVS THEODARDVS MARMORE FECIT  
EGREGIVS PRAESVL. SVRGVNT HINC INDE PERALTE  
TERNI POLITI SAXIS EX ORDINE GRADVS (1).

La première de ces inscriptions était gravée sur la base de l'autel de la cathédrale : la seconde, sur un trône placé par l'archevêque Théodard dans la même église. Selon la chronique de Saint-Paul, c'est en 890 que l'église des saints Just et Pasteur fut reconstruite, près des remparts de la cité, ainsi qu'en fait foi le passage suivant :

« Cum inter praelives ac prosperos antistites fierent  
« sancta concilia in Iusti delubris atque Pastoris, quæ sunt  
« sita infra metropolis Narbonæ mœnia anno dominicæ  
« incarnationis DCCCCXLVII..... » (2).

L'église carolingienne occupait en partie le sol où étaient au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle les écuries et les prisons de l'archevêque et la chapelle de l'Annonciade, salle capitulaire actuelle qu'on appelle encore vulgairement l'ancien Saint-Just. La porte romane à colonnes torses, par laquelle on

---

(1) Catel, *ibid.*, p. 762. Cf. *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. v, p. 2\*, et de Castellane, *Mémoires de la Société archéologique du Midi*, t. 2, p. 221.

(2) Cartulaire de l'église d'Elne, f° 291 v°, cité dans le *Gallia christiana*, t. vi, *Instrum.*, c. 481 ; Baluze, *Capitularia*, t. II, c. 634 ; Bouges, *Histoire ecclésiastique et civile de la ville et diocèse de Carcassonne*, preuve XVIII, p. 519 ; Collection Moreau, à la Bibliothèque Nationale, t. vii, p. 126.

accède à la chapelle supérieure de la Madeleine, est, selon une opinion très plausible de M. Thiers (1), la porte de cette église que l'archevêque Pierre de Montbrun fit retirer avec soin des démolitions. Le cimetière entourait le chevet. Le clocher existe encore : c'est une tour romane, située dans la cour de la Madeleine et joignant le cloître de Saint-Just.

« Cette tour, dit M. Thiers, dont l'étage supérieur a presque  
« entièrement disparu, porte bien le cachet de son temps,  
« avec ses larges baies cintrées, son ornementation en  
« dents de scie, et son petit appareil assez irrégulier. Mais  
« en l'examinant de près nous avons reconnu que la moi-  
« tié inférieure, construite en pierres de bel appareil,  
« porte la marque d'un autre âge, et c'est ce qui explique  
« pourquoi la tradition lui a conservé le nom de tour  
« Moresque. Je suis convaincu que la partie inférieure de  
« ce monument est bien antérieure au <sup>x<sup>me</sup></sup> siècle et qu'elle  
« pourrait bien être le reste du clocher de l'église latine  
« édifiée vers le milieu du <sup>v<sup>me</sup></sup> siècle sous Valentinien III  
« par saint Rustique » (2). Les fenêtres à plein cintre ont  
été bouchées en 1881, et un crépis malencontreux a remplacé depuis quelques années l'appareillage en pierres sèches de la tour.

Le Musée de Toulouse possède un pilier en marbre blanc qui aurait, d'après Dumège, appartenu à l'église carolingienne de Narbonne. Sur chacun des petits côtés on voit un saint, debout, drapé, tenant une palme et un livre ouvert; ces deux saints représentent saint Just et saint Pasteur. Les deux faces principales montrent la Vierge, assise sur son trône, portant l'enfant Jésus couronné, et le Christ, assis sur un trône, avec une couronne à trois fleurons rehaussée de pierreries, une croix sur le côté droit

---

(1) Communication faite à la Commission archéologique de Narbonne en avril 1889.

(2) *Ibid.*



de la poitrine, et un sceptre orné d'une fleur de lotus et d'un fruit sphérique (1).

Au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle l'église de Charlemagne tombait en ruines. L'archevêque et le chapitre cherchèrent à créer des ressources permettant de faire les réparations urgentes. Ils appliquèrent d'abord à ces réparations les revenus des églises de *Pelignanum* et d'*Honairacum*, et une bulle d'Alexandre IV, du 31 mars 1256, approuva cette mesure (2). Deux bulles des papes Urbain IV et Clément IV, des 22 juin 1264 et 23 mai 1268, accordent quarante jours d'indulgence à ceux qui concourront à ces réparations (*qui ad id manum porrexerint adjutricem*) (3).

Gui Fulcodi, appelé encore Foulques, Foulquois, Guido Grossus ou Gui le Gros, archevêque de Narbonne de 1239 à 1261, plus tard pape sous le nom de Clément IV (4), voulait réédifier l'église; mais son élévation au siège pontifical ne lui en laissa pas le temps, et il dut laisser à son successeur le soin d'entreprendre l'œuvre que nous admirons aujourd'hui.

L'archevêque Maurin prit possession du siège épiscopal de Narbonne en avril 1263 (5). Revenant d'Afrique où il avait accompagné saint Louis, il accomplit le vœu qu'il avait formé de rebâtir l'église de Narbonne. Il eut tout d'abord, en 1271, un différend avec son chapitre au sujet

---

(1) Alexandre Dumège, *Description du Musée des antiques de Toulouse*, p. 189; Musée de Toulouse, *Catalogue des antiquités et des objets d'art*, 1865, p. 307; *Catalogue des musées archéologiques de la ville de Toulouse*, 1892, p. 307.

(2) Doat, vol. 56, f° 34-35.

(3) *Bulla et statuta pro ordinatione sanctæ metropolitanæ ac primatialis ecclesiæ narbonensis*, pp. 22 et 40.

(4) Sur Gui Fulcodi, voyez *Histoire littéraire de la France*, t. XIX, p. 92-101; Moreri, *Dictionnaire historique*, v° Clément IV.

(5) Sur Maurin, voyez *Hist. litt. de la France*, t. XIX, p. 431.

de l'endroit où elle devait être réédifiée et des dommages qui pourraient résulter de sa construction, soit pour l'archevêque, soit pour le chapitre. Les parties, d'un commun accord, s'en remirent à l'arbitrage de Bertrand de l'Isle, évêque de Toulouse, et lui donnèrent plein pouvoir de régler toutes choses. Cet évêque prononça sa sentence arbitrale le 28 avril 1271; elle contenait, entre autres dispositions, que la nouvelle église serait construite « au  
« dessus de la claustre (1) de sorte que la teste (l'abside)  
« d'icelle seroit vers le cellier du chapitre et s'estendroit  
« vers les maisons du grand archidiaire, sauf que sy autre  
« disposition de l'esglise sembloit estre meilleure aux  
« mes de l'œuvre de lad. esglise.....; que les choses qui  
« estoient destruietes du pallays dudit archevesque seroint  
« refaittes des biens de l'œuvre de sorte qu'il seroit con-  
« tant de cent livres tournois pour cette refraction.....; »  
que les maisons du chapitre qui seraient démolies lui seraient payées trois cents livres tournois prises également sur les biens de l'œuvre; que l'archevêque donnerait annuellement les cinq mille sols narbonnais qu'il avait promis pour la construction de l'église, et le chapitre le revenu de vingt ans de suite de l'église de Tourouzelle qui lui avait été donnée par l'archevêque à cette condition, et mille sols en argent qu'il avait promis (2).

Une convention du 4 juillet 1267 (3), intervenue entre

---

(1) D'après M. Thiers, *loc. cit.*, une muraille intérieure divisait la ville en deux parties, la ville haute et la ville basse. Quand la transaction entre l'archevêque Maurin et son chapitre disait que la nouvelle église serait édiflée « au dessus de la claustre, » cela voulait dire dans la partie haute de la ville, au delà de la muraille en question. Ainsi peut s'expliquer la différence de niveau entre le pavé de Saint-Just et la cour de la Madeleine.

(2) A. Roque, *Inventaire des actes de l'archevêché*, II, f° 71 v°, ms. de la Bibliothèque de Narbonne; Doat, vol. 56, f° 100-102.

(3) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1890, 1<sup>er</sup> semestre, p. 85; *Bullæ et statuta pro ordinatione sanctæ metropolitane ac primatialis ecclesiæ narbonensis*, p. 51.

L'archevêque Maurin et le chapitre Saint-Just, avait décidé que l'archevêque serait tenu de donner tous les ans sur ses revenus cinq mille sous tournois et le chapitre cinquante livres tournois pour la construction de l'église ; il était, en outre, décidé que les revenus de la première année de tous les bénéfices de la ville et du diocèse de Narbonne, qui vaqueraient *quocumque modo*, seraient appliqués à la fabrique de l'église Saint-Just jusqu'à complet achèvement de l'édifice ; ce tribut était appelé droit d'*annate*. Le pape Clément IV, par sa bulle de la même année, confirma ce statut, mais réduisit le droit d'*annate* à la moitié des fruits de la première année.

Les travaux de la nouvelle cathédrale furent commencés le 3 des nones d'avril (13 avril 1272), le dimanche où l'église chante *Letare Hierusalem* (1). Clément IV avait envoyé la pierre fondamentale accompagnée d'une croix d'or et d'une boîte de reliques insignes. C'est à la chapelle Saint-Pierre que l'on jeta les fondements de Saint-Just. Un vieux nécrologe a célébré la construction de l'église en ces termes :

« Anno MCCLXXII, nonis aprilis, reverendus in Christo  
« pater dominus Maurinus, narbonensis archiepiscopus,  
« posuit primam lapidem in fundamentis hujus sanctæ  
« ecclesiæ.

« Ecclesiæ primam petram signavit et imam ;  
« Hujus fulgentis auri crux pulchra decentis,  
« Jussu Guidonis, divinis postea donis  
« Papæ Clementis quarti, domini sapientis ;  
« Maurinus, morum lux archiepiscopus horum,  
« Hanc fundamentis præmisit, mille ducentis  
« Et decies senis lapsis semel et duodenis  
« Annis a nato Christo, sub mense vocato

---

1) *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, t. I, c. 42 ; VIII, c. 249

« Aprilis, ternis nonis lux læta modernis  
« Sex denis latis semel uno sic numeratis  
« In Paschæ festo prius omnis clerus honesto  
« Intravitque chorum divina laude sonorum » (1).

Maurin ne jouit pas longtemps des travaux qu'il avait fait commencer : il mourut le 24 juillet 1272. Par son testament, daté du 23 juillet, il avait fait certains legs et affecté le reste de ses biens à la continuation de la cathédrale.

Les successeurs de Maurin continuèrent son œuvre. Pierre de Montbrun (1272-1286) acheva la chapelle Saint-Pierre, où il fut enseveli. Gilles Aycelin (1290-1311) fit élever le chœur et par une bulle du 23 mai 1292 le pape Nicolas IV lui permit, ainsi qu'aux chanoines de son église, de prendre durant cinq ans une année du revenu de tous les bénéfices vacants dans le diocèse, dont la collation leur appartiendrait, pour l'employer à la construction de la nouvelle église (2). Bernard de Farges (1311-1344) fit achever et clôturer le chœur, comme l'attestent ses armes placées au-dessus de la porte du collatéral droit, dans la galerie qui sert à relier les bas-côtés de l'église. L'office divin fut célébré pour la première fois le jour de Pâques de l'année 1332, disent les uns à la suite du vieux nécrologe que nous avons cité, et, selon d'autres, le jour de Saint-Ambroise, 4 avril 1319 (3).

---

(1) Bibliothèque Nationale, lat. 12771, p. 21 ; copie de D. Estiennot. — Ces vers sont encore cités dans les *Mémoires* de Catel, p. 806, dans l'*Histoire de Languedoc*, éd. Privat, VIII, col. 250, et dans le *Gallia Christiana*, VI, c. 79.

(2) Doat, vol. 56, f° 147-148.

(3) « Comme on le trouve inséré dans un registre des archives du chapitre, « qui m'a été communiqué par M. Rigaud, avocat, secrétaire d'iceluy, dont « voici les paroles : *Anno vero millesimo trecentesimo decimo nono, et in « die Sancti Ambrosii, clerus intravit chorum ad horas canonicas celebrandas* » (G. Lafont, *Histoire manuscrite des archevêques de Narbonne*). Cette histoire appartient à la famille de feu M. Paul Lafont, architecte,

D'où vient cette divergence d'opinions qui paraissent s'appuyer toutes sur des textes sérieux? Elle est, croyons-nous, facile à expliquer. Le chœur ayant été achevé, le clergé y entra pour la première fois en 1319; mais il restait encore beaucoup à faire, et il paraît certain que les tours ne furent tout à fait édifiées qu'en 1332; c'est donc à cette dernière date que l'office divin fut définitivement établi dans une cathédrale à demi terminée.

A demi terminée, disons-nous. En effet les successeurs de Bernard de Farges ne s'occupèrent pas de pousser à l'achèvement de l'œuvre ou ne prirent à cet égard que des mesures insuffisantes. Le chapitre Saint-Just voulait rompre les murailles de la ville pour étendre l'église; des lettres patentes du roi, adressées en 1333 aux consuls de Narbonne, leur enjoignirent d'empêcher le chapitre d'exécuter son dessein (1). En 1314 Guillaume Briconnet, archevêque de Narbonne, fait abattre les murailles antiques de la Cité qui étaient entre le bâtiment de Saint-Eutrope et l'ancienne chapelle des Templiers hors les murs (2), de manière que la cathédrale puisse s'agrandir de ce côté. Plus tard les chanoines exposent à Jean de Lorraine qu'il existe près de l'église une place « joignant le bout d'icelle, qui est « imparfaicte et non parachevée de bastir, au moyen de « quoy sans aucun empeschement l'on lui peut venir la « nuict jusques à la porte du chœur et la forcer et rompre « et desrober les ornements et reliques qui y sont aussi; « que pour n'estre ladiete place fermée de murailles ceux « de la ville portent tous les jours leurs immundices et « ordures jusques à ladiete porte, par devant laquelle pas-

---

membre de la Commission archéologique, qui a bien voulu en maintes circonstances, et avec une obligeance dont nous garderons toujours le souvenir, nous communiquer les manuscrits de son aieul.

1) Inventaire Senty, fol. 231 v<sup>o</sup>, ms. de la Bibliothèque de Narbonne.

2) Aujourd'hui chapelle des Pénitents Bleus.



« sent souvent en procession ceux de l'église, et advient  
« que à l'occasion des dictes ordures s'y engendre mau-  
« vaise senteur; que pour croistre, augmenter et para-  
« chever leur église, quand ils en auront les moyens et  
« biens pour ce faire, nostre plaisir peut leur donner et  
« délaissier la dicte place; » ce prélat donne le 17 juin 1547  
aux chanoines et au chapitre de son église métropolitaine  
la place qu'ils demandent « à prendre en longueur jusques  
« au chemin qui est joignant la commanderie et eglise de  
« Saint-Jean de Hierusalem (1) et en largeur tant qu'il en  
« faut pour suivre les murailles et pilliers de la dicte  
« eglise, qui restent et sont encore à faire, à la charge  
« qu'ils fairont bastir une muraille à leur despens pour  
« fermer ladicte place et obvier aux inconvéniens dessus-  
« ditz. » (2).

Ce qui existe de Saint-Just ne donne qu'une faible idée de ce que devait être la cathédrale de Narbonne. Un plan dressé en 1704 (3) pour les travaux qui furent repris en 1708 nous indique ce qu'elle eût été si on eût exécuté le plan primitif. Après le chœur actuellement existant venait la croisée avec deux portes latérales; puis la nef avec cinq chapelles de chaque côté (4). Sur les deux premières chapelles on devait édifier deux tours semblables aux autres. La croisée devait être recouverte d'un dôme. Les voûtes des chapelles et des ailes avaient onze toises d'élévation hors œuvre, et celles de la croisée et de la nef le double.

Si ce plan eût été réalisé, Saint-Just eût embrassé ce qui forme aujourd'hui la rue du Palais de justice, les mai-

---

(1) Aujourd'hui chapelle des Pénitents Bleus.

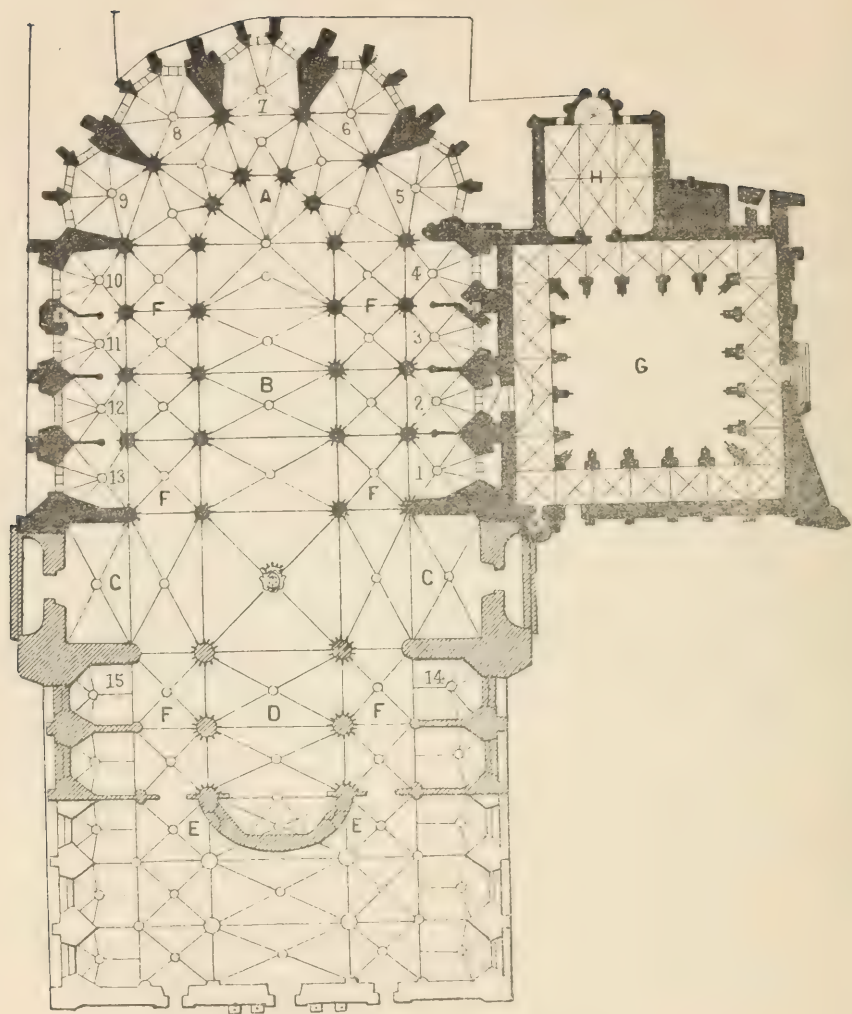
(2) Doat, vol. 56, fol. 463-464; Archives du chapitre, citées par G. Lafont.

(3) Bibliothèque publique de Narbonne.

(4) Guillaume Lafont, ouv. cité, parle de *neuf* chapelles.

Le plan ci-contre a été fait d'après un plan de 1704, conservé aux archives de notre ville; on y a seulement ajouté les parties G et H. Ce qui est marqué en noir représente la partie de l'église qui est achevée et sert à l'exercice du culte; la partie marquée avec des hachures représente les constructions que l'archevêque Le Goux de la Berchère se proposait d'exécuter; la partie marquée en blanc représente l'entière construction de l'église d'après un plan primitif.

On peut encore consulter le plan que donne Viollet-le-Duc, ouvrage cité, t. II, p. 373, *vo Cathédrale*.



Plan d'ensemble de l'église Saint-Jacques.

## L É G E N D E

---

**A** Sanctuaire du chœur.

**B** Le chœur.

**C** La croisée.

**D** La nef.

**E** Contre-fort qui forme une chapelle et sert de tour au projet de la partie de la nef.

**F** Bas-côtés du chœur et de la nef.

**G** Le cloître.

**H** La chapelle de l'Annonciade.

1. Chapelle Ste-Anne (autrefois Saint-Etienne).
2. Sortie par le cloître.
- 3 et 4. Sacraire.
5. Chapelle Saint-Michel (autrefois chapelle du Lazare).
6. Chapelle du Sacré-Cœur (autrefois chapelle Saint-Pierre).
7. Chapelle Notre-Dame (autrefois N.-D. de Bethléem ou chapelle de paroisse).
8. Entrée de l'église (ancienne chapelle de la Sainte-Trinité).
9. Chapelle Saint-Martin (quelquefois appelée chapelle du Lazare).
10. Chapelle N.-D. de la Salette (autrefois chapelle Saint-Bernard, puis de l'Ange gardien).
11. Chapelle Saint-Joseph (autrefois chapelle Saint-Blaise).
12. Chapelle Saint-Vincent-de-Paul (autrefois chapelle Saint-Paul).
13. Chapelle Sainte-Thérèse (autrefois chapelle Saint-Jean).
14. Chapelle Saint-Charles.
15. Chapelle Saint-Eutrope.





sons situées dans cette rue, et se fût étendu jusqu'aux environs du Grand Séminaire, qui fut plus tard transformé en caserne et qui a aujourd'hui disparu, la ville de Narbonne ayant fait vente du terrain à des particuliers.

« Pendant longtemps l'on s'est demandé de quelles carrières provenaient les pierres employées à sa construction; après de nombreuses recherches et la tradition aidant, l'on a acquis la certitude qu'elles avaient été extraites de l'île de Sainte-Lucie qui appartenait alors à l'archevêque de Narbonne; cette île touche l'ancien canal des Romains, qui était alors navigable, et dont les vestiges existent encore; c'est par cette voie que le transport des pierres dut être opéré. Lorsque les travaux de l'église furent arrêtés, les carrières ne furent plus exploitées; aujourd'hui elles sont couvertes par les sables » (1). Le Capitole fournit également des matériaux (2).

Quel fut l'architecte de Saint-Just? Question difficile à résoudre. Un registre intitulé *Curia del vicariato de Gerona, liber notularum, ab anno 1320 ad 1322*, cité par Viollet-le-Duc (3), mentionne que le chapitre de la cathédrale de

---

(1) *Monographie de l'église Saint-Just de Narbonne*, p. 10, Narbonne, Caillard, 1884.

(2) Le Capitole était une grande tour qui en 1297 servait de prison pour les justiciables de la cour de l'archevêque. L'archevêque de Montbrun l'avait acheté en 1277, moyennant 12,000 sols melgoriens, à Guillaume du Capitole qui en était engagiste. L'archevêque Maurin en avait ordonné la démolition pour en employer les matériaux à la construction de son église, mais cette démolition n'eut lieu que plus tard. Sur le Capitole de Narbonne, voir Mounès, *Inventaire des archives communales de Narbonne*, AA., p. 341, note; Thiers, *Notes sur l'enceinte pré-wisigothique de Narbonne* dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1890, 2<sup>e</sup> semestre, p. 162.

(3) *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, t. 1, p. 112, v<sup>o</sup> *Architecte*.

Gérone décide en 1312 de remplacer la vieille église romane par une nouvelle, plus grande et plus digne. Les travaux ne commencent pas immédiatement, et on nomme les administrateurs de l'œuvre (*obrerros*), Raymond de Viloric et Arnould de Montredon. En 1316 les travaux sont en activité, et on voit apparaître, en février 1320, sur les registres capitulaires un architecte désigné sous le nom de maître Henry de Narbonne. Maître Henry meurt et sa place est occupée par un autre architecte, son compatriote, nommé Jacques de Favariis; celui-ci s'engage à venir de Narbonne six fois l'an et le chapitre lui assure un traitement de deux cent cinquante sous par trimestre. N'est-il pas permis de supposer qu'Henry de Narbonne et Jacques de Favariis, artistes assez estimés pour mériter la confiance du chapitre de Gérone, ne sont peut-être pas étrangers à la construction de la cathédrale de Narbonne?

Nous lisons dans un acte de procédure de 1346: « *Acta* « *fuertunt hec..... in presencia... Raimundi Aycardi, massoni* « *seu operarii ecclesie Narbone.....* » (1). Raymond Aycard est un nom à ajouter aux précédents. Il nous est donc permis de supposer que plusieurs architectes ont concouru aux travaux de la cathédrale et à l'exécution d'un plan unique conçu à l'avance.

Nous eussions voulu pouvoir donner quelques renseignements sur les sommes qui furent employées à la construction de l'église; nos recherches ont été infructueuses, et nous n'avons trouvé aucun document relatif à la main-d'œuvre de Saint-Just (2).

Au moyen de quelles ressources Saint-Just fut-il cons-

---

(1) Mouynès, *Inventaire des archives communales de Narbonne*, AA., *Annexes*, p. 338.

(2) Consulter toutefois George d'Avenel *Les salaires des ouvriers au moyen âge* (Revue des Deux-Mondes, 1<sup>er</sup> octobre 1896).

truit ? Avec les sommes demandées à la piété des fidèles, avec les dons des archevêques et avec le droit d'annate.

Une bulle du pape Grégoire X, du 26 décembre 1271, accorde une indulgence de cent jours à tous ceux qui donneront pour les travaux de la cathédrale (1). Par sa bulle du 23 mai 1292 Nicolas IV donne 40 jours d'indulgence aux bienfaiteurs de l'œuvre (2). Une bulle de Boniface VIII, du 23 août 1296, en accorde cent (3). Une bulle du pape Eugène IV, de juillet 1436, accorde aussi des indulgences à ceux qui contribueront à la réparation de l'église ébranlée et détériorée par des tremblements de terre : « *Nobis* » « *expositum extitit ecclesia predicta in suis structuris et* » « *edificiis mirifico et sumptuosissimo opere edificata, causan-* » « *tibus quibusdam tunc in partibus illis invalescentibus* » « *terremotibus adeo concussa et aperta existat quod nisi* » « *debite reparetur de illorum totali collapsu in ecentu simi-* » « *lium terremotuum forsitan de cetero futurorum verisimiliter* » « *dubitatur* » (4). Quand un excommunié recevait l'absolution, on exigeait de lui deux sols tournois qui servaient aux réparations et à la construction de la fabrique de l'église neuve de Narbonne (5).

Les dons des archevêques étaient variables et n'avaient rien de fixe. Quelques prélats semblaient même croire qu'ils n'étaient pas tenus de pourvoir aux besoins de leur église métropolitaine, et il fallut quelquefois des avertissements royaux pour les convaincre du contraire. De même

---

(1) Doat, vol. 56, f° 150 v°-152.

(2) *Bulla et statuta*, etc., p. 59.

(3) Doat, vol. 56, f° 149-150 v°.

(4) Archives du Vatican, volume du Latran 77. 289<sup>a</sup>. Voir aussi une bulle du pape Nicolas IV du 23 mai 1292, citée dans les *Bulla et statuta*, etc., p. 59.

(5) A. Rocque, ouv. cité, t. I, f° 342 v°, cahier de 1344.

des décisions royales dispensèrent quelquefois les archevêques de la contribution qu'ils devaient fournir à leur église. C'est ce que nous voyons par des lettres du roi François I<sup>er</sup>, du 28 mars 1526, à son grand conseil, cour et parlement de Toulouse. Un arrêt de ladite cour avait décidé qu'une partie des fruits de l'archevêché serait saisie pour être employée en réparations à Saint-Just. Une transaction intervint alors entre l'archevêque et le chapitre, et l'archevêque s'obligea à fournir annuellement trois mille livres pour la réparation, sans compter quinze cents livres pour réparation des maisons, châteaux et édifices de l'archevêché. Le cardinal de Lorraine, archevêque de Narbonne, s'adressa à Sa Majesté, lui représenta qu'il avait fait de grands frais pour son service, et le roi, par les lettres susmentionnées, ordonna qu'il serait sursis pendant trois ans à la dite transaction et que l'archevêque donnerait pour la réparation seulement ce qu'il croirait raisonnable (1).

De même certains actes non signés, passés entre l'archevêque et le chapitre, portent que l'archevêque fournira chaque année trois mille livres pour la réparation de l'église, et le chapitre autant (2).

Certains archevêques se montrèrent généreux envers l'église métropolitaine. Nous n'en voulons pour preuve que ces quelques extraits du testament de Gilles Aycelin, fait au château de Châteldon (Puy-de-Dôme) le 13 décembre 1314 (3) :

« Item, cum nos olim regimini narbonensis ecclesie  
« preeramus, donaverimus et quictaverimus ipsius ecclesie

---

(1) A. Rocque, ouv. cité, t. II, f° 101 v°.

(2) *Ibid.*, f° 102.

(3) Nous devons la communication de ces extraits à M. Aubert de la Faije. Les *Notes sur Châteldon* qu'il a publiées (Moulins, 1892) contiennent quelques renseignements sur la famille Gilles Aycelin de Montaigu.

« fabrice, pietatis intuitu et in redemptione anime nostre  
« et benefactorum ecclesie predictæ, totum illud in quo  
« dicta fabrica nobis obligata tenebatur ex causa mutui  
« eidem facti de summa trium mille librarum turonensium  
« mutuatarum predictæ fabrice per capitulum dictæ eccle-  
« sie narbonensis, seu per illos qui administraverunt bona  
« archiepiscopalia quando sedes archiepiscopalis vacabat,  
« proximo ante promocionem nostram auctoritate aposto-  
« lica factam ad dictam ecclesiam narbonensem; que  
« bona et pecunia mutuata predicta erant nostra et ad nos  
« pertinebant et pertinere debebant. Volumus quod dictæ  
« donacio et quictacio valeant in perpetuum prout in quo-  
« dam publico instrumento manu publica super hoc con-  
« fecto, et sigillo quo utebamur dum eramus archiepis-  
« copus narbonensis ac sigillo curie officialis parisiensis  
« munito plenius continetur. Et legamus eidem fabrice  
« quingentas libras semel solvendas.....

« Item, legamus unam de capellis nostris, videlicet  
« meliorem que est brodata, ecclesie narbonensi.....

« Item, mictram nostram meliorem et crossam, quam  
« tamen crossam meliorari fecimus, et crucem que in  
« altari ponitur cum cantamus, que solum habuimus de  
« bonis predecessoris nostri archiepiscopi narbonensis,  
« nobis ex dono transmissa per dominum agathensem  
« episcopum quondam, germanum predecessoris nostri  
« prefati, legamus ecclesie narbonensi si de jure possumus  
« ea legare; alioquin volumus ea restitui archiepiscopo  
« narbonensi. »

Le droit d'annate avait été établi par une convention du 4 juillet 1267 entre l'archevêque Maurin et son chapitre et réduit de moitié par le pape Clément IV. Le 23 mai 1291 le pape Nicolas IV permit à Gilles Aycelin et aux chanoines de prendre durant cinq ans une année de revenu de tous les bénéfices vacants dans le diocèse dont la collation



lui appartenait, pour l'employer à la construction de leur nouvelle église (1).

Jean XXII et Bernard de Farges renouvelèrent en 1335 le statut de Maurin. Par une bulle épiscopale du 21 février 1480, Raynaud de Bourbon, archevêque de Narbonne, avait continué le droit d'annate sur la moitié des revenus de tous les bénéfices de la ville et du diocèse jusqu'à complet achèvement de l'église (2). Les statuts de Maurin et de Raynaud de Bourbon furent confirmés par Sixte IV (3), Clément VII, Benoît XIII, Jean XXIII et Paul II (4). Le 6 novembre 1498, Alexandre VI les confirma de nouveau et prorogea le droit d'annate *in perpetuum* (5). Les diverses bulles de ces pontifes furent enregistrées au sénéchal de Carcassonne en 1555.

En 1567, le parlement de Toulouse, par un arrêt du 18 septembre, ordonna que l'annate des chanoines et autres bénéficiers du diocèse serait appliqué à l'église; et Clément VIII, par un bref du 16 mai 1594, confirma *in perpetuum* les bulles de ses prédécesseurs (6).

Le droit d'annate fut régulièrement payé jusqu'en 1664. Deux curés, ayant à cette époque refusé de l'acquitter, y furent condamnés par arrêt du parlement de Toulouse. Une nouvelle protestation s'étant produite, le chapitre fit assigner au parlement le curé qui refusait de payer; mais le syndic du clergé intervint au procès, et M. Dagen, grand vicaire, fit proposer au chapitre de terminer par des arbitres l'affaire du droit d'annate. Par une délibération du 5 mars 1667, le chapitre nomma des députés pour passer un

---

(1) Doat, vol. 56, f<sup>o</sup> 147.

(2) Doat, vol. 56, fol. 402 et sqq. ; *Bulla et statuta*, etc., p. 149.

(3) Doat, vol. 56, f<sup>o</sup> 407.

(4) *Bulla et statuta*, etc., p. 156 et sqq.

(5) Doat, vol. 56, f<sup>o</sup> 407 ; *Bulla et statuta*, etc., p. 153.

(6) *Bulla et statuta*, etc., p. 216.

compromis; le procès traîna en longueur, et une autre délibération du 3 mai 1672 désigna deux chanoines pour aller à Toulouse avec M. Dagen, député du clergé, hâter la solution du litige.

Cette solution arriva enfin. Les arbitres décidèrent que le droit d'annate était bien établi en faveur de la fabrique de l'église Saint-Just, et ils proposèrent aux députés de convenir d'une rente annuelle que le clergé payerait à la fabrique en abonnement du droit d'annate. Ils dressèrent une minute de transaction et renvoyèrent les députés pour que le clergé et le chapitre convinssent sur les lieux de quelle somme serait cette rente annuelle. On proposa de la fixer à la somme de 600 livres tournois; mais l'archevêque Fouquet étant décédé sur ces entrefaites, le cardinal de Bonzy qui lui succéda s'occupa peu de cette affaire, et le projet d'abonnement ne reçut pas d'exécution.

En 1706, pendant la tenue du synode convoqué par Le Goux de la Berchère, les députés du chapitre renouvelèrent les prétentions de la fabrique sur le droit d'annate; mais il ne ressort pas que cette affaire ait été définitivement évacuée.

Quelques tentatives furent faites pour continuer les travaux de Saint-Just. Le 1<sup>er</sup> juin 1633, le roi fait don à l'archevêque Claude de Rebé de la tour Moresque, « à charge par lui d'en faire la démolition à ses dépens et d'en employer les matériaux à la construction de la nef de l'église Saint-Just. Mais l'archevêque fait abattre cette tour, qui était Entre-deux-Villes, joignant le palais de la Vicomté, et devant la grande tour de celui de l'archevêché, et fait bâtir, de la pierre de la démolition d'icelle, le logement des religieuses Carmélites de cette ville » (1).

---

(1) G. Lafont, ouv. cité. — L'Inventaire d'A. Rocque indique cinq pièces cotées n<sup>os</sup> 135 relatives à la démolition de la tour Moresque.

Charles Le Goux de la Berchère entreprit la continuation de l'édifice, mais en réduisant le plan primitif. Les cinq chapelles de chaque côté de la nef étaient réduites à quatre, deux sur chaque flanc. Les deux premières étaient consacrées, celle de gauche en regardant le maître-autel à saint Eutrope, celle de droite à saint Charles.

Le 17 juin 1708, Le Goux de la Berchère bénit et posa la pierre fondamentale de la nef et du bâtiment qu'on a appelé Saint-Eutrope.

Le Goux de la Berchère mit tous les moyens en œuvre pour l'achèvement de son église métropolitaine. Il organisa une loterie publique avec primes (1), et fit lui-même des sacrifices personnels considérables : le chapitre fournit également quelques ressources, mais dans des proportions plus modestes, puisqu'en 1718 il n'avait, depuis la reprise des travaux, contribué que pour une somme de deux mille livres. Les ressources étaient insuffisantes, et cependant les piliers et les murs de la nef étaient déjà élevés jusqu'à la naissance des voûtes, les deux chapelles et les bas-côtés étaient en état d'être voûtés. Fallait-il donc renoncer à l'entreprise ? Niquet, lieutenant du roi au gouvernement d'Antibes et ingénieur en chef des fortifica-

---

A. Certificat des consuls de Narbonne, du 22 octobre 1632, sur l'incommo-  
dité de la tour Moresque.

B. Seconde requête présentée au roy et en son conseil par Mgr de Rebé  
pour demander la démolition de ladite tour.

C. Le 13 janvier 1633, arrêt du conseil qui renvoie devant les trésoriers de  
France l'affaire de la démolition de la tour.

D. 7 mars 1633, vérification et procès-verbal des trésoriers de France pour  
la démolition.

E. 1<sup>er</sup> juin 1633, don fait par le roy à Mgr de Rebé de la tour Moresque.

(1) Mouynès, *Invent. des arch. comm. de Narbonne*, BB., t. II, p. 59.—  
M. Reynaud, directeur des hôpitaux, fut nommé trésorier et receveur géné-  
ral de la loterie. Il fut pris pour le compte des hôpitaux trois cents billets  
d'un franc. Le billet n° 40,743, pris par la Charité, procura à cet établisse-  
ment un gain de 975 livres. Cf. H. Faure, *Supplément au classement des*  
*archives hospitalières de Narbonne antérieures à 1790*, p. 67.

tions de Languedoc et de Provence, avait dressé un devis des travaux restant à faire, qui s'élevait à environ quarante mille livres. Fallait-il laisser là un ouvrage déjà si avancé? L'archevêque et le chapitre s'adressèrent au conseil d'État et au roi; et un arrêt du conseil, du 12 mai 1718, et des lettres patentes du roi, du 17 mai, autorisèrent l'archevêque à emprunter à la manse de l'archevêché une somme de trente mille livres, et le chapitre à employer une somme de dix mille livres qui lui avait été léguée.

Voici les lettres patentes de Louis XV relatives à l'achèvement de la nef de Saint-Just:

« Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de  
« Navarre, à nos amez et féaux conseillers les gens tenans  
« notre cour de Parlement à Toulouze, salut, notre amé et  
« féal conseiller en nos conseils, le sieur Charles le Goux  
« de la Berchère, archevesque et primat de Narbonne,  
« président né des Estats-Généraux de notre province de  
« Languedoc, et les dignitez, chanoines et chapitre de  
« l'Eglise metropolitaine et primatiale de ladite ville, nous  
« ont fait représenter que ledit sieur de la Berchère auroit,  
« depuis son avènement à l'archevesché de Narbonne,  
« reconnu la nécessité qu'il y avoit de continuer la cons-  
« truction de la dite Eglise, en ce que n'ayant ny nef ny  
« croisée, elle n'estoit pas sufisante pour contenir le peu-  
« ple que l'on estoit obligé d'admettre par cette raison  
« dans le chœur confusément avec le clergé; en sorte que  
« cela causoit une grande indécense et empeschoit souvent  
« de célébrer les offices divins et de faire les cérémonies  
« avec la dignité convenable, que pour remédier à ces  
« inconveniens, ledit sieur archevêque avoit fait commen-  
« cer la construction de la croisée de ladite église et d'une  
« chapelle de chaque costé pour le commencement de la  
« nef, ayant à cet effet posé solennellement la première  
« pierre, le xv<sup>e</sup> juin 1708, et ayant depuis continué cet  
« ouvrage auquel il a employé de son chef des sommes

« très considérables, et le dit chapitre n'y ayant contribué  
« jusqu'à présent que pour la somme de deux mille livres,  
« que le malheur des temps ne permettant pas audit sieur  
« de la Berchère et audit chapitre de finir cet ouvrage  
« avec leurs propres revenus et n'ayant pas lieu d'espérer  
« des secours étrangers, les grâces que le dit sieur de la  
« Berchère a obtenues de la Cour n'ayant produit que des  
« secours très foibles, ledit sieur de la Berchère et ledit  
« chapitre auroient cru devoir prendre de justes mesures  
« pour mettre cet ouvrage dans sa perfection, afin d'éviter  
« que ce qui a été déjà fait ne dépérísse à l'avenir, d'au-  
« tant plus que l'ouvrage est bien avancé, les piliers et  
« les murs étant élevés jusqu'à la naissance des voûtes et  
« les deux chapelles et les bas costez estant en estat d'estre  
« voutez ; que ledit sieur de la Berchère et ledit chapitre  
« ayant conféré plusieurs fois sur les moyens les plus  
« convenables pour consommer cette entreprise, ils n'en  
« auroient pas trouvé de plus efficace que de prendre une  
« somme suffisante sur la manse de l'archevesché et sur  
« celle du chapitre, et de faire dresser à cette fin un devis  
« de ce qui reste à faire pour achever cet ouvrage ; que ce  
« devis ayant été dressé par le sieur Niquet, lieutenant de  
« roy au gouvernement d'Antibes et ingénieur en chef des  
« fortifications de Languedoc et de Provence, il auroit jugé  
« que les ouvrages qu'il convient faire peuvent monter à  
« la somme d'environ quarante mille livres, que pour  
« fournir cette somme ledit sieur archevesque et les  
« députés dudit chapitre, nommez par délibération du  
« xxiii novembre 1717, auroient convenus que la somme  
« de trente mille livres seroit portée par la manse archi-  
« piscopale et la somme de dix mille livres par la manse  
« capitulaire, et qu'à cet effet ledit sieur de la Berchère  
« tant pour luy que pour ses successeurs audit archeves-  
« ché emprunteroit au denier de l'ordonnance ou à tel  
« autre plus avantageux qu'il pourroit trouver ladite



« somme de trente mille livres, pour seureté de laquelle  
« il affecteroit les biens et revenus dudit archevesché, et  
« que pour la somme de dix mille livres qui concernoit  
« ledit chapitre ce chapitre employeroit à ladite destina-  
« tion celle de dix mille livres à luy léguée purement et  
« simplement et sans aucune charge par feu le sieur  
« Estienne le Franc, auparavant archidiaque et théologal  
« de ladite église, laquelle somme se trouve actuellement  
« placée sur le clergé de Narbonne, le tout aux pactes,  
« conditions et stipulations contenus dans l'acte de tran-  
« saction passé entre ledit sieur archevesque et les dépu-  
« tez dudit chapitre, le trois décembre de l'année dernière  
« 1717, retenu par Debrieu, notaire de ladite ville, lequel  
« acte a été deuement ratifié par ledit chapitre le 30 du  
« mesme mois de décembre, et que pour la validité d'ice-  
« luy et afin qu'il pust avoir son effet il auroit été convenu  
« par une clause expresse que nous serions très humble-  
« ment supplié de vouloir bien l'homologuer; sur quoy les  
« exposants s'estans pourveu par devers nous, nous  
« aurions par arrest de notre conseil d'Etat du présent  
« mois de may, et après avoir fait voir en iceluy ladite  
« transaction aux pactes, conditions, stipulations et con-  
« ventions y esnoncées. . . . . A ces causes, voulant favora-  
« blement traiter lesdits exposans et leur faciliter en  
« quelque façon les moyens d'accomplir un dessein si  
« louable et si avantageux. . . . . permettons audit sieur  
« de la Berchère d'emprunter tant pour luy que pour ses  
« successeurs audit archevesché, la somme de trente mille  
« livres. . . . . Nous avons pareillement permis et permet-  
« tons audit chapitre de retirer du clergé de Narbonne  
« la somme de dix mille livres léguée audit chapitre par  
« le sieur Lefranc, ou de la cedder à telles personnes qu'il  
« trouvera, pour lesdites sommes estre employées suivant  
« et conformément à la susdite transaction et au devis du  
« sieur Niquet, lequel devis sera exécuté. . . . . Car tel est

« notre plaisir. Donné à Paris, le dix-septième jour de may,  
« l'an de grâce mil sept cens dix-huit et de notre règne le  
« troisième » (1).

A la mort de l'archevêque, survenue le 2 juin 1719, les travaux furent suspendus. René de Beauvau y consacra, dit-on, quelques sommes à partir de 1722; mais ils furent de nouveau abandonnés. Arthur-Richard Dillon voulut les reprendre : un plan fut dressé par l'architecte des Etats de Languedoc et arrêté en 1788; les événements de 1789 emportèrent le projet, et avec lui l'archevêque et le chapitre métropolitain.

Les démarches qui furent faites en 1826 auprès du gouvernement en vue de l'achèvement de Saint-Just n'aboutirent pas davantage. Un moment vint cependant où on put croire que se réaliserait l'espoir de voir se terminer ce magnifique monument.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1838, le président du conseil de fabrique soumettait un projet, non pour l'achèvement de Saint-Just, tâche que l'on considérait comme inexécutable, mais pour rendre l'assemblage des constructions alors existantes moins imparfait. A ce projet étaient joints un plan, un devis et un rapport, qui étaient adoptés par le conseil et qui furent transmis au ministère de l'intérieur. Le projet en question fut soumis au conseil des bâtiments, et appuyé par M. le colonel Espéronnier, alors député; mais le conseil des bâtiments ayant signalé quelques irrégularités dans les documents qui lui étaient soumis, M. Espéronnier fut, en août 1839, chargé par le conseil de fabrique de s'entendre avec M. Viollet-le-Duc, architecte attaché en qualité d'auditeur au conseil des bâtiments, pour la confection d'un nouveau projet d'achèvement de Saint-Just et des plans et devis nécessaires à l'intelligence et à l'exécution de ce projet.

---

1) Archives départementales de l'Aude, G. 3.

M. Viollet-le-Duc se transporta à Narbonne pour se rendre compte du travail qu'on lui demandait et faire sur les lieux même les préparatifs de son projet, qui fut approuvé par le ministre de l'intérieur, ainsi qu'il résulte d'une lettre du ministre en date du 22 janvier 1840. La dépense totale pour arriver à l'achèvement de l'église était réglée à la somme de 384,700 fr. d'après le devis de l'architecte.

Les travaux à exécuter pendant les deux premières années 1840 et 1841 avaient pour objet : 1<sup>o</sup> de démolir la partie des anciennes constructions qui ne se trouvent pas comprises dans le nouveau projet; 2<sup>o</sup> de surélever les anciennes constructions du local dit de Saint-Eutrope jusqu'aux corniches du couronnement. La dépense était fixée à la somme de 140,192 fr. 22 c., de laquelle il fallait déduire celle de 40,000 pour la valeur de vieux matériaux, de sorte qu'il n'y avait à dépenser réellement pendant les deux premières années que 100,192 fr. 22 c.

Les travaux de 1842 étaient relatifs aux échafaudages et cintrages des parties qui devaient être voûtées; les voûtes devaient être exécutées en pierre de taille de Sainte-Lucie et en moellon, et soutenues par des contre-forts. La dépense était évaluée à 74,525 fr. 41 c.

Les travaux de 1843, qui avaient pour objet de couvrir les voûtes par une charpente en sapin recouverte en tuiles, étaient portés pour 17,695 fr. 15 c.

La fabrique disposait alors de 40,000 fr.; le gouvernement en allouait 40,000; le découvert était donc de 112,412 fr. 78 c. Le conseil de fabrique fit appel au gouvernement pour entreprendre les travaux, qui, mis en adjudication le 16 août 1840, furent commencés, mais bientôt laissés dans l'état où nous les voyons aujourd'hui (1).

---

(1) Le plan des travaux avait été dressé par Viollet-le-Duc; une copie en fut faite par M. Firmin, entrepreneur; elle se trouve dans le cabinet de M. Bories, membre de la Commission archéologique.

En 1843, M. Denis, député, inspecteur général des monuments historiques, promettait son intervention auprès du ministre des travaux publics pour faire présenter aux chambres législatives un projet de loi pour l'achèvement de Saint-Just. L'idée première de ce projet de loi avait été conçue par M. Brian, préfet de l'Aude, qui avait adressé au ministre un rapport vivement soutenu par M. Espéronnier, député de Narbonne. M. Ducros de Saint-Germain, maire de la ville, proposait « d'établir des souscriptions  
« individuelles pour dix années, dont le maximum serait  
« de 20 fr. par an, et de laisser à chacun la faculté de porter son offrande ; d'accepter même l'obole de la veuve  
« en établissant une échelle décroissante. Par ce moyen,  
« ajoutait-il, on trouverait facilement 150,000 fr. ; car tout  
« se réduit pour nous à réaliser cette somme, bien convaincus que le gouvernement fera le reste. Pour cela  
« nous avons le département, la commune, le clergé, la  
« fabrique de Saint-Just, enfin nos concitoyens qui s'empresseront avec bonheur de concourir pour voir mener  
« à bien cette vaste et utile entreprise. Ils le voudront  
« d'autant mieux qu'ils feront profiter la classe ouvrière  
« dans tous les genres d'industries d'une somme de  
« 300,000 fr. qui sera entièrement dépensée à Narbonne » (1). Une fois encore le projet d'achèvement de Saint-Just avorta.

Le prince Louis-Napoléon, ayant entrepris en 1832 un voyage dans le midi de la France, s'arrêta à Narbonne et entendit le 3 octobre la messe à Saint-Just. Une inscription, composée par M. Pessieto, avocat, membre du conseil de fabrique, fut placée au-dessus de la grande porte d'entrée du sanctuaire, au fond de l'église ; elle portait ces deux vers :

*Interrupta utinam tandem hæc sacra mœnia surgant.  
Imperio fiat quod rogat pietas.*

---

(1) Rapport adressé à l'assemblée générale.

Vœux impuissants, qu'une allusion transparente et une délicate flatterie ne pouvaient préserver de la stérilité à laquelle ils étaient d'avance condamnés !

A part quelques réparations et la réfection du comble en 1865 (1), les seuls travaux importants exécutés depuis cette époque ont été ceux d'une galerie qui sert à relier les collatéraux ; elle a été construite en 1869 sur les plans et sous la surveillance de M. Castanier, architecte, chargé de l'inspection et de la conservation de la cathédrale Saint-Just. Les frais en ont été payés par les fonds provenant d'une souscription et de la caisse de la fabrique. Le style de cette galerie est, comme on l'a remarqué, en harmonie avec le monument, mais on a accolé un pygmée à un géant.

En 1886 la fabrique a fait clôturer par un mur et une porte grillée la partie dite Saint-Eutrope.

---

(1) Délibération du conseil municipal de Narbonne des 4 juillet 1864 et 8 janvier 1865.





cher (1). Malgré ses infirmités, J. Olivier alla, sinon à Toulouse, du moins à Carcassonne avec les autres témoins (2).

Un renseignement fourni par notre manuel nous porterait à croire que vers cette époque les grandes compagnies troublaient les environs de Narbonne (3). Elles ne durent pas faire de grands ravages, car le registre du clavaire de 1389 à 1390 n'en parle qu'une fois, et encore n'est-il question que de gens envoyés par les consuls vers Ouveillan et Cruzy pour s'informer à ce sujet (4).

En quittant la province, Charles VI avait institué des réformateurs généraux qui semblent l'avoir administrée (5). C'est vraisemblablement d'eux qu'il est question à propos d'un différend entre Ramon Vidal de Castres et l'abbé de Saint-Paul (6). Ces réformateurs

(1) « Jacobus Olivarii est homo senex et valitudinarius et non potest equitare nec vix ire. » — Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, datée du 25 février 1390.

(2) *Livre de comptes de J. Olivier*, f<sup>o</sup>s 102 v<sup>o</sup>, 2, et 117 v<sup>o</sup>. — Appendice II, n<sup>o</sup> CCXL, f<sup>o</sup> 161 v<sup>o</sup>. — Ces infirmités n'étaient pas cependant imaginaires puisque la ville lui alloue 2 livres 11 sous 3 deniers pour la dépense de deux chevaux ; elle n'alloue aux autres témoins que 1 livre 16 sous 8 deniers pour un cheval. Les autres témoins étaient Johan Lac, Bernat Bertran, marchands, et Estève Pascal, laboureur. J. Olivier ne mentionne que les deux premiers ; il est difficile de comprendre pourquoi ; le clavaire et l'acte indiqué dans la note précédente citent Estève Pascal ; cet acte nous renseigne sur la profession de ces divers témoins. Pascal est souvent employé par J. Olivier pour ses travaux agricoles. — P. Oliva exagérait peut-être les infirmités de son mandant, mais un article du manuel (f<sup>o</sup> 89, 1) prouve que J. Olivier se fit, à peu près à cette époque, opérer d'une tumeur. C'est le seul article où il soit question de sa santé.

(3) *Livre de comptes de J. Olivier*, f<sup>o</sup> 101, 2.

(4) Appendice II, n<sup>o</sup> CCXL, f<sup>o</sup> 176.

(5) *Hist. de Lang.*, IX, p. 951.

(6) *Livre de comptes de J. Olivier*, f<sup>o</sup> 102, 2.

firent une enquête à Narbonne sur l'administration financière des consuls et en particulier sur l'impôt des farines dont J. Olivier avait été fermier à diverses reprises. Ils se firent apporter à Nîmes les registres des clavaires et les examinèrent à loisir (1). Une députation se rendit auprès d'eux le 15 avril et ses dépenses furent couvertes par un emprunt auquel J. Olivier contribua pour 11 livres (2). Quelques jours plus tard, le 25 avril, les réformateurs généraux infligeaient à cent quarante Narbonnais une amende totale de 2,500 livres; J. Olivier y était compris pour 140 francs (3). Cette somme ne figure pas dans son registre.

Le 8 septembre suivant, les Narbonnais furent requis de prêter serment de fidélité au roi. J. Olivier figure en tête de la liste des conseillers consulaires et il est qualifié bourgeois. Un simple coup d'œil sur son manuel suffit pour établir qu'à cette époque il continue à faire le commerce.

En 1393, Jacme Olivier fut de nouveau élu consul (4). Cette année-là encore rien ne semble avoir troublé la

(1) Appendice II, n° CCXL, f° 155 v°, 164.

(2) *Livre de comptes de J. Olivier*, f°s 102 v°, 2, et 117 v°. Appendice II, n° CCXL, f° 183. — Une seule souscription est un peu plus élevée que la sienne.

(3) Voir plus haut, p. LXXII.

(4) Appendice II, n° CCXLIV, f° 1. — Charles VI avait réduit à quatre le nombre des consuls dans les villes du Languedoc : l'élection, du moins pour Narbonne, avait été reportée au 17 janvier. Je n'ai pas trouvé l'ordonnance dont parle dom Vaissete et qui aurait été rendue à Narbonne en novembre 1389 (*Hist. de Lang.*, IX, p. 944). Le clavaire de 1389-90 ne parle pas de cette ordonnance, mais nous apprend (Appendice II, n° CCXL, f° 49) que le 17 janvier le roi étant à Narbonne déposa les consuls élus le 25 juin précédent et ordonna que le nombre en serait ramené de 7 à 4. Les quatre nouveaux consuls furent en effet élus ce jour-là.

quiétude de Narbonne, sauf peut-être la question financière. Lors de la conclusion de la paix avec le vicomte, la ville s'était engagée à lui payer une somme de 6,000 francs d'or en divers termes dont le dernier venait à échéance à Pâques 1393. La caisse municipale était vide. On implora des délais du vicomte, mais celui-ci avait déjà cédé sa créance à un drapier de Montpellier, Ysarn Tenchurier. Mise en demeure de payer, la ville parvint à remettre un acompte de 600 francs, le 15 mai ; son créancier n'en était pas moins pressant. On fit flèche de tout bois, et J. Olivier vint en aide à ses concitoyens en prêtant au consulat 225 livres. Les 400 francs qui restaient dus au vicomte purent ainsi être payés le 6 juin. Les avances de notre marchand lui furent remboursées le 24 août (1).

Le registre du clavaire qui nous fait connaître ces faits renferme aussi un détail intéressant J. Olivier et qui peint les mœurs de l'époque. Tous les ans, le 5 août, veille de la foire de saint Just, les consuls parcouraient la ville pour s'assurer que les règlements de police concernant les foires étaient observés ; revenus au consulat ils faisaient une légère collation dont les frais étaient supportés par la caisse municipale. Cette année, par une exception dont on trouve peu d'exemples, ils s'arrêtèrent chez Jacme Olivier et c'est chez lui qu'eut lieu la collation traditionnelle ; les pêches et le vin qui, selon l'usage, en firent le fond furent cependant payés par le clavaire (2).

Dès 1390 on nous représentait J. Olivier comme un

---

(1) Appendice II, n° CCXLIV, f°s 90, 93, 94, 98, 100 v°, 102, 108.

(2) Appendice II, n° CCXLIV, f° 95 v°.

vieillard valétudinaire ; cette exception à la règle ordinairement suivie par les consuls était peut-être motivée par le fâcheux état de santé de leur collègue. Quoi qu'il en soit de cette supposition, J. Olivier n'arriva pas au terme de ses fonctions ; il mourut le 20 décembre 1393. La ville lui rendit les honneurs qu'elle accordait, du reste, toujours à ceux de ses enfants qui mouraient dans l'exercice des fonctions consulaires ; elle lui fit des obsèques solennelles aux frais du trésor municipal (1). Ces honneurs étaient cette fois bien mérités. Ils s'adressaient à un commerçant avisé et intègre, qui n'avait jamais désespéré de l'avenir de sa cité natale même dans les jours fort sombres qu'elle avait traversés, qui lui avait prodigué ses sages conseils, son temps, son activité, l'avait soutenue de son crédit et de ses deniers au lieu de l'abandonner, comme l'avaient fait tant d'autres, et d'aller s'établir là où la fortune paraissait plus propice et plus souriante.

#### VI. — ORGANISATION POLITIQUE DE NARBONNE.

Dans quel milieu J. Olivier a-t-il vécu ? Il importe de le rechercher. Tout ce qui influe d'une manière générale sur la prospérité d'un pays influe évidemment sur la prospérité de chacun de ses habitants, et l'organisation de la cité est l'une des causes de son relèvement ou de sa chute. Pour Narbonne, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, l'action de cette cause va toujours s'affaiblissant avec les progrès incessants de la centralisation monarchique, mais elle n'est pas nulle. Les commerçants

---

(1) Appendice II, n° CCXLIV, f<sup>os</sup> 97, 106.



sont les premiers à ressentir le contre-coup des mesures heureuses ou malencontreuses prises par les administrateurs locaux; il convient donc, pour bien comprendre les faits qui peuvent se dégager d'une étude attentive de notre manuel, de savoir comment était organisée la cité, quels étaient les pouvoirs qui intervenaient dans son administration.

Comme dans toutes les cités du moyen âge nous trouvons à Narbonne des pouvoirs fort divers et très souvent rivaux.

1<sup>o</sup> Le vicomte de Narbonne prétendait être seul à porter le titre de seigneur de Narbonne; il tenait cependant une partie de la ville en fief de l'archevêque. Il avait une cour de justice qui jugeait en premier ressort et en appel tous les différends et tous les accusés qui se réclamaient de sa juridiction. Ses jugements en appel pouvaient à leur tour être frappés d'appel devant la juridiction royale. Il avait en outre, pour ses terres hors de Narbonne, une cour dont le siège était à Saint-Pierre-des-Clars. C'était à lui qu'appartenait l'exécution des condamnations à mort, à la mutilation d'un membre ou au fouet, prononcées par les autres cours de Narbonne, mais il partageait avec l'archevêque la dépouille des condamnés. Il pouvait seul connaître des crimes d'adultère, sauf dans la partie de Narbonne qui était sous la juridiction de l'archevêque. Il avait le droit de créer des notaires. Mais les officiers de sa cour, son viguier et son sous-viguier, son juge ordinaire et son juge des appels, son procureur, son clavaire lui-même ne pouvaient entrer en charge qu'après avoir prêté serment en présence des consuls. Le viguier et le juge ordinaire étaient annuels et ne

pouvaient rentrer en charge que trois ans après en être sortis. Il en était de même pour les officiers des autres cours seigneuriales. Le vicomte possédait la leude ou droit d'entrée à payer pour les marchandises introduites dans Narbonne; il en avait donné une partie à l'archevêque. Dans le premier tiers du xiv<sup>e</sup> siècle, à la suite d'un partage entre les fils du vicomte Amalric II, la part de la leude appartenant au vicomte passa à une branche cadette. Les habitants de Narbonne étaient exempts de toute leude à payer au vicomte ou à l'archevêque. — Le vicomte avait le droit de battre monnaie; il en avait aussi donné la moitié à l'archevêque (1). Les habitants n'étaient tenus de recevoir cette monnaie que si le vicomte prêtait serment entre les mains des consuls qu'elle était de bon aloi. Les fondés de pouvoir de l'archevêque, en leur qualité de clercs, refusaient de prêter ce serment entre les mains des consuls, mais le prêtaient en leur présence entre les mains d'un membre du clergé agréé par eux (2). De plus, les consuls désignaient deux gardes de la monnaie qui devaient être agréés par l'archevêque et le vicomte. Ce droit de battre monnaie fut encore exercé au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle (3). — Le vicomte prétendait avoir seul la garde de la ville et par suite la nomination du capitaine préposé à cette garde. Les consuls réclamaient pour

---

(1) Des lettres du pape Honorius III de 1222 confirmaient en faveur de l'archevêque de Narbonne « la donation à lui faite par Aymeri, vicomte de « Narbonne, des châteaux de Cabrières, Pontes et Peyriac, moitié de la « monnaie de Narbonne, et de la leude de la mer et de l'étang. » Voir l'*Inventaire des actes et documents de l'archevêché de Narbonne*, t. IV, f<sup>o</sup> 383 v<sup>o</sup>. (Ms. de la Bibliothèque de Narbonne).

(2) Arch. de Narb., *Annexes de la série AA.*, p. 100-103.

(3) *Loc. cit.*, p. 215.

eux et cette garde et cette nomination. Leur différend à ce sujet avait été l'une des causes principales de la guerre de 1381 à 1383. Le traité du 6 juillet 1388 stipula que ce capitaine serait nommé par le vicomte, mais qu'il serait assisté d'un conseil de huit prud'hommes dont quatre de la Cité et quatre du Bourg, et qui seraient choisis une moitié par le vicomte et l'autre moitié par les consuls.

2° L'archevêque avait des prétentions au titre de seigneur de Narbonne qui lui était contesté par le vicomte. Une grande partie de Narbonne était cependant dans sa directe. Il avait une cour de justice temporelle dont la compétence était analogue à celle du vicomte (1), sauf pour les crimes d'adultère. On vient de voir qu'il avait une part de la leude et du droit de battre monnaie.

Le vicomte et l'archevêque prétendaient avoir le droit de haute surveillance sur les foires, le droit de nommer les courtiers, de vérifier les poids et mesures, de faire des criées. De leur côté les consuls revendiquaient pour eux-mêmes l'exercice de ces droits et, soutenus par les officiers royaux, ne le permettaient aux officiers de ces deux seigneurs qu'avec leur propre assistance ou celle de prud'hommes désignés par eux. Pour le droit de guet les consuls ne le contestaient ni au vicomte ni à l'archevêque, mais ils émettaient la prétention que les gens du vicomte et de l'archevêque s'abstinssent de

---

(1) D'après une déclaration des consuls de la Cité et du Bourg de 1337, (*Invent. des arch. de Narb., Annexes de la série AA.*, p. 284, c. 1) la cour archiépiscopale ne jugeait qu'en première instance ; les consuls reconnaissent cependant qu'il y a débat sur ce point.

faire le guet lorsqu'ils le faisaient eux-mêmes, et ils arrivaient à la faire prévaloir.

3° Il existait encore dans Narbonne trois cours de justice : celle de l'abbé de Saint-Paul, celle du sacriste mage et celle du chapitre de cette église collégiale. Vers 1335, le roi exerçait les droits de cette dernière cour probablement à la suite d'une confiscation (1). Le chapitre fut remis plus tard en possession de ses droits (2). Ces trois dernières cours ne jugeaient qu'en première instance. Les cinq cours seigneuriales de Narbonne pouvaient connaître aussi bien des causes criminelles que des causes civiles. Chacune avait-elle eu à l'origine juridiction exclusive sur une partie de la population de Narbonne ? C'est fort possible, mais aussi haut que les textes actuellement connus nous permettent de remonter, c'est-à-dire jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle,

(1) Le roi possède « omnia jura que dicto capitulo [ecclesie collegiate « sancti Pauli Narbone], antequam dicta jura devenissent ad manum « regiam, pertinebant. » (*Invent. des arch. de Narb., Annexes de la série AA.*, p. 284, c. 2). — Les archives de Narbonne possèdent un mémoire dans lequel les consuls exposent au roi les raisons sur lesquelles ils fondent leur demande de création d'une viguerie royale à Narbonne. Cet acte (pièce parch., non invent.) n'est pas daté, mais le passage suivant prouve qu'il a été rédigé en 1342. « Dudum lapsi sunt .iiij<sup>or</sup>. anni vel circa tempore « unionis duorum consulatuum ville Narbone in unum consulum concessu « consilibus ejusdem ville. » L'union des deux consulats eut lieu en 1338. Or, dans cet acte on lit : « A sex vel septem annis citra vel circa dominus « rex est et fuit saysitus de alta et bassa jurisdictione pertinente ad capitulum ecclesie sancti Pauli Narbone in certis locis et terminalibus Burgi « Narbone et de ejus exercicio ; set hoc tamen dicitur quod lis seu causa est « mota et pendet in Parlamento inter procuratorem regium ex parte una et « procuratores archiepiscopi Narbonensis et dicti capituli ex altera. » C'est donc vers 1335 que les droits du chapitre Saint-Paul vinrent à la main du roi.

(2) Je n'ai pu retrouver la date de cette reprise de possession. Mais des lettres du sénéchal de Carcassonne du 27 septembre 1405 reproduisant les dires des consuls de Narbonne attestent pour cette date l'existence de cette cour. (*Invent. des arch. de Narb., Annexes de la série AA.*, p. 381, c. 2).

nous trouvons les Narbonnais en possession du droit de choisir la cour par laquelle ils veulent être jugés au criminel comme au civil (1). Une autre prérogative non moins importante des habitants de Narbonne, c'est que l'instruction et le jugement de leurs affaires criminelles en appel comme en première instance ne devaient avoir lieu qu'en présence d'une sorte de jury composé de citoyens narbonnais (2), et le juge devait conformer sa sentence à l'avis de ce jury.

Les droits de ces cours étaient encore limités à quelques autres points de vue. Ainsi toute poursuite d'office leur était interdite, à moins qu'elle n'eût été autorisée par les consuls. Elles ne pouvaient exercer vis-à-vis des accusés la contrainte par corps qui appartenait seulement aux consuls (3). Ceux-ci se montraient fort jaloux des droits de leurs concitoyens et veillaient avec le plus grand soin à ce qu'il n'y fût porté aucune atteinte. En voici un exemple. Un différend s'est élevé à propos d'un testament entre les parents du testateur et les exécuteurs testamentaires. Requis par les parents, le vignier de l'archevêque fait transporter l'argent laissé par le testateur au Mas de Fontfroide (4), et cela contre la volonté des exécuteurs testamentaires. Les consuls en sont informés. Pour assurer le respect du droit de tester

---

(1) Les actes constatant que les habitants de Narbonne sont en possession de ce droit abondent dans les archives municipales de cette ville pour les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles : quelques-uns ont été publiés par Mouynès dans ses *Annexes de la série AA.*, pp. 64, 72, 93, 171, 266, etc.

(2) *Loc. cit.*, pp. 140, 266. — Voir aussi AA. 19, 20, 21, 22.

(3) Arch. de Narb., 9<sup>e</sup> thalamus, f<sup>o</sup> 28 v<sup>o</sup>, 29, 32 v<sup>o</sup>.

(4) Maison sise dans la partie ouest du Bourg et qui servait aux dépôts de fonds et d'objets précieux. Elle disparut en 1606 lors de la construction de la porte Connétable.



et de disposer à son gré de ses biens, ils font reporter cet argent dans la maison du défunt et alors, d'après la volonté expresse des exécuteurs testamentaires, ils la font de nouveau reporter au Mas de Fontfroide où elle est consignée au nom de ces mêmes exécuteurs testamentaires (1).

Je n'ai pas besoin de dire que le moyen âge n'a pas connu le principe de la séparation des pouvoirs. Ainsi l'on voit en 1261 le vicomte se réunir avec l'abbé, le représentant du chapitre et le sacriste mage de Saint-Paul, et décider que la connaissance des crimes de rapt, de viol, d'adultère et de meurtre, entraînant une condamnation capitale, appartiendra exclusivement à la cour du vicomte. Les consuls dont on n'avait pas demandé l'avis déclarèrent nulle cette transaction, et l'autorité royale leur donna gain de cause (2). Par contre ils veillaient à l'exécution d'une ordonnance sur le port des armes, les attroupements, etc., édictée par les cinq cours, mais avec leur assistance.

4<sup>e</sup> A côté et au-dessus de ces divers seigneurs et de ces diverses juridictions était le roi. Il exerçait à Narbonne tout à la fois les droits régaliens et ceux qui lui appartenaient en qualité d'héritier des droits des

---

(1) Arch. de Narb., 9<sup>e</sup> thalamus, f<sup>o</sup> 29 v<sup>o</sup>.

(2) Les archives de Narbonne ont deux copies de cette transaction, l'une du 8 avril 1282 (pièce parchemin) et l'autre de 1329 dans un registre de procédure (f<sup>o</sup> 32) sur l'affaire d'un clerc, Pons Chatmars, accusé d'homicide. — En 1326, le viguier royal de Béziers détenait en prison un Narbonnais accusé de viol qui avait déclaré vouloir être jugé par la cour du sacriste mage. Les curiaux du vicomte réclamaient l'inculpé en vertu de la transaction de 1261; sur la protestation des consuls, il fut livré à la cour du sacriste. (D'après une pièce parch., orig., en latin, datée du 11 janvier 1326, conservée aux arch. de Narbonne et non inventoriée).

comtes de Toulouse, ducs de Narbonne. Ces derniers étaient assez mal définis et personne ne semble d'abord s'en être beaucoup préoccupé. Mais, au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, les consuls insistèrent habilement sur ce titre qui faisait du roi un seigneur particulier de leur ville, suzerain immédiat du vicomte, pour limiter les droits particuliers que celui-ci s'attribuait.

Pour les droits régaliens, il suffit de faire remarquer que le vicomte tenait en fief du roi toute la partie de Narbonne qu'il ne tenait pas de l'archevêque; qu'outre les cas royaux portés directement devant le viguier de Béziers et, à partir de 1349, devant le viguier de Narbonne, c'était aux officiers de la viguerie qu'appartenait le jugement en dernier ressort des affaires jugées en première instance par les cinq cours de Narbonne et même en appel par les cours du vicomte et de l'archevêque. Jusqu'en 1347 le roi avait eu à Narbonne un simple baile assisté de sergents qui, sous l'autorité du viguier de Béziers, assurait l'exécution des ordres royaux. Il y possédait la maison de Malapaga (1) où ses officiers procédaient aux enquêtes, instruisaient les procès, prononçaient même les jugements, détenaient les accusés de crimes dont la connaissance appartenait au roi et les débiteurs qui étaient astreints aux rigueurs du grand sceau de Carcassonne ou du petit sceau de Montpellier (2). Cependant les bureaux du baile royal

---

(1) Cette maison était située dans la partie ouest de la ville, dans le quartier de Belveser. *Inventaire des archives de Narbonne. Annexes de la série AA.* p. 350, c. 1. — *Invent. manuscrit des archives de l'archevêché de Narbonne*, 1, f<sup>o</sup> 524.

(2) Arch. de Narb., registre en papier, reliure moderne en carton, 365 feuillets, non inventorié. Il renferme une enquête faite à Malapaga en 1338 sur le droit des consuls de nommer les courtiers. — Dans un arrêt rendu en

étaient situés sur la place de la Caulayria (1). C'est là qu'il tenait ses audiences et expédiait les affaires assisté des notaires et des sergents royaux (2). En 1349, sur la demande des consuls de Narbonne, et malgré la vive opposition des consuls de Béziers, du vicomte et de l'archevêque de Narbonne, la viguerie royale fut organisée et rendit plus efficace l'action du pouvoir central.

Parlement, le 23 novembre 1347, dont une expédition originale est aux archives de Narbonne (pièce parch., non inventoriée) on lit: « In dicta villa Narbone, nos et predecessores nostri a pluribus annis citra habebamus et tenebamus quandam domum vocatam de Malapaga in qua de mandato officiorum nostrorum arrestabantur et incarcerabantur, incarcerationatique et arrestati detinebantur tam debitores obligati ad vires magni sigilli Carcasone et parvi sigilli Montispessullani quam alii homines criminosi debati ve (') vel suspecti de criminibus quibuscumque quorum ad nos vel officiales nostros cognitio pertinebat. In qua etiam domo dicti officiales nostri cognoscebant processusque faciebant super causis et negociis ad jurisdictionem et cognitionem nostram, ut premititur, spectantibus, eratque in eadem domo protribunal erectum palam et nomine nostro. »

(1) Cette place occupait à peu près l'emplacement de la place actuelle de l'Hôtel-de-Ville. En voici les confrants d'après une pièce orig. des archives de Narbonne non datée, mais concernant un différend qui remonte à 1323. « Platea seu Caulayria Civitatis protenditur a parte circii usque ad partem palacii novi et veteris dicti archiepiscopi, de meridie usque ad portale muri dicte Civitatis quod se tenet cum turri nova dicti archiepiscopi ex uno latere et ex alia cum turi vicecomitis Narbone, et deinde usque ad capud pontis veteris Civitatis, de altano usque ad forum bladayrie Civitatis et mensuras lapideas ibidem appositas inclusive, de acquilone in capite sabbatairie et porte hoperatorii P. R. de Montebruno explectandi ut locum publicum. »

(2) Appendice II, n° CXXI. — « Bajulus regius in dicto loco publico sive platea [Caulairie] dicte Civitatis... tenet et tenere consuevit publice suam audientiam et processus cum notariis et servientibus regis... et audit et audire consuevit ibi de negociis domini nostri regis determinat et diffinit stando sive sedendo pro suo libito voluntatis. » (Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée ni datée; c'est une pièce de procédure donnant les articles produits par les consuls de la Cité contre l'archevêque dans un différend qui remonte à 1323). — « Certum est tamen quod dictus bajulus regius non habet in Narbona aliquam jurisdictionem ordinariam, set solum exequitur per se et servientes regis predictos mandata superiorum suorum presertim ea que ad jurisdictionem et ressortum domini nostri regis pertinet. » (Pièce de 1342 déjà citée, p. CVIII n. 1).

(') Les mots *debat* se sont inutilisés.

Au commencement du xiv<sup>e</sup> siècle la question était encore pendante de savoir à quelle juridiction appartenaient les consulats. Philippe le Bel prescrivit une enquête pour savoir s'ils étaient dans la juridiction haute et basse de l'archevêque et du vicomte, ou s'ils étaient tenus directement du roi (1). Nous n'avons pas les résultats de cette enquête; mais, dès 1281, les consuls de la Cité déclaraient tenir leur consulat immédiatement du roi (2). Par contre, les consuls du Bourg de 1305, imitant ceux de 1293, se déclaraient de la juridiction du vicomte (3). En 1294, un damoiseau et un notaire du Bourg, se plaignant d'avoir été trop grevés dans la répartition de la taille, en appelaient au vicomte de qui dépend le consulat (4). Cependant, au moment même où se poursuivait l'enquête prescrite par Philippe le Bel, les consuls du Bourg proclamaient qu'ils ne tenaient leur consulat de personne (5); les consuls de la Cité refusaient même d'obéir à des ordres émanés du roi mais qui leur étaient transmis par les officiers de l'archevêque et du vicomte (6). En 1324 (7),

(1) Arch. nation., JJ. 42<sup>a</sup>, n° 24 dans Saige, *Juifs du Languedoc*, p. 291.

(2) « Nos... consules [Civitatis]... sumus de iurisdictione domini regis « Francorum a quo immediate dictus noster consulatus tenetur. » Arch. de Narb., pièce parch., orig., non invent., du 11 janvier 1281. Déclaration analogue, en 1301, AA. 34 — Cf. Rouleaux d'arrêts de la cour du roi au XIII<sup>e</sup> siècle, *Bibl. de l'École des Chartes*, XLVIII, p. 190.

(3) Arch. de Narb., pièce parch., orig., non invent., des kalendes de décembre 1305: « Consules Burgi sunt de foro et iurisdictione domini vicecomitis « Narbone. » — Déclaration analogue dans une pièce du 29 octobre 1293.

(4) Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, du 4 déc. 1294: « Ad quem [vicecomitem] spectat correctio et regimen ac moderatio consu- « latus dicti Burgi. »

(5) Arch. de Narb., BB. 82, 134. *Annexes de la série BB.* t. II, p. 10, dernier item, et p. 12; de même en 1301, AA. 34.

(6) Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, du 9 février 1308.

(7) « Predicti comparentes... non sunt de foro et iurisdictione curie dicti

les consuls du Bourg ne maintenaient pas les prétentions de leurs prédécesseurs de 1301 ; ils déclaraient être de la juridiction du roi, et prétendaient tenir leur consulat de lui, non à la vérité comme roi, mais comme duc de Narbonne. A ce titre il avait juridiction immédiate sur les consuls et leurs conseillers, les chefs de métier qui font partie intégrante du consulat, leur nonces et agents divers (1). Ce n'était pas une cour spéciale qui exerçait cette juridiction, c'était la cour ordinaire du viguier et, en appel, celle du sénéchal. Elles étaient seules compétentes pour les faits d'outrage aux consuls, à leurs conseillers et à leurs agents ; pour toutes les affaires où les consuls étaient demandeurs ; pour tous les débats qui s'élevaient entre un seigneur temporel de Narbonne et un simple particulier de cette ville, qu'il fût demandeur ou défendeur (2). Ce titre de duc de Narbonne dont les rois de France ne semblent guère avoir songé à se prévaloir devient entre les mains des consuls une arme qui leur sert non seulement à empêcher les empiètements des seigneurs locaux, mais encore à s'affranchir toujours plus de toute sujétion à leur égard.

5° Le pouvoir consulaire constitue, en effet, dès le milieu du xiii<sup>e</sup> siècle, un pouvoir considérable, fort jaloux de ses franchises, cherchant constamment à les

---

« domini archiepiscopi Narbone nisi ratione spiritualitatis, set de foro et « juridictione curie domini nostri regis cum sint consiliarii consulatus Burgi « Narbone. » Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, du 11 des kalendes de juillet 1324. — « Cum simus consiliarii consulatus Burgi Narbone, qui consulatus tenetur solum et insolidum a domino nostro rege. » Arch. de Narb., pièce parch., orig., non inventoriée, du 5 des kalendes de juillet 1324.

(1) Comme personnes privées les consuls, leurs conseillers, etc., étaient soumis à la juridiction ordinaire des seigneurs de Narbonne.

(2) Arch. de Narb., AA. 36. — *Annexes*, p. 283 et sqq.



accroître. On possède un grand nombre d'actes attestant avec quelle vigilance les consuls maintiennent les prérogatives de leurs concitoyens sur le choix de leur juridiction et le jugement avec le concours des prud'hommes. On les voit même ne tenir nul compte des décisions des cours contraires à leurs libertés. Ils ne craignent pas d'engager la lutte avec le pouvoir ecclésiastique. Si les officiers royaux frappés par les foudres de l'Église faiblissent dans la défense de leurs droits, ils viennent à la rescousse et obtiennent gain de cause. L'archevêque a fait emprisonner un messenger consulaire; le viguier royal de Béziers a enjoint au baile de Narbonne de faire extraire cet accusé des prisons archiepiscopales et de le faire conduire à Béziers pour y être jugé par les gens du roi, seuls compétents à cause des fonctions du détenu. Le baile obéit d'abord, mais l'official ayant alors lancé contre lui une sentence d'excommunication, il réintègre le prisonnier dans les prisons de l'archevêque. Les consuls protestent (4 janvier 1319), et quatre jours plus tard ils ont obtenu des lettres du viguier enjoignant au baile de se faire remettre l'inculpé et de l'envoyer à Béziers; cet officier se décide à exécuter les ordres qui lui sont donnés (1).

Ils entrent même en lutte contre l'autorité royale si elle porte quelque atteinte à leurs privilèges et à leurs coutumes, et la population entière les soutient. En 1301, un habitant de Narbonne, Bernat Johan, accusé d'homicide, a été condamné à mort; mais on a violé l'article de la coutume qui prescrit aux cours de Nar-

---

(1) Arch. de Narb., deux pièces parch., orig., non inventor., des 4 et 8 janvier 1319.

bonne de ne procéder qu'avec le concours des prud'hommes. Adam de Cuxac, lieutenant du sénéchal, ordonne cependant aux officiers de la cour du vicomte de mettre la sentence à exécution (28 mars). Les consuls font appel au roi. Adam de Cuxac prescrit alors à Peire Roca, juge royal de Limoux, d'extraire Bernat Johan des prisons du vicomte, même par la force, et de le conduire dans les prisons de la sénéchaussée à Carcassonne, en attendant le jugement de son appel. Les consuls appuyés par les officiers curiaux du vicomte en appellent de cette violation des privilèges de la ville. Peire Roca passe outre, fait enfoncer les portes de la prison, en tire le prisonnier, et se met en route pour Carcassonne. Mais la population, indignée de l'outrage fait à ses consuls, se masse dans la cour de la Vicomté, se répand dans toutes les rues, finit par attaquer les sergents royaux, leur enlève leur prisonnier, pousse des cris de mort contre le juge et ses recors ; ils n'échappent que grâce à la rapidité de leurs chevaux (1).

La résistance aux prétentions du pouvoir royal n'a pas toujours un caractère aussi violent. En 1301, les officiers royaux veulent consulter les compois et les registres des délibérations consulaires, les consuls refusent de les leur communiquer à moins qu'ils ne montrent un ordre exprès du roi (2). En 1332, ils refusent de montrer aux agents du roi les locaux appartenant à des gens morts ou absents de la ville et qui étaient cités devant le sénéchal (3).

(1) Arch. de Narb., quatre pièces parch. orig., non inventor., du 28 mars et du 6 avril 1301, du 4 août 1302.

(2) Arch. de Narb., pièce parch., origin., non inventor., du 26 août 1301.

(3) Arch. de Narb., pièce parch., origin., non inventor., du 5 mars 1332.

Qua die, comparuit Matheus de Solerio, Catalanus, pro se et Antiquo de Odena, etc., ex una parte, et Ar. de Baudacho, ex altera, coram magistro Bartholomeo de Podio, etc., iudice in hac causa delegato (1) a domino Guilhelmo de Choardono, milite, senescallo Carcassone et Biterris, et dictus Matheus obtulit libellum predicto iudici sub hac forma.

1. Asserit Matheus de Solerio, Catalanus, pro se et Antiquo de Odena, consule, mercatori de Catalonia in Montepessulano, et pro mercatoribus terre domini regis Aragonum quod Baudachus de Montepessulano indebite et injuste exigit et exigere nititur terciam partem cujusdam leude que olim percipiebatur tamen indebite apud Latas et dicebatur leuda gradus Biterris, quam leudam seu ejus perceptionem dictus dominus rex Aragonum ejecit de Latis et tota terra sua, quam eciam dominus G. de Choardono, milite, senescallo Carcassone et Biterris, sine causa justa, pro sue libito voluntatis, de facto cum de jure non posset, statuit percipiendam apud Venres, non vocatis, citatis vel presentibus mercatoribus maritimis qui ex dicto statuto sunt lesi et qui contradixissent si presentes fuissent.

2. Item asserit quod olim dum flumen Orbi intrabat mare apud Porcaranicas, locus per quem dictum flumen intrabat mare dicebatur gradus Biterris et ibi ratione dicti gradus percipiebatur leuda que dicebatur leuda gradus Biterris in loco qui dicebatur estaca vel estachas.

3. Item asserit quod cum dictum flumen desiit intrare mare apud Porcarranicas et cepit intrare apud Serinhanum, locus per quem dictum flumen cepit intrare apud Serinhanum fuit dictus et hodie dicitur gradus Biterris, ratione ejus gradus fuit percepta et hodie percipitur

---

(1) *Ms.* delegata.

dicta leuda que apud Porcarranicas percipiebatur dictum dum flumen intrabat mare ut dicitur et fuit dicta leuda gradus Biterris.

4. Item asserit quod dicta leuda gradus Biterris percipitur et fuit percepta continue a temporibus quorum contrarii memoria non existit sive apud Serinhanum, videlicet postquam dictum flumen cepit ibi intrare mare, sive apud Porcarranicas, videlicet dum ibi dictum flumen intravit mare.

5. Item asserit quod ex consuetudine generali hujus terre et terrarum vicinarum leuda maris percipitur seu debetur ratione gradus vel portus, et ubi vel ratione gradus vel portus leuda maris non debetur, nec percepi debet nec unquam fuit percepta.

6. Item asserit quod castrum de Venres caret gradu et portu.

.....

*Après divers incidents de procédure, le demandeur remet au tribunal les positions suivantes :*

1. In causa quam habet Matheus de Solerio cum Baudacho de Montepessulano ponit idem Matheus quod olim multis annis fuit percepta quedam leuda apud Latas in qua percipiebat dictus Baudachus terciam partem et dominus episcopus Biterris aliam terciam partem et G. Amici, aliam terciam. — Credit dictus Ar. de Baudacho.

2. Item ponit quod dicta leuda comuniter apud Latas et apud Montepessulanum et per terram istam vicinam mari dicebatur leuda gradus Biterris. — Non credit, addens quod si verum est non prejudicat.

3. Item ponit quod dictus Baudachus et dominus episcopus Biterris et G. Amici percipiebant dictas tres partes dicte leude per leudarios suos. — Credit de illa leuda quam consueverunt percipere apud Latas.

4. Item ponit quod dicti leudarii comuniter per terram istam vicinam mari dicebantur leudarii leude gradus Biterris. — Non credit ut ponitur, addens quod si verum est non prejudicat.

5. Item ponit famam esse, fuisse a magnis temporibus, quod dicta leuda percipiebatur ratione gradus Biterris. — Non credit et addit ut contra proxime.

6. Item ponit famam esse et fuisse a magnis temporibus quod dicta leuda erat indebita et indebite percipiebatur. — Non credit et addit ut contra proxime.

7. Item ponit quod cum olim aliqui consules maris de Montepessulano dum dicta leuda percipiebatur apud Latas movissent questionem de dicta leuda, contendendo quod ipsa leuda esset indebita, dicti Baudacus et dominus episcopus Biterris et G. Amici seu eorum antecessores vel alii pro ipsis eis habentibus rationem prestiterunt in mutationem[?] de dicta leuda dictis consulibus seu aliquibus eorum ut de dicta questione desisterint, et ita destiterunt. — Non credit et addit ut supra proxime.

8. Item ponit famam esse et fuisse de proxime propositis inter mercatores Montispessulani et Catalonie et aliunde. — Non credit et addit quod contra proxime.

9. Item ponit quod olim, dum flumen Orbi intrabat mare apud Porcarranicas, locus per quem dictum flumen intrabat mare erat et dicebatur comuniter gradus Biterris. — Non credit ut ponitur nisi aliud appareret, addens quod si verum est non prejudicat.

10. Item ponit quod de proxime predictis est et fuit fama inter homines hujus terre vicine mari et aliunde. — Non credit et addit quod contra proxime.

11. Item ponit quod ratione proxime dicti gradus, dum videlicet in dicto loco fuit dictus gradus, fuit ibidem percepta leuda que dicebatur leuda comuniter inter homines hujus terre vicine mari et terrarum vicinarum que fuit



proxime mari, leuda gradus Biterris, et de hoc est fama et fuit. — Non credit et addit quod supra proxime.

12. Item ponit quod tempore precedente dictum flumen desiit intrare mare apud Porcarranicas et cepit intrare mare apud Serinhanum. — Non credit et addit quod supra proxime.

13. Item ponit quod locus per quem dictum flumen cepit intrare apud Serinhanum est et fuit, dicitur et fuit dictus comuniter per homines hujus terre vicine mari et terrarum vicinarum proximarum mari gradus Biterris. — Non credit et addit quo[d] supra proxime.

14. Item ponit quod ratione proxime dicti gradus, ab eo tempore quo cepit esse gradus, fuit ibidem percepta et percipitur leuda que fuit dicta et dicitur comuniter inter homines hujus terre vicine mari et terrarum vicinarum propinquarum mari leuda gradus Biterris. — Non credit et addit quod supra proxime.

15. Item ponit quod ratione gradus Biterris fuit percepta leuda continue a temporibus quorum contrarii memoria non existit sive apud Porcarranicas, videlicet dum dictum flumen ibi intravit mare, sive apud Serinhanum, videlicet ab eo tempore quo cepit ibi dictum flumen intrare mare. — Non credit et addit quo[d] supra proxime.

16. Hoc idem ponit de .lx. annis et decensive usque ad .v. annos. — Non credit et addit quod supra proxime.

17. Item ponit quod ex generali consuetudine sive usu hujus terre et terrarum vicinarum que fuit proxime mari, leuda maris percipitur seu debetur ratione gradus vel portus. — Non credit et addit quo[d] supra proxime.

18. Item protestatur quod de generali consuetudine sive usu hujus terre et terrarum vicinarum que sunt proxime mari, leuda maris non deberi percipere nec unquam fuit percepta in terra ista vel terris vicinis que sunt proxime mari, nisi ratione gradus vel portus, quia mari (*sic*) libera

sunt et liberum est cuilibet per maria navigare. — Dictus Baudachus protestatur contrarium.

19. Item ponit quod apud Agatensem debetur et percipitur leuda ratione gradus Agathensis ab episcopo Agathensi. — Credit quod si percepit percipiet ratione gradus et maris contigui terre Agathensi.

20. Item ponit quod Narbone debetur et percipitur leuda ratione gradus Narbone a domino Narbone. — Respondit ut ad presedentem.

21. Item ponit quod Magalone debetur et percipitur leuda ratione gradus Magalone ab episcopo Magalonensi. — Respondet ut ad precedentem.

22. Item ponit quod maria vicina dicto gradui Biterris, tam cum fuit apud Porcarranicas quam priusquam fuit apud Serrinhanum, fuerunt dicta et dicuntur maria Biterris. — Credit quod maria vicina locis predictis in quibus pars adversa dicit fuisse apud Porcarranicas et apud Sernhanum et maria vicina terre de Porcarranicis et de Sernhano dicantur maria Biterris. — Non credit ut proponitur et addit quod si verum esset non prejudicat.

23. Item ponit quod maria vicina gradui Narbone fuerunt dicta et dicuntur maria Narbone. — Credit.

24. Item ponit quod maria vicina gradui Agathensi fuerunt dicta et dicuntur maria Agathensia. — Credit addens quod non prejudicat.

25. Item ponit quod maria vicina gradui Magalone fuerunt dicta et dicuntur maria Magalone. — Respondet ut ad precedentem.

26. Item protestatur quod sicut ratione gradus Narbone debetur leuda et non ratione plani maris, sicut est ratione gradus Agathensis debetur leuda et non ratione plani maris et sic ratione gradus Magalone debetur leuda et non ratione plani maris, sic ratione gradus Biterris debetur leuda et non ratione plani maris.

27. Item quod, ex comuni opinione gentium hujus terre,

et terrarum vicinarum que sunt proxime mari, leude maris que percipiuntur ratione graduum vel portuum fuerunt institute propter emolumentum salvationis, quia navigia possunt salvari et salvantur per portus et per gradus. — Credit leuda maris percipi in indietis (*sic!* locis et ratione maris. Cetera non credit ut ponuntur nisi aliud appareret, addens quod si verum est non prejudicat.

28. Item ponit quod, de generali consuetudine sive usu terre et terrarum vicinarum que sunt proxime mari, de mercibus que vehuntur (1) in navibus et lignis magnis non debetur nec solvitur leuda maris ratione graduum licet dicte naves et ligna magna transeant per maria vicina gradibus quandoque dicte naves et ligna magna in gradibus salvari non possunt nec per ipsos gradus intrare nec intrare gradus esse. — Non credit ut ponitur nisi aliud appareret, addens quod si verum est non prejudicat.

29. Item ponit quod de proxime dictis est fama et comunis opinio inter homines hujus terre et terrarum vicinarum que sunt proxime maris. — Respondet ut ad precedentem.

30. Item ponit quod castrum de Venres caret gradu et portu. — Respondet ut ad precedentem.

31. Item ponit quod rex Aragonum ejecit dictam leudam que percipiebatur apud Latas seu ejus perceptionem tanquam indebitam de Latis et de tota terra sua. — Credit quod dominus rex Aragonum prohibet et prohibuit a paucis tempore citra in dampnum et prejudicium domini regis Francorum et injuriam dicti Baudaci ne dicta leuda recipiatur apud Latas vel in terram suam ubi idem Baudacus percipere consuevit. Cetera non credit ut ponuntur, addens quod si verum est non prejudicat.

32. Item protestatur quod dominus senescallus non

(1) Le ms. a *perint* avec un tiret sur *e* et sur *in* et un troisième signe abrégatif après *t*.

potuit de jure statuere dictam leudam que percipiebatur apud Latas percipiendam apud Venres seu rationne castri de Venres.

.....

Qua die partes comparuerunt coram iudice supradicto et dictus Ar. de Baudacho, respondens, habitus copiam de predictis propositionibus respondit ad eas ut in fine singularum continetur.

*A la requête du demandeur des témoins sont cités et prêtent serment les uns à Béziers, d'autres à Montpellier, à Agde et à Narbonne; qui..... deposuerunt prout in libro depositionum continetur, et ego Raymundus Capella de Aragonia, notarius publicus domini regis (1) Francorum hec acta scripsi et sumpsi ab originalibus actis Petri de Parisius, notarii publici ejusdem regis mutatione aliqua vice et nomine ipsius notarii de auctoritate judiciaria iudicis supradicti, etc.*

Post hec predictus iudex Carcassone citari fecit predictum Ar. de Baudacho per suas literas quarum tenores inferius continentur, de quibus citationibus constitit per publicum instrumentum quod dicto iudici obtulit Matheus memoratus die assignata apud Biterrim comparens coram ipso, videlicet die lune post festum beati Martini yemalis anno Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxx<sup>o</sup>. tercio (2).

*Suit le texte de la nouvelle assignation donnée pour le lundi après la Toussaint (6 novembre); de sa signification faite le 4 à Montpellier, dans la maison de Baudac qui est alors absent. L'assignation est ensuite prorogée au 13 novembre. Baudac ne comparait pas. Le prononcé de la sentence est fixé au samedi après la saint André (2 décembre). Baudac ne compa-*

---

(1) Le ms. a arag avec un tiret au-dessus de ag. C'est une erreur pour regis attesté plus loin, p. 409, l. 3 en remontant.

(2) 13 novembre 1273

*rait pas; cependant son neveu se présente*: Comparuit tamen Egidius Verderii, nepos dicti Arnaudi, pro ipso ut dicebat, dicens quod in nullo satisfaceret pro ipso vel de ratihabitione vel de judicato solvendo, set quod excusabat eum quod tempore dicte citationis dictus Ar. erat absens extra provinciam in Catalonia, ut credebat. Cum autem finis termini i[n]staret a lite contestate die mercurii sequentis finiendi parte agente i[n]stante proferri sententiam ne per lapsum termini pereat instancia judicii in ejus lesionem et gravamen, dictus iudex de consilio plurimorum sapientium pronunciavit ut inferius continetur.

*Suit une copie des actes relatant que l'assignation a été signifiée: 1<sup>o</sup> à Béziers, le 16 des kalendes de décembre (16 novembre) dans l'hôtellerie où descend ordinairement Baudac et chez un particulier où il lui arrive aussi de s'arrêter quand il vient à Béziers; 2<sup>o</sup> à Montpellier le 10 des kalendes de décembre (22 novembre) 1273. Je ne transcris que le procès-verbal de cette dernière signification:*

Post hoc eodem anno, videlicet .x. kalendas decembris, cum dictus Michael de Malobuxo, notarius publicus Montispessulani, pervenisset apud Montepessulanum, ipse idem Michael, auctoritate dictarum litterarum et precibus dicti domini magistri Bartholomei, accessit et ivit ad domum in qua moratur quedam domina que vocatur Baudacha ubi consuevit venire et manere dictus Arnaudus dum erat in Montepessulano, et invenit ibi ipsam dominam que dicebatur esse soror dicti Arnaudi et Petrum de Capitevillario qui dicitur esse frater dicti Ar. de Baudacho, et peçiit ab eis si erat inter dictus Arnaudus vel eum sciebant, citando eundem Ar. de Baudacho auctoritate dictarum litterarum ut die sabati post festum sancti Andree apostoli et peremptorie compareat coram dicto domino magistro Bartholomeo apud Biterrim in palacio dicti domini regis et quod interim ponat et prebet quicquid vellet pro jure suo. Qui P. de Capitevillario, frater dicti



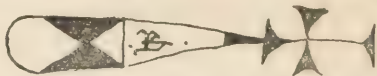
Arnaudi, ut dicitur, dixit quod non erat in villa ista Montispessulani; dicta vero domina soror, ut dicitur, dicti Arnaudi, dicit quod apud Marciliam erat prout sibi dictum fuerat et forte faceret testimonium quod aliquis de parentela dicti Arnaudi compareret ad dictam diem si dictus Arnaudus non erat in partibus istis. Acta fuerunt hec in presencia et testimonio G<sup>i</sup> Andree, anellerii, Raymundi de Malobuxo, clerici, Johannis Cabrerii et dicti Michaelis de Malobuxo, notarii Montispessulani qui rogatu dicti domini magistri Bartholomei judicis has citationes fecit et scripsit ut in dictis literis sigillo predicti magistri Bartholomei sigillatis dignoscitur contineri et ad majorem horum omnium firmitatem habendam dictus Michael, notarius, suum



Dicta autem die ad audiendum sententiam peremptorie assignata, scilicet die sabati post festum beati Andree apostoli, anno Domini .m°. cc°. lxx°. iij°. , dicto Matheo comparente et prout debuit expectante, et dicto Ar. de Baudacho legitime citato per se vel per alium ydoneum non comparente, dictus judex visis et examinatis omnibus supradictis cum domino P. abbate sancti Affrodisii (1) Biterris, domino R<sup>o</sup> de Montepetroso, domino G. P. de Rogiano, domino Bermundo de Arsatio, domino Gitardo Ermgaldi *(sic)*, domino R. de Ripaalta, iudice domini senescalli Carcassonne et Biterris, dominis legum et super hiis cum ipsis habita longa disputatione, deliberatione et tractatu et habito consilio sapientium, dictam causam determinans pronunciavit in huc *(sic)* modum. Et ego Raymundus Capella, publicus notarius domini regis Francorum hec acta publica scripsi mandato et auctoritate judiciaria judicis supradicti cum quo interfui ad predicta

(1) Ms. Anafirod

in ista adjornatione cum sua continuatione et signavi,  
 regnante Philippo  
 rege Francorum

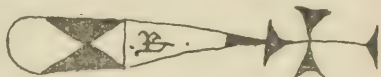


Et ego magister Bartholomeus de Podio, clericus domini regis, judex Carcassone, in hac causa giudice a dicto domino senescallo delegatus, omnia precedencia acta ista scribi jussi et feci in cujus rei testimonio in sequenti pecia post sententiam sigillum meum appono et eciam in singulis juncturis peciarum.

In nomine Domini, amen. Visis et auditis omnibus supradictis, sanctis euangeliiis coram positis, quia constat intentionem agentis tam de jure comunis quam ex probationibus testium esse fundatam et aperte rea nichil est propositum vel probatum in hac causa quod obsistat, idcirco ego magister Bartholomeus de Podio, clericus domini regis, judex Carcassone, a domino senescallo Carcassone et Biterris in hac causa delegatus, sententialiter prohibeo ne dictus Ar. de Baudacho percipiat de cetero terciam partem dicte leude in quantum agentis petitio secundum premissa se extendit in ipsum Ar. dicto agenti, condemnans ut caveat secundum hoc ne dictam terciam partem percipiat in futurum, et in octoginta lbr. turon. pro litis expensis, facta taxatione judiciaria cum juramento agentis sicut decet, jure et honore excellentissimi domini regis Francorum in omnibus semper salvo. Lata fuit hec sententia apud Biterrim in domo turris domini regis, in presenciam et testimonio domini P. Dei gratia abbatis sancti Affrodisii Biterris, domini R. de Montepetroso, domini Bermondi de Arsacio, domini R. de Ripaalta, judicis domini senescalli Carcassone et Biterris, dominorum legum, magistri Johannis de Parisius, judicis Capistagni *[sic]*, Augerii de Affamano, et Petri de Manso, notarii curie Biterris domini regis, Alexandri, subvicarii Biterris, tenentis locum vicarii Biterris domini

regis, domini P. Ademarii, militis, Guillelmi R<sup>i</sup>, burgensis de Montispessulano, et G<sup>i</sup> Saurini de Biterri et multorum aliorum et mei R. Capelle, publici notarii domini regis Francorum, qui hec scripsi mandato judicis supradicti die sabbati post festum beati Andree apostoli, scilicet quarto nonas decembris, anno Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxx<sup>o</sup>. tercio, domino Philippo rege Francorum regnante, et

signum meum apposui.



A qua sententia predictus Augerius, procurator domini regis in vicaria Biterris, ad dominum senescallum Carcassone et Biterris incontinenti viva voce appellavit apostolos cum instancia postulando quia domini regis interest, sicut dicit. Predictus vero Egidius Verderii, nepos dicti Ar. de Baudacho, pro ipso ad serenissimum dominum regem Francorum viva voce appellavit et apostolos petiit cum instancia consueta. Quas appellationes predictus judex recipit in quantum de jure sunt admitte, eodem anno et die et sub isdem testibus, et ego idem notarius hec scripsi et signavi.

Isti sunt testes super pedagio maris producti per magistrum Matheum de Solerio contra Baudachum, exauditi per magistrum Bartholomeum de Podio, etc., qui deposuerunt anno Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxx. primo, ydus aprilis (1).

1. Deodatus de Tennans (?) de Montepessulano, testis juratus, super secunda positione dixit quod ipse navigavit bene per .xviiij. anni (*sic*) cum mercaturis per maria Biterris quando defferebat de Ispania quandoque, et quandoque de Catalonia, quandoque de Barbaria ad portum

(1) Je donne seulement les fragments de ces dépositions qui intéressent le commerce maritime et la géographie; il arrive souvent qu'un témoin répète ce qu'ont dit les témoins précédents. Je supprime ces répétitions.

de Latis .xviij. anni sunt elapsi; et leudarii qui ibi erant petebant ab ipso et ab aliis mercatoribus leudam de dictis mercibus dicentes quod eam petebant pro gradu Biterris, et nunquam habuerunt ab ipso teste nisi semel et de hoc sunt .xx. anni elapsi et plus, nec vidit quod de aliis haberent; etc. Dixit etiam se vidisse per dicta tempora quod dicta leuda dicebatur leuda gradus Biterris; ipse tamen et alii mercatores dicebant quod non debebatur. — Super .v<sup>a</sup>. causa dixit famam esse apud Latas et apud Montepessulanum et per istam ripariam quod dicta leuda percipiebatur ratione gradus Biterris, etc. De .xviij. causa dixit generalem consuetudinem esse et usum terrarum mari proximarum ubi leuda maris percipitur quod percipiebatur ratione gradus vel portus, etc., et quod ipse testis vel alii mercatores qui erant cum ipso in nullo mari solverunt leudam ubi venirent ad portum vel gradum. — De .xx. causa dixit quod ipse testis plus quam decies persolvit leudam apud Narbonam pro gradu Narbone pro mercaturis quas illuc vehebat per mare, .xxx. anni sunt et a dicto tempore citra, et idem vidit de multis aliis mercatoribus, videlicet de Johanne Gasc et de P. Mir de Valencia et de multis aliis de quibus non recordatur. — De .xxj. causa dixit se vidi (*sic*) quod Magalone percipitur leuda pro gradu Magalone ex parte episcopi Magalone non de mercaturis set de personis quod non habent domum apud Montepessulanum, de qualibet persona .xij. d., et hoc vidit semel .xx. anni sunt de se ipso qui tunc non habebat domum apud Montepessulanum et non de aliis. — Super .xxvij. causa dixit se audivisse dici semper ex quo navigavit quod hujus modi leude fuerunt institute quia navigia possunt salvari et salvantur per portus et per gradus. — Super .xxviij. causa dixit quod naves et magna ligna que non possunt intrare gradus non solvunt leudam gradus, et ita observari .xxx. anni sunt e[t] plus de se et de aliis.

2. Raymundus de Melgorio de Montepessulano, testis

juratus, etc., de .xvij. causa dixit consuetudinem esse quod ubi leuda maris percipitur percipiatur ratione gradus vel portus et licet barcha intret portum dummodo transeat ante portum percipitur leuda de mercaturis que ibi sunt ratione portus. Requisitus quomodo scit, dicit quia ita vidit quinquies vel sexies ad portum de Cadarquier, set de magnis navibus non vidit percipi leudam nisi venirent ad portum; et idem quod supra dixit de barcha dixit de lignis magnis, set de tempore dixit quod .viij. vel .ix. anni sunt. — De .xix. causa dixit quod ipse testis persolvit leudam semel apud Agathensem ratione gradus Agatensis .ix. anni sunt; et idem vidit tunc fieri a .iiij<sup>or</sup>. vel a .v. sociis suis de suis mercaturis quorum unus vocabatur Johannes Marra et alius P. de Montebeliardo; de aliis non recordatur. — De .xxvij. causa dixit se nichil scire nisi quod semel audivit dici quod dicte leude fuerunt propter hoc institute ut per portus et gradus navigia salvarentur a piratis.

3. Guillelmus de Ripa de Montepessulano, testis juratus, etc. de .xxx. causa dixit quod ipse testis multociens intravit gradum de Venere cum barchis, set non est ibi portus vel introitus ad magnum lignum vel galeam. — De .xxxj. causa dixit quod ipse testis vidit quod quidam, cujus nomen ignorat, precepit apud Montepessulanum ex parte domini regis Aragonum quod nullus perciperet apud Latas dictam leudam quia erat indebita, ut dicebat, et hoc fuit a .x. annis citra.

4. Raimundus de la Costa de Montepessulano, testis juratus, dixit de .ij. causa se vidisse quod Baudachus et quidam alii pro domina Sibauda, sorore quondam Gi Ri et percipiebant apud Lautas [*sic*] dictam leudam ut dicebatur quod tertia pars dicte leude percipiebatur pro episcopo Biterris et quod aliam terciam partem percipiebat Baudachus ex donatione domini regis et aliam terciam partem pater Gi Amici, et gentes dicebant quod dicta leuda erat



gradus Biterris, et de hoc sunt bene .xvj. anni. — De .iiij. causa dixit quod dicti laudarii dicebantur a gentibus laudarii gradus Orbi Biterris. — De .xvij. causa dixit se nunquam vidisse vel audisse quod aliqua leuda maris perciperetur nisi ratione gradus vel portus et quod consuetudo est quod leuda maris percipitur ratione gradus vel portus. Requisitus quomodo scit, dixit quod ita vidit observari; requisitus quoscians et in quibus locis dixit quod apud Narbonam plus quam vicesies a .xxij. annum citra, et in portum de Cogliure pluries a dicto tempore citra, et in portu de Cardarquier pluries, et in portu de Tortosa et in gradu Valencie pluries a dicto tempore citra. Dixit tamen quod multi portus et gradus sunt in quibus nichil solvitur nisi mercature ibi vendantur, videlicet portus Ciri et portus Baruti et portus Sidonie et portus Tribolis et portus Marguati et portus Tortose et portus de Lalicha, in quibus portibus ipse testis fuit a .xxx. annis citra, in quibus ipse vel alii nullam leudam solvebant nisi de mercaturis quas ibi vendebant, et quando nichil vendebant nichil solvebant pro leuda. Dixit etiam quod Catalonia est quoddam castrum vocatum de Tamarit in ripa maris ubi non est portus nec gradus, ubi leuda maris percipitur, et ipse testis ibi fuit et vidit ibi solvi pro barcha .vij.s., ut sibi videtur, et mercatores inter se contribuebant ad solvendum dictam leudam, et hoc pluries a .xxij. annum citra. — Super .xix. et .xx. causa dixit quod leuda que percipitur apud Agatensem recipitur ratione gradus. Requisitus quomodo scit, dixit quod ipse testis ibi solvit et vidit a multis aliis solvi quando veniebant per mare cum mercaturis in gradum, et quando transibant per mare et non intrabant gradum nichil solvebant; et hoc vidit pluries a .xxij. annum citra. Postea dixit sibi videri quod hoc quod prestatur apud Agatensem in portu et in aliis locis predictis non est pro leuda set pro staqua, et idem dixit de aliis portibus et gradibus predictis, preter-

quam de gradibus Narbone et Valencie et Tortose in quibus percipitur pro leuda licet navigia non intrent gradum dum modo transeant per mare et ad vistant gradus: set in aliis gradibus et portibus in quibus solvitur pro staqua non solvitur aliquid nisi navigia intrent gradibus vel portibus et ita vidit observari a dicto tempore citra.

5. Raimundus Peireria de Montepessulano, testis juratus, etc. de .xvij., et .xix., .xx., .xxx. causa dixit se semper audivisse dici, .xx. anni sunt, quod ubi leuda maris percipiebatur, percipitur ratione portus vel gradus et ipse testis ita persolvit dum navigabat videlicet apud Montepessulanum pro gradu Narbone, et apud Coeliure pro portu Veneris, et apud Cadalquier pro portu, et apud Tortosam pro gradu pluries a .xx. annis citra.

7. Ar. de Visallo (?), civis Barchinone, testis juratus, etc. de .xix. causa, .xx., .xxj. dixit quod apud Agatensem percipitur leuda a mercaturis per mare vectis que in gradu Agatensi exhonerantur et si navigia transeunt per mare vel etiam intrent portum, si non exhonerent ibi mercaturas non solvunt ibi leudam. Requisitus quomodo scit dixit quod ita vidit et audivit ter vel quater vel quinques et amplius a .xv. annis citra de se et de aliis multis mercatoribus: dixit etiam quod de gradu Narbone fit aliter, videlicet quod navigia que transeunt cum mercaturis per mare ante gradum Narbone persolvunt leudam dicti gradus licet non intrent ipsum gradum et licet ibi non exhonerent, dum tamen navigia sint talia que possent intrare dictum gradum. Requisitus quomodo scit, dixit quia ita vidit multociens de se ipso et de multis aliis mercatoribus a .xv. annis citra. — De .xxviiij. et .xxviiiij. causa dixit se ita audisse dici a multis leudariis et a multis hominibus et ipse testis eciam fecit multociens mercaturas suas duci per maria de Catalonia apud Montepessulanum, et quando in magnis lignis et navibus sine prestatione leude alicujus gradus eundo et redeundo seu leudam portuum persolvit

in locis consuetis licet navigia non intrarent in portus, et ita vidit de se et de multis aliis mercatoribus a .xv. annis citra, et ita fiebat quia naves et magna ligna poterant se juvare de portubus intrando eis et non de gradibus ut audivit dici a pluribus et ita vidit uti.

10. Guillelmus de Vallibus, civis Illerdensis, testis juratus, de .ij. et .iiij. et .v. causa dixit se vidisse et audivisse quod leudarii qui percipiebant leudam apud Latam pro episcopo Biterris et Baudacho et G. Amico vocabant dictam leudam gradus Biterris dicentes mercatoribus: « Solvite nobis leudam gradus Biterris »; et de hoc sunt bene .xvj. annis, et a dicto tempore citra audivit eam sic vocari a mercatoribus comuniter. — De .xix. causa dixit quod ipse testis venit cum quadam barcha cum mercaturis de Montepessulano versus Cataloniam et intravit cum sociis suis in gradum Agatensem et exhoneraverunt ibi ad desicandum mercaturas suas que erant humide facte in mari: et cum leudarii peterent leudam pro gradu fuerunt absoluti per episcopum Agatensem quia exhoneraverant pro tali causa; et, si exhoneravissent non pro tali causa set ad vendendum vel ad defferendum mercaturas per terram, solvissent ibi leudam portus, ut eis dixit episcopus, et ut aliis vicibus ipse testis persolvit bis vel ter duo anni sunt: et ipse testis, et annus est elapsus, venit mercaturis per mare ad dictum portum et quia non exhoneravit nichil solvit. — De .xxj. causa dixit se vidisse decies a .xvj. annis citra quod barcha que veniebat ad gradum Magalone ad staquam solvebat ibi .xij. d. pro staqua, et persona mercatoris .xij. d., et eciam ipse testis sic persolvit.

11. Ar. de Vino, civis Illerdensis, testis juratus, de .ij.iiij. et .v. causis dixit quod .xij. anni sunt quod ipse conversatur in hac terra et a dicto tempore citra audivit leudam que percipiebatur apud Latas et apud Montepessulanum et apud Barchinonam et Ilerdam vocari leudam gradus Biterris et a .l. personis et amplius.

13. P. de Capellades, civis Barchionone (*sic!*, testis juratus, de .ix.x.xj.xij.xiiij.xv. et .xvj. causa dixit se nichil aliud scire nisi quod locus ille in quo flumen Orbi intrat mare apud Serinhanum vocatur gradus de Serinhano, in quo gradu ipse testis, .viiij. anni sunt, venit semel cum mercaturis in quadam barcha per vim tempestatis, in quo gradu barcha firmavit ad terram, et propter hoc aperuit quod exhoneraretur ut alleviaretur et posset redire in mari; et quia exhoneravit merces in terra justa gradum, quidam homines de Serinhano, de quibus nescit qui erant, exegerunt ab ipso nescit quantam pecuniam vel an pro leuda vel pro qua causa, et postea nichilominus solvit leudam Biterris apud Latas. — ...Dixit quia... ipse persolvit et vidit leudas persolvi in ipsis gradibus vel portibus. Requisitus in quibus, dixit quod in gradu Agatensi ter vel quater a .x. annis citra, quando ibi exhonerabat, aliter non, et in gradu Narbone plus quam tricesies, sive exhoneraret, sive non, dum modo transieret per mare ad vistam dicti gradus cum navigio quod posset gradum intrare, et in portu de Coeliure plus quam tricesies, sive exhoneraret ibi, sive non, dum modo transieret per mare ad vistam dicti portus vel non vistam cum mercaturis que vehuntur per mare de partibus Catalonie et Ispanie versus Montepessulanum, et equo et eodem modo in portum de Quadaquiers bene tricesies, .ix. annis citra.

14. Guillelmus de Turre, de Barchinonia, testis juratus, etc. in gradu Agatensi dixit non ita fuisse, nam in eo non solvit leudam nec vidit solvi, set pro stacha solvebat barcha .xij. d. quando intrabat gradum et ligabatur ad stacham; set de gradu Magalone non vidit aliud nisi quod persona mercatorum solvebant ibi quilibet .xij. d., nescit qua ratione.

Isti testes sequentes de parte producente deposuerunt apud Agatensem, .xv. kalendas madii.

16. Bartholomeus Moleda de Agatensi, testis juratus, de .ix. et .x. causa dixit quod tempore illo quo, ipso vidente, flumen Orbi intrabat mare apud Porcairanicas, gradus ille dicebatur a gentibus gradus Biterris, .xxv. anni sunt. — De .xij. causa dixit se nunquam vidisse quod flumen Orbi defuisset intrare mare apud Porcairanicas, imo ibi intrat pro parte modica et pro majori parte apud Serinhanum. — De .xij. causa dixit se nichil aliud scire nisi quod gentes vocant gradum de Serinhano vel de Berbeil locum alium in quo flumen Orbi intrat mare. — De .xiiij. xv. et .xvij. causa dixit quod ipse nunquam solvit nec vidit persolvi leudam pro gradu de Serinhano, set pro stacha gradus vidit ibi persolvi a ligno duorum timorum .v. sol. quando intrabat gradum, de ligno cum uno timone .xij. d. et de barcha .vj. d. dum modo intrarent dictum gradum, et hoc vidit de se et de multis aliis a .xl. annis citra plus quam vicesies; set de mercibus que erant in dictis navigiis nichil solvebant pro leuda nisi exhonerarentur ad terram et tunc solvebant leudam, set nescit quantum; et si remiterentur in ipso navigio in quo fuerant exhonerate nichil solvebant licet inde extraheretur per gradum. — De .xxx. causa dixit se scire quod apud Vennes est gradus in quo ipse honeravit lignum ter, bene sunt .xx. anni, et postea multociens vidit ibi honerari ligna, et ipsemet postea multociens intravit cum navigiis dictum gradum, et nescit quod careat gradu, imo scit quod est ibi gradus.

17. Raimundus Michael de Agatensi, testis juratus, de .ij. iiij. et .v. causa dixit quod illa leuda que solebat percepi apud Latas solebat dici leuda gradus Orbi. — De .vj. causa dixit quod tunc gentes dicebant quod dicta leuda erat indebita propter hoc quod gradus erat impeditus nec barche poterant intrare. — ...Dixit eciam quod ipse testis intravit dictum gradum de Porcairanicis vocatum gradum Orbi plus quam cencies a .xl. annis citra, et



nunquam vidit ibi peti vel solvi leudam vel stacham a navigiis vel mercaturis quas ipse ibi per mare ducebat et videbat ab aliis duci; set apud Serinhanum vidit quandoque de novo persolvi per stacham set non leudam, et vidit quod nichil ibi solvebatur pro stacha in dicto gradu a .xl. annis citra nisi a parvo tempore. — De .xvij. xxvij causa dixit se nichil scire nisi quod audivit dici quod Sarraceni solebant malum facere in hac terra et propter hoc tenebantur barche armate in gradibus et portibus contra ipsos ad deffendendum ripariam. — De .xix. causa dixit quod apud Agatensem non solvitur leuda de mercaturis vectis in gradum per mare nisi de navigiis extrahantur et per terram portentur, et tunc solvitur leuda apud Agatensem ratione terre; de navigiis autem intransantibus cum mercaturis dictum portum, solvitur ibi de quolibet navigio pro stacha non pro leuda, scilicet de habente duos timos .v. sol., et de habente unum .xij. d., et de barcha .vj. d., et ita vidit observari .xl. anni sunt et a dicto tempore citra.

18. Guillelmus Magister de Agatensi, testis juratus, de .xxvij. causa et .xxix. dixit quod ipse testis a .vj. annis citra venit de insula Majoricarum cum mercaturis per pelagum, et quando navigabat ita quod non posset videre terram non solvebat leudam portum, et quando poterat videre terram solvebat pro portibus de Quadaquier, de Coeliure, de Sancto Felice, sive navigia essent magna vel parva, et hoc contingit sibi quinquies vel sexies a dicto (1) tempore citra, et hoc vidit de gradu Narbone.

19. Bernardus Mallolii de Agatensi, testis juratus, de .ix.x.xj.xij.xliij.xv. et .xvj. causa dixit se inde nichil aliud scire nisi quod modo non intrat flumen Orbi mare apud Porcairanicas, set in ieme intrabat et ita fuit bene a .xliij. annis citra; set apud Serinhanum intrat continue et ille locus de Serinhano in quo intrat vocatur gradus

---

(1) *Ms.* adacto.

Berbelli, ille vero locus de Porcairanicis vocatur gradus Orbi, et nunquam vidit in dictis locis leudam prestari. — De .xxx. causa dixit quod apud Venres est melior gradus Orbi.

20. Guillelmus Suriani de Agatensi, testis juratus, de .ij.iiij.v. dixit se audisse pluries vocari leudam Orbi et pluries leudam gradus Biterris illam leudam que percipiebatur apud Latas, et hoc bene sunt .xij. anni et postea, tam apud Agatensem quam apud Montempessulanum et in Catalonia.

21. Johannes Gigniacus de Agatensi, testis juratus, de .xxx. causa dixit quod castrum de Venres habet gradum, set nichil valet.

27. Raimundus Garini de Agatensi, testis juratus, de .ix.x.xj.xij.xiiij.xv. et .xvj. causa dixit se nunquam vidisse quando gradus Orbi esset a parte Porcairanicarum et a parte Serinhani, set ab antiquo erat major a parte Porcairanicarum, set a .xx. annis citra est major ille de Serinhano quem semper audivit vocari gradum de Serinhano et illum de Porcairanicis gradum Biterris, .l. anni sunt et a dicto tempore citra; et nunquam vidit vel audivit quod in dictis gradibus perciperetur leuda aliqua. — De .xxviiij. et .xxix. causa dixit quod ipse duxit hujusmodi magna navigia de Spania et de Catalonia versus partes Montispessulani et nunquam solvit nec vidit ab alio solvi leudam graduum pro hujus modi magnis navigiis, lice[t] pro gradu Narbone peteretur, set non fuit soluta et hoc multociens. — De .xxx. causa dixit se nescire an modo sit gradus Veneris, set pluries vidit ibi gradum et piscatus fuit ibi.

28. Berengarius Galaubi de Agatensi, testis juratus, de .ix.x.xj.xij.xiiij.xv. et .xvj. causa dixit se nescire quantum tempus est quod gradus desiit esse apud Porcairanicas et fuit mutatus apud Serinhanum, set bene vidit utrumque gradum. — De .xxx. causa dixit quod apud

Venres non est gradus quem possit intrare aliquod lignum. Requisitus quomodo scit, dixit quia duo anni vel tres sunt quod fuit ibi et ita vidit.

29. Thomas Salsera de Agatensi, testis juratus, de .xxx. causa dixit se vidisse decies et amplius gradum apud Venres a .x. annis citra et eciam nundum est mensis elapsus.

Testes sequentes deposuerunt apud Biterrim et fuerunt producti die lune post (1) quindenam passche (2) Domini anno Domini .m<sup>o</sup>.cc<sup>o</sup>.lxxj<sup>o</sup>. et omnes tam presedentes quam sequentes sunt partis agentis.

30. Johannes Mois de Serinhanu, testis juratus, de .ix.x.xj.xij.xiiij.xv. et .xvj. causa dixit se vidisse quod totum flumen Orbi intrabat mare apud Porcaranicas .xl. anni sunt et amplius, et tunc locus ille in quo intrabat mare vocabatur gradus Orbi et quidam vocabant eum gradum de Porcaranicis et nunquam vidit ibi percepi leudam, set pro stacha prestabantur ibi a ligno vel barcha unius timonis .xij. d. quando intrabat gradum, et ipse testis vidit semel vel bis tempore illo persolvi stacham predictam vel Petro Bernardi vel Stephano Sigerii, bajulo domini marescalli (3), et tunc nichil petebatur pro stacha nisi intraret gradum navigium, quod ipse testis sciat. Item dixit quod postea vidit maiorem partem dicti fluminis intrare mare apud Serinhanum, .xxxv. anni sunt vel circa, et locus ille vocatur gradus de Serinhanu in quo a dicto tempore citra vidit percepi stacham, et ipse testis percepit pro domino marescallo millesies, et vidit percepi

(1) Lecture peu sûre.

(2) Le ms. me paraît avoir *passee* avec un signe d'abréviation sur *e*.

(3) D'après un passage précédent de cette procédure il s'agit du maréchal de Mirepoix : « ad vicarios de Florenciaco domini marescalli Mirapicis pro testibus de Porcaranicis et de Serinhanu. »

a bajulo domini Rostagni de Montepessato, antequam marescallus teneret Serinhanum, in gradu salso qui ibi erat, et eciam leudam de mercaturis que vehebantur ad dictum gradum, bene sunt .xl. anni et amplius, de sestario bladi albam, de sarcina cordarum .ij. d. et albam, de coriis bovium de sarcina sex d.; set nescit nomina personarum; et idem vidit postea de bajulo domini marescalli (1) si mercature exhonerarentur ad terrarum (*sic*), aliter non. Dixit etiam quod semper per predicta tempora fluxit similiter quedam pars dicti fluminis Orbi ad mare apud Porcaranicas, et fuit et est ibi gradus.

32. Stephanus Dominici de Serrinhamo, testis juratus, de .xxj. causa dixit quod ipse testis bis vel ter vexit per mare postes (2) ad gradum Magalonensem et solvit pro leuda quadragesimam partem.

33. Bernardus Bruni de Serinhamo, testis juratus... de .xxx. causa dixit quod apud Venres est gradus et ipse testis vidit eum quampluries a .xl. annis citra et transivit cum barcha per eundem et piscavit in eodem.

34. P. Grassi de Serinhamo, testis juratus,... ad[j]icit quod ipse testis percepit dictam leudam (3) de mercaturis vectis in dictum gradum et per terram extractis gradum de Serinhamo, de mercaturis que exhonerabantur ad terram, per B. Berbeyl, bajulo (*sic*) de Serinhamo domini marescalli, pro .xviij. annis a .xxxv. annis citra.

35. P. Gitardi, de Serinhamo, testis juratus,... de .ix. x.xj.xij.xiiij.xiv.xv. et .xvj. causa dixit se vidisse a .xxx. annis citra quod pars fluminis Orbi intravit mare apud Porcarranicas et locus ille vocabatur gradus de Porcarraniceis, et quod similiter altera pars dicti fluminis intravit mare apud Serinhanum et locus ille vocabatur gradus de Seri-

(1) *Ms.* merscalli.

(2) *Ms.* potes.

(3) Il s'agit de la leude dite de Béziers.

nhano, et nunquam vidit quod perciperetur leuda in dicto gradu de Porcarranicis, set bene vidit ibi percipi stacham et ipse testis solvit plus quam ter stacham ibidem Arnaldo Alamanni, bajulo de Porcaranicis domini marescalli, a .xvj. annis citra; set in gradu de Serinhano vidit percepi leudam et ipse testis percepit ibi leudam pro domino marescallo plus quam cencies ratione dicti gradus de mercaturis que exhonerabantur apud Serinhanum in terra, et nichilominus recipiebat stacham de navigiis portantibus dietas mercaturas, videlicet pro stacha unius galee .x. sol., pro barcha duorum timorum .v. sol., et pro ligno cohoperto cum gabiis .x. s., et pro barcha sine timone .vj. d. Dixit eciam quod de mercaturis in terra exhoneratis recipiebat de leuda nomine dicti domini marescalli, videlicet de sarcina coriorum bovinorum .vj. d., de quolibet sestario bladi albam, de bala cirogrillorum .xij. d., de bala fustanarum .xij. d., de bala presseti vermelli .v. s., de carga de grana .v. s., de rodor .ij. d. alb., set de terra, petra, vino vel carbone non prestatur ibi leuda, quod ipse sciât. — De .xxx. causa dixit quod apud Venres sunt duo gradus per quos (1) ipse diversis temporibus intravit plus quam sexies cum barcha honerata bladi a .xv. annis citra et solvit ibi stacham.

Isti testes sequentes deposuerunt apud Narbonam .viiij. kalendas madii, anno quo supra, coram predicto iudice Carcassone qui eos recepit et examinavit.

36. P. Capmanh, civis Narbone, testis juratus, de .ix.x. .xj.xij.xiiij.xv. et xvj. causa dixit se nunquam vidisse quin flumen Orbi intraret mare apud Porcaranicas et apud Serinhanum, set semper major pars apud Serinhanum; et locus ille de Serinhano dicebatur gradus de Berbeyl et ille de Porcaranicis vocabatur gradus Orbi. — De .xvij. et .xxvij.

(1) *Ms.*, quod.



causa dixit se nichil scire nisi quod audivit dici quod hujusmodi leude fuerunt institute ad tenendum ligna armata ad custodiendum maria, etc. — Requisitus quomodo seit, dixit quod ita vidit de se et de multis aliis quando navigabat per ista maria veniendo de Spania versus Montepessulanum.

40. Raimundus Garaldi, civis Narbone, testis juratus de .ix.x.xj.xij.xiiij.xv. et .xvj. causa dixit idem quod dictus Petrus [Capmanh], .xxxvj. testis, preter hoc quod anno preterito transivit per plassam de Porcaramicis et non vidit quod aliquid de flumine Orbi intraret mare, imo alveus erat sicus. — De .xvj. et .xxvij. causa dixit quod ipse testis navigavit per ista maria a .xxv. annis citra veniens cum mercaturis de Ispania et Catalonia versus Montepessulanum per mare, et solvebat leudam pro portibus de Quadarquers et Cocliure sive intraret portus sive non, set pro gradu Narbone non solvebat quia navigia non poterant intrare ipsum gradum, et ita vidit de se et de multis aliis; et ipse testis missus quandoque ex parte bajuli archiepiscopi Narbone ad navigia que transibant ante gradum Narbone mensurabat ipsa navigia an erant talia que possent intrare gradum Narbone et quando erant talia solvebant leudam per dictum gradum, et quando erant talia quod non possent intrare gradum non solvebant leudam, et hoc vidit bis .xvj. anni sunt vel circa. — De .xx. causa .xxvij. et .xxix. causa dixit prout supra in .xvij. et .xxvij. causa dixit; dixit eciam quod leudarius domini Almarici Narbone et domini archiepiscopi quadam vice, .x. anni sunt, peccit ab ipso teste leudam pro gradu Narbone de mercaturis quas vehebat in navigio quod non posset intrare dictum gradum et de hoc magister Guitardus, judex domini Almarici de Narbona, tulit sententiam contra ipsos leudarios et absolvit ipsum testem et mercatorem cujus erant merces, et leudarius appellavit, set non fuit prosecutus.

41. G<sup>us</sup> Sabaterii, civis Narbone, testis juratus, etc., dixit... quod dictus locus de Serinhano ubi Orbis intrat mare vocatur gradus de Serinhano et non de Berbeyl..... Ad[j]i-  
cit se vidisse, .v. vel. vj. anni sunt, quod cum Bernardus  
Deodati, leudarius domini Almarici, vicecomitis Narbone,  
et domini archiepiscopi peteret leudam pro gradu Narbone  
a quodam nauchero de Valencia de mercaturis quas per  
mare vehebat de partibus Ispanie versus Montepessulanum  
in quodam magno ligno quod non posset se juvare de  
dicto gradu non intraverat ipsum gradum, dicto nauchero  
dicente se non teneri cum navigium suum non posset se  
juvare de dicto gradu, querela delata in curia domini  
archiepiscopi Narbone, dictus naucherius fuit immunis de  
juribus, hiis auditis.

42. P. Crosati, civis Narbone, testis juratus, etc., de .ix.  
x. xj. xij. xiiij. xv. et .xvj. causa dixit se nunquam  
vidisse gradum in loco ubi Orbis intrat mare apud Porca-  
ranicas per quod posset intrare aliquod navigium parvum  
vel magnum: de ceteris dixit idem quod dictus P., .xxxvj.  
testis, preter hoc quod dictus gradus vocatur de Serinhano  
et non de Berbeyl.

43. P. R. de Capdul, civis Narbone, testis juratus, etc.,  
dixit..... quod bajulus de Latis domini regis Aragonum  
compellebat ipsum ad solvendum predictam leudam, set  
nescit nomine cujus reciperet dictam leudam, dicebat  
tamen quod ratione gradus Biterris eam requirebat.

44. Arn. de Solerio, civis Narbone, testis juratus, etc.,  
de .ix. x. etc., causa dixit idem quod P., .xxxvj. testis,  
preter hoc quod dictus gradus non vocatur de Berbeyl set  
de Sarinhano. — De .xxviij. et .xxix. causa..... adjicit etiam  
quod de hoc vidit questionem inter leudarios Narbone et  
G. Serratorem a quo petebant leudam de mercaturis  
vectis in ligno suo pro gradu Narbone ante ipsum gradum  
per mare, et quia illud honoratum non posset intrare gra-  
dum, curia domini archiepiscopi que hoc audiebat dimi-

sit cum in pace et questio fuit dimissa, et de hoc sunt bene tres anni. — De .xxx. causa dixit quod apud Venres est gradus in quo non possunt intrare nisi pauche barche piscatorum.

43. R<sup>us</sup> de Montepesato de Narbone, testis juratus, etc., de .ix. x. xj. xij. xiiij. xv. et .xvj. causa dixit idem quod dictus P., preter hoc quod decies a .xx. annis citra transivit per locum in quo flumen Orbi solebat mare *[sic]* apud Porcaranicas et videbat locum siccum, et quandoque vidit ante quod modica pars fluminis ibi intrabat, set non posset inde intrare barcha honerata vel exhonerata. — Vidit quod B. Dalfini, vicarius domini Narbone, misit P. R. Bergonhonum ad mare ante gradum Narbone ad mensurandum duo ligna Catalanorum an essent talia quod possent intrare dictum gradum: et quia fuit inventum quod unum posset intrare et aliud non, illud quod posset intrare solvit leudam licet non intraret et aliud fuit dimissum abire liberum cum suis mercaturis. Ad[j]icit eciam quod ipse testis bis obtinuit de suis magnis lignis que ducebat per mare cum mercaturis de Catalonia ne solveret leudam gradus Narbone quia erant talia quod non possent intrare gradum, et ita expedierunt eum curie vicecomitis Narbone et domini archiepiscopi scilicet quod dimiserunt questionem, set aliter noluerunt dare sententiam. — De .xxx. causa dixit quod apud Venres est gradus ad parvas barchas piscatorum non ad alias, set non vidit ipsum gradum a .v. annis citra.

46. Petrus Mainardi, civis Narbone, testis juratus, etc. de .vj. causa dixit se aliud nescire nisi quod mercatores dicebant: Quomodo solvemus nos leudam gradus Biterris cum de dicto gradu non possimus nos juvare?

47. Ar. Adalberti, civis Narbone, testis juratus, etc. de .ix. x. xj. xij. xiiij. xv. et .xvj. causa dixit idem quod Petrus Capmanh, .xxxvj. testis, preter hoc quod gradum de Porcaranicis vidit pluries siccum et nunquam vidit

quod illuc intraret aliquod navigium. — De .xvij. et .xxvij. causa dixit se nichil scire nisi quod audivit dici quod quedam fuerunt institute ad tenendum ligna armata ad custodiendum mare et quedam ad faciendum ipsos portus. De .xxx. causa dixit se vidisse pluries a .xx. annis citra gradum apud Venres per quod poteret intrare barcha cum honore quingentorum quintalium, set quinque anni sunt quod non possent.

49. Martinus Rubei, civis Narbone, testis juratus, etc., de .xxx. causa dixit quod apud Venres est gradus quandoque et quandoque non, et ita vidit.

Notum sit cunctis quod dominus Johannes de Claperiis, vicebajulus curie Montispessulani, assidente sibi Bergario *[sic]* Montanerii, notario diete curie, dedit in mandatis michi Bernardo Felicii, notario publico Montispessulani, ut transcriberem, in formam publicam reddigerem quasdam depositiones quinquaginta testium de transcripto de originalibus actis seu atestationibus suptas et suptis *[sic]* per manum Petri de Parisius, publici notarii, scriptas et scriptis, ut superius continetur, quarum depositionum et atestationum verbo et verbum superius sunt incerta ad instanciam Raymundi Deusajuda, Guillelmi de Pallayano nomine eorundem consulum Civitatis Narbone. Acta sunt hec anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono scilicet ydus februarii, in presenciam et testimonio Petri Ugonis, canabacerii, Petri de Volio, advocati, et mei Bernardi Felicii, notarii publici Montispessulani, qui mandato dicti vicebajuli hec scripsi; etc.

*Au verso d'une copie du début de ce document on lit: Ayson cartas con fo absouta et anullada per lo rey de Fransa la leuda del mar de Besers. — D'un autre main: Carta bona de la leuda de las mars de Bederres, de Porcayranas, de Sernhan, Venres e Latas. — Dans l'interligne, au dessus de de las mars on a ajouté e flum d'Orp.*

(Pièce parch., copie contemporaine).

**B. 1278 à 1281** — Nouvelle procédure au sujet de la leude de la mer de Béziers (1).

Coram vobis domino Philippo de Montibus, senescallo Carcassone et Biterris, asserunt P. Raymundi, consul Civitatis, et Amelius de Sancta Valeria, consul Burgi Narbone, pro se suisque conconsulibus ac nomine ipsorum et universitatis et singulorum ejusdem ville Narbone, dicentes quod Arnaudus de Baldaco de Montepessulano exigit indebite et injuste et nititur extorquere leddam sive vectigal ab omnibus ejusdem ville de mercibus seu averis que dicti homines per mare evehant vel evehi faciunt ad villam eandem, vel inde apud Montepessulanum, Marciliam sive ultra. Unde cum dictus Arnaldus non habet jus percipiendi dictam leddam nec etiam exigendi in toto vel in parte intus Narbonam vel extra, petunt dicti consules, nomine quo supra, dictum Arnaldum de Baudaco per sententiam prohiberi ne percipiat dictam leudam nec aliquid exigit pro eadem, et quod quecumque indebite extorsit ab hominibus dicte ville vel de rebus eorum occasione ledde predictæ restituat. Et nichilominus ydoneo caveat ne dictam leddam nec aliquid pro eadem ab hominibus Narbone vel de rebus ipsorum intus Narbonam vel extra percipiat vel exigit in futurum. Et ad hoc petunt dicti consules, nomine quo supra, ipsum Arnaldum per sententiam condemnari, et condemnatum compelli,

---

(1) Je ne donne que de très courts fragments de cette longue procédure dont la fin manque. Les parties ne font guère que répéter ce qui a été dit dans le document qui précède. On y trouve des lettres de Louis IX datées de Saint-Germain-en-Laye, juin 1239, confirmant à *Dulcelino*, veuve de Bernat Baudac de Montpellier, le don de la leude faite au dit Bernat par Louis VIII.— Il n'y a pas de dépositions de témoin, ni de sentence rendue.



justicia mediante, cum dicte universitatis et singulorum ejusdem intersit dictam leddam non percipi neque peti.

Oblatus fuit iste libellus dicto domino senescallo anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, die jovis post festum sancti Martini yemalis.

*Après de nombreux incidents de procédure, Baudac remet ses positions au tribunal le lundi après la Saint-Vincent, 28 janvier 1281. J'y relève les deux positions suivantes avec les réponses des consuls de Narbonne :*

Proponit Ar. Baudac predictus quod in tenemento castri de Venere est gradus maris et locus mari contiguus qui appellatur gradus de Venres. Et ita consuevit esse ab antiquo et a tanto tempore citra cujus contrarii memoria non existit. — Credit quod aliquando est ibi gradus et aliquando non. Cetera positionis non credit.

Item ponit quod dicta leuda fuit percepta quandoque in mari predicto (1), quandoque apud Biterrim, quandoque apud Venres, quandoque apud Latas et etiam alibi in regno Francie. — Non credit ut ponitur, et si appareret dicit quod fuit percepta indebite et injuste.

*L'affaire ayant encore été remise au lundi après l'octave de Pâques (21 avril) Baudac remet au tribunal de nouvelles positions parmi lesquelles les suivantes :*

Ponit Arnaudus de Baldaco quod castrum de Latas et ejus tenementum est de regno et sub regno Francie.

Item ponit quod dominus comes Montisfortis, tempore quo dominabatur in civitate Biterris, donavit et concessit Ar. de Baldaco, patri suo condam, dictum pedagium seu dictam partem dicti pedagii.

Item ponit quod bone memorie dominus Lodoycus, avus

---

(1) Il s'agit de la mer voisine de l'embouchure de l'Orb.

condam domini regis Francorum nunc viventis, donavit et concessit dictum pedagium seu dictam partem pedagii dicto Arnaudo, patri suo.

(Pièce parch., minute informe).

C. 1282 — 8 des ides de septembre (6 septembre). — Enquête en vue de la suppression de la leude de la mer de Béziers; suppression de cette leude moyennant le paiement d'une somme de mille livres par les marchands intéressés.

Anno nativitatis Christi, millesimo ducentesimo octuagesimo secundo .viij. idus septembris. Cum nobilis vir dominus Philippus de Montibus, miles, domini regis senescallus Carcassone et Biterris, quasdam litteras ipsius domini regis pendentes et patentes recepisset et sibi presentate fuissent per dominum Petrum Radimundi, judicem suum majorem, quarum alie erant sigillate sigillo cere albe ipsius domini regis, quarum tenor talis est: Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone salutem. Cum per judicem vestrum nobis intimaveritis quod utilitas nostra est ut jus quod habemus in leuda maris Biterris demus et quitemus pro mille libris, vobis mandamus quatinus inquiratis diligenter utrum utile sit nobis alienationem leude predictae talem facere, et an nobis expediat, non tamen pro moderno tempore, set etiam pro futuro; et super hoc consulatis gentes vestras et alias que possunt vos super hoc reddere cerciores. Et si vobis et ipsis videatur bonum et expediens fore alienationem predictam faciatis, et litteram tradatis quam vobis mittimus sigillatam super leuda predicta; sin autem litteram nobis reportetis vel etiam remittatis ad proximum parlamentum, precaventes quod vos diligenter et sollicite habeatis in premissis. Actum Parisius, die martis post festum aposto-

lorum beatorum Petri et Pauli, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo (1).

Alie vero sigillate erant sigillo cere viridis ejusdem domini regis quarum tenor talis est : Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod, cum nonnulli mercatores diversorum locorum dicerent se gravatos multipliciter in modo levandi et percipiendi leudam nostram maris Biterris, quam olim Baudacus levare et percipere nostro nomine consuevit in gradu de Sirignano, aut in gradu Agathensi, seu in Latis prope Montempessulanum, nos indempnitati universorum mercatorum providere volentes ac universitati eorundem gratiam facere specialem, predictam leudam quantum in nobis est totaliter amovemus, remittimus, quitamus; et volumus quod dicta leuda seu pedagium cadat omnino ibidem, et quod de cetero nulla leuda seu pedagium pro nobis seu nomine nostro percipiatur aut levetur ibidem ab aliquo mercatore seu persona quacumque seu mercibus quibuscumque. Prefati vero mercatores attendentes gratiam quam sibi feceramus de predicta leuda, ut dictum est, annullata dederunt nobis mille libras turon. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum, salvo in omnibus aliis et retento jure nostro in locis predictis ac jure etiam quolibet alieno. Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, mense junio.

Idem dominus senescallus coram se vocari fecit dictum dominum Petrum Radimundi, Bochardum de Mehuno, vicarium Biterris domini regis, dominum Berengarium Regis, legum doctorem, judicem Biterris domini regis, magistrum Guillelmum Bonimancipii, advocatum domini regis, magistrum Augerium de Affaniano, procuratoris (*sic*) domini regis, Petrum de Provino, vicarium Carcas-

---

(1) 30 juin 1282.

sone, Petrum de Manso, notarium curie Biterris domini regis, juratos domini regis; Guillelmum Rigaudi, Bernardum de Sauniaco, Bertrandum Trencavelli, Bernardum Ambileti, Raimundum Guiraudi, Arnaudum de Baudaco, cives Biterris, qui condicionem dicte leude pre ceteris scire dicebantur et leudarii fuerant in leuda Biterris domini regis, excepto dicto Baldaco; qui omnes predicti tam jurati quam alii fideles domini regis, considerata facti qualitate, ac etiam veritate dicte leude ac probatione super ea reperta per aprisias seu inquestas inde factas per curiam domini regis; que probationes in sui substantia sunt, quod de omnibus mercibus vectis seu vehendis de versus partes Yspanie per mare Biterris domini regis apud Montempessulanum vel Aquas mortuas vel inde versus partes Yspanie, dum tamen intrarent gradum de Montepessulano seu de Latis, leuda solvebatur, exceptis comestibilibus, scilicet risu, amiedalis, datilibus, ficcibus, racemis, nucibus, avellanis, blado et vino et exceptis mercibus que vehuntur de Majoricis per mare, et quod major quantitas leude erat pro singulis cargis .xij. denar. pro cargis, vero quarundam mercium sex denar. pro cargua, quarundam aliarum mercium quatuor denar. et obol. pro carga, vero quarundam aliarum mercium trium denar.: viso etiam et considerato quod merces aliquæ que de partibus transmarinis seu de Massilia transveherentur nullam leudam prestabant ibidem nisi dominum mutarent antequam per ipsum mare Biterris transveherentur; considerato etiam quod mercatores Catalonie alias super hoc agentes in curia Biterris domini regis per se vel eorum procuratorem sententiam absolutoriam in eadem curia Biterris domini regis pro se reportaverant de ipsa leuda non solvenda; item considerato quod et sumptuosum et laboriosum ac etiam periculosum esset et etiam extilit. et dampnosum ipsam leudam prosequi per mare ad eam solvendam, compelli mercatores per ipsum mare Biterris

domini regis transvehentes; item considerato quod dicta leuda vendita fuerat ad firmam ad quatuor annos pro sexaginta libr. turon., videlicet pro unoquoque anno quindecim libr., et quod firmarii seu emptores conquerebantur et dicebant se dampnificatos et depauperatos in dicta leuda levanda, et sumptum necessarium in ea levanda complere non posse, et ipsam firmam velle deserere plus quam tenere; item considerato quod leuda terre Biterris domini regis ex hoc nullam pati potest diminutionem vel etiam detrimentum, set potius commodum et auementum; considerato insuper quod, propter pacem et tranquillitatem que ex non prestatione dicte leude maris Biterris seu quitatione ejusdem, redditus domini regis et leude alie domini regis ac gentes mercatores et alii subditi domini regis auementum consequentur potiusquam detrimentum; necnon et considerato diligenter et perpensso, visa etiam subtiliter ratione et disputata inter eos et intellecta quod de mille libr. turon., que oblate sunt domino regi per mercatores predictos ex causa aquitationis leude predictæ, haberi possunt mille sol. turon. ad comune forum hujus terre in annuis redditibus cum suis dominationibus seu seniorivis, et quod longe utilius est domino regi ex dictis mille libr. turon. adquirere mille sol. in annuis redditibus et tenere quam ipsam leudam maris Biterris domini regis, quam Baldacus tenebat et levabat, percipere, de qua in ipsis littellis domini regis habetur mensio; omnes in qua prenominati jurati et alii fideles domini regis eidem domino senescallo, omnibus premissis consideratis et diligenter inspectis, perpensis et penssatis ac etiam subtiliter disputatis et ruminatis, sub suis juramentis et debito fidelitatis quibus domino regi sunt astricti, dixerunt et consuluerunt domino senescallo pro utilitate domini regis quod dietas litteras regias pendentes et patentes sigillo viridi sigillatas dictis mercatoribus seu consulibus ipsorum mercatorum tradat, receptis prius ab eisdem



mille libris turon. pro domino rege, de quibus habetur mensio in eisdem, et quod utilius est et magis expedit utilitati domini regis ac etiam toti terre quod predicta leuda maris Biterris domini regis, quantum ad dominum regem spectat, sit quitata et cadat, converssa dicta summa peccunie in utilitatem domini regis et habita, quam si dicta leuda maris Biterris domini regis perciperetur seu ulterius levaretur. Actum Biterris, anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo octuagesimo secundo, regnante Philippo rege Francorum, .viij. idus septembris, in presentia et testimonio Berengarii Guiraudi, Peregrini Michael, notarii Biterris, et omnium predictorum existentium in consilio predicto, et Johannis Mercerii, publici Biterrensis et dicte curie Biterris domini regis notarii, vice cujus Johannes Trenca, notarius Biterris, hec scripsit, et interliniavit superius quarumdam. Ego idem Johannes Mercerii, notarius supradictus, subscribo et signum meum

appono.



*D. 1282* — 3 des ides de novembre (9 novembre). — Quittance d'une somme de mille livres payée au receveur des revenus royaux dans la sénéchaussée de Carcassonne par le consul des marchands d'Aragon à Montpellier pour le rachat de la leude de la mer de Béziers.

Noverint universi quod Petrus de Sancto Dyonisio, receptor reddituum domini regis in senescallia Carcassone et Biterris, in presentia domini Aucelli Jorris, militis, tenentis locum nobilis viri domini Philippi de Montibus, militis domini regis, senescalli Carcassone et Biterris, confessus fuit et recognovit ad plenum et integre numera-

tione continua sibi satisfactum esse et solutum nomine domini regis et pro eo recipienti in mille libr. turon. per Raymundum Alamanni, mercatorem Barchinonensem, consulem mercatorum et terre illustris regis Aragonum habitantium apud Montepessulanum, dictam summam solventem pro dictis mercatoribus Catalonie et Majoricarum ac totius terre illustris domini regis Majoricarum, et de Montepessulano, de Narbona, de Sancto Antonino, et omnibus universis mercatoribus undecumque existant, ex causa quitationis leude maris Biterris serenissimi domini regis Francorum facte per eundem dominum regem universis mercatoribus cum suis pendentibus litteris quarum tenor inferius est insertus, renuncians idem receptor exceptioni dictarum mille librarum, de quibus in dictis litteris habetur mensio, non habitarum et non receptorum ad comodum serenissimi domini regis Francorum a dicto consule, ut dictum est et nomine quo supra, solvente. Et ex causa predicta, ad cujus receptoris confessionem, dictus dominus Aucellus, locum tenens domini senescalli Carcassone predicti, ut constat per litteras pendentes ipsius domini senescalli quarum tenor inferius est insertus, ex mandato speciali sibi facto, ut dicebat, per dictum dominum senescallum, secutus consilium super hoc habitum Biterri per ipsum dominum senescallum, ut de ipso consilio constat per instrumentum publicum inde receptum per Johannem Mercerii, notarium curie Biterris domini regis, predictas pendentes litteras domini regis super quitatione dicte leude concessas, sigillo regio cere viridis sigillatas, dicto Raymundo Alamanni tradidit ibidem presenti et nomine omnium mercatorum terre illustrium regum Aragonum et Majoricarum, de Narbona, de Sancto Antonino et omnium aliorum universorum et singulorum undecumque sint recipienti, cassans et annullans obligationes et promissiones dicto domino senescallo factas per mercatores Narbone et sancti Antonini pro mille

libris predictis, et notas sive cartas vel instrumenta inde receptas jussit et voluit cancellari et deinceps pro nullis haberi, cum, ut dictum est et per dictum receptorem recognitum et confessatum, de eis domino regi seu dicto receptori pro eo satisfactum existat.

*Suivent les lettres du roi insérées dans l'acte précédent, datées de Paris, juin 1282, et les lettres de lieutenance de Aucellus Jorris datées de Carcassone le vendredi avant la fête de saint Luc l'Évangéliste (16 octobre 1282).*

Actum Carcassone, anno nativitatis Christi millesimo .cc<sup>o</sup>. octuagesimo secundo, rege Philippo regnante, .v. idus novembris in presentia et testimonio domini Guillelmi Bonimancipii, advocati domini regis, domini Berenguarii de Proliano, judicis Carcassone, domini Petri Raymundi de Caunis, magistri Stephani Guilfredi, Berengarii de Lidiniano, Aymerici Croseti, magistri Raymundi Salvang, Raymundi de Montcalbo, jurisperitorum, Sicardi de Treçis, magistri Petri de Parisius, notarii Carcassone domini regis, Petri Pascalis, notarii Carcassone, et Johannis Mercerii, publici Biterrensis et curie Biterris domini regis notarii, vice cujus Johannes Trenca, notarius Bitteris, hec scripsit. Ego idem Johannes Mercerii, notarius supradictus, subscribo et signum

meum appono (1)



(1) Les actes C et D sont sur la même pièce de parchemin. Ils sont précédés de deux autres. Par le premier daté du mercredi avant la saint Grégoire (10 mars) 1282, Ramon Alaman, consul des marchands d'Aragon à Montpellier, réclame au sénéchal de Carcassonne la restitution des saisies faites par les receveurs de la leude de la mer de Béziers sur les marchands d'Aragon. Le second est daté du vendredi après la quinzaine de Pâques (17 avril) 1282. Le même R. Alaman offre au sénéchal de Carcassonne de la part des marchands de Catalogne, de Narbonne, de Montpellier, de Saint-Antonin, mille livres tournois pour obtenir la suppression de cette leude et 120 livres tournois à titre de dommages pour les fermiers actuels de ces droits.

*Au verso:* .iiij. cartas coma lo rey vendet la leuda de la mar de Bezers que prenia al gra de Serinhan e al gra d'Agde (1) e al gra de Latas prop de Monpeslier per presz de .m. lib. t., laseals li foron pagadas per Ramon Alaman de Barsalona; e totz mercadies de Cataluhenha e de l'orde del rei de Malhorca, de Monpeslier e de Narbona e totz autres devo esser quites.

(Pièce parch. orig.)

## XXVIII

**1289** — 2 des kalendes de mars (28 février). — Le procureur des consuls du Bourg requiert le juge mage de la sénéchaussée de Carcassonne de trancher le différend qui existe entre le gênois Lanfranc Porc et quelques gens du Bourg. Il s'offre à aider Lanfranc à défendre ses droits aux frais des habitants du Bourg.

Noverint universi quod Bernardus Bardina, burgensis Narbone, procurator Guillelmi de Olargiis, Berengarii Porcelli, Berengarii de Parasolio et Petri de Bagiis, consulum Burgi Narbone, ut constitit per instrumentum publicum confectum per manum Vesiani Guiraudi, notarii publici Narbone, pro se et nomine procuratorio consulum predictorum ac singulorum universitatis dicti Burgi, veniens ad presentiam honorabilis viri domini Petri Radimundi, judicis majoris nobilis viri domini Symonis Briseteste, militis domini regis, senescalli Carcassonne et Biterris, nomine procuratorio predictorum, supplicavit eidem domino judici et ipsum cum instantia requisivit ut de quadam questione seu questionibus que coram ipso vertuntur inter Lamfranchum Porch, Januensem, ut dicit, ex una parte, et Jacobum Alamberti et Arnaldum

(1) *Ms.* de dagde.

Olivarii et eorum socios de Burgo Narbone, ex altera, super captione ejusdam ligni seu taride quod petitur a predictis de Narbona per ipsum Lamfranchum Porch, que in mari dicitur fuisse capta faciendo cursum cum quadam gualea domini regis Francorum, faciat dicto Lamfranco justicie complementum, ita quod burgenses dicti Burgi nullum dampnum inferri per aliquem seu aliquos possit sive dari, cum burgenses ipsi de hiis absque aliqua culpa existant, sicut dicit, et penitus innocentes. Offerens idem procurator, nomine procuratorio predictorum, se paratum juvare dictum Lamfranchum in proseguendo jure suo super premissis et ad omnem deffentionem juris ejusdem ad sumptus proprios burgensium dicti Burgi in hiis que bono modo potitur et debebit.

Ad que dictus dominus judex major dixit et respondit quod ipse super premissis et aliis omnibus que ad suum spectant officium faciet jus et justicie complementum sine acceptione personarum et nationum, et prout ex debito sui officii et juramenti est astrictus et tenetur, et cum debita celeritate qua potitur et debebit et in talibus procedi consuevit; notificans dictus dominus judex dicto procuratori quod dictus Lamfranchus eri, cum sibi assignaretur dies per dictum dominum judicem ad procedendum in negotio modo debito, dixit quod ipse coram curia non compareret amodo nec litigaret et quod recederet vias suas; dicens etiam dictus dominus judex dicto procuratori quod, non obstantibus verbis dicti Lamfranchi, fecit quantum ad suum spectat officium et faciet super eodem negotio debitum justicie complementum. Acta fuerunt hec in Civitate Carcassone in domo in qua moratur dictus dominus judex in presentia et testimonio magistri Amalrici de Electo, notarii curie Carcassone domini regis, Bernardi de Lupiano de Calavo, notarii, Guillelmi Regis de Carcassona, Arnaldi Oliverii de Narbona, et mei Raymundi Blasini, notarii publici Carcassone domini regis qui, vice



magistri Bernardi Amati, notarii publici curie Carcassone domini regis, hiis interfui et requisitus a dicto procuratore hanc cartam recepi et scripsi, .ij. kal. marcii, anno Domini .m<sup>o</sup>.cc<sup>o</sup>. octuagesimo nono. Et ego idem Bernardus Amati, publicus notarius antedictus, subscribo atque signo, regnante domino Philippo rege Francorum.



*Au verso :* Aquesta carta es de la resquesta que cosols feron al senhor senesqale per lo plag qu'en Afranquin Pore menava.

## XXIX

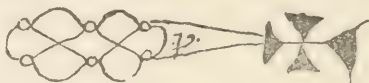
**1290** — 7 des kalendes de novembre (26 octobre). — Les consuls de Narbonne présentent au sénéchal de Carcassonne des lettres de Philippe IV lui enjoignant de faire contraindre les cleres et les religieux ayant des biens à Narbonne à contribuer aux tailles.

Anno dominice incarnationis millesimo ducentesimo nonogesimo, septimo kalendas novembris. Noverint universi quod nobilis dominus Symon Briseteste, miles domini regis, senescallus Carcassone et Biterris, recepit quasdam litteras domini regis clausas, eidem per Guillelmum Maynardi, regentem consulatum Civitatis Narbone, ut dicebat, et Bernardum Montisolivi, consulem Burgi Narbone, ut dicebat, presentatas, sub hiis verbis :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, etc., senescallo Carcassone salutem. Mandamus vobis quatinus Aymericum de Narbona inducatis et moneatis ut clericos et personas religiosas habentes possetiones in Civitate et Burgo Narbone vel eorum terminis compellat, ut fuerit rationis, ad

solvendum et contribuendum in talliis et collectis que fiunt in dictis Civitate et Burgo pro comunibus negotiis, sicut est consuetum, ita quod ob defectum ipsius AymERICI apponi non oporteat manum nostram. Datum apud Gizortum, die lune post festum beati Mathei, apostoli.

Presentate fuerunt presentes littere predicto domino senescallo in aula castri Civitatis Carcassone, in presentia et testimonio magistri Petri de Medenchis, procuratoris domini regis, Hugonis de Chengero, vicarii Albie et Albigesii domini regis, magistri Raimundi de Lumberiis, jurisperiti, Arnaldi Basini de Limoso, clerici, et magistri Petri de Parisius, notarii publici curie Carcassone domini regis, qui predictis presens interfuit et hanc cartam recepit, vice cujus et mandato ego Arnaudus Basini, clericus predictus, eandem scripsi. Et ego idem Petrus de Parisius, notarius antedictus, subscribo et signo, regnante domino Philippo, serenissimo rege Francorum . . .



(Pièce, parch., orig.)

## XXX

**1290** — 15 des kalendes de décembre (17 novembre). — Les consuls de la Cité de Narbonne ont saisi du vin que des marchands de Béziers faisaient passer par Narbonne en le transportant à Perpignan. La cour royale de Béziers a pratiqué à son tour une saisie contre les consuls qui en appellent au roi. Le juge mage de la sénéchaussée de Carcassone refuse d'admettre leur appel. Si les consuls ont le droit d'interdire l'entrée du vin destiné à être vendu ou consommé à Narbonne, ils ne peuvent empêcher le transit du vin que l'on porte ailleurs.

Noverint universi quod Isarnus de Lieurano et Petrus de Varillis, regentes, ut dicunt, consulatum Civitatis Nar-

bone, presentaverunt et per me Johannem Mercerii, notarium infrascriptum, legi fecerunt quandam papiri cedulam scriptam appellationem que sequitur continentem: Nos, Ysarnus de Liurano, Petrus de Varillis, regentes consulatuum Civitatis Narbone auctoritate regia, pro nobis et nostris aliis conregentibus prefatum consulatuum, constituti coram vobis, domino Symone Briseteste, milite domini regis, senescallo Carcassone et Biterris, in publica assisia Biterris domini regis predicti, requirimus vos instancia quanta possimus et debemus, quantorum (?) pignora capta a nobis per curiales curie Biterris necnon et locum tenentem judicis majoris ratione cujusdam quantitatis vini per nos, ut dicebatur, a quibusdam civibus Biterris in Civitate Narbone capti nobis reddi et restitui saltim sub recredencia faciatis, cum dicta pignoratio facta fuerit incivilliter et juris ordine penitus pretermisso. Petentes, requirentes et etiam supplicantes ut litteras super premissa pignoratione emanatas a vestra curia Biterris necnon et processum inde habitum super ea inspicere et videri faciatis. Quibus visis, dicimus et asserimus predictam pignorationem contra nos factam ipso jure nullam esse, presertim cum ad hoc contra nos acceptata per vos, domine, revocanda nobis presentes assisie extiterint assignate; offerentes nos fore paratos proponere et probare vinum quod dicitur per nos fuisse captum juste et jure nostro cepisse, si dominus vini hoc duxerit denegandum; petentes pignorum nostrorum predictorum recredencia fieri, ut est dictum; offerentes etiam nos nichilominus paratos cavere ydonee pro predictis seu occasione eorundem stare juri coram vobis de nobis cuilibet conquerenti, et quia predicta pluries per nos requisitis contra juris ordinationem, salva vestri gratia, facere recusatis. Ex predictis omnibus sencientes nos et alios quos presens negotium tangit seu tangere potest et debet multipliciter aggravari et in jure nostro diminui atque ledi a vobis et ab audiencia vestra in hiis scriptis

ad serenissimum dominum regem Francorum appellamus, apostolos instantia qua convenit postulantes, inhibentes vobis ex parte prefati domini regis et ex vigore presentis appellationis ne, pendente ipsa appellatione, contra nos et bona nostra ac dicti consulatus occasione premissorum in aliquo procedatis, donec de meritis prefate appellationis coram competenti iudice plenius fuerit cognitum et discussum.

Ad que, dominus Petrus Radimondi, iudex major domini senescalli, ibidem in dicto consistorio sedens, excusando factum dicti domini senescalli, dixit predictam pignorationem factam fuisse per dominum senescallum vel ejus mandato et ex juxta et licita causa, pro eo videlicet quia vinum per quosdam mercatores Biterris portabatur apud Perpinianum vendendum. Consules Narbone vinum illud, auctoritate propria, violenter abstulerunt mercatoribus antedictis, pretendentes iidem consules Narbone statutum esse in villa Narbone quod nullus audeat ibi portare vinum de foris, cum licet illud statutum sine disputatione qualibet teneretur intelligendum esset sano intellectu de portantibus ad dictam civitatem vinum ad vendendum seu expendendum ibidem; et illud extendere non poterant consules Narbone nec debebant ad mercatores vel quoslibet alios vinum ad alia loca portantes, per Narbonam transeuntes. Quare dixit se dictam pignorationem non posse nec debere revocare, nec in disputatione velle ponere quominus burgenses et mercatores domini regis merces licitas, a jure vel a domino rege non defensas portare possint de loco ad locum et transsire per villas et civitates regni sui et infra regnum, solvendo leudagia et pedagia consueta. Protestans etiam de jure regio, et precipiens predictis supplicantibus quod de tanta temeritate et presumpta audacia, auctoritate propria facta per dictos consules Narbone in capiendo dicto vino et auferendo mercatoribus antedictis in contemptum regie

jurisdictionis, non attendentes honorem regium, necnon vigorem judicarium in medio positum fore ut auctoritate propria quis jus sibi non dicat seu recipiat ulcionem domino regi emendent et emendam gagient. Quod si facere contempserint, curia contra eos procedet tam de contemptu quam de delicto, quantum justitia suadebit. Dixit etiam et respondit eisdem regentibus dictum consulum quod dominus senescallus presens est, et ipsum adire possunt si volunt, et presenciam ejus habere possunt, et requisitionem personaliter facere coram eo; et si absens est a civitate Biterris, presens tamen est in eadem vicaria Biterris et prope duas leucas, et ipsius copiam et presenciam habere possunt si volunt.

A quo quidem precepto incontinenti prefati regentes consulum reputantes, ut dicunt, se fore gravatos ad serenissimum dominum regem Francorum vel ad illum ad quem de jure fuerit appellandum appellant in hiis scriptis, petentes apostolos cum magna instancia sibi tradi, inhibentes prefato domino judici ex vigore presentis appellationis et ex parte domini regis predicti ne contra predicta seu bona ipsorum et dicti consulum in aliquo procedat seu procedi faciat occasione premissorum, donec de meritis presentis appellationis coram petenti iudice plenius fuerit cognitum et discussum. Quam appellationem dictus dominus iudex major, si et de jure non fuerit admittenda, non admisit. Actum Biterris, anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo nonagesimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, xv kal. decembris, in presenciam et testimonio magistrorum Raymundi de Aviacio, jurisperiti, Guillelmi Ayroerii, iudicis Sancti Poncii Thomeriarum, magistri Jacobi de Nuce, jurisperiti, Petri Vitalis, Bernardi Ambileti de Biterri, Johannis de Cultura, notarii curie Biterris domini regis, et quorundam aliorum, et mei Johannis Mercerii, publici Biterrensis et curie Biterris domini regis notarii, vice ejus Petrus Raymundi de Tone-



riis, clericus, hec scripsit. Ego idem Johannes Mercerii, notarius supradictus, subscribo, etc.

*Au verso:* La carta que cosols foron pechoraz per lo vyn dels mercadyers de Bezers quel portavan a Perpychan e fon lostouzs (?).

(Pièce parch., orig.)

### XXX bis.

**1291** — 7 des ides de mai (9 mai). — Les consuls du Bourg requièrent Pierre de Bourges, commissaire royal chargé d'arrêter les Lombards dans la sénéchaussée de Carcassonne, d'en relâcher quatre qui sont citoyens et bourgeois du Bourg de Narbonne.

In anno Domini .m. cc. lxxxx. primo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, septimo idus madii. Noverint universi quod Berengarius Amoroni *(sic)* et Johannes Hospitalerii ac Bernardus Alamberti, consules Burgi Narbone, accesserunt personaliter cum notario et testibus infrascriptis ad domum Narbone sancti Antonii coram discreto viro, domino magistro Petro Bituricensi, per illustrissimum dominum Francorum regem, ut dicitur, constituto super captione Lumbardorum et Tuscanorum in senescallia Carcassone et Biterris, volentes eundem requirere super captione quorundam Lumbardorum habitantium et civium Narbone et bonorum eorundem, ac coram ipso super premissis suam in scriptis legi facere requisitionem que in quadam cedula papiri erat scripta prout inferius continetur. Quam quidem requisitionem seu papiri cedulam idem dominus magister Petrus admittere et audire penitus recusavit.

Requisitionis vero seu cedula papiri dictorum consulum tenor talis est: Noverint universi quod Berengarius Ama-

roni, Johannes Hospitalerii et Bernardus Alamberti, consules Burgi Narbone, pro se et aliis conconsulibus suis nomine dicti consulatus ac universitatis ejusdem Burgi et singulorum de eadem, accedentes personaliter ad presentiam domini magistri Petri Bituricensis constituti, ut dicitur, per dominum illustrissimum principem et regem Francorum super captione Lombardorum et Tuscanorum et bonorum eorum in senescallia Carcassone et Biterris, et coram eodem domino Petro dixerunt et proposuerunt quod Tibaldus Ferrarii, Jacobus Savini, Peracho et Bando Junca sunt cives et burgenses dicti Burgi et de libertatibus, talliis et quistis universitatis dicti Burgi, et domicilia sua faciunt cum familia, uxoribus et liberis suis, licet uxor dicti Tibaldi, diu est, sit defuncta, et uxores aliorum sint de bonis gentibus ville Narbone; et etiam fuerunt dictus Tibaldus a .xxv. annis citra et amplius, et Jacobus Savini a .xiiij. annis citra et amplius, et Peracho et Bando a .xij. annis citra et amplius, et predicti quatuor cives et burgenses dicti Burgi: et secundum famam vicinorum suorum et aliorum proborum hominum dicti Burgi, tam de suis possessionibus quam honesto lucro, emendo et vendendo, vivunt et provident sibi et liberis suis, inprobum fenus usurarum penitus evitantes. Unde cum mandatum eidem domino magistro Petro directum per dominum regem non extendatur, ut iidem consules asserebant, ad predictos cives burgenses et incolas dicti Burgi, set ad Lombardos et ad Toscanos, tamen quare requisiverunt instanter predictum dominum magistrum Petrum ex parte domini regis ut predictos quatuor burgenses et bona eorum quos occasione dicti mandati, ut dicitur, capi fecit, a dicto captione, ut burgenses et habitatores Burgi Narbone, et bona eorum relaxet, et ipsos ad curias Narbone sub quarum jurisdictione degunt remitat, presertim cum ipsi sint parati, ut dicebant, stare juri et dare fidejussores omni conquerenti de eisdem; asserentes quod dictus

Tibaldus tempore quo alii Lombardi et Tuscani fuerunt capti ad manum domini regis, liber extitit et immunis quia erat civis et habitator dicti Burgi. Offerentes dicti consules se facere promptam fidem de premissis coram predicto domino magistro Petro loco et tempore opportunis. De quibus omnibus predicti consules mandarunt mihi notario sibi fieri presens publicum instrumentum. Acta sunt hec in dicta domo in presentia et testimonio Bernardi Bedocci, notarii Narbone, et dominorum Bernardi Dalfini et Aymerici Blanquerii, burgensis Narbone, Petri Bernucii et Guillelmi de Dente, mercatorum, et plurium aliorum, et mei Johannis Hominisdei, notarii Narbone publici, qui hec omnia requisitus scripsi et in formam publicam redégi.

*D'une autre main :* Et ad faciendam fidem quod Johannes Hominisdei predictus, qui sua manu propria hoc presens publicum instrumentum scripsit, sit publicus Narbone notarius, nos curia Narbone nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, sigillum nostrum huic instrumento jussimus appendendum.

(Pièce parch., orig.; le sceau a disparu).

### XXXI

**1291** — Nones d'août (5 août). — Les habitants de Narbonne sont exempts de leude à Cessenon et réciproquement.

Noverint universi presentem paginam inspecturi quod dominus judex Biterrensis domini regis misit quandam litteram sigillo vicarie Biterrensis domini regis in dorso sigillatam castellano de Cecennone vel ejus locum tenenti, cujus tenor talis est:

Vassallus de Sancto Georgio, legum professor, judex Biterris domini regis, dilecto suo castellano de Cecennone vel ejus locum tenenti salutem et dilectionem. Cum nobis constet per apriam factam per magistrum Raimundum, notarium dicti castri, homines Narbone esse et fuisse in castro de Cecennone et ejus territorio et districtu a contributione pedagii atque leude liberi et immunes, et vice versa homines de Cecennone similiter in civitate Narbone et ejus districtu, vobis precipimus et mandamus quatinus omnia pignora capta a Raimundo Poncii et ejus sociis, mercatoribus Narbone, ratione pedagii sive leude, visis presentibus, restituatis eisdem vel eorum certo procuratori, seu restitui sine difficultate qualibet faciatis, taliter facientes quod de cetero super hiis nullam querimoniam audiamus. Reddite litteras. Datum Bitteri, .iij. nonas augusti, anno Domini .m°.cc°. nonagesimo primo.

Cujus auctoritate mandati, Benedictus de Meleyo, castellanus de Cecennone domini regis, precepit restitui Raimundo Poncii recipienti tam pro se quam pro Bernardo Terre et Guillelmo Raynardi, sociis suis, mercatoribus Narbone, unam cargam lane quam emerant apud Calmetam, ut dicebant. Presentata fuit hec littera eidem castellano, anno quo supra, nonas augusti, in presencia et testimonio domini Jaufridi de Merrolis, domicelli, Bernardi Lauri de Cecennone, et dicti Raimundi Braciati, notarii publici castri de Cecennone et Biterri, vice cujus Raimundus Fabri, clericus, hec scripsit. Et ego idem Raimundus Braciati, notarius prefatus, subscribo et signum meum appono (1).

(Pièce parch. orig.)

---

(1) Ensuite vient une signature informe, en partie raturée. Les archives de Narbonne possèdent encore une copie de cet acte du 30 novembre 1352 et un vidimus du 10 avril 1396.

## XXXII

**1292** — 2 des ides de septembre (12 septembre). — Les consuls de Narbonne requièrent le vicomte d'exécuter les lettres de Philippe IV du 23 décembre 1279, prescrivant à l'archevêque et au vicomte de restituer les marchandises qu'ils ont saisies sur les étrangers qui ne se refusent pas à payer la leude.

In anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, domino Philippo, Francorum rege, regnante, .ij. idus septembris. Noverint universi presentes pariter et futuri quod discreti viri domini Guillelmus Fabri, Jacobus Vigorii, et Petrus de Ursériis, regentes consulatum Civita[ti]s Narbone, et domini Bernardus de Ledinhano, Johannes Drudonis, Johannes Fulquini, Guillelmus de Galaco et Hugo de Sancto Barcio, consules Burgi Narbone, existentes in presentia nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, presentaverunt eidem domino Aymerico quam per me notarium infrascriptum legi fecerunt coram eodem, presentibus testibus infrascriptis, quandam scriptam papiri sedulam requisitionem inter cetera continentem, et dixerunt et requisiverunt prout in predicta sedula continetur, cujus quidem sedule tenor talis est :

Nos, Guillelmus Fabri, Jacobus Vigorii et Petrus de Urseriis, regentes auctoritate regia consulatum Civitatis Narbone, et nos, Bernardus de Ledinhano, Johannes Drudonis, Johannes Fulquini, Guillelmus de Galliaco et Hugo de Sancto Barcio, consules Burgi Narbone, significamus vobis, nobili viro domino Aymerico, Dei gracia vicecomiti et domino Narbone, quod quia vestri leudarii seu gentes vestre arrestaverant galeam quam ducit Nicolaus Soso, que in veritate est, ut dicitur, Manuelis Januen-



sis, eo quia pro mercaturis quas dicta galea portando transierat per mare Narbone usque ad Aquas Mortuas, mercatores quorum merces erant leudam in Aquis Mortuis solvere recusabant, vicarius seu clavarius Aquarum Mortuarum quosdam mercatores de Narbona et merces eorum arrestaverat in Aquis Mortuis occasione arrestationis per vestras gentes seu leudarios facte galee antedictæ. Unde cum dicta galea minime sit arrestanda pro contradictione mercatoris contradicentis solvere, ut superius est dictum, et multominus mercatores Narbone et eorum merces sint arrestandi in Aquis Mortuis vel alibi, requirimus vos predictum dominum Aymericum ea instantia qua possumus et debemus, cum periculum sit in mora, quatinus dictam galeam liberetis ac liberari faciatis, ne illa occasione vel alia quam vitare possitis, vestri mercatores seu eorum merces in Aquis Mortuis vel alibi plus debito aggraventur seu etiam molestentur.

Qua quidem sedula presentata et lecta, ut predicitur, dicti regentes et consules exhibuerunt eidem domino Aymerico et coram eo legi publice fecerunt per me notarium infrascriptum, presentibus testibus subdictis, quasdam patentes litteras sigillo cereo pendenti in menbranula pargameni serenissimi domini regis Francorum sigillatas ut prima facie apparebat, quarum quidem litterarum tenor talis est :

Philippus, Dei gracia Francorum rex, dilectis et fidelibus suis archiepiscopo et vicecomiti Narbonensibus salutem et dilectionem. Ex parte mercatorum nostrorum Narbone intelleximus quod, occasione illa qua vos arrestari fecistis merces aliquorum mercatorum regni Aragonie et aliu[n]de transeuntium per districtus et portus vestros, in quibus soliti estis, ut dicitis, pedagia mercatoribus transeuntibus percipere, eo videlicet quod aliqui mercatores de partibus eorundem per districtus vestros predictos transeuntes vestras redeventias non solverunt, predicti mercatores

extranei merces predictorum mercatorum Narbone fecerunt in suis partibus arrestari, propter quod ipsi dampnificantur multipliciter in premissis. Quare mandamus vobis quatinus, si ita est, res predictorum mercatorum extraneorum quos in solvendo vestras redeventias non invenistis in defectum eisdem deliberare curetis, ita quod mercatores predicti Narbone merces suas propter hoc arres[ta]tas recuperare possint, et quod occasione predicta non possint alias detineri. Tantum inde facientes quod, propter defectum vestrum, non oporteat dictos mercatores ad nos alias super hoc laborare et senescallum nostrum Carcassone manum apponere, cui damus nostris litteris in mandatis ut ipse vos compellat per captionem bonorum vestrorum ad premissa facienda, si vos inveniant *(sic)* in defectum. Actum Parisius die sabati ante festum nativitat[is] Domini, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono.

Ad que predictus dominus Aymericus dixit et respondit quod, cum predicta tangant nedum ipsum dominum Aymericum, immo etiam dominum archiepiscopum Narbonensem, ipse dominus Aymericus cum ipso domino archiepiscopo vel suis curialibus habebit de predictis requisitis colloquium et tractatum. Et cum eodem domino archiepiscopo vel suis curialibus habito consilio et tractatu, predictis dominis regentibus et consulibus taliter de et super predictis respondebit quod de ipso vel curia sua non habebunt materiam conquerendi (1). Quam responsionem predictus dominus Aymericus, die crastina vel sequenti, offert se facturum, si predictorum curialium domini archiepiscopi habere poterit copiam; aliter vel die crastina, vel die dominica sequenti, aut die lune per se, sine domino archiepiscopo vel suis curialibus predictis requisitis, ut eidem visum fuerit respondebit, taliter quod non habe-

---

(1) *Ms.* conquerenti.

bunt dante domino de predictis materiam querelandi. Acta fuerunt hec Narbone in hospitio predicti domini Aymerici in quadam aula seu camera juxta capellam beati Salvatoris, in presentia et testimonio domini Johannis de Cassanhis, judicis Narbone predicti domini Aymerici, magistri Guillelmi Barralis, magistri Petri Ynardi et magistri Johannis Martini, jurisperitorum, et Petri de Prata, notarii Narbone publici, qui premissis omnibus, ut predicuntur, presens interfuit et requisitus notam hujus carte recepit, vice cujus ego Guillelmus Ricordi, clericus, hanc cartam scripsi. Et ego idem Petrus de Prata, notarius Narbone publicus, subscribo.

(Pièce parch., orig.)

### XXXIII

**1292** — Samedi avant la nativité (20 décembre). — Mandement de Philippe IV aux sénéchaux de Carcassonne, Beaucaire et Toulouse, leur prescrivant de veiller à ce que les Lombards autorisés à exporter les laines n'entravent pas le commerce qu'en font les habitants.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallis Carcassone, Bellicadri et Tholose salutem. Conquesti sunt nobis consules et universitates civitatum Narbone, Carcassone et Biterris quod Lombardi, qui de licencia nostra possunt ad presens de regno nostro lanas extrahere, dictarum villarum habitatores minus rationabiliter impediunt quominus ipsi lanas suas defferant ad vendendum, sicut consueverunt, per villas et mercata regni nostri. Unde mandamus vobis quatinus, si est ita, dictum impedimentum faciatis totaliter amoveri, precavescentes tamen quod ipsi fraudem in hujusmodi non comitant. Actum Parisius,

sabbato ante nativitatis Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonogesimo secundo.

*Au verso:* De lanas que hom pueca vendre .m cc xcij.

(Pièce parch., vidimus donné le jour des nones de juin 1295 par Vassal de Saint-Georges, juge royal de Béziers; fragment de sceau en cire verte sur une lanière de parchemin).

## XXXIV

**1293** — Nones de mars (7 mars). — Les consuls requièrent le viguier de la cour archiépiscopale de ne pas apposer de scellés et de ne pas pratiquer de saisies, ces droits n'appartenant qu'aux consuls (1).

In anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo nonogesimo tercio, domino Philippo, rege Francorum, regnante, nonas marcii. Noverint universi, etc., quod existentes discreti viri domini Guillelmus Fabri, Jacobus Vigorii, Petrus Basterii et Petrus de Urseriis, regentes consulatum Civitatis Narbone, et domini Petrus Ramundi Rubei, Guillelmus de Lauraco, Bernardus Benedicti et Arnaldus Teulerii, consules Burgi Narbone, in presentia nobilis viri domini Amblardi de Lapeirosa, militis, vicarii curie archiepiscopalis Narbone, presentaverunt eidem quandam scriptam papiri sedulam, requisitionem et appellationem inter cetera continentem, quam per me notarium infrascriptum legi fecerunt coram eodem, et requisiverunt, dixerunt et apellaverunt ut in eadem sedula continetur; cujus quidem sedule tenor talis est:

Nos Guillelmus Fabri, Jacobus Vigorii, Petrus Basterii

---

(1) Le même jour les consuls requièrent dans les mêmes termes le viguier de la cour du vicomte. La pièce renfermant cet acte est en mauvais état.

et Petrus de Urseriis, regentes auctoritate regia consulum Civitatis Narbone, et nos Petrus Ramundi Rubei, Guillelmus de Lauraco, Bernardus Benedicti, et Arnaudus Teulerii, consules Burgi Narbone, pro nobis et nomine aliorum conconsulum nostrorum dicti Burgi et nomine consulum ac universitatum eorundem Civitatis et Burgi requirimus vos dominum Amblardum de Lâpeirosa, militem, vicarium curie archiepiscopalis Narbone, quatinus usus antiquos et libertates nostras antiquas servetis et servari faciatis, videlicet non claudendo alicujus hostia seu operatoria ac scrinia sive archas, seu quempiam pignorando, cum vobis non liceat hostium alicujus claudere seu etiam aliquem pignorare, cum claudere hostia et pignorare habitorem aliquem Narbone nobis regentibus et consulibus competat ab antiquo. Et si quid contra seu preter modum predictum per vos atemptatum est, illud non approbamus nec conscentimus, immo expresse contradicimus, requirentes etiam vos instantia qua possumus et debemus, nominibus quibus supra, ut si quid per vos atemptatum est contra usus et libertates predictas seu excessum tam ratione monete vel ordinationis domini regis facte super ipsa moneta seu aliter, in statum pristinum reducere debeatis; verum si dicatis vos habere mandatum seu auctoritatem a domino rege vel alio, nobis illius mandati copiam faciatis in scriptis et causam quare fecistis nobis exprimere debeatis. Alioquin ex hoc sentientes nos, nominibus quibus supra, et dictos consulum ac universitates predictas a vobis dicto domino vicario multipliciter aggravari et in jure nostro et dictarum universitatum diminui atque ledi, ex hiis et aliis que nobis in posterum timemus inferri hiis scriptis ad dominum senescallum Carcassone et Biterris et ad curiam Biterris ejusdem domini regis appellamus, apostolos instancia qua convenit postulando, ponentes nos et dictas universitates et bona nostra sub protexione et defensione dicti domini



senescalli seu curie Biterris predictæ, inhibentes vobis ex parte predictorum domini senescalli et curie Biterris ne contra nos et dictos consulatus ac dictas universitates et singulos eorundem ac bona nostra et eorum in aliquo procedatis, pendente appellatione presenti.

Qua quidem sedula presentata et lecta, ut predicatur, dictus dominus vicarius ad predictam respondens dixit quod non est sue intentionis nec unquam fuit aliquid facere in prejudicium consuetudinum seu usum (*sic*) bonorum Narbone prout fuerunt observati antiquitus et obtenti temporibus retroactis. Et si aliqua facta sunt per eum seu curiales domini archiepiscopi contra bonos usus et consuetudines Narbone, quod non credit, paratus est et se offert totaliter revocare vel facere revocari. Et habita deliberatione super hiis que facta sunt, in crastinum, ut dixit, eisdem dominis regentibus et consulibus respondebit. Acta fuerunt hec Narbone in hospicio archiepiscopali, in presentia et testimonio domini Petri Ramundi Serrallerii, et domini Platonis, notariorum curie archiepiscopalis, Guillelmi de Pomaribus, subvicarii diete curie, Ramundi Andree, civis Narbone, magistri Johannis Portalis, clerici, Nicolay Odini, macellatoris, Poncii Andree et Ramundi Andree, marineriorum Narbone, et Petri de Prata, notarii Narbone publici, qui notam hujus instrumenti recepit; vice cujus ego Guillelmus Ricordi, clericus, hanc cartam scripsi. Et ego idem Petrus de Prata, notarius Narbone publicus, subscribo.

*Au verso*: Carta feita davant los curials de l'arsevesque de servir los uses e las costumaz.

(Pièce parch., orig.)

## XXXV

**1293** — 3 des kalendes de septembre (30 août). — Les consuls du Bourg requièrent les tenanciers du droit de mesurage du blé et du droit de cosses (1) d'exécuter les lettres du sénéchal de Carcassonne leur ordonnant de remplacer par des mesures en pierre les mesures en bois dont on se sert au marché à blé.

In anno nativitatís Christi millesimo ducentesimo nonogesimo .iij<sup>o</sup>., domino Philippo, rege Francorum, regnante, .iij<sup>o</sup> kal. septembris, existentes Bernardus Amorosii et Bernardus Aymerici et Raimundus Helie, consules Burgi Narbone, et Jacobus Boneti, tenens locum, ut dicebatur, Boneti Contastini, juvenis, conconsulis consulum scilicet predictorum, nomine suo et nomine aliorum conconsulum et universitatís Burgi Narbone, coram notario et testibus infrascriptis, requisiverunt in scriptis Guillelmum Raimundi de Sancto Stephano, domicellum de Narbona, quod ipse Guillelmus Raimundi cum suis parieriis faciat et fieri faciat mensuras lapideas firmas et stabiles in foro bladi Burgi Narbone ad bladum ibidem mensurandum juxta mandatum eidem Guillelmo Ramundi factum per dominum Symonem Briseteste, militem domini regis, senescallum Carcassone et Bitterris, per suas litteras in dorso suo sigillo sigillatas ut prima facie apparebat, quarum tenor inferius continetur, et hoc faciat et impleat cum effectu idem Guillelmus Raimundi infra .xv. dies numerandos a die presentis requisitionis facte.

Tenor autem dicte littere talis est: Symon Briseteste,

(1) Ces droits étaient tenus en fief du roi d'après un acte du 29 novembre 1273.

miles domini regis, senescallus Carcassone et Bitterris, Guillelmo Ramundi de Sancto Stephano, domicello de Narbona, salutem. Ex parte consulum urbis et suburbii Narbone nobis extitit intimatum quod, in mensurando bladum in Narbona, propter mensuras ligneas que ibidem sunt, fraudes comittuntur tam in cociando cum mensuratur bladum quam in minoratione ipsarum mensurarum earum corosione vel etiam vetustate, et gentes emendo et vendendo dampna non modica patiuntur; propter que pariarum vestri conveniunt ad predictas fraudes et dampna evitanda de faciendo mensuras lapideas firmas et stabiles ibidem. Quare vobis mandamus quatinus cum predictis vestris pariarum conveniatis de faciendo ibidem mensuras lapideas stabiles ut corosione vel vetustate non consumantur, et ut predictae fraudes et dampna et omnis fraudis occasio penitus evitentur. Datum Carcassone, .xvij<sup>o</sup>. kal. novembris, anno Domini .m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxxx<sup>o</sup> secundo. Reddite litteras.

Ad que predictus Guillelmus Raimundi respondit et dixit se fore paratum super premissis facere quod deberet quantum erat in eo et quatenus tangebatur eundem. De quibus omnibus supradicti domini consules presentes et requirentes mandarunt et fecerunt sibi de premissis fieri presens publicum instrumentum. Acta sunt hec Narbone in domo scilicet dicti Guillelmi Raimundi in presentia et testimonio Johannis Arnaudi, mercatoris, Petri Gontelmi, paratoris, domini Guillelmi Barravi, presbiteri, Bernardi Bardine, burgensis Narbone, Guillelmi de Lauraco et Guillelmi de Gallaco, mercatorum Narbone, et Vesiani Guiraudi, publici Narbone notarii, vice cujus Petrus Vesiani, clericus, hec scripsit. Et ego idem Vesianus Guiraudi subscribo.

(Pièce parch., orig.)

## XXXVI

**1294** — 19 des kalendes de février (14 janvier). — Les consuls du Bourg de Narbonne contestent la validité des pouvoirs de syndics chargés de s'entendre avec Gènes au sujet de marchandises enlevées par deux galées gènoises à des habitants du Bourg. Le juge de la cour vicomtale prononce la nullité du syndicat.

Anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo nonogesimo quarto, illustricimo domino Philippo, rege Francorum, regnante, nonodecimo kalendas febroarii, compa-ruerunt in curia Narbone nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, coram discreto viro domino Berengario de Sancto Christoforo, iudice diete curie, Bernardus Amorosii, Berengarius de Ripparia, Johannes Guitardi, Raimundus Helye, consules Burgi Narbone, nomine suo et nomine consulatus ac totius universitatis dicti Burgi, ut dicunt, et singulorum de eadem. Et tunc, nominibus quibus supra, volentes et intendentes offerre quendam libellum contra Raimundum Andree et Ymbertum Rubei dicentes et asserentes se esse syndicos, actores et procuratores comunis et universitatum hominum Narbone, petierunt eosdem qui se dicunt syndicos citari in domibus eorumdem in quibus suum domicilium facere consueverunt, ut hodie in vespers compareant coram ipso domino iudice, responsuri dicto libello quem nunc offerunt de presenti, nominibus quibus supra, et facturi quod juris ratio suadebit, si sua putaverunt interesse.

Tenor autem dicti libelli talis est: Coram vobis domino Berengario de Sancto Christoforo, iudice curie Narbone

nobilis viri domini Aymerici, etc., significant Bernardus Amorosii, Berengarius de Ripparia, Johannes Guitardi, Raimundus Helye, barbitonsor, consules Burgi Narbone, nomine consulatus ac totius universitatis ejusdem, quod Raimundus Andree et Ymbertus Rubei falso asserentes se syndicos, actores et procuratores comunis et universitatis hominum Narbone, aliquo nomine predictorum confessiones, obligationes, promissiones, ratificationes ac probationes, absolutiones, quittance et alia plura emisissent et fecerunt penes Rico de Requo, notarium de Jenua, ut publicam personam stipulantem et recipientem nomine et vice comunis Janue et omnium et singularium personarum Janue et districtus ejusdem et omnium Januensium et districtualium Janue quorum intererat vel poterat interesse. Que confessiones, promissiones, obligationes, ratificationes, approbationes, absolutiones et alia predicta que fecerunt, si ipsi essent procuratores veri, syndici vel actores universitatis hominum Burgi predicti, possent ipsi universitati dicti Burgi et hominibus ipsis noscere et afferre magnum prejudicium et gravamen, et etiam nocuerunt et gravamina plurima attulerunt de facto aliquibus hominibus qui sunt de universitate predicti Burgi, ex eo quia ratione seu occasione ratificationis seu approbationis facte per eos ut syndicos, actores seu procuratores universitatis hominum dicti Burgi, cujus in veritate syndici, procuratores seu actores non erant, comune Janue seu aliquis pro eo et ejus nomine exegit a dictis hominibus qui sunt de universitate dicti Burgi octo dr pro libra de mercibus quas iidem homines Burgi supradicti apud Januam attulerant seu cum navigio adduxerant; que exactio assendit usque ad summan .lxx<sup>a</sup>. libr. tur. et ultra; quam exactionem dictum comune Januensium facere seu recipere non consueverant ab hominibus de Narbona, quousque per dictos qui se dicebant syndicos dicta approbatio facta fuit: et possent eodem modo pre-



dicta jam facta et que in futurum fierent per eos afferre de facto dicte universitati Burgi plurima nocumenta. — Item asserunt quod predicti Ymbertus Rubei et Raimundus Andree in predictis et aliis se gesserunt ut syndici, actores et procuratores universitatis hominum Burgi predicti, cum in hiis que faciebant se nominarent seu nominari facerent syndicos, actores seu procuratores universitatis hominum de Narbona, cujus appellationis scilicet Narbona comprehendit tam Civitatem quam Burgum Narbone, quorum Burgi et Civitatis universitates sunt diverse et collegia et corpora sunt diversa. Unde cum predicti Ymbertus Rubei et Raimundus Andree nunquam fuerint electi, creati seu constituti syndici, procuratores vel actores, nec eis aliqua potestas data seu concessa per dictam universitatem Burgi predicti, nec per majorem partem ipsius, nec presentibus duabus partibus universitatis ipsius Burgi, nec per majorem partem duarum partium predictarum, nec insuper per decimam partem hominum universitatis Burgi predicti, nec per aliquos qui eos ad predicta constituendi nomine dicte universitatis hominum de jure aliquam potestatem et de jure aliquis sibi assumere non debeat falsum nomen, et ipsius universitatis Burgi et singulorum de ea intersit predictos Imbertum et Raimundum Andree non fungi nec functos fuisse dicto officio sindicatus procuratoris seu actoris universitatis ipsius; cum per eam non fuerint constituti, petunt dicti consules, suplicant et requirunt, nominibus quibus supra, per vos dominum Berengarium supradictum et vestram curiam inhiberi predictis Imberto Rubei et Raimundo Andree ne deinceps se gerant in aliquo pro sindicis, actoribus seu procuratoribus universitatis hominum Burgi predicti, nec de aliquibus pertinentibus ad officium procuratoris, syndici vel actoris dicte universitatis, nisi de novo constituerentur per ipsam universitatem, se aliquatenus intromitant, et per vos seu vestram curiam declarari eos non esse nec fuisse procuratores.

sindicos vel actores universitatis Burgi predicti, et eorum creationem, si qua facta reperiatur de facto, non valuisse de jure, et quicquid factum est per ipsos ut per procuratores, syndicos vel actores dicte universitatis Burgi predicti carere viribus et non valere de jure, et declarari fore irritum et inane. Et hoc petunt, suplicant et requirunt fieri dicti consules, nominibus quibus supra, eo jure quo melius possunt et debent, evocatis predictis Imberto Rubei et Raimundo Andree et aliis, si qui fuerint evocandi. Et si ipsi Imbertus Rubei et Raimundus Andree seu aliqui alii se predictis opponant, petunt eos sibi in hujus litis sumptibus condemnari. Et hoc dicunt, salvo jure pluri et minoris, etc., non astringentes se ad omnia supradicta probanda, set ad ea tantum que sibi sufficient ad optinendum in causa. — Quo libello oblato, fuit per ipsum dominum judicem mandatum Raimundo Portelli, nuncio jurato dicte curie, quod citet legitime et perhemptorie dictum Imbertum in Burgo Narbone et in domo in qua ipse suum domicilium facere consuevit, necnon et Guilhelmo de Tholosa, nuncio jurato dicte curie, quod similiter citet legitime et perhemptorie dictum Raimundum Andree si eum potest personaliter invenire, aut in domo sua ubi suum domicilium facere consuevit, ut hodie in vespere compareat coram dicto domino iudice, libello superius oblato responsuri et facturi ut fuerit rationis.

*La citation ne touche pas Imbert Rouch, absent depuis longtemps, mais seulement Ramon Andrieu, qui ne se présente pas. Les consuls demandent qu'il soit procédé en la cause.*

Et dictus dominus iudex voluit quod procedatur contra predictos reos contumaces et quod citentur juxta usum et consuetudinem presentis curie et prout fuerit rationis, et quod in ipsa causa procedatur, precipiens idem dominus

judex Guillelmo de Tholosa, nuntio jurato presentis curie, quod citet legitime et perhemptorie predictos reos, videlicet ad diem crastinam in tertiis, et quod requirat officialem vel vicarium curie archiepiscopalis Narbone quod procedant ad abstractionem portarum dicti Raimundi Andree juxta usum et consuetudinem Narbone, quia citatus per presentem curiam ad instantiam consulum agentium predictorum non curaverit comparere. Quo crastino et ora comparuerunt coram dicto domino iudice dicti consules qui supra comparuerant et nominibus quibus supra et dictus Raimundus Andree. Et tunc dictus Raimundus Andree ante omnia fuit protestatus quod non est de foro et jurisdictione curie domini archiepiscopi Narbone sub cujus jurisdictione suum facit domicilium, dicens se paratum stare juri in curia dicti domini archiepiscopi omni de ipso conquerenti. Dicti vero consules petierunt procedi in causa et responderi dicto libello, non obstantibus propositis ex adverso, cum in hoc causa non valeat nec possit forum alicujus curie allegare. Et dictus Raimundus Andree dicens ut supra se non esse de foro curie presentis, set de foro et jurisdictione curie domini archiepiscopi Narbone et ratione etiam sui domicilii, de quo, quamvis sit notorium, paratus est fidem facere, si presens curia hoc velit in dubium revocare; dicens quod non tenetur in presenti curia litigare de jure ratione predictorum, et pro eo etiam quia citatio ad eum non pervenit ut dicit, neque ad alicujus instantiam fuit citatus, quamvis per relationem eidem factam per familiam domus sue fuisset sibi significatum quod judex domini Aymerici loqui volebat cum eodem. Quo audito, idem Raimundus venit, ut dicit, ad dictum dominum iudicem, dicens eidem quod relatu sue familie intellexerat quod idem dominus judex loqui volebat cum eodem; et cum idem dominus judex sibi diceret quod consules Burgi Narbone de eo conqueri volebant, dictis consulibus absentibus a curia, et presentia

dicti domini judicis, idem Raimundus dixit, ut asserit, ibidem et fuit protestatus quod non erat de foro curie presentis, set de foro et jurisdictione curie domini archiepiscopi Narbone, in cujus curia paratus erat stare juri si aliquis de eodem conqueratur; dixit etiam quod cum idem Raimundus esset occupatus ob publicam utilitatem, die transacta hora vesperarum et ante et etiam post, quia eum jus reddere oportebat in curia domini archiepiscopi Narbone in qua locum, ut dicit, tenet vicarii, suum misit procuratorem in curia presenti, qui forum fuit protestatus et allegavit dicti domini archiepiscopi Narbone pro dicto Raimundo Andree.

*Suit un acte du 19 des kalendes de février 1294 par lequel R. Andrieu, notaire de la cour archiépiscopale, institue Ramon Guiraud, jurisconsulte, comme son procureur général et spécial. — En conséquence il persiste à décliner la juridiction du vicomte et se déclare prêt à répondre devant la cour de l'archevêque. Les consuls requièrent le juge de procéder en la cause; le juge n'admet pas les excuses de R. Andrieu puisqu'il ressort du rapport du nonce que la citation l'a touché personnellement. R. Andrieu continue à arguer qu'il est de la juridiction de l'archevêque et en appelle au roi de ce que le juge du vicomte n'admet pas son déclinatoire de compétence. Le juge considérant cet appel comme frivole et vain, refuse de l'admettre, et prescrit à R. Andrieu de ne pas sortir (non exeat limites dicte curie) sans avoir répondu au libelle des consuls. R. Andrieu, réservant tous ses droits, demande une copie du libelle pour en délibérer. Le juge la lui concède et ajourne les parties au lendemain de la Saint Vincent [22 janvier].*

Qua die et hora, comparuerunt coram domino iudice, Guillelmus de Olargiis, Petrus Bedocii, Raimundus Fabri, Berengarius Catalani, consules, ut dicunt, Burgi Narbone,

pro se et tota universitate dicti Burgi, ratificantes et approbantes quicquid superius actum, actitatum, petitum et propositum est superius per eorum predecessores, scilicet per Bernardum Amarosii (*sic*), Berengarium de Ripparia, Johannem Guitardi, Raimundum Helye, olim consules dicti Burgi, petentes, ut supra petitum est per dictos predecessores eorundem, et etiam dicto libello per dictum syndicum responderi. Comparuit etiam Johannes Arnaudi, filius condam Raimundi Boquerii, mercatoris, consul dicti Burgi, pro se et Jacobo Boneti, conconsole suo et omnibus aliis sibi et parti sue adherentibus et adherere volentibus, contradicens scienter et expresse petitioni superius oblate, dicens et non credens, nominibus quibus supra, ipsam petitionem fore datam ad utilitatem comunis Burgi predicti, eo videlicet quia syndicus predictus fuit factus et creatus ad utilitatem Civitatis et Burgi Narbone, et deliberato concilio inter conciliarios Civitatis et Burgi predictorum, et adhibita juris sollempnitate que solet et debet in talibus adhiberi. Dixit etiam quod si in predicto syndicatu dubium aliquod est, quod non credit, an ex ipso syndicatu universitati predictæ prejudicium aliquod valeat generari in futurum, dixit super ipso dampno et ne ex ipso syndicatu Burgi comunitas dampnum aliquod patiatur, satis fuisse cautum universitati predictæ per fidejussores ydoneos ad hoc deputatos. Dixit etiam plus, quod presens quanto scitius et melius et ob minores sumptus seu expensas inter amicos poterit terminari de quo adimplendo et complendo optulit se pluries coram probis viris Raimundus Andree, syndicus superius nominatus, et ob id, nominibus quibus supra, consul superius nominatus contradixit liti predictæ, dicens ipsam litem non esse ulterius inchoandam. Et subsequenter comparuit Raimundus Andree superius nominatus, citra omnem concensum, et repetitis omnibus exceptionibus fori declinatoriis a quibus per aliquem actum contrarium



recedere non intendit et protestationibus, etiam dixit et proposuit ut sequitur: Protestato primitus per Raimundum Andree quod ipse non est nec esse intendit de foro et jurisdictione domini vicecomitis Narbone, set de foro et jurisdictione domini archiepiscopi et sue curie Narbone ratione sui domicilii quod facit in Bellovidere Narbone et in quo larem suum fovet; et protestato per eum quod per aliqua que dixerit, proposuerit, nunc dicat, proponat, vel in futurum dicet seu proponet non intendit in predictum dominum Berengarium Christofori ut in suum judicem consentire, nec ejus jurisdictionem aliquatenus prorogare (1) tacite vel expresse; dicit et proponit fore usum in Narbona inter curias Narbone servatum et obtentum, tanto tempore cujus memoria in contrarium non existit, quod si aliquis qui sit de jurisdictione, ratione domicilii, alicujus ex curiis Narbone, in alterius curia, de cujus jurisdictione non est ratione domicilii, citetur ut querelis alicujus veniat responsurus vel viri pariturus, quanquam requisita fuerit curia in cujus jurisdictione ille domicilium suum facit de portis eidem abstrahendis vel etiam eas jam abstraxerit ob contumaciam per illum in non veniendo commissam, adhuc ille talis contumax juste et licite potest coram illa curia coram qua citatus est et de cujus jurisdictione non est ratione sui domicilii, non obstantibus requisitione de portis abstrahendis facta, seu ipsius portis jam abstractis, exceptionem fori declinatoriam proponere et allegare et petere seu remitti ad examen curie sub cujus jurisdictione est ratione sui domicilii, ex cujus siquidem usus vigore dicit et excipiendo proponit dictus Raimundus Andree; protestato in omnibus et per omnia ut supra, et citra omnem concensum se bene et juste supra allegasse et proposuisse coram dicto domino Berengario exceptionem fori declinatoriam, et etiam nunc de novo iterum

---

(1) *Ms.* porrogare.

eandem coram eodem proponit et allegat, petens se remitti ad examen curie domini archiepiscopi Narbonensis, in qua paratus est et erit cuilibet de se conquerenti respondere et facere quod justitia suadebit; petens dictus Raimundus Andree super omnibus per ipsum propositis jus sibi dici et fieri antequam ad ulteriora procedatur; dicens hoc debere fieri, et de jure, videlicet an dicti domini Berengarii de Sancto Christofo, judicis dicte curie sua sit jurisdictio vel non; offerens se idem Raimundus paratum facere fidem, licet notorium sit, quod ipse est et domicilium habet et facit, annus est, duove tres sunt elapsi, in jurisdictione domini archiepiscopi Narbonensis; faciens fidem per relationem magistri Petri Raimundi Serrallerii, notarii curie archiepiscopalis Narbone, ut est moris in villa Narbone, ut dicitur, fieri, quod ipse Raimundus de jurisdictione et foro curie archiepiscopalis Narbone predictae ratione domicilii. Et nichilominus Raimundus Fabri et Berengarius Catalani predicti petierunt responderi predicto libello ut supra, salvo et protestato quod contradictionem factam per Johannem Arnaudi non admitunt, cum ipsi ea que faciunt, petunt seu requirunt, faciunt et facere intendunt de concilio et voluntate majoris partis concilii dicti Burgi. Et dictus dominus judex, rejectis omnibus exceptionibus ipsius Raimundi Andree, in quantum vitiant seu vitiare possunt presentem processum, et in quantum de jure, usu seu consuetudine presentis curie sunt reiciende et respuende, assignavit diem predictis partibus ad comparandum coram dicto domino iudice et ad procedendum in causa, ut fuerit rationis, diem jovis proximam. Quam diei assignationem dictus Raimundus Andree non admisit, set percisistit in propositionibus supra per ipsum propositis et acceptis; et nichilominus facta fuit.

*Ce jour-là comparaissent les consuls du Bourg susnommés*

*d'une part, et Jacme Bonet, Johan Arnaut, aussi consuls du Bourg, opposants, d'autre part. Ceux-ci font observer que R. Andrieu a pour caution quosdam viros divitiis et honore potentes ut ex syndicatu de quo mentio superius habetur dampnum aliquod universitas predicta generetur, et nichilominus illi viri boni qui pro dampno evitando jam caverunt offerentes se de predicto dampno et questione et omnibus tangentibus ad eadem stare voluntati et ordinationi comunium amicorum; dicentes Jacobus Boneti et Johannes Arnaldi predicti predictam questionem debere cessari et oblationem dictorum proborum hominum viro- rum debere admitti propter vitandas expensas huic inde faciendas.*

*R. Andrieu comparaît en faisant toujours les mêmes réserves. Les consuls requièrent le jugement de l'affaire. Chaque partie persiste dans ses dires et le juge les assigne au samedi suivant. — Suit le procès-verbal d'élection des consuls du Bourg du dimanche 16 des kalendes de février (17 janvier) 1294 (1). Les parties comparaissent, mais de leur consentement et dans l'espoir d'un accord à intervenir l'affaire est prorogée au lundi avant la fête de la chaire de Saint-Pierre (15 février). Ce jour-là comparaissent les consuls demandeurs et R. Andrieu persistant dans leurs dires. R. Andrieu proteste qu'il n'est pas de la juridiction du vicomte.*

Et dictus dominus iudex, rejectis omnibus protestationibus, exceptionibus, recusationibus superius per dictum Raimundum Andree factis, conciderans et attendens contumaciam dicti Raimundi cum ipsum semel,

---

(1) C'est une copie de BB. 124.

secundo et tertio requisiverit quod respondeat predictis si sua putaverit interesse, attendensque instrumentum productum pro syndicato et quod in premissis non habet locum declinatio fori, attendens et conciderans quod in ipso syndicato non est vicesima pars hominum ville Narbone; attendens etiam et conciderans quod propter dictum syndicatum possent evenire plura scandala, dampna et pericula ville Narbone et universitatis ejusdem; attendens etiam quod ipse syndicatus est nullus ipso jure; ex hiis et aliis que movent et possunt movere animum judicantis inhibuit dicto Raimundo ne ipse amodo se intromitat de dicto syndicato, pronuncians idem dominus judex ipsum syndicatum fore nullum et omnia subsequata ab eodem. Acta fuerunt hec sollempniter in predicta curia in presentia et sub testimonio magistrorum Raimundi Guiraudi de Caunis, domini Catalani Olibe, jurisperitorum, Johannis de Sancto Pontio, Petri Raimundi Serrallarii, notariorum, et mei Bernardi Alauzoni, notarii Narbone publici, qui vice magistri Johannis de Sancto Pontio, notarii Narbone et curie dicti domini Aymerici publici memorati, et de mandato domini judicis antedicti hec scripsi et in hanc formam publicam redegi.

*R. Andrieu déclare persister dans ses dires, proteste qu'il n'est pas contumace, et en appelle au sénéchal de Carcassonne. Le juge assigne la poursuite de cet appel devant le juge compétent au jeudi après les Cendres (4 mars). R. Andrieu n'admet pas cette assignation qui n'est pas de la compétence du juge. Celui-ci la maintient. — Suit la copie de deux documents produits par les consuls du Bourg. Le premier est une requête (requisitio) adressée le 7 des ides de janvier (7 janvier) 1294 par 52 conseillers réunis in domo consulatus Burgi Narbone, in solario ipsius domus ubi concilium teneri est consuetum, à Bonet Contastin, jeune, Bernat Amoros, Bernat Aymeric, marchand, Johan Guitard, pareur,*

*et Ramon Helyas, barbier, consuls du Bourg (1). Ils demandent qu'il soit procédé à l'annulation du syndicat indûment formé l'année précédente.*

*Le second est l'acte suivant constituant le Syndicat (2).*

In nomine Domini, anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo secundo, domino Philipo, rege Francorum, regnante, die martis proxima ante festum nativitatis Domini que intitulatur decimo kalendas januarii. Noverint universi presentes pariter et futuri quod, vocato et congregato generali parlamento universitatis Civitatis et Burgi Narbone ad sonum tubarum, ut moris est fieri, et publice per Civitatem et Burgum Narbone, et de mandato nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, in palatio Narbone ejusdem domini Aymerici coadhunato ad infrascriptum sindicatum faciendum, presente dicto domino Aymerico, volente et concentiente et suam auctoritatem judicariam et decretum in ipso sindicatu apponente, Guillelmus de Galliaco, Bernardus de Payrano, Arnaldus Fabri, Raymundus Blanquerii, Bernardus Sigarii, Bernardus Rasoris, Bernardus Hugonis, Stephanus Bonihominis, Raimundus de Mossio, minor, etc., (3) de concensu et voluntate conciliariorum comunis Civitatis Narbone supradictorum congregatorum in dicto generali concilio voce preconis, ut est dictum et ut moris est fieri parlamentum generale, per ipsum dominum vicecomitem in Civitate Narbone; et dicti, ut dicunt, suprascripti concilarii, auctoritate dicti domini Aymerici et ipso presente, fecerunt et co[n]stituerunt et ordinaverunt eorum et dicti

---

(1) L'un des conseillers se qualifie clerc: *Raimundus Franqui, clericus*.

(2) Cette copie renferme quelques incorrections. Sauf pour les dernières lignes, je donne le texte original de cet acte qui est conservé aux archives de Narbonne.

(3) La liste entière comprend 181 noms.



comunis et Civitatis et Burgi et hominum Narbone syndicos, actores et procuratores et prout melius esse possunt, videlicet discretos viros dominos Ymbertum Rubei, mercatorem Burgi Narbone, et Raimundum Andree, Civitatis Narbone, et quemlibet eorum insolidum ita quod non sit melior conditio occupantis, et quod unus inceperit alter finire possit, complere et perficere, ad petendum, requiringdum et recipiendum res et merces Narbone que capte fuerunt in quadam navi vocata Sanctus Nicolaus, que veniendo de partibus Alexandrie Egipti capta fuit per duas galeas Januenses; et ad faciendum confessionem de recepto et de omni eo et toto de quo ipsis sindicis et cuilibet eorum videbitur; et ad quitationem faciendam ad liberandum comune et homines et etiam singulares personas Janue et districtus, et de omni eo et toto quod ab ipso comuni Janue, seu ab hominibus vel singularibus personis Janue et districtus peti posset per ipsum comune seu homines Narbone, vel per aliquam singularem personam Narbone vel districtus, vel per aliquam aliam personam, corpus, collegium vel universitatem undecumque sit; et ad promitendum comuni Janue sive alii vel aliis recipientibus nomine dicti comunis et omnium et singularium personarum Janue et districtus quicquid occasione predicta pro liberatione et securitate comunis et hominum Janue, et singularium personarum Janue et districtus, predictis sindico vel alteri eorum videbitur promitendum; et etiam ad promitendum factum omnium et cujuslibet de Narbona et districtu et cujuscumque alterius persone, collegii, corporis, vel universitatis undecumque sit; et ad obligandum totum comune et bona ipsius comunis et homines Narbone versus comune Janue et etiam singulares personas Janue et districtus, sive publicam personam eorum nomine stipulantem in omnibus que per comune Janue sive notarium publicum de Janua, nomine ipsius comunis, ab ipsis sindicis vel altero eorum occasione dicte navis et rerum et ipsis

sindicis vel alteri eorum videbitur; et ad ratificandum, approbandum et confirmandum confeciones, promissiones et obligationes factas domino Guillelmo Gardino, honorabili potestati Janue, et Lamfre (*sic*) de Valario, notario, ut publice persone stipulanti et recipienti nomine et vice comunis Janue et singularium personarum Janue districtus, per dominum Guillelmum Raimundi de Montepessulano, civem Narbone, syndicum comunis Narbone, et dominum Guillelmum Garriçi, jurisperitum, ambaxatorem comunis Narbone, nomine comunis et universitatis hominum Narbone, et alios de Narbona, nominibus eorum et aliorum pro quibus promiserunt et confessi fuerunt, et de quibus omnibus promissionibus, confessionibus et obligationibus fit mentio in instrumento scripto manu Lafranci de Valario, notario, anno. m<sup>o</sup>. cc<sup>o</sup>. lxxxx<sup>o</sup>. secundo, die quarta novembris; et ad obligandum comune et homines Narbone et districtus et bona eorum de hiis omnibus et singulis de quibus fit mentio in dicto instrumento attendendis et observandis cum penis et ypothecis et omnibus sollempnitatibus; et ad omnes promissiones et obligationes faciendas versus comune Janue, sive publicum notarium de Janua recipientem et stipulantem nomine ipsius comunis, et omnium et singularium personarum Janue et districtus, que ab ipsis sindicis requirentur per comune Janue, sive publicum notarium de Janua pro comuni Janue, ut dictum est, nomine ipsius comunis: et ad transhigendum et pascicendum, et ad omnia demum facienda in predictis, et circa predicta, et occasione predictorum que eisdem sindicis et cuilibet eorum facienda videbuntur, et que ab ipsis pro comuni Janue requirentur per dictum notarium, et de quibus in concordia erunt cum ipso notario nomine ipsius comunis, et de quibus ipsi sindicis vel alteri eorum videbitur faciendum. Et promiserunt eorum nominibus et nomine et vice comunis et hominum Narbone, et mihi Johanni de Sancto Pontio.

notario Narbone publico, tanquam publice persone stipulanti et recipienti nomine comunis et hominum Janue districtus et omnium et quorumlibet quorum interest, vel intererit, vel interesse posset, ratum et firmum habere et tenere perpetuo omne id et totum et quicquid dicti sindici et quilibet eorum insolidum in predictis, et circa predicta, et occasione predictorum, vel alicujus predictorum, duxerint faciendum sub pena dupli de quarto, et quotiens contraherent, et sub ypotheca et obligatione honorum dicti comunis et hominum Narbone et districtus, sollempniter stipulatione interposita per me infrascriptum notarium nomine comunis et hominum Janue et singularium personarum Janue districtus, et omnium quorum intererit, vel interest, seu interesse posset; et promissione facta et subsequuta per predictum notarium una cum dictis conciliariis, et concensu et voluntate eorum, et per ipsos conciliarios auctoritate dicti domini Aymerici. Nos vero Aymericus, vicecomes et dominus Narbone supradictus, de predicto sindicatu facto coram nobis per superius nominatos, modo et forma suprascriptis, ad eorundem hominum de Narbona constituentium dictos sindicos et nominibus quibus supra requisitionem, nostram auctoritatem interponimus et decretum huic presenti sindicatui, ut melius possimus, juxta ea que superius sunt ordinata et de jure debemus. Horum omnium ut predicuntur sunt testes Franciscus Mata, notarius, Petrus Carnerii, clericus, dominus Raimundus de Genestos, miles, Petrus de Varillis, mercator, Raimundus Christofori, marinerius, et Johannes de Sancto Pontio, notarius Narbone et curie dicti domini Aymerici, qui notam hujus presentis sindicatus recepit, vice cujus et mandato ego Bernardus Alausoni, notarius Narbone publicus (1), de nota non cancellata predictum

---

(1) Je donne à partir d'ici le texte de la copie. Seuls les mots en italique sont dans l'original.

instrumentum sindicatus fideliter assumens *hec scripsi*. *Et ego idem Johannes de Sancto Poncio subscribo* et de mandato dicti domini iudicis sigillum autenticum diete curie huic presenti ordinationi seu instrumento appono ad maiorem horum omnium firmitatem.

(Pièce parch., orig., fragm. de sceau en cire rouge sur cordelettes de chanvre).

## XXXVII

**1294** — 3 des nones de mars (5 mars). — Sur la requête de Bernat Bedos, baile royal du Narbonnais, les consuls du Bourg assistés de cet officier royal font le recensement des feux de leur communauté.

Anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, domino Philippo, rege Francorum, regnante, tercio nonas marcii. Noverint universi, etc., quod receptis per discretum virum magistrum Bernardum Bedocii, bajulum domini regis in Narbonesio, quibusdam patentibus litteris in papiro scriptis nobilis viri domini Symonis Briseteste, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, sigillo ejusdem in dorso sigillatis ut prima facie apparebat, quarum tenor inferius est insertus, dictus bajulus ante horam meridiæ volens adimplere mandatum in ipsis litteris contentum, auctoritate earumdem litterarum fecit vocari ad se consules Burgi Narbone, scilicet Guillelmum de Olargiis, Jacobum Boneti, Petrum Bedocii, Johannem Arnaldi, Raimundum Fabri de Villasischa et Berengarium Catalani. Quibus vocatis et in ejusdem bajuli presentia constitutis, predictus bajulus legit et romana lingua exposuit eisdem ipsas litteras; et,

ipsis litteris lectis et expositis, dictus bajulus predictos consules requisivit ut prestarent sibi sacramentum super contentis in litteris eisdem, et eisdem consulibus injunxit ex parte domini regis quod ea que in ipsis litteris continentur debeant adimplere, et quod eidem certum respondeant et ad plenum ipsum certificent de premissis; offerens idem bajulus se paratum predictos consules instruere et informare plene in premissis, si per eos in aliquo fuerit dubitatum, et copiam ipsarum litterarum eis concedere statim et sine aliqua dilatione.

Tenor vero ipsarum litterarum de quibus superius habetur mentio talis est: Symon Briseteste, miles domini regis, senescallus Carcassone et Bitterris, dilecto suo magistro Bernardo Bedocii, bajulo domini regis in Narbonesio, salutem et dilectionem. Mandamus vobis firmiter et districte precipiendo quatinus, visis presentibus, sine omni more dispendio, vocetis ad vos bajulos et consules de Narbona, et per sacramenta eorundem et sub pena corporum et honorum si invenirentur postmodum in sua certificatione veritatem non dixisse, plenam certitudinem habeatis quot focci sunt in dicta villa de Narbona, et foccorum numerum scribatis in uno (1) registro; et eisdem ex parte domini regis injungatis ut pro singulis foccis comunitas ipsius ville solvat apud Carcassonam peremptorie et precise sex sol. turon., arbitrio proborum juratorum in eadem villa dividendos seu talliandos, receptoribus domini regis in senescallia Carcassone, dominica ante ramospalmarum; quod nisi fecerint extunc omnia bona et averia eorum capiatis et pignoretis pro solvenda summa predicta. Hominem vero vel mulierem focum facientem non habentem in bonis valorem quinquaginta sol. turon. pro focco non intendimus computari. Et quia breve tempus est solutionis predictæ, ne in eundo et redeundo

---

(1) *Ms.* una.



tempus labatur et gentes vexentur, bajulos ipsos et consules et alios juratos, ut predictum est, de predictis omnibus sic plene instruatís et informetis ut sine alia dilatione et assignatione diei certum vobis respondeant et ad plenum vos certificent de premissis taliter ne, cum diligenter postea indegabitur vel inquiretur veritas de eisdem per nos vel quos ad hoc duxerimus destinandos, inveniantur errasse in aliquo vel veritatem quoquomodo non dixisse: sic diligenter et sollicite in premissis vos habentes ut nulla necligentia vel defectus contra vos valeat reperiri: et premissa omnia scribi per manum publicam faciatis, et in uno registro poni seriatim et per ordinem quod nobis apud Carcassonam completo negotio et sine more dispendio transmitatis. Datum Carcassone .iiij. nonas marcii, anno Domini .m<sup>o</sup>.cc<sup>o</sup>. nonagesimo tercio. Quibus litteris expositis et predictis omnibus sic peractis, predicti consules dixerunt se super predictis velle deliberare, et deliberatione habita, in vesperis respondere. Et idem bajulus tradens copiam litterarum predictarum eisdem consulibus seu eorum nuncio, horam vesperarum concessit eisdem ad respondendum super premissis. Acta fuerunt hec Narbone in presentia et testimonio magistri Johannis Martini, magistri Bernardi Barravi, jurisperitorum, Bernardi Amorosii, burgensis, Bernardi Rasoris, Berengarii de Quadraginta, mercatorum, Bernardi Fromatgada, Guillelmi Pelegrini, Raimundi Bedocii, clericorum, Bernardi Esclua, magistri Berengarii Lombardi. Arnaudi Juliani, Raimundi de Codaletto, Bernardi de Mojano, sutoris, Petri Lombardi, Petri de Vallesio, sartoris, Johannis Textoris, Raimundi Astre, monderii, Bernardi de Calavo, sutoris, Berengarii Furnerii, peissonerii, Johannis Catalani, mercerii, Johannis Corregii, clerici, Poncii Sturerii et Helie Vasconis, civium Narbone.

Qua hora, scilicet in vesperis, predicti consules compa-  
ruerunt et redierunt ad presentiam bajuli supradicti. Et

tunc idem bajulus requisivit consules supradictos et eisdem ex parte domini regis et domini senescalli predictorum injunxit et obtulit prout supra. Et predicti consules, salvis omnibus suis exceptionibus et deffentionibus, et salvis suis omnibus juribus, usibus et libertatibus a quibus recedere verbo vel facto non intendunt, ut dicunt, immo in omnibus et singulis casibus pro repetitis et pro protestatis haberi volunt, dicunt et offerunt se paratos prestare sacramentum superius per dictum bajulum requisitum, salvo etiam et protestato quod non intendunt nec volunt, ut dicunt, in se recipere periculum seu pericula contenta in littera domini senescalli, nec etiam alicui servituti seu servitutibus qua vel quibus subjugari seu submiti valeant acquiescere, nec universitatem eorum aliquatenus obligare; potissime cum de hiis que in dicta littera continentur quoad numerum foccorum veritatem seu noticiam non habeant, prout dicunt. Et prefatus bajulus, incontinenti rejectis omnino per eum et non admissis protestationibus per dictos consules superius factis, requisivit eosdem consules iterum et iterum, et eisdem injunxit et obtulit prout supra. Et predicti consules persistentes, ut dixerunt, in suis protestationibus sub forma contenta in dictis litteris ipsum sacramentum prestiterunt bajulo supradicto. Dixerunt tamen quod quia impossibile eis videtur ut sine inquisitione et numeratione foccorum certum valeant respondere, obtulerunt se certum respondere eidem de numero foccorum in comunitate Burgi predicti hinc ad diem sabbati proximam post carniprivium vetus. Quo prestito sacramento, idem bajulus, rejectis per eum protestationibus consulum predictorum, injunxit eisdem ex parte domini regis et domini senescalli predictorum, sub sacramento et pena corporum et bonorum suorum, quod sibi certum respondeant et ad plenum ipsum certificent super contentis in litteris supradictis, et quod solvant quantitates in predictis litteris expressatas juxta

formam et tenorem dictarum litterarum domini senescalli et prout in ipsis litteris continetur. Ad hec fuerunt presentes et testes Bonetus Contastini, Bernardus Amorosii, burgenses, Bernardus de Podio, ypothecarius, Petrus Gontelmi, Petrus de Fulano, Johannes Folquini, Bernardus Cogumbrierii, mercatores, Petrus Arnaldi, argenterius, Raimundus Andorra, Petrus de Villasicha, Nycholaus Odini, Helias Vasconis, cives Narbone, et Guillelmus Recordi, notarius Narbone.

Postque, anno quo supra in principio hujus instrumenti, .viij. idus marcii, Petrus Bedocii et Raimundus Fabri de Villasicha, duo ex consulibus supradictis, presentaverunt magistro Bernardo Bedocii, bajulo supradicto, quasdam patentes alias litteras nobilis viri domini senescalli predicti, quarum tenor sequitur sub hiis verbis: Symon Briseteste, miles domini regis, senescallus Carcassone et Bitterris, dilecto suo magistro Bernardo Bedocii, bajulo domini regis in Narbonesio, salutem et dilectionem. Ad majorem habendam certitudinem et ne consulibus Burgi Narbone aliquid possit in numeratione foccorum detractiois inpingi, volumus et vobis mandamus quatinus si per eos fueritis requisitus una cum eis descriptionem foccorum, non computatis pauperibus, arbitrio vestro et dictorum consulum, juxta (1) traditam vobis formam visibiliter faciatis, vel per aliquos alios fide dignos, nomine vestro, celeritate qua convenit fieri faciatis. Ita quod ea facta, quam citius fieri poterit, bono modo, secundum numerum foccorum quem inveniretis vel ipsi vobis dixerint suo juramento, si vos vocare noluerint vel non potuerint, summam finencie sex sol., computatis pro focco injungatis eisdem, sicut vobis per nostras litteras datum est in mandatis. Datum Carcassone .ij. nonas marcii, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo

(1) *Ms.* juxta.

tercio. Reddite litteras. Quibus litteris presentatis et per dictum bajulum intellectis, predicti duo consules prefatum bajulum vocaverunt et eundem requisiverunt ex parte domini senescalli quod eos sequatur, et una cum eis descriptionem foccorum Burgi Narbone faciat vel fieri faciat per aliquos fide dignos; ad que dictus bajulus respondit dicens se paratum eosdem consules sequi et ire cum eis ad descriptionem focorum faciendam secundum formam litterarum predictarum et prout in eisdem continetur, enumeratis et quesitis foccis Civitatis Narbone, quos jam incepit querere et numerare. Hiis fuerunt testes magister Johannes Martini, jurisperitus, Guillelmus Recordi, notarius Narbone, Guillelmus Fabri et Petrus Amandi, mercatores Narbone.

Quo facto, anno quo supra in principio hujus instrumenti, .xvii<sup>o</sup>. kal. aprilis, quesitis foccis in Burgo Narbone et facta descriptione eorum per Guillelmum de Olargiis, Jacobum Boneti, Petrum Bedocii, Johannem Arnaudi, Raimundum Fabri de Villasicha et Berengarium Catalani, consules Burgi Narbone predictos, simul cum bajulo supradicto, adhibitis secum quibusdam probis juratis ejusdem Burgi, scilicet Bernardo Amorosii, Guillelmo Hualardi, Raimundo de Parasano, Perpiniano Portas et Petro Arnaudi, argenterio Burgi predicti, et quibusdam aliis juratis de qualibet carraria seu insula Burgi Narbone vicinis ac agnoscentibus, ut dicebant, valorem bonorum cujuslibet hominis seu mulieris in descriptione contentorum, predicti consules, enumeratis per eos foccis in ipsa descriptione contentis, suo juramento asseruerunt et dicto bajulo responderunt duo milia sexdecim foccos esse in Burgo Narbone in comunitate et tallia eorundem, pauperibus non habentibus in bonis valorem quinquaginta sol. turon. minime computatis, et exceptis clericis conjugatis qui numerum faciunt prout dicunt .xxvj. foccorum; item et clericis beneficiatis qui numerum faciunt prout dicunt

.liiij. foccorum; item et clericis non beneficiatis et sine uxoribus qui numerum faciunt prout dicunt .xxj. foccorum; qui clerici non sunt de eorum comunitate nec eis talliabiles, nec potestatem habent eos talliandi, compellendi, seu etiam pignorandi, prout dicunt. Protestantes predicti consules quod si super descriptione et numeratione foccorum facta per eos, presente dicto bajulo, invenirentur seu reperiri possent se errasse seu veritatem quoquomodo eis selatam fuisse, quod ipsi, quam cito eis revelabitur vel ad eorum noticiam pervenerit, parati sunt et se offerunt revelare ac notificare predicto domino senescallo vel bajulo supradicto, et ipsos vel eorum alterum certificare ad plenum de eisdem. Et facta relatione et responsione predictis, incontinenti predictus bajulus injunxit prefatis consulibus sub sacramento et pena corporum et bonorum suorum ut pro singulis foccis ipsi nomine comunitatis Burgi predicti solvant apud Carcassonam peremptorie et precise sex sol. turon. receptoribus domini regis in senescallia Carcassone, dominica ante ramospalmarum, secundum et prout continetur in litteris predicti domini senescalli; et quod si erraverint, vel veritatem selaverint, seu quoquomodo non dixerint, quod illud revelent hinc ad dictam diem predicto domino senescallo seu bajulo supradicto sub pena predicta. Et predicti consules dixerunt et protestati fuerunt quod ipsi non intendebant nec volebant periculum solutionis hujusmodi foccorum in se recipere. Offerunt tamen se fore paratos procurare et facere procurari viribus quibus poterunt quod dicta solutio predicta die fiat et etiam compleatur. Et nichilominus per dictum bajulum fuit injectum eisdem consulibus prout supra. Acta fuerunt hec in presentia et testimonio Guillelmi Boneti, Berengarii Arnaldi et Johannis Drudonis, burgensium, Raimundi de Posaleriis, Guillelmi de Mossio, Petri Amandi, Berengarii de Cabanellis, Guillelmi Porcelli, mercatorum, Petri Guiraudi



Blanchi, Johannis Guitardi, Bernardi Vincencii, Guillelmi Rasii, paratorum, Petri Arnaldi, argenterii, Raimundi Rasoris, Bertrandi de Ecclesia, Perpiniani Portas et magistri Johannis Martini, jurisperiti, et Guillelmi Recordi, notarii Narbone, et Petri de Prata, notarii Narbone publici, qui premissis omnibus ut predicuntur presens interfuit et requisitus per dictos bajulum et consules notam hujus carte recepit, vice cujus ego Raimundus Poncii, clericus, hec scripsi. Et ego idem Petrus de Prata, notarius Narbone publicus, subscribo.

*Au verso*: Lo prosses de l'afinament del mandament de la ost anadoira a Toloza cant demanderou que cascu foc paget de Narbona paget *[sic]* per finansa al rey .vj. sol tur.

(Pièce parch., orig.)

### XXXVIII

#### VÉRIFICATION DES POIDS ET DES MESURES.

A. 1294 — Veille des ides de juillet (14 juillet). — Le juge de la cour du vicomte, requis par les régents du consulat de la Cité et les consuls du Bourg, se déclare prêt à observer la coutume d'après laquelle la vérification des poids et des mesures doit être faite avec le concours des consuls et des prud'hommes de la ville et avec les poids du consulat.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, regnante domino Philippo, rege Francorum, pridie idus julii. Noverint universi, etc., quod existentes Bernardus Siguerii et Petrus Amelii Boverii, regentes auctoritate regia, ut dicitur, consulatum Civitatis Narbone, et Berengarius Amaroni, Guillelmus Ulardi, Raimundus Johannis,

Guillelmus Vincencii, Johannes Catalani, consules Burgi Narbone, coram magistro Berengario de Sancto Christofo, iudice curie nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, requisiverunt eundem dictum iudicem ut consuetudines scriptas ville Narbone et jurejurando vallatas per dictum dominum Aymericum suosque antecessores, necnon usus scriptos et non scriptos, in cognoscendo, inquirendo, firmando, exequendo seu aliter quomodolibet servet et faciat observari predictis etiam consulibus omnibus et singulis de universitate ville Narbone predictæ; dicentes et protestantes quod si predictus dominus iudex seu curia dicti domini Aymerici aut curiales ejusdem in aliquo casu preter seu contra consuetudinem approbatamve scriptam procecerunt illud non aprobant tacite vel expresse, imo contradicunt quantum possunt, et protestantur se velle agere contra id quod actum fuerit preter consuetudinemve usum scriptum vel non scriptum ville Narbone; offerentes se paratos, nominibus quibus supra, ire per villam Narbone cum curialibus supradictis vel altero eorundem ad examinandum seu ad drechurandum et ad verificandum pondera hominum Narbone cum ponderibus tamen consulum predictorum; dicentes alia pondera non esse equalia ponderibus seu pensis ipsorum consulum, non esse legitima; et de non legitimis ponderibus sive pensis obtulerunt se paratos facere prout acthenus in talibus in villa Narbone est fieri consuetum. Ad que dictus dominus iudex dixit et respondit quod ipse vult et intendit et paratus est servare et custodire consuetudines scriptas et non scriptas et usus et libertates ville Narbone de jure approbatos, et contra eos et eas non vult nec intendit in aliquo contravenire. Et si in aliquo posset apparere ipsum evenisse seu evenire contra dictas consuetudines seu usus propter simplicitatem seu ignoranciam, illud non vult quod noceat vel nocere possit dictis universitatibus seu singulis de eisdem,

dicens quod ipse dominus iudex et presens curia volunt inquirere penssos et examinare et alia tamen quod non sunt examinate et alias mensuras contentas in quadam consuetudine scripta ville Narbone cum dictis consulibus et probis hominibus ville Narbone, et paratus est recipere penssum dictorum consulatuum, si magis appareat esse leguale quam alia pensa ville Narbone, et cum illis examinare alia pensa. Ad hec fuerunt testes Stephanus Bonihominis, Raimundus de Poalleriis, Bernardus Dalphani et Guillelmus Ricordi, notarius publicus Narbone, qui requisitus notam hujus instrumenti recepit, vice cujus ego Petrus Guillelmi Terradas, clericus Narbone, hec scripsi. Et ego idem Guillelmus Ricordi subscribo.

*Au verso*: Carta de canas e de peses.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1294** — 2 des nones d'octobre (6 octobre). — Le juge de la cour du vicomte, requis par les consuls du Bourg, fait reporter au consulat les mesures trouvées fausses au cours d'une vérification et portées, contrairement à la coutume, à la susdite cour (1).

Anno Domini millesimo .cc°.xc°. quarto, domino Philippo, rege Franchorum, regnante, .ij°. nonas octobris.

(1) Nous donnons ici les parties caractéristiques de quelques procès-verbaux de vérification et un extrait d'un jugement de la cour royale de Béziers.

1<sup>o</sup> Aete des 12 et 11 des kalendes de mai 1312. — Noverint universi quod existentes venerabiles et discreti viri domini consules seu regentes auctoritate regia consulatuum Civitatis Narbone, videlicet Petrus de Sellis, Bernardus Rumbaudi pro se et aliorum consortium suorum et nomine dicti consulatuum ac totius universitatis ville Narbone una cum discretis viris magistro Petro Martini, tenente locum domini iudicis curie comunis Narbone domini nostri regis Francie et domini Amadrici, vicecomitis Narbone, et Hugeto de Pinqui-

Noverint universi quod cum curia nobilis viri domini Aymerici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, seu

nhano, subvicario dicte curie, in platea comuni dicte Civitatis Narbone, presentibus me notario et testibus infrascriptis et presentibus populo ibidem congregato in numero copioso, idem domini consules seu regentes et dicti domini, locum tenens et subvicarius, tenentes et habentes penes se plura et diversa pondera et trutenas per eosdem captas a personis infrascriptis causa videndi et examinandi et exprobandi si erant bona et de legali pondere juxta pondus legale et comune dicte ville Narbone, et primo inspexerunt et ponderaverunt et recognoverunt pondera et trutenas Hugueti de Pererio, mercerii dicte Civitatis Narbone, inter que pondera dicti Hugueti invenerunt unam mediam libram et quasdam trutenas falsas juxta pondus legale et comune ville Narbone; quam mediam libram et trutenas predictas tanquam falsas et minus ponderis Johannes Leutardi, nuntius dictorum dominorum consulum et dicti consulatus dicte Civitatis, ibidem fregit de mandato dictorum dominorum, presentibus dicto domino locumtenente et dicto subvicario; item ab Ermengauda Palme unam libram, unum quartonum, que omnia fuerunt inventa minus ponderis et falsa juxta pondus legale et comune ville Narbone, et fuerunt ibidem in dicta platea comuni fracta per dictum Johannem Lautardi, de mandato dictorum dominorum, in presencia et testimonio Arnaldi de Bagis, mercatoris, Bernardi Rogerii, textoris, Johannis de Ardenchis et plurium aliorum circumstantium, Petri de Ortis, notarii. *On procède de même chez cinq autres marchands.* Que quidem omnia [pondera et trutene] fuerunt fracta in carraria vocata de Cruce et coram hospitiiis predictorum, etc. — Item in crastinum, prefati domini consules seu regentes, Hugo de Pinquinhano, subvicarius predictus, existentes in capite macelli ante turrim domini archiepiscopi Narbonensis, presentibus me notario et testibus infrascriptis, recognoverunt ibidem pondera que erant, ut dicebatur, a personis infrascriptis. *On vérifie les poids de cinq marchands; chez un seul on n'en trouve pas de faux.* Que quidem pondera omnia supra prope dicta tanquam falsa et minora pondere inventa per dictos dominos consules seu regentes et per dictum dominum subvicarium preceperunt dicto Johanni Lautardi quod fregeret et secum asportaret ad consulatum dicte Civitatis, et ibidem ante portam dicti consulatus in carraria publica fregeret per minutas pessas. Qui quidem dictus Johannes Lautardi ad jussum dictorum dominorum dicta pondera falsa et minora ponderis incontinenti recepit et posuit in quodam cabasso et ad dictum consulatum secum portavit et ante portam dicti consulatus in carraria publica Fustairie predicta pondera fregit.

2<sup>o</sup> Acte du 18 des kal. de juillet 1312. — Johannes Delboy, subvicarius curie comunis Narbone scilicet domini nostri regis Francie et nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, et Johannes de Artzenchis, burgensis, et Bernardus Pagesii, pellisserius, regentes consulatum Civitatis Narbone auctoritate regia, omnes simul et conjunctim cum quibus-

curiales ejusdem una cum consulibus Burgi Narbone et quibusdam aliis probis hominibus ipsius Burgi, juxta

dam aliis probis hominibus dicte Civitatis, comuniter abstraxerunt de dicta curia multas cannas cum quibus canantur panni lane et lini in dicta Civitate Narbone; et cum dictis cannis dictus subvicarius et dicti regentes venerunt ad capud Pontis veteris quod est versus dictam Civitatem Narbone, et ibi restituerunt multas cannas quibusdam probis hominibus dicte Civitatis Narbone, scilicet predictus subvicarius et dicti regentes simul et conjunctim, per bonas et legales. *On en rend à 14 personnes dont 4 sont qualifiées pellerii, 2 canabasserii et 4 paratores.* — Item canne Hugonis de Bagis, pellerii, Antonii Bartsaloni, pellerii, Guillelmi Guiffredi et Ramundi Sivrani (?) fuerunt fracte per dictum subvicarium et dictos regentes, ita quod dictus subvicarius frangebat unam et dicti regentes aliam, et sic succedebat, ex eo et pro eo quia quedam de dictis cannis erant majores et alie minores quam debebant secundum formam debitam et consuetam ville Narbone. Et de cannis fractis per predictum subvicarium et dictos regentes, sicut dictum est, dictus subvicarius habebat unam et dicti regentes aliam et sic succedebat; et quisque defferebat partem suam penes se; et eodem modo fecerunt per Pontem veterem Civitatis Narbone. — Predictus subvicarius accepit omnes alias cannas que nondum erant restitute vel etiam fracte et omnes alligavit simul extra voluntatem dictorum regentium; et incontinenti predicti regentes dixerunt predicto subvicario quod ipse male faciebat quia non perficiebat recognitionem dictarum cannarum quam inceperat facere cum dictis regentibus et probis hominibus ville Narbone; et de illo gravamine pro ipsis et tota comunitate dicte Civitatis ad dominum regem appellaverunt. Et dictus subvicarius dixit et respondit quod non facit hec ex eo quod ipse intendat turbare villam Narbone vel dictos regentes nomine dicte ville in aliquo, sed ad jus tuendum et deffendendum domini nostri regis et dicti domini Amalrici.

3º Extrait d'une sentence rendue le 27 novembre 1325 par le viguier et le juge de Béziers. — Non intendentes per hanc sententiam juri quod dicti consules [Burgi Narbone] habent et habere consueverunt in dictis mensuris falsis et injustis quibuscumque frangendi et exequendi aliquid prejudicium fieri, set eosdem in eorum jure potius conservari.

4º Acte du 6 mars 1396. — Noverint universi, etc., quod honorabiles viri domini consules Narbone, etc., assistente eis et associante venerabili viro domino Petro Parasolli, licenciato in decretis, eorum assessore, eundo per villam Narbone juxta franquesias, libertates et consuetudines in dicta villa Narbone, tam per ipsos dominos consules quam eorum predecessores consules Narbone, nomine universitatis dicte ville et consulatus ejusdem ut asservierunt observatas, volentes recognoscere et inquirere si pondera, balanse et canne Narbone cum quibus res vendibiles, panni et mercature venduntur et librantur in Narbona erant legalia, ceperunt seu capi mandaverunt per Johannem Roque, etc., ipsorum dominorum consulum nuncios seu scutiferos,



consuetudinem scriptam in Narbona que incipit: In mensuris, etc., accesserunt ad dictum Burgum personaliter pro examinandis cannis et ponderibus hominum et mulierum habitantium in dicto Burgo cum quibus emendo et vendendo pannos cannabant et merces suas ponderabant, ut dicitur, et canne non legitime invente fracte fuissent et pondera naxa et non legitima inventa capta fuissent et ad dictam curiam adportata, et discreti viri domini Berengarii (*sic*) Amaroni, Br Boneti, Raimundus Johannis de Ulmo filius condam Petri Stephani, G. Ulardi, et Johannes Catalani, consules Burgi Narbone, requirerent nomine dicti consulatus ac tocius universitatis ejusdem Burgi et singulorum hominum de eadem, licet eorum predecessores pluries requisivissent discretum virum dominum Berengarium de Sancto Christoforo, judicem dicte curie, ut

---

videlicet de hooperatoriis et locis infrascriptis de Narbona pondera et cannas et balansas que sequuntur. *Cette saisie est pratiquée chez divers marchands, 29 sont nommés dans l'acte. Les poids, les mesures et les balances saisis sont portés au consulat de la Cité.* Dicta die, post prandium, dicti domini consules ville Narbone existentes infra domum consulatus Civitatis Narbone, assistentibus ibidem infra dictum consulatum diversis mercatoribus et personis de Narbona quorum dicta pondera et canne capta erant, recognoverunt dicta pondera et cannas si erant legalia. Quibus recognitis et ponderatis per Arnaudum Peyrone, mercatorem Narbone, conconsulem Narbone superius nominatum, presentibus ibidem et assistentibus aliis dominis consulibus et eorum assessore superius nominatis, exopto dicto domino Bernardo Sartoris, eorum conconsule (*ce consul est absent de Narbonne*), Johannes Rubey, mercator Narbone recuperavit sua pondera et balansas tanquam legalia reperta per dictos dominos consules. *La plupart des objets saisis sont de même restitués aux marchands ou à leurs facteurs.* Item dicti domini consules ville Narbone, assistente eis venerabili viro domino Petro Parasolli, eorum assessore superius nominato, facta prius per eos examinatione ponderum et cannarum supradictorum et per ipsos restitui mandatorum, retinuerunt penes se infra domum dicti consulatus quatuor cannas tanquam falsas repertas, et volentes justiciam ministrare de eisdem cannis falsis mandaverunt ipsas cannas tanquam falsas frangi per Petrum Poncheti, nuncium dictorum dominorum consulum, et deinde appendi in pergis dicti consulatus in signum justicie de eisdem cannis falsis ministrare, et prout est acthenus in villa Narbone per dictos dominos consules fieri consuetum; quod factum fuit.

ipsas cannas non legitimas inventas et pondera naxa et non legitima inventa et ad ipsam curiam adportata, ipsis consulibus invitis, ut dicitur, et contradicentibus, dicentes dictas cannas et pondera non legitima inventa penes dictum consulatum ipsius Burgi debere remanere prout, ut dicitur, est consuetum, eisdem consulibus reddat et restituat, cum temporibus retroactis usitatur (1) esset, ut dicitur, ipsas cannas et pondera non legitima reddi et restitui eisdem consulibus dicti Burgi; asserentes etiam dicti consules dictas cannas nec non et pondera naxa seu non legitima inventa immediate in hostio cujuslibet hospicii seu operatorii debere per dictos consules dicti Burgi frangi, et fractas ad domum consulatus dicti Burgi deportari juxta usum et consuetudinem diucius, ut dicitur, obtentos et observatos. Et prefatus dominus judex nolens, ut dicit, infringere in aliquo usus, libertates antiquas et consuetudines dicti Burgi ad dictorum consulum requisitionem pondera minus legitima inventa et cannas non legitimas inventas tanquam non legitimas et pondera tanquam naxa et non legitima et ad dictam curiam adportata restituit consulibus supradictis, non intendens, ut dicit, propter hanc presentem restitutionem in aliquo derogare juri competenti in premissis dicto domino Aymerico, nec etiam propter predictam deportationem seu etiam fractionem dictarum cannarum seu etiam ponderum juribus, usibus, et consuetudinibus ac libertatibus ipsius Burgi que habent dicti consules et universitas Burgi supradicti in cannis et ponderibus et mensuris adrechurandis et examinandis. Hujus rei sunt testes, magister Johannes Martini, jurisperitis *(sic)*, B<sup>r</sup> Valentini, clericus, Johannes de Sancto Poncio, notarius, Arnaudus Juliani, R. Robaudi, et Guillelmus Ricordi, notarius Narbone publicus (2), qui

---

(1) *Ms.* usitatum.

(2) *Ms.* Guillelmi Ricordi notarii Narbone publici

notam hujus instrumenti recepit, vice cujus et mandato ego Franciscus Marquesii, clericus, hec scripsi. Ego vero idem Guillelmus Ricordi subscribo.

*Au verso*: Carta de examinar peses e canas generalment fayta per cosols e per las senhorias.

(Pièce parch., orig.)

### XXXIX

**1294** — Nones de décembre (5 décembre). — Vente aux enchères par les consuls du Bourg de la levée d'une *quiste*.

In anno nativitatís Christi millesimo ducentesimo nonagesimo quarto, nonas decembris, domino Philippo, Francorum rege, regnante. Noverint universi et singuli presentes pariter et futuri quod nos Guillelmus Ulardi, Berengarius Amaroui, Berenguarius Boneti, Raimundus Johannis de Ulmo, filius quondam Petri Stephani, Guillelmus Vincentii et Johannes Catalani, consules Burgi Narbone, nomine nostro et nomine consulatus ac totius universitatis ejusdem Burgi, habitoque diligenti consilio et tractatu cum consiliariis nostris, facta prius legitima preconizatione per Burgum Narbone sepe et sepius, prout hactenus in dicto Burgo in similibus fieri est consuetum, cum tubis et voce preconia per vicos et carrarias ipsius Burgi de questa infrascripta, et non invento emptore seu emptoribus qui majus nec tantum precium offerrent se daturos in dicta questa quantum vos emptores infrascripti facitis, vendimus et nomine venditionis concedimus vobis Johanni Fulquini, Johanni Guitardi, paratoribus, Bernardo Amorosii, burgensi, et Guillelmo de Galliaco, mercatori Burgi predicti, presentibus, et Bernardo Benedicti, paratori, et

Raymundo Salella, mercerio, absentibus, et vobis supranominatis tam pro ipsis quam pro vobis stipulantibus et recipientibus, scilicet questam que de novo talliatur in dicto Burgo, scilicet quod omnes homines et mulieres habitantes in dicto Burgo vel alii qui sunt talliati in dicto Burgo dent et solvant vobis et vestris suas questas secundum quod sunt talliati in registro seu libro consulatus dicti Burgi, scilicet quatuor solidos et sex denarios Narbonenses pro denario. Et hoc facimus pro precio decem et octo milium et ducentorum solidorum Narbonensium honorum et percurribilium e tali pacto quod vos debeatis persolvere nobis nomine dicti consulatus vel clavariis predicti consulatus nostro nomine et dicti consulatus, die martis proxima, centum et octuaginta libras Narbonensium honorum, et deinde de die in diem solvere clavariis dicti consulatus totum illud quod levabitur de questa predicta per vos colligenda sine diminutione quacumque, ita quod dictos decem et octo milia et ducentos solidos Narbonensium nobis seu clavariis nostris et dicti consulatus complere et solvere teneamini integritèr pressise et peremptorie, sine dilatione et diffugio quibuscumque, dominica die proximo futura post festum Epiphanie Domini anni presentis. Et ita, nos omnes, nomine quo supra, promittimus vobis et vestris quod nos et nostri successores consules dicti Burgi faciemus vobis et vestris omnes denarios qui sunt scripti et prout sunt ordinati in libro tallii ipsius consulatus de novo facti et dictam questam et omnes alios denarios omnium habitantium in dicto Burgo, si qui sunt vel fuerint colligenda dictam questam qui solvere debent et tenentur in dicta questa ipsius Burgi pro suis facultatibus seu eorum questam debitam bonos habere, tenere et quiete ac pacifice colligere et recipere. Et si forte aliqui homines vel mulieres habitantes in dicto Burgo, vel alii qui sunt scripti et talliati in dicto libro tallii, vel alii qui non sunt scripti

qui solvere debent et tenentur in dicta questa, in solutione seu solutionibus suarum questarum prout sunt talliati vel talliandi moderate rebelles et inportuni fuerunt, illos omnes compellere promitimus ad solutionem seu solutiones faciendas predictarum questarum suarum per bonorum pignorum captionem. Et ad hec facienda et complenda promitimus vobis nos tradere vobis vel alteri vestrum unum nostrum et dicti consulatus nuntium, et hoc faciemus quandocumque et quoscienscumque per vos seu alterum vestrum fuerimus requisiti. Tamen si forte nos personaliter pro pignorandis et compellendis rebellibus dictam questam solvere contradicentibus accedere oportuerit, promitimus vobis nos ire vobiscum ad tales pignorandos et compellendos quandocumque necesse fuerit et per vos fuerimus requisiti, omnibus negotiis pretermisissis. Exipimus tamen de dicta questa seu tallio omnes homines et mulieres habitantes in dicto Burgo qui virgua vindicte Domini graviter sunt tractati, sicut seci, mutilati, impotentes, pauperes qui vadunt mendicando seu quibus oportet per ecclesias et alia loca helemosinari et hoc faciunt sine fraude. Exipimus de dicta questa omnes clericos qui non sunt in dicto libro tallii scripti seu talliati per quos possemus incurrere sententiam excommunicationis. Exipimus etiam de questa predicta omnes absentes et mortuos, dum tamen bona ipsorum non extent in dicto Burgo vel suis terminiis pro quibus debeat et possit solvi dicta questa, et etiam omnes homines et mulieres venientes ad dictum Burgum causa lucrandi non tamen causa inhabitandi. Exipimus insuper omnes illos quorum nomina scripta sunt in dicto libro tallii dicti Burgi in quibus nominibus est scriptum pro signo « nichil ». Quos omnes supra proxime expressatos et prout sunt declarati exipimus et detrahimus penitus de dicta questa, ita quod ab eis vel ipsorum altero nichil ratione dicte queste per vos vel per alterum vestrum vel vestros exigatur nec recipiatur,



quos omnes expresse detrahimus et exceptamus de questa supradicta. Et ita hec omnia universa et singula supradicta, prout superius sunt ordinata, declarata, promissa et expressata, tenere et servare et nunquam contravenire per nos vel per aliquam interpositam aut subrogatam personam clam vel palam (1) vobis per firmam stipulationem promittimus, obligando etiam vobis et vestris pro evictione omnia bona dicti consulatus et totius universitatis dicti Burgi.

Et nos, Johannes Fulquini, Johannes Guitardi, Guillelmus de Gualliaco, et Bernardus Amorosii, predicti, nos omnes simul et uterque nostrum insolidum, renuntiantes nove constitutioni et dividende actionis beneficio, epistole divi Adriani et Autentice de duobus reis et specialiter et expresse dilationi quinquennali omnique fori prescriptioni, et terre atque curie usui et consuetudini, et oblationi libelli, et spatio viginti dierum et quatuor mensium, cuique alii juri per quod contra predicta vel aliquid predictorum venire possemus in aliquo seu juvari, promittimus vobis dictis dominis consulibus dicti Burgi persolvere vobis vel clavariis ejusdem Burgi vestro nomine decem et octo milia et ducentos solidos Narbonensium pro precio dicte queste per vos nobis vendite per terminos et sub modo, forma et conditionibus per vos supra expressatis. Et nisi hec predicta compleverimus, promittimus vobis reddere et restituere totum dampnum, gravamen, interesse et expensas que ob moram solutionum predictarum, prout superius est expressum, facere aut pati oportuerit quoquomodo; super quibus volumus quod credatur vobis seu alteri vestrum seu successoribus vestris consulibus dicti Burgi vestro et suo simplici verbo, sine testibus et juramento et omni alio genere probationis. Et ita hec omnia universa et singula supradicta tenere et

---

(1) *Ms.* palaam.

servare et nunquam contravenire per firmam stipulationem vobis promittimus, et super sancta Dei quatuor euvangelia per nos corporaliter tacta sponte juramus, obligando inde vobis et dicto consulatui et toti universitati dicti Burgi omnia bona nostra presentia et futura in cunctis locis. Hujus rei sunt testes magister Johannes Martini, jurisperitus, Guiraudus Amaroni, mercator, Guillelmus Provenqueria, clericus, Jacobus Arquejatoris, cultor, Guillelmus Amaroni, Petrus Guntelmi, parator, Ramundus de Turre, furnerius, Petrus Domiguo, preco, et plures alii, et ego Guillelmus Ricordi, notarius Narbone publicus, qui hiis omnibus presens interfui et requisitus hanc cartam recepi, scripsi et in hanc publicam formam reddegi.

(Pièce parch., orig.)

## XL

**1295** — Nones de novembre (5 novembre). — Bulle de Boniface VIII interdisant aux clercs de se livrer aux travaux mécaniques.

Bonifatius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri (1) archiepiscopo Narbonensi salutem et apostolicam benedictionem. Rationi et honestati deservit ut in Domini sortem assumpti, secularibus pretermisissis occupationibus, ecclesiasticis ministeriis sollicitudine debita occupentur. Intelleximus siquidem quod clerici tue civitatis vacantes mechanicis ac servilibus studiis a sacris divinorum actibus, non sine contemptu ecclesiastici ordinis, se subdu-

---

(1) Un blanc a été ménagé pour recevoir l'initiale des noms de l'archevêque et des abbés; il n'a pas été rempli.

cunt. Nos itaque, volentes super hoc de oportuno remedio providere, fraternitati tue per apostolica scripta mandamus quatinus predictos clericos quod ab hujusmodi mechanicis et servilibus exercitiis cessent omnino, et prout ad suum spectat officium laudibus vacent divinis moneas et inducas. Et si forsan tuis non acquieverint monitis in hac parte eos denunties a clericalis beneficio privilegii alienos. Si vero tu hujusmodi nostrum mandatum neglexeris adimplere, nos dilectis filiis (1) Sancti Pontii de Thomeriis et (1) de Grassa monasteriorum abbatibus Narbonensis et Carcassonnensis diocesum nostris damus litteris in mandatis ut illud exequi studeant diligenter, contradictores per censuram ecclesiasticam, appellatione postposita, compescendo. Datum Rome apud Sanctum Petrum, nonas novembris, pontificatus nostri anno primo.

*Au verso:* Clerges mechanicz e que no uson clericalment sian amonestatz que uson en ufici divinal e que sian privatx per arcevesque e en son defaut l'abatx de Sant Pos, de Grassa.

(Pièce parch., orig., sceau sur cordelettes chanvre).

## XLI

**1295** — 30 novembre. -- Mandement de Philippe IV au sénéchal de Carcassonne lui prescrivant de faire une enquête sur la leude du pont d'Ognon que l'on prétend faire payer aux bouchers de Narbonne allant au marché de Pépieux ou en revenant.

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone salutem. Consulibus Narbone nobis conquerentibus accepimus quod cum macellatores et alii homines Narbone consueverint ire ad mercatum de Pipionibus faciendo

---

(1) Voir la note de la page précédente.

transitum per navem de Turruzella et redire de dicto mercato versus Narbonam cum bestiario in dicto mercato per eos empto per eandem navem liberi et immunes a prestatione pedagii, et pedagiarii de ponte d'Onhon illum transitum eis facere impediverint ad hec ut pedagium ibi solvant, et hec facere inceperint a quinque annis citra, ut asserunt. Mandamus vobis quatenus, si est ita, vocato procuratore nostro et aliis quorum interest, super premisis veritate prius diligenter inquisita, faciatis justicie complementum. Actum Parisius in festo beati Andree apostoli, anno Domini .m°.cc°. nonagesimo quinto.

(Pièce parch., orig.)

## XLII

**1297** — 4 des kalendes de juillet (28 juin). — Les consuls du Bourg requièrent le vicaire général de l'archevêque d'interdire aux cleres les travaux mécaniques conformément à la bulle de Boniface VIII.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo, domino Philippo Francorum regnante rege, .iiij. kal. julii. Noverint universi quod existentes Raymundus de Petrapertusa et Berenguarius Cabanellis, consules Burgi Narbone, in presentia reverendi patris in Christo, domini G., divina miseratione abbatis Sancti Pauli Narbone vicarii que generalis reverendi patris in Christo domini E., divina permissione sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopi, et ibidem presente me notario et testibus infrascriptis, eidem domino vicario presentaverunt et exhibuerunt quoddam rescriptum apostolicum quadam bulla plumbea in filo canapis pendente bullatum, quod per me subdictum notarium legi fecerunt coram eodem, cujusquidem res-

cripti apostolici tenor noscitur esse talis. *Suit le texte de la bulle que j'ai donné au n<sup>o</sup> XL.*

Quo quidem rescripto apostolico presentato, exhibito et lecto coram dicto domino vicario, ut predicatur, dicti domini consules eundem dominum vicarium dicti domini archiepiscopi, nomine suo et nomine consulatus ac totius universitatis dicti Burgi et singulorum de eadem, instanter requisiverunt et eidem humiliter supplicaverunt quod ipse auctoritate apostolica, ut vicarius seu locum tenens, dicti domini archiepiscopi, infrascriptos homines dicti Burgi qui se dicunt clericos et asserunt, moneat et inducat hinc ad diem martis proxime futuram juxta mandatum apostolicum seu tenorem rescripti apostolici eidem domino vicario alias exhibiti, quod ipsi qui se dicunt clericos a mechanicis ac servilibus exercitiis cessent et desistant omnino et, prout ad suum spectat officium, singulis diebus laudibus vacent divinis intrando ecclesiam prout decet ecclesiastice honestati; et si dicti qui se dicunt clericos monitionibus suis acquiescere noluerint, eosdem a clericali beneficio privilegii denuntiet alienos. Alioquin protestati fuerunt dicti domini consules, nominibus quibus supra, quod si dictus dominus vicarius alias pluries requisitus infrascriptos homines qui se dicunt clericos monere et inducere infra dictam diem noluerit aut neglexerit, et dictos qui se dicunt clericos si suis monitionibus obtemperare noluerint a clericali beneficio privilegii alienos denuntiare noluerit aut neglexerit, quod ipsi ad superiores habebunt recursum ob defectum domini archiepiscopi et domini vicarii supradicti.

Nomina vero dictorum qui se dicunt clericos et quos moneri petunt et supplicant dicti domini consules sunt hec: Johannes de Salis, Berenguarius Boneti, Arnaudus Fabri, Berenguarius Blanqui, Guillelmus Olivarii, Bernardus Hospitalis, Petrus Guillelmi Mayrati, Johannes Baroni, Raimundus Dieusajuda, mercatores; Jacobus Rossiani, Johan-



nes Viguerii, Petrus Salsani, Berenguarius de Puteo, Arnaudus Adalberti, Bernardus Amelii de Sancta Valeria, Pontius Fusterii, Sicardus de Monterotundo, Petrus Sifredi, Johannes Severacii, Petrus Parasollis, Guillelmus Boquerii, Raymundus Bajuli, Petrus Audegerii, Guiraudus Morruti, Petrus Raymundi Guarini, Bernardus de Donis, paratores; Bernardus Pagesii, Berenguarius Auriaci, Bartholomeus Assaliti, Guillelmus Navata, Petrus Nicolay, Petrus Villasica, pellicerii; Bernardus Barravi, Jacobus Alsoni, tinctorum; Paulus Lenta, Johannes Torrozella, Thomas Ortini, macellatores; Johannes Cuillelmi, Paulus Montbruni, cultores; Johannes Carbonelli, penchenerius; Petrus Siguerii, faber; Petrus Bellihominis, fusterius; Berenguarius Fusterii, Bernardus Quoquorelli, Enrricus de Legis, Bernardus Perpiniani, furnerii; Johannes Fuserii, peyrerius; Johannes Trenquerii, mercator.

Cujusquidem rescripti apostolici copiam diligenter examinatam et nomina hominum quos moneri (1) petunt dicti domini consules eidem domino vicario in presenti tradiderunt ut cum ipsis idem dominus vicarius valeat informari quid enim (2) super requisitis et suplicatis sit agendum per dominum vicarium supradictum. Qua copia et dictis nominibus dictorum quos moneri petunt dicti domini consules eidem domino vicario traditis, dicti domini consules in omnibus et per omnia ut supra requisiverunt eundem dominum vicarium eidemque supplicaverunt ut supra alias et pluries per predecessores suos consules Burgi predicti fuerat requisitus.

Et dictus dominus vicarius petiit copiam littere apostolice et supplicationis (3) predictorum consulum, et deliberatione habita diligenti super premissis, habitoque consilio

(1) *Ms.* monerii.

(2) *Enim* m'est obscur. Le ms. a *ei* surmonté d'un tiret.

(3) *Ms.* splicationis.

cum domino archidiacono Fenolleti, convicario suo, et aliis curialibus curie dicti domini archiepiscopi, paratus est, ut dixit, facere ut fuerit rationis et mandatis apostolicis obtemperare. Et dicti domini consules dixerunt quod jam statim dictam copiam dicti rescripti apostolici, supplicationis et nomina illorum hominum quos moneri requirunt et supplicant jam statim tradiderunt domino vicario supradicto; quare, nominibus quibus supra, eundem dominum vicarium requisiverunt eidemque supplicaverunt in omnibus et per omnia ut supra. Et dictus dominus abbas et vicarius dixit et respondit ut supra. Acta fuerunt hec Narbone in domo in qua inhabitat dictus dominus abbas et vicarius, anno et die premissis, presentibus magistro Johanne Martini, jurisperito, Guillelmo Bajuli, clerico, magistro Petro de Cumbis, notario, et pluribus aliis, et me Guillelmo Ricordi, notario Narbone publico, qui hiis omnibus presens interfui et hanc cartam utrimque requisitus recepi, scripsi, et in hanc formam publicam reddegi.

Post que, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo septimo, domino Philippo, etc., .ij. nonas julii. Noverint universi quod existentes Berenguarus Boneti, junior, et Berenguarus Cabanellis, consules Burgi Narbone, in presentia reverendi patris in Christo domini Guillelmi, divina miseratione abbatis Sancti Pauli Narbone vicarii que generalis domini archiepiscopi Narbonensis, et ibidem dicti domini consules interrogaverunt dictum dominum abbatem et vicarium si monuerat seu (1) moneri fecerat illos homines Narbone qui se dicunt et asserunt clericos quorum nomina die veneris jam transacta in qua intitulabatur .iiij. kal. julii eidem domino vicario tradiderunt, dicentes quod ipsi erant parati recipere litteram monitoriam a dicto domino vicario si facta sit juxta requisitionem per ipsos dominos consules dicta die veneris eidem domino vicario factam.

---

(1) *Ms. se.*

Ad que dictus dominus vicarius dixit et respondit quod ipse paratus est facere et monere prout juris fuerit. Et dicti domini consules dixerunt et protestati fuerunt quod ipsi habebunt recursum, ob defectum dicti domini vicarii et domini Narbonensis archiepiscopi, ad superiores et suos conservatores, maxime cum dies sit transacta infra quam moneri et induci petierant predictos qui se dicunt clericos per dominum vicarium supradictum. Et dictus dominus vicarius dixit et respondit ut supra. Actum fuit hoc in domo in qua inhabitat dictus dominus vicarius in Civitate Narbone, sub testimonio Johannis Catalani, textoris, P. de Ulmo, Guillelmi Gontelmi, notarii, magistri Johannis Martini, jurisperiti, et mei Guillelmi Ricordi, notarii Narbone publici, qui hoc requisitus scripsi et in hanc formam publicam reddegi.

*Au verso:* Aysi a .ja. letra autriada per mosenhor en Bonafos, papa, als cossols que mandava (1) a l'arcevesque de Narbona que ages a monestar los clerges de Narbona que visqueson clericalment et que de causas mecanicas e exercecis servils cessesson.

(Pièce parch., orig.)

### XLIII

**1299** — 11 des kalendes de février (22 janvier). — Les consuls du Bourg présentent au lieutenant du sénéchal de Carcassonne quatre lettres de Philippe IV: 1<sup>e</sup> sur des exactions indues des gardes des laines dans les sénéchaussées de Carcassonne et de Beaucaire; 2<sup>e</sup> sur la remise en son ancien état du lieu dit Alescar, sis dans le terroir du Bourg et qui avait servi à la flotte royale;

---

(1) *Ms.* anava.

3° sur les exactions indues des notaires, bailes et sergents; 4° sur les droits de dépaissance appartenant aux habitants du Bourg (1).

Anno nativitatis Christi millesimo ducentesimo nonagesimo nono, rege Francorum Philippo regnante, .xj<sup>o</sup>. kalendas feb. Noverint universi quod B. Anglici, fusterius et consul Burgi Narbone ut ostendebat per quoddam instrumentum publicatum, etc., nomine suo et aliorum consulum dicti Burgi, presentavit et tradidit nobili viro domino Lamberto de Tureyo, militi domini regis, domino de Saxiaco, tenenti locum senescalli in senescallia Carcassone et Biterris, assidente eidem domino Sicardo de Vauro, ejusdem domini regis clerico giudiceque majore ejusdem in senescallia predicta, quasdam patentes literas regias quarum tenor talis est :

I. Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Significavit nobis conquerendo procurator seu syndicus Burgi ville Narbone quod custodes lanarum a nobis in vestra et Belliquadri senescallia deputati seu constituti ab eisdem custodibus lanas emptas a mercatoribus Narbone causa mercandi infra regnum nostrum, dumtaxat infra villam Narbone seu villas circumvicinas in Narbonesio, pretextu sue custodie ad manum nostram recipiunt, et eas tam diu detinent donec peccuniam indebite extorquant ab emptoribus ipsarum lanarum. Quare vobis mandamus quatinus, si vobis constiterit ita esse, vocatis evocandis, et dictos emptores circa premissa nullam fraudem fecisse, dictos nostros custodes et constitutos ab eisdem a talibus indebitis exactionibus deinceps desistere faciatis, et si qua per ipsos, ut premittitur, capta fore vobis constiterit indebite, ipsa dictis emptoribus, ut jus erit, restitui libere faciatis.

---

(1) Je ne donne ici que la première et la troisième de ces lettres.

Actum Parisius, die lune in festo beati Michaelis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo octavo.

Quibus presentatis et lectis, prefatus Bernardus Anglici, nomine quo supra, requisivit dictum locumtenentem ut mandatum domini nostri regis in prescriptis literis contentum velit et debeat adimplere. Et dictus dominus locumtenens, de consilio dicti domini iudicis majoris sibi assidentis, requirens prefatum consulem ut custodes lanarum qui premissa fecisse dicuntur et mercatores qui premissa passi sunt et in quibus causis talia evenerunt et tempora et quantam pecuniam extorquerunt custodes predicti sibi exprimat et declaret, quibus declaratis et eis quos tangit negocium evocatis et aliis evocandis, obtulit se paratum in omnibus et per omnia et ea reverencia et celeritate qua convenit adimplere et exsequi quod mandatur.

*Suit un autre mandement daté du dimanche avant la Saint Michel 1298, par lequel Philippe IV prescrivit au sénéchal de Carcassonne de remettre en son ancien état le lieu dit Alescar, sis dans le terroir du Bourg, et qui avait servi à la flotte royale (locum de campo dicto Alescar pridem nobis pro nostris custodiendis galeis, navibus et rebus aliis applicatum).*

III. Item alias in hec verba : Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Ex querimonia procuratoris seu sindici Burgi ville Narbone accepimus quod nonnulli notarii nostri, bajuli et servientes causa levandi subsidium pro defensione regni nostri apud Narbonam et villas circumvicinas in Narbonesio venientes, ipsas villas, comunidades et populares seu singulares earundem ratione suarum expensarum non modicum gravantur levando pro dieta notarii unius et bajuli etiam octo sol. turon., servientum vero



quinque, in eorum maximum detrimentum. Quocirca vobis mandamus quatinus, si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, ipsos notarios, bajulos et servientes a talibus indebitis exactionibus desistere faciatis, nec talia usurpare eosdem deinceps permittatis, captaque per ipsos modo quo premittitur, si que sint, dictis villis seu singularibus earumdem, prout justum fuerit, restitui faciatis. Actum Parisius die martis post exaltationem sante crucis, anno Domini .m°.cc°.lxxxv°. octavo.

Qui dictus dominus locumtenens requirens dictum consulem ut sibi nominet seu exprimat eos qui talia fecisse dicuntur, et causam et casum in quibus seu pro quibus, et quantitates pecunie et a quibus propter hoc extorsisse dicuntur, ut possit de contentis in dictis literis regiis certificari prout debet, cujus facti habita certitudine, obtulit se paratum quod mandatur exsequi eo effectum quo convenit, sine mora; et ut melius de cetero talis fraus cessari et tolli possit et debeat, mandabitur vicarius Biterris ut per bajulum Narbone et Narbonesii domini regis hujusmodi executiones in Narbona et villis circumvicinis in Narbonesio faciende et non per alios fiant. Quod dictus consul nomine quo supra gratum habuit et recepit.

*Suit un autre mandement du 6 septembre 1298 prescrivant au sénéchal de Carcassonne de maintenir les consuls du Bourg dans le droit de dépaissance dans les lieux où ils en jouissaient.*

(Pièce parch., orig.)

#### XLIV

**1299** — 18 des kalendes d'octobre (14 septembre). — Les chefs de métier du Bourg requièrent les consuls de garder et

défendre les coutumes et libertés de la ville de Narbonne et s'engagent à leur prêter aide et conseil pour cette défense.

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono, domino Philippo, Francorum rege, regnante, decimo octavo kalendas octobris. Noverint universi quod prepositi seu capita ministeriorum Burgi Narbone, videlicet pro mercatoribus et burgensibus Poncius de Salis, Berengarius Amaroni, Guillelmus de Lauraco, Guillelmus Hulardi, Imbertus de Stabulo et Bernardus Catalani, et pro paratoribus Berengarius Robini, Petrus de Alzona et Petrus Furnerii, et pro textoribus Petrus de Botenacho et Bernardus Garrussii, et pro macellatoribus Raimundus Camarada, et pro fabris Petrus Arnaudii, argenterius, minor diebus, et Guillelmus Andree, et pro pellipariis Petrus de Coyrano, Johannes Berengarii et Johannes Stephani, et pro fusteriis Guiraudus Pauleti et Guillelmus Neviani, et pro bladeriis Guillelmus Bajuli, et pro sartoribus Raynaldus et Raimundus de Belloquadro, et pro curateriis Jacobus Benedicti, et pro merceriis Guillelmus Calve, et pro braceriis seu cultoribus de portali Sancti Pauli Bernardus Garrussii et Bernardus de Serviano, et pro braceriis seu cultoribus de portali beate Marie de Monachia Johannes Rubei et Petrus Vitalis, et pro tinctoribus Raimundus Teulerii, et pro arquejatoribus Arnaudus Dalphini et Raimundus Maurini, et Arnaudus de Amilavo, et pro furneriis Guillelmus de Ferrariis, existentes in domo consulatus Burgi Narbone, in presentia dominorum Bernardi Bardine, Petri Raimundi de Burgo, Guillermi Portalis, Bernardi Benedicti, paratoris, et Johannis Catalani, textoris, consulum dicti Burgi, dixerunt et unanimiter ut prepositi et capita, ut dicebant, ministeriorum predictorum pro se et omnibus sibi adherentibus et adherere volentibus, dictos dominos consules requisiverunt et eisdem humiliter supplicarunt,

nominibus quibus supra, ut ipsi consules consuetudines, immunitates, usus ac libertates ville Narbone, prout ad eorum officium spectat et spectare dignocitur, et prout in sui creatione seu assumptione sui officii consulatus proprio juramento corporaliter prestito promiserunt, ut dicebant, deffendant, conservent et deffendere ac conservare debeant illesos absque diminutione quacumque contra quascumque personas ecclesiasticas vel mundanas sine juris injuria et lesione alicujus persone. Promittentes sub ypotheca rerum suarum se in predictis et pro deffensione predictorum omnium et singulorum eisdem consulibus in predictis et circa predicta tangentibus deffendere, manutenere, consulere ac juvare pro posse suo et conservatione juris universitatis dicti Burgi et omnibus et singulis ejusdem juxta usus, libertates, consuetudines, immunitatesve ville Narbone, in quantum usus, libertates, consuetudines, immunitatesve infringi, diminui, ledi ac etiam annullari possent, in toto vel in parte. Protestantes ante omnia pro se et pro omnibus ministeriis supradictis quorum se dicunt prepositos seu capita quod si aliqua consuetudo, usus, libertas, immunitasve fracta, vulnerata vel lesa seu lesi sunt in aliquo vel diminuti ob negligentiam dictorum consulum seu eorum predecessorum seu per quascumque alias personas singulares in quantum possunt seu possent predictas consuetudines, libertates, ususve scriptos, scriptas vel non scriptas, lesas, revocatas seu diminutas in aliquo, quod illud non approbant, ymo in quantum possunt, nominibus quibus supra, contradicunt, revocant et cassant modis omnibus quibus possunt: monentes et requirentes supradictos dominos consules, nominibus quibus supra, sub virtute per eos prestiti juramenti ut predicta omnia et singula et omnia alia que ad utilitatem universitatis Burgi supradicti et omnium et singulorum ejusdem et rei publice pertinent et pertinere possunt et debent totis viribus suis deffendant et deffendere debeant,

prout ad eorum officium spectat, ut dictum est, et dignocitur pertinere. Acta fuerunt hec in dicta domo consulatus Burgi Narbone in presentia et testimonio magistri Johannis Martini, jurisperiti, Raimundi Fabri de Villasicca, paratoris, Berengarii de Sancto Laurentio, textoris, Guillermi de Lercio, cultoris, Petri Arnaudi, argenterii, majoris diebus, et mei Guillermi Poncii, notarii.

Post hec, in crastinum, existentes in dicta domo consulatus, coram dominis consulibus, videlicet pro sutoribus Jacobus Bonuspassus, et pro cultoribus de portali Raimundi Johannis Johannes Cornelli, Guillermus Petralate et Bernardus Celiani predicta omnia grata habentes laudaverunt, concesserunt et approbaverunt et eis expresse consenserunt sub testimonio magistri Johannis Martini, predicti, Bernardi Barrerie, cultoris, Laurencii Gavaudani, sutoris, et mei dicti Guillermi Poncii, notarii Narbone publici, qui hec omnia scripsi et in publicam forman redegei.

(Pièce parch., orig.)

## XLV

**XIII<sup>me</sup> siècle.** — État estimatif des marchandises enlevées par des Gênois à des marchands narbonnais (1).

Manifestum sit presentem paginam inspecturis quod hec sunt res que fuerunt ablate civibus Narbonensibus a civibus Januensibus et ab aliis hominibus de ejus districtu.

In primis fuerunt ablate videlicet .cccc.xl. storie de

(1) Cette pièce n'est pas datée. Ses caractères paléographiques la font remonter à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle.

murcia Guillelmo de Montelauresio, civi Narbonensi, que valebant .lxvj. libr. mlg.

Item quatuor storie flocate valentes .lx. sol. mlg.

Item .cccc.l. ampulle de murcia valentes .xxij. libr. et .x. sol. mlg.

Item dimidia carga grane valens .xxxv. libr. mlg.

Item tres duodeue cordoani vermelli valentes .xv. libr. mlg.

Item quinque quintalia aque rosacee valentia .xij. libr. et dimidia mlg.

Item quedam trompe cum sanafilo valentes .lx. sol. mlg.

Item quatuor caixe vitrei de mirallo valentis .xx. libr. mlg.

Item .xlv. quintalia de sauza valentia .viiiij. libr. mlg.

Item quidam pannus cericus valens .xx. sol. mlg.

Item quoddam morterium cutri valens .xx. sol. mlg.

Item quoddam velum valens .v. sol. mlg.

Item quinque uncie fili primi linei valentis .xl. sol. mlg.

Item quedam caixia in qua erant .xxv. sol. mlg.

Item inter armaturas et vestes et lectum suum tantum quod valebat .vj. libr. mlg.

Item .xv. libr. cere valentes .xx. solidos mlg.

Item quedam jarra tonine valens .xvij. sol. mlg.

Item .lvj. sacci valentes .lvj. sol. mlg.

Item tantum de vaixella quod valebat .viiij. libr. mlg.

Item quatuor quintalia lini valentia .xiiij. libr. mlg.

Item quedam pena cirogrillorum valens .xx. sol. mlg.

Que faciunt summam .cc.xxiiiij. libr. et .iiij. sol. mlg.

Item Raimundo Guilassono, civi Narbonensi, fuit ablata dimidia carga cere valentis .xj. libr. mlg.

Item .xxxvij. moutonine cum lana valentes .iiiiij. libr. et .x. sol. mlg.

Item .ccc. cirogrilli valentes .lx. sol. mlg.

Item .lxx. anhine valentes .l. sol. mlg.



Item .xl. pelles caprine valentes .x. sol. mlg.

Item tres boquine valentes .x. sol. mlg.

Item .viiij. ampulle vitree cum copertis valentes .vj. sol. mlg.

Item quedam storia valens .iiij. sol. mlg.

Item .xv. libre aque roseate valentis .xx. sol. mlg.

Item .iiij<sup>or</sup>. paria trebugairiarum valentia .iiij. sol. mlg.

Item inter vestes et arma tantum quod valebat .iiij. libr. et .viiij. sol. mlg.

Item .ciiij. storie valentes .xviiij. libr. et dimidiam mlg.

Item .cc.xiiij. ampulle inter magnas et parvas valentes .xj. libr. et .x. sol. mlg.

Item .xliiiij. moutonine de Barbairia valentes .iiij. libr. et .viiij. sol. mlg.

Item .viiij. boquine valentes .xx. sol. mlg.

Item quoddam quintale lane valens .xl. sol. mlg.

Item .x. alforini valentes .xx. sol. mlg.

Item dimidia jarra tonine .viiij. sol. mlg.

Item .clx. cambe .xx. sol. mlg.

Item .ccc. minus .vij. conillis valentes .iiij. libr. et dimidiam mlg.

Item .xxxviiij. libr. cere .liiiij. sol. mlg.

Item quedam pena .xx. sol. mlg.

Item due charge cotoni .xxv. libr. mlg.

Item quedam carga lini .c. sol. mlg.

Item alie res que valebant .x. libr. mlg.

Et omnia ista faciunt summan .c.xiiij. libr. et viij. sol. mlg.

Item Berengario de Corciano, civi Narbonensi, fuerunt ablate tres jarre tonine valentes .l. sol. mlg.

Item .xviiij. storie .liiiij. sol. mlg.

Item .l. ampulle cum copertis .l. sol. mlg.

Item quoddam quartonum grane .vj. libr. mlg.

Item inter vestes et arma et alias res tantum quod facit summan .xv. libr. et dimidie mlg. cum predictis mercibus.

Item Petro Poncio de Petriaco, civi Narbonensi, fuit ablatum tantum de cera quod valebat .xiiij. libr. et .xiiij. sol. mlg.

Item Petro Catalano, civi Narbonensi, fuerunt ablata .xlviij. ampulle cum copertis valentes .xlviij. sol. mlg.

Item xiiij. storie .xliij. sol. mlg.

Item duo falconi qui costerant .viij. bizancios argenti.

Item inter vestes et arma et alias res tantum quod facit summam .xij. libr. et .xiiij. sol. mlg. cum predictis mercibus.

Item Petro de Barchinona, civi Narbonensi, fuerunt ablata .cc. ampulle duplices valentes .c.l. sol. mlg.

Item duo quintalia et dimidium vitrei valentia .viij. libr. et dimidiam mlg.

Item tres jarre tonine .xlviij. sol. mlg.

Item tres duodene storiarum .cviiij. sol. mlg.

Item inter vestes et arma et alias res tantum quod valebat summam .xxxj. libr. et .x. sol. et .vj. d. mlg. cum predictis mercibus.

Et omnia supradicta erant in ligno Raimundi Guillassoni et Guillelmi de Montelauresio, civium Narbonensium, quod ceperunt cum mercibus que ibi erant sier Oto Borsa et sier Oto Melon et quidam alii cives Januenses.

Preterea Bernardo Rainaldi, civi Narbonensi, fuerunt ablata .viij. quintalia piperis que constabant .lxxij. libr. mlg.

Item .xl. sol. mlg. in denar.

Item alie res minute valentes .l. sol. mlg. et est summa .lxxvj. libr. et .x. sol. mlg.

Item Bernardo Manent .iiij. quintalia et dimidium piperis .xxxj. libr. et .viij. sol. mlg. valentia.

Item Raimunde, uxori quondam Petri Raimundi de Bagis, civis Narbonensis, fuerunt ablata .x. panni albi de Narbona valentes .xxviij. libr. et .xij. sol. mlg.

Item Jacobo Chatmario fuerunt ablata .vij. quintalia et .v. libr. aluminis d'Alap valentia .xxvj. libr. et .iiij. sol. mlg.

Item Petro Egidio, civi Narbonensi, fuit ablata quedam carga piperis valens .xxvj. libr. mlg.

Item Vitali Carabassa fuerunt ablata .vj. quintalia et carta piperis valentia .liiij. libr. et .xiiij. sol. et .viij. d. mlg.

Item tres sextar, et emina frumenti valentes .xij. sol. et et dimidium mlg.

Item Guillelmo de Auzcio .xxx. quintalia ferri et .ij. quintalia reguilecie que omnia valebant .xv. libr. et .vj. sol. et viij. d. mlg.

Et omnia ista erant in quadam barca Geraldii de Canallibus de Barchinona quam cepit Baraterius, civis Januensis, in maribus de Torrozzella, in vigilia sancti Jacobi.

Item idem Baraterius abstulit Bernardo Faidito, civi Narbonensi, duos pannos albos valentes .lxviij. sol. mlg. et dimidium.

Item .lxxvj. cannas panni linei valentis .vj. libr. mlg.

Item habuit idem Barraterius ab eodem Bernardo Faidito pro redemptione sua .lxx. sol. mlg.

Item inter vestes et alias res tantum quod valebat cum predictis mercibus .xv. libr. et .xij. sol. et .vj. d. mlg. et omnia ista erant in quadam barca Petri Bertrandi de Marcilia.

Item Petro Fabro, civi Narbonensi, fuerunt ablati duo panni albi valentes .vij. libr. et .viij. sol. mlg.

Item alie res inter vestes et arma tantum quod valebat .xliiij. sol. mlg.

Item Petro Mercaderio fuit ablatum quidam pannus albus et tantum de armis et vestibus quod valebat .lxv. sol. mlg.

Item tantum de yssarcia barche quod valebat .xxiiij. sol. mlg.

Item Johanni Fabri, civi Narbonensi, tantum de pannis albis quod valebat .xliiij. libr. et .xiiij. sol. mlg. et omnia ista ceperunt homines de Portinola.

Item fuerunt ablata .xxiiij. sextaria frumenti Sancio Dalfini, civi Narbonensi, in ligno Guillelmi Duranti, civis Narbonensis, et tantum de armis et aliis rebus minutis quod facit summam .viij. libr. minus .ij. sol. mlg.

Item Guillelmo Duranti predicto fuit ablatum tantum de yssarcia quod valet .xxiiij. sol. et .vj. d. mlg.

Item Guillelmo Christiano, civi Narbonensi, fuit ablatum tantum inter vestes et arma et alias res minutas, quod facit summam .lxxviiij. sol. et .v. d. mlg.

Item eidem Guillelmo Christiano tantum inter vestes et arma et alias res minutas, quod facit summam .xxj. libr. mlg., et ista abstulit ei sier Oto de Portomauresi, civis Januensis.

Item homines de Ventamila abstulerunt Johanni Cellarario, civi Narbonensi, in ligno Johannis Roquerii .xxx. sextaria amenlarum valentium .vj. libr. mlg.

Item homines de Ventamila abstulerunt Petro Stefani, civi Narbonensi, .xxij. cannas de tela rudada valentes .lxx. sol. mlg. in barca Petri de Troliis.

Item Bernardo Rubeo, civi Narbonensi, fuerunt ablati .liiij. baconi in barca dicti P. de Troliis valentes .lxx. sol. mlg. et ceperunt illos homines de Ventamila.

Item supradictus Baraterius abstulit Guillelmo Assaudi predicto duodenam et dimidiam cordoani vermelli in gradum de Agatha valentem .vj. libr. mlg.

*Au verso:* Ponatur in cayssono Januen.

(Pièce parch., orig.)

## XLVI

**1301** — Nones d'août (15 août). — Sur l'ordre du viguier royal de Béziers, le baile de Narbonne révoque la criée des foires de Saint-Just que les curiaux de l'archevêque et du vicomte avaient faite sans avoir appelé les prud'hommes de la Cité et du Bourg.

Anno Domini millesimo trecentesimo primo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, nonas augusti. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Johannes de Ardenchis, regens auctoritate regia consulatum Civitatis, et Berengarius Amaronis, consul Burgi Narbone, presentaverunt Bernardo Molinerii, bajulo Narbone et Narbonesii domini regis, quasdam patentes litteras nobilis viri domini vicarii Biterris domini regis ejus sigillo cereo in dorso sigillatas, ut prima facie aparebat, quarum tenor talis est: Raynaldus de Nusiaco, miles, vicarius Biterris domini regis, dilecto suo bajulo Narbone et Narbonesii domini regis vel ejus locumtenenti salutem et dilectionem. Ex parte consulum et regentium Burgi et Civitatis Narbone intelleximus quod tam officiales reverendi in Christo patris domini archiepiscopi Narbonensis quantum officiales seu gentes domini Amalrici, vicecomitis et domini Narbone, quandam preconizationem super facto nundinarum de Narbona fieri fecerunt inciviliter et injuste ac contra libertates et consuetudines dicti loci, cum ipsi consules et regentes seu consilium eorum vocari debuissent ad dictam preconizationem faciendam, prout alias, ut asserunt, extitit consuetum. Quocirca vobis mandamus quatinus, si vobis constiterit dictam preconizationem factam fore in eorum prejudicium et gravamen, facta per



vos summaria aprisia de predictis, eam faciatis omnino revocari, si ad eam requisiti primitus per vos revocandam ipsos rebelles inveniretis vel remissos. Datum Biterris, pridie nonas augusti, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. primo.

Quibus quidem litteris presentatis et per dictum bajulum receptis et intellectis, idem bajulus, ad instantem requisitionem dictorum regentis et consulis, volens contenta in predictis litteris adimplere, requisivit curiales dominorum archiepiscopi et vicecomitis Narbonensium juxta ipsarum continenciam litterarum. Qui requisiti predictam preconizationem revocare minime voluerunt prout hec dixit idem bajulus constare per publica instrumenta. Post que, eadem die, prefatus bajulus, se volens de premissis informare et summariam apriziam facere juxta dictarum continenciam litterarum, inquisivit se summarie informando cum probis hominibus infrascriptis, videlicet cum Petro Bedocii, burgensi, Petro Amandi, Guillelmo de Galliaco, Berengario de Cabanellis, mercatoribus, Petro de Donis, Bernardo Benedicti, paratoribus, Bernardo Caranta, sartore, et Arnaldo Rasolencs, pellicerio, de Burgo Narbone, et cum Bernardo Sigarii, Bernardo Rasoris, Bernardo Riambaudi, Petro de Perinhano, mercatoribus, Raimundo Basterii et Johanne Poncii, paratoribus, Arnaldo Bernardi, furnerio, Petro de Berrono, sabbaterio, et Petro Arquerii, basterio, Civitatis Narbone. Quos dictus bajulus ad sancta Dei quatuor euvangelia jurare fecit super premissis dicere veritatem ; cum quibus diligenter et singulariter requisitis et interrogatis et per dicta eorum reperiit idem bajulus preconizationem factam ex parte dominorum archiepiscopi et vicecomitis predictorum super facto nundinarum Narbone factam esse in prejudicium et lesionem jurium et libertatum ville Narbone, in eo quia in dicta preconizatione non dicebatur : « De consilio proborum hominum Civitatis et Burgi Narbone, » prout dixerunt hactenus fuisse in similibus factum et observa-

tum et tantis temporibus de quibus in contrarium memoria non existit. Et hoc etiam dixerunt esse notorium in Narbona ita quod non potest aliqua tergiversatione celari. Consequenter facta dicta summaria aprisia, prefatus bajulus dictos curiales iterum requisivit, ut [dicit, quod revo] (1) carent preconizationem predictam in quantum contra jura et libertates dicte ville Narbone facta erat, quod dicti curiales [facere recusarunt, prout] hoc idem bajulus constare dixit per publicum instrumentum. Quare dictus bajulus attendens, ut dixit, defectum curialium predictorum et rebellionem eorumdem; attendens etiam periculum esse in mora propter brevitatem temporis, cum dies crastina festum instaret sanctorum Justi et Pastoris et esset prima dies nundinarum Narbone; volens, ut dixit, contenta in predictis litteris adimplere et mandatum predictum cum effectu complere, dictam preconizationem ex parte dictorum dominorum factam revocavit auctoritate dicti mandati sibi facti, et traditam sibi formam in presentia et testimonio Guillelmi Cerdani, notarii Narbone, Guillelmi Chivallerii, servientis domini regis, Bernardi de Casanova et Campirotundi de Torrente, et Bernardi Rosselli, clerici, et plurium aliorum, et mei Petri de Prata, notarii Narbone publici infrascripti. Et incontinenti per preconem cum tubis ipsam revocationem publicavit et publicari fecit in Civitate et Burgo Narbone, et primo in platea Civitatis Narbone, presentibus me notario et testibus infrascriptis, sub forma que sequitur :

Aujatz o, aujatz o de part de nostre senhor lo rey de Fransa e del sieu baile en Narbona et en Narbones, per comandamen que n'a haut lo dig baile de mossenher lo viguier de Besers de nostre senhor lo rey, que una crida

---

(1) Un morceau de parchemin a été enlevé, ce qui a fait disparaître la fin de deux lignes. Je les rétablis entre crochets d'après un second original de cet acte conservé aux archives de Narbonne.

facha de part de mossenher l'arcevesque de Narbona, e de mossenher n'Amalrric vescomte et ssenhor de Narbona, que tot home pogues venir salvamen et seguramen en la feira de san Just, .xv. jorns davan e .xv. jorns aprop, si colpa non avia de son cors, es revocada per lo dig baile en tan can prejudici era ni esser podia de la vila de Narbona, facha per lo dig baile summaria aprisa d'aquo quels cosols de Ciutat e de Borc disian esser fayt en lur prejudici e greuge, car en la crida dit no era de cossel de prosomes de Ciutat et de Borc segon que far era acostumat; magerment cols curials dels ditz senhors per lo dit baile ajan estatz requeritz de revocar segon lo dig mandamen, e revocar no an volgut.

Ad hec fuerunt testes predicti in testes proximo superius nominati et Guillelmus Mercerii, notarius Biterris, Guillelmus Recordi, notarius Narbone, Jordanus, sartor, Vitalis Moxiaci, macellator, cives Narbonenses, et plures alii, et ego Petrus de Prata, notarius supradictus.

Post que incontinenti dictus bajulus accessit personaliter in Burgo Narbone et constitutus in platea dicti Burgi per preconem cum tubis dictam revocationem publicavit ac publicari fecit, prout supra extitit publicata in platea Civitatis Narbone, et sub forma predicta, in presentia et testimonio Petri Bernardi, Johannis Berengarii, pellicerii, Arnaldi Bernardi, furnerii, Guillelmi Chivallerii, servientis domini regis, Bernardi Talairani, Raimundi Marquesii, Petri Bisani, Johannis Bisani, et Bernardi de Casanova et Roqueta, civium Narbonensium, et plurium aliorum, et mei Petri de Prata, notarii Narbone publici predicti, qui premissis omnibus, ut predicuntur, presens interfui et requisitus hec omnia scripsi et in hanc publicam formam redegei (1).

---

(1) Les archives de Narbonne possèdent l'acte par lequel le baile requiert le lieutenant du vicomte et le vicaire général de l'archevêque de révoquer

*Au verso*: Pro parte consulum Civitatis.

Carta de revocassion de .j. crida que las cortz avian feita de la feira de san Just sensa cossel de prozomes, e per so fonc revocada per lo baile del rei per mandament fait az el per lo viguier de Bezes.

(Pièce parch., orig.)

## XLVII

**1302** — 27 janvier. — Philippe IV interdit l'exportation du blé, des armes, de la laine, de l'or et de l'argent, et défend de faire des lettres de change sur l'étranger (1).

Philippe, par la grace Dieu roy de France, a touz ceus qui ces presentes lettres verront salut. Nous faisons assavoir que, comme nostre entencion soit et doie estre de pourveoir a nos soubgiez en leur neccessitez et especiaumenz a ceus du commun peuple, et grant crieie soit venue

---

la criée des foires. Voici leurs réponses : « Predictus dominus locumtenens  
« dixit quod hodie mane super hiis locutus fuerat cum vicariis domini Nar-  
« bonensis archiepiscopi et quod ipse in quantum tangebatur jurisdictionem  
« dicti domini vicecomitis paratus erat, ut dicebat, super premissis facere  
« quod deberet et sicut domini vicarii dicti domini archiepiscopi facient  
« in predictis. — Predictus dominus archidiaconus, vicarius antedictus,  
« dixit et respondit quod predicti regentes et consules Narbone nullam juris-  
« dictionem habebant in Narbona, quare in preconizationibus comunibus  
« dominorum Narbone regentes nec consules Civitatis et Burgi Narbone  
« vocandi seu requirendi erant aliquatenus in predictis, nec unquam vocari  
« consueverunt; et si unquam vocati fuerunt seu requisiti in preconizationi-  
« bus nundinarum Narbone, quod contrarium dixit esse verum, hoc factum  
« fuit ignoranter et per illos qui nullam potestatem habebant de predictis.  
« Quamobrem dixit quod dictam preconizationem factam per curiam dicti  
« domini archiepiscopi nullatenus revocaret. »

(1) Une mouillure a fait disparaître la fin d'un certain nombre de lignes. Je marque les lacunes au moyen de points.

a nous et renommee certaine que par la grant . . . . mout  
de choses qui se voident de nostre royaume et sont p . . . .  
. . . . . et tournees en grant chierce par tout nostre  
royaume dont le peuple si dient . . . . .  
. . . . [besoi]gnes et neccessitez du peuple il soit venu a nous  
pour tant que l . . . . .  
. . . . monnoie ce que auroit mestier au commun usaige  
et cours du peuple . . . . .  
. . . . . a entendre les causes pour quoi ce est, c'est assavoir  
que comme nous . . . . .  
. . . . . blanche monnoie d'argent et noire aucun empor-  
tent hors du royaume . . . . .  
. . . . . remanent est moult petit qui demeure et encore  
emportent or en . . . . .  
. . . . durement enchierir et estre plus chier en nostre  
royaume. Des autres monnoies blanches et noires dient  
les ca . . . celes que en mout de lieus hors de nostre royaume  
autres genz font monnoie de trop moins de value que el  
. . . nostre. Et pour ce s'efforcent d'emporter la nostre  
monnoie blanche et noire pour fondre et mettre aus leur  
en tele maniere que la nostre qui devoit estre ou  
soutenir nostre royaume von ailleurs. Et encore que plus  
grant dommaiges est, nous ont dit pour certain et pour  
verite que aucunes genz contrefont nostre monnoie, et  
non pas contrefont mes faussent proprement, si que  
li peuples en est si corrompuz que quant il euident  
prendre nostre monnoie il prennent l'autre fausse. Et  
autre cause pour ce que l'en emporte hors du royaume  
nostre monnoie et argent soit en masse ou autrement,  
li argent est venuz en si grant chierté qu'il est aussi  
comme en default. Derechief avec les . . . . . desus dites  
nous ont dit et donne entendre pour certain que la  
chierce de l'or et de l'argent et le deffaut . . . . . chierce  
et la voidance de la monnoie si est, car marchaaunz et  
bourgeois demouranz en nostre royaume font entre



eux et autre (1) genz dehors marchiez et convenances de .x. mile, de .xx. mile, de cinquante mil livres ou florins ou mars d'or et d'argent, et de poier et rendre a certain jour li uns en Espagne, l'autre outremer, l'autre en Engleterre, l'autre en Allemagne et es autres diverses parties du monde hors de nostre royaume. Et ainsi convient que li or et l'argent et la monnoie se portent hors de nostre royaume ou grant somme et li royaume demeure vuiz.

Pourquoi nous, regardees les dites causes et pluseurs autres qui nous ont este montrees, et regarde que nous sommes moult tenuz a mettre poinne et diligence de secours et conseil mettre a la soutenance du peuple commun de nostre royaume, eu conseil et deliberacion diligent et longue, volons occourre as diz periuz, volons, establissons et commandons que nulle maniere de ble, ne d'armeures, ne laines, or ne argent ouvre ou non ouvre, ou monnoie quel qu'elle soit ne puissent estre portees, estrettes ne gitees hors de nostre royaume par terre ne par yaue, en quelcunque maniere d'usage que ce soit, ne par quelconque gent que ce soit, sanz nostre commandement especial. Et pour ce que nulle fraude ne puisse estre faite en la dite deffense, volons, establissons et ordenons a poine de cors et d'avoir et de tout ce en quoi l'en se pourroit meffaire, que nul de quelconque estat ou condicion qu'il soit ne face ne ne s'efforce de faire encontre; espiciament et expressement sur celles meesmes poinnes deffendons et establissons que nul qui qu'il soit ne face, ne ne puisse faire, ne consentir a fere chartre, lettre, ne convenance, promesse ou legacion par quoi nulle somme d'argent monnoie ou non monnoie or, ou en tele meesme maniere se puisse poier, rendre ou bailler soit sur don, change ou sur autre coleur ou autre convenance hors

---

(1) *Entre eux et autre* lecture peu certaine par suite de la mouillure dont il est question plus haut.

de nostre royaume. Et volons et commandons toutes ces choses et chascune en la maniere desus dite garder et estre gardees sur les poinnes desus nommees juques a tant que nous les ayons expresseement rappelees. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait seeller ces lettres de nostre seel. Donne et fait a Paris le samedi devant la chandeleur l'an mil .ccc. et un.

*Au verso*: Letra de Paris en frances.

(Pièce parch., copie contemporaine).

## XLVIII

**1302** — 3 des ides d'avril (41 avril). — Les consuls de Narbonne constituent Guillelm Calva comme procureur, pour réclamer la restitution et, à défaut de restitution, la valeur des marchandises appartenant à des marchands narbonnais, chargées sur un navire de Majorque et enlevées par deux pirates (1).

Noverint universi et singuli presentem paginam inspecturi quod nos, consules Narbone, nomine nostro et totius universitatis ville Narbone, facimus, ordinamus et constituimus verum, certum ac specialem procuratorem nostrum, scilicet Guillelmum Calva, mercatorem Narbone, videlicet ad petendum, exigendum et recuperandum pro nobis et nomine ac vice universitatis Narbone ac infrascriptorum civium nostrorum perdentium sive depredatorum, scilicet quatuor balas pannorum in quibus sunt seuerant tresdecim panni vermelli et quinque panni escarla-

(1) Cette pièce est en fort mauvais état. Une grande partie de la fin ne peut plus se lire.

tati et quatuor panni viridi et una bruneta et tres panni duplices albi et quatuor panni albi minuti, qui omnes prescripti panni fuerunt et sunt Guillelmi Vincentii et Bernardi Benedicti, paratorum, civium nostrorum;

Item et quatuor balas pannorum in quibus sunt seu esse debent quatuor panni escarlatati et quatuor panni viridi escuri sive encre et quatuor viridi clari et quatuor panni brunetati et quatuor panni lividi clari, qui proxime dicti panni fuerunt et sunt Johannis Sigerie, paratoris, concivis nostri;

Item tres balas pannorum in quibus sunt seu esse debent sex panni vermelli et duo panni lividi et duo escarlatati et viginti octo panni albi, qui proxime dicti panni fuerunt et sunt B. Franchi, civis nostri;

Item quatuor balas pannorum in quibus sunt seu erant quatuor panni lividi et sex panni escarlatati et novem panni viridi et quinque brunete et septem vermelli, qui panni proxime dicti et pertinent Bernardo Vicentii, civi nostro;

Item quinque balas pannorum in quibus sunt seu erant duodecim panni escarlatati et tres morati et unus brunetatus et octo vermelli et sex panni lividi et decem panni viridi, qui panni proxime dicti sunt et pertinent Raimundo Portalis, paratori, civi nostro Narbone;

Item unam balam pannorum in qua sunt seu esse debent duo panni viridi et duo lividi et una brunetata et tres rubei coloris, qui panni proxime dicti sunt et pertinent Johanni Cardasachi, civi nostro.

Qui panni omnes fuerunt repositi et introducti in quadam barcha Petri de Collo et Bernardi de Collo de Majoricis tunc existente in portu navium Narbone pro portandis ipsis apud Majoricis.

Item et quatuor balas pannorum vocatorum biff...  
de ..... in quarum .....  
quatuor .....

et fuerunt Johannis Vitalis, mercatoris, n ..... qui  
 fuerunt p .....  
 per quendam hominem qui vocatur Biguaran et Marindis-  
 cla .....  
 ..... et dicti panni sic ablati fuerunt per eosdem  
 Biguaran et Marindiscla .....  
 .....  
 tangit sive tangere potest dictos pannos seu eorum exsti-  
 mationem cum dampnis .....  
 .....  
 habita restitutione de eisdem vel non quitationes, absolu-  
 tiones et diffinitiones .....  
 ..... quod eidem procuratori  
 nostro visum fuerit faciendum. Et demum gen... omnia  
 alia universa et singula sua .....  
 ..... dictum procuratorem  
 meum aut cum ipso super premissis actum dem.... vel  
 ..... fuerit quoquo modo ..... firmitatem  
 sigillum nostrum duxe ..... presentibus appendendum.  
 Datum et actum Narbone .iij. idus aprilis, anno Domini  
 millesimo trecentesimo secundo .....

*Au verso:* Carta que cossois feron percurayres.

(Pièce parch., orig.)

## XLIX

**1302-1303.** — Baux emphytéotiques.

I. Anno Domini millesimo tricentesimo secundo, domino  
 Philippo, rege Francorum, regnante, .iiij. kal. decembris.  
 Noverint universi et singuli quod ego frater Guillelmus  
 Bonihominis, auctoritate dominorum consulum Burgi

Narbone preceptor hospitalis pauperum Burgi Narbone, inspecta ac manifeste cognita utilitate et meliorationem (*sic*) ipsius hospitalis in hac parte, de voluntate et expresso concensu ipsorum dominorum consulum dicti Burgi, dono ad accapitum seu in emphiteosim perpetuam trado tibi Laurentio Pastori, aluderio Civitatis Narbone, et tuis unam carteriatam terre in illa et ex illa condamina quam dictum hospitale habet in terminio dicti Burgi Narbone in loco vocato ad Pratum Abadencum in francum et liberum alodium. Que carteriata pecia terre affrontat de altano in tenentiis Guillelmi Guiraudi, aluderii, de meridie in cava migeria ipsius honoris, de circio in tenentiis Johannis Miri, blanquerii, et de aquilone in via publica. Hanc autem accapiti donationem tibi facio tali pacto et conditione quod tu et tui ipsam carteriatam terre excolatis et melioretis bladum, vineam vel ortum, quod malueritis, ibi faciendo, et cultam et melioratam perpetuo teneatis, et quod detis michi seu dicto hospitali, annis singulis semper, tu et tui, in festo nativitatis beate Marie mensis septembris, pro usatico ipsius carteriate, duo sextaria frumenti boni et pulcri ad rectam mensuram Narbone vel pro ipsis decem sol. tur., quod malueritis, ipsa die tantum, et quatuor den. tur. pro gardia ad rationem modiate. Et si forte aliquo anno ipsum usaticum ultra premissum festum solvere distuleritis, extunc illo anno obtento hujusmodi ad dictum hospitale penitus devolvatur. Et liceat tibi et tuis ipsam carteriatam terre cum suis juribus vendere, donare, permutare et quibuscunque personis volueritis, exceptis sanctis, clericis et militibus, consilio tamen meo et meorum successorum, et salvo semper ibi et inde jure dicti hospitalis in laudimio, forascapio, usatico supradicto et dominio in omnibus. Confitens me a te habuisse propter hoc donum de accapito .xj. sol. et .iij. dr tur., in quibus renuncio omni exceptioni peccunie non numerate et non accepte. Hujus rei sunt testes Raymun-



duc Jacobi, notarius, frater Raymundus Mesalle, donatus ipsius hospitalis, et Guillelmus Ricordi, notarius publicus Narbone, qui notam hujus instrumenti recepit, vice ejus et mandato ego Petrus Raymundi Duranti, clericus, hec scripsi.

Post que, anno predicto, .xvj. kal. janoarii, laudaverunt hoc totum Johannes de Salis, Guiraudus Guastonis, et Bernardus Constausioni, consules Burgi Narbone, sub testimonio Raymundi Marquesii, B. Talairani, civium Narbonensium, et mei Guillelmi Ricordi, notarii Narbone publici, qui hec scripsi.

*Au verso:* Carta que lo comandayre de l'hospital de Bore donet a novel acapte una pessa de terra el termeni de Prat de Badencz a Laurens Pastor con usagge de .ij. sesties de froment ho .x. s. t., l'an m ccc ij.

(Pièce parch., origin.)

II. In anno nativitatis Christi millesimo trecentesimo tercio, domino Philippo, rege Francorum, regnante, sexto kal. junii. Noverint universi quod Bernarda, uxor quondam Petri Raimundi Amelii, cultoris, civis Narbone, ratione directi dominii et utili *(sic)* ac proprietatis quod et quam habeo in terra inferius confrontata pro duabus partibus, et ego Rixovendis, filia eorum, uxor que sum Raymundi Lodeva, paratoris, civis Narbone, ratione mei dominii et proprietatis in hac eadem terra habens tertiam partem, nos ambe pro partibus et quantitibus nobis et cuilibet nostrum pertinentibus, ut est expressum, visa et cognita manifesta utilitate, auctoritate nostra propria, deliberato consilio et tractatu diligenti, vergentes in nostram partem opulentam et fructuosam quia terra subdicta herema nobis existat, per nos et nostros heredes et successores presentes atque futuros, gratis et bona fide, cum testimonio hujus publici instrumenti, damus et tradimus

vel quasi in perpetuam emphiteosim seu ad accapitum, habendum, tenendum et perpetuo possidendum tibi Guillelmo de Passu, cultori, civi Narbone, et tuis heredibus et successoribus in perpetuum, videlicet quandam peciam terre continentem unam modiatam quam habemus in terminio Civitatis Narbone ad Crebasolas sub directo et utili dominio nostro in alodio libero. Que pecia terre affrontat de altano in honore Guillelmi Girberti, de cercio in honore Petri Praderii, de aquilone in honore Arnaldi Villafrancha, de meridie in honore Johannis Guitardi, mercerii. Quam peciam terre sic confrontatam cum introytibus, exitibus, juribus et pertinentiis suis undique tibi et tuis in emphiteosim damus, ut est dictum, ad bladum et ad aliam quamcumque culturam quam ibi facere volueritis, et eam fideliter excolatis, et semper culturam bona fide teneatis; et sic de cetero liceat tibi et tuis ipsam terram cum omni melioramento quod in ea feceritis donare, legare, vendere, permutare, dividere, impignorare et alio quolibet modo transferre cuicumque volueritis, exceptis sanctis, clericis et militibus ac personis prohibitis, consilio tamen obtento nostro et nostrorum successorum, et salvo ibi et inde jure nostro, laudimio et foriscapio in casibus debitis et nostro annuo censu subdicto et in omnibus aliis jure nostro et directo dominio. Tu vero et tui posterii dabitis nobis, quolibet anno semper, in festo beati Michahelis mensis septembris, anno isto elapso, pro usatico dicte pecie terre unum sextarium ordeï boni et pulcri allati libere ad domum nostram, ad rectam mensuram Narbone, vel tres sol. tur. pro precio seu extimatione dicti bladi; quo festo transacto, sit in electione et voluntate nostra recipere dictum bladum vel pecuniam antedictam. Et ita faciendo semper, nos et nostri successores faciemus tibi et tuis dictam peciam terre bonam habere, tenere et pacifice possidere ab omnibus amparatoribus, et vobis tenebimus de evictione, obligantes prop-

ter hoc tibi et tuis omnia bona nostra presencia et futura. Et quod ita hec omnia teneamus et observemus et nunquam contraveniamus super sancta Dei quatuor euvangelia a nobis corporaliter tacta sponte juramus. Confitentes nos a te habuisse et accepisse de accapte dicte pecie terre tres sol. tur.

Et ego predictus Guillelmus de Passu accipiens dictam terram a vobis Bernarda et Ricxovendis predictis per me et meos successores promitto vobis me dictam modiatam terre cultam tenere bona fide et annum censum solvere et alia predicta adimplere, ut superius est expressum. Et propter hoc obligo vobis et successoribus vestris ipsam modiatam et totum melioramentum quod faciam in eisdem. Et quod ita attendam et compleam et contra non veniam super sancta Dei euvangelia sponte juro.

Et ego Ricardis, filia condam dicti Petri Raimundi Amelii et Bernarde ejus uxoris, etatis quindecim annorum et pluris, hec omnia supradicta et singula laudo, concedo et confirmo, et si aliquod jus habeo in dicta terra ratione paterne vel materne hereditatis seu alio quolibet modo, illud totum tibi Guillelmo de Passu predicto et tuis diffinio in perpetuum. Et quod ita hec omnia teneam et observem et nunquam contraveniam, renunciens beneficio minoris etatis et restitutioni in integrum omnique juri quo contravenire possem super sancta Dei quatuor euvangelia a me corporaliter tacta sponte juro. Hujus rei sunt testes Guillelmus Girberti, cultor, Johannes Corbarie, fusterii *[sic]*, Guillelmus Praderii, cultoris *[sic]* et Johannes Arnaldi, notarius Narbone publicus, vice ejus et mandato ego Bernardus Rubei, clericus, hec omnia scripsi. Et ego Johannes Arnaudi, notarius memoratus, subscribo.

(Pièce parch., orig.)

## L

**1303** — Samedi après la fête des saints Pierre et Paul, apôtres (6 juillet). — Sur l'instance des consuls de la Cité de Narbonne, le lieutenant du sénéchal de Carcassonne prescrit au viguier du Fenouillèdes et du Termenès de faire observer par les agents des douanes les ordres du roi du 1<sup>er</sup> juin 1303, portant qu'ils ne doivent pas faire ouvrir les ballots de marchandises, ni rien exiger des marchands de Narbonne qui justifient que ces ballots ont été inspectés et scellés par le baile royal de cette ville comme ne contenant rien de prohibé.

Sicardus de Vauro, legum doctor, illustris regis Francorum clericus, iudex major et locumtenens domini senescalli Carcassonne et Bitterris, nobili viro vicario Fenolhedesii et Terminesii ejusdem domini regis vel ejus locumtenenti salutem et dilectionem sinceram. Quasdam patentis litteras ejusdem domini regis ejusque sigillo cereo sigillatas nos recepisse noveritis sub hiis verbis :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassonne salutem. Intelleximus quod custodes finium regni nostri prope Leucatam portantes merces de regno nostro extrahi non prohibitas gravant multipliciter merces hujusmodi displicando et inspiciendo et pecuniam proinde ab eis indebite exigendo, non obstante quod mercatores seu eorum nuncii bajulo nostro Narbone antea inspiciendas merces hujusmodi exhibuerint, dictusque bajulus eas tanquam non prohibitas consignaverit, et de hoc constet custodibus antedictis. Itaque mandamus vobis quatinus dictis custodibus ex parte nostra districtius prohibere curetis ne ipsi de cetero audeant talia attemptare, eos si secus facere presumpserint animadversione condigna plectendo, proviso tamen quod fraus super hiis nullatenus

committatur. Actum Parisius sabbato post Penthecostem, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.tercio.

Unde vobis mandamus ad instanciam consulum Civitatis Narbone quatinus merces predictas non prohibitas, dum tamen per bajulum Narbone domini regis consignate aut sigillate fuerint, et mercatores dicte Civitatis vel eorum nuncios mercaturas predictas secum portantes seu ducentes cum eorum evectionibus absque displicationis impedimento et alio quolibet, juxta litterarum regiarum continenciam, transire permittatis, ista per servientes vestros custodes loci predicti et aliorum locorum custodie vobis commisse observari inviolabiliter facientes. Datum Carcassone, die sabbati post festum beatorum Petri et Pauli apostolorum, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.tercio. Reddite litteras.

(Pièce parch., origin.)

## LI

## REPRÉSAILLES

A. 1303 — 10 des kalendes d'août (23 juillet). — Accord entre les consuls de la Cité et du Bourg de Narbonne et la communauté de Tortose pour mettre fin à des représailles.

Noverint universi quod, cum per Raymundum Sauch et Dominicum Rocha, cives Dertuse, pignora quedam facta fuissent de bonis seu mercaturis infrascriptorum civium Narbone occasione quarundam pignorationum per leudarios Narbone factarum de bonis seu mercibus infrascriptorum civium Dertuse, et super hiis inter comune et universitatem Narbone et comune et universitatem Dertuse ac singulos de ipsis universitatibus dissencionis materia moveri speraretur, pro bono pacis et concordie fuit per



discretos viros Dominicum Rubi et Petrum de Villaro-tunda, juvenem, procuratores et syndicos universitatis Dertuse, nomine ipsius universitatis, ex una parte, et venerabiles et discretos Poncium Andree, et Guillelmum Ricordi, cives Narbone, procuratores et ambaxatores consulum et universitatis Civitatis et Burgi Narbone, ut infra sequitur, ordinatum et conventum ut dicte questiones et discenciones penitus conquiescant ita, videlicet quod dicti procuratores et syndici civitatis Dertuse faciant et procurent cum effectu quod Raymundus Sauch, civis Dertuse, tradat et restituat protinus dictis Narbone procuratoribus duos pannos tinctos Narbone vel eorum precium inde habitum, quos de bonis Poncii Amati, civis Narbone, apud Dertusam pignora-vit, et hoc sub pena centum morbotinorum auri dictis procuratoribus Narbone solvendo-rum in Narbona. — Item dicti procuratores Narbone pos-tea restituant dicto Raymundo Sauch et confestim illas decem libras minus duobus sol. turonen. vel equivalen-ciam in quibus fuit per Arnaldum de Genestaribus, olim subvicarium curie Narbone dicti Amalrici (1), Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, pignoratus, videlicet pro Berengario de Sancto Martino et Arnaldo Fença, barque-riis civitatis Dertuse, pro leuda petita ab eisdem per leuda-rios Narbone, et quod idem Raymundus Sauch cedat jura dictis procuratoribus Narbone sibi competencia contra quascunque personas ratione pignorationis predicte et reddat eisdem procuratoribus Narbone litteram Arnaldi de Genestaribus supradicti confecionis per eum facte de pignoratione supradicta. — Item fuit ordinatum et con-ventum quod Dominguo Roqca (2), barquarius, civitatis Dertuse, tradat protinus infra tres menses ab hoc die in antea

(1) Ce nom a été gratté.

(2) Sur *Roqca* est un signe d'abréviation; plus haut le même nom est écrit *Rocka* sans signe abrégatif.

numerandos Petro Morruti, mercatori Narbone, nomine procuratorio Petri de Montepesato, civis Narbone, illos septuaginta octo sol. barchin. quos nomine pignoris habuit de pecunia dicti Petri de Montepesato, et ipsos levavit de tabula Guillelmi Rubei, draperii, civitatis Dertuse, et hoc sub pena centum morbotinorum auri dictis procuratoribus Narbone solvendorum in Narbona. — Item quod dictus Petrus Morrut postea tradat et restituat dicto Dominguo Roqca (1) protinus illos viginti duos sol. tur. vel eorum equivalentiam, in quibus dicit se pignoratam fuisse in Narbona per leudarium Civitatis Narbone, videlicet pro Bertrando de Teviça, barquerio, civitatis Dertuse, pro leuda petita in Narbona a Bertrando supradicto; et hec restitucio fiat dicto Dominguo si et quando fidem fecerit de dicta pignoratione per legitima documenta et alias non; et quod tunc idem Dominguo cedat jura omnia sibi competencia contra quascumque personas Petro de Montepesat predicto ratione pignorationis predictæ sibi facte et tradat predicto Petro Morrut ea omnia cum quibus fidem faciet de pignoratione supradicta. — Item fuit ordinatum et conventum quod dicti procuratores ac consules Civitatis et Burgi Narbone faciant et procurent cum effectu quod leudarii Narbone terre et maris scribant in suis libris sive registris nomina illorum civium civitatis Dertuse litteras testimoniales curie civitatis Dertuse portancium et presentancium dicto leudario quod sint cives seu habitatores Dertuse, et bona seu merces que sive quas immitent seu transibunt (2) per leudaria Narbone, ab hinc usque negocium franquitatis petite per dictos cives Dertuse de non solvendo leuda in leudaria Narbone fuerit, ut infra sequitur, terminatum, et leudam seu pedagium interim non levant seu extorquant a dictis civibus Dertuse vel ab aliquo

---

(1) Voir p. 524, n. 2.

(2) Les mots *seu transibunt* sont dans l'interligne.

sive ab aliquibus ipsorum litteras predictas portantibus et presentantibus, ut supra: et quod cives Dertuse mitant et mittere teneantur hinc ad karniprivia kadragesime proxime venture suum sive suos scindicos seu procuratores de dicta civitate Dertuse apud Narbonam, qui infra illud tempus se debeat presentare coram consulibus Civitatis et Burgi Narbone pro hostendenda et probanda immunitate et franquitate quam asserunt se habere in civitate Narbone et ejus districtu de non solvendo ibidem leuda sive aliquo pedagio; et quod dictus procurator, scindici, actores sive procuratores Dertuse, proseguendo suum libertatis petite negocium, non presumant exire vicecomitatum Narbone, nisi ratione dicti negocii vel nisi aliud justum immineret impedimentum; quod si facerent, dicti procuratores Narbone ab isto pacto sint penitus liberati, salvo tamen semper jure civibus Dertuse in libertate predicta pettita per eosdem; et quod si hinc ad infra dictum terminum procuratorem ydoneum de dicta civitate cives Dertuse apud Narbonam non miserunt ac dictus procurator Dertuse se non presentaverit, ut supra, propter allegandum et deffendendum privilegium et immunitatem quam asserunt se habere de non solvendo illuc pedagium sive leudam, quod postea leudarius Narbone possit uti jure suo ratione dicte leude contra cives et habitatores civitatis Dertuse, et dicti procuratores et universitas Civitatis et Burgi Narbone sint ab infra et supra scriptis pactis et pena penitus liberati, salvo et retento dicte universitati Dertuse jure suo, si quod habet, in franquitate et inmunitate lezde predictae, non obstantibus supradictis. — Item fuit actum et ordinatum inter procuratores hinc inde quod si cives Dertuse probare et obtinere immunitatem et franchitatem superius per eos allegatas, si quam habent, non potuerint aut non curaverint, vel dictum sindicum sive scindicos, actores seu procuratores non misserunt apud Narbonam hinc ad dictum terminum, vel idem procurator Dertuse non se presenta-

verit ut supra, vel si idem procurator dictum negocium continue, ut premititur, prosecutus non fuerit, quod ipsi procuratores Dertuse extunc compellant et compelli faciant cum effectu Berengarium de Sancto Martino, Arnaldum Ferica et Bertrandum de Civica predictos ad solvendum dictis procuratoribus Narbone vel aliis procuratoribus dicte ville Narbone id totum quod invenietur eos debere usque nunc pro leuda ab eis petita in Narbona, et hoc sub pena centum morbotinorum apud Narbonam solvendorum dictis procuratoribus Narbone. — Item fuit actum quod si dicti cives ac procuratores civitatis Dertuse immunitatem per eos allegatam de non solvendo leuda in Narbona probaverint et obtinuerint, quod dicti procuratores et consules Civitatis et Burgi Narbone faciant et procurent cum effectu quod dicto Raymundo Sauch restituantur illi quadraginta et duo sol. tur. et totum id quod pro leuda ipsum solvisse invenietur in Narbona vel ejus districtu. Et pro hiis et aliis supradictis et singulis per dictos procuratores Narbone promissis in omnibus capitulis supradictis attendendis et firmiter complendis ipsi procuratores obligarunt se et bona civium Civitatis et Burgi Narbone, sub pena centum morbotinorum in Dertusa dictis procuratoribus et scindicis civitatis Dertuse dandorum et solvendorum ipsis procuratoribus Dertuse nomine et vice universitatis predicte civitatis Dertuse. — Item fuit actum etiamque ordinatum quod super expensis hinc inde factis et dampnis passis per quascumque personas supercedeatur usque quo dictum negocium per sententiam diffinitivam fuerit terminatum, et quod tunc vel alias, quando sibi placuerit, procurator qui per universitatem civitatis Dertuse debet apud Narbonam pro dicta libertate petenda destinari et consules Civitatis et Burgi Narbone possint super hiis pronunciari et facere suam in omnibus voluntatem. — Item quod dicti procuratores Narbone (1) conantur per

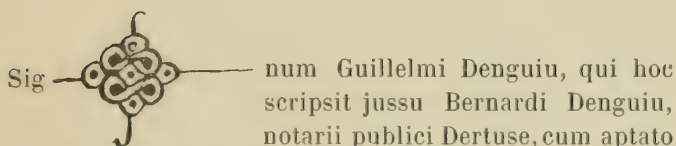
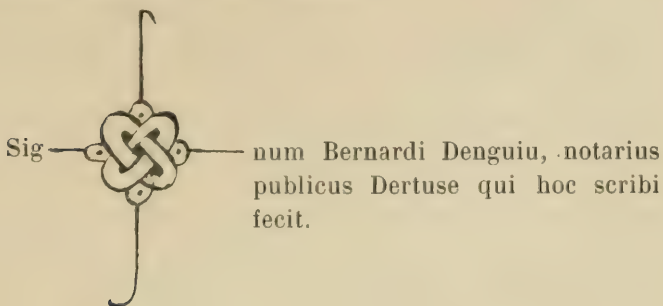
---

(1) Ce qui précède à partir de *possint* est dans l'interligne.

suas literas intimari procuratoribus civitatis Dertuse nomina sive merces illorum civium sive habitatorum Dertuse dictas testimoniales litteras portancium et presentancium qui usque dictum negocium, ut predictur, per sententiam fuerit terminatum transiverint cum rebus et mercibus suis per civitatem Narbone et ejus districtum. Et hoc promiserunt facere dicti procuratores Narbone sine aliqua pena, salvo tamen quod si hoc non fecerint, quod cives Dertuse non teneantur solvere dictis procuratoribus sive leudariis Narbone pro leuda talium civium Dertuse qui per civitatem Narbone et ejus districtum transiverint cum rebus et mercibus suis nisi de illis de quibus per suas literas certificaverint procuratores civitatis Dertuse. — Item fuit actum quod si cives seu habitatores Dertuse dictas litteras testimoniales defferentes et presentantes, ut supra, usque ad proximum venturum festum Omnium Sanctorum fuerint pignorati pro leuda per lezdarios Narbone, quod dicti scindici seu procuratores Narbone non sint obligati ad penam centum morbotinorum supra in septimo capitulo premissam. Set tamen teneantur eis in hoc quod faciant restitui pignora que interim facta fuissent vel etiam illud quod fuerit solutum per eos compulsos ratione lezde dictis civibus civitatis Dertuse seu eorum procuratoribus incontinenti, cum per ipsos fuerint requisiti. Et pro predictis et singulis per dictos procuratores civitatis Dertuse promissis, attendendis firmiter et complendis ipsi procuratores obligarunt omnia bona civitatis Dertuse habita et habenda ubique. Quod est actum in civitate Dertuse decimo kalendas augusti, anno dominice incarnationis .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. tercio. Signum Dominici Rubei, signum Petri de Villarotunda, junioris, procuratorum civitatis Dertuse; signum Poncii Andree, signum Guillelmi Ricordi, procuratorum consulum et universitatis Civitatis et Burgi Narbone predictorum, nos omnes qui hec laudamus, concedimus et firmamus testesque firmare rogamus.



Signum Berengarii Gandilhi, signum Guillelmi Guasch, signum Laurencii Çima, testium.



in quinta linea ubi dicitur: Amalrici; et cum supraposito in .xij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: seu transibunt; et cum diectionibus suprapositis in .xx<sup>a</sup>.v<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: possint super hiis pronunciari et facere suam in omnibus voluntatem. Item quod dicti procuratores Narbone; die et anno prenotatis.

*Au verso:* Cartas de covenensas feitas entrel proquaire de Narbona e de Tortoza.

G. Recort, Pos Andreu, procuraires de cossols, sub pena de c morabedis d'aur far rendre pejhoras presas per leudiers de Narbona a mercadiers de Tortoza e que mostresson co eran quetis de leuda a Narbona a cert temps.

(Pièce parch., orig.)

*B. 1303* — 4 des kalendes d'août (29 juillet). — Ramon Sauch, citoyen de Tortose, reçoit des consuls de Narbonne 9 livres 18 sous tournois, montant des marchandises que lui avait saisies le sous-viguiier de la cour vicomtale. Il leur cède tous les droits qu'il pouvait avoir à raison de cette saisie.

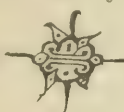
Noverint universi quod ego Raimundus Sauc, civis Dertuse, gratis per me et meos dono et cedo ex causa donationis inter vivos concedo dominis consulibus Civitatis et Burgi Narbone et tibi Guillelmo Ricordi, procuratori dictorum consulum, stipulanti et recepianti pro ipsis et nomine procuratorio eorumdem, omnia jura et actiones reales et personales, mixtas, utiles et directas, que et quas michi vel meis competunt vel competere possunt contra Arnaldum de Genestaribus, olim subvicarium Narbone nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, ac Bernardum Gauberti, leudarium leude maris dicti domini Amalrici et domini Narbone archiepiscopi, ac alias quascumque personas, ratione cujusdam pignorationis facte de mercibus vel merchaturis meis, quas invenit in Narbona subvicarius supradictus et quas idem subvicarius ad instanciam dicti leuderii pignora-  
 ravit in Narbona, valentes seu atingentes summam decem librarum minus duobus sol. turonen. vel malguiren., prout de dicta pignoratione constat per quandam patentem literam sigillo curie dicti domini vicecomitis sigillatam quam tibi restituo de presenti. De quibus siquidem juri-  
 bus, actionibus superius expressatis exuens me et meos penitus in presenti, dictos consules et te eorum nomine investio. Constituens<sup>(1)</sup> inde dictos dominos consules et te

---

(1) Le scribe a écrit *constituents* avec un signe d'abréviation sur la syllabe *tuents*; c'est évidemment pour *constituentes*. Le sens exige *constituens*.

dictum procuratorem nomine quo supra, inde veros dominos, auctores et procuratores in rem vestram, ita quod pro ipsis juribus et actionibus ac summa prescriptis habendis et recuperandis a dictis Arnaldo de Ginistaribus vel leudario ac aliis quibuscumque dicta pignora detinentibus possitis agere et experiri in iudicio et extra et vestram in omnibus facere voluntatem tanquam de re vestra propria. Confitens tibi procuratorio nomine quo supra te michi solvisse et integritè tradidisse numerando decem libras minus duobus sol. turonensium vel malguirensium supradictis in defectu Arnaldi de Ginestaribus et leudarii predictorum, renunciando in eis omni doli et in factum et exceptioni peccunie non numerate et michi non tradite; renuncians etiam legi dicenti donationem factam ex causa ingratitudinis revocandam, omnique alii juri. Quod est actum in civitate Dertuse quarto kalendas augusti, anno dominice incarnationis .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. tercio.

Signum Raymundi Sauc predicti, qui hec laudo, concedo et firmo, testesque firmare rogo. Signum Petri Martineç, Signum Andrey Serra, testium.

Sig  num Guillelmi de Solano, notarii publici Dertuse qui hoc scribi fecit.

Sig  num Bartholomei Carbonis qui hoc scripsit jussu Guillelmi de Solano, notarii publici Dertuse, cum aptationi quarta linea ubi dicitur;

Amalrici; et cum supraposito in linea .xiii<sup>a</sup>. ubi dicitur: et leudarii; die et anno prenotatis.

(Pièce parch., orig.)

## LII

**1304** — Veille des kalendes de juin (31 mai). — Convention entre le roi de Majorque et le vicomte de Narbonne au sujet de la leude prélevée sur les navires passant devant le grau de Narbonne.

Noverint universi quod annonativitatis Christi millesimo trecentesimo duodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, quarto idus febroarii. Nos Arnaldus Escarbotti, legum doctor, judex comunis curie Narbone domini nostri Francorum regis et nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, vidimus, tenuimus, legimus et diligenter inspeximus, adhibito nobiscum magistro Guillelmo Pagesii, notario dicte curie, quoddam translatum sive transcriptum sumptum per Bertrandum Foresii, publicum Montispessulani notarium, de quodam alio translato extracto per Guillelmum Castelli de quodam originali instrumento publico ut in ibi videbatur contineri, cujus transcripti sive translati tenor de verbo ad verbum noscitur esse talis : Hoc est translatum fideliter sumptum a quodam publico et autentico instrumento non cancellato, nec abraso, nec in aliqua sui parte suspecto, sigillato duobus sigillis cereis pendentibus quorum unum est illustris domini Jacobi, Dei gratia regis Majoricarum, comitis Rossilionis et Ceritanie, et domini Montispessulani, et alterum est nobilis viri domini Amalrici, Dei gracia vicecomitis et domini Narbone, ut per signa et ymagines ac literas in ipsis sigillis sculptas liquide legebatur, cujus instrumenti tenor est ut sequitur :

Noverint universi quod orta materia questionis inter

nobilem virum Amalricum, Dei gracia vicecomitem et dominum Narbone, ex una parte, et gentes seu mercatores terre illustris domini Jacobi, Dei gratia regis Majoricarum, comitis Rossilionis et Ceritanie, et domini Montis-pessulani, ex altera, super modo recipiendi leudam per dictum nobilem Amalricum et venerabilem archiepiscopum Narbone de lignis maritimis transeuntibus per mare Narbone, occasione ejus questionis hinc inde capta fuerunt pignora et bona mercatorum utriusque partis marchata. Tandem convenientibus in unum prefatis domino rege Majoricarum pro suis gentibus et mercatoribus ac marinariis, et predicto nobili Amalrico pro se et suis, in camera castri Perpiniani dicti domini regis, et tractantibus de questione predicta, et veritatem antiquitatis et usus pristine observantie indagantibus, prout possibile eis fuit, amicabilem et pro bono pacis et concordie ordinaverunt, videlicet dictus dominus rex pro omnibus suis mercatoribus, marinariis et gentibus universis, et dictus nobilis Amalricus, pro se et suis omnibus successoribus perpetuo, quod ab hac hora in antea dictus nobilis Amalricus et sui successores recipiant et recipere possint leudam ab omnibus lignis cohoptis et non cohoptis transeuntibus per mare ante gradum Narbone per loca videlicet et in modum unde et per quem dictus nobilis Amalricus et venerabilis archiepiscopus Narbone et eorum antecessores simul pro indiviso leudam recipere consueverunt, sive ipsa ligna intrent gradum sive non, dum tamen illa ligna non portent vel portare non possint ultra mille et trecenta quintalia ad pensum quintalis Narbone; de aliis vero lignis majoribus portantibus vel que portare possint ultra mille trecenta quintalia ad pensum quintalis Narbone nulla leuda per ipsum nobilem Amalricum vel venerabilem archiepiscopum Narbone (1)

---

(1) Le scribe a répété deux fois *Narbone*.



aut suos recipiatur vel habeatur, nec de mercibus in eis evectis, nisi forte talia ligna grossa portantia vel potentia portare ultra predictam quantitatem mille trecentorum quintallium ad pondus quintalis Narbone aliquo casu intrarent et se salvarent in gradum Narbone predictum; tunc enim a talibus lignis quantumcumque grossis leuda recipiatur per dictum nobilem Amalricum et venerabilem archiepiscopum Narbone et suos qualibet vice tantum qua intraverint et se salvaverint in dicto gradu. Si vero ipsa ligna in dicto gradu romperentur vel perderentur nulla leuda a talibus exigi valeat vel haberi. Fuit etiam ordinatum inter predictos dominum regem et nobilem Amalricum quod secundum istum modum compositionis questiones pendentes inter dictum nobilem Amalricum et mercatores, marinarios et gentes terre dicti domini regis decidantur et terminentur. Et hec omnia predictus dominus rex promisit dicto nobili Amalrico servare et omnibus suis gentibus facere inviolabiliter observari. Ad maiorem autem omnium premissorum firmitatem et fidem pleniorum prefatus dominus rex presens publicum instrumentum sigillo suo cereo pendenti comuniri precepit: et vice versa dictus nobilis Amalricus, Dei gratia vicecomes et dominus Narbone, predicta omnia per se et suos aprobavit et ratificavit et eadem omnia servare et tenere ac complere et non contra facere vel venire promisit dicto domino regi nomine omnium suarum gentium stipulanti et recipienti, et huic instrumento publico presenti suum sigillum apposuit inpendenti. Acta sunt hec in camera regia castri Perpiniensi domini nostri regis prefati, pridie kal. junii, anno Domini millesimo trecentesimo quarto, presentibus testibus nobili viro Petro de Fenolheto, Raimundo Guillelmi, sacrista Elnensi, Guillelmo de Podio Orphile, Jacobo Catelli, iudice dicti domini nostri regis, Bernardo Gauberti de Groixano, et me, Laurentio Plasensa, publico notario creato auctoritate prefati domini nostri regis ubique ter-

rarum sue ditioni subjectarum, qui predictis omnibus interfui et mandato predicti domini nostri regis et dicti nobilis Amalrici, vicecomitis et domini Narbone, hec omnia predicta scripsi et in hanc publicam formam reddegi et clausi et

signavi meo publico et solito sig



no. Ego Guillelmus Castelli mandato predicti Laurentii Plasensa fideliter atque legaliter hoc translatum translatavi a suo originali instrumento dictis duobus sigillis cereis sigillato verbo ad verbum, nichil addens vel minuens, videntibus et legentibus tribus testibus ad hoc convocatis, scilicet domino Raimundo Guillelmi, sacrista Elnensi, Bernardo Jauberti, Petro de Fanyans, qui omnes hoc translatum et originale instrumentum viderunt, legerunt et etiam tenuerunt et in omnibus bene convenire invenerunt, tercio decimo kal. julii, anno Domini millesimo trecente-

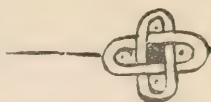
simo quarto. Sig



num mei Ar.

de Carcaixio, judicis ordinarii Perpiniani, qui huic translato fideliter sumpto ab originali suo instrumento predicto michi hostenso auctoritatem judicalem et decretum meum interpono. — Ego Laurentius Plasensa, prefati domini nostri regis Majoricarum scriptor et ab eo notarius publicus creatus ubique terrarum sue ditioni subjectarum, hoc presens translatum sumi feci a dicto suo originali publico et autentico instrumento et auctorizzato per Arnaldum de Carcaixio, judicem ordinarium Perpiniani, et mandato dicti domini nostri regis ad majorem auctoritatem huic translato ejus sigillum apposui inpendenti et clausi et

subsignavi meo pu-  
blico et solito sig



no. — Hoc

est transcriptum quod ego Bertrandus Foresii, publicus Montispessulani notarius, sumpsi, scripsi et abstraxi et in formam publicam redegii de quodam scilicet translato publico extracto per Guillelmum Castelli de quodam originali instrumento, ut in dicto translato continetur, sub anno Domini millesimo trecentesimo quarto, scilicet terciodecimo kal. julii, decreto et auctoritate domini Johannis Palmerii, bajuli curie Montispessulani domini regis Majoricarum illustris et domini Montispessulani, ac mandato ab eodem causa cognita michi dato et concessio sub anno dominice incarnationis millesimo trecentesimo undecimo, scilicet septimo idus febr., domino Philippo, rege Francorum, regnante, presentibus testibus Balague-rio Stephani et Petro Crispini, scriptoribus juratis dicte curie ad tuitionem et conservationem omnium illorum quorum interest et poterit interesse. Quo siquidem mandato michi dato et a me recepto feci et trascripsi (*sic*) prout superius continetur, adhibito et perscrutante mecum Stephano Vitalis, Montispessulani notario publico, ipso tenente et diligenter inspiciente dictum translatum, meque tenente et legente hoc presens transcriptum in quorum testimo-  
nium hic apposui  
signum meum



Huic presenti perscrutimonio caute et provide facto una cum supradicto Bertrando Foresii, notario, ego dictus Stephanus Vitalis, notarius publicus Montispessulani, testis vocatus et rogatus interfui et meo solito signo signavi

hic subscribens



In cujus visionis et inspectionis testimonio, nos judex

predictus sigillum autenticum prefate comunis curie huic presenti publice scripture sumpto seu vidimus jussimus appendendum, anno et die supradictis.

*Au verso*: Aiso es la carta de las covenensas de la leuda de la mar.

(Pièce parch., vidimus, sceau cire rouge sur lacets de coton).

## LIII

**1304** — 24 août. — Présentation au sénéchal de Carcassonne de quatre lettres de Philippe IV, trois concernant le service des douanes et une concernant une affaire de piraterie.

Anno dominice incarnationis millesimo .ccc<sup>o</sup>. quarto, scilicet vicesima quarta die mensis augusti. Noverint universi quod existens Guillelmus Peyrucerii de Narbone, dicens se procuratorem universitatis hominum Civitatis et Burgi Narbone, in castro Civitatis Carcassone domini regis, coram nobili et potenti viro domino Guillelmo de Rabastenchis (1), militi domini regis Francorum, et ejus auctoritate regenti senescalliam Carcassone et Biterris, obtulit et presentavit eidem domino regenti quasdam dicti domini regis patentes et pendentes litteras tenorem qui sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, Carcassone et Bellicadri aliisque senescallis, bajulis, ceterisque justiciariis nostris ad quos presentes litteras pervenerint, salutem. Significaverunt nobis dilecti nostri cives Narbone quod custodes passagiorum et finium regni nostri et ipsos villam seu territorium Narbone etiam ad loca non prohi-

---

(1) Le ms. a *Rabastench*, la haste supérieure de l'*h* est barrée.

bita cum mercibus et rebus suis exire nisi se redimant apud eos aliquathenus non permittunt, et a nonnullis ut eos exire permittantur diversas summas peccunie extorserunt. Quare mandamus quatinus custodes predictos a talibus et consimilibus omnimode compescatis et quos in premissis constiterit excessisse ad reddendum et restituendum integre que taliter extorserunt, sumpserunt (1) de plano districtione qua convenit compellatis, et taliter puniatis quod eorum pena ceteris audaciam interdicat similia committendi. Actum Bitterris, die veneris post festum purificationis beate Marie virginis, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. tercio.

Item et alias dicti domini regis patentes et pendentes litteras sub hiis verbis : Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone et aliis senescallis, viccariis, justiciariis, officialibus et magistris nostris ac custodibus portuum et passagiorum finium regni nostri ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Mandamus vobis quatinus dilectos nostros homines Narbone non impediatis nec impediri aliquathenus permittatis quominus ligna, amiedala, carnes salsas et res alias in nostris constitutionibus non prohibitas vendere et de regno nostro extrahere valeant, antiqua et solita devertia persolvendo, absque qualibet nova et insolita exaccione sub pretextu inspeccionis rerum ipsarum aut signi vel scripture apponendi eisdem, aut quovis alio colore quesito quolibet faciendi, proviso tamen quod res ipse ad inimicos nostros nullatenus transferantur. Datum Nemausi sabbato ante Reminescere, anno Domini millesimo .ccc<sup>o</sup>. tercio.

Item et alias dicti domini regis litteras patentes et pen-

(1) Dans le ms. *sum* est seul net; le reste du mot a disparu par l'effet de l'humidité.



dentes sub hiis verbis: Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Ex parte consulum Burgi et Civitatis Narbone nobis extitit conquerendo graviter monstratum quod bajulus noster Narbone pro mercaturis, trocellis et ballis inspicendis que debent vehi extra regnum per cives et habitatores dicte ville magnas peccuniarum quantitates indebite et injuste ac de novo ab ipsis habitatoribus levavit et habuit et adhuc levare nititur pro libito sue voluntatis in ipsorum prejudicium, dampnum non modicum et gravamen ut intelleximus. Quare vobis mandamus quatinus si, vocatis evocandis, vobis constiterit ita esse, predictum bajulum a levando et extorquendo hujusmodi peccunias indebitas ab ipsis hominibus cessare faciatis, prout justum fuerit et ad vos noveritis pertinere, non permittentes eisdem fieri seu inferri aliquas indebitas novitates. Et si quas inveneritis eisdem factas fuisse, ad statum debitum reducatis seu reduci faciatis, justicia mediante. Actum Parisius, die veneris ante nativitatem beati Johannis Babbiste, anno Domini millesimo .ccc°. quarto

Item et alias dicti domini regis patentes et pendentes litteras sub hiis verbis: Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallo Carcassone ac ceteris justiciariis regni nostri ad quos presentes littere pervenerint, salutem. Ex parte... (1) consulum Civitatis et Burgi Narbone accepimus quod Surlion Grimaudi, frater Renerii Grimaudi, amiraldi nostri, ac Symon de Campo, galiote nuper per maria Narbone hostiliter cucurrerunt et de mercibus mercatorum Narbone de gradibus Narbone usque ad valorem trium milium librarum turon. ceperunt et levaverunt in ipsorum mercatorum prejudicium, dampnum non modicum et gravamen. Quare mandamus vobis et vestrum cuilibet quatinus si, vocatis evocandis, vobis constiterit

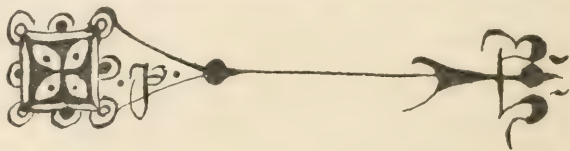
---

(1) Les noms des consuls sont omis.

de premissis, dictos Surlion et Symonem ad restituendum predictis mercatoribus merces suas predictas et ad prestandam nobis ratione excessus predicti condignam emendam, prout justum fuerit et ad vestrum quemlibet pertinuerit, compellatis. Actum Parisius .xiiij. die julii, anno Domini millesimo .cccº. quarto.

Quibus litteris presentatis et per me Petrum de Paratge, notarium infrascriptum, in dicti domini regentis presentia et testium infrascriptorum testimonio vulgariter perlectis, dictus Guillelmus Peyruceii, nomine predicto, ut dicebat, requisivit prefatum dominum regentem ut contenta in prescriptis litteris compleat et exsequatur. Ad que dictus dominus regens respondit et obtulit se paratum mandata regia in prescriptis litteris regiis contenta, vocatis qui fuerunt evocandi, debite exsequi et compleri ipsarum litterarum tenoribus in omnibus et per omnia diligenter observatis. Acta fuerunt hec in castro predicto, anno et die predictis, in presentia et testimonio nobilis viri domini Petri Radimundi, militis, regentis auctoritate regia judicaturam majorem senescallie Carcassone et Biterris, magistri Arnaudi Massavaccas, jurisperiti Carcassone residentis, magistri Guillelmi de Carrollis de Monteregali, magistri Petri Guilaberti, notarii curie Carcassone domini regis, et plurium aliorum, et mei Petri de Paratge, notarii publici curie Carcassone domini regis, qui requisitus a dicto presentante de premissis hanc cartam recepi, scripsi, signoque meo signavi, regnante

domino  
Philip-  
po, rege  
Franco-  
rum



*Au verso:* Carta dels portz.

Carta de las gardas dels portz de presentation d'una

letra del rey que no greugeson los passans fayta davant lo senescalch de Carcassona.

Tres letras rials .ja. de garda de portz que causas non vedadas passesson fora regne. Item que res nos dones per balas o trossels. Item del dan donat de iij<sup>m</sup> li. per lo frayre de l'amiral del rey.

(Pièce parch., orig.)

## LIV

**1305** — 8 des ides de décembre (6 décembre). — Le juge royal de Béziers étant venu faire le dénombrement des feux de la Cité, les consuls le requièrent, en vertu de lettres de Philippe IV du 19 mars 1303, de ne pas comprendre dans ce nombre les clercs, les pauvres et les juifs, dont ils lui donnent la liste.

Anno nativitatis Christi millesimo trescentesimo quinto, domino Philippo, rege Francorum, regnante, .vii<sup>o</sup>. idus decembris. Noverint universi quod Sicardus Fabri, Petrus de Berrono et Bernardus Bauri, consules seu regentes consulum Civitatis Narbone, existentes in presencia venerabilis et discreti viri domini Johannis de Chenoto, legum professoris, domini regis clerici, judicisque Bitteris ejusdem, missi, ut dicebant, apud Narbonam per venerabiles et potentes viros, dominos magistros, videlicet, dominum cantorem Aurelianensem et prepositum de Auversio (1), domini regis clericos, ad numerandum focos Civitatis Narbone, dixerunt quod homines quorum nomina sunt infrascripta focum in dicta Civitate facientia sunt

---

(1) Le ms. a *Anversio*; de même plus loin.

tam clerici clericaliter viventes, non usurarii, non mercatores, tam pauperes qui si in brevi cessarent a labore opportheret ipsos vel vendere utencilia sua, vel querere panem, vel omnino mendicare et qui in novissimo subsidio non contribuerunt, ut dixerunt, et quidam etiam judei: quod probare se obtulerunt, ut dicebant, si ab aliquo in dubium hoc versetur, ad quod postularunt se admitti. Quare petierunt dictos focchos de numero ceterorum (1) foccorum detrahi et non in ipso ceterorum foccorum numero computari, dicentes hoc de jure debere fieri nec non et ex vigore littere domini nostri regis quam sub vidimus sigilli preposituri Parisiensis produxerunt et hostenderunt sub hiis verbis:

A touz ceus qui ces lettres verront Pierre de Dioy, garde de la prevoste de Paris, salut. Sachent tuit que nous, l'an de grace .m.ccc. et quatre, le dimenche avant Lauremdavit (*sic*) en mays (2), veismes les leutres nostre seinr le rey contenanz la fourme que s'en suit: Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilectis et fidelibus nostris, B., episcopo Biterrensi, et preposito de Auversio in ecclesia Carnotensi, et cantori Aurelianensi, salutem et dilectionem. Ad requisitionem dilectorum et fidelium nostrorum consulum Civitatis et Burgi Narbone mandamus vobis quatinus clericos clericaliter viventes, non mercatores, nec usurarios, non habentes bona propter que ad exercitum teneantur, mendicantes et de labore manuum suarum viventes qui si a labore cessarent mendicare cogerentur in brevi, ac Judeos comorantes in Civitate et Burgo predictis ad solvendum subventionem novissimam non permitatis compelli, nec in ceterorum foccorum numero computari, set

(1) Le ms. a *celum* avec un trait horizontal sur *ce* et un signe abrégatif après le *t*. A la ligne suivante le scribe écrit *celu* avec un trait horizontal sur *ce* et un autre sur *tu*. Dans le corps de la lettre il écrit *centum*.

(2) Erreur du scribe pour *mars*.

ordinationem nostram super hoc editam faciatis firmiter observari. Actum Parisius, die .xix. marcii, anno Domini .m.ccc. quarto. Et nous ou trancrist (1) de ces lettres avons mis le seel de la prevoste de Paris, sauf totz droy, l'an et le jorn desus dis.

Dixerunt etiam quod, facta deductione illorum foccorum ut est dictum, quod si quis defectus numeri inventus fuerit, quod dixerunt se non credere,..... (2) [ill]um defectum rationabiliter emendare. De quibus omnibus requisiverunt me Petrum Raymundi de Tonevis, notarium infrascriptum, ut eis facerem publicum instrumentum.

Nomina vero tam clericorum et pauperum et etiam Judeorum qui in scriptis predicti re..... (2) et ut in infrascriptis quaternis continentur, sunt hec videlicet: *Suit la liste nominative des pauvres comprenant plus de 722 hommes et de 408 femmes (3). Je donne seulement ici les noms des pauvres dont la profession est indiquée:* Armant, sargant del rey, G. Steve, mondiere, na Bernarda, cordureyra, Guillelma, cordureyra, Guillelma, bateyritz, G. Daude, flassadier, Johannot, messatge, na Parayritz, cordureyra, Johan Belon, cridayre, P. de Calau, sabatier, B. Bajan, sartre, B. Johan, sabatier, G. Bergonhon, porgayre, P. de Vianes, sabatier, G. Ramon, fornier, R. Esteve, messatgue, Calastre, messatge, Guilhalmes, sargant del rey, Vices, messatge, Johan Cabestag, messatge, Arnaut Fivelier, messatge, Uguet, messatge, en Bergonhon que fa borssas, na Guillelma, tissendeyra, na Dossa, beguina, na Guillelma, beguina, S., aquel que fa los ams, Guirauda, forneyra.

(1) *Ms.* taucrist.

(2) Le commencement de quatre lignes fait défaut.

(3) Il manque le commencement de 11 lignes qui pouvaient renfermer environ 12 à 13 noms à ajouter à ce total.



Aquestz que se siego son clergues (1): Br Despeyron, clergue, Johan Garus, capelan, B. de Carcassona, P. de Lauran, capelan, mosenher en R. Cavayer, Escrivan, clergue, P. Guasc, clergue, P. Volon, capelan, arquediague de Resses, Jacme Frayze, capelan, Miquel Castelon, capelan, sacristan menre, Johan Frenier, notari, Johan de Liuran, capelan, Pos de Bessan, capelan, B. Baret, capelan, G. Cornet, clergue, P. Matieu, clergue, B. Cambaviela, canorgue, P. Antrist, diaque, B. Pos, clergue, R. de Vilamaga, Pos Beviaygas, R. Raynaut, notari, G. Johan, clergue, Johan Maurin, clergue, P. Ynart, Johan Christol, R. Alathan, clergue, R. d'Autz, senher en leys, G. de Quilan, clergue, n'Espinaversa (2), Antoni Balast, Aymeric, clergue, Cutsac, clergue, B. de Mossan, clergue, P. Assier, capelan, Ar. Frayze, en P. de Caranta, capelan, R. . . . . (3), capelan, P. Gotmar, avocat, G. de San Laures, notari, P. Borat, clergue, Johan Saynes (4) . . . . . an Capel, capelan, Maistre Nicholau, Jacme Sanorz, clergues, Rauzier, clergue, Jacme Paschal, clergue, Niel, clergue, Johan Fabre, P. Ramon Corbeyra, Johan Borat, clergue, P. Esperon, notari, G. Verssedieu . . . . . oronat, clergue, B. Martin, clergue, R. de Ceret, capelan, vicari de Cutsac, G. Assaut, cappelan, Ar. Ferier, cappelan, Johan de Vidilan, cappelan, B. de Quilan, cappelan, P. Salvayre, cappelan, G. Maurin, capelan, . . . . . [ca]ppelan, P. Marmoreyras, cappelan, Pos Maralier de Sant Just, P. Ayguin, clergue, P. Ramon Serralier, notari, Johan Martin, capelan, Pos Ventossa, cappelan, B. de Gavis, cappelan, M (?) de Messo, cappelan,

(1) Je donne en entier la liste des clercs et des juifs.

(2) Après *Espinaversa* le scribe a répété *versa*.

(3) Un nom effacé.

(4) Nom peu lisible. Le commencement des huit lignes suivantes a été enlevé. Il a disparu ainsi de sept à huit noms de clercs et deux à trois noms de juifs.







Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à  
1789, par G. MOUTYXES, archiviste du département de l'Aude,  
5 vol. in-4°..... **120 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître  
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-  
phique publiée sous les auspices de la Commission  
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT..... **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire  
de l'arrondissement de Narbonne (1<sup>re</sup> série, années  
1876-1877)..... **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique de Nar-  
bonne (2<sup>me</sup> série, années 1890 et 1891 (épuisé), 1892,  
1893 et 1<sup>er</sup> semestre 1894), 9 fascicules... le fasc. **3 fr.** »

Les fascicules du 2<sup>me</sup> semestre 1894, des années 1895  
et 1896, le fascicule..... **4 fr.** »

Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique  
du Musée de Narbonne, par ERGÈXE FU..... **1 fr. 25**

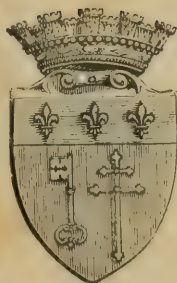
Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,  
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien  
élève de l'École des Chartes (2 vol.)..... **15 fr.** »

En vente chez FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,  
2, rue Corneille, Narbonne.



BULLETIN  
DE LA  
COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE  
DE NARBONNE

ANNÉE 1897 — 2<sup>me</sup> SEMESTRE



NARBONNE

IMPRIMERIE F. CAILLARD, RUE CORNEILLE, 2

1897

*revenu  
97*

## SOMMAIRE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS LE BULLETIN

---

|                                                                    | Pages.  |
|--------------------------------------------------------------------|---------|
| Procès-verbaux des séances (1 <sup>er</sup> semestre 1897).....    | LVII    |
| Le Livre de comptes de Jaume Olivier (A. BLANC).                   |         |
| Pièces justificatives .....                                        | 545-704 |
| La cathédrale Saint-Just (L. NARBONNE).....                        | 393     |
| Les monnaies ibériques attribuées à Narbonne (G.<br>AMARDEL) ..... | 463     |

---

La Commission entend laisser aux signataires des articles l'entière responsabilité de leurs appréciations.





# COMMISSION ARCHÉOLOGIQUE

---

## PROCÈS-VERBAUX

---

**Année 1897. — 1<sup>er</sup> Semestre.**

---

*Séance du mercredi 6 janvier 1897.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Gautier, Grulet, Rouhard, Narbonne, Coural, Bories, Viennet, *membres résidants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

### CORRESPONDANCE

Ministère de l'instruction publique. Circulaire relative au Congrès des sociétés savantes des départements qui aura lieu à la Sorbonne du 20 au 24 avril. Instructions concernant les délégués, l'envoi et la lecture des mémoires.

Ministère des beaux-arts. Même circulaire pour l'ouverture de la 21<sup>me</sup> session du Congrès des sociétés des beaux-arts des départements qui aura lieu à la même époque. Mêmes instructions.

M. Hippolyte Faure offre à la Commission le 61<sup>me</sup> volume,



2<sup>e</sup> série, des *Annales historiques*, richement relié et renfermé dans un étui. — Remerciements.

M. DE MONERIE offre, au nom de Mademoiselle Cécile Delort de Mialhe, 27 volumes de botanique provenant de la bibliothèque de son père. Les membres de l'assemblée accueillent ce don avec d'autant plus de gratitude qu'il réunira à leurs yeux deux noms dont le souvenir leur restera toujours cher : celui de M. Delort de Mialhe et celui de M. le contre-amiral Lamothe-Tenet, leurs anciens et à jamais regrettés collègues. Ils chargent le bureau de transmettre à la généreuse donatrice, avec tous les remerciements de la Commission, l'expression de sa profonde reconnaissance.

M. le BIBLIOTHÉCAIRE annonce qu'il a reçu de M. le maire les volumes déjà parus des Archives municipales de Narbonne que le conseil municipal a décidé d'offrir à la commune de Cuxac-d'Aude, en retour des Archives de Cuxac données par M. le maire de cette localité à notre Bibliothèque.

M. Jean Miquel, membre libre, offre une brochure sur la géologie des terrains secondaires et tertiaires du département de l'Hérault. — Remerciements.

Il est procédé à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne en remplacement de M. Rouhard, nommé membre résidant. M. Fernand de Stadiou obtient l'unanimité des suffrages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 10.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 3 février 1897.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 15 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Grulet, l'abbé Dupuy, Cros-Mayrevieille, Viennet, Bories, Narbonne, *membres résidents*; Baron et Cabanes, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. Fernand de Stadieu, récemment nommé membre correspondant pour le canton de Narbonne, assiste à la séance. M. le président lui souhaite la bienvenue, et M. de Stadieu est admis à prendre séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

49 janvier 1897. Arrêté ministériel nommant M. Rouhard membre du comité d'inspection et d'achat des livres de la Bibliothèque de Narbonne.

Sur la proposition de M. NARBONNE, vote d'une allocation de cinquante francs à l'*Escolo audenco* de Carcassonne pour les fouilles que cette société se propose de faire à l'ancien cloître de l'église Saint-Nazaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 h. 30.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 10 mars 1897.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Riols.

Présents: MM. de Monerie, Barlabé, Grulet, Bories, Narbonne, *membres résidents*; Baron, Cabanes, *membres correspondants*, Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

CORRESPONDANCE

M. Louis de Martin (9 mars 1897) demande s'il ne serait pas possible d'organiser à Narbonne une exposition rétrospective de faïences, meubles et objets d'art divers, dans les salles du Musée.

Cette proposition est discutée; elle n'est pas acceptée.

Il est procédé à la nomination de membres libres.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h.

*Le Président,*

J. RIOLS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

---

*Séance du mercredi 7 avril 1897.*

---

La séance est ouverte à 2 heures 30 sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. de Monerie, Riols, Gautier, Grulet, Rouhard, Cros-Mayrevieille, Bories, l'abbé Dupuy, *membres résidents*; Baron, de Stadieu, Cabanes, *membres correspondants*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu, *secrétaire*.

M. le PRÉSIDENT annonce la mort de M. Emmanuel Cailhard, membre résident décédé à Narbonne le 24 mars 1897. Il prononce son éloge, loue l'intérêt qu'il portait aux travaux de la Commission, l'aménité de son caractère et son esprit serviable, et se fait l'interprète des regrets de la Commission archéologique.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

#### CORRESPONDANCE

Ministère de l'instruction publique (27 mars 1897). Accusé de réception des fascicules du Bulletin du 1<sup>er</sup> semestre 1897 destinés aux sociétés savantes correspondantes.

Société française d'archéologie (1<sup>er</sup> mai 1897). Invitation au Congrès archéologique qui sera tenu à Nîmes du 18 au 25 mai par la Société française d'archéologie. Programme et instructions diverses.

M. Edmond de Rivières communique plusieurs inscriptions tumulaires qu'il a relevées, il y a déjà longtemps, dans l'église Saint-Paul-Serge de Narbonne. Elles sont presque toutes enchâssées dans le pavé de l'édifice et appartiennent, sauf une, à des familles bourgeoises ou d'artisans. Il lui a semblé utile de les copier avant que les pas des générations aient achevé d'en effacer les caractères.

Ces copies sont au nombre de six; mais quatre d'entre elles ont été publiées soit par M. Narbonne (*Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1896, 1<sup>er</sup> semestre, p. xix et xx), soit par M. l'abbé Sabarthès dans son ouvrage sur l'abbaye de Saint-Paul (p. 61 et suiv.).

Les deux suivantes sont seules inédites :

SEPVLTVRE DE HONORABLE  
HOMME IAQVES CASTEL METRE  
AP[othicaire] DE NARBONNE

Hauteur, 0<sup>m</sup>64. Largeur, 0<sup>m</sup>87.

Inscription gravée sur marbre gris en majuscules romaines. La forme des lettres indique le xvii<sup>e</sup> siècle. Dans le haut un écusson soutenu par deux lions et chargé d'un château sommé de trois tours. La pierre est encastrée dans le mur de l'église, près de la porte occidentale aujourd'hui murée.

SEPVLTVRE · DE  
SIEVR · IEAN · DA.....  
NAVD · MARCHAND · CORDON  
NIER · DE · NARBONNE.  
POUR · LVY · ET · LES.  
SIENS · LE · 10 · IAN[vier]  
16.....

Hauteur, 0<sup>m</sup>73. Largeur, 0<sup>m</sup>59.

Inscription gravée sur marbre en lettres romaines. Audessous est gravé un tire-pied presque effacé. La pierre se trouve près de la chapelle Saint-Jean-Baptiste.

Des remerciements sont votés à M. le baron de Rivières pour son intéressante communication.

Mgr X. Barbier de Montault offre à la Commission le tome xii de ses Œuvres complètes, *Rome*, vi, *Hagiographie*, 4<sup>e</sup> partie, et, au nom de M. Joly Guignard, de Poitiers, un acte sur parchemin de 1722 où il est question de Mgr de Beauvau, archevêque de Narbonne.

Des remerciements sont votés à Mgr de Montault et à M. Joly Guignard.



L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

*Le Président,*

L. FAVATIER.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.

*Séance du mercredi 5 mai 1897.*

La séance est ouverte à 2 heures 15 sous la présidence de M. Favatier.

Présents: MM. Riols, de Monerie, Bories, Amardel, Narbonne, Sallis, *membres résidants*; Cabanes, *membre correspondant*; Tissier, *bibliothécaire*; Viennet, *secrétaire-adjoint*.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. AMARDEL lit un mémoire sur les monnaies ibériques frappées à Narbonne. Renvoyé au Comité de publication.

Il est procédé à l'élection d'un membre résidant en remplacement de M. Emmanuel Caillard, décédé. M. Charles Baron, membre correspondant, obtient l'unanimité des suffrages (MM. Faure, Cros-Mayrevieille, Gautier, Camp, Coural, Barlabé et Grulet ont envoyé par écrit l'expression de leur vote).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 30.

*Le Président,*

L. FAVATIER.

*Le Secrétaire-adjoint,*

M. VIENNET.

*Séance du mercredi 9 juin.*

La séance est ouverte à 2 heures 15 sous la présidence de M. Riols.

Présents : MM. de Monerie, Grulet, Narbonne, l'abbé Dupuy, d'Andoque de Sériège, Bories, Viennet, Camp, Rouhard, *membres résidents*; Baron, de Stadieu, *membres correspondants*; Guiraud, *membre honoraire*; Tissier, *bibliothécaire*, et Berthomieu *secrétaire*.

M. le PRÉSIDENT adresse à M. Guiraud quelques paroles de bienvenue; il remet à M. Baron copie de l'arrêté préfectoral en date du 18 mai 1897 qui le nomme membre résident de la Commission archéologique en remplacement de M. Caillard, décédé, et lui exprime toute la satisfaction qu'éprouve cette Commission à voir se resserrer les liens qui l'unissaient déjà à elle.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

## CORRESPONDANCE

Association française pour l'avancement des sciences. Circulaire du 15 mai 1897: invitation au Congrès de Saint-Etienne du 5 au 10 août 1897; faire connaître le plus tôt possible le titre des mémoires qu'on se proposerait de publier.

M. NARBONNE appelle l'attention de l'assemblée sur le cloître de Saint-Just. Ce monument, déjà fortement endommagé, après avoir servi pendant longtemps d'asile à de nombreux marchands, dont la présence en pareil lieu constituait un véritable scandale, fut livré plus tard à la maîtrise; ce changement de destination avait inspiré quel-

que confiance à ceux qui se préoccupent encore des vieux souvenirs de notre passé ; mais ils avaient compté sans les jeunes écoliers qui dans leurs ébats ne respectent rien et ont aggravé la situation. Le pavé est arraché en divers endroits ; les galeries sont remplies de pierres et parfois d'immondices ; les sculptures ont été brisées, et tout récemment la couronne qui surmontait la tête de la Vierge dans le beau bas-relief placé sur la face intérieure du pilier du porche. Encore quelque temps, et, si l'on ne se hâte de porter remède à cet état de choses, il ne restera plus rien de cette dépendance de notre vieille cathédrale. La Commission archéologique, dont une des principales missions est de veiller à la conservation de nos vieux monuments, ne saurait rester insensible à de pareilles destructions. Toutefois, avant d'en saisir l'administration et le comité des monuments historiques, M. Narbonne estime qu'on devrait faire appel au zèle et à l'affection de M. le curé de Saint-Just pour son église et le prier de vouloir bien rechercher les moyens de supprimer les inconvénients que nous lui signalons.

Un membre ajoute qu'il serait désirable que l'on transférât l'école de la maîtrise dans les locaux de Saint-Eutrope, qu'une dépense minime mettrait à même de satisfaire à cette destination.

L'assemblée décide que les considérations précédentes ainsi que le vœu qui les accompagne seront communiquées dans le plus bref délai possible à M. le curé de Saint-Just.

M. NARBONNE rappelle les nombreuses marques de sollicitude que la Commission archéologique n'a cessé de donner à l'église Saint-Just, par exemple quand elle y a fait transporter et réédifier la belle niche de la Renaissance avec la statue de Notre-Dame qui ornait le pont Sainte-Catherine, et quand par ses incessantes démarches auprès des pouvoirs publics elle a provoqué une importante répa-

ration que la vétusté de certaines parties de l'église avait rendue très urgente. Une occasion se présente d'affirmer une fois de plus cette sollicitude. Certains marbres renfermés au Musée lui paraissent appartenir aux tombeaux de nos archevêques qui entourent le maître-autel de Saint-Just, notamment un dais qui semble provenir du tombeau de Pierre de la Jugie et un écusson aux armes de Louis de Vervins supporté par un chien. N'y aurait-il pas lieu de faire une vérification et, le cas échéant, de restituer ces fragments aux monuments auxquels ils ont appartenu ?

L'assemblée, pénétrée du devoir qui incombe à tout véritable archéologue de rendre à leur destination primitive les objets antiques qui, pour un motif quelconque, en auraient été distraits, charge MM. Narbonne et Rouhard de s'assurer de l'identité de ces fragments et de les restituer, s'il y a lieu, aux tombeaux dont ils faisaient partie.

M. le SECRÉTAIRE signale l'état déplorable du jardin du Musée où sont réunies de nombreuses pierres provenant de la démolition des remparts et formant une des plus belles collections de l'Europe. A la suite de nos réclamations, il y a quelques années, une barrière fut établie pour séparer le jardin de la partie où les élèves de l'école prenaient leurs récréations, et un semblant de surveillance fut organisé. La barrière est tombée, la surveillance n'existe plus, et notre Musée épigraphique en plein air est livré, non seulement aux écoliers, mais à une bande d'enfants de toute provenance qui montent à l'assaut de nos assises d'inscriptions et de bas-reliefs, menaçant de détruire en quelques mois ce qui a résisté pendant des siècles aux effets du temps. N'y aurait-il pas lieu d'adresser à ce sujet nos doléances à la municipalité, et, pour le cas où elles ne seraient pas écoutées, d'exposer la situation à l'administration supérieure ?

L'assemblée, tout en s'associant à la proposition de

M. le secrétaire, décide qu'elle attendra, pour y donner suite, que notre administration municipale soit régulièrement organisée.

M. JEAN GUIRAUD s'excuse de n'avoir pu encore livrer à notre Bulletin, ainsi qu'il l'avait promis, les nombreux documents relatifs à Narbonne qu'il a recueillis, pendant son séjour à Rome, à la Bibliothèque Vaticane. Il n'eût pas manqué de le faire si à ses occupations professionnelles n'était venue se joindre la publication importante qu'il a entreprise du Cartulaire du monastère de Prouille. Ce travail intéressera particulièrement la Commission archéologique ; car, outre que presque toutes les propriétés du couvent étaient comprises dans les limites actuelles du département de l'Aude, plusieurs avaient des rapports très étroits avec les anciens archevêques de Narbonne. L'une des plus importantes dépendances de Prouille, l'église Saint-Martin de Limoux, relevait au spirituel de l'archevêque de Narbonne. La temporalité de l'archevêché avait toutes sortes de rapports, cessions, échanges, procès, avec le procureur de Prouille soit près de Fanjeaux, soit dans le pays de Sault et la haute vallée de l'Aude dans la châtellenie de Quillan.

Invité par M. le président à donner à l'assemblée un aperçu de cette publication, M. Guiraud répond qu'elle se composera de deux volumes in-4°.

Le premier comprendra : 1° une préface racontant l'histoire du monastère dominicain depuis 1206, date de sa fondation par saint Dominique, Foulques, évêque de Toulouse, et Bérenger, archevêque de Narbonne, jusqu'à 1340, date de la visite de Prouille ; 2° le cartulaire, composé d'environ 350 documents, tirés pour la plupart des archives de l'Aude ou du fonds Doat et publiés presque tous in-extenso. Ce sont des privilèges pontificaux, des lettres royales, des actes de donation, des contrats, des



actes notariés, des transactions, etc. Parmi les documents importants seront mentionnés les amortissements qui préciseront peut-être la question du droit de main-morte au moyen âge et donneront des détails minutieux sur les droits féodaux, les noms de lieux et de terroirs, les noms de personnes dans le Lauragais; le bodulaire de Ramondens qui donne avec toute leur procédure les détails les plus complets sur une délimitation opérée en 1330 entre les propriétés de Prouille et celles du roi dans les forêts de la Montagne-Noire. Plusieurs documents apportent des détails nouveaux à l'histoire des institutions dominicaines. A ce volume seront annexés des fac-simile de chartes, des plans et sans doute un plan ancien du couvent, enfin une carte du Razès et du Lauragais contenant l'indication des propriétés dominicaines.

Le second volume contiendra: 1<sup>o</sup> le texte de la visite de 1340, précédé d'une très longue préface qui étudiera la constitution du couvent et la vie spirituelle des sœurs, l'histoire de chacune de leur propriétés; 2<sup>o</sup> l'organisation matérielle du monastère et des granges; 3<sup>o</sup> leur administration; 4<sup>o</sup> l'exploitation des propriétés rurales, culture, élevage, industries agricoles, ouvriers agricoles travaillant sous la direction des donats, leur salaire, leur entretien; 5<sup>o</sup> denrées servant à la nourriture, à l'habillement, leur prix, leur mise en œuvre; 6<sup>o</sup> enfin une étude sur la valeur des monnaies, la valeur de l'argent au xiv<sup>e</sup> siècle dans nos pays. Ce sera une étude analogue aux travaux de MM. Bruntails (*Condition des populations agricoles dans le Roussillon*), Forestié (*Livre de comptes des frères Bonis*), et Blanc (*Livre de comptes de Jacme Olivier, marchand de Narbonne*). Un index comprendra tous les noms de personnes et de lieux, et il sera sans doute possible d'en tirer des détails topographiques, étymologiques et philologiques.

L'impression du premier volume commencera pendant les prochaines vacances scolaires. L'avant-propos et la

préface sont rédigés (soit une centaine de pages in-4°), et il y a tout lieu de croire que d'ici à un mois environ les copies prises activement aux archives départementales de l'Aude auront pu être réunies et collationnées.

M. Guiraud ajoute qu'une pareille entreprise entraîne de très fortes dépenses. Le devis dressé par l'imprimeur porte en effet les frais d'impression et de publication à plus de 7,000 fr. Il ne pourrait y faire face si le ministère de l'instruction publique ne lui venait en aide. Il espère donc que la Commission archéologique voudra bien appuyer la demande qu'il compte adresser au Comité des travaux historiques à l'effet d'obtenir une subvention de 4,500 fr. Cette demande sera d'autant mieux accueillie que l'idée de cette publication lui a été suggérée par M. Léopold Delisle à la suite d'une communication faite en 1892 au Congrès des sociétés savantes sur la visite canonique de Prouille de 1340.

L'assemblée, vivement intéressée par la communication de M. Guiraud et désireuse de lui prouver en quelle haute estime elle tient ses travaux, décide qu'il y a lieu de demander à M. le ministre de l'instruction publique une allocation de 4,500 fr. affectée à la publication du Cartulaire de Prouille.

Il est procédé à l'élection d'un membre correspondant pour le canton de Narbonne. M. Joseph Caillard, avocat, obtient l'unanimité des suffrages (MM. Favatier, Cros-Mayrevieille et Amardel ont envoyé leur vote par correspondance).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures 15.

*Le Président,*

J. RIOIS.

*Le Secrétaire,*

L. BERTHOMIEU.



G. Pos, clergue,..... [cappel]lan, Johan Pastre, cappelan, en Regin, subdiaque, B. de Salas, domessier, Steve de Salas, diaque, P. Dorca, cappelan, l'arquediaque d'Acde, B. de Fontjoncossa, Jaeme Clames, B. Teren, clergue, Jaeme Bedos, P. Bore, R..... [E]scrivan, B., cappelan de Nostra dona, G. Serdan, notari, G. Bessa, notari.

Aquestz que se siegon son juzieus : Maistre Davin metge, Vidal de Murel, Mosse Bonet, Dossa Jussia, Bomacip, Momet, Salamon de Savardun, Astruc de Malguers,..... guers, Vidal Geyssier, Vidal de Belquayre, Vivas de Lagrassa, Vidal de Salve, Vidal de Caus, Davin Geyssier, Nassem, Tauros Vidal Sasportas, Mosse d'Arles, Jusse de Lunel, Salamon, na Resplandina, Maym Abraham, na Dossa, na Fran[quessa] (1)...ayrona, Capdepin, Astruc Besaudun, Bonafos Corcel, Pronfat de Cabestag, Vidal Geysier, Bonet de Bezers, Astruc de Surgeyras, Bondia de Surgieiras (2), Jusse de Pepios, Crescas de Belcayre, na Dossa, Davin Sasportas, Salamon de Malguers, Abraham Pater... str... Quatre, Crescas de Floressac, Blanca Corcela, Mosse de Posqueyras, Duran d'en Alissar, Salamon Liayre, Bonjuzas de Mompeslier, Bonizac de Lunel, n'Angelina, Duran de Someyre, Salamon de Bezers, Bonjuzas Sabonier, Aaron Masselier, n'Isac Barbas, Vidal Bardel, Abram d'en Abomari, Astruc Negrel, Aflagim, Bonjuzas d'Amilau, Vidal de Someyre, Davin Negrel, Bonet Duran, Jusse Catalan, Salamon de Montpeslier, Isahac de Laestela, Bofil de Montpeslier, Bonet Geyssier, Saserena Jussia, Samiel Salamon, Mosse de Lascaleta, Astruc d'Aleyt, Benesseg de Ciutat, Issac d'Ayes, Vidal de Marsela, Bonet d'Aganges, maistre Bonjuzas, Samiel Bonmacip, Samiel de Salas, Samiel Vidal, Crescas de Paratge, Jusse de Sant Pos, Vidal d'en Abomari, Duran Quatre, Samiel de Marsela,

(1) Voir la fin de l'acte ; c'est ici la ligne qui commençait par *quessa*.

(2) Le nom *Bondia de Surgieiras* est dans l'interligne.

Astruc Pebret, Abraham son genre, Abraham de Prois, na Dura Vivas, Bofil Faron, Abraham Geysier, Benist (?), na Cadena, B. Jussieu, Samiel Secal, Astruc de Paratge, Helias, Bofil Quatre, na Bonadona, Davin d'en Petit, Mosse Piscaia, Davin d'Anaffagin, Jusse d'Alest, Boneffan, Nauton de Bezers, Salamas (*sic*) de Perpenhan, Duran de Montpeslier, Duran de Lunel, Jaco d'Alest, na Favona, Samiel Bonafos, Dieulosal Vidal, Salamon de Belcayre, na Boneta de Bezers, Jacob, Comprat Vidal, Vidal Navares, Salamon de Botgan, Mosse Jeyssier, Astruc Borzes, Astruc de Sant Girvays, na Mayrona, na Fava de Lestela, Bonet d'Elscallar, Bonaffos, na Clara Jussia, Vidal, Abraham de Montrial, Jusse de Cornelan, Belshom Jussieu, Mosse Sagrassa, Bonafos d'Escallar. Astruc Saladin, na Regina, Crescas Vivas de Limos, Bonan, Namarques, Samiel Bonjuzas, Astruc de Floressac, Abraham d'Escallar, Jaco Sasala, n'Astruga, Dieulosal, Davin Salamon Cohen, Bonizac Cohen, Samiel Bonjuzas, Nali Astruc, Vivas de Limos, Jusse, Naluna, na Bonadona, Petit Bonissac, Bonaffos Cohen, Bonet, Davin de Sarc, Comprat, Mayron Jussieu, Vidal Jussieu, Davin Cohen, Abraham Astruc, na Anna Jussia, Mosse de Montpeslier, Sabronin, n'Astruc de Cocliure, n'Assac Navares, Astruc e Jusse, Astruc de Prohensa e Abram jussieus.

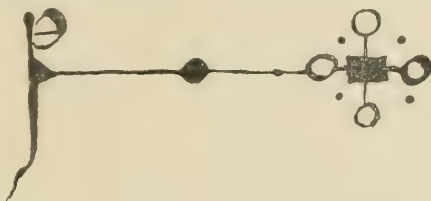
Aysso son clergues: St., clergue, B. Bigarajan, P., clergue, Johan Folquier, notari, maistre P. Ermengau, maistre P., clergue, Frances Capblan, Amalric, capelan de San Peire Lec, mossenh. Frances, capelan, Johan Dossesi, clergue, P. Travier, clergue, P. Despeiron, clergue, P., clergue, B. Gavinella.

Aquestz quatre que se siegon son Lombartz: Mecier Johan Lombart, mecier Grifflo, mecier Donat Lombart, mecier Raynier de Suna.

Aysso son orbs et escassas: Pedegrat, orb, St. Teyseyre, orb, Perro, escassa.



Br. encantayre, G. Negre Cadas (1). . . . . dictus dominus iudex dixit et obtulit se paratum admitere quod predicti consules proposuerunt et proponere vellent, prout ad ipsum pertinebit et fuerit rationis. Actum Narbone, in hospitio bajuli Narbone domini regis, in presencia et [testimonio magistr]i Johannis Rogerii, procuratoris domini regis, domini Johannis de Portali, domini Guidonis de Albino, militis, Guiraudi de Genestare, magistri Petri Ynardi, jurisperiti Narbone, et plurium aliorum, et mei Petri Raimundi. . . . . Biterris et totius regni Francie auctoritate regia notarii, qui requisitus hec in nota recepi, set vice mea Stephanus Rubei, clericus, hec scripsit, et interliniavit superius in linea que incipit : *quessa*, Bondia de Surgeyras. Ego. . . . . de Tonevis, notarius, subscribo et signum meum hic appono.



*Au verso* : Carta en que a huna letra rial que conten que ni clergues, ni paubres, ni juzieus no sian comtans en nombre de foccs, e a i mota gent paubra e orps e escasas e juzieus nomnatz (2).

(Pièce parch., orig.)

(1) Le commencement des quatre dernières lignes manque.

(2) Il y a aussi une analyse semblable en latin.

## LV

**1306** — Kalendes de juin (1<sup>er</sup> juin). — Statuts des boulangers de Narbonne.

Anno Domini millesimo trecentesimo sexto, domino Philippo, rege Francorum, regnante, kalendas junii. Noverint universi quod nos Bernardus Quoquorelli, Alricus Portalli, Anricus de Ligia, Petrus Andree, suprapositi et capita tocius ministerii furneriorum Civitatis et Burgi Narbone, facti et constituti per furnerios infrascriptos Civitatis et Burgi predictorum, et nos Raimundus de Ferro, Guillelmus Rodelli, Bernardus Rasoris, Guillelmus de Malveriis, Johannes Ricardi, Bernardus Rogerii, Robinus Fratrís, Johannes Valentis, Petrus de Galliaco, Stephanus Alicii, Jacobus Cavallerii, Bartholomeus de Chalono, Johannes Benedicti, Colinus Furnerii, Guillelmus Guiraudi, Lambertus, Br de Quilano, Stephanus Salayrerii, Guillelmus Ripparie, Johannes de Marmoreriis, Bernardus de Abonhano, Br Primi, Stephanus Grossi, Bernardus Quatalani, Guillelmus Corregii, Bernardus Simonis, Br Tors, Poncius Bergundionis, Petrus Jacobi, Girbertus Cadoal, Petrus Guitardi, Bernardus Stephani, Petrus Seaquerii, nos omnes supranominati furnerii, tam de Civitate quam de Burgo Narbone, pro nobis et pro omnibus aliis furneriis Civitatis et Burgi Narbone, presentibus et futuris, nobis adherentibus et adherere (1) volentibus, ad honorem et laudem omnipotentis Dei et beate virginis Marie, matris ejus, et omnium sanctorum et sanctarum

---

(1) Le ms. a *adhere* ici et dans tout le reste de la pièce.

Dei et Romane ecclesie, et pro salute animarum nostrarum et ad bonum regimen, gratis et liberis animis, concorditer et una mitere ad hoc inducti, ut ipse omnipotens Deus et beata virgo Maria, mater ejus, per sui gratiam nos et actus nostros ad bonum dirigat, custodiat et deffendat, cum hoc publico instrumento semper valituro et firmo, promittimus et convenimus per firmam et sollempnem stipulationem et nostram bonam fidem domino Deo omnipotenti et beate Marie, virgini, matri ejus, et toti curie celesti, quod nos colemus et celebrabimus fideliter, sollempniter et devote ad eorum honorem et reverentiam quoquendi et nostri ministerii furnayrie exercendi (1) omnia festa infrascripta, prout inferius sunt scripta et declarata :

Primo videlicet festum nativitatis Domini cum octo diebus proxime subsequentibus, festum Epiphanie Domini, festum sancti Antonii, sancti Vincencii, sancti Sebastiani, festum conversationis [*sic*] sancti Pauli, quatuor festivitates beate Marie, festum quatedre sancti Petri, festum sancti Machie (*sic*), apostoli, diem parasevem scilicet diem sanctam veneris Pasche (2) Domini donec sermones sint dicti in ecclesiis sancti Justi et sancti Pauli, festum Pasche Domini cum duobus diebus sequentibus, festum sancti Marchi, sancti Luche, sancti Mathei, evangelistarum, festum apostolorum Petri et Jacobi, festum inventionis et exaltationis sancte crucis, festum assentionis Domini, festum Pentecostes cum duobus diebus proxime subsequentibus, festum sancti Barnabe, apostoli, festum nativitatis sancti Johannis Babbiste, festum apostolorum Petri et Pauli, beate Marie Magdalenes, festum sancti Jacobi, apostoli, festa sanctorum Petri et Phelicis, festum sanctorum Justi et Pastoris, festum sancti Laurencii, festum sancti Bartolomei, apostoli, festum santi Michaelis septembris, festum Simonis

---

(1) On attendrait plutôt *quoquendo et nostrum ministerium exercendo*.

(2) *Ms.* Pache.

et Jude, festum Omnium sanctorum, festum sancti Martini, festum santi Andree, apostoli, festum decollationis sancti Johannis, festum sancti Pauli Narbone, et festum beati Blasii, et festum sancte Eulalie, et omnes dies dominicos tocius anni.

Promitentes, statuantes et ordinantes quod aliquis nostrum dicti nostri ministerii furnayrie non debeat nec sibi liceat in predictis festis nec aliquo ipsorum unquam panem, carnes, pices nec aliquid aliud in furnis suis vel aliis dequoquere seu dequoqui facere pro aliquo homine seu hominibus aut mulieribus cujuscumque condicionis existant.

Exipimus tamen de dicto statuto et promissione dominum regem Francorum, et dominum senescallum Carcasone et Biterris, et vicarium Biterris ejusdem domini regis, dominum (1) Amalricum, Dei gratia vicecomitem et dominum Narbone, dominum archiepiscopum Narbonensem, dominum abbatem Sancti Pauli Narbone, capitulum Sancti Justi et capitulum Sancti Pauli Narbone, et omnes vicarios et judices omnium curiarum Narbone, et consules Civitatis et Burgi Narbone, et eorum assessores; qui omnes supranominati ad suum proprium usum et sua propria negocia exercenda et adimplenda ac perticienda, et non pro alieno, possint facere dequoqui panem, carnes, pices et alia, prout eisdem dominis videbitur faciendum, salvo tamen jure nostro et nostrorum in omnibus.

Item exipimus de predictis exercituum *(sic)* seu hostem intransentem, exeuntem et existentem in Narbona, et aliam maximam necessitatem.

Item promitimus, statuimus et ordinamus, nominibus quibus supra, quod nullus nostri ministerii furnayrie sit ausus per se vel per aliam interpositam aut subrogatam personam mittere ignem in furno suo vel alieno, in aliquo

---

(1) *Ms.* dominus.

dictorum festorum supra declaratorum, usque in crastinum in pulsationem primi simbali pulsantis ad matutinos cujuscumque ecclesie vel ordinis fuerit.

Item volumus, ordinamus et statuimus ac etiam promittimus, nominibus quibus supra, quod nullus nostrum audeat quoquere carnes Judeorum in furno suo vel alieno de catragesimali vel jejunii.

Item ordinamus, volumus et statuimus, nominibus quibus supra, quod aliquis nostri ministerii furnayrie non sit ausus per se vel per aliam interpositam aut subrogatam personam, clam vel palam, portare vel portari facere, vendere vel vendi facere furfur seu bren diebus dominicis in foro vel in aliquo loco Narbone extra domum suam.

Item volumus, statuimus et etiam ordinamus quod, si aliquis nostrorum vel nobis adherentium vel adherere volentium, aliquo tempore, contra premissa statura (*sic*) vel eorum aliquid venerit vel fecerit, aliquo modo, per se vel per alium, quod tunc det et solvat et dare et solvere teneatur, nomine pene, suprapositis qui hodie sunt vel qui pro tempore fuerint nostri ministerii furnayrie, quinque sol. Narbonensium, scilicet delinquentes seu contrafacientes Civitatis suprapositis Civitatis, et delinquentes seu contrafacientes Burgi suprapositis predicti; de qua pena habeant dicti suprapositi pro suo labore quartam partem, et residue tres partes expendantur in comunibus expensis et utilitatibus nostri ministerii furnayrie. Et si forte aliquis nostrum vel nobis adherentium rebellis fuerit in solutione dicte pene, legitima monitione (*sic*) suprapositorum precedente de solvenda pena supradicta, quod tunc, ratione sue rebellitatis et contempta mandati, debeat solvere et dare, nomine pene, dictis suprapositis cum prima pena inclusive decem sol. Narbonensium; de qua pena habeant dicti suprapositi pro suo labore quartam partem, et residue tres partes expendantur in comunibus utilitatibus dicti nostri ministerii furnayrie.



Item volimus, statuimus et ordinamus, nominibus quibus supra, quod suprapositi nostri dicti ministerii qui hodie sunt vel qui pro tempore fuerint, sua propria auctoritate, sine licentia et mandato alicujus curie, et inpune possint facere pignorare per nuncios consulum (1) nos et nostrum quemlibet et nobis adherentes seu adherere volentes, quandocumque et quocienscumque contra premissa statuta vel aliquid premissorum fecerimus vel venerimus, et ipsis suprapositis videbitur faciendum; et, si forte predicti suprapositi voluerint, possint consules Civitatis Narbone, si delinquens seu delinquentes fuerint in Civitate, vel consules Burgi Narbone, si delinquens vel delinquentes fuerit in Burgo Narbone, appellare pro executione et pignoratione dicte pene facienda. Et tunc, isto casu, habeant dicti consules, ad quos juxta casum premissum talem seu tales pignorare pertinebit, pro tali executione et pignoratione facienda, medietatem dicte pene, et dicti suprapositi aliam medietatem: que medietas dictorum suprapositorum expendatur in comunibus utilitatibus nostri ministerii furnayrie antedicti.

Item volimus, statuimus et etiam ordinamus, nominibus quibus supra, quod si aliquis nostrum et nobis adherentium uxorem duxerit, vel filium seu filiam matrimonio collocaverit, quandocumque quod omnes nos debeamus in celebratione dicti matrimonii personaliter interesse, si festum fuerit. Si vero festum non fuerit, illa die qua celebratum fuerit dictum matrimonium, quod tunc, si duo furnerii sint simul in uno furno, quod unus illorum talium predicto matrimonio celebrando debeat personaliter interesse.

Item si aliquis nostrum aut nobis adherentium, uxor, filius vel filia ab hoc seculo transmigraverit, quandocumque quod nos omnes exequiis defuncti seu defunctorum

---

(1) Les mots *per nuncios consulum* sont d'une autre main, en marge.

debeamus personaliter interesse sub modo, forma et conditione superius in proximo precedenti capitulo contentis.

Item statuimus, ordinamus et volumus quod nos omnes et nobis adherentes debemus et teneamur venire in locum et loca infra Narbonam nobis per suprapositos dicti nostri ministerii statuenda, quandocumque et etiam quocienscumque per suprapositos nostri ministerii vel eorum nuncium vel nuncios fuerimus moniti seu etiam requisiti, et eisdem suprapositis hoberere in omnibus et per omnia ad nostrum ministerium pertinentia. Et si quis nostrum vel nobis adherentium vel adherere volentium contra hec tria ultima capitula seu statuta vel aliquid predictorum venerit vel fecerit, quod tunc debeat dare et solvere dictis suprapositis nomine pene duodecim denariorum Narbonensium; que pena comitatur, exigatur, recipiatur et dividatur sub modo, forma et conditionibus supra in ordinatione pene prime quinque et decem sol. contentis.

Item volumus, statuimus et ordinamus quod si aliquis nostrum videret vel siret aliquem nostrum delinquentem, vel contra premissa vel aliquid premissorum venientem vel facientem, quod incontinenti debeat suis suprapositis manifestare, et si hoc non revelaverit suis suprapositis, quod tunc cadat in penam duodecim denariorum Narbonensium; que pena comitatur, exigatur, solvatur et dividatur prout superius continetur.

Item volumus, statuimus et ordinamus quod suprapositi qui hodie sunt vel qui pro tempore fuerint suprapositi dicti nostri ministerii furnayrie possint et eis liceat inpune illa pignora que habuerint a nobis vel aliquo nostrum vel nobis adherentium nomine pene vel penarum, sua propria auctoritate, in fine sui regiminis suprapositure, vendere et distrahere, de licentia tamen petita et confirmata consulum predictorum, plus dantibus, bona fide et non ante, et precium inde recipere pro pena seu penis superius declaratis.

Has autem omnes ordinationes et constitutiones premisas nos, supranominati suprapositi et alii furnerii Civitatis et Burgi Narbone, facimus, ut dictum est, ad honorem Dei omnipotentis et beate Marie, virginis, matris ejus, et omnium sanctorum et sanctarum Dei ac tocius celestis curie et pro salute animarum nostrarum et ad bonum regimen nostrarum personarum et salvo semper in omnibus et per omnia jure domini regis Francie, nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia, vicecomitis et domini Narbone, necnon domini archiepiscopi Narbone, et curialium ac curiarum eorundem et alterius domini et jurisdictionis cujuscunque, non intendentes propter as constitutiones et ordinationes derogare nec in aliquo prejudicare juri dictorum dominorum vel suorum, set cemper pro premisis et occasione premissorum juri et jurisdictioni dictorum dominorum corroborare et etiam confirmare. Et ita hec omnia universa et singula supradicta tenere, servare, et nunquam contravenire sub obligatione omnium bonorum nostrorum alter alteri per firmam et sollemnem stipulationem et nostras bonas fides promittimus. Acta fuerunt hec Narbone anno et die predictis, in presentia et testimonio Berengarii Salayrani, clerici, Petri de Vianesio, Petri de Avinionis, sabaterii, Guillelmi Bernardi, Johannis de Mata, cultorum, civium Narbone, et Guillelmi Salayrani, notarii Narbone publici, qui requisitus notam hujus instrumenti recepit, vice cujus et mandato ego Aymericus Seliani, clericus Narbone, hec scripsi. Et ego idem Guillelmus Salayrani, notarius predictus, subscribo.

*Sur le pli inférieur:* Carta furneriorum Civitatis et Burgi Narbone.

*Au verso:* La carta de las ordenanssas que los fornies de Sieutat et de Borc feron sobre colre las festas e novias e corses.

(Pièce parch., orig.)

## LVI

**1306** — 15 des kalendes de septembre et 4 des kalendes d'octobre (18 août et 28 septembre).—Transaction arbitrale concernant des salines sises à Coursan.

In anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.vj<sup>o</sup>., domino Philippo, rege Francorum, regnante, .x<sup>o</sup>.v<sup>o</sup>. kal. septembris. Notum sit quod questio erat et vertebatur inter dominos Raimundum Johannis et Bonetum Contastini, fratres, burgenses Narbone, et Guillelmum Vitalis de Castris et Bernardum Bonimancipii, fratres, mercatores Burgi Narbone, ex una parte, et dominam Maynardam, uxorem condam Arnaudi Vitalis, mercatoris dicti Burgi, matremque condam Johannis Vitalis, mercatoris, condam heredis Guillelmi Fabri, mercatoris ejusdem Burgi, ex altera, super quibusdam asservis salis, sint de societate vel extra societatem, sitis in terminiis castri de Curciano vel alibi. De qua quidem questione ac de omnibus aliis questionibus, que ratione seu occasione salis esse seu verti poterant inter partes supradictas quoquo modo, predictus Bonetus Contastini pro se et dicto fratre suo et pro dictis Guillelmo Vitalis et Bernardo Bonimancipii, ex una parte, et Guiraudus de Opiano, clericus procurator dicte domine Maynarde cum publica carta inde facta manu Guillelmi Poncii, notarii Narbone, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. quinto, .x<sup>o</sup>.vj<sup>o</sup>. kal. junii, nomine procuratorio pro eadem, ex altera, gratis et unanimiter compromiserunt in Raimundum Portalis et Bernardum Ycherii, majorem dierum, de Curciano, ut in arbitros arbitratores seu amicabile compositores, ita quod ipsi duo summatim et de plano, sine judiciario strepitu et etiam sine libelli oblatione et litis contestatione, servato

juris ordine vel non servato, possint predictas questiones audire et examinare, et de ipsis, prout eis visum fuerit, inquirere, easdem terminare et diffinire de jure, vel amore, aut amicabile compositione, et dictum suum, sententiam seu pronunciationem dicere, ferre et pronunciare (1) per se vel per notarium, omni hora et in omni loco, dictis partibus presentibus vel absentibus, aut una earum presente et altera absente, die feriata vel non feriata, in scriptis vel sine scriptis, et omnia inde facere possint que inde facere voluerint. Et promiserunt dicte partes compromittentes altera alteri ad invicem tenere perpetuo ac servare quicquid dicti arbitri seu arbitratores de predictis et super predictis questionibus quoquo modo duxerint ordinandum et statuendum, sub pena .l. libr. turon. minutorum qui vocantur ternaes ad invicem stipulata et promissa danda et solvenda parti parenti a parte non parente; ex qua pena si comittetur, pars parens habeat et habere debeat medietatem, et alteram medietatem, habeat et habere debeat fabrica seu opus ecclesie Sancti Pauli Narbone. Qua quidem pena comissa, exacta etiam et soluta, si comitti, exigi sive solvi contigerit, dictum, sententia seu pronuntiatio dictorum arbitratorum seu arbitratorum in sua nichilominus remaneat perpetuo roboris firmitate. Et renunciaverunt ipse partes ex pacto et expresse juri quo possent recurrere seu recursum habere ad arbitrium boni viri, et omni appellationi et provocationi, et illi autentice decernimus que videtur inhibere ne compromissum fiat cum religione juramenti, et illi etiam juri quod prohibet ne tamen compromittatur in duos, et omnibus aliis juribus et legibus quibus contra hoc venire possent quoquo modo. Et voluerunt eodem partes quod daret hoc compromissum hinc ad prius veniens festum sancti Michaelis septembris. Et ita hec omnia ipse

---

(1) *Ms.* pronounciationer.



partes tenere et servare perpetuo promiserunt illibata et contra ea nunquam venire ullo modo et hoc promiserunt altera alteri ad invicem sub ypotheca rerum suarum; et per firmam stipulationem et suam bonam fidem et predictus Bonetus Contastini promisit dicto procuratori sub dicta pena se facturum et curaturum cum effectu quod predicti pro quibus compromittit et quilibet ipsorum semper tenebunt et servabunt illibatam dictam sententiam et prononciationem et omnia et singula supradicta. Hujus rei sunt testes Berengarius Amaroni, burgensis Narbone, Petrus Boneti, jurisperitus, Bernardus Hospitalerii, macellator, et Vesianus Guiraudi, notarius infrascriptus.

Post hec, anno predicto, .iiii<sup>o</sup>. kal. octobr., nos Raimundus Portalis et Bernardus Ycherii, major dierum, de Curciano, arbitri arbitratores seu amiables compositores a partibus supradictis comuniter electi, prout supra in dicto compromisso plenius continetur, visis, auditis et diligenter intellectis et examinatis questionibus supradictis et rationibus partium predictarum et omnibus et singulis que coram nobis ipse partes proponere et producere voluerunt, predictas questiones terminamus et diffinimus et de ipsis pronunciamus in hunc modum:

In primis dicimus, asserimus et pronunciamus quod totus ille asservus salis, qui est in salerio Petri Garrigue de Curciano, est domine Maynarde supradicte et ad eam pertinet pleno jure ex successione Johannis Vitalis condam filii sui et nepotis sui condam filii ejusdem Johannis, cum ipsa successit.

Item dicimus et pronunciamus quod totum illud seagium salis, quod est juxta dictum asservum a parte altani, fuit et est de societate dicti domini Boneti Contastini. Quare volumus, dicimus et mandamus quod omnes denarios qui inde exiverunt et pervenerunt et quos recepit dictus Guiraudus de Opiano vel alius pro eo, idem Guiraudus reddat,

tradat et restituat eidem domino Boneto Contastini et societati sue, sine parte aliqua quam non retineat vel retinere debeat ex eisdem.

Item dicimus, mandamus et pronunciamus quod ex illis tribus milibus et quingentis semalibus salis quas dicta domina Maynarda vel alius, suo nomine aut pro ipsa, recepit et traxit de salerio mei dicti Bernardi Yeherii, ipsa domina reddat et restituat duas partes dicto domino Boneto et societati sue sine aliqua questione, cui societati ipsas duas partes dicimus veraciter et asserimus pertinere. Super residua vero tercia parte illius salis volumus adhuc plenius deliberare; quare de seu super ea non pronunciamus aliquid, set inde consilium et deliberationem retinemus hinc ad prius veniens festum Omnium sanctorum. Et si citra idem festum aliquod ambiguum seu obscurum in hac nostra pronunciatione seu sententia apparet, illud intendimus declarare infra idem festum et emendare, et hanc potestatem nobis super hoc retinemus. Et hec omnia mandamus a dictis partibus teneri et servari perpetuo illibata sub pena in dicto compromisso contenta. Actum est hoc in presentia et testimonio Guiraudi Boneti, burgensis Narbone, Berengarii Vesiani, notarii, Guillelmi Olivarii, mercatoris, et mei Vesiani Guiraudi, notarii Narbone publici, qui hec omnia scripsi et in formam publicam reddegi.

(Pièce parch., orig.)

## LVII

**1306** — 9 des kalendes de janvier (24 décembre). — **1311** — 11 des kalendes de juillet (21 juin). — Quittances délivrées aux consuls du Bourg, débiteurs des juifs Samuel Bonmancip Lescaleta et Vidal Mossé, par le receveur des dettes des Juifs.

I. Noverint universi quod ego Bernardus Rasoris, mercator Narbone, ad levandum et recipiendum debita que Judeis Narbone debebantur deputatus per venerabilem virum dominum Gerardum de Cortona, clericum domini nostri regis, et nobilem virum dominum Petrum de Machirino, militem domini regis, ejus constabularium Carcassone, tenentem locum nobilis viri domini Johannis de Alneto, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, in eadem senescallia auctoritate regia super facto Judeorum Narbone destinatos, habui et recepi a Bernardo Bardine, consule Burgi Narbone, pro se et nomine aliorum consulum *[sic]* Burgi Narbone .xxxiiij. libr. .vj. s. .viij. d. tur. parvorum de Turonis valentes .c. libr. debilis monete, de quodam debito .cxxv. libr. tr. in quo Samieli Bonimancipii Sescaleta et Vitali Mosse, Judeis Narbone, consules Burgi erant obligati cum instrumento facto per G<sup>m</sup> Recordi, notarium Narbone, anno Domini .m<sup>o</sup> ccc<sup>o</sup> iiij<sup>o</sup>. pridie nonas augusti, ut dixit. De quibus .xxxiiij. libr. .vj. sol. .viij. d. tur. predictis in nomine domini regis teneo bene perpaccatum et contentum, hoc salvo quod de residuo dicti debiti quod dixit esse usura et valore monete stabit voluntati domini regis. In cujus rey testimonium sigillum meum duxi presentibus apponendum.

Actum et datum Narbone .ix°. kal. januarii anno Domini .m°.ccc°. sexto.

(Pièce parch., orig.; traces de sceau sur queue).

II. Noverint universi quod Bernardus Rasoris de Narbona, valletus domini nostri Francie regis, ad levandum et recipiendum debita que Judeis condamn Narbone debebantur deputatus per venerabilem virum dominum Gerardum de Cortona, canonicum Parisiensem, clericum domini regis, super facto Judeorum senescallie Carcasone et Bitterris auctoritate regia destinatum, habui et recepi a Bernardo Bardine, consule olim Burgi Narbone, per manus etiam clavariorum consulatus dicti Burgi de debito .c. libr., remota usura, xxv libr. in quo Samieli Bonimacipii Sescaseta et Vitali Mosse, Judeis, erant consules dicti Burgi obligati cum instrumento facto anno Domini .m°.ccc°.iiij., .ij. nonas augusti, pro valore monete dicti debiti michi predicto receptori exoluti, habito respectu ad tempus mutui recepti, scilicet .xliij. libr. .xviij. sol. .iiij. dr debilis monete de quibus reputo me contentum. In cujus rey testimonium sigillum meum duxi presentibus apponendum. Actum et datum Narbone .xj. kal. julii anno Domini .m°.ccexj.

(Pièce parch., orig.; traces de sceau sur queue. Cette pièce est attachée à la précédente) (1).

---

(1) Les archives de Narbonne possèdent deux autres quittances rédigées aux mêmes dates par le même receveur, pour les consuls du Bourg, dans les mêmes termes, sauf les différences signalées plus loin, et disposées de la même manière. La somme reçue par la première quittance est de 8 liv. 6 s. 8 d. tourn. valant 25 liv. de monnaie faible sur une dette de 31 liv. 5 sous tourn. contractée par les consuls envers les juifs David Vidal de Malguers et Bondia de Surgeiras, le 11 des kalendes de janvier 1304. Voici la seconde quittance, moins le nom et les qualifications du receveur identiques avec ceux du n° II.

«... habui et recepi a Bernardo Bardine, consule olim Burgi Narbone,

## LVIII

**1307 à 1317 — VENTE A L'ENCAN DES BIENS DES JUIFS EXPULSÉS.**

A. **1307** — 10 des kalendes d'octobre (22 septembre). — Vente aux frères Peire et Bernat Belshom d'une pièce de terre confisquée sur le juif Jacob Sassala.

Anno dominice incarnationis millesimo trescentesimo septimo, videlicet decimo kal. octobris, domino Philippo, Dei gratia rege Francorum, regnante. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos Gerardus de Cortona, canonicus Parisiensis, domini nostri Francie regis clericus, super Judeorum negociis senescallie Carcassone et Bitteris auctoritate regia destinatus et spetialiter ad vendendum, distrahendum, explectandum et tradendum bona omnia mobilia et immobilia Judeorum Narbone et aliorum locorum senescallie predicte, que eorum captionis tempore tanquam sua propria possidebant, prout in subscriptis litteris regis plenius continetur, idcirco, nomine domini

---

et a clavariis dicti consulatus de debito .xxv. libr. remota usura, .vj. libr. .v. sol. in quo Davidi Vitalis de Malgoriis et Bondie de Surgeriis, Judeis, erant obligati G. Portalis, Dalphinus, Berengarii (*sic*), Amorosii (*sic*), Raimundus Corneti et Bernardus Sabbaterii, consules dicti Burgi, cum instrumento facto anno Domini .m. ccc. iiii<sup>e</sup>. .xj. kal. januarii, pro valore monete dicti debiti michi exoluti, habito respectu ad tempus mutui recepti, scilicet .x. libr. .xiiij. sol. .viij. d<sup>r</sup> debilis monete, de quibus pro michi receptori reputo me contentum. In cujus rey testimonium sigillum meum duxi presentibus apponendum. Actum et datum Narbone .xj. kal. julii, anno Domini .m. ccc. xj. »

Un acte du 18 décembre 1304 donne en entier les noms des consuls mentionnés ici d'une manière peu exacte ; ce sont : Bernardus Dallini, Berengarius de Ripparia, Guillelmus Portalis, Raimundus Corneti, Bernardus Sabbaterii, Bernardus Amorosii.



nostri regis, auctoritate et potestate nobis super hoc per dominum nostrum regem atributa, vendimus et titulo pure ac perfecte venditionis irrevocabiliter tradimus et concedimus perpetuo sive quasi vobis Petro Bellihominis et Bernardo Bellihominis, fratribus, fusteriis Narbone, videlicet unam quartayratam vinee quam Jacob Sasala, Judeus olim Narbone, comorans in Bellovidere Narbone, habebat in terminio Burgi Narbone in loco vocato ad Clauzellos, que fuit extimata valere per probos homines de Narbona, ad hoc de mandato nostro deputatos, septuaginta solidos turon. bone monete et fortis. Dictamque quartayratam vobis et vestris vendimus, ut dictum est, tanquam plus offerentibus et dantibus, pluribus preco-nitzationibus et ditis precedentibus. Que quidem quartayrata vinee affrontat de altano in via, de meridie in vinea que fuit Johannis Argenterii, de circio in honore Bernardi Serra quondam, de aquilone in vinea Alexandri Barberii. Predictam autem venditionem predicte vinee superius confrontate cum suis introytibus et exitibus, aliisque suis juribus, undique pertinentiis universis, cum omni jure quod dominus noster rex habet in eadem vinea ratione captionis Judeorum et confiscationis bonorum vel alio quoquo modo, et cum illo jure quod dictus Judeus ante dictam captionem Judeorum habebat, ac etiam cum omni valore quem nunc habet vel habebit in futurum, vobis et vestris heredibus et successoribus tanquam plus offerentibus, eo meliori modo et jure quibus possumus et nobis permissum est, regia auctoritate, vendimus et concedimus, et hoc pro precio quatuor librarum et quindecim solidorum tur. bonorum, decurribilium et fortium solvendarum per vos et vestros Bernardo Rasoris, mercatori Narbone, receptori Narbone, per nos deputato ad recipiendum hujusmodi peccuniam levatam de bonis Judeorum Narbone, nomine domini regis recipienti de die in diem, ad voluntatem nostram. Ideoque, ab hac

die in antea dictam vineam, eo modo quo dictus Judeus ipsam possidebat et tenebat, vos et vestri a modo habeatis, teneatis et possideatis, totamque vestram voluntatem ibi et inde perpetuo faciatis (1), salvo jure in omnibus et per omnia domini a quo tenetur, si ab aliquo directo dominio teneatur, cui solvetis census et deveria consueta; omnesque actiones et omnia jura domino nostro regi competentes et competentia occasione captionis et successionis dictorum Judeorum, vel alio quoquo modo in dicta vinea, ipsius domini regis nomine, in vos et vestros transferimus et nobis attributa auctoritate super hoc transportamus; constituentes etiam nos dictam vineam, nomine domini regis, precario vestri nomine possidere, donec de eadem possessionem adhepti fueritis corporalem. Quam possessionem vobis in presenti resignamus et per presentis instrumenti concessionem vos inducimus de eadem. De qua quidem vinea et jure suo suisque pertinentiis universis dominus noster rex faciet vobis et vestris bonam et legualem guirentiam ac deffentionem legitimam a cunctis amparatoribus et perturbatoribus in quantum de jure fuerit, sub omni juris renunciatione et cautela; vobis nichilominus injungentes expresse quod si in dicta vinea thesauros vel pecunias, nunc vel in posterum contingeret invenire vos vel vestros, id domino nostro regi vel suis gentibus reveletis sine mora, sub pena pro thesauris in regno Francie inventis et domino regi recelatis statuta, quam vos et vestros si invenire contingeret incurrere volumus nisi, ut dictum est, domino nostro regi vel suis gentibus revelaveritis supradicta. Que omnia et dictam vineam cum hoc presenti instrumento

---

(1) Le mot *faciatis* n'est pas dans le texte. Je le rétablis d'après un acte analogue donné par Saige, *Juifs du Languedoc*, p. 275. Le scribe a écrit *ppc* et laissé un blanc. Il semble avoir recommencé à écrire *perpetuo*, s'être aperçu de sa méprise et avoir laissé, pour y inscrire le mot convenable, un blanc qu'il a négligé de remplir.

vobis et vestris concedimus, jure cujuslibet alterius domini in omnibus semper salvo.

Nos vero Petrus Bellihominis et Bernardus, fratres predicti, venditionem predictam per vos dictum dominum Gerardum, dicti domini regis nomine, nobis factam de predicta quartayrata vinee recipientes, ipsamque ratam et gratam habentes, promittimus per firmam et validam stipulationem solvere dicto Bernardo Rasoris, nomine domini regis recipienti, tibi que subscripto notario, pro eodem domino rege hanc obligationem predictam stipulanti, precium predictum dicte vinee de die in diem ad vestram voluntatem sub ypotheca rerum nostrarum et specialiter dicte vinee (1) et sub juris renunciacione pariter et cautela.

*Suivent les lettres de Philippe IV, du 15 mai 1307, commettant Gérard de Courtonne pour poursuivre dans la sénéchaussée de Carcassonne la saisie et la vente des biens des Juifs (2).*

Acta fuerunt hec Narbone, anno et die predictis, in domo domini (3) archidiaconi Corbariensis in ecclesia Narbonensis, in presentia et testimonio domini Durandi Rogerii, rectoris ecclesie de Traussano, Raimundi Johannis de Ulmo, burgensis Narbone, magistri Petri Vitalis, notarii, Johannis Taurelli, campsoris, Bernardi de Lesinhano, burgensis, magistri Bernardi de Feudo, notarii de Asiliano, et magistri Bernardi Amati de Tribusbonis in tota senescallia Carcassone et Biterris auctoritate regia publici notarii, qui requisitus predictis interfuit et stipulationem predictam recepit, et mandatus per dictum dominum Girardum hanc cartam recepit; vice ejus et mandato, ego

(1) Ms. unie.

(2) Ces lettres ont été publiées par Saige, *Juifs du Languedoc*, p. 272.

(3) Le nom a été laissé en blanc.

Guillelmus Cerdani, clericus Narbone, hec omnia scripsi ;  
egoque idem Bernardus Amati, publicus notarius antediec-  
tus, subscribo  
atque signo



*Au verso :* Aiso es la del malol qu'es a las Clausas de La  
Morguia e pertoca an P. e B. Belshom, fustiers.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1307** — 5 des ides d'octobre (11 octobre). — Vente aux  
consuls de la Cité de maisons et autres immeubles confisqués  
sur les juifs Momet Tauros et Samuel Vidal de Scaleta.

Anno dominice incarnationis millesimo trescentesimo  
septimo, videlicet quinto idus octobris, domino Philippo,  
Dei gratia rege Francorum, regnante. Noverint universi  
cartam presentem inspecturi tam presentes quam futuri  
quod nos, Gerardus de Cortona, canonicus Parisiensis,  
illustris Francie regis clericus, ad partes senescallie  
Carcassone et Biterris super negociis Judeorum auctoritate  
regia destinatus, captis dudum Judeis qui reperti fuerunt  
morati apud Narbonam in senescallia predicta et a regno  
Francie exulatis et ejectis, ac eorum bonis omnibus captis  
et saysitis et ad manum domini nostri regis positis, anno-  
tatis et descriptis juxta ordinationem ipsius domini regis  
super hoc editam, prout in singulis captionibus, annota-  
tionibus et descriptionibus ac inventariis inde factis per  
comissarios a nobis super hoc deputatos continetur; cum-  
que etiam inter cetera Judeorum bona per inventaria  
predicta inde confecta repertum fuerit quod Mometus  
Taurosii, Judeus, alio nomine vocatus Rex Judeus Nar-  
bone, per ordinationem predictam dudum captus et a

regno Francie exulatus. hospicia infrascripta seita in Judaycis majoribus Narbone, partis domini (1) vicecomitis Narbone, habebat et tanquam sua propria tenebat et possidebat per se vel per alium seu alios tempore captionis ejusdem, videlicet unum hospicium quod est in cortada seita in Judaycis predictis que dicebatur seu vocabatur comuniter Cortada Regis Judei predicti, quod affrontatur de altano in manso Raymundi Avinionis, de meridie in androna. Item aliud hospitium quod confrontatur de circio in Curtada predicta, de altano in tenentiis Raymundi Avinionis. Item aliud hospitium quod est infra dictam Curtadam confrontatum de meridie et circio in Cortada. Item duo hospicia que sunt infra dictam Curtadam, in quibus morabatur Vitalis de Salve, confrontata de altano in Curtada, de aquilone in domo Samielis (2) Vitalis de Scaleta. Item sex hospicia que sunt coram hospicio Davini de Malgorio, confrontata de circio in carraria, de meridie in tenentiis Petri Foraville, que quidem hospicia de francho alodio dictus Judeus tenere dicebatur. Item quatuor portalia domorum inter sotulos et solerios seitarum in Fustayria Civitatis, confrontatarum de altano in androna, de meridie in carraria. Item aliud hospicium in dicto loco scituum, confrontatum de meridie in carraria. Item duo hospitia que sunt ante hospicium Berenguarri Christofori, confrontata de altano in carraria, de meridie in tenentiis Johannis de Avinione. — Item cum repertum fuerit quod Samiel Vitalis l'Escaleta unum hospicium habebat ejus tempore captionis, in quo morabatur magister Abraham, confrontatus de circio in Curtada, de aquilone in carreria.

Que quidem hospicia sic superius confrontata et desi-

(1) Le nom du vicomte est resté en blanc.

(2) Comme on a pu le voir déjà au n° LIV, les documents narbonnais portent *Samiel* pour *Samuel*.



gnata tempore confectionis inventarii, de eisdem facta extimatione legitima per probos homines ad infrascripta deputatos, fuerunt extimata valere comuni extimatione quingentas quinque libras turonensium parvorum, videlicet duo hospicia que sunt ante domum Berenguarri Christofori septuaginta libr., et alia hospicia que fuerunt Regis Judei trescentas .iiij<sup>xx</sup>. libr., et hospicium quod fuit Samielis Vitalis quinquaginta quinque libr. turon., prout Bernardus Molinerii, bajulus Narbone domini regis, et Bernardus Rasoris, valletus domini regis, receptor pecunie que levatur de bonis Judeorum Narbone, comissarii ad infrascripta per nos deputati, suo juramento nobis retulerunt; recepto etiam mandato speciali a domino nostro rege litteratorie nobis facto de omnibus bonis, que Judei senescallie Carcassone predictæ et specialiter in civitate et diocesi Narbonensi morari solebant eorum tempore captionis habebant et ut sua propria possidebant tempore captionis eorundem, vendendis et distrahendis et explectandis pro domino nostro rege et ejus nomine, prout in litteris ejusdem domini regis super hoc nobis directis, quarum tenor inferius est insertus, continetur. Quarum auctoritate litterarum, cum die jovis nuper proxime preterita apud Biterrim pro consimilibus Judeorum negociis accedere haberemus, eisdem bajulo et receptori comiserimus per litteras nostras nostro sigillo sigillatas, tenor quarum inferius subsequetur, quod, precedentibus legitimis subastationibus, bona immobilia que fuerunt Judeorum Narbone venderent et traderent plus offerentibus ad inquantum. Ipsique bajulus et receptor, nostri comissarii predicti, factis et precedentibus, nedum semel, ymo pluries, debitis et congruis ac sufficientibus proclamationibus, preconizationibus et subastationibus a dicto tempore citra et antea, diu est, per Civitatem et Burgum Narbone de ipsis hospiciis vendendis venalibus expositis diversis diebus et horis, dieque certa et hora ad tradendum

et concedendum eadem plus offerenti ad inquantum et candelam extinctam, que in traditione eorundem accensa fuit precise et peremptorie assignata, et aliis sollempnitatibus (1) que in rebus fiscalibus vendendis in senescallia predicta observari consueverunt et adhiberi observatis et adhibitis, vendiderint die lune proxime preterita ex parte domini nostri regis et pro ipso ac nomine ejusdem, auctoritate comissionis predictæ a nobis auctoritate regia sibi facte, et titulo pure et perfecte venditionis irrevocabiliter tradiderint, sive quasi, et concesserint Guillelmo Mainardi et Bernardo Rayambaudi, civibus Narbone, regentibus auctoritate regia consulatum Civitatis Narbone, ibidem tunc presentibus, pro se et aliis suis conregentibus consulatum predictum, tam presentibus quam absentibus et futuris eorum successoribus, et pro tota universitate Civitatis Narbone, tanquam plus offerentibus ad inquantum per candelam extinctam, die lune predicta ad hoc assignata eis, excaduta, tradita et concessa hospicia supradicta superius sic confrontata et designata per confrontationes per ipsos sic designatas. Et ipsam venditionem hospiciorum predictorum cum omnibus eorum pertinentiis suisque juribus, introitibus et exitibus interioribus et exterioribus, et aliis suis undique pertinentiis, nomine domini nostri regis, et pro ipso, ut premititur, eisdem regentibus fecerint et concesserint tanquam plus offerentibus et dantibus in eisdem hospiciis, precio videlicet septingentarum septuaginta librarum turonensium parvorum bone monete et fortis, scilicet duo hospicia que sunt ante domum dicti Berenguarii Christofori precio centum decem librarum turonensium parvorum, et alia hospicia que fuerunt Regis Judei precio quingentarum sexaginta librarum turonensium, et hospitium quod fuit Samielis Vitalis precio centum librarum turonensium, valentium

---

(1) *Ms.* sollempnitatibus.

inter omnia de moneta debiliū turonensium duo milia trescentas decem libras per ipsos regentes domino nostro regi aut ejus mandato vel nostro, seu Bernardo Rasoris, receptori predicto, nomine domini regis recipienti, dandarum et solvendarum in Narbona, de die in diem, ad ipsius domini regis vel nostram seu receptoris predicti voluntatem, monitionem et petitionem, peremptorie et precise, ac sine dilatione et diffugio quibuscumque, prout hec omnia per dictos bajulum et receptorem, nostros commissarios predictos, nobis suo juramento fuerunt die presenti pro jure regio reportata. Ideoque, nos Gerardus de Cortona predictus, attendentes extimationem et venditionem hospiciorum predictorum, videntesque utilitatem domini nostri regis in hiis et venditione predicta per dominos commissarios facta expedire, nomine domini nostri regis et pro ipso, eo meliori et utiliori modo et jure ac meliori intentione qua possumus et nobis a regia magestate est permissum et concessum per litteras regias infrascriptas, venditionem hospitiorum predictorum dictis regentibus, quo supra nomine, per dictos commissarios nostros, ut jam dictum est, factam approbantes, confirmantes et ratam habentes atque gratam, prout facta est, ipsi venditioni hospiciorum predictorum assentimus et consentimus; ipsamque venditionem ac hospitia predicta superius sic confrontata vobis Guillelmo Maynardi, civi et regi predicto, presenti pro vobis et dicto Bernardo Rayambaudi et aliis vestris conregentibus absentibus ac nunc in dicto regimine consulatus Civitatis predictę existentibus et pro successoribus futuris etiam regentibus ac universitate Civitatis predictę, et singulis ejusdem, et tibi notario infrascripto tanquam persone publice pro ipsis absentibus regentibus, tam nunc existentibus, quam etiam futuris successoribus, et pro tota universitate predicta stipulantibus et recipientibus in presenti, ex certa scientia atque gratis incartamus, et de novo concedimus cum presenti

publico instrumento, precio per vos oblato in eisdem superius contento septingentarum septuaginta librarum turenensium parvorum de Turonis bone monete et fortis valentium .ij<sup>m</sup>. .iiij<sup>c</sup>. x. libras monete debilium turenensium predictorum, per vos regentem et vestros conregentes predictos domino nostro regi aut nobis seu Bernardo Rasoris, receptori predicto, dandarum et solvendarum in Narbona, prout jam superius recitatum est et notatum et per vos promissum extitit in venditione vobis facta supradicta. Ideoque, sic faciendo, predicta hospitia vobis, dicto precio, quibus supra nominibus, vendita ex nunc et de cetero in perpetuum eo modo et illis juribus et actionibus quibuscumque quo et quibus ex qualicumque causa, titulo juris vel ratione dicti Judei, per se vel per alium, eorum nomine, ante tempus seu tempore captionis eorundem et bonorum suorum ea tenebant, habebant et tanquam sua propria possidebant, vos et vestri successores, regentes consulatum predictum, et universitas predicta per vos vel per alium seu alios ad vestrum beneplacitum et totum voluntarium intellectum habeatis, teneatis et possideatis in totum vel in partem, et de eis aut parte eorundem vestram faciatis in omnibus et per omnia voluntatem, commodum et utilitatem tanquam de re vestra et vobis et regentibus, vestris successoribus, ac universitati predictae et utili dominio vestro apropiata et concessa, ita quod si aliqua hospitiorum predictorum dicti Judei pro seu de franco alodio per se vel per alium habebant vel tenebant, quod illa talia tanquam franca et libera ab omni servitute, prout Judei tenebant, de franco et libero alodio habeatis et teneatis, et eo jure et titulo quo ipsa possidebant de ipsis dando et aliter transportando facere valeatis vos et vestri successores vestram francam et liberam voluntatem. Si vero aliqua sint hospitiorum predictorum que censualia essent helemosine vocate Judeorum, aut censum seu usaticum ipsi helemosine seu quovis alteri Judeo dare

seu prestare deberent, ipsa usatica talia sive census omnino tollimus, cassamus penitus et amovemus de eisdem, illa talia vobis remitendo. Tamen si predicta hospitia aut aliqua eorundem ab aliquo directo domino et sub directo domino teneantur seu dicti Judei ea possidebant, volumus quod illa possitis dare et cuicumque volueritis transportare, exceptis sanctis et militibus, consilio tamen domini vel dominorum a quo vel quibus tenentur, si ab aliquo vel aliquibus teneantur; et in hoc casu illi domino vel illis a quo vel quibus tenerentur vos et vestri successores dabitis census, usatica et deveria consueta, de ipsisque, more in Narbona solito, vestram faciatis in omnibus et per omnia voluntatem; cedentes et transportantes, nomine domini nostri regis et pro ipso, inde vobis et vestris successoribus et universitati predictae et singulis de eadem omnino omnia jura et actiones quascumque domino nostro regi competentes et competentia in ipsis hospitiis vel proprietatibus eorundem occasione captionis et exilii Judeorum predictorum vel aliter ullo modo; constituentes, domini regis nomine et pro ipso, nos dicta hospitia vestro precario nomine possidere et tenere, donec de eisdem possessionem adhepti fueritis et receperitis corporalem, quam in presenti vobis resignamus et vos, quo supra nomine stipulantes, in corporalem juris et facti possessionem civilem et naturalem de eisdem per cuiusdam clavis traditionem inducimus et per presentis publici instrumenti concessionem. Et si plus valent hospitia supradicta aut de cetero prevalebunt precio venditionis antedicto, totam magisvalentiam et valorem quantamcumque sit et cujuscumque quantitatis, nomine domini regis et pro ipso auctoritate qua fungimur, ex certa scientia, vobis damus atque vestris successoribus et universitati predictae et tibi notario infrascripto, quo supra nomine stipulanti pro eisdem. De quibus quidem hospitiis supradictis et juribus suis universis totalibus et particula-



ribus dominus noster rex faciet vobis et vestris successoribus et universitati predictæ bonam et legualem guirentiam et deffentionem legitimam a cunctis amparatoribus et perturbatoribus universis, in quantum de jure fuerit, sub omni renunciatione juris pariter et cautela. Expresse vobis et vestris successoribus ac universitati predictæ injungentes quod si in predictis hospiciis aut eorum altero thesauros vel peccunias, nunc vel in posterum, contingerit invenire, id domino nostro regi vel gentibus suis reveletis et manifestetis sub pena pro thesauris in regno Francie inventis et domino nostro regi recelatis statuta, quam penam vos et vestros successores et universitatem predictam et a vobis seu vestris successoribus et universitate predicta causam habentes, si invenire contingeret, incurrere volumus nisi, ut dictum est, id domino nostro regi vel gentibus suis revelaveritis et manifestaveritis sine mora. Que omnia superius contenta et hospicia supradicta, modo quo supra, cum presenti publico instrumento, vobis et vestris successoribus et universitati predictæ concedimus, incartamus et eidem assentimus, jure domini nostri regis in aliis et in omnibus alterius cujuslibet sēper salvo.

Ego vero Guillelmus Maynardi, regens predictus, hospitia supradicta per vos dictum dominum Gerardum nobis incartata in presenti et ipsorum incartamentum et concessionem modo et forma quibus supra recipiens et predicta omnia grata habens et acceptans, promitto vobis domino Gerardo predicto, pro me et nomine aliorum regentium consulatum predictum et pro tota universitate Civitatis Narbone predicta, et tibi notario infrascripto, tanquam persone publice pro domino rege et ejus nomine stipulanti et recipienti, precium supradictum dictorum hospitiorum venditionis per dictos commissarios vestros nobis facte et per vos incartate domino nostro regi aut ejus mandato vel vobis seu Bernardo Rasoris predicto, nomine domini regis

recipienti, de die in diem, ad monitionem et voluntatem vestram vel dicti receptoris dare et solvere in Narbona precise. Ad hoc, ex cetera scientia, pro me et aliis conregentibus meis et pro tota universitate predicta obligans specialiter dicta hospitia et generaliter omnia alia ubique bona consulatus predicti presentia et futura.

*Suit la lettre de commission de G. de Courtonne, du 15 mai 1307 (1).*

Tenor etiam littere comissionis facte bajulo et Bernardo Rasoris predictis, de qua supra mentio habetur, noscitur esse talis: Gerardus de Cortona, canonicus Parisiensis, illustris Francie regis clericus, ad partes senescallie Carcassone et Biterris super facto seu Judeorum negociis auctoritate regia destinatus, dilectis suis Bernardo Molinerii, bajulo Narbone domini regis, ac Bernardo Rasoris de Narbona, valletto ejusdem domini regis, et eorum alteri salutem et dilectionem. Inchoatum per nos negocium venditionum bonorum immobilium que condam fuerunt Judeorum Narbone aliis super dicto negotio occupati nosque apud Biterrim pro hiis accedere habeamus, vobis comitimus perficiendum, mandantes vobis quatinus, factis et precedentibus legitimis subastationibus et preconizationibus, ipsa bona plus offerentibus ad inquantum diebus assignatis ad tradendum vendatis, distrahatis nomine domini regis, ac concedatis pro justis precii domino nostro regi aplicandis. Que enim per vos in premissis acta sunt et que feceritis nomine domini regis rata habemus et habebimus atque grata, mandantes omnibus et singulis dicte senescallie subditis quod in premissis vobis pareant et intendant, parerique et intendi faciant diligenter. Datum

---

(1) Saige, *Juifs du Languedoc*, p. 272.

Narbone quinto nonas octobris, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. septimo.

Actum et incartatum Narbone in domo que esse dicitur domini archidiaconi Corbariensis, in presentia et testimonio magistri Guillelmi Catalani, jurisperiti, Bernardi de Sancto Justo, domicelli, Raimundi de Avinione, Johannis de Avinione, Johannis Tuyssani, Bernardi Rasoris, junioris, Bernardi Rogerii, Johannis Lautardi, civium Narbone, magistri Martini Turte, notarii de Limoso.

Postque anno quo supra, videlicet sexta die mensis decembris, Bernardus Ryambaudi et Bernardus Dalmatii, cives Narbone, regentes, ut dicebant, consulatus Civitatis Narbone, pro se et aliis suis conregentibus et successoribus suis, regentibus consulatum predictum, et pro tota universitate Civitatis predictæ, ut asserebant, existentes in domo domini archidiaconi Corbariensis predicta apud Narbonam, ante presentiam venerabilis et discreti viri domini Gerardi de Cortona predicti, exposuerunt dicentes quod, cum anno et die primo supradictis de predictis domibus sive hospiciis venditionem ipsis regentibus factam per Bernardum Molinerii, bajulum, et Bernardum Rasoris, comissarios predictos, ut supra contentum est, incartasset, et ex post intellexissent quod sub anno presenti, videlicet ante incartamentum predictum sub data octava die mensis octobris, licet venditio predictorum diu ante per dictos comissarios regentibus consulatum predictum facta esset et concessa tanquam plus offerentibus ad inquantum, juxta incartamentum supradictum, dictus dominus Gerardus receperat quasdam patentes litteras domini nostri regis quod a distractione bonorum immobilium Judeorum, quos domini (1) archiepiscopus, vicecomes Narbone suos fuisse dicebant, usque ad festum beati Andree, apostoli, proxime preteritum supercederet, licet

---

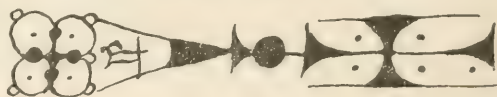
(1) Les noms de l'archevêque et du vicomte sont restés en blanc.

predicta satis sufficienter sint incartata eisdem et tempore debito ante presentationem litterarum predictarum vendita et concessa, ut dixerunt; ne tamen predicta alicui vertantur in dubium, supplicarunt eidem domino Gerardo, pro se et nomine quo supra, quatinus venditionem et concessionem et incartamentum predictas eisdem regentibus confirmaret juxta rei veritatem ex parte regia et approbaret, concederet et de novo venditionem eisdem faceret ad majorem premissorum firmitatem de premissis. Qui quidem dominus Girardus eorum supplicationi predictæ annuens, informatus, ut dixit, sufficienter per bajulum et Bernardum Rasoris, commissarios predictos, quod predicta tempore debito ante presentationem litterarum predictarum fuerunt debite et legitime incartata, subastata, et ipsis regentibus tanquam plus offerentibus concessa precio supradicto, prout in carta precedenti plenarie continetur, auctoritate domini nostri regis sibi concessa per litteras quarum tenor superius est scriptus, eisdem Bernardo Rayambaudi et Bernardo Dalmatii, regentibus presentibus, pro se et aliis conregentibus et eorum successoribus, et pro tota universitate Civitatis Narbone, ac michi notario infrascripto pro absentibus, tanquam persone publice, stipulantibus et recipientibus, venditionem predictorum omnium factam regentibus consulatum predictum et incartamentum eorundem supra contentum, transacto festo beati Andree predicto, sub pactis promissionibus stipulationibus, intimationibus, conventionibus, conditionibus, cessionibus a me dictis et jam supra in incartamento predicto contentis, et pro precio in dicto (1) incartamento venditionis predictæ contento, et sub obligatione dicti precii per predictos regentes innovata, gratis facta et promissa sub forma et modo predictis, quibus dictus Guillelmus Maynardi pro eodem precio exsolvendo domino nostro regi se

---

(1) Dans le ms. le mot *dicto* est répété deux fois.

obligavit supra, de novo approbavit, confirmavit, rattificavit, concessit et vendidit eisdem regentibus in presenti, prout melius et utilius potest et debet et sibi auctoritate regia est concessum. Actum anno et die ac in loco proxime dictis, in presentia et testimonio nobilium Bernardi de Sancto Justo de Narbona, Berenguarii de Oviliano, Guillelmi Durbauni de Durbanno, domicellorum, Raimundi Maurini, domicelli de Sanla, diocesis Narbonensis, magistri Johannis de Sancto Justo, notarii de Sparazano, Bernardi Cazanova de Narbona, et Raymundi Folcaudi de Villagalensis, diocesis Carcassone, publici in tota senescallia Carcassone et Biterris auctoritate regia notarii, qui premissis omnibus et singulis supradictis, ut premituntur, presentia interfuit, et requisitus notam omnium premissorum recepit; vice cujus et mandato, ego Guillelmus Cerdani, clericus Narbone, hec omnia scripsi. Ego idem Raimundus Folcaudi, notarius auctoritate regia publicus antedictus, qui predictis interfui, hanc cartam recepi et predicta stipulatus fui, subscribo atque signo.



*Au verso:* Carta que cossols de Sieutat compreron de [m<sup>o</sup>] Girat de Cortona, comessari deputat per nostre senhor lo rei de Franssa sobrel fai[t de]ls Juzieus l'ostal que fone d'en Mamet Tauros, juzieu, per autre nom apela[t R]ei Juzieu, e d'autres hostals tenentz ab l'ostal desus dit en local ostal·feron [lo] cossolat de Sieutat.

(Pièce parch., orig.) (1).

(1) Les archives de Narbonne possèdent, en outre, l'acte constatant la vente faite aux consuls de la Cité de cinq maisons sises dans les Grandes Juiveries. Trois de ces maisons avaient appartenu à Samuel Vidal de Scaleta, et elles avaient été estimées 45 livres, une autre estimée 10 livres avait appartenu à



**C. 1317** — 3 des ides d'octobre (13 octobre). — Quittance donnée par Bernat Raseire, alias Sanche, aux consuls de la Cité de la somme qu'il avait payée pour eux lorsqu'ils achetèrent les maisons des Juifs.

Anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo, domino Philippo, rege Francorum et Navarre, regnante, tercio idus octobris. Noverint universi quod ego Bernardus Raserii, alias dictus Sanxii, mercator Narbone, major diebus, confiteor et in veritate recognosco vobis dominis Berengario de Fraxino, Guillelmo Maynardi, Johanni Taurelli, Bernardo Lespinhani et Johanni Adressa, consulis Civitatis Narbone presentibus, pro vobis vestrisque successoribus consulibus dicte Civitatis stipulantibus et recipientibus, me habuisse a consulatu et comunitate dicte

---

Salomon de Saverdun, la cinquième estimée 20 livres avait appartenu à Vidal Geissier. Elles furent vendues aux enchères 92 livres tournois par Bernat Molinier, baile royal de Narbonne, et Bernat Sanche, dit Raseire, valet royal, à ce commis par Gérard de Courtonne qui ratifia cette vente le 21 décembre 1307.

Au verso de cet acte on lit : « Carta de la compra fayta per cossols de la « Cieutat d'alcus hostals que foron dels Juzieus, loscals ara fan uzatge al cos-  
« solat de Narbona, que foron vendutz per lo comissari del rey deputat a  
« vendre los bes que foron dels Juzieus; et es mot bona carta. »

Ces mêmes archives renferment, en outre, une expédition authentique, scellée du sceau royal, de l'acte de juillet 1308, par lequel Philippe IV confirma un acte de vente du 22 décembre 1307, donné à Narbonne par Gérard de Courtonne. Cet acte, publié par M. Saige (*op. cit.*, p. 277-279), résume celui que l'on vient de lire et celui qui est mentionné au début de cette note. Au dos de cette pièce on lit : « Letra que M<sup>o</sup> Gr de Quortona, comessari a  
« vendre los bes dels Juzieus, vendec als cossols de Sieutat los ostals que  
« eran autz del rei Juzieu, en que ara fan cossolat; e es i encorporada la letra  
« de sa comesion; es lauzat e confermat per nostre senhor lo rei. »

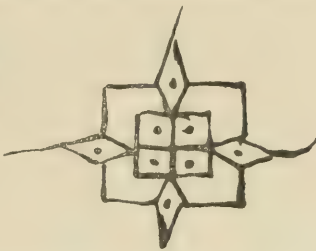
Ce document a été transcrit au premier thalamus, f<sup>o</sup> 9, le 20 avril 1344; les deux précédents ont été transcrits aux f<sup>o</sup>s 292 et 297 les 20 et 21 octobre 1344; le copiste a aussi transcrit les analyses en provençal qui figurent au dos de

Civitatis tam per regentes quam consules ejusdem consularatus per diversas solutiones michi ac meis factas, scilicet octingentas sexaginta duas libras decem sol. turon. in quibus dictus consularatus michi tenebatur pro emptionibus factis per dictum consularatum de domibus condam Judeorum Narbone a venerabili viro domino Gerardo de Cortona, tunc clerico domini nostri regis, nunc Dei gracia Suasionum episcopo, scituatis in Civitate Narbone, quas ego de meo proprio exsolveram domino nostro regi ex causa predicta : de quibus octingentis sexaginta duabus libris decem sol. turon. michi exsolutis et restitutis nomine dicti consularatus, ut predicatur, reputo me contentum; renunciando inde exceptioni doli, in factum actioni, errori calculi, peccunie non numerate et omni alii exceptioni, pro quibus dictum consularatum et comunitatem dicte Civitatis et vos dictos consules et bona et jura dicti consularatus et predictae comunitatis absolvo, quitto et diffinio sine fine. Et vobis et dicto consularatui pactum perpetuum,

---

ces actes. Mouynès les a reproduites dans son *Inventaire de la série AA.* avec quelques fautes de lecture. C'est dans le thalamus que Doat a pris sa copie. M. Saige remarque que la formule par laquelle l'acte se termine dans le premier thalamus, et par suite dans Doat, *Hoc est transcriptum*, etc., ne se trouve pas dans la rédaction de ce document que possède le Trésor des chartes; elle ne se trouve pas non plus dans l'expédition qu'en possèdent les archives de Narbonne et que je viens de mentionner. Il n'y a là rien d'étonnant. Cette formule termine régulièrement les actes transcrits dans la première partie du premier thalamus. Elle n'a d'autre but que de constater l'accomplissement des formalités exigées par la coutume de Narbonne pour donner à une copie la même force probante qu'à l'original. Elle présente pour nous un autre avantage. La plupart des actes antérieurs au xvi<sup>e</sup> siècle portent au dos une analyse sommaire en provençal qui est reproduite en tête des copies insérées au thalamus. J'ai soin de les donner aussi. Comme on peut le voir en se reportant à l'acte publié par M. Saige, la formule *Hoc est transcriptum* se termine par la date à laquelle la copie a été faite; c'est celle au-dessous de laquelle on ne peut pas faire descendre la rédaction de ces analyses. L'acte lui-même fournit la date au-dessus de laquelle on ne peut pas la faire remonter. L'analyse reproduite p. 576 et les deux mentionnées dans cette note ont donc été rédigées entre 1306 ou 1308 et 1344.

quittationem et diffinitionem pro premissis facio de ulterius non petendo. Et quod ita omnia predicta et singula teneam et observem et contra non veniam per firmam et sollempnem stipulationem et meam bonam fidem vobis promitto. Actum fuit hoc Narbone in presentia et testimonio Bernardi Riambaudi, Arnaldi Figuerie, Johannis Bergonhoni, mercatorum, Petri Jacobi, peysonerii, Petri Bascol, textoris, Petri Carrarie, piscatoris, domini Bernardi Rubei, presbiteri, Poncii Guillelmi, marrellarii, Laurencii Timberga, Guillelmi Catalani de Corciano, notarii, et Johannis Bisani, preconis, et mei Petri de Prata, notarii publici domini nostri regis, qui hoc requisitus recepi et scripsi et signo meo consueto signavi, et hic addidi quod superius in prima linea obmiseram per oblivionem scilicet: Noverint universi.



*Au verso :* Carta qu'en Bern. Razeire (1) regonois als cossols de Sieutat que els li an paguadas .viii<sup>e</sup>.lxij. li. .x. s. tor. que li devian per la compra de l'ostal del cossolat que el avia paguadas al rei del sieu propi.

(Pièce parch., orig.)

---

(1) M. Saige, traduisant le nom fourni par les chartes latines *Bernardus Rasoris*, appelle à tort ce personnage *Bernard le Barbier*. Dans les nombreux actes en provençal où j'ai retrouvé son nom il est toujours appelé comme ici *Bernat Razeire*.

## LIX

**1308.** — 7 des kalendes d'octobre (25 septembre). — Les régents des consulats de la Cité et du Bourg présentent au sénéchal de Carcassonne quatre mandements de Philippe IV: sur les cleres qui refusent de payer les tailles communales, sur la vérification des poids et mesures, sur les exactions des gardes des ports, sur l'obligation de maintenir les régents du consulat du Bourg dans la jouissance de leurs droits.

Anno dominice incarnationis millesimo trecentesimo octavo, septimo kalendas octobris, domino Philippo illustrissimo principe rege Francorum. Noverint universi quod existentes personaliter in castro Civitatis Carcassone coram nobili viro domino Johanne de Alneto, milite, senescallo Carcassone et Biterris, Bernardus Raynardi, regens consulatum Civitatis Narbone, et Arnaldus Gontelmi, Petrus de Atihaco, regentes consulatum Burgi Narbone, pro se et aliis conregentibus suis dictorum consulatum et universitatum ejusdem loci, exhibuerunt et presentaverunt dicto domino senescallo literas regias subsequentes:

I. Philippus, Dei gratia Francie (*sic*) rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Significaverunt nobis regentes consulatum Civitatis et Burgi Narbone quod nonnulli clerici conjugati et alii tam plures tonsurati, manibus propriis in mechanicis operantes ac mercature exercentes, questis et talliis per ipsos regentes et consules inpositis eis pro negociis et utilitatibus ville Narbone tribuere recusantes, quamquam idem conjugati et tonsurati seu aliqui ex eis plures posseciones teneant, que in talliis et questis consueverunt contribuere supradictis seu predessores eorum pro ipsis; et si per captio-

nem temporalium mechanicorum seu mercium compellantur, officialis Narbone jurisdictione ecclesiastica eos defendere nititur, et contra dictos regentes et questores talliarum hujusmodi procedit in eos excommunicationis sententiam promulgando, quod in nostrum prejudicium et gravamen universitatis dicte ville non modicum redundare videtur. Quocirca mandamus vobis quatinus, si est ita, prefatos conjugatos et tonsuratos ad contribuendum hujusmodi questis et talliis per mechanicorum temporalium captionem, ut rationis fuerit, compellatis. Et si dictus officialis vel aliud *(sic)* judex ecclesiasticus executionem hujusmodi presumpserunt impedire, super hoc provideatur de remedio oportuno. Actum Pictavis .xxij<sup>a</sup>. die junii, anno Domini .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. octavo.

II. Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Consules seu regentes consulatum Civitatis et Burgi Narbone nobis fecerunt exponi quod, cum ipsi et eorum predecessores regentes dictos consulatus, vocatis gentibus dilecti et fidelis nostri archiepiscopi, vicecomitis, abbatis et capituli Sancti Pauli Narbone, cognoscant et cognoscere (1) consueverunt de mensuris, ponderibus et canis injustis et defectivis, punire, et fuit in possecione et saysina cognoscendi (2) super hiis et puniendi auctoritate nostra, a tanto tempore quod memoria in contrarium non existit, nunc officialis archiepiscopi predicti gentes Narbone tenentes mensuras, pondera et cannas defectivas et non rectas inpediendo et turbando jurisdictionem nostram temporalem indebite et de novo fecit moneri et publice per Narbone ecclesias excommunicari. Quare vobis mandamus quatinus, si premissa veritate nitantur predicti consulatus regentes in premissis turbari, nullatenus permitatis, circa hec taliter

---

(1) Le ms. a *cognove* avec un signe d'abréviation sur *v*.

(2) Le ms. a *cognoscendi et cognoscendi*. Ce passage est corrompu.



vos habentes quod debeatis de diligentia comendari. Actum Turonis .xviij<sup>a</sup>. die mayy anno Domini .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. octavo.

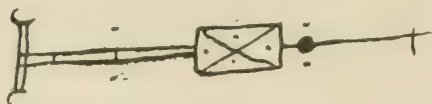
III. Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Consules Burgi et Civitatis Narbone nobis exponi fecerunt quod gentes nostre, necnon gentes archiepiscopi et vicecomitis Narbone deputate ad custodiendum portus, vias et ytinera ne res seu merces prohibite extra regnum nostrum trahantur, eisdem multa gravamina intulerunt et cotidie inferre non cessant. Nam balas mercium non prohibitarum videre volunt, seu de barchis et animabilis honeratis descendere faciunt et signant eas et sigillant nisi se redimant per quamlibet summan peccunie magnam (1) levaverunt et levant in gravamine hominum viscecomitatus Narbone. Quare vobis mandamus quatinus super hoc veritatem inquire cum diligentia faciatis et provideatis super hoc de remedio oportuno. Datum Turonis .xviij<sup>a</sup>. die maii, anno Domini .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. octavo.

IV. Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel ejus locumtenenti salutem. Mandamus vobis quatinus regentes nunc consulatum Burgi Narbone consulatum ipsum regere pacifice quousque a nobis aliud habueritis in mandatis, defendentes eosdem ab omniibus injuriis, violenciis, opressionibus ac novitatibus indebitis quibuscumque, si quas factas inveneritis ad statum debitum reducatis. Datum Parisius, die .xxviij<sup>a</sup>. augusti, anno Domini .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. viij<sup>o</sup>.

Requirentes, nomine quo supra, dictum dominum senescallum contenta in predictis literis regiis per eum exequi et compleri. Ad que idem dominus senescallus Carcassone

(1) *Magnam* est vraisemblablement une erreur du scribe pour *quam*.

respondit se paratum et obtulit (1) ea complere et exequi quatenus sibi diriguntur et in dictis literis regiis continentur. Actum Carcassone, die, anno et loco quibus supra, in presentia et testimonio Bernardi de Sancto Justo et Raimundi Johannis de Ulmo, burgensis Narbone, P. Camellini, Rogerii de Clanano, servientum, domini Aymerici de Crozo, militis, judicis Saltus, et mei Philippi de Corthonayo, qui in hiis omnibus interfui, et requisitus hoc presens instrumentum recepi, vice cujus et mandato, ego Gerardus Johannis, notarius Carcassone, eandem scripsi. Et ego Philippus de Cortenayo, notarius predictus sub correctionibus predictis precedentibus per mevisis et correctis subscripsi et signavi.



*Au verso* : Carta que cossols prezenzeron al senescal .iiij. letras rials : .j. que coma los clers conguguatz tenguesson possesios que avian acostumat a dar al tal els requzavan de pagua, que manda que paguon. Item .ja. outra, que l'ofesial fazia amonestar, escomerguar totz oms que tengues fals pes ni falssas canas, mandava que no sofris. Item .ja. outra, que las gardas escarquolavan las gens (2) e descarguavan las bestias, mandava que no fos fait. Item .ja. outra, que mandava quels rejens del cossolat del Bore fossen guardatz d'enjurias e de violensias.

(Pièce parch. orig.)

(1) *Ms.* obtulis.

(2) *Ms.* jengens.

## LX

## REPRÉSAILLES

A. 1309 — 14 des kalendes de février (19 janvier). — En vertu de lettres de marque, Jacme Terrens, de Tortose, a fait saisir par le viguier de Barcelone une balle de drap appartenant à deux marchands français. Ceux-ci lui ont payé 200 sous barcelonais pour recouvrer leur drap. Il leur en donne quittance.

Sit omnibus notum quod ego Jacobus de Terreriis, civis Dertuse, confiteor et recognosco vobis Arnaldo de Molines de Pamies et Bernardo de Naymes de Pulcropodio quod, vi et districtu vicarii Barchinone, habui et recepi a vobis de presenti ducentos sol. monete Barchinonensis de terno, in quibus tradendis michi fuistis taxati ratione empare, que vobis facta fuit in civitate Barchinone per dictum vicarium Barchinone, de quadam bala pannorum diversorum colorum de Limos et aliorum locorum, auctoritate mandatorum literatorie per excellentissimum dominum regem Aragonum eidem vicario factorum de emparandis et pignorandis bonis que de partibus Narbone, Carcassone et senescalliarum Bellicadri et Nemausi, vel de aliis locis dicioni illustris regis Francie subjectis que in districtu dicti vicarii Barchinone invenirentur usque ad quantitatem triginta mille sol. dicte monete, racione fatice juris quam inveni in presidentibus pro dicto illustre rege Francie in dictis senescalliis Bellicadri et Nemausi, et specialiter in nobili viro Johanne de Arrablayo, milite, senescallo tunc dictarum senescalliarum, et in Yvo Girardi, rectore tunc Montispessulani et tenente locum dicti senescalli, ratione petitionis sive demande quam movi coram eis contra Johannem Latzari de Narbona super raubaría michi

facta per dictum Johannem Latzari de quadam galea et de quibusdam rebus et mercibus quas in dicta galea transvehēbam, in qua navigabat ad partes Aquarum Mortuarum. In quibus quidem triginta mille sol. dictus dominus rex noster cum ejus litera michi satisfieri mandavit per vicarium Barchinone predictum de dictis bonis et rebus empatis. Unde renunciando exceptioni dictorum ducentorum sol. non habitorum et non receptorum et doli, quia ante solutionem eorum et in ipsa solutione ita fuit actum et conductum inter me et vos, dono et cedo vobis et vestris et quibus volueritis quantum ad dictos ducentos sol. omnia loca, mea jura, voces et acciones reales et personales, mixtas, utiles et directas, ordinarias et extraordinarias et alias quascumque que michi competunt et competere possunt et debent contra dictos Johannem Latzari et Yvo Girardi et quoscumque alios qui ad hoc teneantur et bona eorum ratione raubarie predictae. Quibus locis, juribus, vocibus et actionibus possitis vos et vestri et quos volueritis uti, agere et experiri in judicio et extra judicium, in curia et extra curiam, quemadmodum ego possem ante hujusmodi donacionem et cessionem. Ego enim facio et constituo vos in hiis dominum et procuratorem, ut in rem vestram propriam, ad faciendum inde libere voluntatem vestram. Actum est hoc quartodecimo kalendas februarii, anno Domini millesimo .ccc°.octavo. Sig† num Jacobi (1) de Terreriis predicti qui hec laudo et firmo.

Testes hujus rei sunt Jacobus Caxerii, Petrus FFerrarii, Salvator de Serra et Petrus de Trosellis.

Sig



num Bernardi de Cumbis, notarii

(1) Le mot *Jacobi* est dans l'interligne.

publici Barchinone regentisque scribaniam curie vicarii ejusdem civitatis, qui hec scribi fecit et clausit cum litteris suprapositis in linea .xiiij<sup>a</sup>. ubi scribitur Jacobi, die et anno prefixis.

*Au verso:* Jacme de Terrens de Tortoza fec prendre una bala de drapz de Pamies e Belpueg.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1309** — 3 des nones de mars (5 mars). — Le viguier royal de Barcelone, en vertu des lettres de marque délivrées à Jacme Terrens, saisit et fait vendre aux enchères des marchandises appartenant à des marchands narbonnais; il en remet le prix à Jacme Terrens.

Nos Bertrandus de Canellis, vicarius Barchinone et Vallesii pro excellentissimo domino nostro rege Aragonum, notum facimus universis presentes literas inspecturis quod, cum dictus serenissimus dominus rex per litteras suas mandasset per nos emparari omnia bona et singula que de partibus Narbone, Carcassone et senescalliarum Betlicadri et Nemausi vel de aliis locis dicioni illustrissimi domini regis Francie subjectis, que infra jurisdictionem nobis commissam invenirentur usque ad valorem triginta mille sol., que omnia emparata teneremus donec ab ipso domino rege aliud reciperimus in mandatis, pro eo quia Jacobus de Terreriis, civis Dertuse, invenit defectum justicie in nobili viro Johanne de Arrablayo, milite, senescallo tunc dictarum senescalliarum, et in Yvo Girardi, tunc rectore in Montepessulano pro dicto rege Francie tenenteque locum dicti senescalli, super rapina seu rauberia facta dicto Jacobo de Terreriis per Johannem Latzari civitatis Narbone et quosdam alios complices ejusdem civitatis, de quadam galea et de rebus quas in ea dictus Jacobus



transvehebat, cum qua navigabat idem Jacobus ad partes Aquarum Mortuarum; de qua rauberia dictus Jacobus de Terreriis conquestus fuit de dicto Johanne Latzari coram dicto senescallo, pro qua querela dictus senescallus cepit et captum retinuit dictum Johannem Latzari, et de predicta rapina inquisivit seu inquire fecit per Bertrandum de Lexiis, jurisperitum, et post fuit idem Johannes liberatus a dicta capcione per dictum Yvonem propria temeritate et contra consilium et voluntatem dicti judicis seu assessoris, de quibus dictus assessor protestatus fuit contra dictum Yvonem, emparavimus in civitate Barchinone Bernardo Stephani de Narbona quadraginta pecias pannorum. Quibus quadraginta peccis emparatis, quia dictus dominus rex noster mandavit in litera supradicta quod, si interim dicti mercatores dictarum terrarum merces aliquas distrahere vellent, quod liceret eis, dum tamen peccuniam traderent nobis; ad instanciam et requisicionem dicti Bernardi Stephani tradidimus dictas quadraginta pecias pannorum Bernardo de Olivariis, campsor Barchinone, extimatas ad trescentas sexaginta libras, et qui pro dicta extimacione fidejussit apud nos, ut campsor, ut eas venderet et vendere posset et precium earum nobis in libro tabule sue scriberet, et ipsum precium pro nobis teneret et etiam conservaret. Qui quidem Bernardus de Olivariis juxta libitum voluntatis, mediante et tractante et procurante dicto Bernardo Stephani, vendidit cuicumque voluit et precio quo voluit dictas quadraginta pecias pannorum, ut dixit, et inde habuit trescentas quadraginta septem libras et mediam (1) Barchinone, deductis omnibus expensis, breviaturis et malfeturis et lezdis et salario cursorum.

Item emparavimus ex causa predicta Hugueno Brancha de Narbona sex pannos albos de Narbona senars et quindecim pannos Narbone coloris virmilii, nigri, bruni et

---

(1) Les mots *et mediam* sont dans l'interligne.

aliorum diversorum colorum ; item quatuor pannos senars de Narbona ; item octo pecias pannorum de Narbona, quarum quatuor erant coloris lividi et tres brunetes et altera mozada.

Item Bernardo Benedicti de Narbona viginti quinque cohopertas d'Ipre, et decem et octo pecias pannorum lividorum de Tornay, et duas pecias de Prohins lividi coloris, et quandam peciam de Prohins mesclada.

Item Bernardo Garengau de Narbona ducentas octuaginta octo flaciatas listatas de Aragon.

Item Bernardo Alamanni de Narbona duos saccos de roja.

Quibus quidem omnibus rebus sic existentibus emparatis, dictus dominus rex noster scripsit nobis se providisse ad supplicationem et instanciam quorundam de dominio dicti illustrissimi regis Francie qui coram sui presencia comparuerant, prout in dicta litera continetur, quod de bonis per nos emparatis darentur et solverentur per nos dicto Jacobo de Terreriis sex mille sol. Barchin. in presenti, et quod assecurato idonee in posse nostro per illos quorum dicta bona emparata essent quod in proximo venturo festo resurrectionis dominice solverent dicto Jacobo restantes viginti quatuor mille sol., quod bona ex causa premissa emparata restituerentur eisdem. Et quia predicti quorum dicta bona emparata fuerant dictam securitatem et caucionem prestare noluerunt, fuit per dominum regem nostrum predictum nobis litteratorie traditum in mandatis quod pignora jamdicta que in posse nostro existebant distrahi faceremus, ex quorum precio satisfaceremus integriter dicto Jacobo de Terreriis in triginta mille sol. supradictis. Auctoritate ejus mandati et habita deliberacione et specialiter cum Berengario de Cortilio, jurisperito Barchinone, quem nobis in negocio et facto presenti assumpsimus in consiliarium, nos fecimus tradi dicto Jacobo de Terreriis dictas trescentas quadraginta septem libras et

mediam habitas de precio dictarum quadraginta peciarum pannorum dicti Bernardi Stephani, que erant in dicta tabula dicti Bernardi de Olivariis, et fecimus exponi venales et subastari publice et legitime per civitatem Barchinone, per curritores publicos et juratos civitatis Barchinone, dictas triginta tres pecias pannorum et dictas quadraginta sex pecias dictorum Hugueti Brancha et Bernardi Benedicti, et subastacione legitima precedenti, vendi de ipsis peciis viginti pecias dicti Hugueti, de quibus fuerunt habite, deductis malfeturis et curtatje, sexaginta libr. tresdecim sol. et octo denarii Barchin.; et quatuordecim pecias Bernardi Benedicti de quibus habite fuerunt, deductis malfeturis, centum viginti due libr. et sex sol. Ad vendicionem autem residuarum peciarum pannorum et dictarum flaciatarum et dicte roje nondum processimus, quia non apparuit adhuc emptor qui decens precium vellet dare; set ea facimus publice exponi venalia et, facta subastacione legitima ex causa predicta, intendimus facere et faciemus vendicionem de eis plus offerenti, et precium tradere et trademus dicto Jacobo de Terreriis in solutum, usque ad concurrentem quantitatem ex causa superius expressata. In quorum omnium testimonium, ad instanciam nobis factam per dictum Bernardum Stephani et alios predictos quibus predicta fuerunt emparata, presentem literam eisdem fieri et sigillo officii nobis comissi jussimus sigillari. Data Barchinone tercio nonas marci, anno Domini millesimo .ccc°. octavo. Constat de suprascripto in linea decima ubi scribitur: et mediam.

*Au verso:* B. Benezeg e autres de Narbona foron pejoratz en lurs drap a Barssalona per .xxiiij.m. sol. e solvere promiserunt, Jac. Terrens rustituitz los drap.

(Pièce parch., orig.; il ne reste que les lacs du sceau).

C. 1310 — 11 des kalendes de mai (21 avril). — Présentation à Jayme II, roi d'Aragon, des lettres par lesquelles Philippe IV, roi de France, le prie de révoquer les lettres de marque accordées à Jacme Terrens, et réponse du roi d'Aragon.

Noverint universi quod die martis qua intitulabatur undecimo kalendas madii, anno Domini millesimo trecentesimo decimo, in presentia mei notarii infrascripti et venerabilium Airaldi Declor, militis ac hostiarii majoris, Petri Marci, thesaurarii, et Bernardi de Abbacia, vicecancellarii illustrissimi domini regis Aragonum, testium ad hoc specialiter vocatorum, Guillelmus Ricordi, civis Narbone, procurator, ut asseruit, regencium consulatum Narbone et tocius universitatis ejusdem constitutus, in presencia illustrissimi domini Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice, ac comitis Barchinone, presentavit preffato excellentissimo domino regi quandam litteram pergameneam quam asserebat esse (1) Petri de Broco, militis, senescalli Bellicadri et Nemausi, et sigillo pendenti cereo sigillatam, cujus tenor talis est:

Principi serenissimo ac illustri domino Jacobo, Dei gratia regi Aragonum, ejus humilis Petrus de Broco, domini nostri regis Ffrancorum miles, senescallus Bellicadri et Nemausi. Cum promptitudine servicii et honoris se ipsum vestre celsitudini regie tenore presencium duximus intimandum quod dictus dominus noster rex dedit nobis et senescallo Carcassone, suis pendentibus litteris, in mandatis, quod quandam patentem litteram sigillo prefati domini nostri regis inpendenti sigillatam super revocatione cujusdam marche per vos concessa et facte contra subditos dicti domini nostri regis ad instanciam Jacobi

---

(1) Les mots *quam asserebat esse* sont dans l'interligne.

de Terreriis, subditi vestri, ab eodem domino nostro rege emanatam, ut per personam ydoneam et cum tabellione publico dicti domini nostri regis presentari faceremus vestre celsitudini regie memorate. Nos itaque volentes preceptis prefati domini nostri regis reverenter obedire, ut decet, predictam litteram regiam, que vestre regie celsitudini dirigitur, per personas ydoneas videlicet latores presencium, magistros Guillelmum Chauserii et Guillelmum Audegerii, jurisperitos, et magistrum Guillelmum Ricordi, notarium dicti domini nostri regis, et Poncium Benedicti, burgensem, cives Narbone, et eorum quemlibet seu eorum alterum, mittimus presentandam pretacte vestre regie magestati. Supplicantes eidem vestre celsitudini regie quatenus in presentatione dicte littere regie et requisitionibus ac instrumentis per ipsos faciendis coram vobis ac vestra curia eos acceptet gracie, et ab omni violencia et injuria stando, eundo et redeundo tueatur et deffendat vestra potestas regia reverenda. Rogantes et requirentes nichilominus cum debita reverencia vestram regiam celsitudinem, ex parte prefati domini nostri regis, ut contenta in predictis litteris regiis, quas vobis precipimus per latorem presencium presentari, jubeat compleri vestra memorata regia celsitudo, sicut dominus noster rex debeat ex inde merito contentari. Datum Nemausi tercia die febroarii, anno Domini .m°.ccc°. nono.

Presentavit etiam idem G. Ricordi, nomine quo supra (1), quandam aliam litteram pergamenam quam esse dicebat (2) Lamberti de Tureyo, regentis senescalliam Carcasone, et sigillo pendenti cereo sigillatam excellentissimo domino regi predicto cujus tenor sequitur per hec verba :

*Suit la lettre de Lambert de Thurey, conçue à peu près*

---

(1) Les mots *nomine quo supra* sont dans l'interligne.

(2) Les mots *quam esse dicebat* sont dans l'interligne.



*dans les mêmes termes que la précédente, et datée de Carcassonne, 18 des kalendes de février 1309 (15 janvier 1310).*

Quibus litteris presentatis, incontinenti prefatus Guillelmus Ricordi, nomine quo supra, presentavit sepedicto excellentissimo domino regi quandam litteram pergameneam illustris Philipi, Dei gratia Ffrancorum regis, ejusque sigillo pendenti cereo, ut prima facie apparebat, sigillatam, cujus littere tenor noscitur esse talis :

Magnifico principi, karissimo consanguineo nostro, Jacobo, Dei gratia regi Aragonum illustri, Philippus, eadem gratia Ffrancorum rex salutem in eo per quem principes dominantur. Significaverunt nobis consules et mercatores subditi nostri Narbone quod, cum occasione marche per vos concessa Jacobo de Terreriis, civi Dertuse, subdito vestro, contra subditos nostros, pretextu cujusdam raubarie per Johannem Lazari de Narbona, ut dicitur, in bonis dicti Jacobi dudum facte in portu Aquarum Mortuarum, merces et bona universitatis et quorundam mercatorum Narbone et aliunde subditorum nostrorum ad mandatum vestrum in districtu regni vestri capta et arrestata fuerunt, licet ex parte ipsorum consulum et mercatorum, per procuratorem et syndicum eorum nec non per litteras senescallorum nostrorum Carcassone et Bellicadri, de ipsis mercibus et bonis ipsorum mercatorum liberandis sufficienter et sollempniter ac sepe fueritis requisiti, presentantes vobis dicti senescalli vel eorum locatenentes, se semper fore paratos dicto Jacobo subdito vestro in casu predicto justiciam exhibere; nichilominus, vos asserentes dictam marcham rite dicto vestro subdito concessisse, cum propter juris defectum in senescallo Bellicadri seu ipsius senescallie officialibus nostris inventum, tum quia presentacio dictorum senescallorum sero vobis oblata fuit, ut dicitis, tum etiam quia super litteris vestris nobis bis per dictum Jacobum pro facto hujusmodi

presentatis, idem Jacobus diucius expectans responsionem a nobis non potuit obtinere, dicto senescallo Carcassone judicique Bituris *(sic)* nostris ac Guillelmo Ricordi, sindico seu procuratori dictorum consulum et universitatis Narbone, litteras vestras responsivas dedistis, requisita per eos vobis et in eorum requisitionibus contenta viribus vacuantes; ex quibus non modicum admirantes, cum officiales nostros juri pronos credamus et avidos pro justitia exhibenda, nosque de certo sciamus vestris semper quibusque litteris nobis directis congruas responsiones fecisse, cum forsitan per dictum Jacobum, ipsarum latorem, contra mentem ipsius vobis sit aliud suggestum, vos requirimus et rogamus quatinus dictam marcham per vos aut mandatum vestrum contra gentes et subditos nostros factam, revocetis et revocari faciatis, ac merces et bona dictorum universitatis mercatorum Narbone et aliunde subditorum nostrorum eisdem cum dampnis et expensis integre restitui faciatis; ita quod nobis debeat esse gratum et vobis in paribus et consimilibus debeamus equanimitè respondere, alioquin in vestri super hoc defectu mutare quomodo libet non possemus, quin coacti justitia dictorum subditorum nostrorum indemnitati provideremus super hec de remedio opportuno. Datum Parisius, quarta die octobris, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. nono (1).

Quibus litteris presentatis prefato domino regi, predictus G<sup>as</sup> Recordi, nomine quo supra, requisivit humiliter, ea reverencia quam potuit, predictum excellentissimum dominum regem ut contenta in dictis litteris debeat effectui mancipare et compleri facere cum effectum. Et dictus dominus rex dixit quod deliberaret super contentis in litteris supradictis, et habita deliberatione, faceret in pre-

---

(1) Cette lettre a été publiée par M. René de Mas Latrie dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1868, p. 300, d'après Doat qui avait copié la pièce dont nous donnons le texte.

missis quod justicia suaderet. De quibus omnibus predictus G<sup>us</sup> Ricordi, nomine quo supra, per me subscriptum notarium petiit fieri publicum instrumentum.

Postea, die martis que computabatur quarto idus madii, ante pulsationem tercię, anno predicto, presentibus testibus venerabili Petro Marci, thesaurario, Guillelmo Lupeti et Bernardo de Fonte, scriptoribus domini regis, fuit tradita michi notario infrascripto quedam responsio ad contenta in dictis litteris superius per dictum G. Ricordi presentatis, nomine in mandato domini regis predicti, per Bernardum de Abbatia, vicecancellarium suum prefatum, quam jussit inseri in presenti publico instrumento. Tenor cujus responsionis sequitur sub hac forma :

Magnifico principi, karissimo consanguineo nostro, Philippo, Dei gracia regi Ffrancorum illustri, Jacobus per eandem rex Aragonum, Valentie, Sardinie et Corsice, comesque Barchinone, ac sancte Romane ecclesie vexillarius, ammiratus et capitaneus generalis, vite felicitis gaudia cum salute.

Serenitatis vestre litteras super facto marche per nos concesse Jacobo de Terreriis, civi Dertuse, nostro subdito, contra vestros subditos, pretextu cujusdam raubarie per Johannem Lazari de Narbona, in bonis dicti Jacobi dudum facte, pro qua quidem marcha, merces et bona universitatis et quorundam mercatorum Narbone et aliunde vestrorum subditorum in districtu regni nostri capta et arrestata fuerunt, nobis noviter destinatas recepimus, earumque seriem perlegimus diligenter. Unde quia ex ipsarum tenore collegimus vos ex predictis admirari non modicum, cum officiales vestros juri credatis pro nos et pro justitia avidos exhibenda, vosque de certo sciatis nostris semper quibuscumque vobis directis litteris congruas responsiones fecisse, cum forsitan per dictum Jacobum, ipsarum latorem, contra mentem ipsius nobis fuerit aliud

suggestum, vobis ad ea taliter ducimus respondendum, quod nos pro firmo tenemus vos officiales vestros juri credere esse pro nos, idemque nos credebamus firmiter donec per processus publicos, per dictum Jacobum Terrierii coram nobis exhibitos, contrarium reperimus, prout inferius videbitis declaratum: quod ante vestra serenitas litteris nostris vobis directis congruas responsiones fecerit, ut dictarumstrarum continet series litterarum, nos dictis vestris rationabiliter fidem cogimur adhibere.

Attamen, de responsionibus ipsis nobis actenus non constiterat, nec de forma constat hodie earumdem, nec constat etiam quod per ipsas, quamquam asseratis congruas, in dictis vestris officialibus, qui in exhibenda justitia prelibato Jacobo negligenciam comiserunt, correctio inde facta fuerit, nec aliter adversus dictum raptorem vel alios qui cum a captione, ut patet inferius, indebite liberarunt justitia fuerit subsequuta. Ob que processum quem juste fecimus super marca predicta non possumus, nec debemus etiam, prout requisivistis, aliquatenus revocare. Sane super hiis que ad concessionem marche predictae regiam providentiam juste ac necessario induxerunt, magnificenciam vestram presentibus providimus liquide informare ne cujusquam suggestionem sensus vestri capiant, quicquid erga marcham predictam per nos vel officiales nostros processum injuste vel inprovidè set juste potius et diligenti deliberacione prehabita extitisse.

Igitur vobis, sicuti rei hujusmodi veritas elluscescere noscitur, intimamus, quod dudum Jacobus prefatus nostram adeundo presentiam querelosa insinuatione humiliter postulavit, quod, cum raubaria predicta sibi facta fuisset per Johannem Lazari supradictum, pro quam dampna se sustinuisse quamplurima asserebat, et de ipsis coram vestris officialibus querela sepius per eum exposita contra dictum Johannem non potuisset justicie consequi complementum, dignaremur sibi, utpote nostro subdito,

quem in jure fovere tenemur, super hiis (1) mediante justicia de regali clemencia providere, exhibens in cancellaria nostra (2) processus jam coram vestris officialibus super predictis habitos, ex quibus apparere dicebat ipsos officiales vestros sibi in justicia deffecisse. Nos quoque senescallo Bellicadri statim scribere providimus super istis requirendo eundem, ut inde breviter prefato Jacobo faceret complementum justicie exhiberi. Qui quidem senescallus nobis rescripsit quod dictus Johannes Lazari non erat infra sibi comissam jurisdictionem, sicque ipsum excusatum haberemus, quia jam (3) idem Johannes a captione fuerat liberatus.

Hujusmodi autem responsione recepta, ad magnam dicti Jacobi instanciam, visis in nostro consilio et diligenter examinatis omnibus processibus jam tunc super premissis coram vestris officialibus habitis, quia in ipso nostro consilio clare repertum extitit Ivonem Gerardi, rectorem tunc temporis in Montepesulano pro vobis, qui senescalli Bellicadri et Nemausi vices gerebat, culpam in premissis tenere apertam, eo quia motu proprio, et contra jus et justiciam ac contra consilium sibi datum per delegatum in causa predicta a dicto senescallo judicem, qui dixit eidem quod non expediret dictum Johannem Lazari, quia forte aliquę presumptiones erant seu reperiebantur contra eum, propter quas non erat expediendus, imo potius ad questiones ponendas, secundum attestaciones testium productorum in inquisitione contra eum facta, de quibus idem judex sibi publicum peciit fieri instrumentum; eundem Johannem tunc pro predictis in suo carcere existentem juratori tradidit cautioni, ob quod idem Johannes liberatus a partibus dicte senescallie recedens, postea,

(1) Le mot *hiis* est dans l'interligne.

(2) Le mot *nostra* est dans l'interligne.

(3) Le mot *jam* est dans l'interligne.



licet citatus et requisitus, comparere renuit ac omisit. Iterato prefato senescallo providimus scribendum sibi culpam dicti locumtenentis, ut supra tactum est, liquide exprimendo ac instantissime requirendo, ut de prefato Johanne aut de dicto locumtenente, qui ipsum liberavit indebite, curaret conquerenti prefato justicie reddere complementum. Ad que, cum ipsius littere nostre presentacionis tempore, senescallus predictus, qui premissam nobis responsionem fecerat, ab ipso fuisset amotus officio senescallus, qui sibi successerat, recepta dicta nostra littera, responsivam nobis direxit, in qua de premissis se ignorantem asseruit, set obtulit se requisicioni nostre penitus obedire.

Nos autem, licet tunc de reperto in vestris officialibus defectu justicie satis liquide apareret, et dictus Jacobus cum magna et instanti requisicione, requireret sibi per nos debitam pignorandi bona vestrorum subditorum concedi licenciam; cupientes attamen, ut semper fecimus, evitare pro posse ne inter nostros et vestros subditos marchationes, que scandali ac dissensionis possent materiam suscitare, aliquatenus orientur, iterum memoratum Jacobum ad prefatum senescallum cum nostris deprecatoriis ac requisitoriis litteris, in quibus tempus prefiximus quo dicto Jacobo exhiberetur justicia, duximus remittendum.

Qui quidem senescallus tunc premissum negocium judici cui primo per predecessorem suum comissum fuerat duxit litteratorie comittendum; qui licet requisitus sepius per eundem Jacobum, cum personam dicti Johannis, eo quia liberatus fuerat per prefatum locumtenentem, habere non posset, et in capitali causa in absentem non esset promulganda sententia, nec dictus Ivo Gerardi, qui dictum Johannem liberaverat, personam ipsius licet requisitus per dictum judicem representare voluisset, non potuit aliter procedere in premissis, set remisit totum negocium senescallo predicto. Senescallus vero ipse nobis

post hec scripsit quod nec de dicto Johanne, eo quia degebat extra suam senescalliam et de jure contra absentem sententia non fferretur, nec de alio qui ad representandum ipsum teneretur, poterat prefato Jacobo facere justiciam de predictis; et quamquam post hec a nobis per antefatum Jacobum pignorandi licencia esset sepius lacrimabiliter requisita, tamen nos vias omnimode volentes perquirere quibus marchaciones predictæ penitus auferrentur, considerato quod hujus defectus justicie specialiter a prefato locumtenente processit, qui personam dicti Johannis ut prescribitur liberavit nec postea eam representare curavit, vobis scribendum duximus super istis, ut sicut per vestram provideretur magnificenciam quod et dictus Jacobus jus consequeretur suum et provide marchaciones fieri minime deberet.

Post lapsum vero alicujus temporis, idem Jacobus a vestra reveniens curia asseruit se vobis nostram presentasse litteram, set non inde responsionem habere aliquam potuisse. Nos quoque de hiis non solum ex ipsius Jacobi, set ex nunciorum etiam quos aliis negociis ad vestram tunc miseramus presenciam assercione habita, deficere nequivimus, quin immo ex traditi nobis officii debito compulsi fuimus ut eidem Jacobo nostro subdito provideremus super hiis de remedio opportuno; et licet ex premissis digne et merito possemus eidem Jacobo bona subditorum vestrorum licenciam concedere pignorandi, adhuc eciam ad affinitatis et dilectionis debitum, quibus divina gracia vicissim conjungimur, nostrum intuitum dirigentes ac honori vestro, quem corde diligimus, benivole defferentes, viam exquisivimus, quod dicto conquerenti, qui diucius ac per longissima tempora pro dicti prosecutione negocii adeo immensos sumptus et labores subiverat quod ad summam pro eo inopiam et decrepitem pervenerat, de aliquali quoad tunc satisfactione provideretur, ex qua vestris subditis minus quod posset dampna et gravamina

pervenirent et ob hoc ejusdam quantitatis debitum quod quibusdam FFlandrensibus mercatoribus vestre dominationi subjectis, per nostram curiam debebatur arrestari et dicto Jacobo solvi fecimus in satisfactionem prorata ejus in quo sibi debebat satisfieri, ratione raubarie pretacte. Statimque vobis hec omnia curavimus nostris litteris quas per cursorem nostre curie vobis misimus intimare ut ea vestre magnificentie essent nota, et in residuo prelibato Jacobo satisfieri mandaretis.

Postmodum vero, quia dicto Jacobo aliter restitucio facta non extitit de premissis, nos attento quod absque lesione justicie evidenti, prefato nostro subdito, pignoriandi licenciam attentius et assidue requirenti, in jure nequiremus deflicere, coacti licenciam ipsam concedere habuimus, sic tamen quod emparatis per officiales nostros bonis aliquorum civium Narbone in terra nostra repertis, super execucione marchacionis supersederi jussimus per certum tempus, infra quod senescallus Bellicadri, cui statim hec litteratorie intimanda curavimus, posset dicto Jacobo restitutionem fieri facere de premissis, ne ad exequeionem diete marche procedere contingeret pro eisdem; et cum dictus senescallus, licet rescripsisset nobis se cepisse dictum Johannem, quod teneret eum quousque de predictis esset reperta veritas, ommississet requisicionem nostram penitus adimplere, necessario et compulsi debito nostri officii habuimus exequeionem diete marche facere fieri pro satisfactione facienda Jacobo memorato, licet exinde eidem non fuerit integre satisfactum.

Ex premissis igitur, discrecio regia satis plene colligere poterit negocii veritatem, licet per processus predictos plura ad ipsius veritatis evidentiam colligantur que faciliter officium non patitur calami ita largius denotari set ecce quod ad vestram presenciam quendam nostrum notarium super hiis omnibus et de intencione nostra plenius informatum, qui vobis et vestro consilio ea omnia et

singula recitabit largius et hostendet e vestigio, providimus destinandum. Verumtamen vobis significare volumus, nos ob honorem vestri super marchandis bonis subditorum vestrorum pro residuo satisfactionis predictæ cessari mandasse penitus et desisti, vos rogantes attente ut dicto Jacobo in ipso residuo, quod dictus noster notarius vobis declarabit satisfieri faciatis. Datum Turolii, quinto idus madii, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. decimo (1).

Postea, eadem die martis, circa horam vesperorum, presente Bernardo de Abbatia predicto in presentibus, Guillelmo de Adrio, diocesis Gerundensis, Petro de Fabrica de Berga, Pontio Benedicti de Narbona, testibus ad hoc specialiter convocatis, Guillelmus Ricordi, nomine quo supra, presentavit et tradidit michi subscripto notario quandam responsionem in scriptis quam inseri jussit in presenti instrumento, cujus responsionis tenor est continencie subsequens:

Dictus vero Guillelmus Ricordi, nominibus predictis, non consentiens dictis assertis et responsis per prefatum dominum regem (2) Aragonum magnificum, in quantum de defectu seu contemptu responsionis invento, ut dicit, ad suas litteras in dominum regem Francie et defectum justicie in ejus senescallo Bellicadri et Nemausi, dictus dominus Francie rex et ejus curia accusantur, cum dictus senescallus Bellicadri per suas litteras dicto domino regi Aragonum vel ejus consilio, eo mandante, presentatas se obtulerit eidem domino Aragonum regi de dicto Johanne Lazari quem suis carceribus mancipatum detinebat facere justicie complementum, et prefatus dominus suus dominus rex FFrancie per suas predictas litteras dicto domino Aragonum regi, ut predicitur, presentatas, asseruerit qui-

---

(1) Cette lettre a été aussi publiée par M. René de Mas Latrie dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1868, p. 301. V. plus haut, p. 593.

(2) Le mot *regem* est dans l'interligne.

buscumque litteris sibi presentatis super premissis eidem domino Aragonum regi congruas responsiones fecisse, nisi earundem lator eas celaverit et presentare noluerit domino regi Aragonum memorato; quare dicens, supplicans et requirens cum debita reverencia, ut supra dixit, quod si prefatus dominus Aragonum rex illustris eidem procuratori ac nuncio tanquam procuratori illorum de Narbona, quorum sunt merces et bona predicta per prefatum dominum regem aut ejus mandato pignorata et marchata, vellet aut sibi placeret restituere aut restitui facere aut eorum valorem cum dampnis passis, interesse et expensis factis occasione premissorum, juxta tenorem litterarum domini sui domini (1) regis FFrancie illustris eidem domino Aragonum regi, ut predicatur, presentatarum et traditarum, ipse Guillelmus Ricordi, nominibus predictis, obtulit se paratum recipere et de receptis facere quitacionem et alia que de jure sunt in talibus facienda. Attamen quia preffatus dominus rex (2) magnificus contenta in dictis litteris dicti domini sui domini regis FFrancie adimplere et requisita per eundem procuratorem facere ac fieri facere non vult, dictus procurator dicit et (3) protestatur se velle recurrere et recursum habere ad dictum dominum suum dominum regem FFrancie ac ejus senescallum Carcassone et Bellicadri ac alios ejus subditos qui possunt vel debent eidem procuratori ac illis, quorum sunt vel fuerint bona pignorata ac marchata, providere et emendam facere aut fieri facere in et de dictis rebus et bonis suis pignoratis ac marchatis et dampnis et interesse passis et expensis factis occasione premissorum. De quibus omnibus et singulis supradictis dictus procurator petiit sibi fieri publica instrumenta.

---

(1) Le mot *domini* est dans l'interligne.

(2) Le mot *rex* est dans l'interligne.

(3) Les mots *dicit et* sont dans l'interligne.



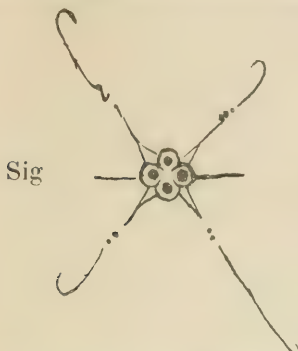
Postea, die jovis qua computabatur pridie idus madii, anno predicto, Bernardus de Abbatia, vicecancellarius supradictus, presentibus testibus, Eximio Petri de Salanova, justicia Aragonum, Stephano de Absaginerio et Sancio Sanceii Munionis, iudicibus curie dicti domini regis, nomine ipsius domini regis (1), respondit dictis et protestatis per dictum Guillelmum Ricordi superius in hunc modum. Et dictus vicecancellarius respondens propositis et dictis per dictum G. Ricordi dixit quod, salva gratia ipsius, magnificus dominus rex Ffrancie de defectu justicie vel contemptu aliquo minime accusatur in litteris prefati domini nostri regis Aragonum, set est verum quod defectus justicie inventus in suis officialibus recitatur, de quo etiam defectu constat per publica munimenta; tenens pro certo dominus rex Aragonum quod, visis processibus et aliis munimentis super dicta raubararia habitis et in consilio dicti domini regis Ffrancie examinatis, dictus dominus rex Ffrancie clarissimus cognoscet dictos suos officiales et specialiter Ivonem Gerardi predictum, tunc tenentem locum dicti senescalli, contra justiciam processisse in liberando a capcione Johannem Lazari supradictum contra consilium iudicis cui inquisicio dicti negotii per dictum senescallum fuerat delegata, qui Johannes inculpabatur de tali crimine quod exigebat majorem penam relegatione, ut etiam per dictum iudicem dicto locumtenenti extitit protestatum cum publico instrumento, et sic non debebat liberari ut extitit liberatus. Quam quidem remissionem idem Bernardus de Abbatia, nomine dicti domini regis Aragonum, jussit inseri in presenti instrumento.

Postea vero dicta responsio fuit lecta per me dictum notarium Guillelmo Ricordi prefato, qui dixit se nolle aliud dicere ad predicta, nisi ea que superius sunt inserta,

---

(1) Les mots *nomine ipsius domini regis* sont dans l'interligne.

set mandavit michi dicto notario, ad propriam rei memoriam, de premissis omnibus sibi fieri publicum instrumentum. Que sunt acta in villa Turolii diebus et anno predictis, et presentibus testibus superius nominatis.



num Simonis Stranei, de domo illustrissimi domini regis Aragonum supradicti, et auctoritate ejusdem notarii publici per totam terram et dominationem ipsius, qui pre-

dictis interfuit et hec scribi fecit et clausit cum suprasito in secunda linea ubi dicitur: quam asserebat esse; et in octava linea ubi dicitur: nomine quo supra; et in eadem linea ubi dicitur: quam esse dicebat, et in .xxxij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: hiis; et in eadem linea ubi dicitur: nostra; et in .liiij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: regem; et in .lviiij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: domini; et in .lix<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: rex; et in eadem linea ubi dicitur: dicit et; et in .lxij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: nomine ipsius domini regis; et in .xxxliij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: jam; et cum raso et emendato in .liij<sup>a</sup>. linea ubi dicitur: noster; et in .xviij<sup>a</sup>. linea ubi scribitur: juris; et in .xxij<sup>a</sup>. linea ubi scribitur: regni.

*Au verso:* Carta de prezentacios de letras sobre la marca d'en Jac. Terris.

(Pièce parch., orig.)

**D. 1310** — Kalendes de juin. — En vertu des lettres de marque délivrées à Jacme Terrens, vente d'un cens de vingt marmondines d'or que la ville de Narbonne possède à Tortose.

Noverint universi quod, die lune que fuit kalendas junii, anno dominice incarnationis millesimo .cccc. decimo, quod cum Guillelmus Ricordi, qui se asserit procuratorem esse universitatis Civitatis et Burgii Narbone, presentasset Bernardo de Podiatis, vicario, et Guillelmo de Cereto, bajulo Dertuse, quandam litteram domini regis cujus tenor talis est: Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice, comesque Barchinone, ac sancte Romane ecclesie vexillarius, ammiratus et capitaneus generalis, dilecto et fideli suis vicario et bajulo Dertuse, salutem et dilectionem. Mandamus vobis quatinus una cum dilecto iudice curie nostre, Jacobo Monachi, ac aliis jurisperitis Dertuse de quibus vobis videbitur, videatis et recognoscatis processus habitos super venditione que facta esse dicitur de quodam annuo censuali quod universitas Narbone habebat, ut asseritur, in quodam manso quem Ferrarius Boverii, civis dicte civitatis, tenet, et super traditione eciam facta de ejus precio Jacobo de Terreriis, ratione licencie sibi concessa super pignorandis bonis universitatis Narbone et hominum ejusdem; super eo etiam quod de dicto censuali debebatur de tempore preterito universitati jamdictae; et si inveneritis dictos processus rite et juste fore factos vel quod debeant in melius corrigi et esmendari, ipsis correctis et esmendatis secundum justiciam; si Guillelmus Ricordi, qui se asserit procuratorem seu scindicum dicte universitatis Narbone, et ad nos missus extitit ratione dicte licentie, petierit nomine dicte universitatis Narbone copiam sibi dari de processibus supradictis copiam de ipsis sibi dari faciatis. Datum Turolii .xliiij. kalendas

junii, anno Domini millesimo .cccº. decimo. Exp. b. — Et confestim requisivisset eos quod ducerent mandatum regium ad effectum, dando ei transumptum processuum habitorum sive factorum super vendicione cujusdam censualis quod dicta universitas Narbone habebat in dicta civitate, et super tradicionem ejusdem, et super eo quod de dicto censuali debebatur dicte universitati Narbone de tempore jam transacto. — Dicti vicarius et bajulus una cum Jacobo Monachi, iudice curie dicti domini regis, volentes cum ea qua decet reverentia mandato regio obedire, viderunt et recognoverunt diligenter processus prefatos, quibus recognitis et correctis prout secundum preceptum regium de jure et justitia corrigi et emendari poterant et debebant, concesserunt dicto Guillelmo Ricordi procuratori prefato transumptum dictorum processuum quorum tenores inferius subsecuntur:

Noverint universi quod, die veneris que fuit .vijº. idus madii, anno quo infra, Jacobus Terres, civis Dertuse, presentavit venerabili Bernardo de Podiatis, vicario Dertuse et ripparie Iberi pro domino rege, quandam litteram patentem sigillatam in dorso sigillo illustrissimi domini Jacobi, Dei gratia regis Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice, comitisque Barchinone ac sancte Romane ecclesie vexillarii, ammirati et capitanei generalis, cujus tenor talis est: Jacobus, Dei gratia rex Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice, comesque Barchinone, ac sancte Romane ecclesie vexillarius, ammiratus et capitaneus generalis, dilecto suo vicario Dertuse vel ejus locumtendenti, salutem et dilectionem. Vos ignorare non credimus quomodo propter defectum justicie invente in officialibus illustris regis Francie ratione cujusdam rauberie facte Jacobo de Terreriis, civi Dertuse, per homines dominationis dicti regis Francie, mandavimus vobis et aliis officialibus nostris quod bona hominum subditorum jurisdictioni dicti regis Francie empararetis usque ad quantitatem

.xxx<sup>a</sup>. milium solidorum Barchin. Occasione cujus mandati nostri vos, ut intelleximus, emparastis viginti maçmotinas censuales et viginti quinque libris Barchin. quas comune Narbone habebat in civitate Dertuse. Verum cum de quantitate predictorum triginta milium solidorum sit satisfactum per vos dicto Jacobo de dictis viginti quinque libris Barchin., et per vicarium nostrum Barchinone de viginti .iij. milibus et decem et septem sol. et .j. dr<sup>r</sup> dicte monete, et de residuo dicte quantitatis hic non valeat ei satisfieri, cum plura bona non fuerint inventa hominum predictorum, idcirco vobis dicimus et mandamus quatinus, visis presentibus, dictas viginti maçmotinas censuales quas emparastis venales publice exponatis, et, facta inde subastacione publica, vendatis easdem cum omnibus suis juribus universis, omni postposita tarditate, ei qui majus precium dederit in eisdem; et de precio quod inde habueritis et de censu dictarum viginti maçmotinarum, si aliquid ibi est de tempore transacto, satisfaciatis dicto Jacobo in prefata quantitate restante eidem ad solvendum; et si predicta non sufficiant ad quantitatem ei restantem ad solvendum, de aliis bonis dictorum hominum subditorum jurisdictioni regis Francie, si invenire ibi poteritis, emparetis et vendatis etiam tot et tanta quousque de precio eorundem in predicta quantitate .xxx<sup>a</sup>. milium solidorum dicto Jacobo, cum expensis factis et faciendis, sit plenarie satisfactum, certificando per vestras litteras nostram curiam de quantitate que per vos eidem Jacobo fuerit persoluta. Datum Barchinone, .viiij<sup>o</sup>. kal. madii, anno Domini millesimo ccc<sup>o</sup> nono. Exp. b. — Qui vicarius, recepta dicta littera et auditis hiis que in ipsa continentur, volens mandatum domini regis predicti in dicta littera contentum, cum ea reverencia qua decet, in omnibus obedire, incontinenti elegit super hiis judices, scilicet Guillelmum Gaufredi et Laurencium Cima, cives Dertuse. Quibus peractis, vicarius et judices predicti vocarunt ad se



Johannem Scutiferi, cursorem dicte civitatis, et mandarunt eidem quod preconizaret publice predictam civitatem predictas viginti maçmotinas censuales, quas FFerrarius Boverii faciebat et tenebatur facere singulis annis (1) in festo Pasce resurrectionis Domini comuni Civitatis et Burgi Narbone pro quibusdam domibus sive hostali quas seu quod pro dicto comuni Narbone in alfandico Dertuse, in carreria de la Pescateria, tenebat dictus FFerrarius, et ipsas exponeret venales. Qui cursor, prout Bernardo de Vilalbino, nunc tenenti locum vicarii antedicti, et iudicibus antedictis fecit plenam fidem, et dictas viginti maçmotinas censuales, publice et bona fide, tam per dictam civitatem Dertuse quam in curia civitatis ipsius bene per viginti dies preconizavit et ipsas venales exposuit; et cum non invenirentur ex ipsis viginti maçmotinis nisi centum et quindecim libras Barchin. (2) quas in ipsis dabat Berengarius de Campredon, civis dicte civitatis Dertuse, dictus Jacobus Terres requisivit instanter Bernardum de Vilalbino, tenente locum vicarii predicti, et iudices antedictos quod procederent ad faciendum venditionem de predictis viginti maçmotinis, juxta mandatum domini regis predictum. Unde nos Bernardus de Vilalbino, gerens vices Bernardi de Podiatis, vicarii predicti, et nos Guillelmus Gaufredi et Laurencius Cima predicti, visa et diligenter inspecta littera domini regis predicta, et hiis que in ipsa continentur volentes, cum ea reverencia qua decet, mandatum ipsius domini regis in omnibus adimplere, visa etiam quadam protestacione quam dictus Jacobus Terres fecit in civitate Barchinone Guillelmo Ricordi, sindico et procuratori Civitatis et Burgi Narbone, in qua eidem Guillelmo Ricordi dixit et eum certificavit quod, cum ipse non inveniret nec invenire posset bona mobilia hominum Civitatis

---

(1) Le mot *annis* est dans l'interligne.

(2) Le mot *Barchin.* est dans l'interligne.

et Burgi Narbone vel aliorum locorum dominationis illustris regis FFrancie de quibus posset sibi satisfieri integriter de illis triginta milibus sol., pro quibus sibi habendis et recuperandis de bonis hominum dominationis dicti domini regis FFrancie predictus dominus rex Aragonum sibi licenciam dederat pignorandi, quod nisi ipse syndicus compleret sive solveret sibi totum illud quod adhuc sibi restabat ad habendum et recuperandum de dictis triginta milibus sol., quod ipse faceret vendi et distrahi illas viginti maçmotinas censuales quas comune Civitatis et Burgi Narbone habebat et percipiebat in civitate Dertuse et que jam ratione predicta ad mandatum dicti domini regis fuerant emparate, prout hec et alia in protestacione predicta que facta fuit auctoritate Bernardi de Villarubia, notarii publici Barchinone, .xvº. kal. aprilis anno Domini millesimo .cccº. octavo, plenius continetur, et cum non invenirentur in ipsis viginti maçmotinis censualibus nisi predictæ centum quindecim libre Barchin., facta inde legitima subastacione per dictum curssores, ut predictum est, tanquam plus offerenti vendicionem ipsarum cum omni jure, dominio, laudimio et faticha earundem adjudicavimus fratri Berengario de Camporotundo predicto sub forma que sequitur :

Noverint universi quod nos Bernardus de Vilalbino, gerens vices Bernardi de Podiatís, vicarii Dertuse, et Guillelmus Gaufredi et Laurentius Cima, iudices supradicti, cum hoc presenti publico instrumento firmiter et proprio valituro vendimus et in presenti tradimus vobis Berengario de Camporotundo, civi Dertuse, et vestris omnibus illas viginti maçmotinas censuales cum omni jure, dominio, laudimio et faticha et alio jure eisdem pertinentibus, quas FFerrarius Boverii, civis Dertuse, faciebat et tenebatur facere, singulis annis, in festo Pasce resurrectionis Domini, comuni Civitatis et Burgi Narbone pro quibusdam domibus, quas sub predicto censu tenebat pro comuni Civitatis

et Burgi predictorum in alfandico Dertuse, in carreria de la Pescateria, que affrontat de duabus partibus in viis publicis, et de tercia in hospicio Michaelis Ferrando, de quarta in hospicio Bartholomei Çagrua. Vendimus inquantum auctoritate predicta pro precio centum quindecim librarum monete Barchin. de terno, quas omnes cum voluntate, asensu et mandato nostro numerando dedistis et tradidistis Jacobo de Terres predicto in solutum pro rata illorum sex milium et quadrigentorum .lxxx iiij. sol. maçmotinarum .j. dr. jam dicte monete, qui sibi adhuc remanent ad solvendum de triginta milibus sol. antedictis, prout de hoc nobis est facta plena fides per Jacobum Terres predictum. Ideo sumus inde a vobis contenti, paccati et plenarie satisfacti ad nostram voluntatem. Ideirco renunciamus omni exceptioni venditionis predictæ vobis non facte et peccunie non numerate, ut predictum est, et doli, et in factum; predictam igitur venditionem de dictis viginti maçmotinis censualibus et de omni jure, dominio, laudimio et faticha eisdem pertinentibus et pertinere debentibus vobis et vestris, auctoritate domini regis predicta, vobis antedicto Berengario de Camporotundo et vestris facimus, prout melius, plenius, sanius et utilius dici, scribi et intelligi sive excogitari potest, ad vestrum et vestrorum commodum et salvamentum atque bonum et sincerum intellectum sit vobis et vestris, nomine quo supra et auctoritate jandicta, predicta omnia vendimus et in presenti tradimus precio supradicto. Et a posse, jure et dominio dictorum comunis Civitatis et Burgi Narbone eicimus et extrahimus et in vestrum et vestrorum transferimus jus, dominium et posse: et cum hoc publico instrumento proprio valituro inducimus vos atque mitimus in tenedonem et corporalem possessionem omnium predictorum ad habendum, tenendum, dandum, vendendum, impignorandum sive permuandum et alienandum et ad omnes vestras vestrorumque voluntates inde proprio franco et libero faciendas, tau-

quam de re vestra propria, sine obstaculo et contradictio dictorum comunis Civitatis et Burgi Narbone et suorum et cujuslibet alterius persone. Si vero hec predicta venditio, modo vel de cetero, plus predicto precio valet aut valebit, totum illud quicquid et quantumcumque sit vel fuerit, auctoritate jamdicta vobis et vestris damus atque remittimus, et ita auctoritate jamdicta promittimus et convenimus vobis et vestris predictam vendicionem in integrum, ut superius dictum est, semper salvare et deffendere contra omnes personas in causa, ante causam et post, de evictione autem et legali guirencia obligamus vobis et vestris omnia bona dicti comunis Civitatis et Burgi Narbone ubique habita et habenda. Et est sciendum quod predictæ viginti maçmotine censuales fuerunt preconizate per urbem Dertuse, prout moris est fieri in dicta civitate, voce preconis diu et solempniter, bona fide, ut dictum est; et nemo fuit inventus qui tantum vel majus precium in predictis maçmotinis dare vellet seu etiam offerre nisi vos emptor jamdictus in predictis maçmotinis dedistis et obtulistis. Quare vobis pro precio antedicto vendicionem fecimus cum hoc publico instrumento; cui quidem instrumento vendicionis et omnibus in eodem contentis auctoritate mandati regii supradicti, nos Guillelmus Gaufredi et Laurencius Cima, judices antedicti, una cum Bernardo de Vilalbino, gerente vices venerabilis Bernardi de Podiatis, vicarii predicti, auctoritatem nostram et decretum curie sententialiter impertimus. Quod est actum in curia Civitatis Dertuse, quinto kal. junii, anno dominice incarnationis millesimo .cccc. nouo, presentibusque Bernardo FFerrerii de Villanova et FFerrario Juncosa et Dominico de Verneto et Petro de Alcarraz ad hoc vocatis pro testibus et rogatis.

Quibus peractis, dictus vicarius volens se certificare de hiis que expenderat et receperat Jacobus Terres de predictis, fecit ad se vocari dictum Jacobum, qui eidem vicario rationem seu computum in scriptis reddidit de

predictis; cujus tenor assumptus de libro curie dictę civitatis noscitur esse talis: Remenbrança que fa en Jacme Terres de les messions que ac a ffer per raho de la empara que fo feyta per lo senyor rey a instancia sua de .xx. maçmotines censals, quel comu de Narbona reebia en .j. hostel qui es el carrer de la Pescateria de la dita ciutat, e d'altres coses que feu emparar d'alguns homens de la senyoria del rey de França. Primerament estech a Barchelona .xviii. dies per recaptar una letra del senyor rey de mandament a vos senyer en Bn. Çespujades, que feesets vendre les dites .xx. maçmotines censals e altres coses que en la vostra jurisdictio fossen trobades tro a la quantitat que a eyl romanía a pagar dels .xxx. milia sol., dels quals lo senyor rey li dona licencia de penyorar bens d'omens de la senyoria del dit rey de FFrança; eyl quart que y estava ab una cavalcadura .xc. sol. a raho de .v. sol. per jorn. — Item li costa la dita letra que ague del senyor rey de la dita raho .v. sol. .ij. d<sup>s</sup> ab lo segueyl. — Item li costa .ja. carta de protestatio que feu a un procurador de Narbona qui era ladonchs, en la ciutat de Barchelona, en qual certifica de la venda que en tenia a fer de les dites .xx. maçmotines censals .x. sol. — Item despes en tres dies que triga de venir de Barchelona tro en Tortosa, si quart que era ab una cavalcadura .xv. sol. — Item despes en .c. e .xxv. jorns que estan en Tortosa e procuran que les dites maçmotines censals se venessen e alguns barches e blat e roga que avia feyta emparar, tro que les dites maçmotines foren venudes e les altres coses foren determenades per sententia, a raho de dos sol. per jorn, .ccl. sol. — Item costaren li savis qui consellaven en ço que y avia a ffer sobrel contrast que era feyt per aquelles de qui eren les coses que avia feyts emparar .lx. sol. — Item dona a un savi que consella per dues vegades en G. Solsoria qui era veger, per interluqutories que en lo dit feyt ac a dar .xx. sol. — Item dona a un translat que ague d'una letra que



aquels a qui avia feyta fer la empara avien empetrada contra eyl del senyor rey .x. d<sup>s</sup>. — Item done an Johan Davo, escrivà de la cort, per translat que feu del proces que feyt fo per raho de les dites empires .viij. sol. — Item ague a donar a un savi quin feu disputacions sobrels testimonis que ague a donar sobre les dites empires, per ço cor los savis primers qui l'avien consellat e qui ja avia pagats no eren en la ciutat, .x. sol. — Item li costaren les dites disputacions que feu transladar .vj. d<sup>rs</sup>. — Item dona an G. Joffre que fon juge en algunes coses de les dites empires .xij. sol. per son trebal. — Item dona a savis qui consellaren vos senyer en Bn. Cespujades, veger, sobre una interluqutoria que agues a dar en lo dit feyt .x. sol. — Item al consell que agues a donar la sentència .iij. sol. e .ix. d<sup>rs</sup>. — Item dona a la escrivania de la cort per una carta .v. sol. — Item entrel veger e dos jutges qui fermaren la carta de la venda de les dites .xx. maçmotines censals .v. sol. — Item al corredor qui crida les dites .xx. maçmotines censals per .xxv. dies per la dita ciutat .iiij. sol. .ij. d<sup>rs</sup>. — Item per la venda ques feu d'aquelles .ix. sol. e .vij. d<sup>rs</sup>. — Item costaren saygs mentre lo contrast de les dites empires dura .v. sol. e mes. — Item dona al jutge que vos dit senyer veger assignas a reebre lo proces que sach a fer sobre les dites empires tro a sentència e los testimonis que dats hi foren .xl. sol. — Item costa la letra de certifficatio que feyta fo al senyor rey de ço que a eyl fon donat de ço que sobra levades les dites mesions de ço que (1) aut fo de les dites .xx. maçmotines et d'altres coses dejos escrites .v. sol. — Suma que munten per tot les mesions d'amunt dites .xxviii. lbrs. e .ix. sol.

Remenbrança que foren audes de les dites .xx. maçmotines censals .c.xv. lb. — Item de ço que romanie a pagar

---

(1) Les mots précédents depuis *a eyl fon donat* sont dans l'interligne.

del cens d'aquelles .xx. maçmotines censals del temps passat .xxxij. lb. de Barchelon. — Item de ço que fo aut de la meytat que un Proençal avia en una barcha que fo trobada en Tortosa, laqual menava en Johan Adrover .xxxv. lb. de Barchelon. Suma que munta per tot la dita reebuda .c.lxxxij. lb. Que fuerunt tradite de mandato dieti vicarii prefato Jacobo Terres in compotum dictorum .xxx. mille sol. et expensarum supradictarum, de quibus omnibus dictus vicarius, juxta mandatum regium ei factum, dieti domini regis conscienciam informavit sub forma inferius annotata:

Excellentissimo ac magnifico domino Jacobo, Dei gratia regi Aragonum, Valencie, Sardinie et Corsice, comitique Barchinone, ac sancte Romane ecclesie vexillario, ammirato et capitaneo generali, Bn. de Podiatis, humilis vicarius vester in civitate Dertuse et ripparie Iberi, prostratus ad terram pedum oscula beatorum, elemencie vestre dominice notifico per presentes quod ego, juxta mandatum litteratorie michi per vos factum, ad instanciam Jacobi Terres, civis Dertuse, exposui venales per civitatem Dertuse voce preconis diu et solempniter bona fide viginti maçmotinas censuales quas comune Narbone percipiebat singulis annis in dicta civitate, et facta ex ipsis legitima subastacione, vendidi ipsas pro precio centum et quindecim librarum Barchin., cum amplius non posset ex ipsis modo aliquo inveniri. De quibus, una cum triginta duabus libris Barchin. que dicto comuni debebantur de censu temporis preteriti, et cum .xxx.v. librisque habite fuerunt de medietate quam quidam Provincialis de dominatione illustris regis Ffrancie habebat in quadam barcha, que inventa fuit in civitate Dertuse, dedi et solvi dicto Jacobo Terres, deductis omnibus missionibus et expensis quas illa de causa facere habuit, taxatione premissa, quamvis de eis michi plenam fidem fecit, centum quinquaginta et .iij. libris .xj. sol. Barchin. In residuo vero illarum .xxx.

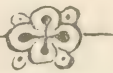
miliū sol. Barchin. de quibus vos, excellentissime domine, eidem Jacobo licenciam pignorandi bona hominum subditorum jurisdictioni illustris regis Francie dedistis et concessistis, non potui satisfacere, cum ad presens plura bona dictorum hominum in civitate Dertuse vel ejus terminio non potuerit inveniri. Expensas vero et messiones quas dictus Jacobus Terres habuit facere in civitate Dertuse pro habendis et recuperandis quantitates pecunie antedictas clemencie vestre dominice clausas et meo sigillo sigillatas mittere curavi. Datum Dertuse, kal. madii, anno dominice incarnationis millesimo .cccº. decimo.

Unde nos Bernardus de Podiatīs, vicarius, et Guillelmus de Cereto, bajulus Dertuse, predicti, una cum Jacobo Monachi, curie dicti domini regis iudice, examinatis processibus supradictis et de libro curie de puncto ad punctum per notarium infrascriptum bene et fideliter sumptis, dicto transumpto, ut ei plena fides in omnibus habeatur, suam auctoritatem et decretum interposuerunt auctoritate regia supradicta, et sigillo curie pendenti civitatis predictę sigillari fecerunt transumptum autenticum suprascriptum. Quod est actum in curia civitatis Dertuse, quarto nonas junii, anno dominice incarnationis millesimo .cccº. decimo, presentibus Umberto de Cleriaria et Apparicio de Arnis ad hoc vocatis pro testibus et rogatis.

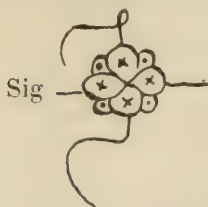
Sig † num Bernardi de Podiatīs, vicarii Dertuse predicti, qui hec laudamus, concedimus et firmamus et auctoritatem nostram huic prestamus.

Sig † num Guillelmo [*sic*] de Cereto, bajuli predicti, qui hec firmavit.

Sig † num mei Jacobi Monachi, iudicis curie domini regis, qui hoc firmo.

Sig —  — num mei Guillelmi de Villarotunda, notarii curie civitatis Dertuse publici, qui hoc transump-

tum auttenticum cum suo originali fideliter auctoritate vicarii predicti comprobavi et scribi feci.



num Bernardi Querol qui hoc scripsit jussu Guillelmi de Villarotunda, notarii publici curie civitatis Dertuse, cum aptato, etc. (4).

*Au verso :* Lo vigier de Tortoza vendet an Jacme Terrens de Barsalona xx maymodinas d'usages que avia Narbona cascun an a Tortoza per pretz de .cxxv. lbr. de Barssalones, per mandament del rey d'Aragon, per lo deute de marca de xxx m sol. de Barsalones que demandava lo dit Jacme. Guillelm Recort fec requestas al vigier, el vigier escrigr al rey d'Aragon.

(Pièce parch., orig.; sceau disparu; il ne reste que des fragments de lacs).

*E. 1312* — 30 septembre. — Sentence d'acquittement prononcée par Yves de *Laudunaco* en faveur de Bernat Lazer de Narbonne.

Anno nativitatís Christi, millesimo trecentesimo duodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, quinto idus octobris. Noverint universi quod nos Petrus Martini, jurisperitus, tenens locum discreti viri domini Arnaudi Escarboti, legum doctoris, judicis comunis curie Narbone domini nostri Francie regis et nobilis viri domini Amalrici, vicecomitis et domini Narbone, vidimus, tenuimus, legimus et diligenter inspeximus, adhibito nobiscum

(4) Suit la liste des mots raturés, corrigés ou mis dans l'interligne.

magistro Guillelmo Pagesii, notario dicte comunis curie, videlicet quoddam publicum instrumentum subscriptum et signatum per manum magistri Bernardi Otonis, publici domini nostri Francorum regis notarii, sigillatumque inpendenti sigillo venerabilis viri domini Yvonis de Laudunaco, legum doctoris, ejusdem domini regis clerici, ut prima facie apparebat, non viciatum, non cancellatum neque in aliqua sui parte abolitum; cujusquidem instrumenti tenor de verbo ad verbum sequitur sub hiis verbis:

Noverint universi quod coram curia senescalli Bellicadri et Nemausi, seu coram certis comissariis ab eodem senescallo deputatis, quedam inquisitionis causa ad significationem Jacobi Terresii de Tortosa contra Johannem Lazari de Narbona diu agitata fuisset, in qua quidem causa predictus Jacobus quandam petitionem seu significationem obtulit in hunc modum infrascriptam. Significat vobis domino (1) senescallo Bellicadri et Nemausi Jacobus Terrerii de Tortosa, non intendens nec volens sumere aut facere partem contra Johannem Lazari de Narbona, marinerium, sed intendens instruere et informare de infrascriptis vos dominum (1) senescallum et judicem vestrum, ut ex officio vestro fiat et subsequatur condemnatio de ipsis, tam pro esmenda domini regis Francorum, quam de restitutione facienda ipsi Jacobo secundum justiciam et consuetudinem curie vestre; requirens etiam idem Jacobus quod de infrascriptis curia vestra formet titulum inquisitionis contra ipsum Johannem Lazarii, secundum morem et consuetudinem curie vestre senescallie; vobis domino senescallo Bellicadri et Nemausi notificat dictus Jacobus quod, cum Johannes Lazarii de Narbona predictus naulejasset seu conduxisset ab ipso apud Aquas Mortuas quandam galeam, cujus ipse Jacobus erat patronus, vulgariter vocatam Coronatam

---

(1) Le nom du sénéchal est resté en blanc.



imperialem, ad navigandum et eundum de portu Aquarum Mortuarum ad portum Janue et ad redeundum, in qua galea dictus Jacobus, simul cum rebus suis quas in ipsa habebat, potestatem retinuit sibi tam in eundo quam in redeundo standi et essendi; et cum dictus Johannes Lazarii fecisset societatem et conservam cum Petro Leocate de Narbona, tunc vivente, patrono cujusdam sue galee, illuc eundi ad portum Janue, et ibi in presentia plurium testium reformata ipsa conserva et societate per ipsos redeundi de ibi ad portum Aquarum Mortuarum, pro tuitione galearum predictarum, mercium et mercatorum eorum, propter pericula et incursum piratarum totaliter evitandum; ipse Johannes Lazarii, semper dolositate et machinatione concepta, ut ex hiis que obvenerunt manifeste linquere potest, inductis per ipsum Johannem in ipsa galea quam conduxerat centum Narbonensibus hominibus et pluribus, existens ipse Johannes in portu Janue clam et latenter et contra preceptum consulis civium et foritaneorum civitatis Janue sibi Johanni per servientes ipsius consulis factum, ut jam aliquantulum separatus ab ipso portu Janue ad ipsum inmediate retrocederet, levato velo cum audiret preceptum velocius fraudulenter recedere procuravit, insciis, irrequisitis et penitus derelictis in civitate Janue predicto Jacobo qui in dicta galea cum suis rebus esse debebat et Petro Leocate, patrono alterius galee cum qua, ut supra, conservam fecerat, et pluribus mercatoribus ibidem derelictis, qui merces ipsorum jam posuerant in galea predicta, quam dictus Johannes conduxerat ab eodem Jacobo; quos omnes Jacobum et Petrum Leocate cum sua galea et mercatores sic dimissis apud Januam oportuit die sequenti in aurora assendere in galeam dicti Petri Leocate, et in ipsam galeam imposuerit ipse Jacobus johas magni precii et valoris valentes et decostantes cccc. libras vel circa, quas ipse Jacobus defferebat ad suos dominos regem Aragonum et reginam et eorum liberos.

Qui navigantes cum galea dicti Petri Locate, ut sequerentur galeam predictam cum qua recesserat ipse Johannes, ut juncta cum ipsa galea essent in conserva et tuitio-  
nem securam navigando et sequendo eandem, obviaverunt octo galee piratarum cursalium, cujus erat capitaneus Montenarius de Sora et comitus erat Jacobus de Castellano cum pluribus aliis cursalibus, et in qua erat dominus Berengarius Dentensa cum multis militibus. Qui cursales irruentes in galeam dicti Petri Locate, et fortiter expugnantes eandem, multis in ipsa interfectis, tam mercatoribus quam marinariis et aliis personis numero septuaginta et pluribus, finaliter expugnando ceperunt eandem galeam et ipsum Jacobum tunc captum et per decem dies et pluries ductum per multa loca per ipsos cursales deraubarunt, tollendo ipsas jahas et omnia que habebant ibidem, multosque mercatores et alios capientes personaliter secum duxerunt cum dicta galea Petri Locate, qui Petrus ibi letaliter vulneratus postea decessit, et inde tot et tanta enormia maleficia et crimina inpugnatione dicte galee commissa fuerunt quod aborrendum est cogitare nedum dicere. Quod in veritate non accedisset si dictus Johannes Lazarii observasset et fecisset predictam conservam cum galea dicti Petri Locate quam facere debebat ut supra, presertim pro eo quia galea dicti Jacobi, quam dictus Johannes tunc conduxerat, multum erat bona, fortis et potens, et quod quodammodo gravius, predictus fuit in galeam dicti Petri Locate sic expugnantibus se pro posse defendentibus a predictis cursalibus, dictus Johannes Lazarii non multum longe distans, ymo garda sua videre valens eosdem potuisset cum galea dicti Jacobi occurrere et auxilium et opem tulisse eisdem et galeas dicti Petri sue consone et conserve si voluisset, ut pote dicto prelio quasi per unam diem durante, probato ac divulgato invenire de predictis per omnes illas partes circumstantes, quod occurrere et opem ferre maliciose non curavit, nec voluit.

Post que sic patrata, dictus Johannes Lazarii, audito rumore quod dictus Jacobus Terresii aut captus aut mortuus erat in galea dicti Petri, sequenti die, ivit ad cameram sitam in popam dicte galee, ubi consueverat decubare dictus Jacobus et ubi consueverat tenere caxias et res suas, et associato sibi Petro Garnerie (?) de Narbona, scriptore pro dicto Johanne dicte galee, et senescalpo ipsius galee, et aliis omnibus Narbonensibus qui ibi erant tunc semotis ad partem, factoque sibi obstaculo ne viderentur, accepit caxiam dicti Jacobi bene clausam et firmatam et cujus clavem ipse Jacobus penes se habebat et nunc habet, et cum malleo et tenegiis per vim exclavit eandem; et de ipsa caxia, dictis scriptore et senescalpo sibi complicitibus, furtive austulit .ccc<sup>os</sup>. florenos auri minus uno et plura instrumenta ad ipsum Jacobum pertinentia, videlicet unum procurationis facte in dictum Johannem Lazarii per dictum Jacobum, sed tamen revocate ab ipso per ipsius instrumenti procuracionem ablationem, et aliud de predicto naulo dicte galee octuaginta quinque libr. tur. sibi adhuc debito in quantitate sexaginta sex libr. cum dimidia per dictum Johannem Lazarii, et lapum (?) consilii et alia multa instrumenta et scripturas ad ipsum Jacobum pertinentia; de quibus inscidit et destruxit dictum instrumentum nauli seu locationis galee predictae, et alia multa, et multas jahas, et jahas et res ipsius Jacobi positas in dicta caxia austulit et removendo contractavit de eodem, de eadem que et quas ipse Jacobus habebat et gubernabat in ipsa caxia tute et secrete, et de quibus faciet probationem legitimam et per sacramentum et alio modo, prout jura volunt; que predicta omnia comissa fuerunt hoc anno presenti, de mense madii proximo preteriti. Quare cum predicta sint fraudulenter comissa, sint turpia, enormia et pluribus tam mercatoribus quam aliis probis viris graviter dampnosa, et malum exemplum inducentia, nisi de luce et fortiter vindicentur, puniantur, de predictis supplicat et requi-

rit ipse Jacobus dictum Johannem diligenter inquiri et contra ipsum sollicita indagazione procedi, et ipsum Johannem inde et de predictis condemnari et puniri, ut pena ipsius sit aliis terroris exemplum, tam per officium curie paratus instruere ipsam curiam de predictis, quam per omnem per quem melius et celerius fieri possunt, et explicari predicta ad honorem domini nostri regis Francorum et ad vindictam sic perperam commissorum, et nichilominus suplicat et petit ipsum condemnari sibi ad restitutionem omnium predictorum in galea dicti Petri que assendant in sumam trecentarum nonaginta septem libr. Jan., que in veritate perdita non fuissent si dicta conserva servata fuisset, et etiam sibi ablatorum per dictum Johannem Lazarii seu suos complices de caxia ipsius Jacobi fracta et desclavata per ipsum Johannem, videlicet dictorum .ccc. florenorum minus uno et aliarum rerum et joharum ibidem positarum et ablatarum de ipsa caxia predicti Jacobi, quas suo tempore et per juramentum seu alio legitimo modo declarabit et probabit. Ipse Jacobus predicta dicit, et petit ipse Jacobus pauper et nichil habens ad expendendum, ductus per subterfugia et malicias et (1) varias excusationes et falsas dicti Johannis et per longum tempus litigando et consumendo omnia que habebat, fieri summarie et omni jure quo melius et efficacius potest, cum esset juri civili, caveatur questiones navium et rerum ipsarum subversarum seu expugnatarum levato, id est, summarie esse cognoscendas et terminandas; dicens etiam ipse Jacobus ipsa sic divulgata, manifesta et quodam modo notoria jam diu apud curiam Aquarum Mortuarum fore, tam per restitutionem dicte caxie fracte per dictum Johannem factam sibi coram ipsa curia Aquarum Mortuarum quam per alia multa notoria et manifesta, quia ipsa quodam modo alia probatione non egent nec ita

---

(1) *Ms. ex.*

vera possunt aliqua tergiversatione celari : contra quem Johannem multum etiam faciunt subterfugia et false et varie exceptiones quas usque nunc proposuit, per quas traxit negocium per quinque menses vel circa, sed nichilominus offert se paratum instruere vos et curiam vestram super predictis sufficienter, petens dictus Jacobus inquiri super predictis contra dictum Johannem Lazarii de Narbona, et si predicta negaverit testes suos recipi super predictis ac litte in dicta causa per dictum Johannem Lazari contestata.

Testibus, instrumentis et litteris tam per ipsum Jacobum Terresii ad instructionem ejusdem cause quam per predictum Johannem Lazarii ad sui deffentionem productis, eisdem testibus auditis et examinatis eorumque atestationibus publicatis, venerabilis et discretus vir dominus Yvo de Laudunaco, legum doctor, illustris regis Francorum clericus, auctoritate quarundam litterarum regiarum commissio- nis sibi facte, quarum tenor inferius est insertus, processibus in dicta causa habitis in statu in quo erant resumptis, prenominos Jacobum et Johannem coram se evocari fecisset, et eis ad dicendum et proponendum quicquid dicere et proponere vellent dies aliquos assignasset, demum juribus, rationibus et instructionibus que et quas prefati Jacobus et Johannes proponere voluerunt auditis, et in dicta causa per dictum Johannem Lazarii renunciato et concluso et sententia ferri cum instantia postulata et quantum ad dictum Jacobum Terresii pro renunciato, habito et concluso assignata fuit dies presens, videlicet dies sabbati post festum sancti Michaelis, ad diffinitivam sententiam audiendam. Quare nos Yvo de Leudunaco, commissarius predictus, visis et diligenter inspectis totius cause predictae meritis, et habito peritorum consilio super ea, presentibus coram nobis dicta die dicto Jacobo Terresii ex una parte et dicto Johanne Lazarii ex altera, sententiam ferri in dicta causa cum instantia postulante, sacrosanctis Dei



euuangelis positis coram nobis ut nostrum de vultu Dei prodeat iudicium et oculi nostri videant equitatem. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Diffinitivam in scriptis sententiam super predictis proferimus in hunc modum. Nos Ivo de Laudunaco, legum doctor, illustris regis Francorum clericus, iudex seu comissarius auctoritate regia deputatus, Johannem Lazarii reum seu denunciatum a denunciatis et significatis contra ipsum per Jacobum Terrerii, denunciato rem predictum, necnon a petitione ipsius Jacobi per diffinitivam sententiam absolvimus in hiis scriptis, salvo et retento nobis quod possimus contra officiales et curiales domini regis Francie super eorum negligencia et juris defectum procedere et eos punire, mediante justicia, juxta traditam nobis formam.

A qua sententia incontinenti dictus Jacobus, salvis causis nullitatum suo loco et tempore proponentur, ad quem debuit appellavit, petens apostolos sibi tradi et concedi, cum ad dominum regem Francie seu ad terras ac regna accedere non potest ad presens, cum fuit sibi interdicta, ut dixit. Et ibidem dictus dominus Ivo respondit quod erat paratus dare et concedere apostolos infra tempus legitimum, cum idem Jacobus declaraverit ad quem duxerit appellandum.

Tenor vero dicte comissionis littere noscitur esse talis: Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli clerico nostro, magistro Ivoni de Leudunaco, et iudici nostro majori Bellicadri, salutem et dilectionem. Cum ex questione Jacobi Terrerii de Tortosa in Catalonia nobis fuerit intimatum quod Johannes Lazarii de Narbona cum suis complicibus eundem Jacobum quampluribus bonis suis violenter et injuste spoliavit, et quod ad ipsius Jacobi requisitionem petentem bona sua sic sibi ablata cum dampnis que proinde sustinuit sibi reddi et resarciri et sibi justiciam fieri de predictis, predicto Johanne in

prisione nostra Bellicadri detento, justiciarii nostri dicte senescallie seu loca eorum tenentes, nulla facta de predictis restitutione dicto Jacobo, nec data sententia contra dictum Johannem, nec pro eo ipso Jacobo non vocato, ipsum incarcerationum promiserunt abire in ipsius Jacobi grande prejudicium et gravamen; de quibus aliqui eorum dicuntur corrupti pecunia, alii fraudem vel dolum vel defectum vel manifestam negligentiam comisisse. Quocirca mandamus et comitimus vobis et vestrum cuilibet quatinus contra predictos senescallos, judices, bajulos, vicarios, officiales et ministros nostros quoscumque dicte senescallie super predictis et ad ea pertinentibus, vocatis partibus et aliis qui fuerint evocandi, summarie et de plano, omni que appellatione et recusatione, quibuslibet aliis obstaculis cessantibus, ad expensas nostras propter paupertatem dicti Jacobi, inquiratis cum diligencia veritatem; et illos de predictis quos in hujusmodi culpabiles inveneritis ad reddendum eidem Jacobo integre dampna omnia que ipse propter culpam vel defectum eorum sustinuit in predictis et ad prestandum condignam proinde nobis emendam cum omni diligencia, prout rationabile fuerit, compellatis; nobis quicquid super hoc feceritis relaturi, ac processus inchoatos contra dictum Johannem resumetis(1) in statu in quo sunt, et si completi non fuerint compleatis et judicetis, rejectis quibuscumque subterfugiis et littium affractibus, faciatis quod rationabile videritis faciendum. Damus autem senescallis Bellicadri et Carcassone ceterisque justiciariis nostris tenore presentium in mandatis ut ipsi vobis in premissis diligenter pareant et intendant. Actum Parisius .xvija. die junii, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.xij<sup>o</sup>.

Lata fuit hec sententia apud Vetulam in valle Aranni, die sabbati post festum sancti Michaelis que fuit ultima

---

(1) Le ms. a *resumet* avec un trait d'abréviation au dessus de *me* et le *t* terminé par une boucle, signe d'abréviation.

dies (1) mensis septembris, anno ab incarnatione Domini millesimo .ccc°.xij°. , presentibus testibus venerabili viro domino Johanne de Fontano, decano ecclesie Casletensis, magistris Bernardo de Turri et Bernardo Serradelli, illustris regis Aragonum scriptoribus, et me Bernardo Othonis, publico prefati domini regis Francie notario, qui suprascripta de libro seu protocollo meo extrahi feci et ea signo meo consueto signavi (2). Et in testimonium premissorum, nos Yvo de Laudunaco, comissarius predictus, huic instrumento sentencie sigillum nostrum duximus apponendum.

In cujus visionis et inspectionis testimonio, nos Petrus Martini, locumtenens predictus, sigillum autenticum prefate comunis curie huic presenti publice scripture sumpto seu vidimus apponi jussimus seu appendi, anno et die quibus supra.

*Au verso:* Carta de sentencia e d'appellacion sobre la marca d'en Jac. Terren e d'en Johan Lazer per lacal fone absolt lo dit Johan Lazer de la demanda del dit Jac. Terren.

(Pièce parch., vidimus; fragment de sceau cire rouge sur lacs).

**F. 1316** — 14-25 mai. — Sur la requête des consuls du Bourg de Narbonne et des marchands intéressés, et malgré l'opposition d'un consul de la Cité et de parèurs du Bourg, le sénéchal de Carcassonne se déclare prêt à faire observer l'accord intervenu entre Philippe IV et le roi d'Aragon dans l'affaire des marques concédées à J. Terrens de Tortose (3).

(1) *Ms.* die.

(2) Le scribe a laissé ici un blanc.

(3) Cette pièce a été transcrite dans le recueil de Doat, t. 51, f° 439 v°. C'est d'après cette copie que M. René de Mas Latrie a publié dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1868, p. 306, les lettres de Philippe IV constatant l'accord intervenu entre les deux souverains.

Anno dominice incarnationis millesimo trecentesimo sexto decimo, videlicet die quartadecima mensis maii, serenissimo principe domino Ludovico, Dei gratia Francorum et Navarre rege, regnante. Noverint universi quod existentes in presencia nobilis viri domini Aymerici de Croso, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, videlicet Berengarius Boneti, consul Burgi Narbone, ut dicebat, nomine suo et aliorum conconsulum suorum et universitate dicti Burgi, et Bernardus Benedicti de Ulmo, mercator Burgi predicti, nomine suo et aliorum sibi consortum in causa infrascripta, presentaverunt eidem domino senescallo duas patentes et pendentes litteras, unam videlicet domini Ludovici, Dei gracia Francorum et Navarre regis, ejus sigillo inpendenti sigillatas ut prima facie apparebat, et aliam domini Philippi, bone memorie, eadem gratia olim Francorum regis, ejusdem sigillo inpendenti ut apparebat sigillatas. Quas quidem litteras dicti presentantes legi fecerunt coram dicto domino senescallo per me notarium infrascriptum, presentibus testibus infrascriptis. Quarum quidem litterarum regiarum tenores tales sunt :

Ludovicus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, senescallo Carcassone salutem. Mandamus vobis et comittimus per presentes quatinus compositionem inter carissimum dominum genitorem nostrum, ex una parte, ac regem Aragonum, consanguineum nostrum, ex altera, super facto marche pridem per Yvonem de Laudunaco, clericum prefati domini et genitoris nostri, factam et tractatam juxta sui formam et tenorem servari faciatis firmiter et teneri; et si quid super articulis in dicta compositione contentis complendi desit aut aliter exsequendi, illud complere et exsequi viis et modis quibus poteritis, prout ad nos pertinerit, studeatis. Damus autem omnibus et singulis justiciariis et subditis nostris presentibus in mandatis ut in premissis et ea tangentibus vobis pareant et intendant.

Datum apud Vallemmediam, .ix<sup>a</sup>. die februarii, anno Domini millesimo trecentesimo quintodecimo.

Serenissimo principi Jacobo, Dei gratia regi Aragonum, carissimo consanguineo nostro, Philippus, eadem gratia Francorum rex, salutem in eo per quem principes dominantur. Cum nos nuper dilectum et fidelem magistrum Yvonem de Laudunaco, clericum nostrum, super facto marche per vos contra nostros subditos et contramarche per nos contra subditos vestros indiete ratione rauberie per Johannem Lazari de Narbona Jacobo de Terreriis, civi Artuse *[sic]*, ut dicebatur, facte, ad vos cum nostris litteris credencie duxerimus destinandum, per quem nobis inter alia rescripsistis quod si eidem magistro Yvoni juxta formam mandati et comissionis per nos sibi facte, diligenti inquisitione prehabita de dicta raubaria non constaret, vos mercatoribus nostris de Narbona totam peccunie quantitatem quam revera merces eorum et panni marchati occasione et pretextu marche predictae deconstiterunt de caballo seu de capitali, prout prefatus magister Yvo per juramenta dictorum mercatorum et aliter prout sibi visum foret legitime declararet, prefatis mercatoribus de vestro proprio solveretis, dampnis et expensis utrinque factis et sustentis a partibus hinc inde remissis; idemque magister Yvo, prout nobis retulit, predictum Johannem Lazari a petitione dicti Jacobi de Terreriis per suam diffinitivam sententiam absolvit, super quo etiam nobis per alias vestras litteras rescripsistis; vos requirimus et rogamus quatinus prefatis mercatoribus mille sexentas libras turon. pro valore et precio dictorum pannorum et mercium marchatorum, cum tamen predictae merces ducte Barchinone dictis mercatoribus, prout idem magister Yvo per juramenta dictorum mercatorum se reperisse nobis retulit, deconstiterant de caballi, eisdem mercatoribus liberari et solvi seu eorum procuratoribus, cum ad vos iverint vel miserint, faciatis. Ceterum licet, prout vobis videbatur,



dampna et expense a partibus deberent utrinque remitti, quod a nobis, si de dictis Jacobo et Johanne intelligatur, satis tolerabile videretur, quod tamen predicti mercatores, qui sine culpa sua per predictam marcham in immensum dampnificati fuerunt, remanerent in dampno, non videtur consonum rationi. Et ideo idem magister Yvo, presente Bernardo de Turri, scriptore vestro, audito compoto et ratione a procuratoribus dictorum mercatorum super dampnis et expensis predictis, reperiens quod dicti mercatores causa et occasione dicte marche in quinque milibus sexentis viginti septem libris turon. dampnificati fuerunt, ordinaverit quod duo milia quadringente libre turonensium, videlicet .m.cc. per mercatores nostros qui in regno vestro, et .m.cc. per mercatores vestros qui in regno nostro soliti sunt mercari, dictis dampnis et expensis contribuentes solvantur; residuis tribus milibus .cc.xxvij. libris restantibus de dictis dampnis et expensis remanentibus in suspenso, donec per nos quomodo dicti mercatores Narbone reddantur indemnes vel alias sit provisum; ita quod ratione dictorum dampnorum contra vos vel subditos vestros dicti mercatores Narbone nullam de cetero possint habere recursum. Quam ordinationem ad vos per dictum Bernardum postmodum reportatam, pro bono pacis et tranquillitate *[sic]* utriusque regni subditorum, nos et gentes vestre quas ad negocium dictorum marche et contramarche et vallis Aranni per vos ad nos missas acceptabilem reputamus. Placeat serenitati vestre dare operam quod prefati mercatores undique cessantibus dictis marcha et contramarcha, precipue mediante ordinatione super futuris marchis in posterum non faciendis per vos et nos facta concorditer, poterunt suas de cetero in regno nostro mercaturas securius exercere, dictam contributionem .m.cc. libr. mercatoribus nostris Narbone faciant antedictis. Datum Pissiaci .xxvj<sup>a</sup>. die aprilis, anno Domini millesimo trecentesimo tredecimo.

Quibus quidem litteris presentatis et perlectis, ut predictur, dicti presentantes (1), nominibus quibus supra, predictum dominum senescallum, reverencia et instancia quibus decet, ex parte dicti domini regis requisiverunt ut contenta in predictis litteris regiis compleat et etiam exsequatur sic et taliter quod prefatus dominus noster rex ex inde debeat contemptari et ne propter defectum ejusdem domini senescalli dicta exsequutio valeat retardari.

Et ibidem, existentes (2) Arnaldus de Bagis, consul Civitatis Narbone, ut dicebat, et Guillelmus Peyrerii et Jacobus Calva, paratores Burgi Narbone, opposcentes se predictis et contradicentes in quantum contra ipsos predicta faciunt et facere possunt, petierunt copiam dictarum litterarum regiarum et tocus processus habiti super negotio predicto sibi fieri, et diem competentem ad proponendum suas deffensiones sibi assignari. Et dictus dominus senescallus Carcassone volens deliberare super predictis assignavit diem dictis presentantibus et opponentibus ad suam responsionem faciendam super predictis, videlicet diem crastinam apud Carcassonam. De quibus omnibus et singulis supradictis dictus Berengarius Boneti, consul predictus, et Bernardus de Ulmo, mercator predictus, requisiverunt me notarium infrascriptum quod eis recipe-rem et conficerem publicum instrumentum. Acta fuerunt hec in capella castri Civitatis Carcassone in presentia et testimonio magistri Guillelmi Recordi, notarii Narbone, Bernardi Pauli, burgensis, Guillelmi Villarii, canebaserii, Bernardi Rogerii, textoris, habitatorum Narbone, et plurium aliorum, et mei Johannis de Provino de Carcassona, auctoritate regia publici notarii infrascripti.

Post hec, anno quo supra, die vicesima quinta mensis maii, dictus dominus senescallus Carcassone ad contenta

---

(1) *Ms.* presentates.

(2) *Ms.* existentibus.

in dictis litteris regiis superius exhibitis et presentatis eidem ac requisitis per dictos presentantes et petitis per dictos se opposites in predictis, in presencia mei notarii et testium infrascriptorum, respondit ut sequitur: Ad que dictus dominus senescallus Carcassone respondit et dixit se fore paratum complere et exsequi cum effectu, vocatis evocandis, contenta et mandata in litteris regiis supradictis juxta formam et continentiam earumdem; concedens nichilominus Arnaldo de Bagis, consuli Civitatis Narbone, et Guillelmo Peyrerii et Jacobo Calve, paratoribus Burgi Narbone, oppositis se in predictis, copiam litterarum regiarum predictarum et facere eisdem justicie complementum, prout fuerit rationis. Acta fuerunt hec juxta portam castri Civitatis Carcassone domini regis, in presencia et testimonio magistrorum Francisci Dominici, Aymerici Anglici, jurisperitorum de Carcassona, Johannis Franchi, firmarii salini Carcassone domini regis, et plurium aliorum, et mei sepedicti, Johannis de Provino de Carcassona, auctoritate regia publici notarii, qui premisis omnibus et singulis presens interfui, et requisitus hanc cartam de predictis recepi, scripsi et signo meo signavi.

*Au verso:* Carta de presentacion d'una letra del rey que presenteron cossols al senecal de Carcassona per la marca d'en Bn. Benereg.

(Pièce parch., orig.)

**G. 1323** — 13 avril. — Charles IV rapelle à Jayme II la convention conclue avec Philippe IV.

Noverint universi quod nos Petrus Sicardi, jurisperitus, tenens locum domini vicarii Biterris domini regis, vidimus legimus, tenuimus et diligenter perscrutati fuimus quasdam patentes literas regias domini nostri Francorum et

Navarre regis et pendentes non viciatas, non cancellatas, nec in aliqua sui parte abolitas, quarum tenor talis est :

Magnifico principi carissimo et speciali consanguineo nostro, Jacobo, Dei gracia regi Arragonum illustri, Karolus, eadem gracia Francorum et Navarre rex, salutem et prosperos ad vota successus. Sua nobis consules nostri Narbone conquestione monstrarunt quod vos, forsan inmemores factarum dudum inter vos et dominum genitorem nostrum compositionum super marchis a modo contra vestros et suos regnicolas non concedendis, nunc de novo contra villam Narbone et alios nostros regnicolas marcham indixistis contra compositionum seriem predictarum. Ideoque vestram rogamus amicitiam quatenus compositiones predictas, sicut velletis nos eas servaturi, taliter observetis, quod nobis debeat esse gratum. Datum Parisius, die .xiiij<sup>a</sup>. aprilis, anno Domini .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. vicesimo tercio.

In quorum visionis et inspectionis testimonio, nos dictus locumtenens sigillum majus curie Biterris domini regis hic apponi jussimus impendenti, anno nativitatís Christi .m<sup>o</sup>. ccc<sup>o</sup>. vicesimo quinto, .xxviij<sup>a</sup>. die mensis februarii, domino Karolo, Dei gracia rege Francorum et Navarre regnante.

*Au dos* : Facta est collatio per B. Sabaterii, notarium.

*Au verso* : De marcas entre las gens del rialme de Fransa e lo rialme de Aragon.

(Pièce parch., vidimus, fragments de sceau cire rouge sur queue).

**II. 1323** — 24 avril. — Mandement de Charles IV au sénéchal de Carcassonne relatif à l'exécution de l'accord conclu entre Philippe IV et Jayme II.

Karolus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, senescallo Carcassone aut ejus locumtenenti salutem. Sua nobis

consules Civitatis et paratores Narbone conquestione monstrarunt quod cum marcha dudum per illustrem principem regem Aragonum, carissimum consanguineum nostrum, vivente carissimo domino et genitore nostro, contra subditos regni Francie data fuisset, idem dominus genitor noster contramarcham dedit contra predicti regis subditos ratione cujusdam robarie facte per Johannem Lazarii de Narbona contra Jacobum de Terreis, civem Athulie (*sic*), sicut fertur, quodque super dictis marcha et contramarcha per eundem genitorem nostrum de assensu dicti regis Aragonum in modum qui sequitur extitit ordinatum, videlicet quod causa relevandi Bernardum Benedicti de Narbona de quinque milibus viginti et septem libris turon. in quibus ratione dicte marche dicebatur dampnificatus fuisse, mille et ducente libre per mercatores regni Francie predictum regnum Aragonum frequentes alieque mille et ducente libre per Aragonenses in dicto regno Francie mercaturas exercentes eidem solverent Bernardo, residuo dicte summe pecunie, donec aliter idem dominus genitor noster super hoc plenius providisset, posito interim in suspenso, prout in dicta ordinatione plenius dicitur contineri. Quidam tamen comissarii super executione dicte ordinationis ex parte nostra deputati, occasione sumpta solum quod dicti conquerentes predebant ejusdem ordinationis executionem contra ipsos fieri non debere, predictam ordinationem, omissis aliis mercatoribus regni Francie dictum regnum Aragonum frequentantibus in eadem ordinatione generaliter comprehensis, in bonis eorundem conquerencium singulariter usque ad summam mille et ducentarum librarum fieri fecerunt non sine dictorum conquerencium grandi dispendio ac etiam, sicut asserunt, detrimento. Quare mandamus vobis quatinus si, vocatis evocandis visaque ordinatione predicta, vobis legitime summarie et de plano constiterit de predictis ipsos conquerentes in et super



bonis aliorum mercatorum dictum regnum Aragonum frequentantium juxta dicte ordinacionis tenorem indemnes servetis, et ut eis citius possit satisfieri pro porcione quemlibet aliorum dictorum mercatorum contingente prout melius servato tenore dicte ordinacionis faciendum fuerit, sic eisdem conquerentibus providere curetis quod dicti conquerentes a tanto solutionis gravamine releventur nullamque de cetero super hoc querimoniam audiamus. Datum Parisius, die xxiii<sup>a</sup> aprilis, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. vicesimo tercio.

Relatione. — Alias signata sic: per dominum M. Mauconduit, J. de Templo.

(Pièce parch., orig., fragm. de sceau sur queue).

## LXI

**1309** — 13 des kalendes d'octobre (19 septembre). — Bonet Contastin, marchand de Narbonne, crée au nom de son frère et au sien des procureurs chargés de réclamer à Frédéric II, roi de Sicile, les marchandises que les gens du roi leur ont enlevées dans divers ports de Sicile.

Anno Domini millesimo trecentesimo nono, domino Philippo rege Francorum regnante illustrissimo, .xiiij<sup>o</sup>. kal. octobris. Noverint universi quod ego Bonetus Contastini, burgensis Narbone, tam pro me quam nomine procuratorio Raymundi Johannis Contastini, fratris mei, et ut conjuncta persona ejusdem, prout in instrumento procuracionis inde facto per magistrum Guillelmum Gaffeti, notarium Narbone publicum, plenius continetur, qui filii sumus et heredes universales domini Boneti Contastini, condam patris nostri, testimonio hujus veri et publici

instrumenti facio, creo et constituo veros, certos, speciales ac indubitatos procuratores meos et dieti fratris mei, videlicet discretos viros Guillelmum Garussoni, mercatorem Narbone, et Poncium Sabisbal, mercatorem Barchinone, hujus presentis publici instrumenti exhibitores, et quemlibet eorum insolidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, ad petendum, exhigendum ac humiliter suplicandum excellentissime magestati domini Frederici, regis Cecilie, illas decem balas pannorum laneorum tam de Narbona quam de Francia, quas ego et dictus frater meus habebamus in navi Jacobi de Sancto Martino et Petri Castanh de Majoricis per manus et nomine Petri de Herminiis de Narbona, mercatoris et factoris nostri. Que decem bale predictæ capte fuerunt in portu de Calher per fratrem Rogerium de Brandis, quas dictus frater Rogerius dicebat et asserebat se recepisse ad servicium dicti domini regis Frederici. Et etiam ad requirendum, exhigendum, recuperandum ac humiliter suplicandum dicte regie magestati michi et dicto fratri meo restitui illas quinque esportas piperis, et illas tres esportas de gingibrè, et illas quinque botas panis de sucre Babilonie, que per gentes dicti domini regis Frederici, regis Cecilie, et que erant in galea messerii Salveti Pizani de Genoa que veniebat de insula Chiprensi, de qua galea erat patronus messier Golinus de Chave de Genoa, capte fuerunt in insula Cecilie in loco dicto portus de Messina. Et nichilominus ad petendum, exhigendum, recipiendum, recuperandum ac humiliter suplicandum dicte regie magestati michi et dicto fratri meo restitui illas decem caxias de pulso de sucre Chiprensi, et quinque botas panis de sucre Babilonie, que erant nostre proprie in navi Bartholomey Oliverdani de Barchinona, que veniebat de insula Chiprensi, et que capte fuerunt in insula Cecilie, in portu d'Agosta, per Pontadinum Discla cum gualcis de Messina, vel per gentes seu curiales dicti illustrissimi domini regis

Cecilie; dans et concedens dictis procuratoribus meis et dicti fratris mei ac eorum cuilibet insolidum plenam cum libera administrationem et potestatem predicta omnia sic a nobis capta petendi, recipiendi ac recuperandi, et dicto domino regi humiliter supplicandi eadem omnia michi et dicto fratri meo restitui, et de hiis que receperint in totum vel in partem quitationes et diffinitiones generales et speciales nomine meo et dicti fratris mei faciendi; et demum omnia alia universa et singula hic expressa vel non expressa, generaliter et specialiter agendi, exercendi et procurandi, que veri et legitimi procuratores facere possunt et debent, et que non transeunt in mandatum nisi specialiter exprimantur, et que nos faceremus vel facere possemus, si presentes personaliter adessemus; ratum, gratum et firmum perpetuo habituri quicquid per dictos procuratores nostros vel eorum alterum actum, gestum, petitem, receptum, supplicatum, quittatum, diffinitum ac etiam procuratum fuerit in premissis vel aliquo premisorum. Acta fuerunt hec Narbone, anno et die quibus supra, in presentia et testimonio domini Guillelmi Juerni, rectoris ecclesie de Mirapisce, diocesis Narbonensis, Berengarii Arnaldi, burgensis Narbone, Guillelmi Gombaudi de Vinassano, Bernardi Bonaura de Sancto Genesio, diocesis Bitterrensis, et mei Guillelmi Cerdani, junioris, de Narbona, notarii publici domini nostri Francorum regis, qui hec recepi requisitus et scripsi ac signo meo consueto

signavi



*Au verso:* Carta de perquasion d'en G. Garuson et d'en Pons Bisbal per lo fac de Seselia.

(Pièce parch., orig.)

## LXII

## DOUANES.

A. 1310 — 2 des ides de février (12 février). — Accord entre les consuls de Narbonne et le garde des passages de la sénéchaussée de Carcassonne sur diverses formalités à remplir lors de l'exportation des marchandises.

Anno Domini millesimo trecentesimo decimo, domino Philippo, Francorum rege, regnante, .ij. idus febroarii. Noverint universi et singuli quod, cum discretus vir Victorius de Carlevilla, domicellus, dicens se locum tenentem domini Johannis de Cors, militis, deputati, ut dicitur, ex parte domini nostri regis ad custodiendum passus regni Francie confinium in senescalia Carcassone ne res prohibite de dicto regno abstrahantur, fecisset, ut dicebat, preconizari per villam Narbone ex parte dicti domini regis quod aliquis non esset ausus liguari vel facere liguari in Narbona aliquas balas quarumcumque rerum, mercium vel mercaturarum cujuscumque sint, absque visu, inspectione et sigilli appositione sui ac ab ipso super hoc deputationum; et, dicta preconizatione facta, regentes consulatus Civitatis et Burgi reputarent se et universitatem dicte ville a dicta preconizatione multipliciter aggravatos, ad requisitionem dictorum regentium consulatuum, videlicet P. Raimundi de Monteolivo, regentis consulatuum Civitatis, et Michaelis de Alsona et B<sup>i</sup> Honorati, regentium consulatuum Burgi Narbone, dictam preconizationem etiam facto et verbo revocavit et pro revocata habere voluit.

Item cum super liguandis balis mercatorum rerum non prohibitarum per dictum locumtenentem vel ejus nuntios

et albaranis inde faciendis fuisset inter dictos regentes et locumtenentem predictum diutius altercatum, dictus locumtenens dictis regentibus dixit et respondit quod ipse volebat et erat paratus et paratum se offerebat sigillare suo sigillo aut per substitutos suos facere sigillari omnes et singulas balas pannorum et aliarum rerum non tamen prohibitarum quas de regno voluerint abstrahere. Et ad hoc ad requisitionem quorumcumque de Narbona et absque quacumque exactione et [pe]titione salarii seu levamenti pro dicto sigillo vel sigillis ulterius dixit et respondit quod, si aliqui de Narbona pro dictis balis sigillatis tunc voluerit habere albaranum vel litteram ab eodem, quod paratus est et paratum se offert dictas litteras libere sigillare, dum tamen (1) illi qui tales litteras vel albaranos habere voluerint suis sumptibus habeant scriptorem, papirum et ceram. Preterea dictus locumtenens dixit et se obtulit quod si aliqui ejus nuntii vel ab eo substituti aliquam injuriam alicui de Narbona irrogarent vel dampnum alicui inferrent frangendo sigilla sua posita super balis vel rebus aliis vel aliter, quod ipse dictos suos subditos ac nuncios taliter corrigeret et castiguabit quod dicti regentes debebunt contentari et nichilominus dampnis passis faciet emendari. Acta fuerunt hec in domo consulatus dicti Burgi, anno et die premissis, presentibus et testibus magistro Bernardo de Feudo, jurisperito, Romeo Guilaberti, mercatore, Arnaldo Gontelmi seniore, Berenguario Robini, Johanne Guitardi, paratoribus dicti Burgi, et pluribus aliis, et me Guillelmo Ricordi, notario domini nostri Francie regis, qui requisitus tam per dictos regentes quam dictum locumtenentem hoc instrumentum recepi et notavi, et in hanc formam publicam reddegi, et

meo signo signavi



---

(1) *Ms. tam.*



*Au verso:* Sobre lo fait de las guardas dels portz.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1310** — Veille des ides de mars (14 mars). — Les consuls de Narbonne en appellent au roi des exactions du garde des ports qui exigeait un droit de sceau de quatre deniers de chaque ballot de marchandises sortant de Narbonne.

Anno a nativitate Christi millesimo trecentesimo decimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, pridie ydus marcii. Noverint [universi] (1) quod existens Petrus Raimundi de Monteolivo, regens consulatum Civitatis Narbone auctoritate regia, ac Bernardus Honorati, regens consulatatum (1) Burgi Narbone eadem auctoritate regia, coram domino Victore, gardiatore portuum domini nostri Francorum regis, presentibus me notario et testibus infrascriptis ad hec vocatis specialiter et rogatis, iidem domini regentes tradiderunt michi notario infrascripto quandam papiri sedulam scriptam et per me legi fecerunt coram dicto domino Victore et in vulgari exponi seu romana lingua. Cujus siquidem sedule tenor dinoscitur esse talis :

Existens Petrus Raimundi de Monteolivo, regens consulatum Civitatis Narbone auctoritate regia, ac Bernardus Honorati, regens consulatum Burgi Narbone eadem auctoritate regia, coram domino Victore, gardiatore portuum domini nostri regis, dixerunt quod predictus dominus gardiarius ac sui, in magnum prejudicium et gravamen dicte ville, exhigit seu exhigi facit de qualibet bala pro sigillatione ejusdem quatuor denarios tur. de illis probis hominibus Narbone qui dictas balas mittunt per diversas

---

(1) Il manque le début de deux lignes.

partes mundi, prout paratores et mercatores et omnes alie gentes dicte ville Narbone facere consueverunt, non obstante quod alias dictus dominus gardianus modum predictum faceret seu fieri faceret, revocaverit et cognoverit esse revocandum, prout in quodam instrumento inde confecto plenius continetur. Et nichilominus pannos crudos Narbone non permitit exire a regno Francie, nec eosdem balatos vult sigillare ut possint extrahi extra regnum supradictum; que dixerunt redundare in magnum prejudicium et gravamen ville predictæ, cum panni crudi Narbone seu terre ejusdem non sint prohibiti abstrahi a regno supradicto per dominum nostrum regem supradictum. Quare predicti domini regentes requisiverunt predictum dominum Victorem, gardiatorem, quod predicta facta in prejudicium dicte ville revocet, et ea que levata seu recepta sunt occasione predicta restituat seu restitui faciat indilate; alioquin occasione premissorum intendunt habere recursum ad superiorem, presertim cum predicta procedant contra ordinationem et preceptum alias per dominos magistratos factam seu factum.

Ad que dictus dominus Victor incontinenti respondit et dixit quod ipse paratus est et paratum se offert facere juxta ordinationem seu preceptum dictorum dominorum magistrorum, cum nuper eisdem dominis regentibus responderat quod, quandocumque et quocienscumque de predicta ordinatione per litteram seu per aliqua alia ydonea documenta, ut dixit, eidem fuerit facta fides per predictos dominos regentes, cum predicti domini regentes dicto domino Victori, ut dixit, de predicta ordinatione eidem, ut dixit, dicti domini regentes facere promiserunt. Item respondit et dixit idem dominus Victor et dictos dominos regentes requisivit, prout alias requisiverat, ut dixit, quod per sacramentum quod fecerant dicti domini regentes dicto domino nostro regi, ut dixit, eundem dominum Victorem super predictis consiliarent, si

est vel erat proficuum dicti domini nostri regis, ut dixit; et quod dicti domini regentes eidem responderunt, ut dixit, quod eidem consilium ydoneum super premissis darent. Item dixit et respondit dictus dominus Victor quod ipse non ponet dictum dominum nostrum regem in servitute, cum predictus dominus noster rex non debeat tenere pro predictis servientem, ut dixit, in predicta villa Narbone pro nichilo; quare dixit et respondit dictus dominus Victor quod de qualibet bala exeunte a dicta villa Narbone vult habere et recipere seu recipi faciet dictos quatuor dr tr. Item respondit et dixit quod cum predicti domini regentes in et super premissis diem acceptarent quod ipsum consiliarent, dictus dominus Victor stetit, ut dixit, per spatium octo dierum vel pro pluri quod dictas balas exeuntes a dicta villa Narbone, ut dixit, non sigillavit. Item dixit et respondit quod si aliqui de dictis dominis regentibus predicta per ipsum proposita velint negare, paratus est et paratum se offert, ut dixit, probare, prout in dicto instrumento continentur.

Et incontinenti predicti domini regentes sencientes se agravari per dictum dominum Victorem ac universitatem dicte ville et singulos de eadem, presertim cum dictus dominus Victor non solum de predictis balis missis extra regnum predictum, ymo etiam de aliis que mituntur de dicta villa Narbone in aliis villis dicti regni, exhigat seu exhigi faciat de qualibet bala dictos .iiij<sup>or</sup>. tr, in hiis scriptis et a predictis gravaminibus et a quolibet predictorum, suo loco et tempore proponendis, ad dictum dominum regem, seu ad dominum senescallum Carcassone et Biteris, seu ad illum ad quem de jure poterunt et debebunt, appellarunt et apostolos petierunt, ut decet, inhibentes eidem ex vigore predictæ apellationis ne super predictis innovet aliquid, seu atemptet, seu faciat innovari seu attemptare, supponentes se et bona eorundem et dicte ville sub protexione et tuitione dicti domini nostri regis.

Acta fuerunt hec Narbone in domo ubi moratur dictus dominus Victor, in presentia et testimonio Petri Ortos, paratoris, Petri Rogerii, marinerii, Johannis de Villasiecha, pelliparii, Raimundi Nychola, paratoris, et plurium aliorum, et mei Petri de Portu, notarii auctoritate regia publici in senescallia Carcassone et Biterris ejusque pertinentiis et ressorto, qui requisitus et rogatus hec omnia recepi, scripsi et in publicam formam redegei, signoque

meo quo utor signavi



*Au verso:* Appellatio contra lo mayestre de las guardas.

(Pièce parch., orig.)

**C. 1310** — 1<sup>er</sup> avril. — A la requête du procureur des consuls du Bourg de Narbonne lui demandant d'interdire la levée du droit de sceau sur les marchandises exportées, le sénéchal de Carcassonne répond qu'il n'a aucun pouvoir sur les gardes des ports et passages.

Anno dominice incarnationis .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. decimo, videlicet prima die mensis aprilis, regnante domino Philippo rege Francorum. Noverint universi quod magister Bernardus de Feudo, jurisperitus, procurator, ut dicebat, actor seu sindicus regentium auctoritate regia consulatum Burgi Narbone, nomine quo supra, in consistorio superiori Civitatis Carcassone domini regis, ante presentiam nobilis et potentis viri domini Alphonsi de Ravrayo, *[sic]* militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, existens, obtulit et presentavit eidem et per me subdictum Bertholomeum de Petra, notarium, legi fecit in romana lingua,

in ipsius domini senescalli et testium subscriptorum presentia, quendam papiri cedulam scriptam tenoris et continencie infrascripte..... (1) et suplicans eidem domino senescallo que et prout in ea continetur, cujus tenor noseitur esse talis :

Constitutus personaliter Bernardus de Feudo, ut dicebat, actor, sindicus seu procurator Bernardi Honorati, Michaelis de Alsona et Johannis Vitalis, regentium auctoritate regia consulatum Burgi Narbone, et totius universitatis hominum ejusdem Burgi, in presentia nobilis ac potentis viri domini Alphonsi de Ravrayo, militis domini regis, senescalli Carcassone et Biterris ejusdem domini regis, et mei notarii et testium infrascriptorum, dixit quod custodes deputati per dominum nostrum regem in confinibus regni... (2) versus Ronsilionem, ne res prohibite de regno extraherentur, inspici consueverunt in Narbona omnes mercaturas cum inbalabantur, et balas predictas tam pannorum quam aliarum mercium sigillare absque exhactione alicujus peccunie usque a paucis tempore citra. Item dixit quod dominus cantor Aurelianencis, cum fuit missus per regiam magestatem ad partes istas pro reformatione hujus patrie, facta prius informatione quod sigillari consueverant et inspici bale in Narbona per custodes portuum maris et terre absque exactione peccunie, volens providere indemnitati mercatorum Narbone et aliunde precepit Bernardo Molinerii, bajulo Narbone pro domino rege, ut sigillaret balas dictorum mercatorum absque levatione alicujus peccunie, inspectione primitus facta in Narbona ne res prohibite in dictis balis apponerentur, et quod levatum extiterat per ipsum vel suos ministros restitueret illis mercatoribus a quibus habuerat ex causa predicta. Qua ordinatione non obstante, successores dicti bajuli,

---

(1) A cette place, un trou dans le ms.

(2) Un mot effacé.



deputati in custodia predicta, chonati fuerunt levare pro sigillatione cujusque bale .iiij<sup>or</sup>. denar. turon. parvorum in magnum detrimentum et lesionem mercatorum Narbone, consulibus dicti Burgi et mercatoribus ejusdem semper querelantibus de predictis curialibus Carcassone domini regis et aliis curialibus ipsius domini regis. Item dixit quod dominus Gerardus de Cortona, canonicus Parisiensis et clericus domini regis, et Bernardus de Meso, familiaris ejusdem domini regis, destinati a regia magestate ad partes istas pro reformatione patrie, querela dictorum regentium et mercatorum Narbone et aliorum hujus terre subgerente, ordinarunt litteratorie et mandarunt portus predictos custodientibus ne dictos .iiij<sup>or</sup>. denar. levarent nec aliquid aliud, quousque aliter ipsi ordinassent super predictis. Qua ordinatione non obstante, custodes qui nunc sunt levare nituntur quatuor denarios predictos et quod pejus est balas sive troscellos in confinibus portuum maris et terre Narbone deligari faciunt et pannos desplegari, quod redundat in magnum detrimentum mercatorum Narbone et domini regis, eo quia, si dicti mercatores dampnificantur et depauperantur, ipse dominus rex dampnificatur, cum sua intersit habere subditos locupletes.

Unde Bernardus de Feudo predictus, eo nomine quo supra, cum magna instancia et cum omni reverencia, prefatum dominum senescallum requisivit ut dictos custodes a levatione dictorum .iiij<sup>or</sup>. denar. cessari faciat et ordinationes dictorum dominorum servet et servari faciat, supplicans humiliter eidem domino senescallo ut ipse interim, donec predicti domini Gerardus et Bernardus de Meso aliter ordinaverint de predictis, indempnitati dictorum mercatorum Narbone provideatur de remedio oportuno, precipiendo custodibus predictis ut in Narbona inspiciant et sigillent absque levatione predictorum .iiij<sup>or</sup>. denar., vel aliter, necnon et precipiat custodibus portuum predicto-

rum ut turonenses vocati de messier Biya qui cursum habent in regno Francie abstrahere permitant cuique abstrahere volenti, et illos quos abstulerunt quibusdam mercatoribus Narbone restituant eisdem mercatoribus. De quibus omnibus et singulis requisivit predictus Bernardus de Feudo, nomine quo supra, me notarium infrascriptum publicum facere instrumentum.

Ad que dictus dominus senescallus respondit et dixit quod, cum nullam faceret fidem de actoria, sindicatu seu procuratione sua idem Bernardus, non poterat eidem comode respondere, et facta sibi fide de premissis, paratus est deliberato consilio suam facere responsionem super predictis. Acta fuerunt hec in consistorio predicto in presentia et testimonio domini Arnaudi Helye, condomini de Vilarzello, regentis auctoritate regia majorem judicaturam senescallie predictae, domini Tancredi Benchavini, notarii thesaurarii Carcassone domini regis, magistrorum Raimundi Folcaudi, Petri de Parage, notarii curie Carcassone, et magistri Bartholomei de Petra, notarii infrascripti, qui hec recepit.

Postque, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.x<sup>o</sup>., videlicet die sabbati ante Ramos, facta fide de procuratione per dictum magistrum Bernardum per exhibitionem cujusdam instrumenti, predictus dominus senescallus respondens contentis in cedula per dictum magistrum Bernardum de Feudo, procuratorem predictum, tradita seu exhibita dicto domino senescallo et requisitionibus dicti procuratoris, dixit quod custodes portuum predictorum deputati sunt per dominum nostrum regem, et habent certum modum et formam custodiendi passus, portus et itinera regni Francie et certa etiam loca in quibus, tam juxta ordinationem et mandata regia quam etiam juxta antiquam consuetudinem, custodes predicti habent et debent et ab antiquo consueverunt dictam custodiam exercere; in quibus ipse dominus senescallus nichil potest nec debet aliquid aliquatenus mutare.

Dixit etiam quod dicti custodes habent in dicta custodia largissimam potestatem, in tantum quod etiam ab eis non est licitum appellare, ut dicunt. Dixit etiam se non posse nec debere predictis custodibus prefigere certum locum vel loca in quibus dicta custodia debeat fieri, nec posse dictos custodes cogere in aliquo certo loco vel locis inspicere mercaturas, merces vel alias res que sunt extra regnum portande seu extrahende, nec etiam debet nec potest dictos custodes cogere balas sigillare, nec aliquid facere de et super contentis in requisitionem predictam. Propter quod dictus dominus senescallus dixit se non posse nec debere in predictis aliquid aliud ordinare.

Dixit tamen et obtulit se paratum, si dicti regentes consulatus Civitatis et Burgi Narbone velint cum dictis custodibus aliquid bonum tractatum super predictis subire, qui sit vel esse possit dicte universitati Narbone et habitantibus ibidem et aliis subditis domini regis utilis et non cedat in prejudicium aliquid domini nostri regis vel juris et jurisdictionis ipsius, dictum tractatum subire, et quicquid poterit pro utilitate dicte ville Narbone et subditorum domini regis, tam de Narbona quam aliunde, facere, tractare et ordinare, et custodes inducere ad omnem quam poterit bonam, congruam, rationabilem et dictis custodibus tollerabilem viam, prout debebit et fuerit rationis. Dixit etiam, si dicti custodes aliquid injustum comiserint, se paratum eos corrigere et punire, si prout, et in quantum juris fuerit et ad se noverit pertinere.

Item dixit quod si dicti regentes volunt quod predicte mercature inspiciantur et sigillantur apud Narbonam, cum hoc expensis domini regis fieri non debeat, ordinare cum dictis custodibus quod ad dictam inspexionem et sigillationem faciendam aliqui, unus vel plures, deputabuntur, dummodo dicti regentes velint sibi de labore suo ydonee et moderate, prout justum fuerit, providere.

Acta fuerunt hec in consistorio superiori Burgi Carcas-

sone domini regis, in presencia et testimonio dominorum Guillelmi Garrici, Frisci Riccomanni, legum professorum, Petri Vitalis, Petri Denguilha, Guillelmi de Locis, jurisperitorum, magistrorum Raimundi Folcaudi, Bernardi Amati, Petri de Parage, notariorum curie Carcassone domini regis, et magistri Bartholomei de Petra, ejusdem curie Carcassone domini regis publici notarii, qui hiis omnibus prescriptis presens interfuit, et requisitus de predictis hanc cartam recepit; vice cujus et mandato Arnaudus Pagesii, notarius Carcassone ejusdem domini regis publicus, eandem scripsi. Et ego idem Bartholomeus de Petra, publicus notarius antedictus, subscribo et signo meo signo



*Au verso:* Carta dels porstz.

(Pièce parch., orig.)

**D. 1311** — 13 des kalendes de septembre (20 août). — Les consuls du Bourg de Narbonne présentent au garde des confins du royaume des lettres du sénéchal de Carcassonne lui prescrivant l'exécution de lettres de Philippe IV, du 7 mai 1310, lui interdisant de lever aucune taxe indue sur les marchandises que les habitants de Narbonne exportent hors du royaume.

Anno Domini millesimo trecentesimo undecimo, domino Philippo, Francorum rege, regnante, scilicet terciodecimo kal. septembris. Noverint universi et singuli quod venientes Br Porcelli et Guillelmus de Poaleriis, consules Burgi Narbone, ad presentiam discreti viri Bernardi Verberii,

custodis confinium regni Francie in senescallia Carcassone ne res prohibite de dicto regno abstraantur, presentaverunt eidem quandam patentem litteram sigillo domini senescalli Carcassone et Bitteris sigillatam in dorso, ut prima facie apparebat, cujus tenor talis est:

Alfonsus de Rovrayo, miles domini nostri Francie regis, senescallus Carcassone et Bitteris, universis et singulis portuum et finium regni domini nostri regis in senescallia nostra ad quos presentes littere pervenerint, salutem et dilectionem. Vobis tenore presentium pateat litteras domini nostri regis nos recepisse et vidisse sub hiis verbis:

Philippus, Dei gracia Francorum rex, senescallis Carcassone et Belliquadri, vel eorum loca tenentibus, salutem. Mandamus vobis quatinus custodibus portuum et finium regni nostri in vestris senescalliis deputatis ex parte nostra firmiter injungatis ut ipsi, in comisso sibi officio diligenter (1) et fideliter se gerentes, civibus et mercatoribus Narbone in personis suis aut rebus seu mandatariis eorundem gravamina *sic!* seu dapna indebite inferre vel ab eis indebitas exactiones exigere non presumant, ipsosque et familiam suam cum panis suis laneis et lineis et aliis mercaturis de regno nostro extrahi non prohibitis transire absque indebito quolibet impedimento permitant. Actum Parisius, die .vij. maii, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>. decimo.

Quarum vobis auctoritate et vestrum cuilibet districte precipiendo mandamus quatinus contenta in dictis litteris regiis exequamini, et dictos cives et mercatores Narbone in personis suis aut rebus non impediatis cominus libere possint de dicto regno pannos laneos et lineos et alias mercaturas non prohibitas de dicto regno abstraere seu abstrahi facere juxta continenciam litterarum predicta-

---

(1) *Ms.* diligenter diligenter.



rum, taliter super premissis et quolibet premissorum vos habentes ne possitis de negligentia redargui seu etiam puniri. Reddite litteras sigillatas. Datum Bitteris .xiiij<sup>o</sup>. kal. septembris anno Domini .m.ccc. undecimo.

Quibus litteris sic presentatis, ut predicatur, predicti domini consules requisiverunt predictum Bernardum Verberii, custodem finium regni, ut haberet complere et exequi contenta in litteris domini senescalli et regiiis predictis. Et dictus Bernardus Verberii, custos predictus, petiit copiam litterarum predictarum sibi tradi, volens deliberare super eis et, habita deliberatione, dictis presentantibus respondebit in crastinum, ut dixit. Hujus rei sunt testes magister Bernardus de Feudo, jurisperitus, Raimundus de Faberzano, mercator, Raimundus Marquesii et Guillelmus Ricordi infrascriptus.

Post que in crastinum, dictus Bernardus Verberii dixit et respondit quod ipse paratus est et paratum se offert contenta in dictis litteris regiis et domini senescalli adimplere, dicens quod ipse non vult nec intendit dictis civibus et mercatoribus Narbone in personis aut rebus, nunciis et mandatariis eorundem gravamina seu dapna indebite inferre, aut ab eis vel aliis aliquas indebitas exactiones exigere vel levare. Et si aliquæ exactiones indebite facte fuerint, quod non credit, per suos famulos et ministros, facta sibi fide de eisdem, paratus est et paratum se offert penitus revocare; dicens etiam quod non vult nec intendit dictos cives et mercatores Narbone et eorum familiam impedire quominus possint abstraere de dicto regno pannos laneos et lineos et alias res, merces et alia contenta in litteris regiis supradictis. Et dicti consules requisiverunt ut supra, et dictus custos respondit, dixit et obtulit ut supra. Acta fuerunt hec, anno et die premissis, in presentia et testimonio Petri de Prata, notarii, Raimundi Marquesii, P. Arnaudi, servientis domini regis, et Guillelmi Ricordi, notarii Narbone publici, qui notam hujus

instrumenti receperit, vice cujus ego Raimundus Ricordi, notarius domini regis, hec scripsi. Et ego idem Guillelmus Ricordi subscribo.

*Au verso*: La carta de la guarda dels portz que no fesson entreytz (?) ni greuges de la vila de Narbona.

(Pièce parch., orig.)

### LXIII

#### LES COURTIERIS NE RELÈVENT QUE DES CONSULS.

A. 1310 — Veille des kalendes d'août (31 juillet). — Les consuls de Narbonne requièrent les curiaux de la cour commune, qui ont fait arrêter un courtier comme prévaricateur, de le leur livrer pour prononcer sur sa cause dont ils ont seuls le droit de connaître.

Anno Domini millesimo trecentesimo decimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, pridie kal. augusti. Noverint universi quod existentes discreti viri Petrus Raymundi de Montebruno, Johannes Adressa ac Johannes Vitalis, regentes auctoritate regia consulatus Civitatis et Burgi Narbone, in curia comuni Narbone domini nostri Francie regis et domini Amalrici, vicecomitis Narbone, coram discretis viris dominis Petro Columbi, iudice, et Amalrico Columbi, locumtenente domini vicarii ejusdem curie, presentibus me notario et testibus infrascriptis ad hec vocatis specialiter et rogatis, iidem regentes exhibuerunt et presentarunt ibidem et per me notarium publicum infrascriptum coram eis legi fecerunt quandam papiri

sedulam scriptam, requirendo et appellando prout in ea continetur, cujus tenor talis est:

Constituti personaliter Petrus Raymundi de Monteburno, Johannes Adressa ac Johannes Vitalis, regentes auctoritate regia consulatus Civitatis et Burgi Narbone, pro se et nomine aliorum conregentium suorum, in presentia discreti viri domini Petri Columbi, judicis, et nobilis Amalrici Columbi, domicelli, tenentis locum vicarii curie comunis Narbone domini regis et domini vicecomitis, dixerunt quod cum ipsi regentes ipsos dominos curiales requisiverint ut Guillelmum Nigri, inquantatorem et preconem Narbone, quem captum tenent in presenti curia, eo quia dicitur quod dictus inquantator vendiderat palam et publice quendam cappellum ferreum Bernardi Bartholomey de Montepessulano pro precio sexaginta solidorum monete debilis, et de hiis non restituerat nisi quinquaginta solidos illi cujus erat cappellum predictum, de quo casu dixerunt dicti regentes et consimilibus commissis vel comitendis per aliquem inquantatorem, preconem vel corraterium Narbone, sive portatorem, cognitionem habere et punitionem et ad ipsos spectare et non ad alium, cum in officio dicte corraterie seu portarie delinquant, de quibus sunt et fuerunt ipsi et eorum predecessores in possessione seu quasi cognoscendi et puniendi, sexaginta anni sunt elapsi et tanto tempore de quo memoria hominis in contrarium non existit; quare, iterato, cum magna instantia, predictos dominos curiales et quemlibet eorundem requisiverunt ut predictum inquantatorem eisdem restituant et reddant et contra ipsum inquantatorem sive portatorem occasione premissorum in aliquo non procedant seu procedi faciant, presertim cum de premissis predicti regentes consulatum Civitatis predictae cognoscere inceperint; offerentes se paratos de predicto inquantatore facere justicie complementum, in quantum ad ipsos spectat vel spectare potest, de premissis, prout hactenus in tali-

bus est fieri consuetum. Alioquin protestantur de gravamine, et, si premissa facere recusaverint, sentientes se et totam universitatem Civitatis et Burgi in premissis aggravari et in jure eorum diminui atque ledi, a predictis dominis curialibus in hiis scriptis ad curiam Bitterris domini regis, seu ad dominum senescallum Carcassone, seu ad illum ad quem de jure fuerit appellandum, nomine quo supra, appellarunt, petentes apostolos instantia qua convenit eis dari; inhibentes eisdem dominis curialibus ex parte judicis competentis ne, hujusmodi appellatione pendente, in aliquo contra predictum inquantatorem procedant vel procedi faciant donec de meritis hujus appellationis plene cognitum fuerit et discussum; protestantes dicti regentes quod propter presentem appellationem et requestam non intendunt appellationibus per ipsos seu eorum predecessores super usibus scriptis vel non scriptis ville Narbone seu consuetudinibus ad dominum nostrum regem seu alium legitimum judicem interjectis a curialibus presentis curie renunciare, set in eis perseverant et perseverare intendunt, cum ista ipsas ratificantes; petentes de premissis eis fieri publicum instrumentum per notarium infrascriptum. — Et predicti domini judex et locumtenens vicarii petierunt eis fieri copiam dicte requisitionis et appellationis et, copia eis facta, assignaverunt horam dictis requirentibus et appellantibus ad respondendum contentis in dicta sedula hodie in vespers. Acta fuerunt hec Narbone in dicta comuni curia, anno et die quibus supra, in presentia et testimonio Bernardi de Sancto Justo, domicelli, magistrorum Bernardi de Feudo et Jacobi de Nuce, jurisperitorum, magistri Berengarii Frumenti, notarii Agathensis, Egidii Isarni, clerici Narbone, et plurium aliorum et mei Guillelmi Cerdani junioris, de Narbona domini nostri Francie regis notarii publici infrascripti, qui hec omnia requisitus recepi et scripsi.

Qua hora vesperrarum superius per dictos dominos

curiales ad respondendum assignata, prefati domini iudex et locumtenens domini vicarii responderunt premissis, prout in quadam papiri sedula scripta quam tradiderunt michi Guillelmo Cerdani, notario infrascripto, et quam per me in presentia testium infrascriptorum legi fecerunt continetur; cujus quidem sedule tenor sic se habet: Ad que contenta in dicta sedula responderunt predicti iudex et locumtenens quod dictus Guillelmus Nigri est delatus in dicta curia comuni domini nostri regis ac dicti domini vicecomitis quod, cum Bernardus Bartholomey de Montepessulano sibi tradidisset unum cappellum ferri et plures alias res ut eas sibi venderet publice ad inquantum et plus offerenti traderet, et idem Guillelmus Nigri dictum cappellum ferri vendisset precio sexaginta solidorum, dixit dicto Bernardo et retulit se illud vendidisse precio quinquaginta sol. tantum; et decem sol. quos plus habuerat fraudulenter et dolose ac furtive de precio dicti cappelli ferri sibi retinuit et aplicavit contra voluntatem ipsius Bernardi Bartholomey et eo inscio; et quod de consilio jam obtento per proceres de Narbona condemnari debet ad fustigandum per villam Narbone per curiales dicte curie comunis. Quare, cum dicti regentes nullam jurisdictionem habeant cognoscendi vel puniendi talia maleficia vel alia, predictum Guillelmum Nigri eis non remiterent, nec etiam eorum appellationem admitebant, cum propter tales appellationes frivolas maleficia remanere non debeant impunita, nisi quatenus eam dictus dominus senescallus duxerit admitendam. Et eo casu, si dictus dominus senescallus eam duxerit admitendam, concesserunt eis presentem respositionem loco apostolorum, prefigentes terminum dictis appellantis ad se representandum ei prossequendum eandem appellationem, si dominus senescallus eam admitendam duxerit, videlicet spatium unius mensis. Acta fuerunt hec in dicta comuni curia Narbone, anno, die et hora predictis, in presentia et testimonio magistri Bernardi



Foysseti, notarii criminum dicte curie, Bernardi Chivallerii et Aymerici Rosergue, clericorum Narbone, et mei predicti Guillelmi Cerdani junioris de Narbona, publici auctoritate domini nostri Francie regis notarii in senescallia Carcassone et Bitterris, qui hec omnia, ut premituntur, requisitus recepi et scripsi et signo meo consueto signavi



*Au verso*: La carta de la requesta d'en Negre, encantayre.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1327** — 2 des nones d'août (4 août). — Les consuls de la Cité révoquent un crieur public.

Anno nativitatís Domini millesimo trecentesimo .xxº. septimo, domino Karolo, rege Francorum et Navarre, regnante, ijº nonas augusti. Noverint universi quod de mandato dominorum consulum Civitatis Narbone facta fuit in Civitate predicta per Petrum Martini et Raimundum Bruneti, precones Narbone, preconizatio sub hiis verbis :

Aujasz, hojasz ho queus fa hom assaber de par dels senhors cossols de la Siutat de Narbona. Que [tots hom] (1) o tota femna que vuela res dem[andar] (2) an Johan Portal dessaentras encantayre, nis vuela rancurar delz, lo cal lo disz senhors cossols an depauzat e remougut de son hufeci per aleus fraud e forfaisz per el comesses, que o aia revelat

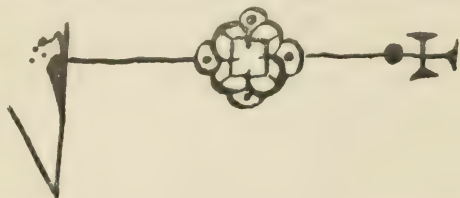
(1) Le ms. présente un trou à la place des deux mots *tots hom*; il reste des traces des lettres finales de chacun.

(2) Ici encore le ms. a un trou.

e demandat d'aquí a .xv. jorns en la mayson comuna del ditz cossolat devant los senhors cossols; e que degun d'aquesta hora enant no li lieure res per encantar, car hom no lin seria tengut de fayr deguna razon.

De quibus omnibus domini Bernardus Pelegrini et Guillelmus de Ortonibus, consules Civitatis predictæ, ante domum comunem dicti consulatus existentes, facta dicta preconizatione ibidem, requisiverunt me notarium infrascriptum ut eis faciam publicum instrumentum. Acta fuerunt hec Narbone, in presentia et testimonio Jacobi Bequeti, mercatoris, Jacobi Alsoni, tinctoris, Guillelmi Catalani, tinctoris Narbone, et mei Johannis de Floribus, publici domini nostri Francie et Navarre regis notarii, qui requisitus notam hujus instrumenti recepi, sed vice mea et mandato Johannes Englesii, clericus Narbone, hec omnia scripsit. Et ego idem Johannes de Floribus, notarius memoratus, hic me subscribens signum meum appono

consuetum.



*Au verso:* Carta que cosols feron cridar que els avian despausat Johan Portal, cridayre, e que degun non li bayles res, e que li volria res demandar venges al cosolat dins .xv. jorns, l'an .m.ccc.xxvij. (1).

(Pièce parch., orig).

---

(1) Les archives de Narbonne possèdent une révocation analogue prononcée le 16 des kal. de novembre 1327 par les consuls de la Cité. Je relève les différences intéressantes pour la langue qu'elle présente avec celle-ci: Aujasz, aujasz — totz hom — rancurar del lo cal los — remogut de son hufici — del dit cossolat davant — avant — seria tengutz.

## LXIV

**1310** — 6 des ides d'octobre (10 octobre). — Les consuls de la Cité et du Bourg en appellent au roi d'une publication faite par les officiers de la cour commune et de la cour archiépiscopale sur la vente des céréales sans avoir pris conseil des prud'hommes.

Anno Domini millesimo trecentesimo decimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, sexto idus octobris. Noverint universi quod existentes Petrus Raymundi de Montebruno, domicellus, Johannes Adressa ac Michael de Alzona, regentes regia auctoritate consulatus Civitatis et Burgi Narbone, in consistorio curie comunis Narbone domini nostri Francie regis et domini vicecomitis Narbone coram discreto viro domino Petro Columbi, iudice ejusdem curie, presentibus me notario et testibus infrascriptis ad hec vocatis specialiter et rogatis, iidem regentes exhibuerunt et presentarunt dicto domino iudici et per me notarium infrascriptum coram eo legi fecerunt quandam papiri sedulam scriptam dicendo et appellando, prout in ea continetur; cujus tenor dinoscitur esse talis :

Cum oppresis et contra jus et justiciam agravatis appellationis remedium sit indultum, et nos Petrus Raymundi de Montebruno, domicellus, Johannes Adressa ac Michael de Alzona, regentes auctoritate regia consulatus Civitatis et Burgi Narbone, sentiamus nos ac dictos consulatus ac universitates dictorum Civitatis et Burgi et singulos dictarum universitatum agravari, diminui atque ledi, et agravatos et lesos fore a vobis nobili viro domino Petro de Cutsiaco et venerabili viro domino Petro Columbi, vicario

et iudice curie comunis Narbone domini regis et domini vicecomitis Narbone, et a vobis domino Raimundo Auce-rii, vicario, et Guillelmo de Pomaribus, subvicario curie archiepiscopalis Narbone, et ceteris curialibus dictarum curiarum, ex eo et pro eo quod vos ante eri, in magnum prejudicium dictorum consulatuum et universitatum predictorum et singulorum de eisdem, mandastis et preconi-  
nitzari fecistis publice per Narbonam ut sequitur :

Aujatz, aujatz queus significa hom eus manda a totz cominalment de part de nostre senhor lo rey de Fransa e de mossenhor l'arcevesque de Narbona et de mossenhor n'Amalric, senhor e vescomte de Narbona, publican la ordenacion fayta per lo senescalc de Carcassona e de Besers deldit nostre senhor lo rey en la davant dicha senescalquia, so es assaber que degun, sotz pena de perdre el blat el pretz d'aquel mezeys, e eucara mays sotz pena de .lx. sol. de tor., no prezumesca ni ause amagadamens ni manifesta ni en nulha outra manieyra comprar blat de cal condicion sia si non tant solamens per necessitat de son us e de sa companhia, ses frau, ad .j. mes, e aysso entendem de fromen, d'ordi, d'avena, d'arraon *[sic]*, de legums e d'autres blatz cals que sion. Encara mays que degun, sotz la pena desus dicha, no presumesca ni ause comprar blat per causa de revendre en neguna manieyra. Encara mays que si alcun a o a comprat blat non de rendas per elh compradas o de sas rendas o de sas laurancias proprias, aquel blat qu'espause venal am sac o en mostra ses frau trameten o portan en lo mercat, quascun dia de mercat, o venden lo senes frau, no a rrevendedors mays tant solamens a volen luy a sos us e de sa companhia, ayssi cant desobre es adordenat, ad .j. mes. Encara mays quels panatiers no compron blat, sinon tant solament a .xv. dies, et que en ayssi fassan que cant compraran autre blat no sia devais elhs autre blat si non era pastatz e en pan cueyt e ses gran ajusta-  
men. Encara mays que degun mercadier o qualque autre

avens blat de fermas quals que quals no compre ni comprar no presumesca blat d'algun autre, ni aquel blat metre ab lo blat avut de las fermas d'amont dichas, sotz pena de perdre tot lo blat : e si alcun blat an sotz la forma d'amont dicha aquelh els pauson venal sotz la forma e la maneyra desus dicha, so es asaber per mostrars o en saes. Encara mais quels ostaliers no compron ni comprar no presumescon avena, si non de .xv. en .xv. dias, per necessitat de lors ostals o enfra, si mays osdes en las maysos d'aquels venran; en local cas compron de licencia empero de jutge o de viguier covinable dels davant ditz senhors, gardan si empero que no fassan gran congregacion d'avena. Encara mays que cal que cal atrobare alcun o alcus aquesta ordenassion trespasans o trencans, e aysso als curials de nostre senhor lo rey o ad autres covinables o revelara, aura la quinta part del blat e del pretz e de la pena d'amont dicha, tota contradiccion, cautela e exeption fora gitadas. Encara mays, si reten lo davant dig senhor senescalca a si que si alcus seran atrobatz las adordenacios d'amont dichas passans o trencans, elh los punira otra las penas d'amont dichas segon la qualitat del crim e las condicions de las personas. Lasquals causas sobredichas e singularsmens quascuna d'aquelhas vos manda hom de part dels davant digs senhors fermamens e destrecha tener et observar sotz las penas sobre dichas.

Quam preconitzationem et pene impositiones in ea contentas fecistis contra usus, libertates et consuetudines antiquitus observatas in Narbona, juxta quos usus, libertates et consuetudines nullus dominus Narbone potest similem preconitzationem vel aliquam aliam in Narbona cum pena vel sine pena que tangat vel tangere possit dictam universitatem vel singulos ex eis sine consilio proborum hominum universitatum predictarum. Idcirco, cum vos predicta feceritis et preconitzari mandaveritis contra dictos usus et libertates, et sine consilio aliquorum proborum



rum hominum ville predictæ petito, requisito et obtento, et ex eo etiam quod vos seu dictus dominus senescallus de cujus mandato vos dicitis et dixistis ea mandasse et fecisse predicta in dicta preconizatione contenta facere non potestis nec debetis, nec potuistis nec etiam debuistis sine consilio prelatorum, baronum et comunitatum dicte senescallie; in hiis scriptis tanquam gravati et lesi a vobis et a vestrum quolibet et etiam a dicto domino senescallo et a dicta preconizatione per vos facta et a singulis articulis in ea contentis, nominibus quibus supra, ad dominum nostrum regem Francie provocamus et appellamus et apostolos petimus instancia qua convenit nobis dari, ponentes nos ac dictos nostros consulatus et jura eorumdem ac dictas nostras universitates et singulos ex eis et omnia bona nostra sub protectione, deffentione ac tuitione dicti domini nostri regis. Inhibentes vobis et vestrum cuilibet, ex parte dicti domini regis, ac etiam dicto domino senescallo cum reverentia tamen ex vigore presentis appellationis, prout tamen de jure possumus et debemus, ne dicta appellatione pendente contra nos dictos nostros consulatus ac jura eorumdem et universitates predictas et singulos de eis occasione premissorum aliquid innovetis vel etiam attemptetis. Petentes de premissis per notarium infrascriptum nobis fieri unum vel plura publica instrumenta.

Et dictus dominus judex dixit et respondit quod ipse et dominus vicarius predictus bene et juste fecerunt fieri dictam preconizationem juxta ordinationem et mandatum eis factum per dictum dominum senescallum, ut dixit, seu gentes suas. Quare dictam appellationem non admittebat, ut dixit, nisi si et in quantum de jure est admitenda; et hoc casu quod esset de jure dicta appellatio admitenda copiam sue respotionis et dicte ordinationis ac littere dicti domini senescalli pro apostolis concessit eisdem. Et dicti regentes non consentientes quod dicti domini judex et vicarius predicta bene et juste fecerint, dixerunt et appella-

runt ut supra. Et dictus dominus iudex dixit et respondit ut supra. Acta fuerunt hec Narbone in dicta comuni curia, anno et die quibus supra, in presentia et testimonio discretorum virorum magistrorum Guillelmi Grossii, Guillelmi Chauserii, Guillelmi Audiguerii, Jacobi de Nuce et Johannis Amelii, jurisperitorum, magistri Guillelmi Pagesii, notarii dicte curie et plurium aliorum, et mei Guillelmi Cerdani junioris, notarii publici infrascripti, qui hec omnia requisitus recepi.

Et incontinenti accedentes personaliter regentes superius nominati ad curiam archiepiscopalem Narbone, et infra eandem curiam personaliter existentes, in presentia mei notarii et testium infrascriptorum, predictam appellationem et omnia supra in ea contenta presentarunt ac per me notarium infrascriptum legi et publicari fecerunt coram discreto viro Guillelmo de Pomaribus, subvicario curie archiepiscopalis predictae, de verbo ad verbum ut superius continetur; petentes dicti regentes de hiis omnibus eis unum vel plura fieri publica instrumenta. Et dictus subvicarius petiit copiam dicte appellationis sibi fieri et tradi, volens, ut dixit, super ea deliberare et consulte respondere, assignans diem predictis appellantibus ad audiendam ejus respontionem, videlicet diem lune proximam. Quam diei assignationem dicti regentes non admiserunt, ut dixerunt, set percistentes in eorum appellatione dixerunt et appellarunt ut supra. Et nichilominus dictus subvicarius petiit et assignavit ut supra. Acta fuerunt hec in dicta archiepiscopali curia, anno et die quibus supra, in presentia et testimonio magistri Guillelmi Chauserii, jurisperiti, domini Petri de Lamolio, rectoris ecclesie de Ruppeforti, magistri Arnaldi Rosseti, notarii, Raimundi Godalli, clerici, et plurium aliorum, et mei predicti Guillelmi Cerdani junioris, publici auctoritate domini nostri Francie regis notarii, qui hec omnia requisitus recepi.

Postque, anno quo supra, nono kal. novembris, dictus

subvicarius ad predicta respondit, habito super hiis suo consilio, ut dixit, lecta sibi primitus et exposita responsione supra facta per dictum dominum Petrum Columbi, judicem dicte curie comunis, prout in responsione ejusdem domini judicis superius continetur, in presentia et testimonio Guillelmi Provincialis, nuncii curie archiepiscopalis, Guillelmi Adalberti, paratoris, et mei predicti Guillelmi Cerdani junioris, notarii publici domini nostri Francie regis in senescallia Carcassone et Biterris, qui premissis omnibus presentialiter interfui et requisitus ea omnia recepi et scripsi signoque meo consueto signavi



(Pièce parch., orig.)

## LXV

**1311** — 17 janvier. — Philippe IV prescrit d'observer, en ce qui concerne les créances des Juifs, la coutume de Narbonne sur la prescription décennale des dettes.

A touz ceus qui ces lettres verront Jehan Ploiebauch, garde de la prevoste de Paris, salut. Sachent tuit que nous, l'an de grace mil ccc et dis, le lundi feste de la conversion saint Pol, veismes les lettres nostre seigneur li roys de France scellees de son scel, contenanz la forme qui s'en-suit :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli magistro Gerardo de Cortonna, canonico Parisiensi, clerico nostro, salutem et dilectionem. Ex parte consulum Narbone fuit nobis expositum quod de longa consuetudine

approbata et hactenus observata in Narbona, si creditor habens publicum instrumentum vel aliam cautionem a debitore, per decennium a tempore solutionis faciende tacuerit et suum debitum coram iudice suo non repetierit, super hoc deinceps, elapso dicto decennio, super hoc non audiatur, nisi forte per totum hujusmodi decennium vel ejus majorem partem debitor vel creditor absens fuerit, vel in pupillari etate constitutus; et quod deputati in illis partibus ad levandum debita Judeorum a nonnullis de Narbona quedam debita in quibus eos asserunt Judeis obligatos virtute dictorum instrumentorum seu cautionum, licet ipsi Judei dicta debita non repetierint infra dictum decennium sed omnino ea tacuerint, et licet debitor vel creditor per decennium ipsum vel per majorem partem ipsius absens non fuerit vel in etate constitutus minori, exigere et levare contra dictam consuetudinem nituntur indebite et injuste, in ipsorum magnum prejudicium atque dampnum. Ideoque mandamus et committimus vobis quatinus, vocatis gentibus et procuratore nostris pro juris nostri defensione ac aliis evocandis, super dicta consuetudine et aliis que coram vobis hinc inde proponentur exhibeatis vel exhibere faciatis maturum justicie complementum, taliter quod super predictis ad nos ulterius non debeat haberi recursus. Damus autem presentibus in mandatis omnibus quorum interest ut vobis pareant in hac parte. Datum Pissiaci, die .xviij<sup>a</sup>. januarii, anno Domini millesimo .ccc<sup>o</sup>. decimo.

Et nous ou transcript de ces lettres avons mis le scel de la prevoste de Paris, l'an et le jour desus diz.

*Dans l'angle inférieur à droite : Pomillier .xij d.*

*Sur le pli inférieur : Collatio facta per R. Labele.*

*Au verso : La letra del fayt dels deutes si no son demandatz enfra .x. anns que no an valor.*

(Pièce parch., vidimus, traces de sceau sur queue).

## LXVI

**1311** — 7 août. — Des marchands de Narbonne achètent à des marchands italiens habitant Nîmes du blé à livrer en décembre aux consuls du Bourg.

In Dei nomine, amen. Anno ejusdem incarnationis millesimo trecentesimo undecimo, indictione nona, die septimo mensis augusti, regnante domino Philippo rege Francorum. Noverint universi presentis instrumenti paginam inspecturi quod Pasqualis de Perota, mercator Janue, habitator Nemausi et de conventionibus regiis, suo proprio nomine et sue societatis et sociorum et precipue tanquam procurator et procuratorio nomine Gabriellis Calvi, Opezini Codini et Andriolli de Saucto Syro, mercatorum Janue, habens sufficiens mandatum faciendi infrascripta, prout de ipsa procuracione plenius constat publico instrumento inde scripto et signato manu Dominici Duranti, Janue notarii publici, sub anno Domini .m<sup>o</sup>ccc<sup>o</sup>. decimo, die tercio decimo aprilis, ibidem in formam publicam exhibito et ostenso, suo et quo supra nomine, sponte et ex certa sciencia, non deceptus nec in aliquo circumventus vendidit et venditionem et datum fecit pro precio infrascripto Raymundo Acti, mercatori de Narbona, et Gauberto Malrasi, mercatori Narbone, de societate Bernardi Benedicti de Narbona et procuratoribus dicti Bernardi Benedicti, ut patet instrumento publico facto sub anno .m<sup>o</sup>ccc<sup>o</sup>. decimo, nonas octobris, manu Guillelmi Gaffetti, notarii publici Narbone, presentibus et recipientibus et obligantibus eorum nomine et consulum Burgi Narbone, presentibus, stipulantibus et recipientibus inso-



lidum pro se ipsis et vice et nomine consulum Burgi Narbone, et etiam ementibus nominibus quibus supra, quantitatem et de quantitate sex milium sestariorum boni competentis seu sufficientis furmenti, mercadibilis et comuniter receptibilis et novelli de Marisima vel de Cici-lia vel aliunde undecunque, dum tamen comuniter sit mercadibile et receiptibile ut supra, ad mensuram Aquarum Mortuarum, et etiam ultra dictam quantitatem sex milium usque in quantitate decem milium sestariorum dicti furmenti ad dictam mensuram in electione ipsius venditoris et sociorum et cujuslibet eorum, videlicet quan-tum dare, mensurare et consignare voluerint ipse et socii de dicto frumento et in dicto loco Aquarum Mor-tuarum et ad dictam mensuram ultra dictam quantitatem sex milium usque in dictam quantitatem decem milium sestariorum dicti frumenti et ad dictam mensuram, pro precio inter eos concorditer per pactum expressum sol-lempni stipulatione convento, videlicet novem sol. sex den. bonorum turonensium parvorum de liga sancti Ludovici, condam regis Francorum, pro quolibet sestario. Quam quantitatem dicti frumenti videlicet sex milium sestario-rum et etiam ultra dictam quantitatem sex milium sesta-riorum usque in quantitate decem milium sestariorum in electione et ad voluntatem venditoris et predictorum quorum est procurator et cujuslibet eorum et ad eorum arbitrium, intelecto et reservato de eo quod tradere et consignare voluerint ultra dictam quantitatem sex milium sestariorum usque in dictam quantitatem decem milium sestariorum, dictus venditor, suo et quo supra nomine, per sollempnem stipulationem ex causa predicta promisit dictis Raymundo et Gauberto presentibus et nominibus quibus supra recipientibus tradere et consignare et men-surare, seu tradi et consignari et me[n]surari facere apud Aquas Mortuas et ad dictam mensuram Aquarum Mortua-rum, per totum mensem decembris proxime venturum vel

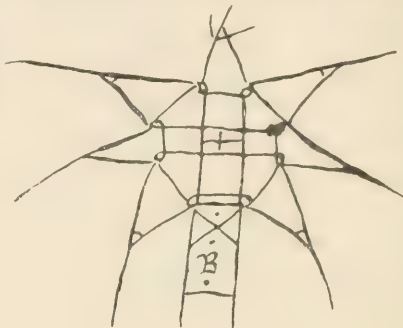
ante quandocumque, nisi Dei vel maris vel alicujus casus fortuitu sive aliquo alio justo et necessario impedimento fuerint impediti. Renuncians dictus venditor, suo et quo supra nomine, in omnibus et singulis suprascriptis et infrascriptis non sic facte dicte vere et pure venditionis et exceptioni et acceptioni doli, metus et infactum, et exceptioni infra vel ultra dimidiam justii precii, et si plus valuerit ejus pluris puram et inrevocabilem donationem eisdem fecit; renuncians etiam conditioni sine causa vel ex injusta causa et causa data et causa non secuta, omnibus statutis, constitutionibus, consuetudinibus, privilegiis, indulgentiis et rescriptis, et literis impetratis et impetrandis, et omni juris et legum auxilio seu beneficio, quibus contra premissa vel aliquo premissorum possent in aliquo juvari vel deffendi. Ita quod hec generalis renunciatio proinde valeat ac si omnia et singula de quibus mencio specialis esset facienda essent nominata et expressa; renuncians etiam per pactum expresse juri dicenti generalem renunciationem non valere.

Dicti vero Raymundus et Gaubertus, eorum et quo supra nomine, et pro quolibet eorum insolidum, per stipulationem promiserunt ex causa predicta dicto Pasquali predicto nomine recipienti quod, postquam dicta quantitas dicti furmenti in totum vel in partem pervenerit et applicaverit in portum Aquarum Mortuarum sive apud Aquas Mortuas, illam quantitatem que ad dictum portum sive apud Aquas Mortuas pervenerit sive applicata fuerit ex dicta totali quantitate furmenti stanti ad requisitionem dicti venditoris et quorum est procurator seu alicujus eorum sive procuratoris vel nuncii recipere apud Aquas Mortuas et ad mensuram Aquarum Mortuarum quamecumque quantitatem tradiderit seu tradiderint seu mensurari fecerint simul vel separatim, usque quod completa fuerit dicta quantitas sex milium sestariorum dicti frumenti, et etiam quamecumque quantitatem tradere seu mensurari

facere voluerint a dicta quantitate sex milium sestariorum usque ad dictam totalem quantitatem decem milium sestariorum, et in electione ipsius venditoris, ut supra; et quod pro quacumque quantitate dicti furmenti que sibi sive predictis vel alicui eorum sive eorum procuratori vel nuncio usque in dictas quantitates et quas recipere teneantur, ut supra, receperint, et postquam illam quantitatem seu quantitates receperint et sibi fuerint mensurate, quod ad omnimodam voluntatem ipsius venditoris integre et indilate et absque contradictione apud Nemausum solvent seu solvi facient dictum precium dicti furmenti, videlicet ad rationem novem sol. sex den. bonorum turo-nensium parvorum de liga sancti Ludovici pro quolibet sestario quod, ut supra, receperint ad mensuram predictam cum omni restitutione dampnorum, interesse et expensarum, si in aliquo pro parte eorum fuerit cessatum in ipsa solutione totali vel particulari, credendo de ipsorum dampnorum, interesse et expensarum quantitate simplici verbo seu sacramento dictorum venditorum vel alterius eorum seu eorum procuratoris. Renunciants idem procurator, nominibus quibus supra, in omnibus et singulis suprascriptis et infrascriptis, exceptioni dictarum emptio-nis promissionum et conventionum per eum non sic factarum, ut supra, et exceptioni et acceptioni doli, metus et infactum, et deceptionis ultra vel infra dimidiam justi precii et cujuslibet alterius deceptionis vel fraudis, et condicioni sine causa vel ex injusta causa et constitutionibus et Authenticeis de fidejussoribus et de duobus reis delendi, et epistole divi Adriani, et beneficio cedendarum et dividendarum actionum, oblationi libelli et cujuslibet deceptionis, et transcripto seu copie presentis instrumenti et viginti dierum, et quadrumestibus induciis et aliis quibuscumque legalibus et condicionibus et quibuslibet feriis sollempnibus et repentinis, et juri appellandi, suppli-candi et cujuslibet in integrum restitutionis postulande,

et omni alii juri legum auxilio, et bene privilegiis, literis et rescriptis papalibus et regiis, et aliis quibuscumque quique contra premissa vel aliquod premissorum possent in aliquo se juvare, ita quod pro predictis et ad predicta et quolibet predictorum in quocumque loco et in quacumque curia et coram quocumque iudice possint realiter et personaliter conveniri, promittentes per stipulationem, nominibus quibus supra, dictum precium soluturi ibidem, si cessaverint in dicta solutione seu solutionibus, ut supra. Hoc etiam acto et expressim dicto inter ipsos quod, tam ipsi quam predicti consules Burgi et cujus est procurator eorum bona et jura pro predictis omnibus et singulis obligati et subgetti sint efficaciter et teneantur cohercionibus et viribus conventionum regiarum ipsis mercatoribus ytalicis a regia maiestate concessarum, et secundum conventiones regias supradictas possint personaliter et realiter cum effectu compelli ad observationem omnium predictorum; quia sic expresse extitit et convenit inter eos que predicta omnia et singula predictae partes, nominibus quibus supra, sibi ad invicem per stipulationem promiserunt rata et firma habere et tenere, observare, complere, et sic cum effectu adimplere et in nullo contrahere vel contravenire aliqua ratione vel modo, sub pena dupli ejus tocius in quo esset contrafactum vel contravenitum, et cum omni restitutione dampnorum, interesse et expensarum. Que pena tociens comitatur et exigi possit cum effectu quociens fuerit contrafactum vel contravenitum, ratis manentibus nichilominus omnibus et singulis suprascriptis; cum dicta promissione pene, promittentes dicti debitores, videlicet Raymundus et Gaubertus, quod, postquam furmentum receperint in dicto loco Aquarum Mortuarum, dicto venditori dare ydoneas cautiones de precio dicti furmenti ad ipsius Pasqualis venditoris voluntatem et requisitionem, et ipsum Pasqualem de precio dicti frumenti bene et ydonee ad suam voluntatem

asecurare. Actum Nemausi, in hospitio ubi dictus Pasqualis moratur, coram magistro Johanne de Pererio, notario, Johanne de Loreno, selerio, et Petro Bessoni de Mayrossio, sabaterio, et Nemausi habitatoribus, testibus presentibus et rogatis, et Bartholomeo Richi de Floribus, notario publico dicti domini Francorum regis et etiam imperiali auctoritate, qui de premissis requisitus hanc cartam recepit; vice cujus et mandato ego Bonjohannes de Vallonga de Platis, publicus dicti domini Francorum regis et etiam imperiali auctoritate notarius juratus et substitutus dicti Bartholomei, de suis notis auctoritate regia eandem sumpsi, scripsi fideliter et extraxi. Ego Bartholomens Ricchi, notarius publicus predictus regia auctoritate, subscribo et signum meum solitum appono in testimonium et fidem omnium et singulorum premisorum



(Pièce parch., orig.)

## LXVII

**1311** — 3 des ides d'octobre (13 octobre). — Les consuls de Narbonne requièrent les vicaires de l'archevêque et l'officiel de se conformer à la règle qui veut que l'absolution des sentences d'excommunication soit gratuite, et de s'en tenir pour les droits sur les actes de la cour archiépiscopale au tarif ancien.

Anno Domini millesimo trescentesimo undecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, tercio idus octo-



bris. Noverint universi quod existentes Berengarius Fabri, Bernardus Riambaudi, Petrus de Cellis, regentes auctoritate regia consulum Civitatis, et Berengarius Porcelli, Berengarius Arnaudi, consules Burgi Narbone, in curia archiepiscopali Narbone, ubi jus redditur et reddi querelantibus consuevit, coram venerabili viro domino Hugone Garrini, officiali Narbone, legi et publicari fecerunt ibidem per Petrum de Prata, notarium publicum infrascriptum, presentibus subdictis testibus, quandam scriptam papiri cedulam requisitionem inter cetera continentem, dicendo et requirendo ut in dicta cedula continetur; cujus quidem cedule tenor talis est:

Sacrorum patrum acertionibus (1) conprobatur quod servari jubet sancta mater et universalis ecclesia, ut hoc per decreta et decretales epistolas ostenditur, quod beneficium absolutionis quod ab excommunicationis sententia conceditur nullatenus redimatur nec pro eo obtinendo aliquid detur etiam vel petatur, set quod gratis humiliter petentibus debeat impertiri, decernentes, si contra fieret, indignum fore et contrarium ecclesiastice rationi, quia magis ex radice cupiditatis seu aviricie quam ex fomento caritatis et justicie hoc procedit. Et cum nos, consules Civitatis et Burgi Narbone, sciamus nos et nostras universitates et singulos earumdem esse et tam nos quam nostros antecessores semper fuisse catholicos et fideles domino nostro Deo et sancte matri ecclesie ac domino nostro romano pontifici, vicario Domini nostri Jhesu Christi, et ministris suis presidentibus in ecclesie sancte sede, et pro ipsis fuisse pugiles retrolapsis temporibus et etiam defensores contra fidei catholice inimicos, ad quos nunc et imposterum paratos nos esse offerimus perhemniter, sine fine, admiramur de quibusdam novitatibus quas nunc de novo contra justiciam et morem solitum gentes reverendi

---

(1) Le ms. a *actoribus* avec un signe abrégatif sur *tor*.

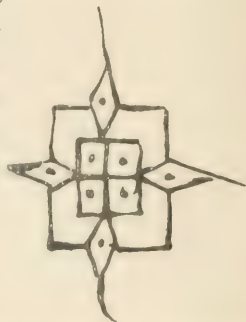
patris domini Bernardi, Dei gratia sancte Narbonensis ecclesie archiepiscopi, ut ad nos querela multorum pervenit, contra nos et concives nostros et incolas et alios homines diocesis Narbonensis faciunt et facere nituntur, nos et nostros volentes nove et indebite submittere servituti, tam super eo quod ab excommunicatis humiliter petentibus se absolvi pro absolutione concedenda nituntur extorquere et, ut dicitur, extorserunt ab aliquibus unam libram cere, et ab aliquibus plus, pretendentes, ut dicitur, se posse exigere et habere pro dicta absolutione prout voluerint plus vel minus; cumque hoc sit contrarium ecclesiastice rationi nec debeat tolerari, cum per tales actus illicitos et exactiones indebitas nos, qui super hoc retroactis temporibus habuimus libertatem et immunitatem ratione premissorum nichil dandi, subici possemus perpetue servituti, quam etiam super eo quod pro sigillo ponendo dicte curie archiepiscopalis in dorso litterarum quarumcunque, tam in causis principalibus, ordinariis vel extraordinariis, quam in causis appellationis, duo denarii turonensium dari tantummodo consueverunt et tantumdem dari consuevit, si in assignationibus que in ipsa curia contingunt fieri aponatur, si vero in sententiis vel emancipationibus, tutelis vel curis poneretur, duo sol. turon. consueverunt exsolvi, quod fuit in dicta curia, retroactis temporibus, observatum a tantis citra temporibus quod de contrario memoria hominum non existit; cumque nunc pro sigillo apponendo in litteris citationis vel aliis quandoque duos solidos, quandoque plus, interdum duodecim denarios, contra formam solitam, extorquant et exigant, cum duo denarii tantum solvi debeant, ut est dictum, ideo nos dicti consules, quibus supra nominibus, cum qua decet reverentia, requirimus vos, venerabiles viros dominos vicarios domini archiepiscopi memorati, ipso domino archiepiscopo in remotis agente, necnon et vos, discretum virum dominum officialem Nar-

bone, quod a predictis et singulis exactionibus superius declaratis desistatis et gentes dicti domini archiepiscopi desistere faciatis, non permittentes pro absolutione concedenda ab hiis qui fuerint absoluti aliquid hac occasione exigi vel levare, nec extorqueri vel haberi pro sigillo ulterius quam superius dictum est et quam dari pro eo retroactis temporibus consuevit et, novitatibus revocatis que discordias pariunt, acthinus servatas consuetudines faciatis servari, taliter vos habentes et facientes in premisis quod in vestro defectu non oporteat nos pro hiis ad superiorem habere recursum.

Et dictus dominus officialis peciit copiam contentorum in dicta cedula, dicens quod, habita copia, vult et intendit deliberare cum dominis vicariis dicti domini archiepiscopi et aliis superioribus suis et, deliberatione habita, respondebit et faciet quod debebit, prout dicit. Acta fuerunt hec Narbone anno, die et loco predictis, in presentia et testimonio magistrorum Guillelmi Catalani, Bernardi de Feudo, Guillelmi Audiguerii, Petri Mathei, jurisperitorum, Petri Cotarelli, Guillelmi Foraville, notariorum dicte curie archiepiscopalis Narbone, Stephani de Salis et Nyelli de Barbayrano, clericorum, et Petri de Prata, notarii publici domini nostri Francorum regis, qui requisitus per predictos hec homnia recepit.

Postque, anno quo supra, in crastinum intitulatum pridie idus octobris, domini Berengarius Fabri, Bernardus Riambaudi et Petrus de Cellis, regentes auctoritate regia consulatum Civitatis, et Bernardus Bardine et Guillelmus Vincentii, consules Burgi Narbone, accesserunt ad presentiam venerabilium virorum domini Bertrandi Mathei, Narbonensis, et Bernardi Maynardi, Sancti Pauli Narbone ecclesiarum canonicorum, vicariorum domini archiepiscopi supradicti, existentium in hospitio archiepiscopali Narbone, et tunc coram eis et coram dicto domino officiali presente ibidem dictam papiri cedulam legi et publicari

fecerunt per notarium supradictum dicendo et requirendo, presentibus testibus infrascriptis, ut in dicta cedula continetur, requirentes per notarium infrascriptum de hiis sibi fieri publicum instrumentum. Et dicti domini vicarii et officialis petierunt copiam contentorum in dicta cedula sibi fieri dicentes se velle super eis deliberare. Actum fuit hoc anno, die et loco predictis, in presentia et testimonio magistrorum Guillelmi Catalani, jurisperiti, Petri Cotarelli, Guillelmi Foraville, notariorum diete curie, domini Berengarii Carrati, presbiteri Sancti Pauli, domini Arnaudi de Rivopullo, presbiteri, Raymundi de Cucciaco, domicelli, et Petri de Prata, notarii domini nostri Francie regis predicti, qui requisitus hec omnia recepit; vice cujus notarii et mandato ego Raymundus Guiraudi, clericus Narbone, hec scripsi. Et ego idem Petrus de Prata, notarius memoratus, subscribo et signum meum consuetum hic appono



*Au verso:* Requisitio consulum facta officiali et vicariis domini archiepiscopi sobre la exaction que fan de la exaction de l'escomergue, laqual val pauc, car no y ac resposta.

(Pièce parch., orig.)

## LXVIII

## IMPORTATION ET EXPORTATION DE CÉRÉALES, DE VIN, ETC.

A. 1311 — 13 des kalendes de novembre (20 octobre).— Pour parer à la disette de céréales, le juge mage, lieutenant du sénéchal de Carcassonne, ordonne aux agents des douanes de permettre pendant un an aux marchands qui seront venus vendre des céréales dans la sénéchaussée d'en emporter le prix en monnaie royale ou en marchandises non prohibées.

Noverint universi quod anno nativitatis Christi millesimo trecentesimo duodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, quinto idus febroarii, nos Arnaldus Escarboti, legum doctor, judex comunis curie Narbone domini nostri Francorum regis et nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, vidimus, tenuimus, legimus et diligenter inspeximus quandam patentem litteram venerabilis et discreti viri domini Fulchonis de Tornayo, clerici domini regis, judicis majoris et locumtenentis domini senescalli Carcassone et Biterris, ejusque sigillo in dorso sigillatam ut prima facie apparebat, non viciatam, non cancellatam, neque in aliqua sui parte abolitam, cujus tenor de verbo ad verbum sequitur sub hiis verbis:

Fulcho de Tornayo, clericus domini regis, judex major et locumtenens domini senescalli Carcassone et Biterris,



dilectis suis custodibus confinium regni Francie in senescallia Carcassone constitutis et eorum cuilibet salutem et dilectionem. Cum in Narbona et in senescallia Carcassone predicta indigentia et caristia bladi existat, et aliqui mercatores de extra regno intendant et velint, ut percepi-mus, bladum sive blada ad dictam senescalliam asportare, et timeant quod precium inde habendum ad partes suas non possent seu auderent reportare, nos, super hoc volen-tes inopie et necessitati dicte terre providere, et ut fecunde copia bladi ad dictas partes asportetur, et bladi indigentia et inopia propellatur, ordinavimus quod quilibet, undecumque fuerit, bladum asportans causa vendendi ad dictam senescalliam possit et valeat tute et libere pre-cium dicti bladi in turonensibus grossis et alia moneta domini regis non reprobata, seu merces non prohibitas de precio dicti bladi emptas sine fraude de regno abstrahi secum ad partes suas reportare, solvendo tamen de dicto blado revedentias *(sic)* et pedagia consueta; precipientes vobis et vestrum cuilibet quatinus dictos mercatores blada predicta ad dictam senescalliam asportantes et ven-dentes precium ejusdem bladi abstrahere de regno non impediatis, nec molestiam aliquam super hoc inferatis eisdem, dum tamen vobis constiterit per literam curie comunis Narbone quod dicta pecunia precium sit bladi venditi in senescallia predicta, presentibus literis post annum minime valituris. Reddite literas. Datum Biterris .xiiij. kalendas novembris, anno Domini millesimo trecen-tesimo undecimo.

In cujus visionis et inspexionis testimonio nos judex predictus sigillum prefate comunis curie huic presenti publice scripture sumpto seu vidimus jussimus appen-dendum, anno et die quibus supra.

(Pièce parch., vidimus).

**B. 1315** — 20 février. — Louis X autorise l'exportation du vin, des céréales et des autres denrées alimentaires, et maintient l'interdiction d'exporter la laine.

Noverint universi quod anno Domini millesimo trecentesimo quintodecimo, scilicet sexto idus aprilis, nos Petrus Martini, judex Narbone curie comunis domini nostri regis et nobilis viri domini Amalrici, vicecomitis et domini Narbone, vidimus, tenuimus, legimus de verbo ad verbum et diligenter inspeximus quasdam patentes et pendentes literas serenissimi principis domini Ludovici, Dei gracia Francorum et Navarre regis, non viciatas, non cancellatas, nec abrasas, neque in aliqua sui parte abollitas, set omni vicio et suspitione carentes, ut prima facie apparebat, quarum tenor de verbo ad verbum noscitur esse talis :

Ludovicus, Dei gratia Francorum et Navarre rex, dilecto magistro Gaufrido de Bosco, canonico Matisconensi, clerico nostro, Tholose, Carcassone, Bellicadri et Lugduni senescallis, ac Senonensi et Matisconensi ballivis, necnon Petro de Masconiis et Johanni de Novocastro, valletis nostris, salutem et dilectionem. Mandamus vobis quatinus volentes vina, blada et alia quecumque victualia de regno nostro extrahere, solvendo deveria aliter consueta, non impediatis quoquomodo nec impediri quomodolibet permitatis, ordinatione per karissimum progenitorem nostrum certis ex causis edita super hoc non obstante, quam ad vestram et quorundam aliorum fidelium nostrorumstrarum senescallarum et bailliviarum supplicationem suspendimus de gracia speciali, donec aliud super hoc duxerimus ordinandum: proviso tamen ne victualia hujusmodi ad inimicos nostros quomodolibet transportentur, vel in tanta quantitate sub pretexto suspense ordi-

nationis hujusmodi extrahantur quod in senescalliis et bailliviis vestris ipsorum victualium sit defectus; vos insuper magistri G., P. et J. provideatis attentius ne per hoc contra ordinationes passagii lanarum et aliorum de regno extrahi vetitorum fraus vel malicia quomodolibet comitatur; omnibus senescallis, baillivis, ceterisque justiciariis fidelibus et subditis regni nostri mandantes ut vobis G., P. et J. et vestrum cuilibet in premissis hobediant et intendant. Datum Parisius sub sigillo quo antequam susceperemus regni Francie regimen, .xx<sup>a</sup>. die febroarii, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.xiiij<sup>o</sup>.

In cujus visionis et inspectionis testimonio nos judex predictus sigillum auctenticum dicte comunis curie huic presenti publice scripture sumpto seu vidimus jussimus appendendum, anno et die quibus supra.

*Au verso:* Vidimus que zom puesca traire del renne totas viandas.

(Pièce parch., vidimus, sceau cire rouge sur lanière de parchemin).

## LXIX

**1312** — 9 des kalendes de juin (24 mai). — Les consuls de la Cité en appellent au sénéchal de Carcassonne de ce que les officiers de la cour commune citent devant eux des chefs de métier qui, comme tels, sont membres du consulat et, par suite, soumis à la seule juridiction du roi.

Anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, regnante domino Philippo rege Francorum, nono kalendas junii. Noverint universi et singuli presentes pariter et futuri quod existentes Berengarius Fabri et Petrus de Selis, consules sive regentes auctoritate regia consulatum

Civitatis Narbone, nomine suo et nomine etiam dicti consulatus necnon etiam universitatis Civitatis Narbone predictæ ac universorum et singulorum capitum ministeriorum ejusdem Civitatis, ut dixerunt, scilicet in consistorio publico curie comunis Narbone dicti domini regis Francie et domini Amalrici, vicecomitis Narbone, in presentia discreti viri domini Petri Martini, tenentis locum, ut dicebatur, domini Johannis Fulconis, vicarii, et domini Arnaudi Scarboti, judicis dicte comunis curie, protribunali sedentis in ejusdem curie consistorio, dixerunt se, nomine suo et dicti consulatus ac universitatis Civitatis Narbone et etiam universorum et singulorum capitum ministeriorum ejusdem Civitatis, a dictis dominis iudice et vicario appellasse et apostolos petisse: quam appellationem predicto domino locum tenenti dictorum dominorum vicarii et judicis nunc de presenti intimaverunt, ac ipsam legi fecerunt coram eodem et publicari per me notarium subscriptum et apostolos petierunt ac inhibuerunt, ut sequitur.

Nos Berengarius Fabri et Petrus de Sellis, consules seu regentes auctoritate regia consulatum Civitatis Narbone, scientes et pro certo dominum nostrum regem Francie et ducem Narbone ratione consulatum Civitatis et Burgi Narbone solum et insolidum habere et, retrolapsis temporibus, habuisse et exercuisse jurisdictionem in universitatem tanquam in consules universitatem facientes Narbone et membra seu partes ipsius universitatis, ut sunt capita ministeriorum paratorum, textorum, pellicerorum et aliorum cohabitantium in Narbona, et in horum possessione vel quasi eundem dominum nostrum regem et suos antecessores, ratione premissorum, per suos curiales et gentes esse et fuisse, et sic super premissis fuisse observatum tantis et tam longissimis temporibus quod de contrario hominum memoria non existit; et nunc et de novo, sicut ad nostri pervenit audientiam, vos, discreti

virī domini iudex et vicarius curie comunis Narbone domini nostri regis et domini Amalrici, vicecomitis Narbone, seu vestra loca tenentes, salva vestri gratia, jus regium quod est et fuit et esse consuevit, insolidum in Narbona domini nostri regis ratione comunionis seu pariagii facti de jurisdictione quam dominus Amalricus habebat in Narbona cum domino nostro rege applicatis et applicare nitimini indebite comunioni seu pariagio et curie comuni predictę, quamquam hoc facere non possitis sine prejudicio et jactura juris domini nostri regis, cum dominus noster rex de juribus que habet et habuit solus et insolidum in Narbona in pariagio nichil deduxerit, set solum receperit partem jurisdictionis a domino vicecomite memorato sibi in pariagio jura primeva et que ab antiquo competeabant retinendo et specialiter reservando. Hocque facere, ut de novo didiscimus, inchoastis coram vobis vocari faciendo Raymundum Juliani et Johannem Bricii, textores Narbone, ut suprapositos et capita seu rectores ministerii textorum Civitatis predictę, volendo cognoscere et inquirere cum eisdem, vobis in eisdem jurisdictionem attribuere volentes, cum in ipsis nullam jurisdictionem habeatis, et procedere contra eosdem, ut dicitur, processistis et processum fecistis latenter de et super hiis que per eos ut per suprapositos et capita seu rectores dictorum textorum dicuntur esse facta, quamquam horum cognitio nunquam pertinuerit ad dictum dominum vicecomitem, et perconsequens pertinere non debeat ad curiam comunem predictam, set solum et insolidum, ut est dictum, ad dictum dominum nostrum regem.

Quamobrem nos qui fidelitatis debito domino nostro regi tenemur nostro posse utilia procurare et que inutilia possent esse vitare suaque jura deffendere, nec debemus sicut nec consuevimus quod sua jura regia et nostra modo aliquo ledi possint vel per aliquem usurpari, ex hiis causis et ex eo quia capita ministeriorum nostre



Civitatis predictæ partes sunt nostre universitatis et consulatatus predictorum unam universitatem facientes, nec conveniat unum corpus cum suis partibus diverso jure censi, ideirco ex tam dampnabili et inevitabili gravamine et prejudicio domino nostro regi et nobis in capitibus predictorum ministeriorum per vos in predictis facto et etiam inchoato, quam cito primum cognovimus et scivimus supradicta, ne in posterum trahi valeat conniventibus oculis in exemplum, ilico sollempniter et in hiis scriptis, a vobis dictis dominis iudice et vicario et ceteris curialibus dicte curie comunis et vestra loca tenentibus, et a processibus per vos factis et inchoatis in premissis contra predictos Raymundum Juliani et Johannem Bricii, capita ministeriorum textorum predictorum, quibus supra nominibus et nomine universitatis nostre predictæ ac universorum et singulorum capita ministeriorum Civitatis predictæ, ad dominum nostrum regem Francie et ad dominum senescallum Carcassone et Biterris appellamus et provocamus apostolos nobis dari, instantia repetita qua convenit, postulando vobis et vestrum cuilibet ac vestra loca tenentibus, prout possumus et nobis est licitum, ex parte domini nostri regis et dicti domini senescalli, vigore presentis appellationis cum reverentia debita, vetantes ne jura regia usurpetis neve contra universitatem et ejus membra seu partes, ut sunt capita ministeriorum predictorum, aliquo modo procedatis seu procedere attemptetis, set cognitionem et jurisdictionem super ipsis, ut actinus est fieri consuetum, illibatam et illesam servetis domino nostro regi predicto.

De quibus premissis dicti domini consules petierunt, nominibus predictis, sibi fieri publicum instrumentum. Et dictus dominus locumtenens petiit copiam dicte appellationis et contentorum in dicta cedula, volens, ut dixit, deliberare super eis et consulte respondere; et ad audiendum suam deliberationem assignavit diem dictis dominis

consulibus, videlicet diem lune proximam; et quousque responderit injunxit michi notario subscripto quod non reddam in publicum appellationem predictam. Cui quidem assignationi, diei et aliis propositis et mandatis per dictum dominum judicem dicti consules non consenserunt, nec eam admiserunt, sed dictam appellationem ei intimaverunt, et in appellatione persistunt ac dixerunt et apostolos petierunt ut supra. Et nichilominus dictus dominus locum tenens petiit et assignavit ac injunxit ut supra. Acta fuerunt hec Narbone in consistorio dicte comunis curie, anno et die premissis. Et ad hec fuerunt presentes et testes magistri Bernardus de Fontejonquoso, Johannes de Stamfordia, Johannes Bernardi, Niellus de Barbayrano, jurisperiti, Petrus Ermengau, jurisperitus Narbone, Petrus Ricolsi, Raimundus Jauberti, clerici, habitatores Narbone, et Michael Stephani, publicus auctoritate regia in Narbona et in senescallia Carcassone et Bitteris earumque pertinentiis et resorto notarius infra-scriptus.

Post hec, anno quo supra, quarto kalendas junii, que dies fuerat per dominum Petrum Martini, locum tenentem predictum, supra assignata ad respondendum per ipsum contentis in cedula predicta, dixit predictus dominus locumtenens se nondum deliberasse super eis nec aliquid vidisse de eisdem, set dixit quod deliberabit et, habita deliberatione, respondebit die jovis proxima, prout dixit, quam diem ad respondendum contentis (1) in cedula predicta et ad audiendum deliberationem suam assignavit. Et ibidem existens dominus Bernardus Dalmacii, consul seu regens auctoritate regia consulatum Civitatis Narbone, non recedendo ab appellatione ac intimatione alias factis per dominos Berengarium Fabri et Petrum de Sellis, predecessores suos, ymmo eosdem confirmando nominibus

---

(1) Le mot *contentis* est répété deux fois.

quibus dicti ejus predecessores appellaverunt, et in eis persistendo, ut dixit, dixit quod ipse non consenciebat assignationi diei predictæ nec aliis dictis per dominum locum tenentem predictum, set quod intimabant, apostolos petebant ac inhihebant, ut dixit, prout supra ejus predecessores intimatum, petitum est et inhibitum. Et nichilominus dictus dominus locumtenens dixit et assignavit ut supra.

Acta fuerunt hec Narbone in consistorio curie comunis Narbone predictæ, anno et die proximis, et ad hec fuerunt presentes et testes magister Guillelmus Pagesii, Nielli *(sic)* de Barbayrano et Petrus Ermengavi, Guillelmus Mathey, clerici Narbone, et Michael Stephani, publicus autoritate regia in Narbona et in senescallia Carcassone et Bitteris earumque resorto notarius, qui requisitus de premissis hoc instrumentum in nota recepit ac ipsis omnibus et singulis una cum dictis testibus presens fuit: vice ejus et mandato ego Pontius Adalberti, clericus, scripsi hec omnia supradicta et rasi et emendavi (1)... Et ego Michael Stephani, publicus notarius memoratus, subscribo et signum meum consuetum hic appono



*Au verso:* L'appellasyon que cosols feron denant mo. Scarbot per los singulars.

*D'une autre main:* Carta de apellazion que feron cossols de las gens (2) del vescomte que volian conoisser dels sobrepauzatz dels tisseires.

(Pièce parch., orig.)

(1) Suit l'indication des ratures et corrections.

(2) Le ms. a *de la lent* qui ne m'offre aucun sens.

## LXX

**1312** — 29 juin. — Le procureur des consuls de Narbonne requiert les commissaires royaux chargés des affaires des Lombards dans la sénéchaussée de Carcassonne de ne pas inquiéter quatre personnages poursuivis comme Lombards, et qui sont citoyens de Narbonne. Sur la réponse des commissaires royaux il renonce à les défendre.

Anno dominice incarnationis millesimo .ccc°. duodecimo, videlicet .xxix<sup>a</sup>. die junii, domino Philippo, rege Francorum, regnante. Noverint universi quod constitutus apud Carcassonam in ecclesia Sancti Nazarii sedis Carcassone magister Guillelmus Recordi, notarius regius Narbone, procurator, ut dixit, consulum Civitatis et Burgi Narbone, in presencia venerabilis viri domini Johannis de Fonte, decani de Cassellis, et nobilis viri domini Aymerici de Croso, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, commissariorum deputatorum per dominum nostrum regem super negocio Ytalicorum in senescallia Carcassone et Bitterris, presentavit procuratorio nomine predicto eisdem dominis commissariis ac per me subscriptum notarium legi fecit in latino quandam papiri cedulam scriptam, cujus tenor talis est:

Existens magister Guillelmus Recordi, notarius domini regis, procurator consulum Civitatis et Burgi Narbone, in presencia venerabilis viri domini Johannis de Fonte, decani de Cassellis, et nobilis viri domini Aymerici de Croso, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, super negocia Lombardorum seu Ytalicorum per dominum nostrum regem deputatorum, dixit et proposuit

coram dominis deputatis predictis quod Bando Juncta, Perrassa, Raynerius de Jane de Ronquonia et Jacobus Savina suum domicilium constituerunt Narbone a triginta annis citra, et eo constituto (1) tenuerunt usque ad tempora presencia, et sunt et fuerunt a predicto tempore citra continue cives et habitatores ville Narbone, et ibidem uxores duxerunt de Narbona et de bonis gentibus Narbone, et suum habent patrimonium et domos et alias possessiones ibidem emerunt, et in dicta villa contribuunt et contribuerunt in omnibus talliis et questis, que ibidem facte fuerunt a dictis temporibus citra, tanquam cives et habitatores dicti Burgi et Civitatis Narbone; et quod a dictis temporibus citra, in quantum de eis per gesta eorum percipi potest, predicti superius nominati bene et honeste vixerunt, usuris cessantibus in personis eorundem et malis mercaturis. Quare predictus procurator, nominibus quibus supra, cum intersit dictorum consulum eosdem Bandonem, Raynerium, Petrum et Jacobum in suis juribus tanquam eos concives deffensare, requisivit predictos dominos commissarios seu deputatos ut ipsi predictos Bandonem, Raynerium, Petrum et Jacobum, cum sint cives et habitatores Narbone, ex causis et rationibus predictis, pro facto Lombardorum non debeant vexare vel etiam molestare, nec eosdem vel eorum bona tanquam Lombardos in aliquo pertractare, cum ipsi nullam comunionem habeant nec habere velint nec habuerint a dicto tempore citra cum dictis Lombardis nec cum eisdem participare velint factis vel etiam dictis, set solum cum consulibus et universitate dicti Burgi et Civitatis Narbone. Requirens dictus procurator de premissis sibi fieri publicum instrumentum.

Dicti vero domini decanus et senescallus Carcassone, commissarii predicti, dixerunt et responderunt predictos

---

(1) *Ms.* constructo.



Ytalicos suppra contentos plures contractus usurarios fecisse in regno Francie, et monetas domini regis prohibitas recepissee, et publice diffamatos esse super extractione auri et argenti et aliarum rerum prohibitarum de regno Francie extrahi, et denarium de libra non solvisse secundum ordinationem diu est factam, et diu mercasse in regno Francie ante quam fraudelenter se facerent de comunitate Narbone. Paratos tamen se obtulerunt servare formam comissionis eis facte per dominum regem et in aliquo non excedere metas ejusdem.

Dictus vero procurator dixit, nominibus predictis, quod si prenominati cives Ytalici vel aliquis ex eis delinquerint in aliquo contra honorem et jura ac ordinationes sive prohibitiones factas seu editas per prefatum dominum nostrum regem non intendunt dicti consules aliquem dictorum civium deffensare super eis, ymo, pro jure et honore predicti domini regis conservando, si aliquid de premissis contentis in responcione predictorum dominorum ad noticiam dictorum consulum devenirent, parati sunt gentes dicti domini regis informare et jura ejusdem semper in omnibus deffensare.

Acta fuerunt hec Carcassone in presencia et testimonio domini Stephani de Gandeluco, comessalis dicti domini decani, Jacobi Besauduni de Monteregali, Johannis Aybrandi, pelliparii annis junioris, et mei Guillelmi Bonaventura, notarii publici Carcassone domini regis Francie, qui jussu dictorum dominorum commissariorum, et requisitus per dictum procuratorem, hanc cartam de predictis recepi, scripsi et signo meo signavi



(Peece patch., orig.)

## LXXI

## LEUDE SUR LE BOIS

A. 1312 — 7 des ides de septembre (7 septembre). — Les consuls de la Cité et du Bourg font appel au sénéchal de Carcassonne au sujet des droits que le vicomte exige sur le bois qui entre dans Narbonne, alors que les habitants sont exempts de leude.

Noverint universi quod existens Johannes de Ardenchis et Bernardus Dalmacii, regentes auctoritate regia consulum Civitatis Narbone, et Berengarius Amaronis et Bernardus Pauli ac Guillelmus Raimundi de Burgo, consules Burgi Narbone, in consistorio curie Narbone nobilis viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis et domini Narbone, coram magistro Poncio de Alsona, judice terre dicti domini Amalrici, in dicta curia et in consistorio ejusdem protribunali cedente ubi jus reddi consuevit, in presentia dicti domini judicis per me notarium infrascriptum legi fecerunt quandam scriptam papiri sedulam appellationem inter alia continentem, appellando, apostolos petendo et inhibendo, ut in ea continetur. Cujus siquidem papiri sedule tenor talis est:

Cum oppressis et contra jus et justiciam agravatis appellationis remedium sit indultum, nos, Johannes de Ardenchis et Bernardus Dalmacii, regentes auctoritate regia consulum Civitatis Narbone, et Berengarius Amaronis, Bernardus Pauli et Guillelmus Raimundi de Burgo, consules Burgi Narbone, sentientes nos agravari et jura universitatis ville Narbone diminui atque ledi a nobili viro domino Amalrico, vicecomite et domino Narbone, et a

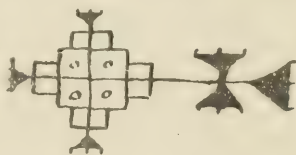
Bernardo Pinhani et Bernardo Fuxeti, procuratoribus dicti domini vicecomitis, et ab omnibus aliis officialibus insolidum ejusdem domini Amalrici, et aliis quibuscumque ejusdem conditionis existant, ex eo et pro eo quod cum dictus dominus vicecomes et procuratores et alii curiales ejusdem insolidum dicti domini Amalrici nituntur exigere, percipere et levare de facto, cum de jure non possint, per vim ab hominibus ville Narbone habitantibus et domicilium facientibus in Narbona et a Bernardo Benedicti, mercatore habitatore Narbone, qui ligna portari faciunt per Atacem et per mare, de singulis barchis honoratis lignis unum honus hominis, et de singulis capulis duo honera hominis, contra libertatem ville Narbone et usus anticos et contra compositionem factam super predictis inter dictum dominum vicecomitem ex una parte, et regentes et consules Civitatis et Burgi Narbone ex altera. Cum homines ville Narbone sint liberi et immunes a solutione vectigalis et cujuslibet alterius exactionis de omnibus rebus, mercaturis et mercimoniis que asportari faciunt infra villam Narbone seu per eos extrauntur per aquam seu per terram extra villam Narbone causa portandi alibi, in predictis novum vectigal constituendo; item et ex eo quod cum cuilibet licitum de jure merces seu alias quas-cumque res sive sint ligna vel similia gratia sui usus asportare et asportari facere infra Narbonam et alia loca sine solutione alicujus vectigalis seu alterius exactionis secundum jura; idcirco nos regentes et consules predicti ex causis predictis et qualibet earundem, sentientes nos lesos et jura universitatis fuisse lesa in et pro predictis, ad dominum senescallum Carcassone et Biterris in hiis scriptis appellamus et provocamus, apostolos instancia qua convenit per ipsos nobis tradi et concedi postulando, ponentes (1) nos et jura et libertates ville Narbone sub

---

(1) *Ms.* ponetes.

tuitione et deffentione dicti domini senescalli; inhibentes predicto domino vicecomiti et procuratoribus et aliis curialibus ejusdem ne, pendente hac presenti appellatione, in aliquo procedant seu procedi faciant aliquathenus vel attemptent donec de meritis presentis appellationis per predictum dominum senescallum plene cognitum fuerit et discussum; petentes eis fieri de predictis unum vel plura publica instrumenta per notarium infrascriptum; protestantes quod si copiam et presentiam dicti domini vicecomitis et procuratoris predictorum haberent pro hiis coram eis et ab eis appellarent prout in presenti cedula continetur.

Qua cedula lecta, dictus dominus judex contentis in dicta cedula nichil respondit. Acta fuerunt hec Narbone in predicta curia dicti domini Amalrici et in consistorio ubi jus reddi consuevit, in presenciam et coram dicto domino Pontio de Alzona, judice predicto ejusdem domini Amalrici, anno Domini millesimo trecentesimo duodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, septimo ydus septembris, in presentia et testimonio domini Ar<sup>i</sup> Salvatoris, presbiteri, Bernardi Mathas, clerici, Bernardi Fabri de Asilano, Johannis de Villasicca, Bi Talayrani, civium Narbone, et mei Guillelmi Salayrani, notarii domini regis publici, qui hec omnia requisitus recepi et scripsi et signo meo consueto signavi



(Pièce parch., orig.)

**B. 1314** — Veille des ides de janvier (12 janvier). — Le fermier des droits du vicomte sur le bois transporté, requis par les consuls du Bourg, rend deux charges de bois qu'il avait prises à deux citoyens narbonnais.

Anno nativitatis Christi millesimo trecentesimo quarto

decimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, pridie idus januarii. Noverint universi quod existens in consulatu Burgi Narbone, Guillelmus Portalis, pellerius Narbone, emptorque ut dicebat lignorum que nobilis vir dominus Amalricus, Dei gratia vicecomes et dominus Narbone, recepit et recipere consuevit ab hominibus castro-  
rum Narbonesii, in presentia Bernardi Bonimancipii, consulis Burgi predicti, et mei notarii et testium infrascriptorum, dixit quod cum ipse fuisset pignoratus ad instanciam consulum dicti Burgi et de mandatis, ut dicebat, consulum Civitatis Narbone pro eo quia ceperat, ut dixit, a Raimundo Corneti, paratore, et a Johanne Miri, civibus et habitatoribus Narbone, duasaumatas lignorum quas credebat pertinere eidem tanquam emptori lignorum predictorum et pro jure dicti domini vicecomitis, ut dixit, quasdem saumatas restituerat, ut dixit, predictis Raimundo Corneti et Johanni Miri, tanquam civibus et habitatoribus Narbone, ut dicebant, salvo tamen et per ipsum Guillelmum Portalis in omnibus protestato jure domini vicecomitis antedicti cui non intendit in aliquo prejudicare seu ipsum jus diminueret (1) propter hujusmodi restitutionem. De quibus omnibus et singulis supradictis Raimundus Marquesii, nuncius consulatus dicti Burgi, requisivit me notarium infrascriptum ut sibi facerem publicum instrumentum. Acta fuerunt hec Narbone in presentia et testimonio fratris Bernardi Perpiniani, fratris hospitalis miscellorum Burgi Narbone, Guillelmi de Lauracho, Arnaldi Benedicti, mercatorum, Johannis Durbani, blade-  
rii Narbone, et Johannis de Sancto Amando, notarii Narbone publici, qui requisitus et rogatus hec omnia predicta et singula recepit, vice cujus et mandato ego Thomas Corbiani, clericus Narbone, hec omnia premissa scripsi: et

---

(1) *Ms.* diminere.



ego Johannes de Sancto Amando, notarius Narbone publicus memoratus, subscribo et signum meum consuetum hic appono



*Au verso :* Sobre .ij. saumadas de lenha que avian prezas e renderen las lo comprador de mosenher N Amalric d'aquels que meton lenha a Narbona, d'en R. Cornet.

(Pièce parch., orig.)

## LXXII

**1313** — 5 des ides de septembre (9 septembre). — Le baile de Narbonne, requis par les consuls de la Cité et du Bourg, signifie aux curiaux de la cour commune des lettres du sénéchal de Carcassonne leur interdisant de connaître des affaires de la leude de Narbonne qui appartiennent au roi seul.

Anno Domini millesimo trecentesimo terciodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, quinto idus septembris. Noverint universi quod existentes Bernardus Riambaudi, mercator Narbone, locumtenens ut dixit Petri Alarosii, mercatoris, regentis auctoritate regia consulatus Civitatis Narbone, et Jacobus Arquejatoris, consul Burgi Narbone, in Civitate Narbone, in presentia discreti viri domini Bernardi Molinerii, bajuli Narbone et Narbonesii domini nostri regis, iidem locumtenens et consul, presentibus me notario et testibus iuferscriptis ad hoc vocatis specialiter et rogatis, exhibuerunt et presentaverunt ibidem quasdam patentes litteras nobilis et potentis viri domini Aymerici de Croso, militis domini nostri Frau-

cie regis, ejusque senescalli Carcassone et Biterris, et ejus sigillo cereo in dorso sigillatas, ut prima facie apparebat, quarum tenor talis est :

Aymericus de Croso, miles domini nostri Francie regis, senescallus Carcassone et Biterris, dilecto suo bajulo Narbone et Narbonesii, vel ejus locumtenenti salutem et dilectionem. Ex parte consulum Civitatis et Burgi Narbone cum querela recepimus quod curiales curie comunis Narbone domini regis et domini Amalrici, vicecomitis Narbone, in gravamine paratorum et mercatorum Narbone per terram Catalonie euntium cum eorum mercaturis, et in prejudicium jurisdictionis domini nostri regis quam solus et insolidum habet et habere debet in Narbona ratione feudarum et pedagiorum que sunt ejusdem domini nostri regis, quibusdam Catalanis nunc et de novo quasdam litteras concesserunt propter quas iidem mercatores et paratores Narbone timent in personis et rebus suis pergentes regum Aragonum et Majoricarum opprimi et marcari. Quare vobis mandamus quatinus dictis curialibus dicte curie comunis ex parte nostra precipiatis quod de causis dicte leude et aliorum que solum et insolidum spectant ad eundem dominum nostrum regem in Narbona non se in prejudicium juris regii intromitant ulterius, nec cognoscant, et quod litteram quam, ut dicitur, sic prejudicialem concesserunt, sicut juris fuerit revocent; vobisque dicto bajulo, qui solus estis pro domino rege in Narbona et Narbonesio, precipiendo mandantes quod in causis predictis et aliis ad solum dominum nostrum regem pertinentibus per alios cognosci non sustineatis quam per nos et judicem et vicarium Biterris vel alium quem super hiis duxerimus deputandum in prejudicium juris regii, nisi causam rationabilem prefati curiales proponere velint coram nobis que obsistat: ad quam proponendam ex parte nostra eisdem diem mercurii proximam assiziarum instantium nostrarum Biterris in terciis ad

comparendum coram nobis assignetis. Quod si comparere neclexerint, super predictis procedemus prout fuerit rationis. Datum Carcassone .vj<sup>a</sup>. die septembris, anno Domini m<sup>o</sup> trecentesimo terciodecimo. Reddite litteras.

Quibus quidem litteris per dictos locumtenentem et consulem dicto domino bajulo presentatis, iidem locumtenens et consul requisiverunt eundem instanter ut contenta in ipsis litteris adimpleret. Et dictus dominus bajulus dixit et respondit se fore paratum contenta in eisdem litteris adimplere juxta continentiam earundem. De quibus prenominati locumtenens et consul, nomine consulationum predictorum, requisiverunt me notarium infrascriptum quod eis facerem de premissis unum vel plura publica • instrumenta. Acta fuerunt hec in platea Civitatis Narbone, anno et die premissis, in presentia et testimonio Blasii Portas et Petri Tocabuou, servientium domini nostri regis, et mei Guillelmi Cerdani junioris, notarii publici infrascripti.

Et incontinenti prefatus dominus bajulus accedens personaliter ad curiam comunem Narbone et existens in consistorio ipsius curie, coram nobili et discreto viro domino Rogerio de Sancto Martino, militi, et domino Jordano de Vallibus, jurisperito, regente judicaturam ipsius comunis curie protribunali sedentibus, idem dominus bajulus premissas litteras dicti domini senescalli coram dictis dominis vicario et regente legi et publicari fecit per me notarium infrascriptum, presentibus testibus infrascriptis et pluribus aliis, de verbo ad verbum, ut superius continetur. Quibus litteris coram eis lectis et publicatis dictus dominus bajulus precepit, virtute dictarum litterarum, dictis dominis curialibus quod de causis leude Narbone et aliorum que solum et insolidum spectant ad dominum nostrum regem in Narbona non se intromittant ulterius nec cognoscant juxta predictarum dicti domini senescalli continentiam litterarum. Et dicti domini

vicarius et regens petierunt copiam dictarum litterarum, volentes, ut dixerunt, super eis deliberare et consulte respondere. Acta fuerunt hec in dicto consistorio, in presentia et testimonio magistrorum Guillelmi Audiguerii, Bernardi de Feudo. Petri Martini, jurisperitorum, Guillelmi Pagesii, Guillelmi Besse, notariorum, et plurium aliorum, et mei predicti Guillelmi Cerdani junioris de Narbona, publici auctoritate domini nostri Francorum regis notarii in senescallia Carcassone et Biterris, qui hec omnia requisitus recepi et scripsi et signo meo consueto signavi



(Pièce parch., orig.)

## LXXIII

## RÉGULARISATION DU COURS DE L'AUDE

A. 1313 — 5 des nones d'octobre (3 octobre). — Sur la plainte des consuls de la Cité et du Bourg de Narbonne, et après enquête faite par l'ordre du lieutenant du sénéchal de Carcassonne, le viguier de Béziers prescrit au baile royal de Narbonne de veiller à ce que la cour commune n'entrave pas les consuls dans l'exercice de leur droit d'enlever tous les obstacles qui s'opposent à l'écoulement des eaux de l'Aude.

Anno Domini millesimo .ccc°. terciodecimo, quinto nonas octobris. Existentes in presentia nobilis viri domini Guillelmi de Macherino, domicelli, vicarii Bitterris domini regis, videlicet Raymundus Petri, Petrus Alaroszii, consules seu regentes Civitatis Narbone, Arnaldus

Benedicti, Thoma Pastoris, consules Burgi Narbone, ut dicebant, presentaverunt eidem domino vicario quandam patentem literam sigillatam sigillo venerabilis viri domini Fulchonis de Tornacho, clerici domini regis, judicis majoris senescallie Carcassone et Biterris, ac locumtenens domini senescalli Carcassone et Biterris, quarum tenor talis est :

Fulcho de Tornacho, domini regis clericus, judex major et locum tenens domini senescalli Carcassone et Biterris, nobili viro vicario Biterris, salutem et dilectionem. Ex parte consulum Civitatis et Burgi Narbone querelam recepimus quod, de novo et a paucis temporibus citra, curiales curie comunis Narbone domini regis et domini vicecomitis Narbone, in prejudicium juris dictorum consulatuum, quod habent et habuerunt ab antiquo super amovendis et evellendis impedimentis apposis in flumen Atacis a loco vocato Vado Rabioso usque ad pontem Narbone ex concessione dudum eisdem consulibus facta per dominum vicecomitem tunc Narbone, sicut in quodam instrumento publico sigillo ipsius vicecomitis inpendenti, ut prima facie apparebat, sigillato vidimus contineri, baculos dicte curie comunis in quibusdam locis apposuerunt et apponi fecerunt indebite, sicut dicunt, propter quod iidem consules in eorum possessione et saysina impediuntur et perturbantur in qua sunt et fuerunt evellendi et amovendi impedimenta predicta. Quare vobis comitimus et mandamus quatinus dictos consules in predictis impedimentis amovendis non permitatis per dictam curiam comunem et ejus curiales indebite impediri vel turbari, set eis in juribus eisdem concessis circa premissa per dictum vicecomitem auctoritate regia manuteneatis et etiam defendatis, et baculos ibi appositos per dictam comunem curiam necnon et omne impedimentum quod in prejudicium juris et possessionis ipsorum consulum et consulatuum et domini nostri regis a quo dicti



consulatus cum suis juribus per se immediate tenentur inveniretis esse factum removeatis et removeri faciatis, ut erit rationis, in hiis celeriter procedentes cum mera ratione temporis yemalis supervenientis sic et esse possit rey publice Narbone et Narbonesii periculum allatura et multum prejudicialis et dampnosa. Reddite litteras. Datum Narbone .xvj. kalendas octobris, anno Domini .m<sup>o</sup>.ccc<sup>o</sup>.xii<sup>o</sup>.

Quibus presentatis, requisiverunt dictum dominum vicarium ut contenta in litteris predictis exequatur cum effectu, cum maximum periculum et dampnum non modicum imineat rey publice ville Narbone propter impedimenta apposita in rippis fluminis Atacis, ut dixerunt, liquere et manifeste apparere predicto domino vicario cum hujusmodi impedimenta visa fuerint per dictum dominum vicarium et subjecta oculis per eundem, maxime propter tempus yemalis supervenientis in quo regulariter fiunt et eminent et iminere consueverunt inundationes aquarum. Unde cum dicti consules non possint uti jure suo in predictis impedimentis evellendis et amovendis propter baculos curie comunis ibidem appositos, requisiverunt eundem ut dictos baculos amoveri faciat, ut possint uti libere in predictis jure suo, et quod nichilominus eisdem tradat quendam aparitorem sive servientem ut eos deffendat ab injuriis et violentiis, et omne impedimentum in predictis cesset et cessari faciat, ut dicti consules propter bonum publicum possint facere quod debebunt in predictis et uti jure suo juxta continentiam litterarum predicto domino vicario directarum.

Et dictus dominus vicarius dixit et obtulit se paratum complere factum in dictis litteris contentum juxta continentiam earundem. Et propter impedimenta allegata superius, rem velle subicere oculis et celere remedium adhibere et impedimenta, si qua sunt, amoveri facere, ut fuerit rationis, informatione tamen prius facta ad oculum, prout convenit et est in talibus fieri consuetum.

Et consequenter dicti consules, ad informandum dictum dominum vicarium de jure quod habent super amovendis et tollendis seu evellendis sua auctoritate impedimenta quecumque facta et apposita in rippis et rippariis dicti fluminis, exhibuerunt et produxerunt quoddam instrumentum pro vero et publico sigillatum inpendenti ut prima facie apparebat sigillo domini vicecomitis Narbone, cujus tenor talis est :

*Suit le terte de l'acte du 12 des kalendes d'août 1232, par lequel le vicomte de Narbonne vend aux consuls le droit d'enlever tous les obstacles qui s'opposent à l'écoulement des eaux de l'Aude depuis le Gua-Rabios jusqu'au pont de Narbonne (1).*

Et consequenter dictus dominus vicarius volens se informare de predictis allegatis et propositis per consules supradictos accessit personaliter, adhibitis secum me notario infrascripto et aliis testibus infrascriptis, ivit personaliter ad loca in quibus dicebantur esse impedimenta sita supra pontem veterem ville Narbone, et subjectis locis predictis oculis tam dicti domini vicarii quam plurium civium Civitatis et Burgi Narbone ad hoc specialiter vocatorum et nominatorum, scilicet Johannis de Ardenchis, Guillelmi Fabri, Berengarii Manentis, Bernardi Dalmatii, Petri de Cellis, Berengarii Porcelli, Bernardi Benedicti, Raimundi Assalliti, Petri Bonihominis, Bernardi Fabri, Guillelmi Catalani, Bernardi Pagesii, dicti cives et burgenses jurati ad sancta Dei iii<sup>or</sup> eu<sup>o</sup>vangelia retulerunt dicto domino vicario, visis et subjectis ad oculum dictis locis, gitatos fusteos affixos juxta flumen

---

(1) Je m'abstiens de donner ici ce texte qui a été reproduit d'une manière satisfaisante par Mouynès dans les *Annexes de la série AA.*, p. 30, d'après trois thalamus; l'original existe aux archives de Narbonne.

Atacis supra pontem veterem necnon et pilarios lapideos et alia quecumque ibidem infixâ impedimenta ab utraque parte, tam ultra quam citra flumen Atacis, esse dampnosa non solum civibus et habitatoribus in villa predicta, ymmo etiam forensibus et venientibus et portantibus blada et alias mercaturas apud Narbonam, esse prejudicialia et dampnosa domino nostro regi pro leuda, eo quia pretextu dictorum gitatorum et impedimentorum, occasione ipsorum prestitorum et terre seu ordurarum que, sub umbra dictorum gitatorum et pilanorum, prohibeantur et retinentur ibidem et fuerunt projecta seu retenta, temporibus retroactis, flumen et alveus ac cursus ipsius aque Atacis restringuntur sic quod rey publice periclitatur, et hominibus venientibus per mare usque ad dictam villam dampnum irreparabile preparatur: quorum occasio est et fuit appositio baculorum curie comunis Narbone, attento etiam quod antiquitus dicta gitata non consueverunt apponi seu esse ibidem. Ideirco, attento tenore littere predictæ, voluit et ordinavit quod dicti baculi ibidem appositi nomine curie comunis amoveantur omnino et eos pro remotis haberi voluit, maxime cum constet sibi per instrumentum supra productum dictos consules, nomine universitatis hominum dicte ville, jus habere ex titulo venditionis seu concessionis dictis consulibus factis per dominum olim vicecomitem Narbone, concedens eisdem consulibus licentiam et auctoritatem amovendi per se vel gentes suas impedimenta predicta. Et hec fieri voluit idem dominus vicarius, salvo in omnibus jure domini nostri regis et quolibet alieno. Et ad predicta perficienda cum effectu, juxta continentiam litterarum predictarum, concessit Johannem Leutardi et Armannum Capprarii, servientes juratos domini regis, qui predictos consules et gentes eorundem in predictis amovendis impedimentis manuteneant et deffendant, concedens litteram eisdem sub hiis verbis:

Guillelmus de Macherino, domicellus, vicarius Biterris domini regis, dilectis suis Johanni Lautardi et Armano Cappararii, servientibus domini regis, et eorum utrique salutem. Vobis et vestrum cuilibet precipimus et mandamus quatinus consules Civitatis et Burgi Narbone seu deputandos ab eis custodiat et defendatis, seu etiam manuteneatis in amovendis et evellendis ac tollendis impedimentis apposis supra pontem veterem Narbone, juxta ordinationem per nos mandato domini senescalli seu ejus locumtenentis factam, ipsos defendentes in predictis ab omni violencia et impedimento quocumque. Datum Narbone .iiij<sup>to</sup>. nonas octobris, anno Domini m<sup>o</sup>ccc<sup>o</sup> terciodecimo.

Hec omnia supradicta fuerunt abstracta bene, fideliter et diligenter de registro curie Biterris domini regis, nil addito seu mutato per quod substantia mutari (1) valeat. In ejus rei testimonium ego Bernardus Aymerici, Biterris, notarius et scriptor curie Biterris domini regis, signum meum hic apposui, anno quo supra, domino Philippo, Francorum rege, regnante,

.iij. die mensis novembris



*In verso:* Carta en que .j.<sup>a</sup>. letra del loctenent del senescal que manda al viguier de Bezès que, coma los quirials de la cort comuna enpachesson cossols que volian far levar alqus enpachiers que avia en la riba d'Aude, quel viguier ne sofris que cossols feson perturbatz coma a cossols pertanchia la conoissensa de levar totz los enpachirs (*sic*) d'Aude del Gua Rabieus entrol pont de Narbona, aissi cant cossols avian produit davant loctenent del senescal per .j. carta quel o avia vendut a cossols. En apres lo

(1) *Ms.* mutari.

viguiier de Bezes venc a Narbona, els cossols produisson la carta davant lo viguiier coma lo vescomte avia cossentit als cossols e vendut quels pogesson remonre totz los enpachires *[sic]* d'Aude que serian del Gua Rabieus entrol (1) pont de Narbona. E vista la carta, el viguie ac cossel e sacrament de prozomes; et de prezen el ne moc los bastos qui eran de la cort comuna, e fec mandament que totz los enpachiers ne fosson mogutz a voluntat de cossols. L'an .m.ccc.xiiij.

(Pièce parch., orig.)

**B. 1313** — Nones de décembre (3 décembre). — Sur la requête d'un teinturier, les consuls du Bourg se déclarent prêts à appliquer à tous l'ordonnance qu'ils l'avaient obligé à observer et par laquelle ils prescrivaient l'enlèvement des constructions faites dans le lit de l'Aude (2).

Anno Domini millesimo trecentesimo terciodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, nonas decembris. Noverint universi quod Bernardus Raimundi, tinctor Burgi Narbone, existens in presentia dominorum Arnaudi Benedicti, Thome Pastoris, Jacobi Arquejatoris et Petri Bosqueti, consulum Burgi Narbone, requisivit eosdem dominos consules quod, sicut ipse, ad mandatum eorum et ordinationem pro utilitate rey publice ville Narbone et pro conservando flumine Atacis et ejus alveo consueto, de rippis et rippagiis dicti fluminis ante conspectum domus quam habet in Burgo Narbone juxta Bladariam novam confrontatam in flumine Atacis amovit et fecit amoveri, ut dixit,

(1) *Ms.* entol.

(2) Les archives de Narbonne possèdent un certain nombre d'actes analogues à celui qui est ici reproduit.



impedimenta omnia que ante contractam domus sue predictae erant, sive in hedificiis, pilariis, postatibus et orduris essent, ut dixit, quod ita, prout extitit ordinatum, per alios faciant amoveri et tolli. Protestans et dicens dictis dominis consulibus quod, nisi amoveantur et tollantur impedimenta que adhuc sunt, timeri potest et poterit in futurum, ut dixit, quod dictum flumen ad alias partes et non per villam Narbone alveum recipiet. Requirens eosdem quod in hiis faciat tantum et taliter quod de negligentia non possint reprehendi. Requirens et petens de predictis sibi fieri publicum instrumentum.

Et dicti domini consules dixerunt se fore paratos super predictis facere quod poterunt et debebunt facere de jure ad honorem domini nostri regis et pro conservandis juri-  
bus dicti domini nostri regis et consulatus dicti Burgi, pro utilitate rey publice ville Narbone, et ad hoc quod dictum flumen tam in alveo debito et rippis seu rippagiis consuetis observetur, et ad hoc dari operam efficacem, ut dixerunt, cum adjutorio et manu domini nostri regis. Acta fuerunt hec in consulatu dicti Burgi in presentia et testimonio Raimundi Corneti, Raimundi Poncii, Philippi de Montepesato, Raimundi Marquesii, et Raimundi Bar-  
rierie, civium Narbone, et mei Guillelmi Cerdani junioris de Narbona, publici auctoritate domini nostri Francie regis notarii in senescallia Carcassone et Biterris, qui hec requisitus recepi et scripsi et signo meo consueto signavi



(Pièce parch., orig.)

*C. 1313* — Veille des ides de décembre (12 décembre). — Un syndicat d'habitants reconnaît aux consuls le droit d'enlever tout ce qui gêne le cours de la rivière. Les consuls, assistés de ce syndicat et de leur conseil, nomment une commission chargée d'édicter les mesures à prendre pour régulariser ce cours.

Anno Domini millesimo .ccc°. terciodecimo, domino Philippo, rege Francorum, regnante, pridie idus decembris. Noverint universi quod, presentibus et congregatis Arnaldo Benedicti, Bernardo Trenquerii et Petro Bosqueti, consulibus Burgi Narbone, et Guillelmo de Lauraco, locumtenente Sejani Portalis, conconsulis eorundem, nomine suo et aliorum conconsulum suorum ac dicti consulatus, in aula superiori domus consulatus Burgi Narbone, et Ramundo Aymerici, Guillelmo Vincencii, Guillelmo Alamanni, Johanne Oliverii, paratoribus, Petro More, tinctore, et Guillelmo de Bonopassu, sutore, dicti Burgi, dixerunt tam prenominati consules quam predicti alii proxime nominati, presentibus me notario et testibus infrascriptis, quod ipsi et quilibet eorum volunt et voluerunt bonum statum ville Narbone et quod, pro utilitate publica ipsius ville et honore ac jure domini nostri regis et consulatus predicti, alveus et cursus fluminis Atacis qui fuit ab antiquo cum suis rippis et rippagiis sit et conservetur et ponatur et reducatur ad illum statum bonum in quo fuit temporibus retrolapsis. Et ex hoc dixerunt tam dicti consules quam predicti Raymundus Aymerici, Guillelmus Vincencii, Guillelmus Alamanni, Johannes Oliverii, Petrus More et Guillelmus de Bonopassu superius nominati quod non est nec fuit eorum utilitas nec intentio quod per aliqua, que per eosdem Ramundum Aymerici et alios supra proxime nominatos vel per alterum eorundem,

simul vel separatim, vel per alios eorum nominibus dicta sunt et fuerunt, vel proposita, facta vel intimata aut etiam requisita coram ipsis consulibus et eorum conconsulibus vel locatenentibus eorundem, sive dicta fuerunt et proposita per modum requisitionis, contradictionis, provocationis vel appellationis ab ipsis consulibus, et contra ipsos facere vel emisse quod propter hoc in aliquo jus dicti consulatus et domini nostri regis, quod habet et habuit ratione consulatus predicti, et quod habent et habuerunt dicti consules nomine dicti consulatus sive in amovendis, tollendis, evellendis et erradicandis impedimentis et playschatis de viis publicis et rippis et rippagiis ac flumine predicto sine contradictione et rebellione cujusquam, vel fuerit in aliquo impedimentum vel exequutio super hiis dictis consulibus pertinens suspensa in aliquo fuerit vel etiam usurpata. Quibus, ex nunc ut ex tunc, si in aliquo possent vel poterant derogare juri dicti consulatus et exequutioni ac potestati consulum predictorum, sive sit vel fuerit contradictio, provocatio vel appellatio, renunciant et renunciaverunt expresse eisdem et omnibus incartamentis et singulis instrumentis seu scripturis per eos seu ad eorum instanciam vel per alios eorum nominibus seu alterius eorundem factis et fieri mandatis. Quas scripturas, ex nunc ut ex tunc, et instrumenta quecumque inquantum prejudicialia esse possent, possunt vel poterant in futurum dicto consulatui et consulibus ejusdem ac universitati dicti Burgi delent et cassant, deleverunt et cassaverunt, et pro deletis et cassis et nullis haberi voluerunt et volunt, ita quod ex nunc eisdem tanquam deletis et cassatis ac prothinus annullatis in judicio vel extra nulla fides vel presumptio habeatur vel haberi possit seu debeat contra dictos consules et dictum consulatum et universitatem dicti Burgi ac contra jura et potestatem consulatus predicti.

Et versa vice dicti domini consules et locumtenens dixe-

runt quod non est nec fuit intentio ipsorum consulum et conconsulum suorum quod per requisita, proposita et protestata ac responsa contra predictis superius nominatos sive sint denunciationes, mandata, requisitiones, protestationes vel precepta dictis Ramundo Aymerici et aliis superius nominatis cum eo in eorum rebus seu bonis per hoc aliquod prejudicium vel gravamen nunc vel in posterum generetur vel fiat vel etiam esse possit; ymmo eisdem requisitionibus et preceptis et scripturis seu incartamentis super hec factis quathenus predictis obesse possent vel possunt renunciarunt et ea delerunt et cassarunt, et pro cassis et deletis haberi voluerunt in iudicio et extra, ita quod nullam habere possint firmitatem, salvo et retento jure dicti consulatus et potestate et exequutione de et super amovendis et tollendis quibuscumque impedimentis, cui juri nolunt tacite vel expresse renunciare seu aliquialiter recedere, ut dixerunt. Et quia per eosdem consules ac conconsules eorundem probi homines electi fuerant pro inspiciendis, videndis et examinandis que fieri incumbunt circa impedimenta et terras et orduras et alia amovenda que ad hoc esse dicuntur in rippis et rippagiis dicti fluminis, propter que posset, ut dicitur, dictum flumen in suo alveo solito inpediri, et publica utilitas circa hoc ratione dicti fluminis dampna pati, voluerunt et consenserunt tam dicti consules quam dictus Raimundus Aymerici et alii superius nominati, pro se et nomine aliorum, ut dixerunt, eis adherentium et adherere volentium in hac parte, quod probi homines electi, videlicet discreti viri Guillelmus de Olargiis, Berengarius Amaronis, Bernardus Pauli, Petrus de Autinhaco, Petrus Hulardi, Berengarius Siguerii, Berengarius Porcelli, Imbertus de Stabulo, Johannes Guiltardi, Petrus de Area, Jacobus Benedicti, Ramundus Assalliti, Guiraudus Sancii et Johannes Cogombrerii, qui sunt viri ydonei et bone fame et non suspecti eisdem, talesque homines seu persone qui semper ad bonum

comune sunt et fuerunt parati procurandum et tractandum, quod viso et subjecto loco seu locis dicti fluminis et ripparie oculis et visui eorundem ordinent et ordinare possint et debeant auctoritate dicti consulatus et de mandato dictorum dominorum consulum, de voluntate eorundem Raimundi Aymerici et aliorum superius nominatorum, ea que pro utilitate publica dicte ville et honore domini nostri regis ac jure dicti consulatus circa predictas rippas et rippagia in amovendis, tollendis et reparandis seu ordinandis pro bono statu dicti fluminis et ad hoc quod ipsum flumen cursum solitum habere possit et rippagia consueta, prout viderint, ordinanda, facienda et etiam procuranda et ad premissa facienda, complenda et exequenda, tam dicti domini consules quam dicti Ramundus Aymerici et alii superius cum eo nominati unanimiter et concorditer consenserunt, sicut illi qui fideles sunt domino nostro regi et dicto consulatui et qui volunt et semper voluerunt bonum et utilitatem dicte ville. Et de hiis tam dicti consules quam alii superius nominati petierunt per me notarium publicum infrascriptum fieri unum vel plura publica instrumenta. Acta fuerunt hec Narbone, in aula superiori domus consulatus Burgi Narbone, in qua dicti domini consules cum eorum juratis consiliariis congregati voce tube fuerant, prout consuetum est aliter proclamari et [e]tiam congregari, in presentia et testimonio discreti viri domini Guillelmi Catalani, assessoris dictorum dominorum consulum, magistri Petri Genesii, notarii domini regis, Guillelmi Catalani, mercatoris, Guillelmi Vitalis de Castris, Petri de Autinhaco, Poncii de Autinhaco, fratrum, Bernardi Benedicti, mercatoris, et plurium aliorum et totius consilii supradicti, et mei Guillelmi Cerdani junioris de Narbona, publici auctoritate domini nostri Francie regis notarii in senescallia Carcassone et Biterris, qui hec requisitus recepi, set vice mea et mandato Johannes Berengarii, clericus Narbone,



hec scripsit. Et ego idem Guillelmus Cerdani junior,  
publicus notarius antedictus, subscribo et signum meum  
consuetum  
hic appono



*Au verso:* Cartas que per mandament dels senhors consols foron ostaticz los pilars els autres empachiers d'Aude costa lo pont nou de Narbona, l'an .m.ccc.xiiij.

(Pièce parch., orig.)

**D. 1314** — 30 janvier. — Les officiers du vicomte et de la cour commune troublent les consuls dans l'exercice de leur droit d'enlever tout ce qui gêne le cours de l'Aude. Les consuls en ont appelé au roi qui prescrit l'ajournement des parties devant le parlement, et, en attendant, mande au sénéchal de Carcassonne de continuer, en son nom, les travaux interrompus, s'il reconnaît qu'il y a péril en la demeure.

Anno Domini millo trecentesimo terciodecimo (1), die tricesima januarii, domino Philippo, rege Francorum, regnante. Noverint universi quod Bernardus Bonimancipii, Bernardus Englesii, Guillelmus Peyrerii, consules, ut dixerunt, Burgi Narbone et universitatis ejusdem, et Raimundus Petri, consul, sicut dixit, Civitatis Narbone ac universitatis ejusdem, existentes apud Narbonam in domo regia ante presentiam nobilis viri domini Petri de Cussia-

(1) Cet acte a été rédigé à Narbonne, mais par un notaire de Carcassonne où l'année commençait le 25 mars. Il est certain qu'il s'agit ici du 30 janvier 1314 nouv. style, puisque les lettres royaux citées dans le corps de l'acte sont datées de Paris 6 janvier 1313 anc. style.

cho, domicelli, castellani Montisregalis domini regis, tenentis locum nobilis et potentis viri domini Aymerici de Croso, militis domini regis, senescalli Carcassone et Bitterris, presentaverunt eidem domino locumtenenti quasdam patentes litteras domini nostri Francie regis, ejus sigillo inpendenti sigillatas, non viciatas, non cancellatas, set omni suspicione ut prima facie apparebat carentes, quas per me dictum notarium legi fecerunt, formam que sequitur continentes :

Philippus, Dei gratia Francorum rex, senescallo Carcassone vel locum ejus tenenti, salutem. Consules Civitatis et Burgi Narbone nobis conquerendo exponi fecerunt quod, cum ad ipsos, tam ex jure sui regiminis et usu antiquo quam per punctum carte, pertineat impedimenta quecumque in fluvio Atacis et ejus rippagiis, quoscians casus se offert, per que cursus dicti fluvii impediri valeret amovere, et ad utilitatem dicte ville et rei publice emendare vel facere emendari, ipsique suam continuando saysinam nuper certa impedimenta in dicto fluvio et ejus rippagiis existentia utpote dicte ville ac rei publice periculosa plurimum et dampnosa prohibito super hoc diligenti concilio de licentia et mandato vicarii nostri Bitterensis plenius super hoc informati amoveri et emendari facere incepissent, dilectus et fidelis noster vicecomes Narbone, adjunctis sibi officialibus comunis curie nostre et vicecomitis predicti ad hoc, ut dicitur, per ipsum inductis, dictis consulibus inhibuerunt ne in dicto opere ulterius procederent, baculos dicte comunis curie opposcentes ibidem et ne secus aliquid attemptarent, ad nostram curiam appellarunt propter quod dicta impedimenta in dampnum et periculum ville et rei publice adhuc remanent emendanda in ipsorum consulum prejudicium et gravamen. Quocirca mandamus vobis quatinus si, vocatis evocandis, constiterit quod, hujusmodi appellatione pendente, ex cessatione dicti operis ville Narbone predictae et rei publice per lap-

sum temporis dampnum posset aut periculum imminere, dictum opus per manum nostram tanquam superiorem, prout expedire videbitur, perfici interim faciatis, dictasque partes ajornari faciatis ad diem senescallie vestre Parlamenti presentis in causa appellationis predictæ, ut justum fuerit, processuri. Actum Parisius in Parlamento nostro, die sexta januarii, anno Domini millesimo .ccc°. terciodecimo.

Quibus quidem litteris presentatis et per me subdictum notarium in ipsius domini locumtenentis ac testium subscriptorum presentia perlectis, iidem consules pro se et nomine quo supra, requisiverunt dictum dominum locumtenentem ut contenta in dictis litteris regiis compleat et exequatur et super hiis faciat celere et breve justicie complementum.

Comparuerunt quoque ibidem magister Bernardus Fuxeti, procurator, ut dixit, egregii viri domini Amalrici, Dei gratia vicecomitis Narbone, et magister Berenguarius Ricomanni, procurator, ut dixit, curie comunis Narbone, dicentes sua interesse se opponere predictis, petentes copiam dictarum litterarum et diem ad deliberandum super ipsis concedi. Et dictus dominus locumtenens obtulit se mandatum regium, vocatis evocandis, cum effectu exequi et complere, dictas partes ad diem senescallie Carcassone presentis Parlamenti ajornando in causa appellationis predictæ, ut justum fuerit processuri, juxta ipsarum continentiam litterarum, concedens nominibus dictis procuratoribus dicti vicecomitis et curie comunis petentibus copiam dictarum litterarum et diem mercuri proximam post festum cathedre sancti Petri apud Carcassonam eis ad deliberandum et alias parti utrique ad faciendum quod fuerit rationis assignavit. Acta fuerunt hec Narbone, anno et die quibus supra, in presentia et testimonio magistri Johannis Rogerii, procuratoris domini regis, domini Raimundi de Auxio, legum doctoris, Ber-

# LA CATHÉDRALE SAINT-JUST

---

## CHAPITRE II

### Description de l'église à l'intérieur.

Caractère général de l'architecture de Saint-Just. — Dimensions de l'édifice. — Pavage. — Triforium. — Voûtes. — Piliers. — Peintures et sculptures. — Stalles. — Méridienne. — Entrée de l'église. — Ancienne chapelle de paroisse.

L'église cathédrale de Narbonne, dédiée à la sainte Vierge et aux martyrs saint Just et saint Pasteur (1), est un des monuments les plus remarquables de l'art ogival au <sup>xiii</sup>e et au <sup>xiv</sup>e siècles. Vue de l'extérieur, elle nous apparaît comme une construction magnifique, pleine d'élégance avec sa nef soutenue par un ensemble d'arcboutants et de contreforts à la fois légers et solides, flanquée de ses tours qui s'élèvent majestueusement, défendue par des créneaux qui la font ressembler à une

---

(1) Elle fut consacrée le dimanche 14 juin 1587 par le cardinal archevêque de Narbonne, François de Joyeuse, « parce qu'on ne trouve pas qu'aucun de « ses prédécesseurs l'eût fait depuis qu'elle avait été réédifiée. Il était en « cette cérémonie assisté des évêques de Nîmes [Raymond Cavales] et de « Lodève [Christophe de Lestang], et accompagné du maréchal de Joyeuse, « son père, lieutenant général de Languedoc, et du grand prieur de Toulouse, son frère » (G. Lafont, *ouv. cité*). — Voir un Sermon sur la dédicace de l'église de Narbonne dans *Les Saints de l'église métropolitaine de Narbonne* du R. P. Augustin, prédicateur capucin. Toulouse, 1703.

Le R. P. Augustin était né à Narbonne ; son frère, Jacques Amiel, était chanoine du chapitre collégial Saint-Étienne et Saint-Sébastien.

forteresse, ornée de clochetons qui lui donnent un aspect des plus gracieux. Vue à l'intérieur, elle étonne le visiteur par son abside qui est des plus complètes, par l'élévation de ses voûtes, la hardiesse de ses piliers, les dimensions de la nef, et, si le regard n'est pas attiré comme dans d'autres églises par des sculptures merveilleuses, il ne peut s'empêcher d'être frappé par la conception de l'artiste qui a fait de cette cathédrale une beauté géométrique des plus savantes et des mieux réussies.

Si nous voulons connaître le caractère général de l'architecture de l'église Saint-Just, écoutons ce qu'en dit Viollet-le-Duc, un maître qu'il ne faudra pas être surpris de voir souvent cité dans la partie technique de ce travail à cause de son autorité et de sa compétence indiscutables, à cause encore du soin avec lequel il a étudié le monument qui nous occupe.

« La construction de ce vaste chœur est admirablement  
« traitée par un homme savant et connaissant parfaite-  
« ment toutes les ressources de son art. Il semble même  
« qu'on ait voulu avant tout, à Narbonne, faire preuve de  
« savoir. Les chapiteaux des piles sont complètement  
« dépourvus de sculpture; le triforium est d'une simplicité  
« rare; mais, en revanche, l'agencement des arcs, les  
« pénétrations des moulures, les profils, sont exécutés  
« avec une perfection qui ne le cède à aucun de nos édifi-  
« ces du Nord. Les voûtes sont admirablement appareillées  
« et construites. Celles des chapelles et des bas-côtés qui  
« reçoivent, comme à Limoges et à Clermont, un dallage  
« presque horizontal, ont 0<sup>m</sup>40 d'épaisseur et sont maçon-  
« nées en pierres dures. L'ensemble de la construction,  
« bien pondéré, dont les poussées et les buttées sont  
« calculées avec une adresse incomparable, n'a pas fait le  
« moindre mouvement; les piles sont restées parfaitement  
« verticales. L'architecte, afin de ne pas affaiblir ses points  
« d'appui principaux par les passages des galeries, a fait



« tourner le mur extérieur du triforium autour des piles.  
« Cette même disposition se retrouve également à la  
« cathédrale de Limoges. Mais, outre la grandeur de son  
« plan, ce qui donne à la cathédrale de Narbonne un aspect  
« particulier, c'est la double ceinture de créneaux qui  
« remplace les balustrades sur les chapelles, et qui réunit  
« les culées des arcs-boutants terminées en forme de tou-  
« relles. C'est qu'en effet cette abside se liait aux forti-  
« fications de l'archevêché et contribuait, du côté du nord,  
« à la défense de ce palais. C'était, dans les villes du Midi,  
« un usage fréquent de fortifier les cathédrales. Celle de  
« Béziers, outre ses fortifications de la fin du xiii<sup>e</sup> siècle,  
« laisse voir encore des traces nombreuses de ses fortifica-  
« tions du xii<sup>e</sup>. La partie de la cathédrale de Carcassonne  
« qui date du xi<sup>e</sup> siècle se liait aux fortifications de la  
« Cité..... Saint-Just de Narbonne est un édifice unique  
« dans cette contrée du sol français et par son style et par  
« ses dimensions; car les cathédrales du Languedoc sont  
« généralement peu étendues, et la plupart ne sont que  
« des édifices antérieurs aux guerres des Albigeois, répa-  
« rés ou reconstruits en partie à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle et  
« pendant le xvi<sup>e</sup> siècle » (1).

La cathédrale de Narbonne a plusieurs points de ressem-  
blance avec celles de Clermont et de Limoges. « Ces trois  
« églises ont été construites sur des plans tellement iden-  
« tiques qu'il est difficile de ne pas voir dans ces trois  
« monuments la main d'un même artiste. Peut-être,  
« cependant, la cathédrale de Narbonne, tout en apparte-  
« nant à la même école que les deux autres, fut élevée par  
« un autre architecte. Mais quant aux cathédrales de Cler-  
« mont et de Limoges, non seulement ce sont les mêmes  
« plans, mais les mêmes profils, les mêmes détails d'orne-  
« mentation, le même système de construction » (2). Les

---

(1) Viollet-le-Duc, ouv. cité, t. II, p. 376, v<sup>e</sup> *Cathédrale*.

(2) *Ibid.*, p. 372.

trois églises de Clermont, de Limoges et de Narbonne, qui appartiennent à l'école ogivale française, sont contemporaines. Les travaux de Saint-Just commencèrent en 1272. La cathédrale de Limoges fut commencée en 1273. La première pierre de la cathédrale de Clermont fut posée en 1248 par l'évêque Hugues de la Tour avant son départ pour la croisade; les travaux ne commencèrent réellement qu'en 1253; le chœur était déjà terminé en 1265; l'architecte qui avait dressé le plan se nommait Jean Deschamps.

Les dimensions générales de Saint-Just sont :

|                                                           |                 |     |
|-----------------------------------------------------------|-----------------|-----|
| Longueur totale de l'édifice hors d'œuvre.....            | 55 <sup>m</sup> | 25  |
| — — dans œuvre.....                                       | 54              | 30  |
| Largeur totale hors d'œuvre.....                          | 48              |     |
| — dans œuvre.....                                         | 45              | 20  |
| Elévation des voûtes du chœur dans œuvre et sous clé..... | 40              | 117 |
| Elévation des collatéraux et des chapelles.....           | 20              | 58  |
| Epaisseur des voûtes.....                                 | 2               | 30  |
| Ecartement des piliers du chœur.....                      | 5               | 40  |
| Largeur de la nef centrale du chœur.....                  | 15              | 20  |

Les bas-côtés du chœur sont pavés avec des dalles de dimensions différentes. Sur certains points on remarque des dalles tombales, notamment aux chapelles Sainte-Anne, Saint-Pierre, et à l'ancienne chapelle de la Sainte-Trinité qui forme l'entrée actuelle de l'église.

Le chœur est pavé en marbre blanc d'Italie et griotte de Caunes. La bordure du chœur est en marbre gris de Caunes. C'est le 27 août 1768 que Joseph Chauvenet, maître marbrier de Narbonne, entreprit ce pavage, conformément aux conditions stipulées dans un contrat passé avec le chapitre Saint-Just. « Le pavé devoit estre de marbre « blanc venné d'Italie et à griotes de Caunes, avec le moins « de venes blanches qu'il se pourra et bien poli. La lar-

« geur desdits pavés sera de 18 pouces ou environ en  
« carré, et auront 2 pouces d'épaisseur dans toute leur  
« étendue, sans pièce de raport et aussy peu de mastic  
« qu'il se pourra, le joint des dits pavés devant estre fait  
« au ciseau, non écaillé, afin que ledit joint n'ait de chan-  
« frin que ce qui est absolument nécessaire, pour que  
« lesdits pavés puissent être bien joints et polis propre-  
« ment. La bordure qui doit régner autour du chœur sera  
« de marbre gris foncé de Caunes et portera la mesme  
« épaisseur et mesmes conditions que les carreaux. Les  
« marches de tous les montoirs et la rampe du montoir  
« du côté gauche seront conformes à celle qui est au trône  
« de Mgr l'archevêque, quant à la qualité et couleurs du  
« marbre, scavoir la première en marbre rouge et incar-  
« nat, et les autres à l'alternative turquin et incarnat. »  
La bordure et le pavé coûtaient 94 livres la toise carrée ;  
les marches coûtaient 27 livres la toise courante. Il y eut  
environ 30 toises de pavé et 10 à 12 toises de marches (1).  
Chaque pavé a 483 millimètres en carré et 55 millimètres  
d'épaisseur. L'ensemble du pavage coûta 3144 livres.

Le pavage du chœur fit disparaître les dalles gravées  
qui marquaient les sépultures. Ainsi disparurent les  
inscriptions funéraires d'un certain nombre de person-  
nages, grands archidiaques, archidiaques et dignitaires de  
l'église. Il en fut de même dans les bas-côtés du chœur.

« Le pavage des bas-côtés de l'église n'est pas au même  
« niveau ; du côté de la sacristie, il y a trois marches à  
« monter pour entrer dans le chœur, alors que du côté  
« opposé il n'y a que deux marches seulement. Le pavage  
« du sanctuaire du maître-autel et celui du chœur ont  
« aussi une pareille déclivité. Pourquoi ces différences de  
« niveau dans un monument d'une correction parfaite, où

---

(1) Archives départementales de l'Aude, Contrats du chapitre Saint-Just,  
G. 51, fol. 212.

« tout a été prévu et coordonné d'une manière admirable ?  
« Certains architectes ont prétendu que cette différence  
« dans les niveaux avait été établie pour faciliter le lavage  
« de l'église. Dans tous les cas, la déclivité semble conver-  
« ger vers un puits qui existe dans l'arrière-sacristie  
« appelée le sacraire. Ce puits, construit tout en pierres  
« de taille, est contemporain de l'église; il a une profon-  
« deur de 20 mètres. Le sondage, qui fut fait, il y a cinq  
« ans, accusa une hauteur d'eau de 12 mètres. Il a pu être  
« destiné à recevoir les infiltrations des eaux du sous-sol  
« du monument; l'on serait porté à le croire, l'architecte  
« ayant peut-être bien établi un drainage pour capter les  
« eaux qui peuvent s'y introduire, et les évacuer dans le  
« puits collecteur » (1).

Nous nous sommes demandé si cette déclivité ne pourrait pas être assimilée à la déviation de l'axe qu'on rencontre dans certaines églises. Quelques archéologues, s'appuyant sur une citation tirée des canons apostoliques qui remontent au <sup>iv</sup>e siècle, disent que cette déviation a pour cause l'intention d'imiter la forme d'un navire, symbole mystique de l'Église d'après l'Écriture et les Pères. D'autres voient dans cette déviation le mouvement de tête du Christ expirant sur la croix. Ces déviations, dont nous ne trouvons pas d'exemple dans Saint-Just, sont, quoi qu'il en soit, trop nombreuses dans les monuments religieux pour être imputées au hasard.

Le triforium de Saint-Just est très simple. Chaque ouverture est composée de baies ogivales, séparées par des colonnettes qui forment la suite des fenêtres du chœur placées immédiatement au-dessus, ayant chacune 2<sup>m</sup>60 de hauteur et 0<sup>m</sup>75 de largeur. Ces ouvertures sont au nombre de treize,

---

(1) *Monographie de l'église Saint-Just de Narbonne*, Narbonne, Caillard, 1884, p. 30.

dont huit à quatre baies et cinq à deux baies, ces dernières placées à l'abside. Le triforium est large d'un mètre; son élévation est de 3<sup>m</sup>87; son parcours de 95<sup>m</sup>80.

Nous devons ici constater une disposition particulière qui fait tourner le triforium autour des piles. « Pour ne  
« pas interrompre la circulation au droit des piles dans  
« les grands édifices religieux du xiii<sup>e</sup> siècle, on ménageait  
« un passage à l'intérieur dans le triforium derrière les  
« piles, à l'extérieur entre la pile et la colonne recevant  
« l'arrivée de l'arc-boutant. Plus tard les constructeurs,  
« ayant reconnu que ces passages avaient nui souvent à  
« la stabilité des édifices, montèrent leurs piles pleines,  
« faisant pourtourner les passages dans le triforium et  
« au-dessus, derrière ces piles, ainsi qu'on peut l'observer  
« dans les cathédrales de Narbonne et de Limoges; mais  
« alors les bas-côtés étaient couverts en terrasses dallées...

« A Narbonne les fenêtres hautes n'occupent pas entière-  
« ment tout l'espace libre entre les piles portant les arcs  
« des voûtes; elles sont plus étroites, et la claire-voie du  
« triforium n'occupe également que la largeur des fenê-  
« tres. Ces galeries du triforium ne sont point ajourées  
« extérieurement, mais possèdent un mur d'adossement  
« plein, bien que les collatéraux soient couverts en terras-  
« ses..... De plus, ces galeries pourtournent les piliers, au  
« lieu de passer à travers, comme dans nos églises du  
« Nord. Il s'en faut que ce parti ait la franchise du mode  
« de structure adopté dans nos provinces du Nord. Les  
« arcatures de triforium, isolées des piles et laissant un  
« plein à droite et à gauche de celles-ci, ne produisent pas  
« un bon effet, ne s'expliquent pas nettement. Et, de fait,  
« aucune nécessité de construction ne motive ces sortes  
« de trumeaux alourdissant les piles sans raison » (1).

---

(1) Viollet-le-Duc, ouv. cité, t. I, p. 206, v<sup>o</sup> *Architecture religieuse*, et t. IX, p. 298, v<sup>o</sup> *Triforium*.



Saint-Just offre, d'après Viollet-le-Duc, sous le rapport de la construction des voûtes, de précieux renseignements. Nous ne pouvons que renvoyer à son ouvrage ceux que peut tenter l'étude tout à fait technique que l'éminent architecte a faite des voûtes de la cathédrale de Narbonne (1).

Quant aux clés de voûte, qui ont été quelquefois des sujets d'ornementation, sur lesquelles on sculpte aussi des écussons, elles sont sans ornementation et percées simplement d'une ouverture pour donner passage à une suspension.

Les piliers sont de plusieurs sortes. Dans le collatéral nord, ceux qui sont isolés et ceux qui font corps avec les chapelles sont cannelés et ornés d'une série de moulures de la plus grande simplicité. Vitet disait que les chapiteaux de la cathédrale de Salisbury semblaient fabriqués par un tourneur; on peut en dire autant de ceux de la cathédrale Saint-Just, du moins de ceux dont nous parlons en ce moment.

Les piliers du chœur sont plus franchement cylindriques et présentent des arêtes qui leur donnent l'aspect d'un polygone parfaitement régulier.

L'église Saint-Just n'a jamais été bien ornée de peintures. Il en reste cependant des traces sur divers points.

On en voit sur les deux premiers piliers du côté de l'évangile, entre lesquels se trouve placé le tombeau de l'archevêque Bernard de Farges. Ces peintures, qu'on peut apercevoir en se plaçant dans le sanctuaire, s'élèvent presque à la hauteur du triforium. Sur chacun des piliers on distingue l'écusson de Bernard de Farges.

Sur le premier pilier, du côté de l'évangile, un saint évêque est représenté lisant les livres sacrés.

---

(1) T. IX, p. 538 et suiv., v<sup>o</sup> *Voûte*.

Sur le premier pilier, du côté de l'épître, même représentation. On y voit aussi une femme, une sainte ou une religieuse, lisant les livres saints. Le fond du tableau représente deux tours ; peut-être l'artiste a-t-il voulu figurer la cathédrale Saint-Just.

Ces peintures sont encore très fraîches, et l'expression de la physionomie des personnages est remarquable.

La chapelle Saint-Martin a été peinte autrefois, à en juger par les vestiges qui sont encore apparents.

Mentionnons, pour mémoire, une peinture bien effacée qui se trouve au fond de l'église, non loin de la chapelle Sainte-Thérèse, et dans laquelle on peut encore distinguer deux personnages nimbés.

Saint-Just est aussi très pauvre en sculptures. Il semble, dit Viollet-le-Duc, que le maître de l'œuvre ait concentré toutes ses ressources pour obtenir une construction irréprochable comme conception et comme exécution. Les seules sculptures que l'on remarque consistent en quelques dais placés soit contre des chapelles du collatéral sud, soit au-dessus de la porte d'entrée qui est au fond du chœur, dans la galerie reliant les bas-côtés de l'église ; ces derniers dais abritent des personnages.

Nous devons mentionner, puisque nous parlons d'ornementation, un fragment de clôture architectonique du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, complètement peint, et placé dans l'axe du sanctuaire, entre les tombeaux de Vervins et de Guillaume Briçonnet.

Les stalles du chœur furent placées en 1780 et remplacèrent des stalles vieilles et vermoulues. Elles furent faites par les sieurs Blabé, menuisier, et Sabatier, peintre. Le chapitre fit venir des artistes italiens et allemands pour la sculpture et l'ornementation. L'ornementation de la stalle en elle-même est très simple ; mais immédiatement au-dessous des tribunes que supportent les stalles, des

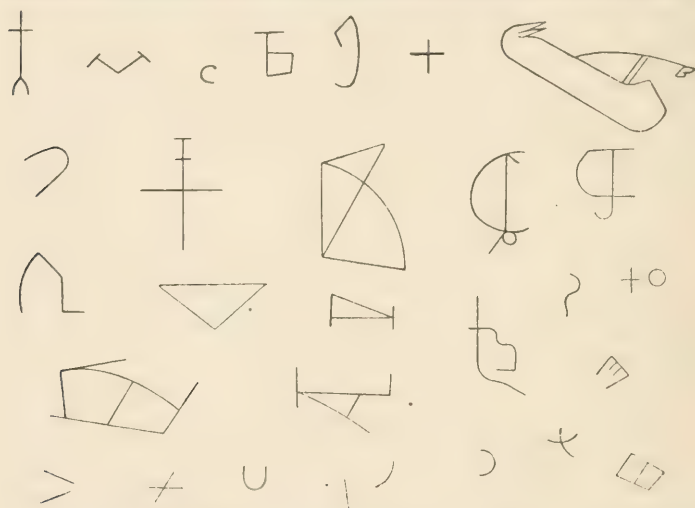
médailleurs, d'un travail assez achevé, représentent divers attributs.

Les stalles hautes du côté droit sont au nombre de trente-trois, il y a en plus la stalle destinée à l'archevêque. Celles du côté gauche sont au nombre de trente-cinq.

Il y a vingt-six stalles basses du côté droit, et vingt-sept stalles basses du côté gauche.

Une ligne méridienne est tracée sur le sol et va de la chapelle du Sacré-Cœur à la chapelle Saint-Martin. Elle fut tracée par M. Amadou, géomètre, ancien membre du conseil de fabrique de Saint-Just.

On trouve à Saint-Just des pierres marquées de signes lapidaires. Afin que chaque pierre travaillée fût précisément mise à la place qu'elle devait occuper dans l'ensemble, les tailleurs de pierre avaient l'habitude de la marquer



d'un signe particulier. Ce signe avait aussi pour but de faire connaître le résultat du travail de chaque ouvrier et d'en fixer le prix. Ces pierres se trouvent notamment aux croisées du bâtiment de Saint-Eutrope, sur certains

pilliers, aux chapelles Saint-Michel, de la Sainte-Trinité, Saint-Joseph, au cloître. Nous en reproduisons quelques-unes. Il y en avait un grand nombre dans les anciens remparts de Narbonne; elles servent aujourd'hui de bordure de trottoir sur la place de la Révolution, sur la place Cassagnol et sur l'avenue de la Gare.

L'église Saint-Just possède trois entrées : celle du cloître, celle des bâtiments de Saint-Eutrope, et la porte avec porche établie sur la place Saint-Just.

L'entrée par le cloître était, avant la Révolution, réservée à l'archevêque et au clergé.

L'entrée par les bâtiments de Saint-Eutrope se composait des trois portes qui se trouvent au fond de l'église : la porte du milieu, qui donnait accès dans le chœur aux membres du chapitre, aux autorités, à tous ceux en un mot auxquels le chœur était réservé, et les deux portes latérales, donnant accès aux bas-côtés, qui furent murées plus tard et ne furent réouvertes que lors de la construction de la galerie destinée à relier les collatéraux.

L'entrée par la place Saint-Just fut aménagée à la fin du <sup>xvii</sup>e siècle, en 1787. Avant la construction du porche, on pénétrait dans l'église par une porte qui s'ouvrait dans la chapelle de la Sainte-Trinité et dont les motifs architecturaux, quoique modifiés par des constructions nouvelles, sont encore apparents (1). Le porche fut construit par l'architecte Figeac; à la voûte figurent les armes du chapitre.

Des travaux furent exécutés en 1777 à un parvis qui existait sur l'emplacement de Saint-Eutrope, et donnèrent lieu à un différend qui nous est révélé par nos archives communales et par les deux lettres suivantes échangées entre les consuls et les prévôts du chapitre.

---

(1) Elle est reproduite dans l'*Histoire de Languedoc*, éd. de 1742, p. 11.

(Sarkisour, le 5 avril 1777)

« A MM. les prêtres du chapitre Saint-Just

« Nous sommes instruits, Messieurs, par les plaintes du public que vous faites murer l'arcade du parvis de votre église qui fait face à la rue du Cloître ; nous avons été surpris que vous ayez entrepris cet ouvrage sans nous consulter ; nous vous aurions représenté que le public a un droit acquis au passage, qu'il gênerait les personnes qui voudraient se rendre en voiture à l'église Saint-Just, qu'il y aurait gêne et confusion lors d'une grande affluence de peuple dans les jours de grande fête ou des actions publiques, qu'enfin ce nouveau mur gênerait absolument le passage des voitures soit pour entrer dans la rue du Cloître soit pour en sortir, considération si grande qu'elle exigerait peut-être qu'on fit reculer votre parvis ou qu'on l'emportât entièrement pour laisser au public toute l'étendue de la place qui aboutit à votre église.

« Nous ne nous occupons pas dans ce moment de ce point d'utilité publique.

« Nous vous prions seulement de faire rétablir les choses dans leur premier état, nous serions fâchés que votre résistance nous forçât d'avoir recours à l'autorité. Nous sommes persuadés que vous serez touchés de la justice de notre représentation.

« Nous avons l'honneur d'être très parfaitement, etc., » (1)

Le chapitre répondit :

(Sarkisour, le 10 avril 1777)

« Messieurs,

« La lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire le 5 du courant, nous a causé, à tous égards, une surprise pour

(1) Arch. comm. de Sarkis, BB 222, 18-92.



le moins égale à celle que vous témoignez de ce que sans vous consulter nous avons fait murer la porte du parvis de notre église, que vous qualifiez d'arceau. Nous avions cru d'abord et nous croyons plus fermement encore depuis votre lettre que cette fermeture était une suite de la liberté naturelle qu'a tout propriétaire d'une église de la réparer, de l'embellir suivant qu'il le croit nécessaire, surtout d'obvier à une foule d'inconvénients dont on ne s'est malheureusement que trop aperçu.

« Vous pouvez être instruits, Messieurs, qu'anciennement le parvis de notre église était prolongé jusqu'auprès de la rue Droite, et à peu près vis à vis le petit escalier de la maison du sieur Séguy donnant dans la rue. Le chapitre trouva à propos de restreindre cette entrée et de faire un escalier auprès du couvert du parvis. Il la changea encore il y a plus de trente ans. L'entrée fut prolongée jusques à l'endroit où elle était avant le commencement de la réparation que nous faisons. Vous conviendrez sans doute, Messieurs, que dans ces différentes situations du local il n'était pas possible d'introduire les charrettes dans notre capitoul (1) par d'autre endroit que par la porte que nous venons de faire fermer; la connaissance que vous avez de la nécessité où nous sommes de faire entrer les charrettes, soit pour les grains, soit pour la vendange, vous persuadera sans peine que notre exploitation était le principal objet de cette porte; vous en serez encore plus intimement convaincus, si vous voulez observer la manière dont elle était construite; les jambages en étaient biaisés et tournés pour faire face à la porte du capitoul, afin que les charrettes y entrassent sans se dévoyer; enfin l'ouverture de la porte que nous venons de faire murer n'était pas destinée à demeurer toujours ouverte, puisqu'il y a encore des gonds qui servaient à en supporter la fermeture. Malgré tous ces faits, dont il vous était facile de vous assurer avant votre lettre, faits qui caractérisent une propriété indépendante à cet égard, et éloignent conséquemment toute idée d'entreprise, le chapitre ne se serait pas cependant déterminé à faire faire la fermeture dont il s'agit, si elle avait pu entraîner autant d'inconvénients pour le public que vous paraissez le craindre.

---

(1) Ce mot désigne l'ensemble des dépendances du chapitre qui possédait aux environs de l'église cathédrale les bâtiments actuels de l'hôtel des postes et télégraphes (anciens celliers), des magasins ou greniers confrontant la rue du Télégraphe et la rue de la Poste, et la maison Brat située sur la place Saint-Just.

« La gêne des personnes qui voudraient se rendre à l'église en voiture est idéale; on n'a jamais vu sous notre parvis ou plutôt notre hangar d'autres voitures que les charrettes du chapitre. Mais si c'est, Messieurs, des chaises à porteur dont vous voulez parler, il ne sera pas difficile qu'elles y soient portées. D'ailleurs le trajet est si court que ce ne peut pas être une considération à laquelle vous dussiez vous arrêter. La gêne et la confusion, lors des actions publiques, ne vous paraîtront pas un inconvénient plus solide que le premier, si vous observez, Messieurs, que la porte d'entrée de l'église n'a pas cinq pieds de largeur et que dans l'état où sont les choses l'issue du parvis en a plus de vingt-un.

« A l'égard de la gêne pour l'entrée des voitures dans la rue du Cloître, qui paraît de tous les inconvénients que vous présentez le plus précieux, rappelez, Messieurs, que ce passage a été toujours difficile, et qu'il n'est guère possible que la gêne augmente par la fermeture d'une porte dont les jambages dépassent la moitié de la rue vis à vis; porte, d'ailleurs, qui n'a pas été destinée, comme nous vous l'avons déjà observé, pour rester toujours ouverte; porte enfin qui, dans l'état où elle était, ne remplissait pas notre objet. La ville a si fort reconnu cette vérité qu'elle délibéra, il y a quelques années, de faire un coin tournant à la maison de M. Hilaire pour faciliter cette entrée (1).

« Après avoir discuté, Messieurs, les motifs qui ont excité votre zèle, nous mettons sous vos yeux des considérations [qui nous paraissent] devoir toucher des magistrats chargés de veiller à la sûreté publique.

« Le parvis ouvert présente pendant la nuit un vrai coupe-gorge. L'endroit est peu habité, la facilité qu'un malfaiteur, qu'un ennemi ont de s'y cacher et les moyens de s'évader par plusieurs issues dans un quartier désert peuvent favoriser des assassinats. Vous savez qu'il y a eu des personnes attaquées. Un autre objet doit également toucher les magistrats et les ministres des autels, les scènes indécentes qui se passaient dans la nuit sous ce hangar, et à ce sujet nous ne devons pas vous laisser ignorer que pour éviter la prostitution de ce lieu nous sommes dans le dessein de le faire fermer par une grille en fer.

---

(1) La maison de M. Pierre Hilaire, successeur et chanoine de Saint-Just, est la maison avec cour qui fait l'angle des rues actuelles du Télégraphe et du Capitole.

« Rappelez encore, Messieurs, qu'il n'est aucun de vous qui n'ait éprouvé que le séjour même momentané dans ce hangar, nécessaire dans les actions publiques, n'est pas soutenable à cause de l'impétuosité des vents, occasionnés par l'ouverture de la porte que nous avons fait murer. Ce changement n'a donc d'autre but que celui de rendre ce parvis plus utile, plus sain et plus commode. Il évite en même temps que l'église soit si fort exposée au vent qu'elle l'était. Vous savez avec tout le public qu'on ne pouvait rester au banc des marguilliers sans risquer d'y prendre mal. Nous avons voulu aussi diminuer l'incommodité à laquelle étaient exposés les prêtres qui célèbrent soit dans les chapelles de l'église soit au maître-autel. Ces considérations, la nécessité de réparer le couvert du hangar, nous ont déterminé à faire une dépense considérable, autant pour la commodité du public que pour l'embellissement de notre église.

« Nous nous flattons, Messieurs, que frappés de la justice de nos motifs, et convaincus de la solidité de nos raisons, vous ne voudrez pas en faire retentir les tribunaux.

« Nous ne laisserons jamais échapper aucune des occasions qui se présenteront pour vous prouver que rien n'est capable de nous engager à manquer à l'honnêteté que les corps se doivent mutuellement, non plus qu'aux égards dus aux magistrats qui représentent la communauté. C'est avec ces sentiments que nous avons l'honneur d'être, Messieurs,

« Vos très humbles et très obéissants serviteurs,

« Les dignités, chanoines et prévôts du chapitre de l'Église de Narbonne,

« BLANCARD, prévôt, DE BRETTE, prévôt. »

Le différend existant entre le chapitre et les consuls dut recevoir une solution prompte et amiable; il nous a été impossible de découvrir à ce sujet d'autres pièces que les deux que nous venons de citer.

Avant 1789 le chœur de Saint-Just était réservé exclusivement au chapitre métropolitain, au gouverneur de la ville, aux consuls. Les bas-côtés seuls étaient ouverts et accessibles au public, et formaient l'église de paroisse

dont la chapelle était celle de Notre-Dame de Bethléem. Un mur de 3<sup>m</sup> 50 d'élévation au-dessus du pavé du sanctuaire et la boiserie des stalles formaient la séparation entre les collatéraux et le chœur. Deux portes grillées en fer ouvragé étaient placées au-dessus des marches qui conduisent dans le chœur. Elles étaient l'œuvre d'un sieur Taban, maître serrurier de Narbonne.

Cette disposition isolait complètement le chapitre du public dont les regards pouvaient à peine se porter dans l'intérieur de la cathédrale. Elle fut conservée jusqu'en 1861, époque où elle parut incommode et peu en rapport avec l'organisation actuelle du culte. Les deux portes grillées disparurent pour être placées plus tard au fond de l'église, où elles ferment la galerie qui unit les collatéraux. Une grille fut élevée de chaque côté du maître-autel et remplaça le mur en maçonnerie.

Le curé de paroisse prenait le nom de recteur de la chapelle Notre-Dame de Bethléem. Le contrat suivant indique quels étaient ses devoirs et ses attributions.

*Bail à servir la cure de la paroisse Nostre Dame  
de Bethléem.*

L'an mil six cens cinquante huit et le seitzième jour du mois d'avril à Narbonne après midi, par devant le notaire royal de la dite ville et présens les tesmoins bas nommés, ont esté en leurs personnes nobles et vénérables hommes messires Jean Baptiste de Veye et Henri de Casalets, chanoines ez l'esglise sainte et métropolitaine saint Just et saint Pasteur dudit Narbonne, ledit sieur de Veye prevost et tous deux deputés du vénérable chapitre d'icelle, qui de gred, et en ladite qualité, ont bailhé et bailhent à M<sup>e</sup> Jean Austrie, prestre beneficier en

ladite esglise présent et acceptant, scavoir est la charge et regime du divin service de la paroisse et chapelle Nostre Dame de Bethléem es ladite esglise sainte ; comme aussi la charge et soin de fournir toutes les lumières, comme sont torches, sierges, chandelles, tant au cœur de ladite esglise qu'aux messes basses des chappelles, vin, osties, entretenement des lampes qui bruslent jour et nuict en icelle, et généralement toutes autrés choses nécessaires au service divin, lesquelles seront especifiées par ordre cy après, et c'est pour le temps et terme d'une année complète et révolue, qui commencera la veille de la feste saint Jean Baptiste prochain vingt quatrieme juin aux premières vespres et finira au mesme jour et à la même heure de l'année prochaine que nous compterons s'il plaict à Dieu mil six cens cinquante neuf, et ce aux pactes et conditions suyvantes : Premièrement, il sera tenu ledit sieur Austric de faire faire le service d'icelle bien et duement selon Dieu et conscience comme ses prédécesseurs ont faict et mieux si faire se peust ; et pour ce faire aura deux prestres comme est de coustume approuvés de mouseigneur l'archevesque qui seront tenus d'administrer les sacrements à ladite parroisse et confesser en ladite esglise tous ceux qui se présenteront, et en cas aux solempnités ils ne pourront suffire, seront tenus de prier deux ou trois beneficiers du cœur approuvés pour les ayder ausdites confessions, lesquels deux prestres, scavoir est curé et secondaire, ledit sieur Austric nourrira et payera de salaire convenable et sera tenu les présenter audit chapitre, pour estre receus en ladite charge ; que si l'un d'iceux estoit beneficier en ladite esglise, sera tenu et obligé comme ledit sieur Austric a faire faire sa charge de beneficier dans le cœur à ses despens ; que s'il arrivoit qu'ils fissent quelque faute en leur charge, seront punis à l'arbitre dudit chapitre de tant des journées qu'il jugera à rettenir sur leurs gages ou distributions pour lesquelles



journées luy sera rabattu cinq sols par journée. De plus sera tenu ledit sieur Austric de tenir un clerc, qui aye changé de voix et sçache bien lire et chanter, lequel aussi présentera audit chapitre, nourrira et payera icellui de salaire convenable, lequel sera tenu de faire les fonctions de clerc à ladite paroisse, et dire au cœur ce qui luy sera commandé de la part dudit chapitre et d'acister au petit office de Nostre Dame à mattines et particulièrement les seconds respons à toutes les festes doubles, ainsin qu'il est d'ancienne coustume, et demeurera ledit clerc au sacraire du grand autel pour bailher aux ministres d'icelluy et à ceux des messes hautes du cœur l'argenterye, habits, ornements, lumières et autres choses nécessaires au divin service; comme aussi pour prendre garde à tinter ou repiquer à l'escaboulier, aux heures qu'il faut pour l'office divin tant de la paroisse que du cœur, et à cest effect luy est expressement deffendu de servir aucun vicariat dans le cœur, ni de gagner aucune journée pour aucun desdits vicaires, ni de se tenir au clocher pour servir d'ayde à l'escaboulier, et lorsque ledit clerc manquera à l'exercice de sa charge sera puni à l'arbitre dudit chapitre comme si dessus est dict; que s'il arrivoit que ledit sieur Austric demeurast huict jours sans ledit secondaire ou clerc, lesdits huict jours passés lui sera rebattu par ledit chapitre à prorata de ce qu'on lui bailhe pour la nourriture et gages d'iceux. Encore sera tenu ledit sieur Austric de pourvoir au clocher d'un bon escaboulier pour sonner les heures des offices tant du cœur que de la paroisse au temps et aux heures qu'il faut suyvant l'ordre qu'il luy est tout presentement donné par escript, lequel se fera copier pour sa commodité affin qu'il ni préthende cause d'ignorance, lequel escaboulier ledit sieur Austric nourrira et payera de salaire convenable; et lorsqu'il fera faute en l'exercice de sa charge, sera puni à la rigueur dudit chapitre à la façon des autres comme si dessus est

dict; sera aussi tenu de lui fournir à ce les aydes nécessaires, principalement lorsqu'il faut lever la grande cloche, payer et nourrir icelles comme est accoustumé de faire, sans qu'il puisse se servir du clerc ni garçons des messes à cest effect; fera aussi entendre ausdits escaboulier et clerc de poser et garnir la chese du predicateur et la rettirer après, toutes les fois qu'il y aura sermon, soubz les mesmes peynes que dessus. Davantage sera tenu ledit sieur Austrie de tenir deux garçons de l'eage competant pour servir aux messes basses qui se diront dans ladite esglise, lesquels il nourrira et paiera de salaire raisonnable et fera en sorte qu'ils soient vestus decement et qu'ils ne soient jamais sans bas ni soliers, affin qu'ils ne servent pas à l'autel pieds deschaux, mais qu'ils soient toute la matinée avec leur soutaine violette et ganache de toille que ledit chapitre leur fournira, laquelle ils quitteront au sacraire aussitost que l'office sera achevé le matin; ausquels garçons ledit sieur Austrie fera balier ladite esglise, chapelles et sièges d'icelles et le cœur, tant le sol que les murailles de la hauteur d'une pique pour en oster les araignées, et ce une fois la sepmaine en esté et deux fois le mois en hyver, et après avec un drap leur fera nettoier tous les sieges desdits chapittres et desors à l'entour du cœur. Oultre ce leur fera nettoier avec un drap trois fois le jour toutes les cheses du cœur tant hautes que basses, sçavoir devant mattines, devant la messe Nostre Dame et devant vespres, comme aussi le tombeau du roy et les autres qui sont à l'entour du grand autel tous ainsin que les antiens sacristains souloient faire. De plus leur fera ballier les cloistres de ladite esglise autant de fois que ladite esglise, leur fera tenir d'eau de fontaine à tous les deux sacraires et changer tous les sapmedis l'eau aux deux bénitiers et aussi les nettoier; aussi sera tenu de faire hoster les nattes ou estudions du cœur le vendredi saint et le sapmedi saint; nattes ne seront point receues

sans avoir appelé un de M<sup>rs</sup> les prévosts pour les recevoir s'il y a lieu : après avoir faict nettoyer l'esglise remettra ceux des cheses hautes tant seulement lesquels demeureront la jusques à la veille de l'Ascension, auquel jour il les osterà tout a faict et seront au recteur de Sainct Estienne qui est tenu de les fournir et faire poser et ne pourra ledit sieur Austric les recevoir des mains dudit recteur de Sainct Estienne sans appeller l'un des messieurs les prévosts pour juger s'ils sont de la qualité qu'il faut. Davantage sera tenu ledit sieur Austric ou l'un desdits prestres de tenir aux prestres ce qu'il lui sera nécessaire pour les messes basses tant de dévotion que de fondation, sans bruict et sans tumulte, et sans qu'il puisse mesler à ce sacraire rien de ce qui appartient au sacraire du grand autel ; pour esviter les confusions et désordres prendra ledit Austric par inventaire les calices et ornements qui seront nécessaires à ce à cest effect, comme aussi les calices, bassins, chandelliers et autres argenterye, qui luy seront baillés pour servir au sacraire du grand autel. Demeurera aussi chargé des reliques et argenterie lesquelles seront exposées sur le grand autel lesquelles se fera bien et duement garder, comme il est accoustumé durant la nuict et le jour, toutes lesquelles choses bailhent par inventaire, sera tenu de rendre à la fin de son terme, et si rien se pert par sa faute ou par celle de ses serviteurs sera tenu de paier et satisfaire audit chapitre. Encore sera tenu de fournir toutes les osties ou pain à chanter et vin nécessaire pour dire les messes hautes dans le cœur et messes basses dans l'esglise, tant celles de dévotion que celles de fondation, ensemble l'encens qui fera besoning pour le grand autel, parmi lequel il meslera de l'estorax (1) à toutes les solempnités, et fournira a cest effect le charbon

---

(1) *Storax* ou *styrax*, baume de consistance variable, d'une odeur très agréable.

nécessaire pour le feu desdits encensoirs que son clerc tiendra prêts aux heures qu'il faut. Davantage sera tenu ledit sieur Austrie fournir tous les sierges qui se brusleront dans les trois lanterniers du cœur, qui seront faicts de bonne cire, pure, neuve et pastadissee, et non reffondue, de la longueur et grosseur convenable ausdits lanterniers, de poids de demi livre pièce, et la mesche de trois filets d'estoupe esbuée et cuyte et trois filets coton, lesquels sierges brusleront continuellement et le jour et la nuict, les lanterniers toujours fermés, excepté lorsque le Saint Sacrement sera exposé au grand autel, car pour lors demeureront ouverts et baissés comme il est de coustume. Sera encore tenu de fournir les sierges pour les chandeliers du grand autel lesquels seront faicts aussi de cire pure, bonne et neuve et pastadissee avec la mesche de cinq filets coton de longueur de quatre pans et de poids de demi livre chacun, et ne pourra les faire servir ausdits chandeliers qu'ils n'ayent pour le moingz deux pans de long. Fournira pareillement les sept sierges qui s'exposent au restablier du grand autel et qui doibvent brusler à toutes les messes hautes qui se disent en icelluy, sauf aux festes de trois leçons et les jours de ferie, ausquels jours ne doivent brusler que quatre, lesquels sierges sont appelés septains de cire bonne, pure, neuve et pastadissee, de la longueur de cinq pans et du poids chacun de deux livres avec la mèche de cinq fillets coton. Encore sera tenu de fournir au grand autel les sierges appelés doutsains de bonne cire pure, neuve et pastadissee, qui seront chacun de la longueur de cinq pans et du poids d'une livre pièce et la mèche de cinq filets coton, lesquels sierges ses prédécesseurs et ausmoniers de ladite esglise avoient accoustumé fournir et faire brusler par le passé aux solempnités suyvantes aux premières vespres, matlines, la grand messe et secondes vespres, scavoir au jour et feste de Noel doutsé, au jour et feste de saint Jean l'évangéliste

doutse, au jour et feste de la Circum[ci]sion doutse, a la feste de l'Epiphanie doutse, à la feste saint Vincent quatre, à la feste de la Purification Nostre Dame doutse, a la feste de la rellevation de saint Just doutze, à la feste de saint Pol Sergius du mois de mars quatre, le jour et feste de Pasques et le lendemain doutse, à la feste de l'Anonciation N<sup>re</sup> Dame doutse, a la feste saint Affrodis six, à la feste saint Pons six, à la feste de l'Ascension Nostre Seigneur doutse, à la feste de la Pentecoste et le lendemain doutse, à la feste du Très Saint Sacrement doutse, à la feste S<sup>t</sup> Jean Baptiste doutse, à la feste saint Pierre et s<sup>t</sup> Pol doutse, à la feste de la dédicasse de ladite esglise doutse, et encore tous les sierges et luminaires qu'il faut mettre tant au cœur que dans l'esglise aux pilliers et croix qui sont en iceux au jour de ladite dedicasse, lesquels doivent brusler à toutes les heures ainsin qu'il est accoustumé, davantage à la feste saint Christoffe six, à la feste sainte Anne doutse, à la feste saint Just et saint Pasteur doutse, à la feste de la Transfiguration Nostre Seigneur doutse, à la feste de l'Assomption et Nativité de N<sup>re</sup> Dame doutse, à la feste de la Décolation S<sup>t</sup> Jean Baptiste doutse, à la feste de s<sup>t</sup> Firmin quatre, à la feste de la Toussaincts doutse, à la feste de la Très Sainte Trinité doutze, à la feste de la Conception Nostre Dame doutse; et toutes les fois que ledit sieur Austrie mettra lesdits sierges soit doutze six ou quatre audit grand autel, seront neufs et entiers, et ne pourra les faire servir à deux festes, sinon lorsque lesdites deux festes seront consécutives sans aucun jour entre deux; de mesmes sera tenu de fournir les sierges du chandelier ou triangle les trois jours des tenèbres, de cire bonne, pure, neufve et pastadisse, lesquels seront de la longueur et grosseur et de mesme poix que ceux des chandeliers du grand autel. Plus fournira le sierge pascal veille de Pasques, du poid pour le moingz de quarante livres de cire bonne, pure, neufve et pastadisse, de lon-



gueur et grosseur convenable à ladite quantité, lequel il fera brusler aux heures accoustumées despuis la veille de Pasques jusques au dernier jour de l'octave de Pentecoste inclusivement; davantage fournira tous les jours quatre torches accoustumées estre portées par les beneficiers, vicaires ou enfans du cœur à l'élévation du Sainct Sacrement à la grande messe, et une aux messes des morts et de Nostre Dame, plus les trois torches qu'on met au cœur la nuict de Noel, du poids chacune de huict à neuf livres, cire bonne, pure et neufve, sans aucune mixtion de rousine ni autre, comme aussi un sierge du poids d'une livre, qu'il fera brusler despuis les premieres vespres du jour de saint Just jusques aux dernières inclusivement devant le grand autel; davantage fournira six sierges de cire neufve, bonne, pure et pastadisse de la mesme grosseur que ceux des chandeliers et de mesme poids durant le jour et toute l'octave du Sainct Sacrement estant icelluy exposé sur le grand autel, lesquels six sierges brusleront despuis le commencement de mattines jusques à la fin de la grande messe, et de l'entrée de vespres jusques à la nuict, et despuis la fin de la grand messe jusques à vespres, et durant toute la nuict en brusleront deux seulement, comme aussy fournira lesdits six mesmes sierges, toutes les fois et quantes que le Sainct Sacrement sera exposé et reposera sur le grand autel de ladite esglise en son tour tout le long de la sepmaine comme est de coutume, et en la mesme forme prescrite cy dessus en l'octave du Sainct Sacrement, comme aussi toutes les fois qu'on rapportera le Sainct Sacrement du grand autel à la chapelle de Bethléem il tiendra deux sierges allumés sur l'autel de ladite chapelle. Encore fournira ledit sieur Austric six torches de deux livres pièce, lesquelles brusleront pendant les messes des anniversaires de Monsieur François de Saconay (1), et autant pendant la messe de l'an-

---

(1) François de Conzié, archevêque de Narbonne (1391-1432).

niversaire du Roy, comme aussi fournira six autres torches de mesme poids, qui brusleront pendant la messe de l'anniversaire de Monsieur Galhardy, et après la messe les rettirera à son profit; fournira pareillement toutes les chandelles ou bougies appellées tuques qui seront nécessaires au cœur et au pulpittre, soit à mattines et autres heures, et fera qu'icelles soient de bonne et pure cire, et où et quand lesdites chandelles ne fairont bonne lumière sera permis de les rompre; davantage fournira les sierges qui seront nécessaires, tant aux messes de Nostre Dame et des morts dans le cœur qu'aux messes basses dans l'esglise, tant à celles qui sont de fondation que à celles qui sont de dévotion; comme aussi fournira le mattin ausdites messes une troisième lumière du costé du missel, toutes les fois qui en sera de besoing, et principalement pendant l'hyver, et fera que les sierges des messes basses seront de bonne cire et qui ne soit poinct noire, à peyne d'estre aussitost rompeus et brisés; sera aussi tenu de mettre deux sierges aux chapelles le jour de la feste desdites chapelles aux premières vespres, pendent la grand messe et aux secondes vespres; fournira encore toutes les lumières et torches qui seront nécessaires aux musiciens, lorsqu'ils chanteront dans le cœur, soit au salut ou aux heures de l'office et lorsqu'ils en auront besoing; ensemble tiendra tous les mattins une lumière au grand sacraire des messes basses lorsque les prestres y vont se préparer à dire la messe. Enfin sera tenu de fournir toute la cire, sierges et lumières que ses prédécesseurs avoient accoustumé fournir de la qualité susdite, autrement sera permis audit chapitre de les mettre en pièces; fera brusler jour et nuit les onse lampes des chapelles et fournir l'huile à ce nécessaire, nettoyer et garnir lesdites lampes de meches et mecherons, les meches seront de trois filets cotton de chipre, seavoir une à la chapelle de Sainct Pol, à la chapelle Sainct Jacques, une à la chapelle St Jean, une à la chapelle Sainct Martin, deux à la chapelle de la Saincte Trinité, une à la chapelle

Nostre Dame de Bethléem, une à la chapelle St Pierre, une à la chapelle Sainct Michel, une à la chapelle St Estienne, et une au premier sacraire pour la révérence et honneur des reliques qui reposent aux deux sacraires, et encas l'on treuveroit le jour ou la nuict lesdites lampes amorties, comme aussi les sierges des trois lanterniers par sa faute ou malice, sera puni de tant de livres de cire comme le chapitre trouvera bon, suivant l'énormité de sa faute et à cest effect pourra ledit chapitre tenir une clef de l'esglise pour y entrer quand bon lui semblera, tant le jour que la nuict. Ne pourra aussi ledit sieur Austric faire aulcune fonde de cire sans appeller messieurs les presvosts ou l'un d'iceux, de plus sera tenu de faire nettoier tous les chandelliers, tant du grand autel que ceux qui servent aux messes basses, comme aussi les deux grands chandelliers de bronse du cœur et le pupitre ou l'on dict les epistres cinq fois l'année, aux jours et veilles des festes accoustumées, sçavoir est Noel, Pasques, Pentecoste, la feste de saint Just et la feste de la Toussaincts; sera aussi tenu de faire faire les lecives de tout le linge, tant du grand que petit sacraire, nettoier les purificatoires, et ce tout autant des fois qu'il en sera requis par le sacristain: sera aussi obligé de proprement parer le grand autel, comme aussi ceux des chapelles et les tenir couverts et les descouvrir et préparer lorsqu'on y veust aller dire la messe à la meilleure forme qu'il se pourra: sera aussy tenu de faire la visite chasque soir dans tous les coings et recoings de l'esglise de derrière et soubz les autels, affin de voir si personne cy seroit caché. Est accordé que, d'autant que le chapitre luy bailhe les thonneaux et pippes qui lui seront nécessaires pour la contenance de sa pension de vin, ledit sieur Austric sera tenu de les entretenir durant son temps et les faire accomoder, et ledit chapitre lui fournira le mairan (1), cercles et vins, et lui paiera seulement le mais-

---

(1) *Mairain* ou *merrain*, bois préparé pour faire des douves.

tre. Et pour faire tout ce dessus et supporter lesdites charges, lui ont promis lesdits sieurs depputés au nom dudit chappitre lui donner à paier tous les ans et durant son année soixante-six cestiers bled froment, quinze muids bon vin, deux mesures huile et encore trois charges cinq mesures huile pour entretien desdites onse lampes qui doivent brusler jour et nuict dans lad. esglise; comme aussi la somme de huict cens livres argent, le tout payable tant ledit bled, huile que argent datte par datte, et le vin en la saison par distribution comme aux autres intitulés; et quelque stérilité de vin qu'il y aye lui sera bailhé dix muids vin en espèce et le reste lui sera païé comme aux autres intitulés de ladite esglise; jouyra ledit sieur Austric de toutes les premisses que ses prédécesseurs ont accoutumé prendre, excepté six cestiers bled froment de la pension de Montlaures, laquelle appartiendra audit chapitre; aussi jouyra ledit sieur Austric de tous les profits et baise mains de ladite cure et paroisse de Bethléem, comme est pain, vin, chandeles, torches de funeraillhes de ceux qui decederont dans la paroisse et qui seront ensevelis dans ladite esglise et cloistre d'icelle, sauf et reservé le droict des Messieurs le precepteur et succenteur, comme aussi jouyra de toutes les oblations proveu que ce qui sera donné et offert par une seule fois n'exède un escu, ou la valleur sinon que ce feust de cire, car pour lors elle appartiendra audit sieur Austric; et quand à ce qui regarde les offrandes d'or ou d'argent ceste règle sera observée, sçavoir que si une personne seule offre un escu, ou plusieurs personnes un escu chacun, bien que cella fasse plusieurs escus, appartiendront tous audit sieur Austric; mais si l'offrande d'une seule personne valoit plus d'un escu ou plusieurs escus, pour lors appartiendra tout audit chapitre, comme s'il estoit offert quelque vase ou quelque autre chose faicte d'or ou d'argent, drap de soye, ornements, reliquaires ou quelques autres

ouvrages, quels que ce soient, le tout appartiendra audit chapitre sans que ledit sieur Austric y puisse rien préthendre; de plus lui ont promis gratuitement, lorsque led. chapitre faira toucher les saules de la Bastide Redonde, quinze quintaux de barres et cent fagots pour servir à faire les osties; sera en oultre tenu led. sieur Austric de cautionner suffizement tout le contenu du présent contrat lorsqu'il en sera requis de la part du dict chapitre à peyne de tous despens damages intherests et pour ce dessus observés, lesdites parties ont obligé et soubmis leurs biens présens et advenir a justice, scavoir lesdits sieurs depputes les biens temporels dudit chapitre et led. sieur Austric les siens propres; ainsin l'ont promis et jeuré, présens Antoine de Saint-Jacques et Jean Piginier praticiens soubsignés avec lesdits sieurs depputés et led. sieur Austric, et moi notaire (1).

Signé : AUSTRIC, recteur de Bethléem, PIGINIER,  
SAINT-JACQUES. RIGAUD.

La chapelle Notre-Dame de Bethléem existait dans l'ancienne église Saint-Just. Deux sentences de 1217 et 1219 condamnent les religieux de Fontfroide à payer trente-six setiers de blé annuels au chapitre Saint-Just *pro decima et loco decimæ* et six setiers au chapelain de Notre-Dame de Bethléem de Saint-Just pour la prémice. En 1248, aux kalendes de février, décède Bernard de Chibac, chapelain de Notre-Dame de Bethléem (2). En 1253, la veille des nones de janvier, meurt G. de Costoia, *capellanus de Bethleem* (3). Une bulle du pape Clément IV, du

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, Contrats du chapitre Saint-Just, G. 41, f<sup>os</sup> 45-49.

(2) L'inscription funéraire de Bernard de Chibac se trouve au Musée de Narbonne et figure au catalogue Tournai sous le n<sup>o</sup> 213, p. 54.

(3) Chronique de Saint-Just, citée dans l'*Hist. de Languedoc*, éd. Privat, VIII, c. 219.



3 octobre 1266, accorde deux jours d'indulgence à ceux qui visiteront la chapelle Notre-Dame de Bethléem le jour de l'Assomption et de la Nativité de la Vierge (1).

L'an 1290, Pierre Bérenger déclare qu'il possède *in Liverria* une vigne relevant de la directe du vicomte de Narbonne Aymeric ; il déclare que des fruits qui proviennent de cette vigne il a accoutumé de solder au chapitre Saint-Just la dime et la prémice au chapelain qui dessert l'autel de Sainte-Marie de Bethléem (2).

Le 8 des kalendes de novembre 1297, des lettres de l'official de Narbonne mandent au chapelain de l'autel de Sainte-Marie de Bethléem « de requérir Aymeric, vicomte « de Narbonne, de faire désenterrer le corps de Pierre « Michaelis qui avait été condamné d'hérésie, pour le faire « brûler, et de faire démolir sa maison » (3).

Le 10 mars 1412, une bulle du pape Jean XXIII unit la chapelle de Bethléem à la sous-sacristie de l'église de Narbonne ; cette union avait été ordonnée par l'archevêque François de Conzié, mais était restée sans effet (4). Le 28 janvier 1543, Jean, cardinal de Lorraine, archevêque et primat de Narbonne, cédant aux supplications des chanoines de Saint-Just, unit la chapelle paroissiale de Bethléem à la manse capitulaire de la cathédrale (5).

L'*Inventaire des actes et documents de l'archevêché de Narbonne*, d'Antoine Rocque, mentionne « la visite de la « chapelle ou église parrochelle Notre-Dame de Bethlehem, « quy est dans l'église cathedrale de Narbonne, ou y a « quatre bassins du revenu desquelz l'on tenoit une lampe « allumée et faizoit dire quelques messes, plus y avoit un

---

(1) *Bullæ et statuta*, etc., p. 1.

(2) Reconnaissance de l'an 1290, ms. collection Bonnel.

(3) Doat, vol. 48, f° 218.

(4) *Ibid.*, vol. 56, f° 291.

(5) *Ibid.*, f° 456.

« hospital deppendant de ladite eglise nommé l'hospital  
« de la Croix régy par les consulz de Narbonne » (1).

Parmi les prêtres de Notre-Dame de Bethléem dont les  
noms nous ont été conservés nous pouvons citer :

1248. Bernard de Chibac.

1253. G. de Costoia.

1271. Pontius Bertrandi.

1291. Pontius Orsandi.

1342. Berengarius Johannis.

1433. Arnaldus Rubei.

---

(1) Tome II, f° 397.

## CHAPITRE III

### Chapelles.

Chapelles du midi : Sainte-Anne, sortie par le cloître, sacraire.—  
Chapelles de l'abside : Saint-Michel, Sacré-Cœur, Notre-Dame,  
ancienne chapelle de la Sainte-Trinité, Saint-Martin. — Cha-  
pelles du nord : Notre-Dame de la Salette, Saint-Joseph, Saint-  
Vincent-de-Paul, Sainte-Thérèse.— Maître-autel.

Il y a à Saint-Just treize chapelles : du côté midi la chapelle Sainte-Anne, une chapelle où est ménagée la sortie par le cloître, deux chapelles aveuglées qui servent de sacraire ; à l'abside, les chapelles Saint-Michel, du Sacré-Cœur, Notre-Dame, de la Sainte-Trinité, et Saint-Martin ; du côté nord, les chapelles Notre-Dame de la Salette, Saint-Joseph, Saint-Vincent-de-Paul, et Sainte-Thérèse.

Les chapelles du côté midi et de l'abside ont 8 mètres de profondeur et 9 mètres 30 de largeur.

Les chapelles du côté nord ont les dimensions suivantes :

|                                                                                        |                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Profondeur, depuis le retable jusqu'aux piliers<br>placés en avant des chapelles ..... | 6 <sup>m</sup> 50 |
| Profondeur, depuis le retable jusqu'au seuil des<br>chapelles .....                    | 4 25              |
| Largeur .....                                                                          | 6 90              |

Parmi les sculpteurs et peintres qui exécutèrent les retables, aujourd'hui disparus, des chapelles de Saint-Just,

nous citerons, d'après les contrats du chapitre, Richard Goyer, Antoine Galet (18 février 1529), Charles Galery (26 février 1594), Antoine Canavezy (1594-1599), peintres de Narbonne; Toussaint Chozin (19 juillet 1553), Pol de La Pierre (4 avril 1594), maîtres menuisiers de Narbonne; Richard Richer (26 février 1600), peintre d'Arles; Nicolas Tournier (20 décembre 1627), peintre de Carcassonne.

#### CHAPELLES DU MIDI

*Chapelle Sainte-Anne.* Elle s'appelait autrefois chapelle *Saint-Étienne*, et fut consacrée le 18 mars 1510 par le capucin Jean de Colombe, évêque de Troie, en Asie Mineure, sous l'archiépiscopat de Briçonnet, en même temps que les chapelles Saint-Paul (aujourd'hui Saint-Vincent-de-Paul), Saint-Blaise (aujourd'hui Saint-Joseph) et Saint-Bernard (aujourd'hui Notre-Dame de la Salette) (1).

L'autel est en marbre gris. Le soubassement du retable en bois doré et sculpté représente la lapidation de saint Étienne. Le retable est formé par un tableau représentant l'éducation de Marie par sainte Anne et saint Joachim.

Les vitraux de cette chapelle, qui ont été refaits à neuf en 1845 par M. Godard, n'offrent rien de bien remarquable. Ce sont des débris insignifiants d'ornements réticulaires sur fond blanc, avec le blason du chapitre, l'écu d'argent à la croix de gueules. Ce blason se retrouvera à presque toutes les fenêtres. « La croix de gueules sur champ d'argent, dont il se compose, est quelquefois cantonnée de lettres initiales. Sur différents panneaux j'ai trouvé les lettres WHVI — LNCD — VVHV ou simplement les deux initiales GA. Sont-ce des marques de peintres, ou bien

---

(1) *Ex veter. necrol.* dans l'*Histoire de Languedoc*, éd. Privat, VIII, c. 246.

« faut-il y voir les chiffres de quelques dignitaires du chapitre ? C'est ce que j'ignore complètement. Je ferai seulement observer que la forme de ces lettres ne me paraît pas bien ancienne » (1).

Dans la chapelle Sainte-Anne, à droite, se trouvent les restes de l'autel du Saint-Sépulcre qui était placé au fond de l'église, du côté méridional, avant qu'une galerie eût relié les bas-côtés du chœur. Ce sont des statues très anciennes en terre cuite d'Allemagne, soldats et saintes femmes, qui assistent à l'ensevelissement de Jésus-Christ.

Au-dessus de la chapelle Sainte-Anne est construite la tour méridionale de la cathédrale.

Devant la chapelle et dans le collatéral on voit quelques restes d'inscriptions funéraires.

Par la chapelle suivante on pénètre dans le cloître. Au-dessus de la porte, une fenêtre à vitraux sur fond de grisaille refaits à neuf en 1843 par M. Godard, comme ceux de la chapelle précédente; des losanges polychromes sont entrelacés avec rosace au point de réunion des losanges. Armes du chapitre et de la famille Gentien.

Cette famille Gentien, ou Gention, a joué un grand rôle dans l'histoire municipale de Paris. Plusieurs branches de cette maison vinrent s'établir à Toulouse et à Narbonne où elles s'éteignirent au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle.

Voici les personnages de cette famille dont nous relevons les noms dans l'histoire.

Pierre Gention, né à Paris, poète, vivant sous le règne de Philippe le Bel en l'an 1304, a écrit plusieurs poèmes, un entre autres dans lequel il nomme quarante à cinquante des plus belles dames de son siècle.

---

(1) Ferdinand de Lasteyrie, *Histoire de la peinture sur verre d'après ses monuments en France*.



En la même année, Jacques Gentian défendit bravement Philippe le Bel à Mons contre les Flamands. En récompense de ce service, le roi l'autorisa à charger ses armes d'une bande d'azur semée de fleurs de lis d'or (1).

Quant le roi rétablit à Toulouse le parlement par lettres patentes du 11 octobre 1443, Jacques et Jean Gentian y entrèrent, le premier en qualité de conseiller lai, le second comme conseiller clerc.

Pierre Gentian, bourgeois de Narbonne, figure comme témoin dans un acte du 20 septembre 1450 par lequel les consuls de Narbonne donnent licence à Guillaume Panasac, prêtre, viguier de la maison archiépiscopale, d'abreuver dans le territoire de la ville les 500 bêtes à laine que l'archevêque Jean d'Harcourt possède sur ses terres de Montels et d'Aubian (2). Il est encore témoin dans un acte de main-levée des fiefs de la Charité et Hôpital d'Ouveillan fait par M. de Mayan, commissaire lieutenant du roi pour l'amortissement des fiefs. Cet acte, daté de 1452, porte : « Nobilis vir Petrus Genciani, burgensis Narbone. » Nous le trouvons consul de Narbonne en 1455 (3). Il meurt en 1483 donnant au chapitre Saint-Just quelques droits sur le Villar-de-Fargues (4).

Jean Gentian était, en 1436, chanoine de l'église de Narbonne; il succéda sous le nom de Jean III à Jean de Beausoleil sur le siège épiscopal de Lavaur, mourut le 26 avril 1469 à Toulouse et fut enterré dans l'église Saint-Étienne.

Bernard Gentian était premier consul de Narbonne en 1508.

Une Gentian, femme de Bernard de Malgoriis, est

---

(1) Dubédat, *Hist. du parlement de Toulouse*, I, p. 31.

(2) Arch. comm. de Narb., AA. 111, f<sup>o</sup> 98.

(3) *Ibid.*, f<sup>o</sup> 98 v<sup>o</sup>.

(4) *Hist. de Languedoc*, éd. Privat, VIII, c. 213.

mentionnée au xiv<sup>e</sup> siècle sur une inscription de marbre blanc placée dans la chapelle Sainte-Anne de l'église Saint-Paul-Serge (1).

En 1563, disent les archives de Narbonne, ouverture et publication du testament de dame Anne Gentian, seigneresse du Villar-de-Fargues, veuve de M. Raulin Séguier, seigneur de Grandselve, conseiller au parlement de Toulouse, reçu le 2 décembre 1562 par M. Dureau, notaire. La testatrice élit sépulture dans Saint-Just, devant la chapelle Saint-Jean. Elle lègue 20 s. à chaque « bassin courant » de toutes les églises de la ville ; un écu sol à chaque *ladre* de la maladrerie de Narbonne pour chaque journée des trois jours qu'elle fixe pour les cérémonies de la sépulture et pour la quarantaine et le bout d'an ; 50 liv. à « done Gui-  
« monde Barral, » sa servante ; 29 livres à Jeanne Fabre, payables « quand Dieu lui donnera son bon parti de  
« mariage ; » 20 liv. à Gabrielle Bérard-Fons, payables dans le même cas ; 4,000 liv. à demoiselle Marguerite Séguier, sa fille, une chaîne de 10 écus et deux robes « à la  
« discrétion du mary que Dieu lui donnera, » et 300 liv. tournois « pour faire une chapelle à l'honneur N.-D. de  
« l'Annonciade dans l'église N.-D. de Grâce, couvent des  
« Augustins (2) ». L'héritière universelle est Gabrielle Séguier, fille aînée de la testatrice, avec clause de substitution au profit de Marguerite, sa sœur, au cas de prédécès sans enfants, et, au cas de décès de cette dernière sans enfants, au profit de noble Jean de Montredon, fils aîné de feu noble Pierre de Montredon, « pourvu qu'il ne  
« tombast en l'inconvénient de hérésie et nouvelle secte  
« que communément on appelle de huguenaulx. Et où et  
« quant il y tomberoit et adviendroit en telle secte de

---

(1) A. Sabarthés, *Étude historique sur l'abbaye de Saint-Paul de Narbonne*, p. 35.

(2) Aujourd'hui chapelle des Pénitents blancs.

« hérésie, » elle y substitue la ville de Narbonne, lui donnant tous ses biens « pour fonder un couvent de religieux de Sainte-Claire » (1).

A Paris, nous trouvons Jean Gentian, prévôt des marchands, nommé en 1321 à la place du sieur Barbette; Pierre Gentian, nommé prévôt des marchands au lieu du sieur Culdoé le 20 janvier 1411; le même, préposé à la garde de Paris le 27 mars 1413, et renommé prévôt des marchands au lieu du sieur Despernon le 9 septembre 1413.

Les Gentian portaient d'argent à six fasces ondées de gueules, chargées d'une bande d'azur avec fleurs de lis par concession de Philippe le Bel.

A la clé de voûte d'une des chapelles des Pénitents blancs, qui sert de magasin pour les chaises, on voit un écu chargé de fasces; c'est le blason des Gentian, mais sans la bande aux armes de France.

Les deux chapelles suivantes sont fermées; elles ont été converties en sacristies connues sous le nom de *sacristie du curé* et *sacraire*. Là sont déposés une partie des ornements sacerdotaux et le trésor de Saint-Just.

En face de la porte du cloître, on peut voir adossé au mur qui sépare la nef du collatéral sud un édicule en marbre finement sculpté. Cet édicule est une petite chapelle votive dédiée à la sainte Vierge par un habitant de la ville en 1525. On peut lire sur le fronton le nom de l'artiste et la date de l'œuvre: ANCHISES DE BONONIA FE. FI. MDXXV. A l'intérieur une statue de la Vierge en pierre grise, d'une hauteur de 1<sup>m</sup> 25. La Vierge tient l'enfant Jésus dans ses bras et est d'une expression remarquable. Sur le socle on lit cette inscription: S. T. MARIA ORA PRO NOBIS. 1605.

D'après une tradition, cette niche existait tout d'abord

---

(1) *Inventaire des archives communales de Narbonne*, BB., t. II, p. 547.

dans la chapelle N.-D. de Bon Secours de l'église Lamourguier. Elle fut dans la suite placée sur le pont Sainte-Catherine, construit au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle. Elle disparut en même temps que le pont (1). Elle a été réédifiée en 1889 dans l'église Saint-Just par les soins de la Commission archéologique de Narbonne.

#### CHAPELLES DE L'ABSIDE

*Chapelle Saint-Michel.* Il existait dans l'ancienne église Saint-Just un autel dédié à saint Michel qui fut consacré en 1148 par Artald, évêque d'Elne, en présence d'Arnald de Levezon, archevêque de Narbonne. En 1293, l'autel Saint-Michel de la nouvelle église fut consacré par Guillaume Durand, évêque de Mende; on y mit des reliques de saint Martin, évêque, de saint Saturnin et de saint Marcel, pape, avec le privilège du pape Boniface, accordant quarante jours d'indulgence à ceux qui à l'anniversaire de cette consécration visiteront ledit autel (2).

Cette chapelle était désignée autrefois sous le nom de *chapelle du Lazare* à cause du tableau dont elle était ornée et qui représentait la résurrection de Lazare. L'autel est en marbre gris avec tabernacle en bois doré. Le retable est formé par un tableau représentant la chute des mauvais

---

(1) Le pont Sainte-Catherine était autrefois plus communément désigné sous les noms de pont de Notre-Dame (à cause de la chapelle votive), pont des Barques, ou pont de la Cadène. Il servait à relier les quartiers de Bourg et de Cité, et se trouvait en face de la rue improprement dénommée de l'Ancienne Porte des Catalans (c'est *Ancien Port des Catalans* qu'il eût fallu dire). Il a été démoli en 1885 conformément à une délibération du conseil municipal et malgré la protestation d'un grand nombre d'habitants qui fut adressée au gouvernement. Un décret classa le pont Sainte-Catherine parmi les monuments historiques; mais, quand il arriva, il était trop tard; depuis dix-huit mois au moins le pont avait disparu.

(2) Chronique de Saint-Paul, dans l'*Hist. de Languedoc*, v, c. 44.

anges, et peint par Rivalz, peintre toulousain (1). Un fronton reposant sur deux colonnes porte cette inscription : *Michael et angeli ejus præliabantur cum Dracone. APOCALIPS.*

« Les trois fenêtres de cette chapelle sont en grisaille à  
« entrelacs colorés. Chacune d'elles, vers le tiers de sa  
« hauteur, contient trois petits sujets placés l'un à côté de  
« l'autre, de telle sorte que les neufs sujets réunis se trou-  
« vent former comme une bande de peinture tout autour  
« de la chapelle. Ces tableaux, en commençant par la  
« gauche, représentent :

« Un saint évêque ou abbé, recevant sa crosse des  
« mains d'un ange ;

« Un homme à la chasse des bêtes fauves qui paraît se  
« blesser lui-même ;

« Le jugement dernier ;

« Saint Michel terrassant le démon ;

« Le Christ et les saintes femmes ;

« Saint Michel pesant les âmes ;

« Deux saints martyrs (2) ;

« Un évêque à l'autel entre deux assistants donnant la  
« bénédiction ;

« Un ange portant une âme au Ciel » (3).

La fenêtre de gauche est la seule qui possède des vitraux sertis en plomb au rabot, c'est-à-dire antérieurs au xv<sup>e</sup> siècle. Trois panneaux seulement furent restaurés en 1843 par M. Godard. Les peintures des grisailles furent faites par M. Eugène de Martrin. Cette fenêtre ne porte trace d'aucune autre restauration. La mise en plomb au rabot

---

(1) Antoine Rivalz, fils de Jean-Pierre Rivalz, peintre et architecte, et père de Rivalz appelé *Le Cheralier*, né à Toulouse en 1667, mort dans cette ville en 1735. Il fut élève de Poussin. Ses principales œuvres sont dans sa patrie. Son neveu Barthélemy Rivalz a gravé à l'eau-forte la *Chute des mauvais anges*.

(2) Probablement SS. Just et Pasteur.

(3) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.



nous autorise à croire que depuis le xiv<sup>e</sup> siècle cette verrière n'avait jamais été restaurée jusqu'en 1892, époque où elle a été en partie nettoyée et restaurée très habilement par M. Passet. La fenêtre de droite, au contraire, est en plomb fait au laminoir et porte les dates des restaurations suivantes : « 1691. Mètre Couderc vitrier de Narbonne. — « Jean-Louis Sabatié vitrier. 1760. » Comme la fenêtre de gauche elle a été restaurée en 1892 par M. Passet, sous la direction de M. Revoil, architecte du gouvernement. Il est regrettable qu'on ait négligé la fenêtre du milieu, qui n'avait pas moins besoin que les autres de nettoyage et de restauration.

En janvier 1691 les montants du vitrail de la chapelle Saint-Michel furent restaurés par Latgé Serre et Raymond Ajac, maîtres maçons de Narbonne. La réparation coûta 91 livres 10 sous. Les entrepreneurs étaient tenus d'employer « pour lesdits montans de bonne pierre fine des « Brésines de Bésiers; ausquels montans sera fait la même « architecteure et dans le même dessein que sont les vieux « montans. Seront teneus les entrepreneurs de fournir la « pierre quy sera nécessaire pour remettre tous lesdits « vitrals, mortier et autre ciment nécessaire pour poser « lesdites pierres bien et proprement de l'une barre de fer « à l'autre, et de les metre bien à plum de tous les « costés » (1).

On remarque dans cette chapelle les épitaphes de l'archevêque Guillaume de la Broue et de Pons de la Broue, archidiacre du Razès.

Sur le côté gauche de la chapelle est ménagé un petit appartement pour le service du culte.

Sur le côté droit de la chapelle Saint-Michel une porte plein cintre en bois ouvragé donne accès à l'escalier qui conduit à la salle appelée autrefois *capitulum novum et*

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 46, f<sup>o</sup> 313.

*rotundum*, connue aujourd'hui sous le nom de *salle acoustique*. Cette porte pourrait bien être d'un maître menuisier narbonnais, Pierre Monge, sculpteur des boiseries de l'église Saint-Étienne à Toulouse. Elle offre une certaine ressemblance avec la décoration du chœur de Saint-Étienne (1).

Par le fond de la chapelle, on pénètre dans la grande sacristie. La première pierre en fut posée en 1329, suivant la remarque d'un vieux martyrologe de l'église : « Anno « Dni mcccxxix die tertia nonas martii clerus ecclesiæ « narbonensis in ecclesia nova, et erat dies dominica, « posuit primum lapidem sacristiæ. » La voûte est gothique et les clés sont chargées d'un écusson aux armes du chapitre.

On remarque dans cette sacristie une belle porte en bois sculpté de la fin du xv<sup>e</sup> ou du commencement du xvi<sup>e</sup> siècle. Les panneaux sont ornés d'entrelacs, de cartouches d'un très bon goût, de figures chimériques et de masques grimaçants. Cette porte fermait autrefois l'entrée du chœur de l'église. Elle fut, il y a plusieurs années, vendue par la fabrique à un riche amateur de Paris ; mais le ministère des beaux-arts ne ratifia pas cette vente, et la porte revint fort heureusement à Narbonne (2).

A la sacristie fait suite une ancienne salle capitulaire, l'ancienne chapelle de l'Annonciade, désignée aujourd'hui sous le nom de *chapelle de la Congrégation*.

*Chapelle du Sacré-Cœur* (autrefois chapelle *Saint-Pierre*).

Elle fut construite par l'archevêque Pierre de Montbrun (1272-1286).

---

(1) *Bulletin de la Société archéologique du midi de la France*, série in-8°, n° 2, p. 121. Note de M. G. de Malafosse, séance du 24 juillet 1888.

(2) *Républicain de Narbonne*, du 25 mars 1875.

Le 26 février 1394, Charles Galery, peintre de Narbonne, vendait au chapitre Saint-Just « un retable de l'Assumption  
« de Nostre-Dame pour le prix de soixante-six escus  
« deux tiers » (1). Le 4 avril suivant, Pol de la Pierre, maître menuisier de Narbonne, s'engageait « à fere le bois  
« du tableau dudit retable de l'Assumption, pour estre  
« mis à l'autel de la chapelle Saint-Pierre, et c'est de la  
« faïçon et conformément comme est le pourtraict que  
« ledit de La Pierre en a faict, savoir les collones, mollu-  
« res et cornisses de boys d'avet bien saisonné, estant  
« faïçonnées comme est ledict pourtraict; et c'est  
« moienant la somme de quarante escus de soixante solz  
« pièce, payables vingt escus entre icy et quinze jours, et  
« le surplus à l'egal de ce que ledit de La Pierre travail-  
« lera; lequel retable ledit de La Pierre sera tenu avoyr  
« faict dans et par tout le moys de juillet prochain venant,  
« à peine de tous despens » (2).

Le retable fut doré en 1394 (8 avril-1<sup>er</sup> novembre) par Antoine Canavezy, peintre de Narbonne, pour la somme de 200 écus, « assavoir le chappiteau, collone et banc,  
« pilastres et cornisses frizes, les armoiries que sont aux  
« deux costez, bref tout le bois qui sera mis à l'entour de  
« la peincture dudit tableau, lequel bois ledit Canavezy  
« a veu ces jours passez chez maistre Pol Lapierre, menui-  
« sier; et argenter et azurer icelluy bois aux armoiries  
« suivant son blazon, le tout bien et deuement, ce que  
« ledit Canavezy sera tenu faire, parfaire et fournir toutes  
« matières nécessaires en ladite besoigne, pour et moien-  
« nant la somme de deux cens escus, de soixante sols  
« tournois pièce; et sera tenu ledit Canavezy laisser en  
« blanc le pied dudit bois pour y dépeindre telle histoire  
« qu'il plaira ausdits sieurs, et sera tout ledit or or de

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 35, f<sup>o</sup> 117.

(2) *Ibid.*, G. 35, f<sup>o</sup> 118.

« ducat fin, sur lequel or il metra telle peinture qui sera  
« convenable, et posera icelluy retable avec le menu-  
« zier » (1).

On chercherait vainement aujourd'hui la trace de ces travaux.

L'autel est en marbre blanc, gris et rouge; le tabernacle en marbre blanc est surmonté de deux têtes de chérubins qui ont été longtemps attribuées à Bouchardon, et qui sont l'œuvre d'un artiste de Béziers. Quatre colonnes, deux rondes, deux carrées, soutiennent un fronton disposé de manière à laisser un espace libre entre le fronton et le fond de la chapelle. De chaque côté du retable qui est formé par un tableau existe un revêtement de marbre gris et rouge. Une réparation faite en 1830 au tableau de cette chapelle amena la découverte d'un bas-relief placé derrière l'autel. Ce bas-relief était en plâtre revêtu d'une forte couche de stuc ou de couleur. Il représentait saint Pierre en prison, gardé par deux soldats. On distinguait à peine la trace des personnages dont se composait cette œuvre, la partie la mieux conservée était le torse d'un soldat endormi couché derrière le saint (2).

« La fenêtre centrale est légendaire. Les sujets sont tirés  
« de l'histoire de saint Pierre. On le voit successivement  
« délivré de sa captivité, rencontrant Notre-Seigneur aux  
« portes de Rome, crucifié la tête en bas, etc. Ces pan-  
« neaux, toutefois, n'occupent que le milieu de la fenêtre,  
« dont les côtés représentent deux grandes figures de  
« saints sur fond de grisaille.

« Les fenêtres latérales sont aussi à fond de grisaille  
« orné de réticulaires. Sur celle de gauche, on voit la  
« figure de saint Pierre entre deux autres apôtres; sur

---

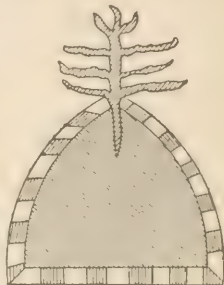
(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 35, n° 140.

(2) *Le Narbonnais*, du 6 juillet 1850.

« celle de droite, saint Paul entre saint Simon et saint  
« André, et les armes du chapitre » (1).

Sur le côté gauche de la chapelle on voit une petite  
sacristie, le monument élevé à la mémoire de MM. Martin,  
vicaire général, et Angles, curé de Saint-Just, et l'écusson  
de l'archevêque Pierre de Montbrun. « On donne à ce pré-

« lat d'or au lion de sable armé lam-  
« passé de même qui est, dit-on, de  
« Montbrun. Cependant on voit autour  
« de la chapelle Saint-Pierre où il est  
« enseveli, ornant son mausolée, sur  
« des pierres qui ont été placées dans  
« la muraille, un écusson de sable au  
« bout duquel sort une espèce d'arbre  
« ou branche à six rameaux de sino-  
« ple bien mal designé à l'orle d'ar-  
« gent et de gueules. On voit le même écusson sur la  
« porte du palais archiépiscopal, sans doute que ce pré-  
« lat la fit faire » (2).



Sur le côté droit, on lit l'építaphe de ce dernier. Il  
existe dans cette chapelle plusieurs dalles funéraires dont  
nous parlerons ailleurs.

*Chapelle Notre-Dame.* Elle s'appelait autrefois *Notre-Dame  
de Bethléem* ou *chapelle de paroisse*. Elle fut consacrée le  
15 août 1381 (3) par Jean de Cardaillac, archevêque de  
Toulouse, à la prière de Jean Roger de Beaufort, archevê-  
que de Narbonne, et consacrée derechef le 20 mars 1527.

Un contrat passé en 1599 entre le chapitre Saint-Just

---

(1) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.

(2) P. Piquet, *Hist. de Narbonne*, p. 313.

(3) *Ex veter. necrol.* dans l'*Histoire de Languedoc*, éd. Privat, VIII,  
c. 230.



et Antoine Canavezy, peintre de Narbonne, chargé de restaurer la peinture de la chapelle Notre-Dame de Bethléem, nous fait connaître quel était alors l'aspect de cette chapelle, dont certaines parties subsistent encore telles qu'elles étaient en 1599.

« Premièrement ledit Canavesi promet de nettoyer la  
« robe de Nostre-Dame et la fleuronner d'or fin, comme  
« estoit par le passé, et mettre en colleur d'incarnat le  
« visaige et mains à huille; comme de mesme le petit  
« Jhesus, luy fere tenir bien la teste, et peindre le tout à  
« huille de bonnes et fines colleurs. Plus sera tenu d'en-  
« rechir et dorer d'or fin les enrechissemens qui sont au  
« bois du ciel de ladite chapelle, et le semer d'estoilles  
« d'or sur ung champ d'azur, d'or pausé à huille, ou bien  
« comme l'or du retable de Saint-Pierre. Item sera tenu  
« de peindre tous les anges qui sont au ciel d'or, d'azur et  
« colleur fines à huille, avec les mains et visaiges. Plus  
« sera tenu de peindre toutz les platz foudz des figures,  
« comme est le dessus du manteau de ladite Nostre-Dame,  
« d'azur, semé de fleurs de lis d'or, et tous les corone-  
« mens qui sont dessus les figueures des images de ladite  
« chapelle, promet et sera tenu de les peindre d'or,  
« argent, asur et colleur fines à huille. Plus sera tenu  
« ledit Canavesi de fere tous les visaiges, mains et jambes  
« et piedz et autres membres rompus des personnaiges  
« qui sont dans ladite chapelle, et les refere avec de  
« plattre ou autre matière qui dure plus que les autres  
« qui sont à présent, et le fere bien à proportion. Plus  
« sera tenu ledit Canavesi de peindre tous les derniers des  
« figures sellon qu'elles représenteront, comme massone-  
« rie, paysages ou linge, de bonnes et fines colleurs à  
« l'huille. Sy sera tenu de peindre tous les personnaiges  
« nudz, soyt aux visaiges, mains, jambes, testes, bar-  
« bes, baillier les colleurs au naturel et fere la peinture à  
« l'huille, comme de mesme de peindre tous les manteaux,

« robes, soutanes desdits personnages et figures qui sont  
« dans ladite chapelle de diverses colleurs à l'huile, avec  
« les brodures à l'entour d'or. Sera tenu aussy d'enrechir  
« d'or, argent et autres colleurs fines sur toute la maçon-  
« nerie, collones, pillastres, mollures, cornisses qui soient  
« bien et deuement accomodées. Item sera tenu de pein-  
« dre les deux costés de ladite chappelle de Bethléem, et  
« ce qui a esté autrefois peint, depuys le bort jusques au  
« bas, de colleurs fines, le tout faict à mode de damas, le  
« tout à la colle. Promect et sera tenu de peindre les deux  
« grandes figures qui sont dernier le grand crucifix en  
« ladite chapelle à l'huile, comme aussi le plat fondz  
« desdites figures, le tout de bonne et fine colleur. Sy sera  
« tenu de peindre toutes les bares de fer, tant dedans que  
« dehors, de telles colleurs qu'on advisera, les enrechir  
« en certains endroictz d'or et la peinture à l'huile. Plus  
« sera tenu dorer la custodie, ensemble remettre les  
« appostres qui sont soubz ladite custodie, et les peindre  
« avec d'or fin et baillier la colleur aux visaiges à l'huile  
« et reffaire le tout à neuf, comme estoient auparavant.  
« Pour toute laquelle besoigne qui sera faite par ledit  
« Canavesi, à ses despens, entre icy (8 mai 1599) et la  
« prochaine feste de Noël, lesdits sieurs deputés luy  
« donneront et payeront la somme de 150 escus, de  
« soixante solz pièce » (1).

De la description donnée par ce contrat nous retrouvons sur l'autel la statue de Notre-Dame, magnifique ouvrage en albâtre oriental du xiv<sup>e</sup> siècle (2), représentant la

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 35, f<sup>o</sup> 231.

(2) « Cette matière a été fréquemment employée dans le moyen âge, du milieu du xiii<sup>e</sup> siècle au xvi<sup>e</sup>, pour faire des statues de tombeaux et souvent même les bas-reliefs décorant ces tombeaux, des ornements découpés se détachant sur du marbre noir, et des retables, vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle. » (Viollet-le-Duc, ouv. cité., t. I, p. 11, v<sup>o</sup> *Albâtre*).

Vierge avec l'enfant Jésus. Elle fut donnée par François de Conzié, archevêque de Narbonne (1).

Les *personnages nuds* mentionnés au contrat existent aussi, mais cachés. En effet, une réparation ayant eu lieu en 1850 à la chapelle Notre-Dame, des bas-reliefs furent découverts derrière l'autel de cette chapelle et soigneusement conservés dans l'état dans lequel ils se trouvaient. Les mutilations qu'on y remarquait dataient d'une époque reculée. D'après quelques témoignages d'anciens habitants de la ville, il paraît qu'avant la Révolution de 1789 le chapitre métropolitain de Saint-Just connaissait l'existence de cet ouvrage d'art, représentant l'Enfer et des scènes diaboliques, caché aux yeux des fidèles, sans doute parce qu'il avait cessé d'être en harmonie avec les mœurs du siècle (2). Ces bas-reliefs étaient couverts de plâtre qui fut enlevé, et le conseil de fabrique décida que derrière l'autel on mettrait une cloison mobile en bois, destinée à couvrir les bas-reliefs et à les préserver de nouvelles mutilations. (Délibération du conseil de fabrique du 5 janvier 1851). A la même époque on fit laver la statue en albâtre de la Vierge. Une triple couche de peinture et de plâtre, de l'épaisseur de près d'un centimètre, avait été appliquée dans toutes les parties de cet admirable ouvrage. Deux de ces couches étaient l'œuvre de peintres en bâtiments, qui s'étaient permis cette dégradation, à des époques peu reculées.

L'autel est en marbre gris, avec tabernacle en marbre

---

(1) « François Soconeio de Conzié donna à la chapelle de paroisse la belle « statue de marbre de Notre-Dame de Bethléem qu'on y voit avec les premiers ornements sculptés en pierre qui sont derrière les tableaux de la vie « de Notre-Dame que l'Œuvre fit faire par Mercier assez bon peintre. » (P. Piquet, ouv. cité).

(2) Le journal *La Presse* rendit compte de cette découverte dans son numéro du 20 juillet 1850. Voir dans la *Revue archéologique*, t. 9, avril à sept. 1852, p. 201 et suiv., *L'Enfer de la chapelle Saint-Just et les géhennes du moyen âge*, par Félicie d'Ayzac.

rouge et noir, de chaque côté duquel deux panneaux en bois doré représentent la Cène et le Lavement des pieds.

Des médaillons placés dans l'intérieur de la chapelle représentent les quatre évangélistes. Ils étaient autrefois placés aux coins du plafond de la chapelle des religieuses de Saint-Bernard ; le plafond lui-même était formé par un tableau qui se trouve aujourd'hui à Saint-Just au fond de l'église et du collatéral gauche et qui représente l'Assomption de la Sainte Vierge.

Derrière l'autel existe une sacristie.

On voit appliqués aux piliers de la chapelle deux supports en pierre avec dais, sur lesquels étaient placées les statues, disparues à la Révolution, de saint Just et saint Pasteur.

« La fenêtre centrale de cette chapelle, située à la  
« partie la plus orientale de l'abside, se compose de  
« tableaux légendaires, qui se détachent sur des fonds  
« blancs, couverts d'ornements réticulaires alternative-  
« ment jaunes et rouges. Ainsi que cela se voit à l'abside  
« de tant d'autres églises, tous les sujets de cette verrière  
« sont relatifs à la vie terrestre de Jésus-Christ et de sa  
« sainte mère. On y distingue :

« L'éducation de la sainte Vierge ;

« Son mariage ;

« L'Annonciation ;

« Trois tableaux relatifs aux rois mages ;

« La fuite en Égypte ;

« Hérode ordonnant le massacre des innocents ;

« Deux panneaux représentant l'exécution de cet ordre  
« barbare, etc. Ces derniers tableaux sont remarquables  
« par le costume très caractérisé des soldats qui procè-  
« dent au massacre. Leurs vêtements, tout de mail à  
« capuchons, sont absolument semblables à ceux qu'on  
« trouve dans la plupart des monuments du xiii<sup>e</sup> siècle.

« Les deux fenêtres latérales de la même chapelle sont

« à fond de grisaille orné d'entrelacs en couleur. Sur la  
« première on voit la figure de saint Just entre deux  
« anges. Sur la seconde, et comme pendant naturel, l'ar-  
« tiste a représenté de la même manière saint Pasteur  
« (S. PASTOR), compagnon de saint Just » (1).

Les fenêtres de Notre-Dame de Bethléem furent réparées en 1674 par Jean Lanes, maître maçon de Narbonne, pour le prix de 400 livres (2).

C'est dans la chapelle Notre-Dame de Bethléem que furent ensevelis les archevêques Claude de Rebé et de Bonzy.

A l'endroit où on a ménagé la principale entrée de Saint-Just, se trouvait autrefois la chapelle de la *Sainte-Trinité*, qui avait été consacrée le 13 août 1381 par Jean de Cardaillac, archevêque de Toulouse, à la prière de l'archevêque de Narbonne, Jean Roger de Beaufort, en même temps que les chapelles Notre-Dame, Saint-Jean et Saint-Martin.

Par un statut en date du 28 avril 1312, Gilles Aycelin, archevêque de Narbonne, établit une chapellenie dans la chapelle de la Sainte-Trinité ainsi que dans celle de Notre-Dame de Bethléem. Ces deux chapelles furent en partie pourvues de fenêtres et vitraux, de tentures et de livres nécessaires à la célébration de l'office.

Nous ne savons de la disposition de la chapelle de la Sainte-Trinité que ce que nous en apprennent les contrats du chapitre Saint-Just. Le 16 février 1600, le chapitre passait un marché avec Richard Richer, peintre d'Arles, pour la dorure du retable de cette chapelle. Richer « devoit estre tenu de dorer tout le boys du retable d'or bruni, qui soit bien accomodé et agencé, savoir

---

(1) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.

(2) Arch. dép. de l'Aude, G. 36, f° 124.



« le pied d'estal avec les collones, bosses et chapiteaulx,  
« et aussi la corniche, frize et arcquetrève, pillastres  
« derrière les collones et ses cadres estans à l'entour, pour  
« porter le tableau du retable ; dorer aussy les chérubins  
« et fructz façonnés estans sur le boys, et les collorer de  
« colleurs proportionnées ; façonner aussy les armoiries  
« conformément comme celles du retable de Saint-Pierre  
« de ladite esglise, et bref rendre ledit retable doré en  
« bon estat, et c'est moienant la somme de 80 escus, de  
« soixante sols pièce, payables audit Richer incontinant  
« qu'il aura faict ladite besoigne, comme ledit Richer a  
« promis de faire dans quatre moys prochain, à commen-  
« cer le premier de mars prochain » (1).

L'atelier de Richer se trouvait dans la maison de Pierre Barcellon, apothicaire à Narbonne. Le cadre du retable y fut transporté, et le peintre se mit à l'œuvre. Mais il s'absenta tout à coup ; il y avait plus de cinq mois qu'il avait disparu, lorsque le chapitre réclama le retable et nomma des experts pour estimer le travail de Richer (2). Nous ne savons quel est l'artiste qui le termina.

« La première et la troisième fenêtre de cette chapelle  
« se composent seulement d'entrelacs sur fond de gri-  
« saille. La fenêtre du milieu est légendaire. Je n'ai pu en  
« reconnaître le sujet. Pourtant je serais porté à croire  
« qu'il est relatif à Notre-Dame de Bethléem. La bordure  
« est fleurdelisée » (3).

Un examen minutieux nous a permis de reconnaître dans les sujets représentés l'Annonciation, Hérode ordonnant le massacre des innocents, la Vierge entre saint Pierre et saint Paul, Jésus chez Marthe et Marie, le Christ enseignant, la résurrection de Lazare, le Saint-Esprit sous

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 35, f° 256.

(2) *Ibid.*, G. 35, f° 271.

(3) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.

la forme d'une colombe, la Pentecôte, l'Ascension, le Christ assis sur son trône dans le Ciel. Cette verrière a subi tant de réparations que nous n'avons pu déterminer certains sujets. Elle a été restaurée et nettoyée par M. Passet dans ces dernières années.

Le 5 février 1787, une assemblée du chapitre eut lieu, composée de MM. de Lastours, grand archidiacre, Postic, archidiacre des Corbières, Augustin Léonnard, Blancard, Mareschal, Martin, chanoine théologal, Choppy, Guiraud, Rouanet, Devernion, Rouanet cadet et Salettes, et dans cette assemblée M. Barthe fut nommé pour faire le toisé des murs de la porte d'entrée de l'église et du vestibule. C'est sans doute à cette époque que se rapporte la disparition de la chapelle de la Sainte-Trinité. Les travaux d'aménagement du vestibule et de l'entrée actuelle de Saint-Just furent exécutés sous la direction de M. Bernard Figeac (1).

*Chapelle Saint-Martin.* Elle avait été consacrée le 13 août 1381 sous l'archevêque Jean de Beaufort, et consacrée de nouveau le 14 mai 1614 par l'archevêque Louis de Vervins. On l'a souvent désignée sous le nom de *chapelle du Lazare*; voici l'origine de cette appellation.

Pendant qu'il était archevêque de Narbonne, Jules de Médicis demanda à Raphaël un tableau destiné à orner le maître-autel de la cathédrale; le peintre entreprit la *Transfiguration* et mourut au moment où il terminait ce chef-d'œuvre. Jules de Médicis, nommé archichancelier du saint-siège, et plus tard élu pape (19 novembre 1523), garda pour Rome cette magnifique toile (2), et envoya en

---

(1) Archives de Saint-Just.

(2) Sous Louis-Philippe, M. le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, commanda au peintre Brisset une copie de la *Transfiguration*, et en fit don à la ville de Narbonne, qui la conserve dans une des salles de son musée.

compensation au chapitre de son ancienne cathédrale une œuvre remarquable de Sébastien del Piombo, la *Résurrection de Lazare*. Ce tableau, placé d'abord dans la chapelle Saint-Michel, resta deux siècles à Narbonne et y fit l'admiration des visiteurs. Il ne trouva pas grâce devant l'humeur railleuse de Chapelle et Bachaumont qui, en 1636, voyageant en Languedoc, le traitèrent avec cette désinvolture de mauvais aloi qu'ils apportaient dans leurs appréciations.

C'est un vieux et sombre tableau,  
Où l'on voit sortir un Lazare  
A demi-nu de son tombeau.  
Mais le peintre l'a si bien fait,  
Sec, noir, hideux, pâle, effroyable,  
Qu'il semble bien moins le portrait  
Du bon Lazare que du diable.

Ces vers sont peut-être spirituels, mais l'appréciation qu'ils renferment est injuste et ne fut pas généralement partagée, comme le prouva l'événement. Le duc d'Orléans, pendant sa régence, fit, vers 1720, transporter à Paris pour l'ornement de sa galerie particulière l'œuvre de Sébastien del Piombo, et envoya à sa place une copie remarquable par son exécution et par le nom du copiste, Carle Vanloo. Elle se voit dans la chapelle Saint-Martin. Quant à l'original, après la révolution de 1793, il passa en Angleterre. Il est aujourd'hui à la *National Gallery* de Londres, qui l'a acquis en 1824 avec trente-huit autres toiles de la collection Angerstein. Estimé 83,000 francs à son arrivée en Angleterre, le premier empire en fit offrir 250,000.

L'autel de la chapelle Saint-Martin est en marbre gris et rouge avec tabernacle en marbre blanc. Le retable est formé par le tableau du Lazare dans un encadrement de bois doré et sculpté. Le tableau repose sur un soubassement de bois également doré et sculpté représentant

saint Martin partageant son manteau. Il n'est pas directement appliqué contre le mur de fond de la chapelle, et il existe entre le tableau et le mur un espace vide, servant de dégagement et de sacristie pour le service de l'autel.

Les verrières sont du commencement du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Elles ont été mises en plomb neuf en 1863 par une maison de Toulouse. Elles comprennent « trois fenêtres à fonds de « grisaille chargés d'entrelacs réticulaires en couleur. « Elles sont ornées d'écussons blasonnés alternant dans le « sens de la hauteur, les uns aux armes du chapitre et « les autres partis au premier coupé d'argent à la croix « pattée de gueules, et d'or à la bourse de sable brodée du « même métal (1), au deuxième d'or à trois fasces de « gueules.

« La fenêtre placée à droite mérite une attention particulière sous le rapport de l'ornementation. Celle-ci « varie, comme on peut le remarquer, dans chacune des « trois baies dont se compose la fenêtre. Mais elle a toujours pour base un dessin polychrome découpé à jour sur « un fond de grisaille fleuroné, et une bordure de couleur contenue entre deux filets unis dont un la sépare « du fond, et l'autre, laissé en blanc, la détache de l'architecture. Dans chaque baie, il y a comme deux systèmes « d'ornements superposés. Dans la première, c'est une « suite de losanges bleus, recouvrant un réseau composé « d'arcs de cercles rouges, avec des rosaces aux points de

---

(1) M. de Lasteyrie se trompe. Ce n'est pas une bourse, mais un vase qu'il faut voir dans ces armoiries, qui sont celles de l'archevêque Bernard de Farges. Elles se retrouvent dans la galerie reliant les bas-côtés du chœur, au-dessus de la porte méridionale. Bernard de Farges portait, d'après le P. Piquet, parti au premier coupé d'or à la croix pattée de gueules, qui est de son chapitre Saint-Étienne, fondé par lui à Narbonne en 1317, au second d'argent au pot de sable, qui est de Farges, à la moitié seconde fasce d'argent et de gueules, qui est de Gont, maison du pape Clément V. Cette description, on le voit, est loin d'être en rapport avec celle de M. de Lasteyrie, sur laquelle elle a l'avantage de l'exactitude.

« réunion des losanges. Dans la seconde, l'ornement  
« consiste en deux cadres entrelacés et bouclés à leurs  
« angles. Enfin, dans la troisième baie, ce sont des trian-  
« gles également entrelacés, avec fleurons de distance en  
« distance. Cadres et triangles sont rechapés d'orne-  
« ments noirs de très bon goût.

« Les blasons ne se voient qu'à la baie centrale...

« Sur les trois bordures différentes qui encadrent les  
« trois baies de cette fenêtre, deux sont blasonnées, l'une  
« de France, l'autre de Castille..... » (1).

Un contrat du chapitre Saint-Just nous apprend que le 19 juillet 1553 Toussaint Chozin, maître menuisier de Narbonne, fut chargé de construire le retable de la chapelle Saint-Martin moyennant le prix de 60 livres tournois (2). La description que contient ce contrat n'est pas applicable au retable actuel.

Deux statues de grandeur naturelle, saint Martin et saint Augustin, ornent cette chapelle.

#### CHAPELLES DU NORD

*Chapelle Notre-Dame de la Salette.* Cette chapelle fut d'abord dédiée à saint Christophe. L'autel fut élevé par les soins de Raymond de Céret, prêtre perpétuel de l'église de Narbonne, et consacré en 1293, la veille de la Nativité de la Vierge, par Poncius, évêque de Majorque remplaçant alors l'archevêque de Narbonne (3). Cette chapelle fut successivement dédiée à saint Bernard et à l'Ange gardien, et fut consacrée le 18 mars 1510.

L'autel est en pierre dure sur laquelle on a appliqué

---

(1) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.

(2) Archives départementales de l'Aude, G. 32, f° 353.

(3) *Ex veter. necrolog.*



une couche de peinture. Le retable, autrefois formé par un tableau, a été remplacé en 1878 par une statue de N.-D. de la Salette, œuvre d'un sculpteur toulousain, François Lacombe, installé à Perpignan. Cette statue, placée sur une montagne de rocailles provenant du domaine de Jonquières, a été débarrassée des deux enfants qui la flanquaient autrefois. Les marches sont en marbre. Sur le soubassement de l'autel sont placées des statues représentant Jésus-Christ entouré des quatre évangélistes.

Sur les murs de la chapelle, à gauche et à droite, on a peint en grandeur naturelle sainte Catherine, sainte Cécile, sainte Anne, saint Joseph, saint Joachim, sainte Élisabeth, sainte Jeanne, sainte Élisabeth, reine de Hongrie ; et dans un panneau l'apparition de la Vierge à Bernadette Soubirous à la grotte de Lourdes. Ces peintures sont l'œuvre d'un sieur Paute, artiste peintre de Béziers.

Les vitraux représentaient autrefois saint Pierre, saint Jean l'Évangéliste, et, dans l'amortissement de l'ogive, Jésus bénissant le monde, entouré des symboles des quatre évangélistes. Mais, le 2 juin 1864, le conseil de fabrique de Saint-Just confia à M. Steinheil, peintre verrier à Paris, l'exécution de la verrière actuelle représentant saint Charles Borromée et sainte Eulalie.

*Chapelle Saint-Joseph* (anciennement chapelle *Saint-Blaise*). Elle fut consacrée le 18 mars 1510 sous Briçonnet, et consacrée de nouveau le 14 mai 1614 par Louis de Vervins.

L'autel est en marbre gris et rouge. Le retable est formé par un tableau, la Sainte Famille, reposant sur un soubassement en bois doré et sculpté.

A gauche de l'autel on remarque le monument funéraire de Jean de Seigneuret, sieur de Laborde.

A droite est la porte de l'escalier qui conduit à la terrasse et aux tours de Saint-Just.

Des vitraux il restait l'écu de France porté par deux anges et quelques débris de pinacles qui semblaient appartenir aux premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, lorsqu'en 1850 le conseil de fabrique en décida la réfection et la confia à MM. Steinheil et Coffetier, peintres verriers à Paris. Ces derniers s'engagèrent à fournir un vitrail avec verres doubles et bien cuits, des plombs très forts; le vitrail devait représenter la Vierge et saint Joseph, les personnages ayant deux mètres de hauteur. Ces travaux ne furent exécutés qu'en 1857. L'écu de France porté par deux anges a été conservé.

*Chapelle Saint-Vincent-de-Paul.* Elle s'appelait autrefois chapelle *Saint-Paul*, et fut consacrée le 18 mars 1510 et le 14 mai 1614.

Cette chapelle a été complètement refaite à neuf en 1885.

L'autel, en pierre blanche dure, est surmonté d'une belle statue de saint Vincent de Paul.

Les verrières, qui n'offraient que quelques débris de grisailles et d'ornements réticulaires avec les armes du chapitre, ont été refaites à neuf par MM. Emmanuel Champigneulle et C<sup>ie</sup>, de Bar-le-Duc. Elles représentent les scènes suivantes de la vie de saint Vincent de Paul :

#### Apothéose de Saint Vincent de Paul.

Saint François de Sales représentant sainte Chantal et les sœurs de la Visitation à saint Vincent.

Mort de saint Vincent de Paul.

Saint Vincent de Paul au milieu des galériens.

Saint Vincent assiste Louis XIII dans son agonie.

Saint Vincent trouvant un enfant dans la cour du Palais.

Saint Vincent priant Richelieu de demander la paix.

Institution des sœurs de Charité.

Conférence de saint Vincent de Paul devant Bossuet, Fénelon, etc.

Au bas de la verrière on lit l'inscription suivante :

L'archiprêtre Cantegril étant curé de Saint-Just, 1885.

Don de M. Victor Brenguier et de Mademoiselle Louise Peyre.

*Chapelle Sainte-Thérèse* (anciennement chapelle *Saint-Jean*).

Consacrée le 15 août 1381, elle le fut de nouveau le 14 mai 1614 par l'archevêque de Vervins.

Cette chapelle n'offre rien de remarquable. C'est là que sont placés les fonts baptismaux, peu dignes d'une église comme Saint-Just.

Les vitraux sont modernes; ils ont été complètement refaits et représentent les armes du chapitre.

Près du dernier pilier gauche de la chapelle, on peut voir encastrée dans le mur l'épithaphe de Pons Orsandi, chapelain de Notre-Dame de Bethléem, et non loin de cette épithaphe une peinture presque complètement effacée, qui laisse deviner deux personnages nimbés à genoux.

C'est au-dessus de cette chapelle que se trouve la tour septentrionale de Saint-Just.

#### MAITRE-AUTEL

Le maître-autel de Saint-Just fut donné par le cardinal Pierre de Bonzy, archevêque de Narbonne. Il remplaçait un autel ancien, « autrefois à la mosaïque (1) », placé au niveau du sol de l'église.

De chaque côté de cet autel se dressaient six hautes colonnes de forme octogonale, en marbre blanc; sur chaque colonne était posée la statue d'un ange, en marbre,

---

(1) Procès-verbal de visite de l'église Saint-Just par Mgr de Beauvau.

d'un travail achevé, tenant un candélabre ou un encensoir. De grandes tapisseries de soie, dont la couleur variait selon les offices, entouraient l'autel. La table d'autel était en albâtre, artistement travaillée, et les sculptures dont elle était ornée représentaient la vie de la Vierge et les figures des saints Just et Pasteur. Derrière l'autel trois colonnes en marbre blanc soutenaient une table en marbre noir ; sur cette table et sous un magnifique dais reposaient deux chasses, celle de saint Just du côté de l'évangile, celle de saint Pasteur du côté de l'épître, toutes deux couvertes d'un voile très précieux tissé de soie, d'or et d'argent (1).

Le maître-autel de Saint-Just fut consacré le 23 mars 1510 par Jean de Colombe en l'honneur de l'Annonciation de la Vierge, et sous la pierre sacrée furent placées des reliques de saint Barnabé et de saint Philippe, apôtres, de saint Vincent et de saint Hippolyte, martyrs, et de sainte Marie-Madeleine.

En 1529 Richard Goyer et Antoine Galet, peintres à Narbonne, réparèrent le retable. Voici les réparations exécutées par Richard Goyer.

« Et premier en bas, dessoubz les pieds des images, il  
« luy fault à chacun son revestiment, excepté ung lequel  
« est entier, lesquelz autres qu'il y fallent, en y a viii. En  
« ensuyvant la besoigne, aulx piliers que sont entre les  
« ystoyres y fault troys images, c'est à savoir deux appos-  
« tres et ung Sainct-Jehan-Baptiste. Item plus il fault aux  
« autres petitz ymages desdits piliers v testes qui sont  
« rompues. Item plus il fault à la Trinité une colombe, et  
« à l'istoyre de l'Assumption Notre-Dame, au Dieu le Père,  
« il luy fault une mein. En ensuyvant aux piliers, dessus  
« lesdits appostres et vierges, il luy fault à chacun son  
« chapiteau, sont en somme xxxii. Item plus en ensuyvant,  
« il fault dessus les ystoyres deux tabernacles toutz

---

(1) P. Laporte, *op. cit.*, *tertia pars*, cap. viii, 12.

« entiers, et rabilier les autres six, ce que luy faict mes-  
« tier, comme l'on veoyt sus le lieu. Item plus, tout au plus  
« hault, ix pierres de taille, et au milieu un tabernacle sus la  
« Trinité. Item plus au pilier de entre les ystoyres y fault  
« ung pilier » (1). Ces réparations coûtèrent 18 livres  
tournois.

Galet toucha 40 livres pour la peinture et la dorure du  
retable du maître autel.

« Cy est déclaré comment le retable du grand autel de  
« monsieur Saint Just debvoit estre peinct par ledit sieur  
« Galet. Premièrement seront les tabernacles, clerevoyes  
« et piliers dudit retable dorés de fin or. Secondement le  
« camp desdits tabernacles seront d'azur fin. Item les per-  
« sonnages dudit retable auront les barbes et les cheveulx  
« dorés de fin or. Item les lizières des vestes desdits per-  
« sonnages seront enrichies de fleurs d'or et aultres  
« enrichissements, come apartient. Item le camp des  
« ystoyres seront dorés de fin or. Item les visaiges et  
« meins desdits personnages seront bien peinctz et incar-  
« nés. Item aulcunes choses quy apartiennent ausdits  
« retables d'estre de couleurs, comme sont les terrasses et  
« autres choses, seront peinctes de fines couleurs. Item au  
« bas dudit retable seront scriptes les ystoyres chescune  
« en son droyct, en lettre d'or sus camp d'azur. Item  
« saint Just et saint Pasteur qui sont aux costés dudit  
« retable seront peinctz comme les dessusdites ymages » (2).

Claude de Rebé, visitant l'église Saint-Just, consacra le  
maître-autel. Il remarqua que l'autel était couvert de cinq  
nappes. Les chanoines lui firent observer que par suite  
d'une très ancienne coutume il y avait toujours ce nombre,  
qu'au moment des offices on en retirait deux qui étaient  
replacées après les cérémonies, et que c'était là une cou-

---

(1) Archives départementales de l'Aude, G. 31, f° 72.

(2) *Ibid.*, f° 73.



tume très ancienne. Ils ajoutèrent qu'on ne disait sur cet autel qu'une messe par jour. Le roi y entendit la messe en 1632. La reine voulut aussi l'entendre ; mais, sur l'observation qu'on ne pouvait enfreindre l'ancienne coutume, on éleva un autel portatif devant le maître-autel, et l'office fut célébré. Louis XIV entendit aussi la messe sur un autel portatif en 1660 ; il en fut de même en 1701 et 1706 lorsque Philippe V, roi d'Espagne, passa à Narbonne (1).

L'ancien autel subsista jusqu'en 1694. Le cardinal de Bonzy, « ayant résolu de faire faire pour son droit d'entrée  
« et de chapelle un magnifique autel et un somptueux  
« retable dans le chœur de son église métropolitaine de  
« Saint-Just et Saint-Pasteur de cette ville, à la place de  
« l'ancien qui y étoit depuis longtemps, par Lauzel (2),  
« fameux sculpteur d'icelle, sur le dessein du célèbre  
« Jules Hardouin Mansart, premier architecte et intendant  
« des bâtiments du Roy, fit faire six belles colonnes de  
« marbre incarnat et blanc à Caunes (3), lieu de son dio-  
« cèse, et apporter d'Italie de marbre blanc, de Campan

(1) P. Laporte, *op. cit. tertia pars, cap. x, 1.*

(2) Le P. Piquet l'appelle Pierre Laucel. « Si les Romains, maîtres de Nar-  
« bonne, n'ont point daigné nous transmettre sur les marbres les noms de  
« deux célèbres architectes, Cœcilus et Maskarus Marcellus, ni Toulouse  
« dans la salle de ses illustres Bachelier, pourquoi ne donnerions-nous pas  
« ici place au célèbre Laucel, très excellent sculpteur et architecte ? L'autel de  
« l'église primatiale sera à jamais une preuve de ce que j'avance. L'ensemble  
« fait l'admiration des connoisseurs. La chapelle, autel et retable, de Sainte-  
« Thérèse dans l'église des Carmélites refformées de Narbonne fera toujours  
« beaucoup d'honneur à Laucel son auteur, ouvrage toujours admiré de  
« nouveau par le célèbre Casalbon, sculpteur de Béziers. Le retable de la  
« chapelle de Notre-Dame de Santé dans l'église des pères Minimes de Nar-  
« bonne est encore l'une de ses excellentes productions. C'est au commence-  
« ment de ce dix-huitième siècle que Laucel termina sa course bien rapide. »  
(P. Piquet, *Histoire de Narbonne*, liv. III, chap. 29).

(3) Caunes, bourg du canton de Peyriac-Minervois, dans le département de l'Aude, doit son origine à une ancienne et riche abbaye, dont l'église existe encore. Il y a à Caunes des carrières de marbre très-renommé, incarnat, gris, rouge veiné de blanc ou de brun, griotte, etc.

« en Gascogne de serpentino vert (1), de Saint-Pons-de-  
« Thomières (2) de noir diapré de blanc et or, et d'autres  
« endroits de diverses couleurs, et de Paris six bases et  
« six chapiteaux de colonne de l'ordre corinthien et plu-  
« sieurs petites consoles et petits chérubins en relief pour  
« les ornemens de métal composé de bronze, d'airain et  
« de plomb, et une grande cène à l'antique, deux anges et  
« ses armes à demy relief du même métal, et encore deux  
« grandes consoles, deux grands et petits anges, deux  
« vases à lampe ardants en forme de simpure (3), deux  
« urnes couronnées de flammes et une croix en reliefs de  
« bois de chaîne pour autres ornemens, le tout d'une cise-  
« leure, sculpture et dorure admirable; et après avoir fait  
« travailler et polir tous ces marbres, et dorer et brunir  
« toutes ces figures et ornemens de métal et de bois, et  
« qu'il eut enfin fait appareiller toutes les choses néces-  
« saires pour cet auguste autel et ce retable (qui est d'une  
« magnificence extraordinaire et a coûté plus de soixante  
« mille livres), il y mit la première pierre fondamentale  
« qu'il bénit le lundy 19<sup>e</sup> d'avril de l'an 1694, et après qu'il  
« fut achevé le consacra le mardy 22<sup>e</sup> de mars de l'an suivant  
« 1695 à l'honneur de Dieu Tout Puissant, sous l'invoca-  
« tion de Notre-Dame et de saint Just et saint Pasteur » (4).

---

(1) Campan, chef-lieu de canton (Hautes-Pyrénées), près de Bagnères-de-Bigorre; la vallée de Campan produit une variété de calcaire très connu. — *Marbre serpent in*, marbre dont le fond est vert avec des taches rouges et blanches (Bescherelle, *Dictionnaire national*).

(2) Saint-Pons-de-Thomières, ch.-l. d'arrondissement (Hérault). Ancienne abbaye de l'ordre de Saint-Benoît fondée en 936; ancien évêché, depuis 1318 jusqu'en 1611.

(3) C'est *simpule* que l'auteur a voulu écrire. — *Simpulum*, vase sacré à longue anse, avec lequel on faisait des libations dans les sacrifices (Bescherelle, *Dictionnaire national*).

(4) G. Lafont, ouv. cité, t. IV. — On lit dans un nécrologe de Saint-Just:  
« Anno Domini millesimo sexcentesimo quinto, die vigesima secunda mensis  
« martii Eminentissimus ac Reverendissimus in Christo pater Petrus S. R. E.

Le chapitre Saint-Just adressa ses remerciements au cardinal de Bonzy, se déclarant « contant, payé et bien  
« satisfait du droit de chapelle que S. E. devoit à l'église  
« pour son avènement, » ainsi qu'en fait foi l'acte suivant :

« L'an de la Nativité de Nostre Seigneur 1695, et le  
« trentiesme jour du mois de mars après midy, l'année iv<sup>e</sup>  
« du pontificat de nostre saint-père le pape Innocent XII<sup>e</sup>  
« à présent séant, régnant très chrestien prince Louis XIV<sup>e</sup>,  
« par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre, dans  
« le palais archiépiscopal de la ville de Narbonne, par  
« devant le notaire royal de ladite ville sousigné, feurent  
« présans en personne nobles et vénérables hommes,  
« messieurs Anne de Hautpoul, succenteur, Jean-Pierre  
« de Casteras de Villemartin, Melchior d'Aban de Moux,  
« Gabriel Delord de Sérignan, abbé de Foncaude, Antoine  
« Juif, abbé de Saint-Sévin, et Louis Dolmières, tous  
« chanoines en la sainte église primatiale Saint-Just et  
« Saint-Pasteur dudit Narbone, tous députés de leur  
« chapitre, par délibération capitulaire du jour d'hier,  
« lesquels en ladite qualité et en conséquence de ladite  
« délibération ont remercié très humblement S. E.  
« Monseigneur Pierre de Bonzy, cardinal prêtre de la  
« sainte église romaine du tiltre de Saint Eusèbe, arche-  
« vesque et primate de Narbone, président-né des Estatz  
« généraux de la province du Languedoc, comendeur des  
« ordres du roy, ici présent et acceptant, du don que S. E.  
« a eu la bonté de faire d'un magnifique autel dans le

---

« presbiter cardinalis Bonsius, Narbonensium archiepiscopus et primas, comi-  
« tiorum Occitaniae praeses natus, regionum ordinum commendator, altare  
« majus praesentis ecclesiae propriis sumptibus munificentissime exstructum  
« ad honorem Dei omnipotentis, sub invocatione beatissimae Virginis Mariae  
« et SS. martyrum Justi et Pastoris consecravit, assistentibus sibi venerabi-  
« libus viris D. Michael Vignes in eadem ecclesia Rhedessii archidiacono et  
« D. Anna de Hautpoul succentore et canonico. »

« chœur de ladite église, à l'honneur des saintz Just et  
« Pasteur, martyrs, patrons de ladite église, sur lequel  
« leurs reliques reposent, ce faisant en conséquence de  
« ladite délibération, lesdits sieurs députés ont reconnu  
« et déclaré que le chapitre se tient pour content, payé et  
« bien satisfait du droit de chapelle que S. E. devoit à  
« l'église pour son avènement et entrée à son archevesché,  
« avec promesse de n'en rien plus demander, soit à S. E.  
« ny à ses hérétiques; pour raison de quoy lesdits sieurs  
« députés ont obligé les biens temporels dudit chapitre,  
« et soumis à toutes rigueurs de justice; présans maistre  
« Antoine Verger, prêtre, chanoine en l'église collégiale  
« Saint-Pol, et maistre André Rigaud, secrétaire dudit  
« chapitre » (1).

L'édification du nouvel autel de Pierre de Bonzy nécessita des marches au-dessus du pavé du sanctuaire. Cette surélévation eut pour résultat de masquer la base des tombeaux confrontant le sanctuaire et de les défigurer complètement.

L'enlèvement des dalles du chœur fit disparaître le tombeau du cardinal Gaillard de La Mothe et les inscriptions qui marquaient la sépulture de divers personnages.

En 1752 le maître-autel est restauré. Suivant contrat du 31 mai de cette année le chapitre « baille à Joseph Gilard, « marbrier du lieu de Caunes, l'entreprise du devant « d'autel de marbre que ledit chapitre veut faire faire au « maître-autel du chœur de l'église Saint-Just conformément au plan et dessin qui en a été fait par ledit sieur « Gilard, et ce pour le prix et somme de dix neuf cens « livres moyennant laquelle Gilard promet et s'oblige de « faire et parfaire le devant d'autel et de fournir le tout « pour le mettre en sa perfection, sauf à l'égard de la « maçonnerie et ferrements que le chapitre fournira en

---

(1) Archives départementales de l'Aude, G. 48, f° 111.

« son propre, de même que le salaire des ouvriers de  
« ladite maçonnerie et ferrements et sauf encore de la  
« nourriture des deux marbriers qui vaqueront seulement  
« lorsqu'ils mettront en place ledit devant d'autel de  
« marbre. Demeurant convenu qu'il sera mis en place  
« entre icy et le dimanche des Rameaux de l'année pro-  
« chaine mil sept cent cinquante trois » (1).

En 1841, mille francs sont donnés par une personne pieuse pour placer sur le maître-autel un tabernacle accompagné d'un retable qui remplace, autant que faire se pourra, le retable existant du temps du chapitre. Falconnet fils, ébéniste à Narbonne, est chargé de demander à M. Viollet-le-Duc des indications. Ce dernier dresse un plan de tabernacle et de retable qui est adopté par la fabrique et exécuté. Le tabernacle est de grandes dimensions. Il ne mesure pas moins de 3 mètres de hauteur, 1<sup>m</sup> 60 de largeur et 1<sup>m</sup> de profondeur. Il est divisé en deux parties: la partie supérieure servait autrefois à l'exposition du Saint-Sacrement, celle du bas est destinée à renfermer les saintes hosties.

En décembre 1880, l'évêque de Carcassonne consacra la table actuelle du maître-autel qui remplaçait la pierre de M. de Bonzy devenue rugueuse et trop usée. Elle est en marbre et renferme les mêmes reliques que la table précédente.

L'édification de l'autel de Pierre de Bonzy donna encore lieu au changement de l'autel de Sainte-Catherine « qui  
« était séparé du grand autel et tourné vers le levant, et  
« est aujourd'hui tourné vers le couchant et dressé  
« derrière le grand autel » (2). L'autel de Sainte-Catherine

---

(1) Archives de Saint-Just.

(2) Procès-verbal de visite de Mgr de Beauvau. — « In capella beate  
« Catherine, retro altare majus predictæ sancte ecclesie et intra eorum  
« illius. » Archives départementales de l'Aude, G. 30, f° 247.



existe encore, mais il est caché par un plancher sur lequel est installé le lutrin des enfants de chœur. Il est en marbre rouge, vert et blanc. On y accède par trois marches. Il est plus haut que le maître-autel de 20 à 25 centimètres. La pierre sacrée est en marbre rouge, elle a 35 centimètres de long sur 25 centimètres de largeur. Cet autel fut consacré le 14 mars 1614 par Louis de Vervins.

Le retable avait été exécuté par Nicolas Tournier, peintre à Montbéliard, résidant à Carcassonne (décembre 1627-juin 1628). Il se composait d'un tableau représentant « l'ymage de Nostre-Dame assize, tenant le petit Jésus ; « d'ung costé l'ymage sainte Catherine et de l'autre « l'ymage de Magdelaine.....; et au-dessus de celle de « Nostre-Dame, le Saint-Esprit, le tout sur de bonne « toille et de la grandeur du tableau qui est de présent « posé sur ung quadre rond doré, d'environ quatre doitcz, « avec des vifves colleurs comme celles du retable du « Lazare..... » Tournier était tenu « azurer le ciel de « ladite chappelle parsemé d'estoilles et marbrer les mol- « leures à l'huile avec les enrechissements nécessaires ; « comme aussi peindre à l'huile à colleur de marbre « diversiffié et enrichi le fust des pilliers qui sont à la « dite chappelle. Pareillement peindre au dehors le dessus « de ladite chappelle, marbré et diversiffié à l'huile, et « dorer les trois testes qui sont à l'une desdites armoiries « et azurer le champ d'icelles, et les autres qui sont du « chappitre faire la croix rouge et le champ d'argent aussi « à l'huile, le tout bien et deuement enrichy et fait à « perfection » (1). Le tableau de Nicolas Tournier fut peint pour 300 livres.

---

(1) Archives départementales de l'Aude, G. 38, f<sup>o</sup> 45.

## CHAPITRE IV

### Vitraux du chœur.

« Le chœur de Saint-Just étant l'un des plus élevés qu'il y ait en France, il en résulte que la forme des fenêtres, « dans cette partie de l'église, est excessivement allongée. « Elles sont au nombre de treize. Celles de côté se composent chacune de quatre baies séparées entre elles par de « légers meneaux, tandis que les fenêtres beaucoup plus « étroites de l'abside n'en contiennent que deux. Ces « dernières seules ont conservé bien intactes leur vitrerie « primitive. Quant aux autres, elles ont été sensiblement « remaniées vers la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle » (1).

Voici la description de ces verrières.

#### CÔTÉ NORD

##### 1. Vitrerie blanche.

2. Saint Just et saint Pasteur ; les armes du chapitre. M. de Lasteyrie a vu dans ces personnages des saintes martyres. Nous croyons qu'il a été trompé par la figure juvénile et imberbe des jeunes martyrs de Complutum, que nous trouverons représentés plusieurs fois dans les

---

(1) Ferdinand de Lasteyrie, ouv. cité.

verrières et qui furent martyrisés à l'âge de 13 ans et de 7 ans, sous Dioclétien, vers l'an 303.

3. Même sujet.

4. Dans la première baie, à gauche, un évêque ou archevêque, reconnaissable à sa robe violette, est à genoux, en prières, les mains tournées vers le maître-autel. Dans la deuxième saint Christophe porte sur ses épaules l'enfant Jésus. Le personnage représenté dans la troisième paraît être un abbé ou une abbesse. Enfin, dans la quatrième, nous voyons un personnage inconnu, peut-être l'artiste qui a confectionné le vitrail.

Chacune des baies de cette fenêtre renferme un blason. Le premier et le quatrième sont d'argent à la fasce d'azur, accompagnée de cinq tourteaux de gueules, trois en chef et deux en pointe. Ce blason est de Jules de Médicis qui portait « d'or à six tourteaux, le premier de France par « concession de Louis onze à Pierre de Médicis, les autres « tourteaux de gueules, deux, deux et un » (1). Le deuxième blason est d'azur à la bande ondulée d'or avec étoiles d'or. Il paraît être celui de Guillaume Briçonnet; cet archevêque porte en effet « d'azur à la bande componée « d'or et de gueules de cinq pièces, le premier compon de « gueules, chargé d'une étoile d'or, comme le quartier « gauche de l'écu » (2). Le troisième blason est celui du chapitre.

Dans la quatrième baie nous voyons les armes de France.

Les quatre verrières du côté nord furent réparées, comme en témoignent des inscriptions, en 1743 par Jean Sabatié, en 1752 par Bompard Combe, en 1759 par J.-L. Sabatié, en 1675 par Couderc.

---

(1) P. Piquet, ouv. cité.

(2) *Ibid.*

ABSIDE

Les cinq fenêtres suivantes représentent des saints surmontés de dais bien caractérisés du xiv<sup>e</sup> siècle. Les vitraux ont été restaurés en 1840 par M. Passet père, de Narbonne, et remis entièrement en plomb neuf.

5. Saint Martin à cheval partageant son manteau. Un saint évêque. Blason du chapitre.

6. Deux saints, un abbé et un martyr. Blason du chapitre. Un autre blason, d'or au genêt ou aloès de sinople, à la bordure de même. D'après M. de Lasteyrie, sauf la bordure, ces armoiries seraient celles de la famille Série, dont plusieurs membres furent revêtus de dignités municipales à Narbonne (1). Ce pourrait bien être le blason de Pierre de Montbrun, dont la famille, d'après M. le chevalier Viguier de Lestagnol (2), portait d'azur à une tige de chardon, et, d'après le P. Piquet, d'argent et de gueules, à l'arbre à six rameaux de sinople.

7. Deux saints martyrs, qui, d'après la place qu'ils occupent au chevet du chœur, doivent être saint Just et saint Pasteur, patrons de la cathédrale. Blason d'argent à trois bandes de gueules, au chef cousu du premier métal chargé d'un lion issant de sable ; ce blason se trouve reproduit, mais dans un autre sens ; c'est celui de l'archevêque François de Conzié. Blason du chapitre.

8. Saint Pierre et saint Paul, apôtres. Blason du chapitre. Blason d'argent à la bande d'azur, accompagnée de six roses de gueules mises en orle. Ce sont les armoiries de Jean Roger de Beaufort, archevêque de Narbonne de 1373 à 1391 ; elles indiquent exactement la date du vitrail.

---

(1) D'Hozier, *Armorial général de France*, ms. de la Bibliothèque Nationale.

(2) *Histoire manuscrite des consuls de Narbonne*.

9. Saint André et saint Simon (?). Ce dernier tient une croix à la main gauche et foule aux pieds un dragon. Blason du chapitre.

#### CÔTÉ MIDI

Les fenêtres qui suivent ressemblent à celles du côté nord : même nombre de baies, même forme. Nous y trouvons le style de la fin du x<sup>v</sup>e siècle ou du commencement du xvi<sup>e</sup>, reconnaissable dans certaines aux dais ou pinacles surmontant les personnages.

10. Deux jeunes martyrs, sans doute saint Just et saint Pasteur. Pas de dais. Blason du chapitre.

11. Même sujet que le précédent.

12. L'adoration des Mages. Cette verrière a subi des réparations ; elle est d'une exécution défectueuse ; les personnages, surmontés de dais, ne se détachent pas avec toute la netteté désirable. Blason du chapitre. Blason d'argent au sautoir d'azur et à la bordure du même, chargé en chef d'une étoile d'or, que nous croyons être le blason de Pierre d'Abzac, archevêque de Narbonne de 1494 à 1502.

Cette verrière doit avoir été posée peu après la publication de la bulle d'Alexandre VI sur l'annate concédée à l'église Saint-Just à perpétuité. Cette bulle, du 6 novembre 1498, mentionne la pétition de Pierre d'Abzac et du chapitre Saint-Just pour le maintien du privilège accordé et nécessaire pour réparer les murs, les toitures, les verrières, les livres, calices et autres ornements de l'église, qui ont besoin d'être réparés ou refaits, et qui se détériorent tous les jours à cause des faibles ressources de l'église (1).

On lit sur cette verrière : « Ce vitrau a été réparé en 1743

---

(1) *Bulla et statuta*, etc., p. 153 et suiv.



« étant vitrier du chapitre Jean Sabatié. — Jean Chalan  
« de Béziers vitrier 1751. — Couderc de Narbonne 1675  
« vitrier du chapitre. — Bompart Combe vitrier de Nar-  
« bonne 1752. — J.-L. Sabatié vitrier du chapitre 1759. »

13. Saint Bernard, abbé, et saint Yves, docteur. Il y avait quatre blasons : 1<sup>o</sup> celui d'Aymon Le Veyer, chanoine et bienfaiteur de Saint-Just, de gueules, au lion d'or, chargé en chef d'un lambel d'argent, que M. de Lasteyrie a pris à tort pour le blason de l'archevêque François de Hallé ; 2<sup>o</sup> de Bretagne, d'hermine ; 3<sup>o</sup> de France, d'azur à trois fleurs de lis d'or ; 4<sup>o</sup> du chapitre. Lors des réparations de 1891-1892, les blasons d'Aymon Le Veyer et de Bretagne ont disparu.

Les vitraux portés sous les numéros 2 et 3 (côté nord), 10, 11 et 13 (côté midi), furent exécutés par Christophe Fabre, peintre de Narbonne, d'après un marché passé par le chapitre le 22 mars 1515. Le chapitre devait fournir le verre, le fer, l'étain, le plomb, le charbon, le ciment et les pierres nécessaires pour faire les vitraux. Quatre de ces vitraux, bordés de verre colorié, devaient représenter saint Just et saint Pasteur, et au-dessous les armoiries du chapitre. Le cinquième devait figurer saint Bernard et saint Yves avec les armoiries de France, de Bretagne, du chapitre et de feu Aymon Le Veyer, chanoine et bienfaiteur de Saint-Just. Christophe Fabre devait recevoir, par chaque pan de vitrail, mesure de Montpellier (*pro quolibet palmo dictorum vitrealium, mesure Montispessulani*), 18 deniers tournois et deux muids de vin.

Le vitrail porté au n<sup>o</sup> 4 (côté nord) nous paraît devoir être attribué à Christophe Fabre. L'exécution est en effet à peu près la même que celle des cinq vitraux qui font l'objet du marché précité ; comme chez ces derniers, la bordure est la même. L'explication de ce vitrail devient dès lors facile. Avant de charger Christophe Fabre d'un travail plus important, le chapitre aura voulu éprouver son

talent. L'artiste, laissé libre du choix de son sujet, aura représenté, soit Jules de Médicis qui était monté sur le siège de Narbonne en 1515, soit l'archevêque précédent, Guillaume Briçonnet, et dessiné leurs écussons, — saint Christophe, son patron, qui fut aussi celui de la chapelle, — sa propre figure, — enfin l'écusson de France, que nous trouvons encore dans le vitrail de la chapelle Saint-Joseph et dont la présence ici pourrait bien être une allusion aux importantes fonctions que Briçonnet avait remplies sous Louis XI, sous Charles VIII et sous Louis XII, ou au droit qu'avait Jules de Médicis de porter les fleurs de lis sur son blason.

Christophe Fabre fut, après les travaux qui lui avaient été commandés par le chapitre, chargé de réparer pendant sa vie les vitraux de Saint-Just, moyennant un salaire annuel de 25 livres, payable tous les trois mois (1). En décembre 1520, cette somme fut convertie en une rente en nature, consistant annuellement en six setiers de froment et deux muids de vin (2).

Un peintre ou vitrier était chargé de l'entretien des vitraux de Saint-Just. Il était obligé « de bien acouter  
« toutes les verrines de ladite esglise et faire toutes four-  
« nitures à ses despens, et lesdits messieurs du chapitre  
« ont promis lui payer pour ladite besogne quatre sous  
« par pan carré. Et après que lesdites verrines seront  
« abilhées et mises en bon ordre, ledit maistre sera tenu  
« de entretenir lesdites verrines et réparer les trous non  
« exédans ung pam carré, et fornir verre et plom à ses des-  
« pens. Item sera tenu de garder que les panneaux desdites  
« verrines ne tombent point à sa faulte; quoy advenant,  
« il sera tenu les réparer de ses despens. Item est de pacte  
« que si par impétuosité de vents, tempeste ou autre

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 30, f° 241.

(2) *Ibid.*, G. 30, f° 333.

« inconvenient, lesdits panneaux ou vitres se rompent, ledit  
« maistre sera tenu les réparer à ses despens, saulf que  
« ledit chapitre sera tenu de fornir plom et voirre néces-  
« saire. Item est de pacte que ledit maistre sera teneu,  
« une fois l'année, nectier le cueur de ladite esglise,  
« ensemble la neuf et chapelles d'icelle, tant le ciel que  
« aultres murailles et verrines de hault en bas, à ses  
« despens; et pour ce dessus faire lesdits messieurs ont  
« promis lui paier chescung an six cestiers froment à  
« Pasques et deux muictz de vin, à Saint-Michel » (1).

Parmi les peintres ou vitriers qui furent chargés de l'entretien des vitraux de Saint-Just, nous relevons les noms suivants: Nicolas Robin (21 novembre 1521), Antoine Galet (1522), Jean Gély (24 avril 1523), Nicolas Loix (15 mars 1546), Jean Gardelle (20 mai 1616), Gabriel Canavassier (21 novembre 1640), Jacques Contilhac (9 décembre 1645), Jacques Coudere (13 avril 1656-29 mai 1664) (2).

L. NARBONNE.

---

(1) Arch. dép. de l'Aude, G. 31, f° 297.

(2) *Ibid.*, G. 30, f° 393; G. 31, f° 119, 121, 297; G. 36, f° 5, 44, 55, 72 et 98.

# LES MONNAIES IBÉRIQUES

## ATTRIBUÉES A NARBONNE

---

### I

Narbonne a été dotée par Boudard de monnaies de bronze portant d'un côté une tête à droite, de l'autre un taureau bondissant et une légende ibérique dans laquelle ce savant numismate a cru retrouver le nom primitif de l'antique cité.

Aloiss Heiss a adopté cette identification, mais en interprétant l'inscription d'une manière un peu différente. Voyant un **R** là où Boudard voyait un **D**, Heiss lit **NERENCN** (1) et nomme *Nérènes* le peuple qui a frappé ces monnaies et auquel le nom de *Nédènes* ou *Nédhènes* (2) avait été donné.

Dans les manuscrits de l'*Ora maritima* Narbonne est appelée *Nado*. C'est un des commentateurs d'Avienus, Hudson, qui, en croyant faire une correction heureuse, aurait substitué à ce mot celui de *Narbo*.

---

(1) *Neren coen*, c'est-à-dire *ceux de Nere* ou de *Naro*; les *Nérènes*.

(2) **NEDHENCN**; *Nédhéna coen*, c'est-à-dire *ceux de Nédhéna* ou de *Nado*; les *Nédhènes* ou *Nédènes*.

Mais Boudard fait observer qu'Avienus a bien soin de nous dire qu'il décrit les lieux sous leurs dénominations les plus anciennes, réservant celles qui étaient usitées de son temps pour une autre partie de son poème qui ne nous est pas parvenue. Il en conclut qu'il devait réellement y avoir *Nado* dans le texte primitif.

Boudard prétendait, à l'appui de son opinion, que l'appellation ibérique *Nédhèna*, dont *Nado* serait une transcription latine, s'était en quelque sorte conservée jusqu'à nos jours, et que les paysans de la montagne nommaient encore dans leur patois *Nédénésés* les habitants de Narbonne.

Heiss pensait qu'il devait y avoir dans les anciens manuscrits d'Avienus *Naro*, transcription de la légende celtibérienne, si l'on adopte sa leçon.

Mais, s'il y a un léger désaccord dans l'interprétation de cette légende, il n'y en a pas dans l'attribution des médailles qui la portent, et c'est l'essentiel.

Ces monnaies ne se rencontrent jamais de l'autre côté des Pyrénées, donc elles appartiennent à la Narbonnaise.

Ce n'est pas dans le Roussillon qu'on les trouve ordinairement, et elles ne sont pas plus communes dans le département des Pyrénées-Orientales que dans celui de l'Aude; donc elles n'ont pas été frappées par une peuplade habitant au pied même des Pyrénées, comme l'avait avancé dubitativement Charles Robert dans la *Numismatique de la province de Languedoc*.

Les considérations historiques ne permettent ni de s'éloigner du littoral ni de dépasser Béziers.

La partie orientale du département de l'Aude est donc toute désignée.

Mais l'abondance de ces pièces montre clairement qu'elles ont été émises par une grande cité, par un peuple important, car il n'y a pas lieu de présumer, d'après l'étude des types, que leur émission ait duré très longtemps,



aussi longtemps, par exemple, que celle des monnaies des Longostalètes; donc le point du littoral nettement indiqué ne peut être que Narbonne.

On pourrait ajouter que la présence de l'hippocampe sur quelques médailles des Nédènes vient encore préciser un peu plus, prouver que ce peuple vivait au bord de l'eau, et désigner Narbonne encore plus clairement; mais il ne faut pas donner à ces sortes de raisons une trop grande importance. On voit néanmoins que tout vient corroborer l'attribution proposée.

Les faits sont parfaitement d'accord avec toutes ces considérations, et des trouvailles continuelles désignent exactement Narbonne. L'hésitation n'est pas possible. Ces pièces y sont plus communes que partout ailleurs. On peut hardiment l'affirmer. On nous en présente à chaque instant. On les trouve isolément aux alentours de la ville presque aussi fréquemment que les monnaies les moins rares de l'époque romaine, que les as de Nîmes, par exemple, qui sont partout si communs, ce qui n'est pas le cas des pièces en question. Ces monnaies, j'en conviens, se rencontrent également dans les départements limitrophes, mais en beaucoup moindre quantité. Leur présence, d'ailleurs fort naturelle, vient encore confirmer leur attribution, comme je le faisais remarquer à propos des médailles des chefs gaulois. Je ne puis que répéter ce que je disais alors; dans l'antiquité les monnaies de bronze des petites localités sortaient peu du territoire restreint des cités qui les avaient émises; seules les espèces des grandes villes se disséminaient. Les monnaies des Nédènes sont trop répandues pour qu'on puisse les considérer comme ayant été frappées par une petite peuplade perdue au pied des montagnes. Je sais très bien que, même si elles avaient été émises dans ces conditions, on en trouverait une certaine quantité à Narbonne, car dans les villes où l'on trouve beaucoup de médailles antiques on en découvre souvent

de pays lointains et peu importants, mais on n'y en retrouverait pas un si grand nombre et l'on n'en rencontrerait pas dans toute la région.

Je suis obligé d'insister là-dessus, puisque la provenance est la seule chose qui puisse nous guider dans la recherche de la localité où ces monnaies à légendes énigmatiques ont été fabriquées.

Cette provenance est étudiée depuis plus d'un demi-siècle; elle était déjà mise en lumière à l'époque où Boudard publiait ses études et l'attribution qu'il proposait n'était pas seulement basée sur l'interprétation de la légende. Il ne m'appartient pas d'apprécier cette interprétation aussi savante qu'ingénieuse, qui en somme n'a pas été modifiée beaucoup par Heiss.

Le sera-t-elle un jour davantage? Elle pourra varier; l'identification basée sur la provenance est à l'abri de toutes ces variations.

L'attribution de Boudard n'a été contestée, je crois, que parce que jusqu'à ce jour on s'est mal posé la question relative à ces médailles. Voici à peu près ce que l'on s'est dit.

Les monnaies des Nédènes ont été frappées sous la domination romaine; Narbonne en devenant colonie avait reçu le droit romain et ne pouvait pas avoir d'atelier; lorsqu'on l'a dotée de ces pièces, on les croyait plus anciennes; d'ailleurs l'interprétation de leur légende est loin d'être incontestable; donc elles ne lui appartiennent pas.

Voici comment la question doit se poser aujourd'hui.

La provenance constante des monnaies des Nédènes désigne rigoureusement Narbonne; on ne peut vraisemblablement les donner à aucune autre localité; donc elles lui appartiennent. Et dans ce cas trois hypothèses se présentent.

1<sup>re</sup> Ce monnayage est antérieur à l'an 118 avant J.-C.

2<sup>re</sup> Ou bien il s'est produit dans les premiers temps de

la domination romaine dans des circonstances ou des conditions qui nous échappent, exceptionnellement toléré par les Romains.

3° Ou mieux encore l'oppidum des Nédènes était très voisin de Narbonne, mais il n'avait pas été compris dans le territoire attribué à la colonie.

Cette dernière hypothèse est intimement liée à la seconde ; les deux n'en font qu'une qui est la seule plausible, la première étant en contradiction avec les idées admises aujourd'hui sur l'âge des monnaies ibériques.

Heiss avait pensé que les pièces en question avaient été frappées à l'époque du soulèvement général de la Narbonnaise contre le Sénat de Rome ou que leur fabrication avait été alors reprise, mais cette opinion a été combattue et il n'y a pas lieu de soulever de nouveau ce débat. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il soit nécessaire de faire intervenir le soulèvement de la Narbonnaise pour expliquer ces monnayages que je considère cependant comme contemporains de l'occupation romaine, comme s'étant produits à la fin du deuxième siècle avant J.-C. et dans la première moitié du premier.

Pour le moment il suffit de retenir que ces monnaies appartiennent incontestablement à Narbonne. Leur abondance aux alentours de la ville ne laisse aucun doute à cet égard ; l'attribution de Boudard et de Heiss se confirme de jour en jour.

Cependant j'ai déjà réclamé pour Narbonne les médailles des chefs gaulois sans ethnique et celles des Longostalètes.

Je rappelle rapidement l'état de la question.

## II

Les monnaies grecques, gréco-ibériques et ibériques de la Narbonnaise sont des pièces de bronze, présentant

entre elles les plus grandes analogies, appartenant au même système monétaire, provenant de la même région, émises sûrement sur notre littoral et formant cependant quatre groupes distincts : Chefs gaulois ; Bétarrates ; Longostalètes et monnaies ibériques, c'est-à-dire : médailles dites des Nédènes et pièces analogues.

Un seul groupe a pu être attribué à une localité connue ; cette localité est Béziers.

Cela nous donne une indication précieuse, car les trois autres ne peuvent avoir été frappés que dans le voisinage.

Effectivement toutes ces pièces sont très abondantes à Narbonne. Leur provenance n'a jamais été contestée. On ne peut les attribuer à aucun peuple connu et Narbonne qui a eu dans l'antiquité une si grande importance ne peut revendiquer aucune monnaie. Tout porte donc à croire qu'elles lui appartiennent.

Mais comment doter la même ville de trois séries de pièces qui sont en partie contemporaines ?

Cette considération m'a amené à supposer que les populations qui vivaient à l'embouchure de l'Aude formaient diverses agglomérations, qu'il y avait au moins deux quartiers distincts habités par des peuples différents. Cette supposition est loin d'être gratuite, car il y avait en effet des Ibères et des Volkes dans le pays.

Voilà l'état de la question que je reprends aujourd'hui.

L'hypothèse de deux villes n'est pas sans exemple. J'ai cité celui d'Emporium.

Il y avait à Emporium des Ibères et des Grecs ; à Narbonne des Ibères, des Grecs et des Volkes.

L'importance de Narbonne, avant les Romains, n'a jamais été ni politique ni militaire ; ce n'était en somme qu'un grand marché, qu'un *emporium* ; c'est d'ailleurs ainsi qu'elle est qualifiée par la plupart des historiens et des géographes anciens, notamment par Hécatée de Milet : *Ναρεβων εμποριον*.

Strabon est plus explicite.

« ..... Située au-dessus des bouches de l'Atax et de  
« l'étang *Narbonitis*, dit le géographe grec, Narbonne est  
« le plus grand emporium de ces contrées..... » (1).

« De l'autre côté du fleuve (le Rhône), dit un peu plus  
« loin le même auteur, ce sont les Volkes qui occupent  
« la plus grande partie du pays, les Volkes dits Arécomi-  
« ques. Narbonne passe pour être leur port ; il serait plus  
« juste de dire qu'elle est celui de la Gaule entière, tant elle  
« surpasse les autres villes maritimes par l'importance et  
« l'activité de son commerce.....

« ..... La métropole des Arécomiques, Nîmes, bien infé-  
« rieure à Narbonne en ce qu'on n'y voit pas la même  
« affluence d'étrangers et de commerçants, forme en revan-  
« che une commune, une cité plus considérable. Elle a  
« sous sa dépendance vingt-quatre bourgs très populeux  
« et dont les habitants unis aux siens par les liens du  
« sang allègent par leurs contributions les charges qui  
« pèsent sur elle..... » (2).

Cette dernière citation fait bien ressortir la véritable  
physionomie de Narbonne; elle montre clairement la  
nature de son importance purement maritime et commer-  
ciale, celle de Nîmes au contraire ayant un caractère  
exclusivement politique ou religieux.

L'analogie de Narbonne et de l'*emporium* d'Ibérie est évi-  
dente.

Supposez qu'elle avait aussi, comme cette dernière cité,

---

(1) iv, 6; Cf. *Géographie* de Strabon, trad. par Amédée Tardieu. — Strabon a vécu de l'an 66 environ avant J.-C. à l'an 24 de l'ère chrétienne, mais il est évident que ce qu'il dit de Narbonne ne s'applique pas exclusivement à la colonie. L'importance commerciale de Narbonne avant l'arrivée des Romains est d'ailleurs attestée par tous les auteurs. Hécatee de Milet vivait au sixième siècle avant J.-C.

(2) iv, 12; Cf. *Géographie* de Strabon, trad. par Amédée Tardieu.



ses quartiers distincts, la question s'éclairera immédiatement d'un jour tout nouveau.

Et surtout croyez bien que je n'invente pas pour les besoins de ma cause ces diverses populations.

Que trouvons-nous dans notre contrée au début de la période historique?

Les auteurs anciens ne sont pas toujours bien d'accord sur les noms qu'ils donnent à nos peuples primitifs ; leurs indications généralement très laconiques, étant parfois contradictoires, ne peuvent pas toujours être considérées comme exactes et les commentaires des auteurs modernes ne méritent pas non plus une confiance absolue. Ce qu'on nous a dit le plus souvent, c'est qu'il y avait dans le pays des Ligures et des Ibères, indépendamment des Phéniciens et des Grecs qui le fréquentaient.

Puis nous voyons apparaître des Celtes qui, nous dit-on, refoulèrent les Ligures vers les Alpes et les Ibères vers les Pyrénées.

Quant à ces derniers, les médailles viennent nous prouver formellement qu'ils n'ont jamais quitté notre littoral et qu'ils s'y sont maintenus à côté des Celtes.

Ceci, étant établi par les monuments et n'étant pas en désaccord avec les textes anciens, doit être admis.

Il est donc certain qu'il y avait à l'embouchure de l'Aude deux peuples différents, sans compter la population étrangère qui les avait civilisés.

Quelle était cette population ? Les auteurs modernes l'appellent phénicienne, phénico-punique ou grecque.

Les médailles nous répondent plus catégoriquement. Les types sont empruntés aux plus belles monnaies de la Grèce et la langue employée dans les inscriptions est le grec. Nous savons donc quel avait été le peuple civilisateur.

Mais ces Grecs, avant de se trouver en contact avec les Ibères et avec les Celtes, s'étaient trouvés en présence du

premier de ces deux peuples seulement. Les Ibères avaient donc été les premiers civilisés. Les plus anciennes médailles que nous trouvons sont en effet des pièces émises par une population ibérique qui avait adopté la langue grecque. Les historiens et les géographes anciens nous ont transmis les noms des grands peuples, mais ils ne nous donnent pas toujours les dénominations particulières de toutes les peuplades qui les composaient. La numismatique vient parfois combler les lacunes de l'histoire; la population gréco-ibérique qui vivait à l'embouchure de l'Aude s'appelait les Longostalètes.

Voilà un second fait établi par les monuments, qui n'est pas en désaccord avec les textes anciens, et qui, par conséquent, doit être définitivement admis.

Les historiens et les géographes nous apprennent qu'à un moment donné les Volkes étaient maîtres de toute notre région; ils en font deux grandes familles, les Tectosages et les Arécomiques qui apparaissent plus tard dans l'histoire. Nous avons vu que les auteurs n'étaient point d'accord au sujet de la limite des deux peuples, que Ptolémée donnait Narbonne au premier, Strabon au second et que la numismatique lui donnait raison (1). Cela importe peu d'ailleurs. Il suffit de savoir qu'il y avait à Narbonne à côté des Ibères une population d'origine opposée. Ici encore la numismatique nous en dira plus long que l'histoire.

En arrivant dans le pays les Volkes vont se trouver en présence d'un peuple plus civilisé qu'eux, tenant sa civilisation des Grecs; à leur tour, ils vont aussi lui prendre et sa langue et sa civilisation.

Et nous trouverons à Narbonne des monnaies portant des noms gaulois écrits en grec.

---

(1) *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, 1896, p. 18. *Les Monnaies gauloises qu'on peut attribuer à l'arrondissement de Saint-Pons*.

Deux peuples distincts ; deux séries monétaires différentes.

Si nous interrogeons maintenant ces monnaies qui seules peuvent nous donner des renseignements exacts, nous allons assister au déclin de la civilisation hellénique qui devait avoir été à l'apogée justement vers l'époque de l'arrivée des Volkes. Nous allons voir le monnayage de ce peuple cesser avant l'autre après être tombé au dernier degré de la barbarie. Nous verrons alors des noms gaulois paraître sur les monnaies des Longostalètes en même temps qu'une légende ibérique. La décadence de la civilisation grecque remettait en usage l'ancienne langue du pays et amenait la fusion des deux populations. Voilà ce que la numismatique nous apprend. L'histoire la contredit-elle ? Certes non. L'arrivée des Romains, à défaut d'autres causes, devait forcer tous les indigènes à s'unir pour la défense d'intérêts communs. Jusqu'ici par conséquent l'accord entre les numismates et les historiens est parfait et tout ce qui précède peut donc être tenu pour certain.

Les Romains s'établissent à leur tour à l'embouchure de l'Aude. Plus civilisés que les indigènes, ils viennent cette fois leur apporter leur langue et leur civilisation. Mais ils sont bien peu nombreux par rapport à la masse des anciens habitants et ce n'est pas en un jour que ceux-ci vont adopter leurs mœurs et leurs usages.

Aussi, plus de soixante-dix ans après le premier établissement de la colonie, nous voyons le Sénat de Rome décider l'envoi de nouveaux colons. La conquête n'était donc pas achevée, puisqu'on envoyait une nouvelle expédition ; l'organisation n'était pas terminée ou n'avait pas eu un caractère définitif, puisqu'on procédait à une réorganisation. Voilà ce que nous dit l'histoire. Et la numismatique nous montre en effet la population indigène formant tout autour de la colonie diverses agglomérations

plus ou moins importantes et continuant la fabrication des monnaies de bronze indispensables aux appoints et dont les Romains ne pouvaient pas plus se passer que les Ibères.

L'an 45 avant l'ère chrétienne, nous dit l'histoire, la conquête était terminée, l'organisation complète et définitive; et la numismatique ajoute: et tous ces monnayages avaient cessé.

C'est donc bien la population de Narbonne qui a frappé les pièces portant la légende **NEDHENCN**, et, quel que soit le sens de cette inscription, l'identification de Boudard reste absolument intacte.

Les autres monnaies ibériques de la Narbonnaise ont été émises aux alentours de la ville, dans un rayon peu étendu, dans ces diverses localités qui bordent les étangs où l'on retrouve des débris antiques et de vieux murs de quai. Toutes ces pièces appartiennent au littoral. La plupart de ces localités reliées aujourd'hui au continent étaient autrefois entourées par les eaux. Cette circonstance, ces conditions me semblent bien propres à expliquer comment les populations qui les habitaient pouvaient avoir conservé une certaine indépendance dans les premiers temps de la domination romaine; tout en étant très voisines de la colonie, elles en étaient nettement séparées.

Malheureusement, comme je l'ai déjà fait observer, à l'époque romaine, des dénominations purement latines se sont souvent substituées aux noms primitifs, et la toponymie des environs de Narbonne ne vient pas corroborer les identifications qui ne pourraient être proposées que sur de simples considérations géographiques.

Les populations qui vivaient en ces divers lieux furent peu à peu absorbées par la grande cité. Les modifications que subissait incessamment le littoral hâtèrent sans doute la ruine de ces diverses localités qui ne tardèrent pas à être désertes. La nature favorisait l'œuvre des nouveaux

maîtres; bientôt tout le pays allait être entièrement romain. Quelques débris antiques antérieurs à la période romaine viennent parfois marquer aujourd'hui la place des premiers habitants, attester leur existence et justifier nos conjectures, mais c'est malheureusement bien rare; et c'est cependant la seule chose qui puisse nous guider dans la recherche des lieux où furent les anciens ateliers. Espérons qu'un jour quelques découvertes archéologiques heureuses viendront nous donner des indications utiles. Les monnaies ibériques de la Narbonnaise autres que *les nédènes* (1) sont fort rares; une de ces pièces, une seule, trouvée dans une de ces localités aurait une grande signification.

Je n'ai encore aucune trouvaille de ce genre à enregistrer (2), mais je profite de l'occasion pour rappeler qu'avant la construction du collège de Narbonne, quand nous fîmes fouiller les substructions du Capitole, nous découvrîmes en divers endroits des bronzes à la légende **NEDHENCN**; ce qui viendrait confirmer une fois de plus, si cela était nécessaire, l'attribution de ces pièces; ce qui vient à merveille leur assigner l'âge qu'on leur donne aujourd'hui.

---

(1) C'est-à-dire les monnaies qui diffèrent des Nédènes par l'inscription ou qui indépendamment de la légende de **NEDHENCN** en portent une autre.

(2) Je ne veux pas dire qu'on ne trouve aux alentours de Narbonne que des monnaies des Nédènes; nous avons dans nos collections des pièces de ce groupe présentant des inscriptions variées ainsi que des monnaies où la légende habituelle est accompagnée d'une inscription secondaire; mais, comme la plupart de ces pièces sont entrées depuis longtemps dans les cartons du Musée, nous ignorons le plus souvent en quel endroit précis elles ont été trouvées. Elles ont été recueillies dans la localité, c'est tout ce que nous savons. Les monnaies qu'on nous présente communément sont celles qui portent simplement **NEDHENCN**.



### III

Placer ces divers ateliers aux alentours de Narbonne et spécialement sur les bords du golfe intérieur au fond duquel la colonie se trouvait alors ou dans les îles qui le parsemaient, c'est expliquer merveilleusement tous ces monnayages. Quant à proposer des identifications, je crains bien qu'il ne faille à jamais y renoncer, comme je l'ai déjà dit. Je dois remarquer cependant que quelques-uns des lieux auxquels on peut songer aujourd'hui avaient précisément été dotés de pièces ibériques par Boudard qui, ne s'occupant que de l'interprétation des légendes, arrivait par conséquent au même résultat par des considérations toutes différentes.

Des médailles celtibériennes ont été également attribuées à Béziers. Il va sans dire que, quoique je réclame pour les petites localités des alentours de Narbonne la plupart des monnaies ibériques de la Narbonnaise, je n'ai aucune raison sérieuse pour exclure la ville des Bétarrates, en somme peu éloignée, et qui, comme Narbonne dans les premiers temps de la domination romaine, pourrait bien avoir eu aussi un atelier celtibérien.

Les pièces portant simplement **NEDHENCN** sont excessivement abondantes; celles sur lesquelles on lit une autre légende, soit seule, soit au-dessous de la première, sont très rares. Cela confirme l'opinion de Boudard et de Heiss qui ont donné les premières à Narbonne: cela corrobore l'attribution des autres à de petites localités des environs, sans exclure Béziers.

#### IV

Ainsi, c'est bien aux alentours de Narbonne qu'ont été émises la plupart des monnaies ibériques de la Narbonnaise. Il est impossible d'expliquer la parfaite ressemblance de toutes ces médailles, si l'on s'obstine à les considérer comme provenant d'ateliers éloignés les uns des autres. Supposez au contraire que ces ateliers se touchaient pour ainsi dire, et c'est le cas, et vous comprendrez la rigoureuse similitude de pièces portant des légendes variées.

Que faut-il penser de ces légendes? Sont-ce vraiment des localisations? c'est probable au moins pour la plupart. Et les monnaies qui en présentent deux nous font-elles connaître des villes alliées, comme on l'a pensé. Mais ce serait surtout dans ce cas qu'il faudrait rapprocher autant que possible les ateliers. Que viendrait faire le nom des Ibères qui auraient occupé le promontoire de Cette, par exemple, sur les espèces des Narbonnais? Ces alliances étaient compréhensibles quand on croyait ces monnayages antérieurs de plusieurs siècles à l'époque romaine; elles sont inadmissibles sous les Romains. Deux noms de lieux inscrits sur la même monnaie prouvent tout simplement qu'elle devait avoir cours dans ces deux localités et que ces deux localités se touchaient.

#### V

Telle est la seule manière de s'expliquer l'émission de nos monnaies celtibériennes. Nous avons vu, plus haut,

que l'explication du double monnayage grec n'était pas moins aisée.

L'hypothèse de deux villes ou de divers quartiers habités par des populations distinctes n'est d'ailleurs pas nouvelle. Elle avait été nettement formulée par Boudard dans son *Essai sur la numismatique ibérienne* (1) : elle est développée à la fin du livre premier auquel elle sert de conclusion. Je pourrais me retrancher derrière son autorité en faisant observer en outre qu'on ne saurait l'accuser de l'avoir inventée pour les besoins de la cause ; car elle était alors inutile, puisqu'il ne s'agissait de doter Narbonne que d'une série de médailles seulement.

D'après Boudard, il y aurait eu deux villes à Narbonne comme à Emporium, une d'origine phénico-punique, Narbo, dont le nom viendrait dans ce cas des deux noms phéniciens, *Naar*, fleuve, et *Bô*, entrée, et l'autre exclusivement composée d'Ibères, *Nédhèna*.

Il ne m'appartient pas de discuter si l'origine phénicienne de Narbonne est suffisamment établie, mais l'existence de divers peuples à l'embouchure de l'Aude et notamment d'une population grecque considérable ne saurait être contestée. L'hypothèse de Boudard est donc parfaitement fondée : comme elle est indépendante de l'élément qui dominait parmi les étrangers établis sur notre littoral, elle conserve aujourd'hui toute sa valeur.

On ne peut donc pas m'accuser de l'avoir inventée uniquement pour doter Narbonne de monnaies jadis données à Béziers. Fermement décidé à revendiquer avant tout les pièces des Longostalètes, la revendication des bronzes des chefs gaulois ne ferait que compliquer inutilement le problème dont je cherche la solution. Je ne réclame donc ces derniers que parce que je ne crois pas qu'il soit possible de les maintenir à Béziers. Ils ont été émis par une

---

(1) *Numismatique ibérienne*, pp. 134 à 138.

peuplade contemporaine des Bétarrates, de même race et de même origine qu'eux : ils ne peuvent donc pas avoir été frappés dans la même localité. Et alors même qu'on pourrait faire pour Béziers la même supposition que pour Narbonne, ce qui n'est pas possible, on ne saurait lui donner les pièces des chefs gaulois et celles qui portent la légende **BHTAPPATIC**. Ces monnaies ont été émises en même temps, par le même peuple, dans deux villes voisines, et non par deux populations différentes dans la même cité.

D'ailleurs, de même que j'ai pu me retrancher derrière l'autorité de Boudard en ce qui concerne l'hypothèse de deux villes à Narbonne, je puis, en ce qui concerne l'attribution que je soutiens, invoquer l'opinion de Charles Robert et de Sauley.

Les pièces des Longostalètes, les médailles où paraissent des noms de chefs gaulois sans ethnique et les monnaies ibériques sur lesquelles on lit **NEDHENCN** ou **NERENCN** ont été émises par les populations qui avaient vécu ou qui vivaient à l'embouchure de l'Aude et qui y avaient formé ou qui y formaient diverses agglomérations au milieu desquelles l'an 118 avant J.-C. vinrent s'établir les Romains ; c'est tout ce que je voudrais avoir démontré.

G. AMARDEL.











Inventaire des Archives communales de Narbonne antérieures à  
1789, par G. MOURNÈS, archiviste du département de l'Aude,  
3 vol. in-4°..... **120 fr.** »

J.-J. Cassanea de Mondonville, compositeur et maître  
de musique de la chapelle du Roi, notice biogra-  
phique publiée sous les auspices de la Commission  
archéologique de Narbonne, par L. GALIBERT..... **1 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique et littéraire  
de l'arrondissement de Narbonne (1<sup>re</sup> série, années  
1876-1877)..... **6 fr.** »

Bulletin de la Commission archéologique de Nar-  
bonne (2<sup>me</sup> série, années 1890 et 1891 (épuisé), 1892,  
1893 et 1<sup>er</sup> semestre 1894), 9 fascicules... le fasc. **3 fr.** »

Les fascicules du 2<sup>me</sup> semestre 1894, des années 1893,  
1896 et 1897, le fascicule..... **4 fr.** »

Catalogue raisonné des objets d'art et de céramique  
du Musée de Narbonne, par EUGÈNE FIL..... **1 fr. 25**

Catalogue de la Bibliothèque publique de Narbonne,  
par M. J. TISSIER, bibliothécaire-archiviste, ancien  
élève de l'école des Chartes (2 vol.)..... **15 fr.** »

En vente chez FRANÇOIS CAILLARD, imprimeur-libraire,  
2, rue Corneille, Narbonne.